

Panorama des statistiques de l'OCDE

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

2014

énergie
échanges santé ressources
éducation main-d'œuvre
public transport taxes
production science conversion
recettes dépenses migration régions
technologie mondialisation
productivité revenu investissement
finance prix
environnement main-d'œuvre gouvernement société
population

Panorama des statistiques de l'OCDE 2014

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2014), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014 : Économie, environnement et société*, Éditions OCDE.
<http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2014-fr>

ISBN 978-92-64-20920-6 (imprimé)
ISBN 978-92-64-20921-3 (PDF)
ISBN 978-92-64-20922-0 (HTML)

Annuel :
ISSN 1818-6394 (imprimé)
ISSN 1814-7372 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo :

Chapter 2 : © Image Source/Getty Images | Chapter 3 : © Istockphoto/Dan Barnes | Chapter 4 : © Stockbyte/Getty Images | Chapter 5 : © Lawrence Lawry/Photodisc/Getty Images | Chapter 6 : © Larry Lee Photography/Corbis | Chapter 7 : © Cocoon/Digital Vision/Getty Images | Chapter 8 : © Comstock Images/Comstock Images/Getty Images | Chapter 9 : © Digital Vision/Getty Images | Chapter 10 : © Jacobs Stock Photography/Getty Images | Chapter 11 : © OCDE.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2014

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@efcopies.com.

Panorama des statistiques de l'OCDE 2014

AVANT-PROPOS

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est la publication statistique la plus complète de l'Organisation. Il contient un large éventail d'indicateurs comparables à l'échelle internationale qui permettent d'évaluer et de comparer les performances des pays dans le temps et dans divers domaines qui sont au premier plan des préoccupations des citoyens et des responsables de l'action publique.

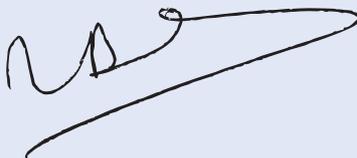
Rédigé dans un langage accessible à tous, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* propose plus de 100 indicateurs couvrant les 34 pays membres de l'OCDE, et, sous réserve de données comparables disponibles, l'Afrique du sud, le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie et la République populaire de Chine.

Toutes les données qui figurent dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont également disponibles en ligne sur OECD.Stat, la plateforme de diffusion de données de l'Organisation, ainsi que sur le nouveau portail de données de l'OCDE à compter de juin 2014. Grâce à ces différents formats, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* offre un outil de référence facile à utiliser à tous ceux qui sont à la recherche de statistiques fiables et comparables sur le plan international.

Par rapport à l'édition précédente, plusieurs nouveaux indicateurs ont fait leur entrée dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Ainsi, une palette d'indicateurs relatifs aux échanges en valeur ajoutée et au changement climatique ont été ajoutés, afin d'aider à mieux comprendre les tendances relatives à la mondialisation et à l'environnement. Les chaînes de valeur mondiales et les systèmes de production fragmentés à l'échelle internationale occupent aujourd'hui une place prépondérante dans l'économie mondiale. Les nouvelles statistiques sur **les échanges en valeur ajoutée** permettent de mieux rendre compte de l'intégration des économies mondiales, par exemple en mesurant le contenu en importations des exportations dans différents secteurs ou l'importance croissante des services dans les échanges mondiaux. Dans le domaine de l'environnement, les nouveaux indicateurs relatifs aux **émissions de gaz à effet de serre, de soufre et d'azote** mettent en lumière les principaux moteurs du changement climatique et leurs effets potentiels sur notre santé et nos écosystèmes.

Une méthodologie fiable est indispensable pour garantir la qualité des données présentées dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE*, ainsi que leur comparabilité à l'échelle internationale et leur pertinence. La nouvelle édition du *Panorama des statistiques de l'OCDE* contient des données compilées conformément à plusieurs nouvelles méthodologies statistiques élaborées ces dix dernières années et approuvées au niveau international. Il s'agit notamment du nouveau *Système de comptabilité nationale 2008* (SCN 2008), de la 6^e édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP6) et de la version actualisée de la *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique* (CITI Rev.4), qui déterminent la mesure et la présentation du Produit intérieur brut et d'autres statistiques économiques connexes, des flux internationaux de biens et de services, et d'autres statistiques sectorielles.

Fort des changements apportés à l'édition de cette année, tant en termes de contenu que de diffusion, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* continuera, j'en suis sûre, de fournir les données qui étayeront les efforts déployés par l'OCDE pour remplir sa mission visant à promouvoir *des politiques meilleures pour une vie meilleure* et pour répondre à l'évolution des besoins des citoyens, des chercheurs, des analystes et des décideurs en matière de statistiques.



Martine Durand

Chef statisticien de l'OCDE et Directrice de la Direction des statistiques

REMERCIEMENTS

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE*, au format papier et électronique, ainsi que sa base de données en ligne, est le fruit d'une coopération permanente en matière de statistiques entre la quasi-totalité des Directions et des organes spécifiques de l'OCDE – parmi lesquels l'*Agence internationale de l'énergie (AIE)*, l'*Agence pour l'énergie nucléaire (AEN)* et le *Forum international des transports (FIT)*. Cet ouvrage reflète également la coopération continue et efficace établie entre les autorités statistiques des pays de l'OCDE et des pays partenaires.

La Direction des Statistiques de l'OCDE assure la coordination générale du *Panorama des statistiques de l'OCDE*, sous l'égide de David Brackfield en qualité d'éditeur et d'Ingrid Herrbach, qui assume la responsabilité technique globale des travaux. La Direction des relations extérieures et de la communication a fourni des directives éditoriales, sous la conduite d'Eileen Capponi et de Damian Garnys, qui a coordonné les lectures complémentaires. Le Département Systèmes collaboratifs et de préparation des documents de la Division Services des technologies et réseaux d'information de la Direction exécutive de l'OCDE a assuré le support informatique.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Remerciements	5
Guide de l'utilisateur	8

Population et migration

POPULATION	12
Population totale	12
Fécondité	16
Population dépendante	18
Population par région	20
Population âgée par région	22
MIGRATION INTERNATIONALE	24
Population immigrée et étrangère	24
Tendances des migrations	26
Migrations et emploi	28
Migration et chômage	30

Production et productivité

PRODUCTION ET INVESTISSEMENT	34
Taille du PIB	34
Évolution du PIB	36
Taux d'investissement	38
PRODUCTIVITÉ	40
Niveaux de la productivité du travail	40
Évolution de la productivité du travail	42
Productivité et croissance	44
Coûts unitaires de la main-d'œuvre	46
Rémunération du travail	48
STRUCTURE ÉCONOMIQUE	50
Valeur ajoutée par activité	50
Valeur ajoutée réelle par activité	52
Petites et moyennes entreprises	54

Revenus et patrimoine des ménages

REVENUS ET ÉPARGNE	58
Revenu national par habitant	58
Revenu disponible des ménages	60
Épargne des ménages	62
INÉGALITÉS DES REVENUS	64
Inégalité des revenus	64
Taux et intensité de la pauvreté	66
PATRIMOINE DES MÉNAGES	68
Actifs financiers des ménages	68
Dette des ménages	70
Actifs non financiers des ménages	72

Mondialisation

ÉCHANGES	76
Échanges internationaux en pourcentage du PIB	76
Échanges internationaux de biens	78
Échanges internationaux de services	80
Partenaires commerciaux	82
Échanges en valeur ajoutée	84
Échanges en valeur ajoutée : rôle des biens intermédiaires et des services	86
IDE ET BALANCE DES PAIEMENTS	88
Investissement direct étranger	88
Balance des paiements	92

Prix

RIX ET TAUX D'INTÉRÊT	96
Inflation (IPC)	96
Indices des prix à la production	98
Taux d'intérêt à long terme	100
PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE	102
Taux de conversion	102
Taux de change effectifs réels	106

Énergie et transport

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE	110
Approvisionnement en énergie	110
Intensité énergétique	112
Production d'électricité	114
Énergie nucléaire	116
Énergies renouvelables	118
Production de pétrole	120
Prix du pétrole	122
TRANSPORT	124
Transport de marchandises	124
Transport de voyageurs	126
Accidents de la route	128

Travail

EMPLOI ET HEURES TRAVAILLÉES	132
Taux d'emploi	132
Taux d'emploi par classe d'âge	134
Emploi à temps partiel	136

Emploi non salarié	138
Emploi par région	140
Durée effective du travail	142

CHÔMAGE	144
Taux de chômage	144
Chômage de longue durée	146
Chômage par région	148

Science et technologies

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	152
Dépenses de recherche et développement	152
Chercheurs	154
Brevets	156
Dépôt de brevet dans les zones métropolitaines	158
INFORMATION ET COMMUNICATIONS	160
Taille du secteur TIC	160
Exportations d'équipements liés aux TIC	162
Ordinateurs, internet et télécommunications	164

Environnement

EAU ET RESSOURCES NATURELLES	168
Consommation d'eau	168
Pêcheries	170
Déchets municipaux	172
AIR ET CLIMAT	174
Émissions de dioxyde de carbone	174
Émissions de soufre et d'azote	176
Émissions de gaz à effet de serre	178
Viabilité écologique dans les zones métropolitaines	180

Éducation

RÉSULTATS	184
Évaluation internationale des élèves	184
Enseignement des mathématiques	186
Évaluation internationale des compétences des adultes	188
Inactivité des jeunes	190
Combien d'étudiants sont inscrits à l'étranger ?	192
Niveau de formation	194
RESSOURCES	196
Dépenses d'éducation	196

Enseignants	198
Dépenses dans l'enseignement supérieur	200

Gouvernement

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS	204
Dépenses, recettes et déficits publics	204
Dettes publiques	206
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	208
Répartition des dépenses entre les niveaux d'administration	208
Recettes et dépenses des administrations publiques par habitant	210
Coûts de production des administrations publiques	212
TRANSPARENCE DU GOUVERNEMENT	214
Déclaration d'intérêts et de patrimoine	214
DÉPENSES PUBLIQUES	216
Dépenses sociales	216
Dépenses de retraite	218
SOUTIENS À L'AGRICULTURE ET AIDE ÉTRANGÈRE	220
Soutien des administrations publiques à l'agriculture	220
Concours publics à la pêche	222
Aide publique au développement	224
FISCALITÉ	228
Impôts applicables au travailleur moyen	228
Recettes fiscales totales	230

Santé

ÉTAT DE SANTÉ	236
Espérance de vie	236
Mortalité infantile	238
Suicides	240
FACTEURS DE RISQUES	242
Tabagisme	242
Consommation d'alcool	244
Surpoids et obésité	246
RESSOURCES	248
Médecins	248
Personnel infirmier	250
Dépenses de santé	252

Index analytique	254
-------------------------	------------

GUIDE DE L'UTILISATEUR

Présentation et contenu

- Chaque tableau ou graphique est précédé d'un bref commentaire qui donne la définition des statistiques (**Définition**) et expose les principaux problèmes qui peuvent se poser lorsqu'on veut comparer les résultats des pays (**Comparabilité**). Pour éviter toute erreur d'interprétation, les tableaux doivent donc être lus en liaison avec le texte qui les accompagne.
- Les tableaux et graphiques sont aussi disponibles en tant que fichiers à télécharger.
- En général, le grand public et les médias s'intéressent surtout aux statistiques dans une optique à court terme (par exemple, comment ont évolué ces derniers mois l'emploi, les prix ou le PIB ?). Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* se situe dans une vision à plus long terme. Le texte et les graphiques rendent compte essentiellement de l'évolution intervenue au moins durant les dix dernières années. Cette perspective à long terme permet de comparer dans de bonnes conditions les succès et les échecs des politiques mises en œuvre pour améliorer le niveau de vie et la situation sociale dans les pays étudiés.
- Afin de faciliter les comparaisons entre pays, de nombreux indicateurs du *Panorama des statistiques* ont été normalisés en les rapportant au produit intérieur brut (PIB) de chaque pays. Lorsque le PIB doit être converti en une monnaie commune, on a utilisé les parités de pouvoir d'achat (PPA) au lieu des taux de change. Lorsque les PPA ont été appliquées, les différences de niveau de PIB traduisent uniquement les différences de volume des biens et services, les écarts de niveau de prix ayant été éliminés.

Conventions

Sauf indication contraire :

- L'OCDE couvre les 34 pays membres de l'OCDE sauf si indiqué différemment dans la section « Comparabilité ». L'indicateur est soit la moyenne pondérée des valeurs des pays, soit une moyenne arithmétique non pondérée.
- Pour chaque pays, les moyennes sur une période prennent uniquement en compte les années pour lesquelles les données sont disponibles. Le *taux moyen de croissance annuelle* d'une variable sur une période est la moyenne géométrique des taux de croissance annuels de cette variable présentés dans le tableau au cours de la période considérée (autrement dit, il s'agit du taux composé de croissance annuelle).
- La période couverte est précisée dans chaque tableau ou graphique. La mention *XXXX ou dernière année disponible* (où XXXX est une année ou une période) signifie que les données pour les années ultérieures n'ont pas été prises en compte.

Signes, abréviations et acronymes

..	Valeur manquante ; non applicable ou non disponible
0	Moins de la moitié du niveau de précision de l'unité de l'observation
-	Zéro absolu
USD	Dollars des États-Unis
CAD	Comité d'aide au développement
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
FIT	Forum international des transports
ONU	Nations Unies
CEE ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
OMC	Organisation mondiale du commerce

Les codes ISO sont utilisés pour les pays

AUS	Australie	ISL	Islande	CAD	Total CAD
AUT	Autriche	ISR	Israël	EA17	Zone euro
BEL	Belgique	ITA	Italie	EU27	Union européenne
CAN	Canada	JPN	Japon	G7M	Sept grands pays
CHE	Suisse	KOR	Corée	OCDE	zone OCDE
CHL	Chili	LUX	Luxembourg	WLD	Monde
CZE	République tchèque	MEX	Mexique		
DEU	Allemagne	NLD	Pays-Bas	BRA	Brésil
DNK	Danemark	NOR	Norvège	CHN	Chine
ESP	Espagne	NZL	Nouvelle-Zélande	IDN	Indonésie
EST	Estonie	POL	Pologne	IND	Inde
FIN	Finlande	PRT	Portugal	RUS	Fédération de Russie
FRA	France	SVK	République slovaque	ZAF	Afrique du Sud
GBR	Royaume-Uni	SVN	Slovénie		
GRC	Grèce	SWE	Suède		
HUN	Hongrie	TUR	Turquie		
IRL	Irlande	USA	États-Unis		

StatLinks

Cet ouvrage offre une prestation unique, **StatLink**, qui permet de télécharger en version Excel[®] les graphiques et les tableaux. Le lien **StatLink** figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse internet, que vous pouvez utiliser avec votre navigateur internet pour obtenir les données en format Excel.

Pour de plus amples informations sur **StatLink**, voir : www.oecd.org/statistiques/statlink.

Accéder aux publications de l'OCDE

- Les publications de l'OCDE citées dans le présent ouvrage sont disponibles via *OECD iLibrary* (www.oecd-ilibrary.org/fr), la bibliothèque en ligne de l'OCDE.
- Tous les documents de travail de l'OCDE peuvent être téléchargés via *OECD iLibrary*.
- Toutes les bases de données mentionnées dans le livre peuvent également être consultées via *OECD iLibrary*.
- De plus, les versions imprimées de tous les livres de l'OCDE peuvent être achetées sur le site de vente par correspondance de l'OCDE (www.oecdbookshop.org).

Glossaire de termes statistiques

Le *Glossaire de termes statistiques* en ligne de l'OCDE (<http://stats.oecd.org/glossary>) complète parfaitement le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Il contient près de 7 000 définitions de termes, acronymes et concepts, sous une forme très conviviale. Ces définitions proviennent essentiellement des directives et recommandations statistiques internationales formulées ces deux ou trois dernières décennies par des organisations comme les Nations Unies, l'OIT, l'OCDE, Eurostat, le FMI et les instituts nationaux de la statistique.





POPULATION ET MIGRATION

POPULATION

POPULATION TOTALE

FÉCONDITÉ

POPULATION DÉPENDANTE

POPULATION PAR RÉGION

POPULATION ÂGÉE PAR RÉGION

MIGRATION INTERNATIONALE

POPULATION IMMIGRÉE ET ÉTRANGÈRE

TENDANCES DES MIGRATIONS

MIGRATIONS ET EMPLOI

MIGRATION ET CHÔMAGE

POPULATION TOTALE

La taille et la progression de la population d'un pays représentent à la fois les causes et les conséquences du développement économique et social. Le rythme de progression de la population ralentit dans tous les pays de l'OCDE.

Les projections démographiques, qui donnent des indications sur l'évolution probable de la taille et de la structure de la population, constituent un instrument démographique courant. Elles servent de base à d'autres projections statistiques (l'offre de services, l'emploi, etc.) et, en tant que telles, sont très précieuses pour faciliter la prise de décision au sein de l'État.

Définition

Les données se rapportent à la population résidente. Pour des pays qui ont des colonies, des protectorats ou d'autres possessions territoriales outre-mer, les statistiques n'englobent pas, en règle générale, les populations de ces territoires. Les taux de croissance correspondent aux variations annuelles de la population résultant du solde des naissances, des décès et de l'immigration nette au cours de l'année. La population d'âge actif est celle âgée de 15 à 64 ans.

Comparabilité

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les statistiques de la population sont basées sur des recensements réguliers réalisés tous les dix ans, et, pour les années intermédiaires, sur les données administratives. Dans plusieurs pays européens, les données proviennent intégralement de registres administratifs. En règle générale, les données démographiques présentent un bon degré de comparabilité.

En bref

En 2011, les pays de l'OCDE regroupaient 18 % de la population mondiale, estimée à 7 milliards de personnes. La Chine en représentait 20 % et l'Inde, 17 %. À l'intérieur de la zone OCDE, les États-Unis comptaient pour 25 % de la population totale, suivis par le Japon (10 %), le Mexique (9 %), l'Allemagne (7 %) et la Turquie (6 %).

Entre 2009 et 2011, des taux de croissance démographique supérieurs à la moyenne de l'OCDE (0,7 % par an) ont été enregistrés en Israël, au Mexique et en Turquie (pays à forte natalité) ainsi qu'en Australie, au Canada, au Chili, au Luxembourg, en Norvège, en Suède, en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis (pays à fort excédent migratoire). La Nouvelle-Zélande et l'Irlande ont également enregistré un taux de croissance démographique supérieur à la moyenne de l'OCDE, sous l'effet d'un taux de natalité proche du seuil de remplacement (équivalant à 2,1 enfants par femme) et d'un taux de migration nette positif.

En Hongrie et en Allemagne, la population a décliné essentiellement en raison de taux de natalité faibles. En Grèce, le recul démographique concerne surtout la population d'âge actif en raison de l'émigration. Le taux de croissance démographique était également négatif en Estonie, en Islande et au Portugal, tandis qu'il était très bas mais néanmoins positif au Japon, en Italie et en République slovaque. Jusqu'en 2050, on estime que la population des pays de l'OCDE va augmenter de 0,3 % par an.

À noter que, pour certains pays, les chiffres de population indiqués ne sont pas ceux qui sont utilisés pour calculer le PIB et d'autres statistiques économiques par habitant, mais les écarts entre les séries de données sont généralement faibles.

Les projections démographiques sont tirées des sources nationales lorsque celles-ci sont mises à disposition mais, pour certains pays, elles s'appuient sur les projections de l'ONU ou d'Eurostat. Les projections mondiales proviennent de l'ONU. Toutes les prévisions démographiques reposent sur des hypothèses concernant les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de fécondité et du solde migratoire. Souvent, un ensemble de projections est produit en utilisant différentes hypothèses sur ces tendances futures. Les estimations présentées ici correspondent aux variantes médianes ou centrales.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- Pour les pays membres : sources nationales, Nations Unies et Eurostat.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Russie et l'Afrique du sud : Nations Unies, *Perspectives de la population mondiale: Révision de 2012*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *The Future of Families to 2030*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.
- *Perspectives démographiques mondiales des Nations Unies*.

Sites Internet

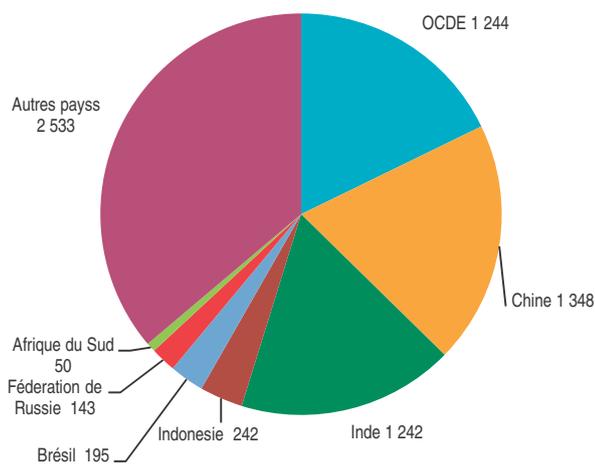
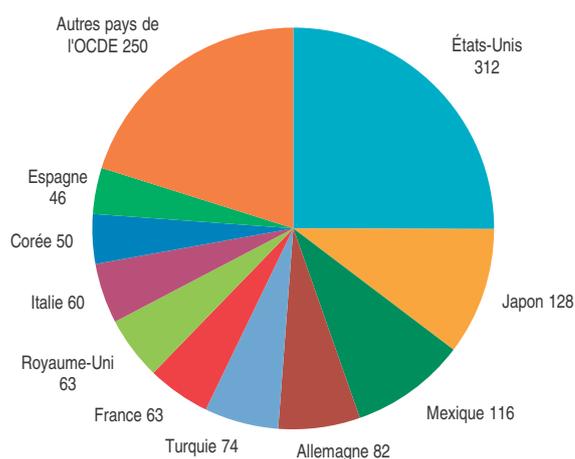
- Base de données de l'OCDE sur la famille, www.oecd.org/social/famille/basededonnees.



POPULATION TOTALE

Population
Milliers

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2020	2050
Allemagne	82 488	82 534	82 516	82 469	82 376	82 266	82 110	81 902	81 777	81 798	81 932	79 914	69 412
Australie	19 651	19 895	20 127	20 395	20 698	21 016	21 384	21 779	22 065	22 324	22 684	25 288	33 959
Autriche	8 082	8 121	8 172	8 228	8 269	8 301	8 337	8 365	8 390	8 406	8 430	8 724	9 360
Belgique	10 333	10 376	10 421	10 479	10 548	10 626	10 710	10 796	10 920	11 048	11 128	11 758	13 139
Canada	31 354	31 640	31 941	32 245	32 576	32 928	33 318	33 727	34 127	34 484	34 880	38 025	48 606
Chili	15 746	15 919	16 093	16 267	16 433	16 598	16 763	16 929	17 094	17 248	17 403	18 549	20 205
Corée	47 622	47 859	48 039	48 138	48 372	48 598	48 949	49 182	49 410	49 779	50 004	51 436	48 121
Danemark	5 376	5 391	5 405	5 419	5 437	5 461	5 494	5 523	5 548	5 571	5 592	5 582	5 621
Espagne	41 314	42 005	42 692	43 398	44 116	44 879	45 556	45 909	46 071	46 175	46 147	45 249	41 788
Estonie	1 368	1 362	1 356	1 351	1 346	1 342	1 340	1 338	1 337	1 335	1 329	1 328	1 250
États-Unis	287 625	290 108	292 805	295 517	298 380	301 231	304 094	306 772	309 326	311 588	313 914	333 896	399 803
Finlande	5 201	5 213	5 228	5 246	5 266	5 289	5 313	5 339	5 363	5 388	5 414	5 606	6 084
France	59 894	60 304	60 734	61 182	61 597	61 965	62 300	62 615	62 918	63 224	63 519	66 098	72 341
Grèce	10 988	11 024	11 062	11 104	11 148	11 193	11 237	11 283	11 214	11 123	11 093	11 426	10 605
Hongrie	10 159	10 130	10 107	10 087	10 071	10 056	10 038	10 023	10 000	9 959	9 920	9 856	8 718
Irlande	3 932	3 997	4 070	4 160	4 274	4 399	4 454	4 459	4 519	4 577	4 587	4 774	5 482
Islande	288	289	293	296	304	311	319	319	318	319	320	345	420
Israël	6 570	6 690	6 809	6 930	7 054	7 180	7 309	7 486	7 624	7 754	7 886	8 983	13 824
Italie	57 157	57 605	58 175	58 607	58 942	59 375	59 832	60 193	60 483	60 010	59 540	59 001	55 710
Japon	127 435	127 619	127 687	127 768	127 770	127 771	127 692	127 510	128 057	127 799	127 515	124 100	97 076
Luxembourg	446	452	458	465	473	480	489	498	507	518	531	523	644
Mexique	103 418	104 720	105 952	107 151	108 409	109 787	111 299	112 853	114 256	115 683	117 054	127 092	150 838
Norvège	4 538	4 565	4 592	4 623	4 661	4 709	4 768	4 829	4 889	4 953	5 019	5 061	5 854
Nouvelle-Zélande	3 949	4 027	4 088	4 134	4 185	4 228	4 269	4 316	4 368	4 405	4 433	4 565	5 046
Pays-Bas	16 149	16 225	16 282	16 320	16 346	16 382	16 446	16 530	16 615	16 693	16 755	17 240	17 343
Pologne	38 232	38 195	38 180	38 161	38 132	38 116	38 116	38 153	38 517	38 526	38 534	37 830	34 543
Portugal	10 420	10 459	10 484	10 503	10 522	10 543	10 558	10 568	10 573	10 558	10 515	10 832	10 674
République slovaque	5 377	5 373	5 372	5 373	5 373	5 375	5 379	5 386	5 391	5 398	5 408	5 417	4 880
République tchèque	10 201	10 202	10 207	10 234	10 267	10 323	10 430	10 491	10 517	10 497	10 509	10 797	10 842
Royaume-Uni	59 323	59 557	59 031	59 408	59 751	60 137	60 540	60 927	61 344	63 285	63 705	66 754	76 959
Slovénie	1 995	1 996	1 997	2 000	2 007	2 010	2 021	2 040	2 049	2 053	2 057	2 142	2 115
Suède	8 925	8 958	8 994	9 030	9 081	9 148	9 220	9 299	9 378	9 449	9 519	10 168	11 269
Suisse	7 285	7 339	7 390	7 437	7 484	7 551	7 648	7 744	7 828	7 912	7 955	8 379	8 981
Turquie	69 304	70 231	71 151	72 065	71 105	70 138	71 052	72 039	73 142	74 224	75 176	81 699	93 469
UE-28	485 721	487 739	489 917	492 026	494 005	496 045	497 980	499 523	501 079	501 928	502 403	514 913	523 804
OCDE	1 172 142	1 180 378	1 187 910	1 196 191	1 202 773	1 209 712	1 218 783	1 227 122	1 235 936	1 244 063	1 250 407	1 298 440	1 394 961
Afrique du Sud	46 188	46 869	47 553	48 235	48 919	49 603	50 267	50 890	51 452	51 949	52 386	55 131	63 405
Brésil	176 304	178 741	181 106	183 383	185 564	187 642	189 613	191 481	193 253	194 933	196 526	207 143	215 288
Chine	1 295 322	1 302 810	1 310 414	1 318 177	1 326 146	1 334 344	1 342 733	1 351 248	1 359 822	1 368 440	1 377 065	1 432 868	1 384 977
Fédération de Russie	145 306	144 649	144 067	143 519	143 050	142 805	142 742	142 785	142 849	142 961	143 207	143 860	120 896
Inde	1 076 706	1 093 787	1 110 626	1 127 144	1 143 289	1 159 095	1 174 662	1 190 138	1 205 625	1 221 156	1 236 687	1 353 305	1 620 051
Indonésie	215 038	218 146	221 294	224 481	227 710	230 973	234 244	237 487	240 677	243 802	246 864	269 414	321 377
Monde	6 280 854	6 357 992	6 435 706	6 514 095	6 593 228	6 673 106	6 753 649	6 834 722	6 916 184	6 997 999	7 080 073	7 716 749	9 550 945

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038248>Population mondiale
Milliers, 2011StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035493>Population de l'OCDE
Milliers, 2011StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035512>

POPULATION TOTALE

Taux de croissance de la population

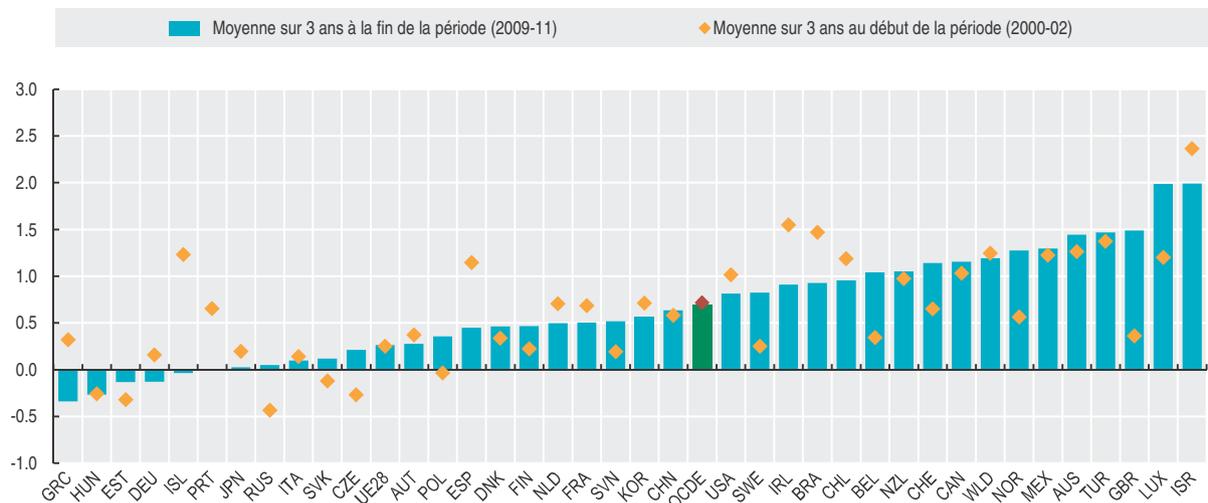
Croissance annuelle en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.14	0.17	0.17	0.06	-0.02	-0.06	-0.11	-0.13	-0.19	-0.25	-0.15	0.03	0.16
Australie	1.20	1.36	1.23	1.24	1.17	1.33	1.49	1.54	1.75	1.85	1.31	1.17	1.61
Autriche	0.24	0.38	0.49	0.49	0.62	0.68	0.50	0.39	0.44	0.34	0.29	0.20	0.28
Belgique	0.24	0.34	0.45	0.42	0.43	0.55	0.66	0.74	0.79	0.81	1.15	1.17	0.73
Canada	0.94	1.09	1.08	0.91	0.95	0.95	1.03	1.08	1.18	1.23	1.18	1.05	1.15
Chili	1.32	1.13	1.12	1.10	1.09	1.08	1.02	1.01	1.00	0.99	0.98	0.90	0.89
Corée	0.84	0.74	0.56	0.50	0.38	0.21	0.49	0.47	0.72	0.48	0.46	0.75	0.45
Danemark	0.33	0.36	0.32	0.27	0.26	0.28	0.33	0.44	0.59	0.54	0.45	0.41	0.38
Espagne	0.84	1.14	1.46	1.67	1.64	1.65	1.66	1.73	1.51	0.77	0.35	0.22	-0.06
Estonie	-0.09	-0.42	-0.44	-0.43	-0.40	-0.36	-0.38	-0.28	-0.15	-0.13	-0.12	-0.15	-0.42
États-Unis	1.12	0.99	0.93	0.86	0.93	0.93	0.97	0.96	0.95	0.88	0.83	0.73	0.75
Finlande	0.21	0.23	0.24	0.24	0.29	0.34	0.38	0.43	0.47	0.48	0.46	0.46	0.48
France	0.66	0.70	0.70	0.68	0.71	0.74	0.68	0.60	0.54	0.51	0.50	0.51	0.49
Grèce	0.32	0.30	0.34	0.33	0.35	0.38	0.40	0.40	0.40	0.41	-0.61	-0.81	-0.27
Hongrie	-0.26	-0.23	-0.28	-0.29	-0.22	-0.20	-0.16	-0.15	-0.17	-0.15	-0.23	-0.41	-0.39
Irlande	1.34	1.60	1.70	1.64	1.85	2.20	2.75	2.92	1.25	0.11	1.36	1.27	0.22
Islande	1.43	1.39	0.88	0.60	1.15	1.12	2.86	2.32	2.56	-0.03	-0.39	0.32	..
Israël	2.68	2.38	2.03	1.82	1.78	1.78	1.78	1.79	1.79	2.42	1.84	1.71	..
Italie	0.05	0.06	0.32	0.78	0.99	0.74	0.57	0.74	0.77	0.60	0.48	-0.78	-0.78
Japon	0.19	0.29	0.11	0.14	0.05	0.06	0.00	0.00	-0.06	-0.14	0.43	-0.20	-0.22
Luxembourg	1.35	1.20	1.05	1.22	1.43	1.54	1.61	1.56	1.80	1.87	1.84	2.25	2.43
Mexique	1.19	1.22	1.27	1.26	1.18	1.13	1.17	1.27	1.38	1.40	1.24	1.25	1.19
Norvège	0.65	0.51	0.54	0.59	0.59	0.68	0.81	1.04	1.25	1.27	1.25	1.30	1.33
Nouvelle-Zélande	0.59	0.59	1.75	1.99	1.50	1.14	1.23	1.04	0.96	1.10	1.20	0.85	0.64
Pays-Bas	0.72	0.76	0.64	0.47	0.35	0.23	0.16	0.22	0.39	0.52	0.51	0.47	0.37
Pologne	-0.04	-0.01	-0.05	-0.10	-0.04	-0.05	-0.08	-0.04	0.00	0.10	0.95	0.02	0.02
Portugal	0.71	0.71	0.55	0.38	0.24	0.19	0.18	0.20	0.14	0.10	0.05	-0.15	-0.40
République slovaque	-0.14	-0.18	-0.04	-0.07	-0.02	0.01	0.00	0.03	0.09	0.13	0.09	0.13	0.17
République tchèque	-0.10	-0.47	-0.23	0.01	0.05	0.27	0.32	0.55	1.04	0.59	0.25	-0.20	0.12
Royaume-Uni	0.34	0.39	0.36	0.39	-0.88	0.64	0.58	0.65	0.67	0.64	0.68	3.16	0.66
Slovénie	0.30	0.16	0.12	0.06	0.06	0.17	0.32	0.17	0.55	0.91	0.44	0.21	0.21
Suède	0.16	0.27	0.33	0.37	0.39	0.40	0.56	0.74	0.78	0.86	0.86	0.76	0.74
Suisse	0.56	0.59	0.80	0.74	0.69	0.64	0.63	0.90	1.28	1.26	1.08	1.08	..
Turquie	1.40	1.37	1.34	1.31	1.27	1.24	1.21	1.18	1.19	1.39	1.53	1.48	1.28
UE-28	0.23	0.24	0.29	0.42	0.45	0.43	0.40	0.41	0.39	0.31	0.31	0.17	0.09
OCDE	0.73	0.72	0.70	0.70	0.64	0.70	0.55	0.58	0.58	0.68	0.72	0.66	..
Afrique du Sud	1.47	1.49	1.48	1.47	1.46	1.43	1.42	1.40	1.34	1.24	1.11	0.97	0.84
Brésil	1.50	1.48	1.44	1.38	1.32	1.26	1.19	1.12	1.05	0.99	0.93	0.87	0.82
Chine	0.59	0.58	0.58	0.58	0.58	0.59	0.60	0.62	0.63	0.63	0.63	0.63	0.63
Fédération de Russie	-0.42	-0.42	-0.46	-0.45	-0.40	-0.38	-0.33	-0.17	-0.04	0.03	0.04	0.08	0.17
Inde	1.68	1.65	1.62	1.59	1.54	1.49	1.43	1.38	1.34	1.32	1.30	1.29	1.27
Indonésie	1.45	1.45	1.45	1.45	1.44	1.44	1.44	1.43	1.42	1.38	1.34	1.30	1.26
Monde	1.26	1.25	1.24	1.23	1.22	1.22	1.21	1.21	1.21	1.20	1.19	1.18	1.17

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038267>

Taux de croissance de la population

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035531>



POPULATION TOTALE

Population d'âge actif

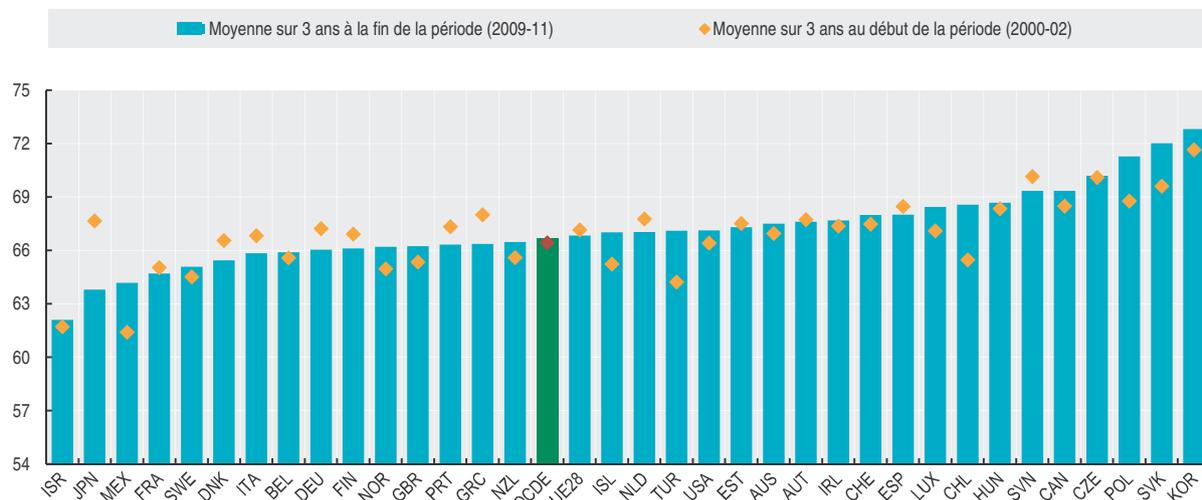
En pourcentage de la population totale

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	67.5	67.2	67.0	66.7	66.4	66.9	66.6	66.3	66.2	66.1	66.0	66.1	..
Australie	66.9	66.9	67.0	67.2	67.3	67.3	67.4	67.5	67.6	67.6	67.5	67.3	67.0
Autriche	67.5	67.7	67.9	68.1	68.1	67.8	67.6	67.5	67.5	67.5	67.6	67.7	67.6
Belgique	65.6	65.6	65.6	65.6	65.6	65.6	65.8	66.0	66.1	66.0	65.9	65.8	65.5
Canada	68.3	68.5	68.7	68.8	69.0	69.2	69.4	69.5	69.5	69.4	69.4	69.2	..
Chili	65.0	65.5	65.9	66.3	66.7	67.1	67.5	67.8	68.1	68.4	68.7	68.7	68.7
Corée	71.7	71.6	71.6	71.6	71.7	71.7	71.9	72.1	72.3	72.6	72.8	73.0	73.1
Danemark	66.7	66.5	66.4	66.3	66.2	66.1	66.1	66.0	65.9	65.7	65.5	65.1	..
Espagne	68.4	68.5	68.5	68.6	68.7	68.8	68.8	68.8	68.7	68.4	68.0	67.6	..
Estonie	67.3	67.5	67.7	67.9	68.0	68.1	68.0	67.8	67.7	67.6	67.3	67.0	66.5
États-Unis	66.2	66.4	66.6	66.7	66.9	67.1	67.3	67.3	67.2	67.2	67.1	67.1	66.8
Finlande	66.9	66.9	66.9	66.8	66.7	66.7	66.6	66.5	66.6	66.5	66.2	65.7	65.1
France	65.1	65.0	65.0	65.0	65.1	65.1	65.1	65.1	65.0	64.9	64.7	64.5	64.1
Grèce	68.0	68.0	67.9	67.8	67.6	67.3	67.1	67.1	67.0	66.8	66.4	65.9	65.4
Hongrie	68.2	68.3	68.5	68.6	68.7	68.8	68.8	68.8	68.8	68.7	68.7	68.7	..
Irlande	67.0	67.3	67.8	67.9	68.0	68.3	68.7	69.0	68.8	68.3	67.7	67.0	..
Islande	65.1	65.3	65.3	65.5	65.8	66.2	66.9	67.4	67.8	67.4	66.9	66.7	66.5
Israël	61.6	61.7	61.8	61.7	61.7	61.7	61.8	61.8	61.9	62.3	62.2	61.8	..
Italie	67.2	66.8	66.6	66.8	67.2	66.8	66.6	66.5	66.4	66.3	66.2	65.1	..
Japon	68.1	67.7	67.3	66.9	66.6	66.1	65.5	65.0	64.5	63.9	63.8	63.6	62.9
Luxembourg	67.0	67.2	67.1	67.2	67.3	67.4	67.6	67.7	68.0	68.2	68.4	68.7	..
Mexique	61.1	61.4	61.7	62.0	62.2	62.5	62.8	63.2	63.5	63.9	64.2	64.5	64.8
Norvège	64.8	65.0	65.1	65.3	65.5	65.6	65.9	66.1	66.3	66.3	66.2	66.1	66.0
Nouvelle-Zélande	65.5	65.5	65.8	66.1	66.3	66.4	66.5	66.5	66.6	66.5	66.5	66.4	66.1
Pays-Bas	67.8	67.8	67.7	67.7	67.6	67.5	67.4	67.4	67.3	67.2	67.0	66.9	66.3
Pologne	68.3	68.8	69.2	69.6	70.0	70.3	70.6	70.9	71.2	71.3	71.3	71.2	..
Portugal	67.4	67.3	67.2	67.1	66.9	66.8	66.7	66.7	66.6	66.5	66.3	66.1	65.9
République slovaque	69.1	69.6	70.1	70.6	71.0	71.4	71.6	71.9	72.1	72.1	72.0	71.9	71.7
République tchèque	69.8	70.1	70.4	70.7	70.9	71.1	71.2	71.2	71.1	70.8	70.3	69.5	68.7
Royaume-Uni	65.2	65.4	65.5	65.7	66.1	66.3	66.6	66.7	66.3	66.5	66.4	65.9	65.4
Slovénie	70.1	70.1	70.2	70.4	70.4	70.3	70.2	70.1	69.7	69.5	69.3	69.1	68.7
Suède	64.3	64.5	64.7	64.9	65.1	65.3	65.5	65.7	65.6	65.4	65.1	64.7	64.2
Suisse	67.3	67.5	67.6	67.7	67.9	68.0	68.0	68.1	68.1	68.1	68.0	67.9	..
Turquie	63.8	64.2	64.6	65.1	65.4	65.7	66.0	66.2	66.7	66.9	67.1	67.3	..
UE-28	67.1	67.2	67.2	67.2	67.2	67.2	67.2	67.2	67.1	67.0	66.9	66.7	66.4
OCDE	66.4	66.4	66.5	66.6	66.7	66.8	66.8	66.8	66.8	66.7	66.7	66.6	..
Afrique du Sud	63.6	63.9	64.1	64.4	64.6	64.8	64.9	64.9	65.0	65.0	65.1	65.0	65.0
Brésil	64.8	65.1	65.4	65.7	66.0	66.3	66.5	66.7	67.0	67.3	67.6	67.9	68.2
Chine	67.5	68.2	69.1	70.1	71.0	71.8	72.4	72.9	73.2	73.4	73.5	73.5	73.3
Fédération de Russie	69.6	70.1	70.6	70.8	70.8	70.9	71.0	71.2	71.5	71.8	72.0	71.9	71.4
Inde	61.4	61.7	62.0	62.3	62.7	63.1	63.4	63.7	64.1	64.4	64.8	65.1	65.4
Indonésie	64.7	64.9	65.0	65.1	65.1	65.1	65.3	65.3	65.2	65.2	65.2	65.3	65.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038286>

Population en âge de travailler

En pourcentage de la population totale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035550>

FÉCONDITÉ

Comme la mortalité et les migrations, le taux de fécondité constitue un élément de la croissance démographique, laquelle reflète à la fois les causes et les conséquences de l'évolution économique et sociale.

Dans les pays de l'OCDE, l'indicateur conjoncturel de fécondité a baissé de manière spectaculaire sur les dernières décennies, tombant d'une moyenne de 2.7 enfants par femme en 1970 à 1.7 dans les années 2000. Le recul de la fécondité peut s'expliquer par le fait que les familles se forment plus tard et souhaitent avoir moins d'enfants. D'autres facteurs jouent certainement un rôle, comme l'augmentation du niveau de formation des femmes et la hausse de leur taux d'activité, l'aide insuffisante apportée aux familles pour pouvoir concilier travail et obligations familiales, la nécessité de s'assurer un emploi et des revenus, ou bien encore les problèmes croissants de logement. Le recul de la fécondité a été particulièrement marqué (d'au moins 3 enfants par femme en moyenne) en Corée, au Mexique et en Turquie.

En bref

Avant la crise, les taux de fécondité moyens se sont légèrement redressés entre 2000 et 2008, mais ces évolutions sont très variables. Les taux de fécondité ont continué de baisser ou sont restés stables en Autriche, au Japon, en Corée et en Suisse – qui sont tous des pays de basse fécondité. La fécondité a d'autant plus eu tendance à remonter que le taux de départ était élevé, excédant même le seuil de remplacement en Nouvelle-Zélande et en Islande. Ce rebond de la fécondité a marqué le pas dans de nombreux pays de l'OCDE en 2009, peut-être en raison de la crise économique.

Pendant les premières années de la récession (entre 2008 et 2011), le taux de fécondité a reculé dans plus des deux tiers des pays de l'OCDE, jusqu'à près de 0.2 point aux États-Unis (pays à fécondité relativement élevée) et de 0.1 point dans cinq pays européens de l'OCDE (Danemark, Estonie, Hongrie, Islande et Espagne) ainsi qu'en Nouvelle-Zélande et en Turquie. Le taux de fécondité aux États-Unis a atteint en 2011 le seuil jamais atteint auparavant de 1.89 enfant par femme, contre 2.12 en 2008.

En 2011, le taux de fécondité le plus élevé a été enregistré en Israël, où les femmes ont presque un enfant de plus en moyenne que dans le pays arrivé au deuxième rang, la Nouvelle-Zélande. De fait, Israël a été le seul pays de l'OCDE à dépasser le seuil de remplacement (2.1 enfants par femme). Les pays anglophones et les pays nordiques se situent généralement en haut du classement, tandis que l'Europe continentale (à l'exception notable de la France) enregistre des taux faibles, aux côtés de taux de fécondité encore plus bas au Japon et en Europe du Sud. Le taux de fécondité est particulièrement bas en Hongrie et en Corée, où il dépasse à peine un enfant par femme en moyenne.

Le taux de fécondité est en général plus élevé dans les pays émergents : il dépasse le seuil de remplacement en Inde et en Afrique du Sud. Il a augmenté de 0.1 point en Russie entre 2008 et 2011, mais a diminué dans d'autres économies émergentes (à l'exception du Brésil).

Définition

L'indicateur conjoncturel de fécondité pour une année donnée est le nombre d'enfants que chaque femme pourrait mettre au monde en supposant qu'elle demeure en vie jusqu'à la fin de sa période de fécondité et qu'elle donne naissance, à un âge donné, au nombre d'enfants correspondant au niveau de fécondité de l'année considérée pour cet âge.

Comparabilité

L'indicateur conjoncturel de fécondité est généralement calculé en faisant la somme des taux de fécondité à un âge donné sur une période de cinq ans. En supposant qu'il n'y ait pas de flux migratoires ni de variation de la mortalité, un indicateur conjoncturel de fécondité de 2.1 enfants par femme assure une stabilité générale de la population ; on parle également de « taux de fécondité de remplacement » car il assure le « remplacement » de la mère et du père, avec 0.1 enfant en plus pour prendre en compte la mortalité infantile.

Les données sont collectées chaque année auprès des offices statistiques nationaux. Les années de référence sont 2011 (2010 pour le Chili) et 1970 (1980 pour le Brésil, l'Estonie et Israël).

Sources

- Pour les pays membres, le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud : Offices statistiques nationaux.
- Pour la Chine, l'Inde et l'Indonésie: Banque Mondiale *Indicateurs du développement dans le monde*.
- Taux de fécondité : OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Addio, A.C.d', et M.M. d'Ercole (2005), "Trends and determinants of fertility rates: The role of policies", *OECD Social Employment and Migration Working Papers*, No. 27.

Bases de données en ligne

- *Perspectives démographiques mondiales des Nations Unies*.

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la famille, www.oecd.org/social/famille/basededonnees.



Taux de fécondité

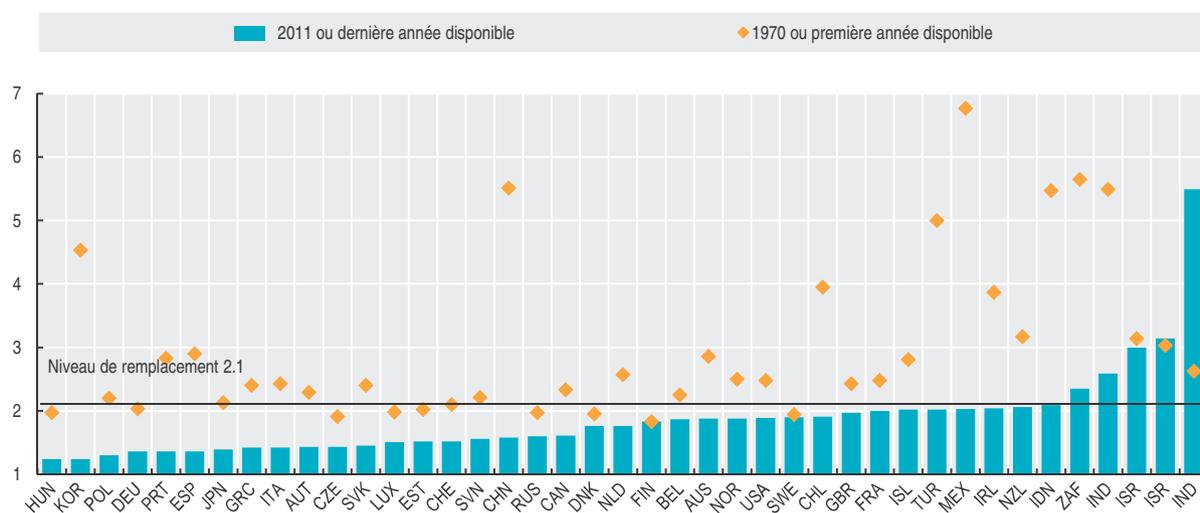
Nombre d'enfants nés de femmes âgées de 15 à 49 ans

	1970	1980	1990	2000	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	2.03	1.56	1.45	1.38	1.34	1.36	1.34	1.33	1.37	1.38	1.36	1.39	1.36
Australie	2.86	1.89	1.90	1.76	1.75	1.76	1.79	1.82	1.92	1.96	1.90	1.89	1.88
Autriche	2.29	1.65	1.46	1.36	1.38	1.42	1.41	1.41	1.38	1.41	1.39	1.44	1.43
Belgique	2.25	1.68	1.62	1.67	1.67	1.72	1.76	1.80	1.82	1.85	1.86	1.87	1.87
Canada	2.33	1.68	1.71	1.49	1.53	1.53	1.54	1.59	1.66	1.68	1.67	1.63	1.61
Chili	3.95	2.72	2.59	2.05	1.89	1.85	1.84	1.83	1.88	1.92	1.94	1.91	..
Corée	4.53	2.82	1.57	1.47	1.18	1.15	1.08	1.12	1.25	1.19	1.15	1.23	1.24
Danemark	1.95	1.55	1.67	1.77	1.76	1.78	1.80	1.85	1.85	1.89	1.84	1.88	1.76
Espagne	2.90	2.22	1.36	1.23	1.31	1.32	1.34	1.38	1.39	1.46	1.39	1.38	1.36
Estonie	..	2.02	2.05	1.39	1.37	1.47	1.50	1.55	1.63	1.65	1.62	1.63	1.52
États-Unis	2.48	1.84	2.08	2.06	2.04	2.05	2.06	2.11	2.12	2.07	2.00	1.93	1.89
Finlande	1.83	1.63	1.79	1.73	1.76	1.80	1.80	1.84	1.83	1.85	1.86	1.87	1.83
France	2.48	1.95	1.78	1.87	1.87	1.90	1.92	1.98	1.95	1.99	1.99	2.02	2.00
Grèce	2.40	2.23	1.40	1.26	1.28	1.30	1.33	1.40	1.41	1.51	1.52	1.51	1.42
Hongrie	1.97	1.92	1.84	1.33	1.28	1.28	1.32	1.35	1.32	1.35	1.33	1.26	1.24
Irlande	3.87	3.23	2.12	1.90	1.98	1.95	1.88	1.90	2.03	2.10	2.07	2.07	2.04
Islande	2.81	2.48	2.31	2.08	1.99	2.03	2.05	2.07	2.09	2.14	2.22	2.20	2.02
Israël	..	3.14	3.02	2.95	2.95	2.90	2.84	2.88	2.90	2.96	2.96	3.03	3.00
Italie	2.43	1.68	1.36	1.26	1.29	1.33	1.32	1.35	1.37	1.42	1.41	1.41	1.42
Japon	2.13	1.75	1.54	1.36	1.29	1.29	1.26	1.32	1.34	1.37	1.37	1.39	1.39
Luxembourg	1.98	1.50	1.62	1.78	1.62	1.66	1.62	1.64	1.61	1.60	1.59	1.63	1.51
Mexique	6.77	4.97	3.43	2.77	2.34	2.25	2.20	2.17	2.13	2.10	2.08	2.05	2.03
Norvège	2.50	1.72	1.93	1.85	1.80	1.83	1.84	1.90	1.90	1.96	1.98	1.95	1.88
Nouvelle-Zélande	3.17	2.03	2.18	1.98	1.93	1.98	1.97	2.01	2.17	2.18	2.12	2.15	2.06
Pays-Bas	2.57	1.60	1.62	1.72	1.75	1.73	1.71	1.72	1.72	1.77	1.79	1.80	1.76
Pologne	2.20	2.28	1.99	1.37	1.22	1.23	1.24	1.27	1.31	1.39	1.40	1.38	1.30
Portugal	2.83	2.18	1.56	1.56	1.44	1.40	1.41	1.36	1.33	1.37	1.32	1.37	1.36
République slovaque	2.40	2.31	2.09	1.29	1.20	1.24	1.25	1.24	1.25	1.32	1.41	1.40	1.45
République tchèque	1.91	2.10	1.89	1.14	1.18	1.23	1.28	1.33	1.44	1.50	1.49	1.49	1.43
Royaume-Uni	2.43	1.90	1.83	1.64	1.71	1.77	1.79	1.84	1.90	1.96	1.94	1.98	1.97
Slovénie	2.21	2.11	1.46	1.26	1.20	1.25	1.26	1.31	1.31	1.53	1.53	1.57	1.56
Suède	1.94	1.68	2.14	1.55	1.72	1.75	1.77	1.85	1.88	1.91	1.94	1.98	1.90
Suisse	2.10	1.55	1.59	1.50	1.39	1.42	1.42	1.44	1.46	1.48	1.50	1.54	1.52
Turquie	5.00	4.63	3.07	2.27	2.09	2.11	2.12	2.12	2.15	2.15	2.07	2.05	2.02
UE-28	2.42	1.99	1.79	1.48	1.46	1.48	1.48	1.51	1.53	1.59	1.59	1.58	1.56
OCDE	2.76	2.18	1.91	1.68	1.63	1.65	1.65	1.68	1.71	1.75	1.74	1.74	1.70
Afrique du Sud	5.65	4.56	3.32	2.90	2.81	2.75	2.69	2.64	2.58	2.52	2.47	2.41	2.35
Brésil	..	4.06	2.79	2.39	2.20	2.13	2.06	1.99	1.95	1.89	1.94	1.91	..
Chine	5.51	2.63	2.34	1.74	1.69	1.68	1.67	1.66	1.64	1.63	1.61	1.60	1.58
Fédération de Russie	1.97	1.90	1.89	1.20	1.32	1.34	1.29	1.30	1.41	1.49	1.54	1.59	1.60
Inde	5.49	4.68	3.92	3.12	2.93	2.88	2.83	2.79	2.74	2.70	2.66	2.63	2.59
Indonésie	5.47	4.43	3.12	2.45	2.35	2.32	2.28	2.25	2.21	2.18	2.15	2.12	2.09

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038305>

Taux de fécondité

Nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035569>

POPULATION DÉPENDANTE

Les tendances démographiques observées dans les pays de l'OCDE impliquent une forte progression de la part de la population dépendante (qui correspond à la somme de la population âgée et de la population jeune) dans la population totale, progression qui devrait se poursuivre à l'avenir. Ces tendances ne sont pas sans conséquence sur les dépenses publiques et privées de retraite, de santé et d'éducation, mais aussi, plus généralement, sur la croissance économique et le bien-être.

Définition

La population est définie comme la population qui réside effectivement dans le pays, c'est-à-dire toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui a un lieu permanent de résidence dans le pays.

En bref

La part de la population dépendante reflète les effets combinés des taux de fécondité, de l'espérance de vie et des migrations. En 2010, en France, en Israël, au Mexique, au Japon et en Suède, la part de la population dépendante était supérieure de plus de 2 point de pourcentage à la moyenne de l'ensemble des pays de l'OCDE (33 %). À 27 %, la part de la population dépendante en Corée est la plus faible de toute la zone OCDE, suivie de près par la République slovaque, la Pologne, la République tchèque et le Canada. Dans les pays émergents, on observe d'importantes variations, avec une fourchette comprise entre 35 % en Inde et 26 % pour la Chine.

D'ici 2050, on prévoit que la part de la population dépendante va progresser dans tous les pays de l'OCDE et ne décliner que dans les économies non membres d'Inde et d'Afrique du Sud. La part de la population dépendante devrait dépasser les 45 % au Japon, en Corée, en Espagne et en Italie d'ici là.

En 2010, la population jeune représentait environ 19 % de la population totale des pays de l'OCDE (en moyenne), en repli continu depuis les années 70. Cette tendance devrait se poursuivre sous l'effet de la baisse des taux de fécondité. D'ici 2050, les jeunes devraient représenter 10 % de la population totale au Japon et en Corée. Seuls Israël (26 %) et le Mexique (21 %) dépasseraient la part moyenne des jeunes dans la population totale de la zone OCDE.

En 2010, la part des personnes âgées dans la population totale était comprise entre moins de 7 % en Afrique du Sud, en Inde, en Indonésie et au Mexique, et plus de 18 % en Allemagne, en Grèce, en Italie et au Japon (la moyenne de l'OCDE s'élevait à 15 %). D'ici 2050, on prévoit que cette part sera d'environ 11 % en Afrique du Sud et dépassera le tiers de la population totale en Grèce, en Italie, en Espagne, en Corée et au Japon. On estime que la population âgée devrait fortement progresser entre 2010 et 2050 dans plusieurs pays. Ainsi, la progression de la part des personnes âgées dans la population totale devrait dépasser 18 points de pourcentage en République slovaque, en Espagne et en Corée. Néanmoins, on anticipe des augmentations moins marquées dans certains pays entre 2010 et 2050 : ainsi, en Afrique du Sud, en Estonie, aux États-Unis et en Suède, la progression de la part de la population âgée devrait être inférieure à 7 points sur la période considérée.

La population âgée comprend les personnes âgées de 65 ans et plus, la population jeune comprend les personnes âgées de moins de 15 ans. La part de la population dépendante est calculée comme la somme des populations âgées et jeunes rapportée au total de la population.

Comparabilité

Les prévisions démographiques par âge et par sexe proviennent de sources nationales lorsqu'il en existe ou, dans certains cas, des bases de données statistiques d'Eurostat et de l'ONU.

Toutes les prévisions démographiques reposent sur des hypothèses concernant les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de fécondité et du solde migratoire, hypothèses qui peuvent varier selon les pays. Souvent, un ensemble de projections est produit. Les estimations présentées ici correspondent aux variantes médianes ou centrales de ces projections.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.
- Eurostat, Nations Unies, sources nationales et estimations OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Burniaux, J., R. Duval et F. Jaumotte (2004), "Coping with ageing", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 371.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Les pensions dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (Base de données)*



POPULATION DÉPENDANTE

Part de la population dépendante

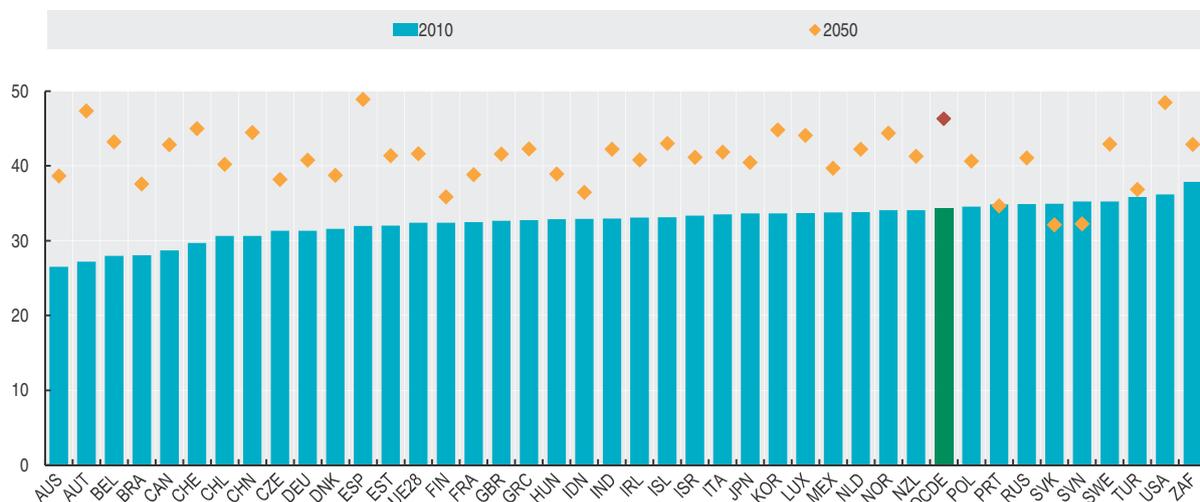
En pourcentage de la population totale

	Population jeune (âgée de moins de 15 ans)						Population âgée (65 ans et plus)					
	2000	2010	2020	2030	2040	2050	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Allemagne	15.6	13.4	12.5	12.4	11.5	11.3	16.4	20.6	23.3	28.8	32.1	33.1
Australie	20.7	18.9	18.4	17.6	16.9	16.7	12.4	13.5	16.8	19.7	21.3	22.2
Autriche	17.0	14.8	14.3	14.2	13.5	13.3	15.4	17.6	19.6	24.0	27.2	28.3
Belgique	17.6	16.9	17.6	17.2	16.6	16.8	16.8	17.1	19.2	22.3	24.1	24.5
Canada	19.2	16.5	16.8	16.4	15.5	15.6	12.6	14.2	18.0	22.6	24.0	24.6
Chili	27.8	22.3	20.2	18.7	17.3	16.6	7.2	9.0	11.9	16.5	19.8	21.6
Corée	21.1	16.1	13.2	12.6	11.2	9.9	7.2	11.0	15.7	24.3	32.3	37.4
Danemark	18.5	18.0	16.9	17.2	17.3	16.8	14.8	16.6	20.0	22.6	24.5	23.8
Espagne	14.8	15.0	15.0	12.7	12.2	12.5	16.8	17.0	20.4	26.0	32.4	36.4
Estonie	17.7	15.3	18.1	17.2	16.0	17.8	15.0	17.4	18.3	20.4	21.8	23.8
États-Unis	21.4	19.8	19.1	18.7	18.1	18.0	12.4	13.1	16.8	20.3	21.0	20.9
Finlande	18.2	16.6	16.6	16.1	15.5	15.4	14.9	17.3	22.2	25.3	26.1	26.8
France	18.9	18.4	17.9	17.1	16.7	16.7	16.1	16.9	20.6	23.6	25.8	26.2
Grèce	15.3	14.5	14.0	12.6	12.1	12.3	16.6	19.2	21.3	24.8	29.4	32.5
Hongrie	16.8	14.7	15.1	14.4	13.7	13.9	15.1	16.7	20.1	21.5	23.9	26.9
Irlande	21.8	21.3	19.7	16.8	16.1	16.0	11.2	11.4	14.9	18.5	22.4	26.3
Islande	23.3	20.9	20.4	19.0	17.8	17.5	11.6	12.1	15.2	19.2	21.5	23.4
Israël	28.6	28.0	27.9	26.6	26.1	26.2	9.8	9.9	12.3	13.9	15.5	16.6
Italie	14.3	14.0	13.1	12.1	12.4	12.7	18.3	20.3	23.3	27.3	32.2	33.6
Japon	14.6	13.1	11.7	10.3	10.0	9.7	17.4	23.0	29.1	31.6	36.1	38.8
Luxembourg	18.9	17.7	17.0	17.3	16.9	16.6	14.1	13.9	16.6	20.0	22.3	22.1
Mexique	33.7	29.6	26.0	23.6	21.9	20.7	5.2	6.2	7.7	10.2	13.4	16.2
Norvège	20.0	18.8	17.5	17.5	16.9	16.4	15.2	15.0	18.0	20.6	22.9	23.2
Nouvelle-Zélande	22.8	20.5	18.1	16.9	16.3	15.6	11.8	13.0	17.1	21.9	25.2	26.2
Pays-Bas	18.6	17.5	16.2	16.1	15.8	15.4	13.6	15.4	19.9	24.3	27.0	26.9
Pologne	19.5	15.2	15.6	13.7	12.1	12.5	12.2	13.4	18.4	22.3	25.1	30.3
Portugal	16.4	15.2	13.7	12.4	12.2	12.1	16.2	18.5	20.8	24.4	28.6	32.0
République slovaque	19.5	15.5	14.6	13.4	12.6	13.2	11.4	12.5	17.3	21.6	25.0	30.1
République tchèque	16.4	14.3	15.6	13.8	12.9	13.8	13.8	15.4	20.1	23.1	26.8	31.1
Royaume-Uni	19.0	17.7	17.8	16.9	16.3	16.3	15.8	16.0	19.0	21.9	23.7	24.1
Slovénie	15.9	14.1	15.2	13.7	12.9	13.9	14.0	16.5	19.8	24.2	27.5	30.6
Suède	18.4	16.6	17.4	17.1	15.9	16.4	17.3	18.3	21.0	22.9	24.5	24.7
Suisse	17.4	14.6	14.4	14.0	13.2	13.1	15.3	17.4	20.5	24.7	27.4	28.3
Turquie	28.1	25.8	22.3	19.6	17.6	15.8	6.5	7.1	9.3	12.8	16.4	20.7
UE-28	17.2	15.7	15.5	14.6	14.2	14.3	15.7	17.5	20.3	23.8	27.0	28.7
OCDE	20.4	18.6	17.6	16.8	16.1	15.9	13.0	14.7	18.0	21.4	23.9	25.3
Afrique du Sud	33.0	29.7	28.5	25.4	23.3	21.6	3.4	5.2	6.4	7.7	8.4	10.5
Brésil	29.8	25.6	20.1	17.0	14.9	13.1	5.4	6.8	9.2	13.3	17.5	22.7
Chine	25.6	18.1	18.2	15.9	14.6	14.7	6.9	8.4	11.7	16.2	22.1	23.9
Fédération de Russie	18.0	15.2	17.3	15.7	15.9	17.1	12.5	12.9	15.2	18.7	18.3	20.5
Inde	34.2	30.2	26.6	23.8	21.4	19.5	4.4	5.1	6.3	8.2	10.2	12.7
Indonésie	30.7	29.8	25.9	22.3	20.5	18.9	4.7	5.0	6.3	9.2	12.7	15.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038324>

Part de la population dépendante

En pourcentage de la population totale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035588>

POPULATION PAR RÉGION

À l'intérieur des pays, la population ne se répartit pas de manière uniforme d'une région à l'autre. Les différences de conditions climatiques et environnementales découragent l'installation des individus dans certaines zones et favorisent la concentration de la population autour de quelques centres urbains. Ce schéma est renforcé par les débouchés économiques plus nombreux et la plus grande disponibilité de services résultant de l'urbanisation elle-même.

Définition

Le nombre d'habitants d'une région donnée, autrement dit sa population totale, peut s'exprimer en population annuelle moyenne ou en population à une date spécifique au cours de l'année considérée. La population moyenne au cours d'une année civile est généralement calculée par la moyenne arithmétique de la population recensée au 1 janvier de deux années consécutives. Certains pays estiment toutefois la population à une date proche du 1 juillet.

Comparabilité

Le principal problème de l'analyse économique au niveau infranational est l'unité d'analyse, c'est-à-dire la région. Ce mot peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs de superficie et de population.

La population des régions de l'OCDE varie, de 400 habitants environ dans le Territoire de la capitale australienne (ACT) hors Canberra (en Australie) à 38 millions en Californie (aux États-Unis).

Pour surmonter ce problème et afin de faciliter les comparaisons entre régions d'un même niveau territorial, l'OCDE a

classé les régions de chaque pays selon deux niveaux territoriaux : le niveau supérieur (TL2), qui englobe 363 grandes régions, et le niveau inférieur (TL3), qui se compose de 1 802 petites régions. Ces deux niveaux constituent un cadre de référence pour la mise en œuvre des politiques régionales dans la plupart des pays. En Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Inde et en Russie, les régions identifiées correspondent uniquement au niveau supérieur (TL2). Cette classification, qui dans les pays de l'Union européenne, est largement compatible avec celle d'Eurostat NUTS, facilite la comparaison entre régions d'un même niveau territorial.

Toutes les données régionales présentées ici se rapportent aux petites régions, à l'exception du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Fédération de Russie et de l'Afrique du Sud.

En outre, l'OCDE a établi une typologie régionale qui tient compte des différences géographiques et permet de réaliser des comparaisons pertinentes entre régions d'un même type. Trois catégories ont été définies : les régions essentiellement rurales, les régions intermédiaires et les régions essentiellement urbaines. Cette typologie repose sur le pourcentage de la population vivant dans les collectivités rurales.

La base de données métropolitaine recense près de 1 200 zones urbaines (population de 50 000 habitants ou plus) dans 29 pays de l'OCDE. Les zones urbaines sont définies en fonction de leur densité de population et des modes de déplacement, afin de refléter non seulement les frontières administratives des villes mais aussi leur fonction économique. Dans les pays de l'OCDE, les zones urbaines sont considérées comme de grandes zones métropolitaines lorsque leur population atteint 1.5 million d'habitants ou plus, comme des zones métropolitaines lorsque leur population est comprise entre 500 000 et 1.5 million d'habitants, comme des zones urbaines moyennes lorsque leur population est comprise entre 200 000 et 500 000 habitants et comme de petites zones urbaines lorsque leur population est comprise entre 50 000 et 200 000 habitants.

En bref

En 2012, 40 % environ de la population totale de la zone OCDE était concentrée dans 10 % des régions. C'est en Australie, au Canada, au Chili et en Islande que la concentration démographique est la plus forte, dans la mesure où les différences de conditions climatiques et environnementales découragent l'installation des individus dans certaines zones.

Les deux tiers de la population de l'OCDE résident dans des zones urbaines, mais le vécu de ces habitants est très différent d'un pays à l'autre : 12 millions de Chiliens vivent dans des zones urbaines mais la moitié d'entre eux habite dans les grandes zones métropolitaines. Aux Pays-Bas, la population urbaine s'élève aussi à 12 millions de personnes, mais 20 % seulement vivent dans les grandes zones métropolitaines, et 50 % dans des zones urbaines de taille moyenne ou petite.

En 2012, près de la moitié de la population totale de la zone OCDE (48 %) vivait dans des régions essentiellement urbaines, représentant environ 6 % de la superficie totale.

Les régions essentiellement rurales regroupent près d'un quart de la population totale et couvrent 83 % de la superficie. En Irlande, en Finlande et en Slovénie, la part de la population nationale vivant en milieu rural est deux fois supérieure à la moyenne OCDE.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives régionales de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques régionales de l'OCDE*.

Sites Internet

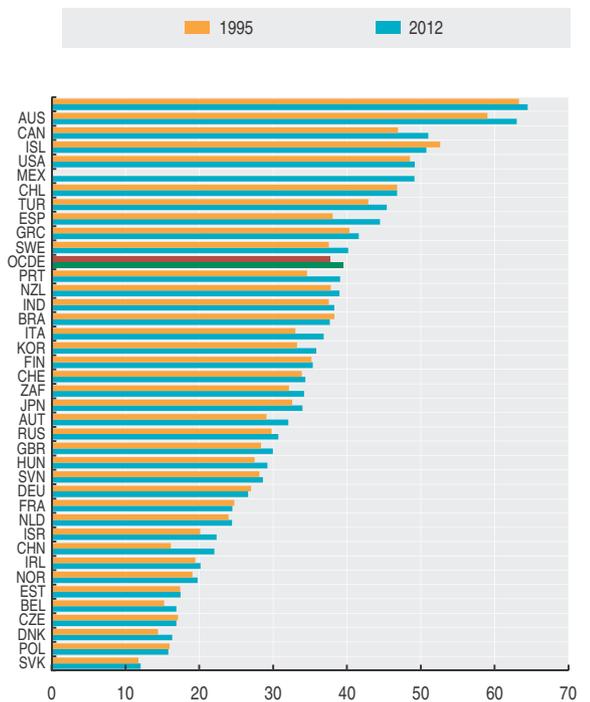
- Développement régional, www.oecd.org/fr/gov/politique-regionale.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



POPULATION PAR RÉGION

Proportion de la population nationale dans les 10 pourcent des régions avec la plus forte concentration de population

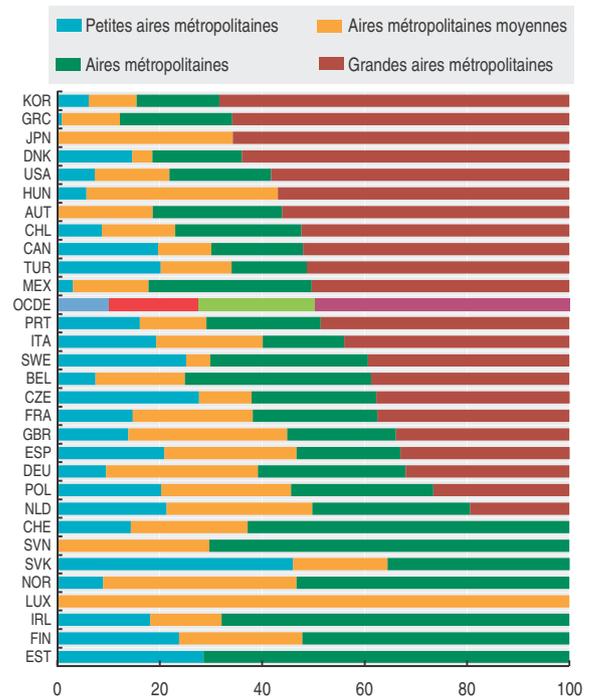
Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035607>

Pourcentage de la population urbaine, selon la taille des villes

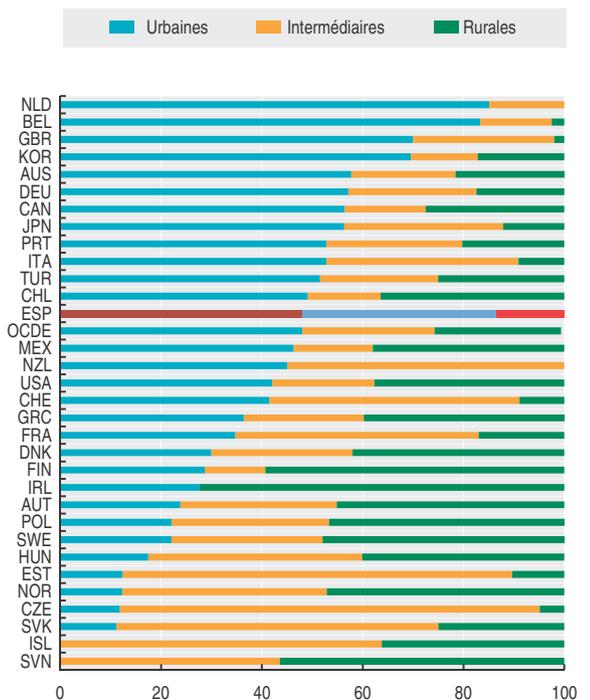
2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035626>

Part de la population nationale en zones urbaines, intermédiaires et rurales

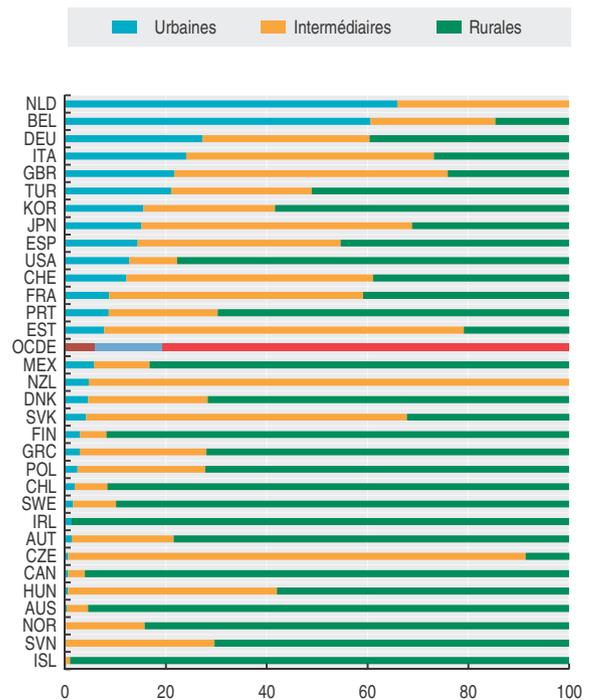
Pourcentage, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035645>

Part de la surface nationale en zones urbaines, intermédiaires et rurales

Pourcentage, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035664>

POPULATION ÂGÉE PAR RÉGION

Dans tous les pays de l'OCDE, la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de manière spectaculaire au cours des trente dernières années, tant en taille qu'en proportion de la population totale. Il s'avère que, dans chaque pays, la population âgée est généralement concentrée dans quelques zones, ce qui signifie qu'un petit nombre de régions devront faire face à diverses problématiques sociales et économiques spécifiques liées au vieillissement de la population.

Définition

La population âgée est définie comme le nombre d'habitants de 65 ans ou plus dans une région donnée. Il peut s'agir soit de la population annuelle moyenne, soit de la population à une date précise de l'année considérée. On calcule généralement la population moyenne sur une année civile en faisant la moyenne arithmétique de la population recensée au 1 janvier de deux années consécutives.

Le taux de dépendance des personnes âgées est défini comme le ratio de la population âgée rapporté à la population en âge de travailler (15-64 ans).

En bref

Le vieillissement de la population touche la plupart des pays de l'OCDE. Compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie et du faible niveau du taux de fécondité, la population âgée (65 ans et plus) composait près de 15 % de la population de la zone OCDE en 2012, contre un peu plus de 12 % dix-sept ans plus tôt. La proportion de la population âgée est beaucoup plus faible dans les économies émergentes (Afrique du Sud, Brésil et Chine), ainsi qu'au Chili, au Mexique et en Turquie.

Dans la zone OCDE, la population âgée a enregistré un taux de croissance trois fois plus rapide que celui de la population totale entre 1995 et 2012. La progression de la population âgée entre les différentes régions d'un pays peut être sensiblement différente, l'augmentation de la concentration géographique des personnes âgées pouvant s'expliquer par leur retour dans leur région d'origine ou par un vieillissement de la population locale lié à l'émigration des jeunes générations.

La proportion de personnes âgées rapportée à la population d'âge actif, qui correspond au taux de dépendance des personnes âgées, ne cesse d'augmenter dans les pays de l'OCDE. Le taux de dépendance des personnes âgées fournit une indication de l'équilibre entre la population retraitée et la population économiquement active. En 2012, ce ratio s'élevait à 23 % dans la zone OCDE, avec de fortes variations entre les pays (38 % au Japon contre 10 % au Mexique par exemple). On observe également de fortes disparités entre les régions d'un même pays. Plus le taux de dépendance des personnes âgées est élevé, plus les défis qui se posent aux régions pour générer de la richesse et produire suffisamment de ressources afin de subvenir aux besoins de la population sont importants. Un taux de dépendance des personnes âgées élevé peut également susciter des interrogations quant à l'autonomie financière des régions et leur capacité à collecter les recettes fiscales nécessaires pour financer les services dédiés aux personnes âgées.

Comparabilité

Comme dans le cas des autres statistiques régionales, les variantes de définition des régions et le caractère variable de la géographie des localités rurales et urbaines, tant dans un même pays que d'un pays à l'autre, influent sur la comparabilité des données relatives à la population âgée.

Toutes les données régionales présentées ici se rapportent aux petites régions, à l'exception du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Fédération de Russie et de l'Afrique du Sud.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives régionales de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Oliveira Martins J., et al. (2005), "The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 420.

Bases de données en ligne

- *Statistiques régionales de l'OCDE*.

Sites Internet

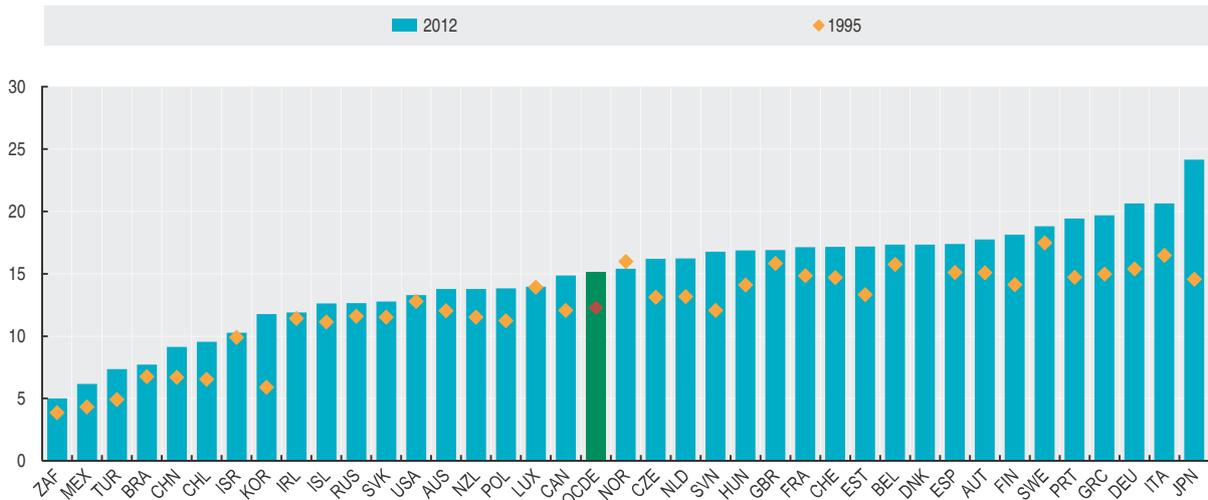
- Développement régional, www.oecd.org/fr/gov/politique-regionale.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



POPULATION ÂGÉE PAR RÉGION

Population âgée

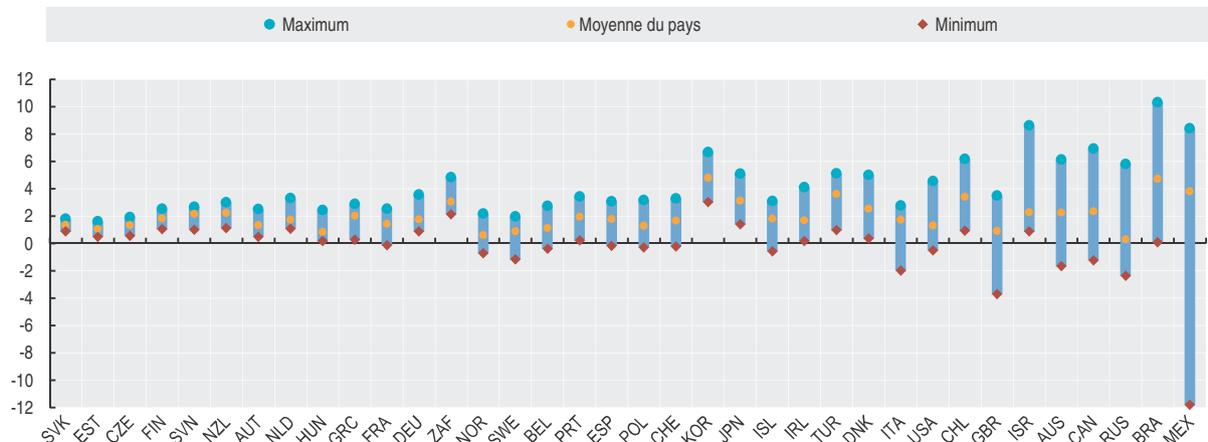
En pourcentage de la population totale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035683>

Personnes âgées par région

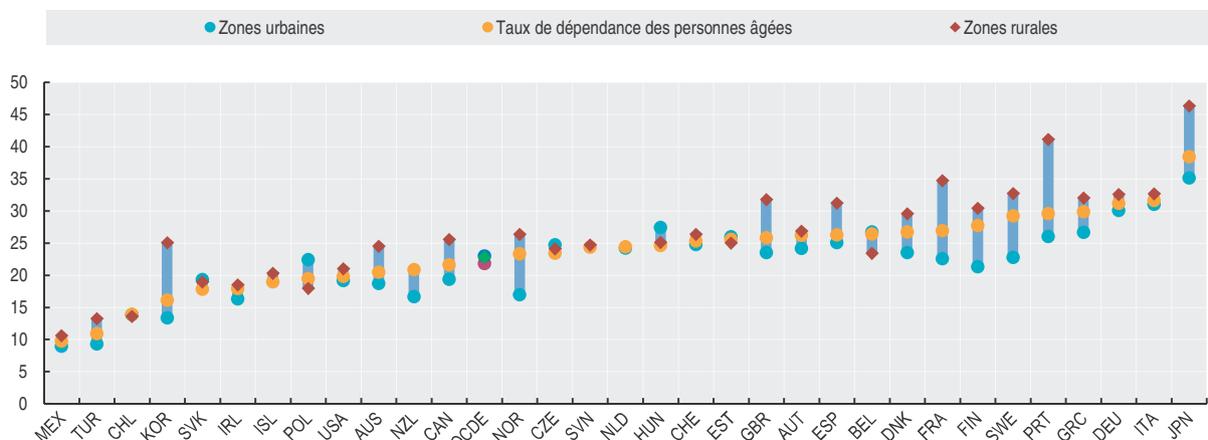
Croissance annuelle en pourcentage, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035702>

Taux de dépendance des personnes âgées dans les régions urbaines et rurales

Pourcentage, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035721>

POPULATION IMMIGRÉE ET ÉTRANGÈRE

Suite à différentes vagues d'immigration, en provenance de différents pays, la population immigrée n'a pas la même proportion ni la même composition selon les pays. Il est essentiel de définir précisément cette population pour pouvoir procéder à des comparaisons internationales.

Définition

La nationalité et le lieu de naissance sont les deux critères les plus couramment utilisés pour définir la population « immigrée ». La population née à l'étranger englobe toutes les personnes ayant quitté leur pays de naissance pour vivre dans leur pays de résidence actuel. La population étrangère se compose des personnes ayant conservé la nationalité de leur pays d'origine et peut inclure des personnes nées dans le pays d'accueil.

Comparabilité

La différence d'un pays à l'autre entre la taille de la population née à l'étranger et celle de la population étrangère dépend des règles régissant l'acquisition de la nationalité. Dans certains pays, les enfants nés sur le territoire acquièrent automatiquement la nationalité de leur pays de naissance alors que, dans d'autres pays, les enfants conservent la nationalité de leurs parents. Dans d'autres encore, ils conservent la nationalité de leurs parents à la naissance mais reçoivent celle du pays d'accueil à leur majorité. La plus ou moins grande facilité avec laquelle les immigrés peuvent se faire naturaliser dans leur pays d'accueil explique en partie l'écart entre les deux séries. Par exemple, le critère de la durée de séjour varie : s'il n'est guère que de trois ans au Canada, il peut aller jusqu'à dix ans dans quelques autres pays.

En général, l'utilisation du critère de naissance à l'étranger aboutit à des pourcentages de population immigrée bien supérieurs à ceux que l'on obtient quand on emploie la méthode fondée sur la nationalité en raison des naturalisations. Toutefois, le lieu de naissance ne change pas, sauf lorsque les frontières du pays sont redessinées.

La plupart des données utilisées aux fins du présent indicateur sont extraites des contributions des correspondants nationaux

En bref

La part de la population allochtone dans la population totale est particulièrement élevée en Australie, au Canada, en Israël, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande et en Suisse (fourchette comprise entre 20 et 40 %). Elle est également plus élevée dans plusieurs autres pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, Irlande et Suède) que celle des États-Unis (13 %). Elle a augmenté ces dix dernières années dans tous les pays pour lesquels on dispose de données, à l'exception d'Israël, de l'Estonie et de la Pologne.

La proportion d'allochtones dans la population totale a presque doublé ces dix dernières années en Espagne et en Italie. En revanche, la population étrangère augmente généralement plus lentement, parce que les entrées de ressortissants étrangers tendent à être compensées par les naturalisations dans les pays d'accueil.

membres du Groupe d'experts de l'OCDE sur les migrations internationales.

Les allochtones dont il est question ici incluent les personnes nées à l'étranger mais possédant la nationalité de leur pays de résidence actuel. La prévalence de ces personnes parmi la population allochtone peut être significative dans certains pays, en particulier la France et le Portugal qui ont connu des rapatriements massifs depuis leurs anciennes colonies.

L'UE-28 correspond à une moyenne pondérée n'englobant ni la Croatie ni Malte.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives des migrations internationales 2011*, SOPEMI, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), "Tackling the Policy Challenges of Migration: Regulation, Integration, Development", *Études du Centre de Développement*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, Éditions OCDE.
- Widmaier, S. et J.-C. Dumont (2011), "Are recent immigrants different? A new profile of immigrants in the OECD based on DIOC 2005/06", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 126.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Lemaitre, G. and C. Thoreau, (2006), *Estimating the foreign-born population on a current basis*, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales*.

Sites Internet

- Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC), www.oecd.org/migrations/dioc.



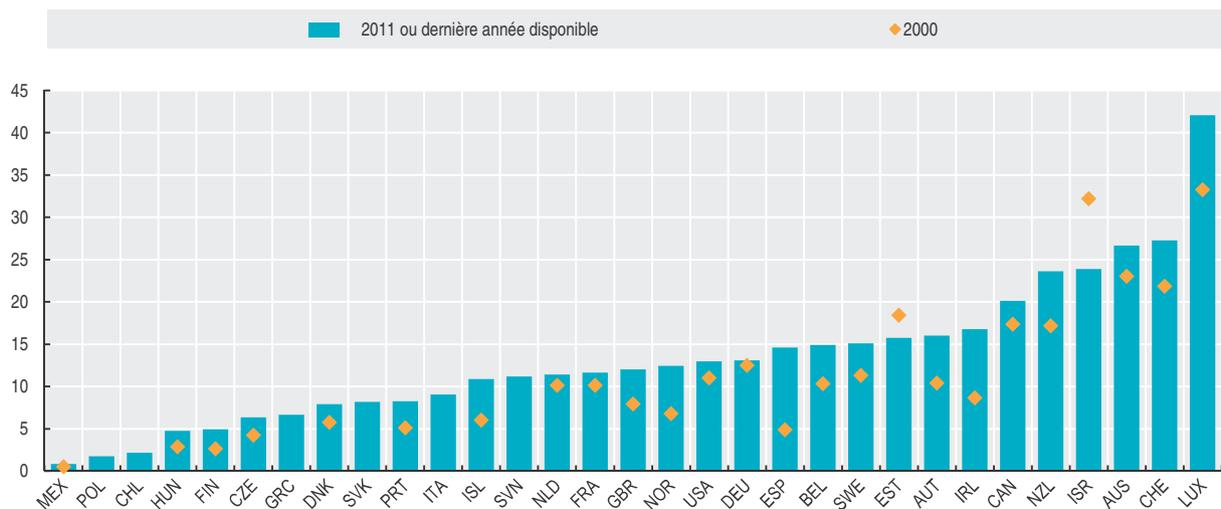
Personnes nées à l'étranger et population étrangère

	En pourcentage de la population totale								En pourcentage de toutes les personnes nées à l'étranger
	Personnes nées à l'étranger				Population étrangère				Ressortissants nés à l'étranger
	1995	2000	2005	2011	1995	2000	2005	2011	2011 ou dernière année disponible
Allemagne	11.5	12.5	12.6	13.1	..	..	..	6.0	52.6
Australie	23.0	23.0	24.2	26.7	..	..	..	..	..
Autriche	..	10.4	14.5	16.0	..	..	..	..	36.5
Belgique	9.7	10.3	12.1	14.9	8.5	8.8	9.7	11.5	44.2
Canada	16.7	17.4	18.7	20.1	9.0	8.4	8.6	10.6	..
Chili	..	..	1.5	..	..	..	..	..	..
Corée	..	0.3	..	..	1.1	1.3	1.6	1.6	..
Danemark	4.8	5.8	6.5	7.9	1.5	2.0	2.7	4.1	40.8
Espagne	..	4.9	11.1	14.6	..	..	..	4.9	22.1
Estonie	..	18.4	17.0	15.7	4.3	4.8	5.0	6.4	37.4
États-Unis	9.9	11.0	12.1	13.0	3.4	4.0	5.1	7.6	49.1
Finlande	2.1	2.6	3.4	4.9	..	20.8	18.9	16.4	46.3
France	..	10.1	11.3	11.6	1.3	1.8	2.2	3.4	53.2
Grèce	..	..	..	6.6	8.8	8.9	8.2	8.5	20.0
Hongrie	2.7	2.9	3.3	4.7	..	2.8	5.0	6.8	71.9
Irlande	..	8.7	12.6	16.8	..	3.1	4.7	6.6	29.0
Islande	..	6.0	8.3	10.9	1.4	1.1	1.5	2.1	47.5
Israël	..	32.2	29.1	23.9	..	..	..	11.7	..
Italie	..	..	..	9.0	..	..	..	..	25.0
Japon	..	1.0	..	..	1.3	2.4	4.6	8.0	..
Luxembourg	30.9	33.2	36.5	42.1	0.2	0.4	1.1	2.0	13.9
Mexique	0.4	0.5	0.6	0.8	33.8	37.7	41.1	44.3	..
Norvège	5.5	6.8	8.2	12.4	..	..	..	..	46.2
Nouvelle-Zélande	..	17.2	20.3	23.6	4.7	4.2	4.2	4.7	..
Pays-Bas	9.1	10.1	10.6	11.4	..	..	..	..	67.3
Pologne	..	..	..	1.8	3.7	4.1	4.8	8.2	84.8
Portugal	5.2	5.1	7.0	8.3	..	..	..	0.1	67.3
République slovaque	..	..	4.6	..	1.7	2.0	4.1	4.2	79.9
République tchèque	..	4.2	5.1	6.4	..	..	..	..	59.1
Royaume-Uni	6.9	7.9	9.4	12.0	..	0.4	..	..	41.6
Slovénie	..	..	-	11.2	0.4	0.5	0.5	1.3	74.5
Suède	10.6	11.3	12.5	15.1	..	3.4	9.5	12.4	66.6
Suisse	21.4	21.9	23.8	27.3	6.0	5.3	5.1	6.9	31.9
Turquie	..	1.9	..	-	18.9	19.3	20.3	22.4	..
UE-28	..	..	..	..	..	6.3	7.2	6.8	43.1
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038343>

Personnes nées à l'étranger

En pourcentage de la population totale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035740>

TENDANCES DES MIGRATIONS

Les flux d'immigration de type permanent sont répartis par catégorie d'entrée, qui constitue un déterminant clé du devenir professionnel des immigrés. Ils englobent les migrations régulières et les mouvements de personnes entrant dans le cadre de la libre circulation.

Définition

Les flux d'immigration de type permanent couvrent les mouvements régulés d'étrangers qui s'installent dans un pays, du point de vue du pays de destination. Dans les pays tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, ces flux sont composés des immigrés à qui l'on octroie un titre de séjour « permanent ». Dans les autres pays, ils correspondent généralement aux immigrés auxquels est accordé un titre de séjour renouvelable à l'infini, bien que la possibilité de renouvellement soit parfois subordonnée à certaines conditions comme l'exercice d'un emploi. Sont donc exclus les étudiants internationaux, les stagiaires, les personnes participant à des programmes d'échange, les travailleurs saisonniers ou contractuels, les prestataires de services, les monteurs, les artistes entrant dans le pays pour donner des spectacles ou les personnes participant à des manifestations sportives, etc. Les titres de séjour attribués à ces individus peuvent aussi être renouvelables, mais pas indéfiniment.

Les migrants entrent dans le cadre de la libre circulation lorsqu'ils bénéficient de certains droits fondamentaux, qui découlent généralement d'accords internationaux, leur permettant d'entrer et de sortir d'un pays sans être soumis à d'importantes restrictions quant à leur circulation ou à la durée de leur séjour, comme c'est le cas pour les citoyens des États membres de l'UE au sein de cette dernière. Leurs mouve-

ments n'étant pas toujours enregistrés de manière officielle, ils doivent parfois être estimés.

Comparabilité

Cette standardisation fondée sur le concept de « flux d'immigration de type permanent » marque une amélioration notable par rapport aux compilations de statistiques nationales, dont la couverture peut varier selon un facteur compris entre un et trois. Néanmoins, on observe des variations entre les pays en ce qui concerne la prise en compte du changement de statut et la couverture des mouvements à titre permanent dans le cadre de la libre circulation. Au total, cette standardisation est appliquée à 23 pays de l'OCDE et à la Fédération de Russie.

L'année de référence utilisée pour ces statistiques est souvent l'année d'octroi du titre de séjour plutôt que l'année d'entrée sur le territoire. Parfois, certains individus admis à titre temporaire peuvent obtenir un titre de séjour permanent. Dans les statistiques présentées ici, ils sont pris en compte pour l'année où le changement de statut intervient.

En bref

Au total entre 2010 et 2011, les flux d'immigration de type permanent ont augmenté de 2 % environ dans les pays de l'OCDE, avec une situation très variable au niveau des pays. La moitié environ des pays de l'OCDE a enregistré une hausse des flux d'immigration, notamment l'Autriche et l'Allemagne, mais aussi l'Irlande, où le recul de l'immigration avait été l'un des plus importants pendant la récession.

L'immigration vers les pays européens se caractérise toujours par la libre circulation des personnes au sein de l'Espace économique européen (EEE). En Suisse, en Allemagne et en Norvège, elle représente respectivement, 78 %, 68 % et 64 % des migrations internationales permanentes.

Les migrations pour raisons familiales et humanitaires au sein de l'EEE constituent respectivement 45 % et 8 % des migrations totales (à l'exclusion de la libre circulation des personnes) vers cette zone. Dans le reste de l'OCDE, les chiffres correspondants s'élèvent à 65 % et 13 %. Par ailleurs, les migrations de travail représentent près de 40 % des flux migratoires en direction des pays de l'EEE pris en compte ici (à l'exclusion de la libre circulation des personnes), mais seulement 13 % des migrations vers le reste de l'OCDE. Ce dernier chiffre traduit le poids des États-Unis, du Japon et du Mexique, où les migrations de travail permanentes sont limitées.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives des migrations internationales 2011*, SOPEMI, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Widmaier, S. et J.-C. Dumont (2011), "Are recent immigrants different? A new profile of immigrants in the OECD based on DIOC 2005/06", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 126.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et Lemaître G. (2005), "Counting immigrants and expatriates in OECD countries: A new perspective", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 25.
- Lemaître G. (2005), "La comparabilité des statistiques des migrations internationales", *OECD Statistics Brief*, No. 9.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales*.

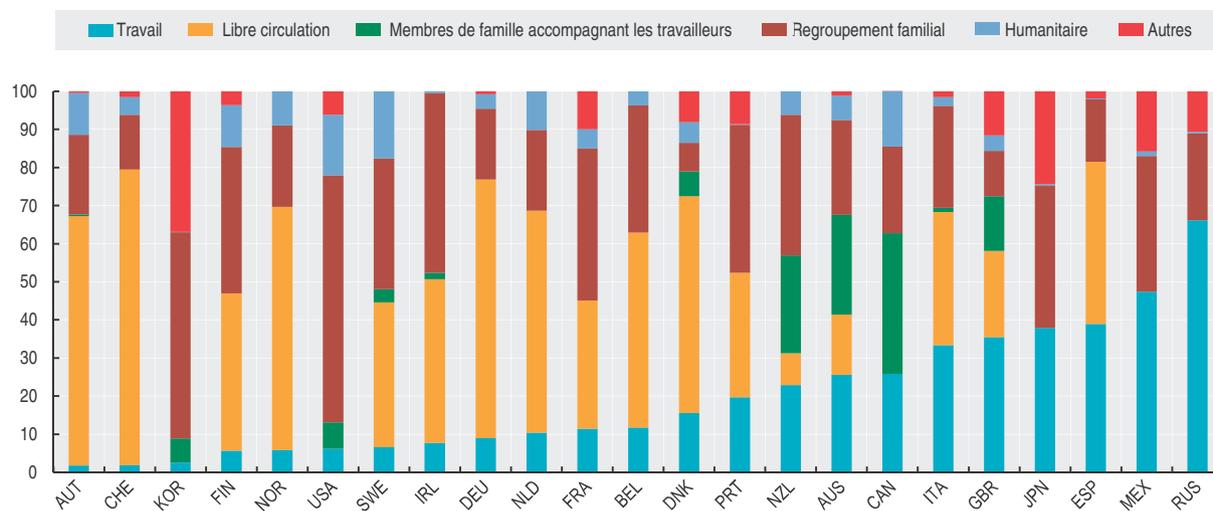

Flux d'immigration à titre permanent par catégorie d'entrée

Milliers, 2011

	Travail	Libre circulation	Membres de famille accompagnant les travailleurs	Regroupement familial	Humanitaire	Autres	Totale
Allemagne	26.1	197.5	-	54.0	11.0	2.1	290.8
Australie	56.2	34.6	57.5	54.7	14.0	2.5	219.5
Autriche	1.0	38.2	0.2	12.2	6.4	0.2	58.4
Belgique	9.0	39.1	-	25.5	2.9	..	76.5
Canada	64.4	-	91.8	56.4	36.1	0.1	248.7
Chili	..	..	..	..	..	..	..
Corée	1.4	..	3.6	30.8	0.0	21.0	56.9
Danemark	6.4	23.5	2.7	3.1	2.2	3.3	41.3
Espagne	135.9	148.9	-	57.1	1.0	6.5	349.3
Estonie	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	65.3	..	74.1	688.1	168.5	65.5	1 061.4
Finlande	1.2	8.4	-	7.8	2.2	0.8	20.4
France	24.1	71.1	-	84.2	10.7	21.1	211.3
Grèce	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	2.6	14.5	0.6	15.9	0.1	..	33.7
Islande	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..
Italie	104.1	109.1	3.6	83.4	7.2	4.8	312.2
Japon	22.4	..	-	22.0	0.3	14.4	59.1
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	10.3	..	-	7.7	0.3	3.4	21.7
Norvège	3.5	38.5	-	12.9	5.4	..	60.3
Nouvelle-Zélande	10.2	3.7	11.4	16.4	2.7	..	44.5
Pays-Bas	11.0	61.5	-	22.4	10.7	..	105.6
Pologne	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	7.3	12.1	-	14.3	0.1	3.2	36.9
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	22.6
Royaume-Uni	114.0	72.7	45.9	38.3	13.0	37.2	321.2
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..
Suède	4.8	27.3	2.5	24.6	12.7	..	71.7
Suisse	2.3	96.5	-	17.8	5.8	1.9	124.3
Turquie	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	273.0	-	..	93.9	1.8	44.0	412.6
Inde	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038362>
Flux d'entrée d'immigrés permanents par catégorie d'entrée

Pourcentage d'entrées permanentes, 2011


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035759>

MIGRATIONS ET EMPLOI

La taille de la population d'âge actif est moins stable pour les étrangers que pour les autochtones, les variations d'une année sur l'autre étant à peine détectables chez ces derniers, en raison notamment de l'impact des migrations nettes. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux d'emploi des travailleurs immigrés sont inférieurs à ceux des autochtones. Cependant, la situation est plus contrastée lorsque l'on ventile les données en fonction du niveau d'études.

Définition

Le taux d'emploi correspond à la part des actifs occupés dans le groupe d'âge des 25-64 ans (actifs et inactifs). Selon la définition de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes qui, au cours de la semaine de référence, ont travaillé pendant une heure au moins ou qui avaient un emploi mais étaient absentes de leur travail. La classification des niveaux d'études utilisée s'appuie sur les catégories de la *Classification internationale type de l'éducation* (CITE). D'une manière générale, « faible » correspond au niveau inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, « intermédiaire » au deuxième cycle du secondaire et « supérieur » à l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur comprend l'enseignement professionnel avancé débouchant sur des professions techniques ou spécialisées.

Comparabilité

Les données relatives aux pays d'Europe proviennent de l'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne. Les chiffres relatifs aux autres pays sont essentiellement tirés des

enquêtes nationales sur la population active. Même si les niveaux d'emploi dépendent parfois des changements apportés à la conception des enquêtes et des problèmes rencontrés dans leur conduite (non-réponse par exemple), les données relatives aux taux d'emploi sont généralement fiables dans le temps.

Cependant, la comparabilité des niveaux de formation entre les immigrés et les autochtones, ainsi qu'entre les pays, est approximative. Les diplômes délivrés dans certains pays peuvent ne pas correspondre exactement aux catégories nationales car la durée des études ou le contenu des programmes débouchant sur des qualifications en apparence équivalentes peuvent ne pas être identiques. De même, le fait de restreindre la classification de la CITE à trois catégories peut entraîner une certaine perte d'informations concernant la durée des études, la finalité des programmes, etc. Par exemple, des diplômes d'études supérieures peuvent sanctionner des formations dont la durée varie de deux ans (certaines filières courtes de formation technique de niveau universitaire) à sept ans ou plus (doctorats).

L'UE-28 correspond à une moyenne pondérée n'englobant ni la Croatie ni Malte.

En bref

La situation des travailleurs immigrés et des travailleurs autochtones au regard de l'emploi varie considérablement entre les pays de l'OCDE et les différences en fonction du niveau d'études sont encore plus marquées. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux d'emploi augmente avec le niveau d'études. Les personnes qui ont suivi des études supérieures trouvent plus facilement du travail et sont moins exposées au chômage. Pour autant, l'accès à l'enseignement supérieur ne garantit pas nécessairement un taux d'emploi égal pour les travailleurs immigrés et les travailleurs autochtones. Dans tous les pays de l'OCDE, le taux d'emploi des autochtones ayant suivi des études supérieures est plus élevé que celui de leurs homologues nés à l'étranger.

La situation est plus contrastée pour les personnes ayant un faible niveau d'études. Aux États-Unis, au Luxembourg et, dans une moindre mesure, dans certains pays d'Europe du Sud comme la Grèce et l'Italie, les immigrés peu qualifiés ont des taux d'emploi supérieurs à leurs homologues autochtones. La situation est inverse dans la plupart des autres pays, notamment en Suède, au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique et en Nouvelle-Zélande. Le taux d'emploi plus élevé des personnes peu qualifiées nées à l'étranger dans certains pays peut s'expliquer par la demande continue de travailleurs pour pourvoir les emplois faiblement qualifiés dont ne veulent plus de jeunes travailleurs autochtones qui arrivent sur le marché du travail.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives des migrations internationales 2011*, SOPEMI, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE.

Further information

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les migrants et l'emploi* (Vol. 3), *L'intégration sur le marché du travail en Autriche, Norvège et Suisse*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.C. et Lemaître G. (2005), "Counting immigrants and expatriates in OECD countries: A new perspective", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 25.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales*.



Taux d'emploi des populations nées à l'étranger et dans le pays de résidence par niveau d'éducation

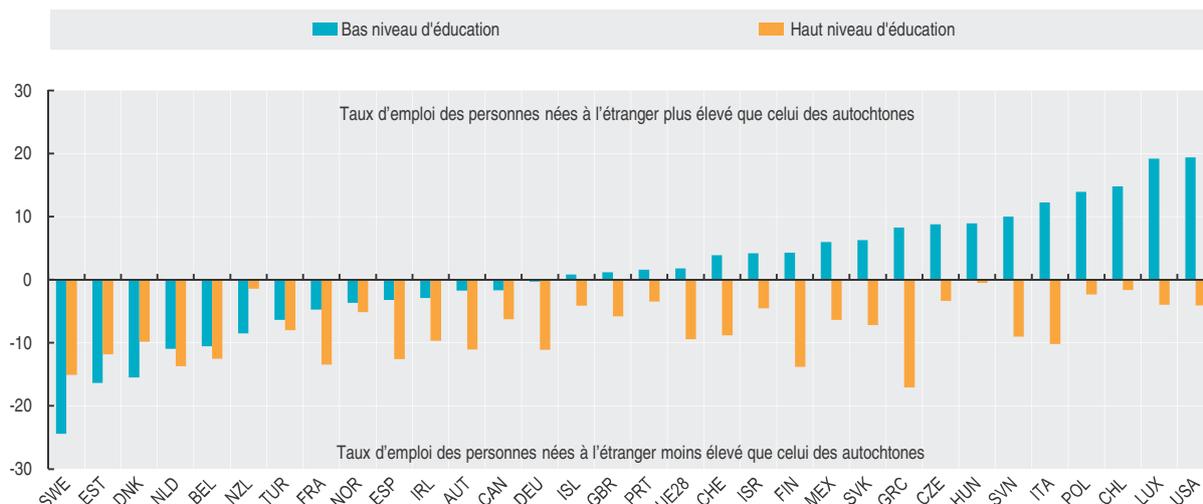
En pourcentage des 25 à 64

	2007						2012					
	Nées dans le pays de résidence			Nées à l'étranger			Nées dans le pays de résidence			Nées à l'étranger		
	Bas niveau d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total	Bas niveau d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total	Bas niveau d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total	Bas niveau d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total
Allemagne	56.1	87.7	76.2	52.3	70.5	62.8	57.2	89.5	79.8	56.9	78.4	69.4
Australie	..	..	77.2	..	..	71.1	..	..	77.1	..	..	72.9
Autriche	57.1	89.5	76.5	57.5	75.5	67.3	55.7	89.5	78.0	53.9	78.5	69.4
Belgique	51.8	86.3	71.9	39.5	73.8	55.3	50.2	86.5	73.0	39.7	74.0	56.4
Canada	..	..	..	..	..	..	56.6	83.4	77.4	54.9	77.2	73.2
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	67.4	88.8	81.3	54.1	76.4	63.9	62.5	87.4	78.8	47.0	77.5	63.4
Espagne	57.8	85.5	69.7	71.4	78.8	74.9	49.4	78.5	62.9	46.2	66.0	55.8
Estonie	56.5	88.3	80.1	45.7	83.1	75.2	51.7	84.0	76.2	35.4	72.2	66.8
États-Unis	51.5	84.0	76.5	68.8	80.3	75.2	44.7	81.3	72.4	64.1	77.2	71.3
Finlande	58.0	85.6	76.2	54.1	76.5	70.7	54.1	84.8	75.7	58.4	71.0	67.6
France	59.0	85.0	73.7	54.3	70.8	62.1	56.0	86.0	73.5	51.3	72.5	60.7
Grèce	56.7	83.8	68.3	74.8	70.9	72.7	46.3	72.4	58.4	54.5	55.3	54.4
Hongrie	38.4	80.5	65.4	50.1	77.5	70.7	38.7	79.7	65.2	47.6	79.2	71.3
Irlande	58.6	88.3	74.0	60.3	80.9	75.9	43.5	82.5	66.0	40.6	72.8	64.4
Islande	82.3	92.5	87.8	86.9	88.4	86.8	72.7	91.0	83.5	73.5	86.9	81.5
Israël	42.8	85.4	71.2	43.0	80.4	69.0	..	..	..	..	..	..
Italie	51.5	80.6	64.4	66.9	75.2	71.0	49.1	79.7	63.4	61.4	69.5	65.5
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	52.3	83.8	69.8	70.5	85.1	76.3	49.6	87.3	73.9	68.8	83.4	76.0
Mexique	60.1	80.5	67.8	65.1	66.4	65.5	60.6	77.6	68.1	66.6	71.2	70.1
Norvège	66.5	90.3	82.3	58.1	86.6	75.3	65.2	90.6	82.3	61.5	85.5	77.1
Nouvelle-Zélande	69.8	85.4	81.5	60.8	80.0	75.4	67.1	84.4	79.5	58.5	83.0	76.1
Pays-Bas	63.7	88.4	79.2	50.9	77.7	64.3	64.3	89.0	79.7	53.4	75.3	66.6
Pologne	41.2	84.6	65.7	15.3	65.7	36.3	39.7	84.7	67.4	53.7	82.3	68.7
Portugal	71.3	85.8	74.3	75.4	87.0	79.2	63.1	82.3	68.8	64.7	78.8	71.4
République slovaque	29.0	84.2	70.0	40.4	87.2	70.1	30.7	80.2	68.9	37.0	73.0	66.7
République tchèque	45.7	85.3	74.6	45.7	81.9	69.6	39.8	84.7	75.0	48.6	81.4	71.7
Royaume-Uni	54.7	88.9	76.8	47.1	83.2	70.6	46.2	85.6	76.4	47.4	79.8	71.3
Slovénie	56.1	88.0	75.0	56.7	81.8	69.2	45.2	85.6	71.5	55.2	76.6	66.6
Suède	71.1	90.5	84.8	51.5	78.3	67.7	71.9	91.7	85.9	47.5	76.7	67.9
Suisse	65.0	93.0	84.5	67.3	82.7	75.5	66.0	92.4	85.8	69.8	83.6	78.0
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	48.9	..	..	46.4
UE-28	55.6	86.3	72.1	57.8	76.5	67.4	51.4	84.7	71.4	53.2	75.3	65.4
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	27.8	79.9	36.3	60.8	75.3	63.7	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038381>

Différence entre les taux d'emploi des populations nées à l'étranger et nées dans le pays de résidence par niveau d'éducation

Point de pourcentage, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035778>

MIGRATION ET CHÔMAGE

Dans les pays d'immigration traditionnels européens, les travailleurs immigrés sont davantage touchés par le chômage que les travailleurs autochtones. À l'inverse, dans certains pays d'installation (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis) ainsi qu'en Hongrie, le taux de chômage est moins influencé par le lieu de naissance. Certains groupes tels que les jeunes immigrés, les femmes ou les immigrés âgés, rencontrent des difficultés particulières pour trouver un emploi.

Définition

Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs de 15 à 64 ans en pourcentage de la population active totale (somme des actifs occupés et des sans-emploi de 15 à 64 ans). Selon la définition de l'OIT, les chômeurs correspondent aux personnes qui déclarent être sans emploi pendant la semaine de référence, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions spécifiques pour trouver du travail pendant les quatre semaines précédant l'entretien.

Comparabilité

Les données relatives aux pays d'Europe proviennent de l'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne. Les données concernant les États-Unis sont issues de la *Current Population Survey*, tandis que les chiffres relatifs aux autres pays sont extraits de leurs enquêtes nationales sur la population active. Même si les niveaux de chômage sont parfois affectés par des changements apportés à la conception de l'enquête et par des problèmes de mise en œuvre (non-réponse par exemple), les données relatives aux taux de chômage sont généralement fiables dans le temps.

En bref

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les immigrés ont été durement, et presque immédiatement, touchés par la récession. Cette vulnérabilité tient au fait qu'ils sont plus nombreux dans les secteurs fortement éprouvés par la crise (BTP, secteur manufacturier, hôtellerie-restauration) et qu'ils sont plus susceptibles d'occuper des emplois précaires ou informels. Pour autant, on observe des disparités entre les pays de l'OCDE et entre les catégories d'immigrés. Compte tenu du ralentissement économique actuel, les taux de chômage augmentent, tant pour les étrangers que pour les autochtones, dans la plupart des pays de l'OCDE. Néanmoins, les immigrés sont davantage touchés par le chômage que les autochtones dans la plupart des pays européens membres de l'OCDE : en Espagne, en Grèce et en Irlande, le taux de chômage des immigrés a progressé de, respectivement, 25, 25 et 11 points de pourcentage entre 2007 et 2012, contre une hausse de 15, 15 et 10 points pour les autochtones. En 2012, au Portugal, en Belgique, en Suède, en France et en Finlande, le taux de chômage des immigrés était supérieur à 15 %. Il était proche de 35 % en Espagne et de 34 % en Grèce. Le taux de chômage de cette population est plus de deux fois supérieur à celui affiché par les autochtones en Belgique, en Suède, aux Pays-Bas, en Autriche, en Norvège, en Suisse, au Danemark et en Finlande.

L'UE-28 correspond à une moyenne pondérée n'englobant ni la Croatie ni Malte.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives des migrations internationales 2011*, SOPEMI, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les migrants et l'emploi (Vol. 3), L'intégration sur le marché du travail en Autriche, Norvège et Suisse*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Les migrants et l'emploi (Vol. 2), L'intégration sur le marché du travail en Belgique, en France, aux Pays-Bas et au Portugal*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Jobs for Immigrants (Vol. 1): Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.C. et Lemaître G. (2005), "Counting immigrants and expatriates in OECD countries: A new perspective", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 25.
- Lemaître G. (2005), "La comparabilité des statistiques des migrations internationales", *OECD Statistics Brief*, No. 9.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales*.



Taux de chômage des autochtones et des allochtones

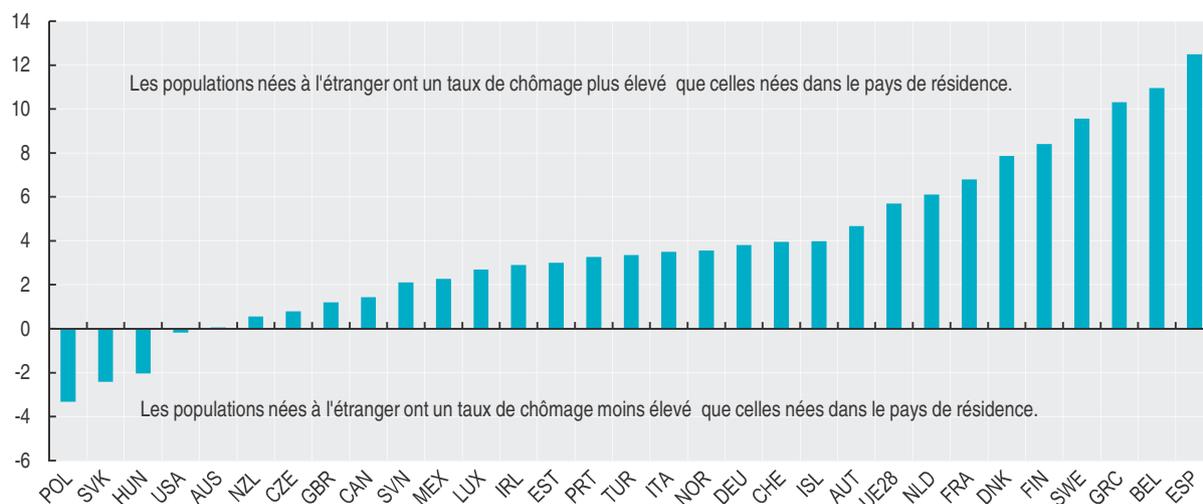
En pourcentage de la population active totale

	Femmes				Hommes				Total			
	Nées dans le pays de résidence		Nées à l'étranger		Nés dans le pays de résidence		Nés à l'étranger		Nés dans le pays de résidence		Nés à l'étranger	
	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012
Allemagne	8.0	4.7	13.8	8.4	7.6	5.2	15.2	8.9	7.8	4.9	14.6	8.7
Australie	4.6	5.2	5.5	6.0	4.1	5.4	4.3	4.9	4.3	5.3	4.9	5.4
Autriche	4.1	3.7	9.7	7.7	3.1	3.5	8.4	8.7	3.5	3.6	9.0	8.3
Belgique	7.5	5.9	17.2	15.9	5.6	5.8	15.8	17.6	6.4	5.9	16.4	16.9
Canada	..	6.4	..	8.6	..	7.6	..	8.3	..	7.0	..	8.5
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	3.8	6.6	7.8	15.9	3.0	7.1	8.6	13.5	3.4	6.8	8.2	14.7
Espagne	10.5	23.8	12.6	32.8	6.0	22.4	8.3	36.5	7.9	22.9	10.3	35.4
Estonie	3.9	9.2	4.6	11.4	5.3	10.8	7.1	14.9	4.6	10.0	5.7	13.0
États-Unis	4.6	7.9	4.7	9.0	5.1	8.6	4.1	7.5	4.9	8.3	4.4	8.1
Finlande	6.9	6.7	17.4	17.1	6.5	8.2	12.0	14.7	6.7	7.4	14.5	15.9
France	8.1	9.2	14.5	16.2	6.9	9.0	11.9	15.5	7.4	9.2	13.1	16.0
Grèce	12.8	27.8	14.3	32.6	5.3	20.1	4.9	34.5	8.4	23.4	8.7	33.7
Hongrie	7.7	10.7	6.1	8.0	7.2	11.3	2.6	9.9	7.5	11.0	4.3	9.0
Irlande	4.0	10.1	5.8	14.8	4.6	17.8	6.0	19.4	4.3	14.4	5.9	17.3
Islande	2.2	5.2	3.9	10.4	2.3	6.1	2.1	9.0	2.2	5.7	3.0	9.7
Israël	8.6	..	6.8	..	7.1	..	6.3	..	7.8	..	6.5	..
Italie	7.6	11.3	11.4	15.6	4.9	9.7	5.3	12.4	6.0	10.4	7.9	13.9
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	4.4	3.9	5.1	7.8	3.0	3.7	4.3	5.4	3.6	3.6	4.6	6.3
Mexique	4.2	5.1	10.7	6.4	3.6	5.1	4.1	8.0	3.8	5.1	6.2	7.4
Norvège	2.3	2.3	4.0	5.5	2.3	3.2	6.1	7.0	2.3	2.8	5.1	6.3
Nouvelle-Zélande	3.8	7.4	5.0	8.1	3.5	6.7	3.5	7.1	3.6	7.0	4.2	7.6
Pays-Bas	3.6	4.5	7.7	10.5	2.7	4.6	7.5	10.5	3.1	4.5	7.6	10.6
Pologne	10.4	11.0	9.2	11.7	9.1	9.6	9.5	3.5	9.7	10.2	9.4	6.9
Portugal	9.9	16.0	12.1	18.8	7.0	16.2	7.3	20.0	8.4	16.1	9.6	19.4
République slovaque	12.7	14.6	5.9	9.1	9.9	13.6	7.7	14.1	11.2	14.0	6.8	11.6
République tchèque	6.7	8.2	10.8	11.2	4.2	6.0	7.7	7.3	5.3	7.0	9.1	7.8
Royaume-Uni	4.5	7.0	8.6	10.5	5.4	8.5	6.9	8.2	5.0	7.9	7.6	9.1
Slovénie	5.8	9.1	7.8	14.5	4.1	8.6	4.0	8.3	4.9	8.8	5.7	10.9
Suède	5.5	6.3	12.6	15.1	5.1	6.7	11.7	16.9	5.3	6.5	12.1	16.1
Suisse	3.2	3.2	8.8	7.9	2.0	3.1	5.8	6.4	2.6	3.1	7.1	7.1
Turquie	..	9.5	..	12.6	..	7.8	..	11.0	..	8.3	..	11.6
UE-28	7.5	9.9	11.9	16.0	6.3	9.8	10.0	15.2	6.8	9.9	10.8	15.6
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038400>

Taux de chômage des populations nées à l'étranger et nées dans le pays de résidence

Pourcentage, 2012

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035797>



5600

5400

5200

5000

4800

4600

4400

4200

4000

3800

3600

3400



PRODUCTION ET PRODUCTIVITÉ

PRODUCTION ET INVESTISSEMENT

TAILLE DU PIB
ÉVOLUTION DU PIB
TAUX D'INVESTISSEMENT

PRODUCTIVITÉ

NIVEAUX DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL
PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE
COÛTS UNITAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE
RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ
VALEUR AJOUTÉE RÉELLE PAR ACTIVITÉ
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

TAILLE DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure de référence de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée minorée de la valeur des importations. Si le PIB est l'indicateur par excellence de l'activité économique, il ne doit pas être considéré comme une mesure englobant toutes les dimensions du bien-être des sociétés étant donné qu'en sont exclus plusieurs aspects des conditions de vie matérielles des populations ainsi que d'autres aspects de la qualité de vie des individus.

Le PIB par habitant est un indicateur essentiel de la performance économique, couramment utilisé pour mesurer globalement le niveau de vie ou le bien-être économique moyen, bien qu'il présente quelques lacunes reconnues.

Définition

Qu'entend-on par produit intérieur brut ? L'adjectif « brut » signifie qu'aucune déduction n'a été faite au titre de la dépréciation des machines, bâtiments et autres biens d'équipement utilisés dans le processus de production. Le terme « intérieur » signifie qu'il s'agit de la production réalisée sur le territoire économique du pays considéré. Le terme « produit » renvoie aux biens et services finaux, c'est-à-dire aux biens et services qui sont achetés, utilisés comme intrants ou autrement, à savoir : la consommation finale des ménages, des institutions à but non lucratif fournissant les ménages et les administrations ; la formation de capital fixe et les exportations (diminuées des importations).

En bref

Le PIB par habitant de l'ensemble de la zone OCDE était de 37 010 USD en 2012. Quatre pays de l'OCDE affichaient un PIB par habitant très supérieur à 50 000 USD en 2012 – les États-Unis, le Luxembourg, la Norvège et la Suisse. Neuf pays de l'OCDE enregistraient un PIB par habitant compris entre 50 000 et 40 000 USD en 2012 : l'Australie, l'Autriche, l'Irlande, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, l'Allemagne, le Canada et la Belgique tandis que 12 pays affichaient un chiffre inférieur à 30 000 USD, le Mexique, la Turquie et le Chili se situant tout en bas du classement.

Si en 2002, les États-Unis affichaient un PIB par habitant supérieur de 45 % à la moyenne de l'OCDE, ce chiffre a été ramené à 40 % en 2012. Le PIB par habitant du Japon a chuté pour passer juste en dessous de la moyenne de l'OCDE en 2012 alors qu'il était juste au-dessus de cette moyenne en 2002.

C'est en Grèce, en Israël, en Islande, en Italie et au Royaume-Uni que l'on a observé, entre 2002 et 2012, les baisses les plus marquées du PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'OCDE. Les hausses les plus nettes du PIB par habitant au cours des dix dernières années ont été constatées en Norvège, au Luxembourg, en République slovaque, en Estonie et au Chili. Enfin, les pays arrivant en bas du classement (Mexique, Turquie et Chili) ont vu leur situation s'améliorer, en termes de PIB par habitant, par rapport à la moyenne de l'OCDE.

Comparabilité

Tous les pays ont adopté le *Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN)*, à l'exception de l'Australie et des États-Unis qui appliquent le SCN de 2008. Il importe toutefois de noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Dans le cas de certains pays, les données de la dernière année ont été estimées par le Secrétariat de l'OCDE. Les données rétrospectives sont également des estimations pour les pays qui changent de méthodologie, mais n'ont fourni de données révisées que pour certaines années.

En ce qui concerne le PIB par habitant, il convient de faire preuve de prudence dans l'interprétation ; le Luxembourg et, dans une moindre mesure, la Suisse comptent par exemple un nombre relativement élevé de travailleurs frontaliers

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Green Finance and Investment: The Case of Climate Change*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Vers une croissance verte*, Etudes de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*.

Sites Internet

- Sources & méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/fr/eco/perspectives/sources-et-methodes.htm.



PIB par habitant

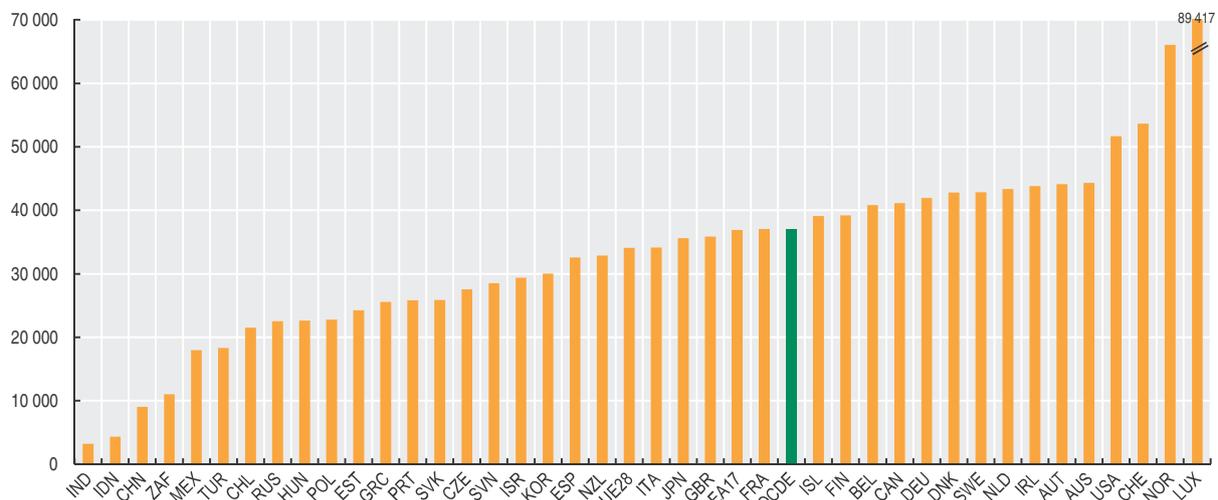
Dollars des EU, prix courants et PPA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	25 794	26 740	27 446	28 371	29 671	31 117	33 581	35 511	37 115	35 973	38 320	40 990	41 923
Australie	27 939	29 146	30 327	31 870	33 332	35 005	37 039	38 862	39 165	40 613	41 645	43 208	44 407
Autriche	28 939	29 061	30 463	31 337	32 841	33 637	36 618	38 048	39 856	39 375	40 535	42 978	44 141
Belgique	27 697	28 560	30 054	30 311	31 176	32 204	34 284	35 619	37 035	36 927	38 273	40 093	40 838
Canada	28 509	29 364	29 911	31 278	32 826	35 106	36 926	38 324	38 985	37 692	38 917	40 220	41 150
Chili	9 544	9 969	10 280	10 762	11 705	12 690	15 273	16 504	16 171	15 925	18 295	20 216	21 486
Corée	17 212	18 171	19 656	20 187	21 617	22 783	24 288	26 084	26 689	26 338	28 210	29 035	30 011
Danemark	28 860	29 469	30 756	30 448	32 275	33 196	36 080	37 672	39 841	38 635	40 927	41 843	42 787
Espagne	21 336	22 606	24 068	24 770	25 945	27 392	30 433	32 190	33 131	32 251	31 640	32 156	32 551
Estonie	9 875	10 704	11 967	13 379	14 746	16 531	19 163	21 554	22 061	19 948	20 470	23 088	24 260
États-Unis	36 437	37 252	38 132	39 612	41 864	44 242	46 376	47 996	48 336	46 927	48 287	49 782	51 689
Finlande	25 700	26 564	27 531	27 633	29 849	30 708	33 169	36 119	38 080	35 874	36 586	38 611	39 207
France	25 275	26 644	27 676	27 299	28 172	29 554	31 454	33 100	34 167	34 111	34 894	36 391	36 933
Grèce	18 267	19 769	21 401	22 511	23 850	24 348	26 792	27 720	29 604	29 475	27 999	26 623	25 586
Hongrie	11 896	13 410	14 669	15 353	16 180	16 975	18 314	18 907	20 430	20 441	21 135	22 413	22 635
Irlande	28 904	30 658	33 117	34 703	36 648	38 761	42 300	44 932	42 133	40 230	41 131	42 943	43 803
Islande	28 879	30 476	31 084	30 795	33 716	34 992	35 863	37 122	39 477	37 680	36 637	38 224	39 097
Israël	23 354	23 282	23 441	22 161	23 457	23 210	23 849	25 460	25 463	25 755	26 869	28 468	29 349
Italie	25 784	27 310	26 942	27 288	27 516	28 280	30 426	32 013	33 372	32 519	32 887	33 870	34 143
Japon	25 919	26 564	27 251	27 962	29 384	30 446	31 797	33 320	33 500	31 875	33 760	34 262	35 622
Luxembourg	53 625	53 911	57 469	60 629	64 843	68 211	78 512	84 301	84 298	79 027	83 974	88 668	89 417
Mexique	10 051	10 145	10 396	10 886	11 526	12 461	13 775	14 487	15 267	14 869	15 726	17 125	17 952
Norvège	36 173	37 131	37 052	38 286	42 460	47 640	53 893	55 799	61 332	55 317	57 742	61 897	66 135
Nouvelle-Zélande	21 262	22 217	22 962	23 607	24 725	25 387	27 252	28 772	29 075	30 010	30 246	31 487	32 847
Pays-Bas	29 444	30 821	31 943	31 724	33 182	35 111	38 122	40 681	42 929	41 382	41 587	43 150	43 348
Pologne	10 581	10 962	11 563	11 993	13 004	13 786	15 090	16 736	18 025	18 972	20 208	21 753	22 783
Portugal	17 815	18 530	19 146	19 467	19 845	21 369	22 988	24 169	24 939	25 125	25 713	25 672	25 802
République slovaque	10 995	12 084	12 966	13 607	14 647	16 175	18 399	20 848	23 214	22 761	23 790	25 130	25 848
République tchèque	18 564	16 854	17 578	18 780	20 072	21 268	23 288	25 423	25 872	25 875	25 835	27 046	27 522
Royaume-Uni	26 389	27 875	29 048	30 101	32 032	33 318	35 580	36 249	36 588	35 103	34 524	35 091	35 671
Slovénie	17 572	18 461	19 759	20 528	22 257	23 472	25 466	27 206	29 037	27 023	27 004	28 156	28 482
Suède	27 985	28 261	29 278	30 439	32 479	32 701	35 734	38 427	39 613	37 605	39 567	41 761	42 874
Suisse	32 436	33 103	34 354	34 265	35 577	36 648	40 572	44 303	47 552	46 970	48 733	51 582	53 641
Turquie	9 183	8 623	8 667	8 796	10 159	11 394	12 911	13 884	15 021	14 550	16 003	17 781	18 315
UE-28	21 977	23 115	23 996	24 586	25 748	26 932	29 172	30 814	32 059	31 393	32 093	33 413	34 064
OCDE	24 765	25 553	26 307	27 098	28 560	30 057	32 047	33 557	34 339	33 436	34 580	35 919	37 010
Afrique du Sud	6 762	6 995	7 272	7 545	8 007	8 601	9 261	9 938	10 403	10 216	10 553	11 028	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	2 357	2 593	2 856	3 189	3 589	4 102	4 748	5 550	6 186	6 781	7 526	8 397	9 059
Fédération de Russie	6 818	7 360	8 029	9 255	10 232	11 822	14 917	16 649	20 164	19 367	20 475	22 502	..
Inde	..	..	..	..	2 048	2 276	2 530	2 819	2 928	3 222	..	..	..
Indonésie	2 421	2 531	2 650	2 796	2 978	3 207	3 448	3 724	3 985	4 152	4 336	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039464>

PIB par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037051>

ÉVOLUTION DU PIB

Les variations observées dans la taille des économies sont généralement mesurées par les variations du PIB en volume (souvent dénommé PIB réel). La notion de PIB réel fait référence au fait que les variations du PIB imputables à l'inflation sont neutralisées. On obtient ainsi une mesure des variations du volume de la production d'une économie.

Définition

La conversion des valeurs nominales du PIB en valeurs réelles suppose que l'on dispose de toute une série d'indices détaillés des prix, collectés directement ou indirectement qui, appliqués à la valeur nominale des transactions, permettent de déduire les variations correspondantes en volume. Dans le *Système de comptabilité nationale* de 1993, il est préconisé d'utiliser des pondérations représentatives de la période pour laquelle le taux de croissance est calculé, ce qui nécessite tous les ans l'introduction de nouvelles pondérations formant des indices-chaînes (de volume).

Comparabilité

Tous les pays ont adopté le *Système de comptabilité nationale* de 1993 (SCN), à l'exception de l'Australie et des États-Unis qui appliquent le SCN de 2008. Il importe toutefois de noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays. On note en revanche de légères divergences dans les méthodes employées par les différents pays pour établir les estimations en volume de leur PIB, en particulier pour ce qui est des services produits par l'administration, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

En bref

En 2012, le taux annuel moyen de croissance du PIB réel pour l'ensemble de la zone OCDE s'est établi à 1.5 %, chiffre en repli par rapport au taux de 2.0 % observé en 2011. La hausse globale du taux de croissance du PIB dans la zone de l'OCDE dissimule le fait que 12 des 34 pays de l'OCDE ont enregistré une croissance négative en 2012, ce qui s'explique par les difficultés qu'éprouvent encore de nombreux pays à se remettre de la crise économique récente. La croissance dans la zone euro a fléchi en 2012 de 0.7 %. C'est la Grèce qui a accusé la plus forte contraction de l'activité (-6.4 %), victime d'une tendance se répétant pour la cinquième année consécutive, suivie du Portugal (-3.2 %), de l'Italie (-2.5 %) et de la Slovaquie (-2.5 %). Ces chiffres contrastent avec les taux de croissance élevés enregistrés au Chili (5.6 %), en Estonie (3.9 %) et au Mexique (3.8 %).

Le taux annuel moyen de croissance du PIB en volume pour l'ensemble de la zone OCDE s'est établi à 2.2 % sur les trois années ayant précédé 2012. La Turquie, le Chili et l'Estonie ont affiché des taux de croissance supérieurs à 5 %. En revanche, six pays de l'OCDE ont enregistré des taux annuels moyens de croissance négatifs entre 2010 et 2012, le repli le plus net de l'activité ayant été observé en Grèce (-6.1 %).

À l'exception du Mexique, tous les pays de l'OCDE calculent leurs estimations annuelles du PIB réel à l'aide d'indices-chaînes de volume établis annuellement (ce qui signifie que les pondérations sont actualisées chaque année). Le Mexique, comme beaucoup de pays non membres de l'OCDE, révisent moins fréquemment les pondérations.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Réformes économiques*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Journal: Economic Studies*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*.

Sites Internet

- Sources & méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/fr/eco/perspectives/sources-et-methodes.htm.

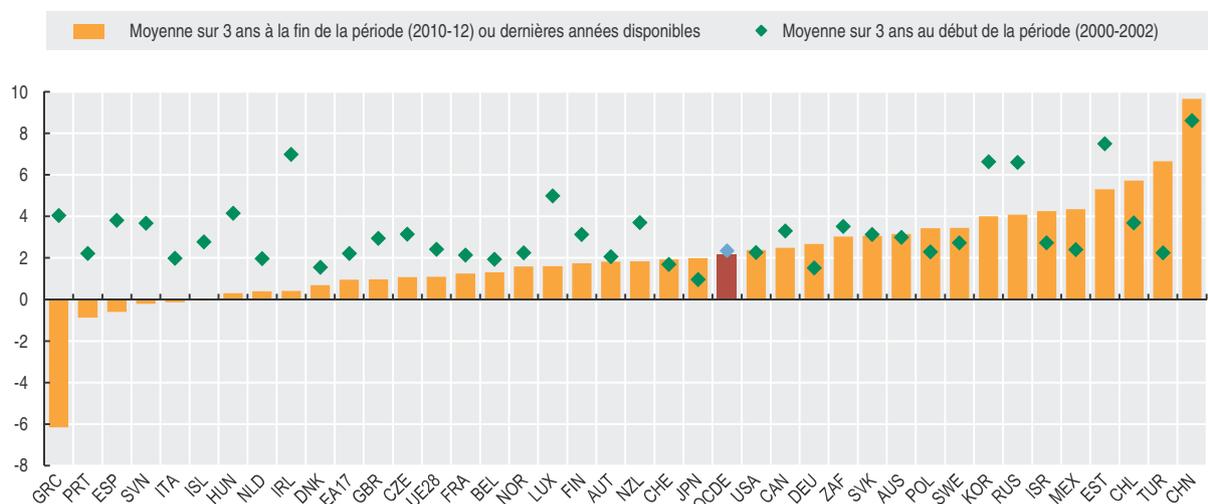


Croissance du PIB réel
Croissance annuelle en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	3.1	1.5	0.0	-0.4	1.2	0.7	3.7	3.3	1.1	-5.1	4.0	3.3	0.7
Australie	1.9	3.9	3.2	4.1	3.2	3.0	3.8	3.8	1.6	2.1	2.4	3.4	3.7
Autriche	3.7	0.9	1.7	0.9	2.6	2.4	3.7	3.7	1.4	-3.8	1.8	2.8	0.9
Belgique	3.7	0.8	1.4	0.8	3.3	1.8	2.7	2.9	1.0	-2.8	2.3	1.8	-0.1
Canada	5.2	1.8	2.9	1.9	3.1	3.0	2.8	2.2	0.7	-2.8	3.2	2.5	1.7
Chili	5.1	3.3	2.7	3.8	7.0	6.2	5.7	5.2	3.3	-1.0	5.8	5.9	5.6
Corée	8.8	4.0	7.2	2.8	4.6	4.0	5.2	5.1	2.3	0.3	6.3	3.7	2.0
Danemark	3.5	0.7	0.5	0.4	2.3	2.4	3.4	1.6	-0.8	-5.7	1.4	1.1	-0.4
Espagne	5.0	3.7	2.7	3.1	3.3	3.6	4.1	3.5	0.9	-3.8	-0.2	0.1	-1.6
Estonie	9.7	6.3	6.6	7.8	6.3	8.9	10.1	7.5	-4.2	-14.1	2.6	9.6	3.9
États-Unis	4.1	0.9	1.8	2.8	3.8	3.4	2.7	1.8	-0.3	-2.8	2.5	1.8	2.8
Finlande	5.3	2.3	1.8	2.0	4.1	2.9	4.4	5.3	0.3	-8.5	3.4	2.7	-0.8
France	3.7	1.8	0.9	0.9	2.5	1.8	2.5	2.3	-0.1	-3.1	1.7	2.0	0.0
Grèce	4.5	4.2	3.4	5.9	4.4	2.3	5.5	3.5	-0.2	-3.1	-4.9	-7.1	-6.4
Hongrie	4.2	3.7	4.5	3.9	4.8	4.0	3.9	0.1	0.9	-6.8	1.1	1.6	-1.7
Irlande	10.6	5.0	5.4	3.7	4.2	6.1	5.5	5.0	-2.2	-6.4	-1.1	2.2	0.2
Islande	4.3	3.9	0.1	2.4	7.8	7.2	4.7	6.0	1.2	-6.6	-4.1	2.7	1.4
Israël	8.7	-0.2	-0.1	1.5	4.9	4.9	5.8	5.9	4.1	1.1	5.0	4.6	3.2
Italie	3.7	1.9	0.5	0.0	1.7	0.9	2.2	1.7	-1.2	-5.5	1.7	0.5	-2.5
Japon	2.3	0.4	0.3	1.7	2.4	1.3	1.7	2.2	-1.0	-5.5	4.7	-0.6	2.0
Luxembourg	8.4	2.5	4.1	1.7	4.4	5.3	4.9	6.6	-0.7	-5.6	3.1	1.9	-0.2
Mexique	6.6	0.0	0.8	1.4	4.1	3.3	5.1	3.4	1.2	-6.0	5.3	3.9	3.8
Norvège	3.3	2.0	1.5	1.0	4.0	2.6	2.3	2.7	0.1	-1.6	0.5	1.2	3.1
Nouvelle-Zélande	2.4	3.7	5.0	4.1	3.7	3.4	1.7	3.5	-1.8	1.5	0.2	2.2	3.2
Pays-Bas	3.9	1.9	0.1	0.3	2.2	2.0	3.4	3.9	1.8	-3.7	1.5	0.9	-1.2
Pologne	4.3	1.2	1.4	3.9	5.3	3.6	6.2	6.8	5.1	1.6	3.9	4.5	1.9
Portugal	3.9	2.0	0.8	-0.9	1.6	0.8	1.4	2.4	0.0	-2.9	1.9	-1.3	-3.2
République slovaque	1.4	3.5	4.6	4.8	5.1	6.7	8.3	10.5	5.8	-4.9	4.4	3.0	1.8
République tchèque	4.2	3.1	2.1	3.8	4.7	6.8	7.0	5.7	3.1	-4.5	2.5	1.8	-1.0
Royaume-Uni	4.4	2.2	2.3	3.9	3.2	3.2	2.8	3.4	-0.8	-5.2	1.7	1.1	0.1
Slovénie	4.3	2.9	3.8	2.9	4.4	4.0	5.8	7.0	3.4	-7.9	1.3	0.7	-2.5
Suède	4.5	1.3	2.5	2.3	4.2	3.2	4.3	3.3	-0.6	-5.0	6.6	2.9	0.9
Suisse	3.7	1.2	0.2	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.8	1.0
Turquie	6.8	-5.7	6.2	5.3	9.4	8.4	6.9	4.7	0.7	-4.8	9.2	8.8	2.2
Zone euro	3.8	2.0	0.9	0.7	2.2	1.7	3.3	3.0	0.4	-4.4	2.0	1.6	-0.7
UE-28	3.9	2.1	1.3	1.5	2.5	2.1	3.3	3.2	0.3	-4.3	2.1	1.6	-0.3
OCDE	4.1	1.3	1.7	2.2	3.3	2.8	3.2	2.7	0.2	-3.6	3.0	2.0	1.5
Afrique du Sud	4.2	2.7	3.7	2.9	4.6	5.3	5.6	5.5	3.6	-1.5	3.1	3.5	2.5
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	8.4	8.3	9.1	10.0	10.1	11.3	12.7	14.2	9.6	9.2	10.4	9.3	..
Fédération de Russie	10.0	5.1	4.7	7.3	7.2	6.4	8.2	8.5	5.2	-7.8	4.5	4.3	3.4
Inde	..	..	..	..	..	9.3	9.3	9.8	4.9	9.1	..	..	..
Indonésie	4.9	3.6	4.5	4.8	5.0	5.7	5.5	6.3	6.0	4.6	6.1	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038438>

Croissance du PIB réel
Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035835>

TAUX D'INVESTISSEMENT

L'investissement, ou plus précisément la formation brute de capital fixe, constitue un important indicateur de la croissance économique future et une variable fondamentale dans les analyses économiques, comme celles de la demande et de la productivité.

Définition

En comptabilité nationale, la formation brute de capitale fixe (FBCF) correspond à la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs fixes produits. Sont concernés les produits destinés à servir à la production d'autres biens et services pendant plus d'un an.

Les acquisitions comprennent à la fois les achats d'actifs (neufs ou d'occasion) et la construction d'actifs par les producteurs pour leur propre usage.

L'expression « actifs produits » signifie que seuls les actifs issus d'un processus de production reconnu en comptabilité nationale sont inclus. La comptabilité nationale prend aussi en considération les opérations sur actifs non produits, tels que les réserves foncières, pétrolières et minières, qui sont comptabilisées comme actifs non produits (acquisitions moins cessions) dans le compte de capital et le bilan.

Les prix d'acquisition des biens d'équipement comprennent les frais de transport et d'installation, ainsi que les impôts spécifiquement liés à l'acquisition.

Comparabilité

Lorsque le *Système de Comptabilité Nationale (SCN)* a été révisé en 1993, la définition de la FBCF a été élargie de façon à y inclure la prospection minière et pétrolière, les logiciels ainsi que les œuvres littéraires et artistiques originales. La comparabilité de ces éléments s'est améliorée ces dernières années, quoique leur définition varie selon les pays, notamment en ce qui concerne la production de logiciels pour compte propre.

Dans le SCN 2008, la définition des actifs a été étendue à la recherche et développement ainsi qu'aux systèmes d'armes militaires, mais les chiffres indiqués ici ne rendent pas compte de ces ajouts (sauf dans le cas de l'Australie et des États-Unis qui appliquent déjà le SCN 2008).

En bref

Entre 2009 et 2011, l'investissement a reculé de 2.5 % par an en moyenne dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, ce qui témoigne dans une large mesure de la chute observée au plus fort de la crise récente, puisque l'investissement s'est contracté de plus de 11.8 %, en volume, en 2009. L'Australie est le seul pays de l'OCDE à avoir affiché une hausse des investissements en 2009 (1.9 %). L'Irlande, l'Islande et la Grèce ont accusé des baisses annuelles comprises entre 16.1 % et 19.9 % en moyenne au cours de la période 2009-11, en conséquence de quoi leurs investissements avaient, en 2012, diminué de plus de moitié par rapport à 2007.

En 2012, les taux de croissance des investissements les plus élevés ont été observés au Chili (12.3 %) et en Estonie (10.9 %). La même année, en revanche, l'investissement a reculé de plus de 10 % en Grèce, au Portugal et en République slovaque.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Pour le Brésil : sources nationales et OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Green Finance and Investment: The Case of Climate Change*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2004), "Towards more harmonised estimates of investment in software", *OECD Economic Studies*, No. 37, 2003/2.
- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Sites Internet

- Sources & méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/fr/eco/perspectives/sources-et-methodes.htm.

Formation brute de capital fixe

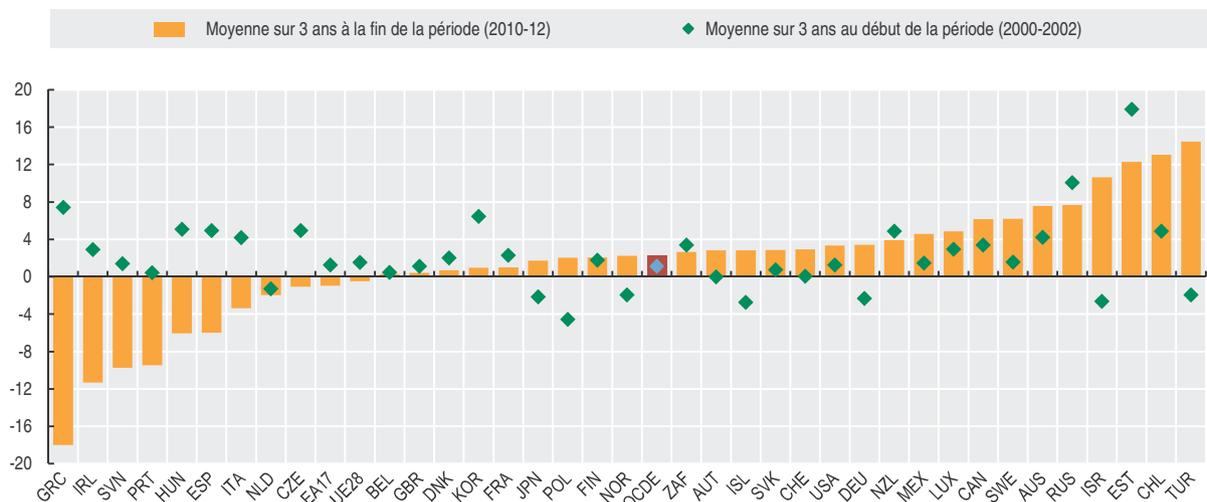
Croissance annuelle en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	2.6	-3.3	-6.1	-1.2	-0.2	0.8	8.2	4.7	1.3	-11.7	5.7	6.9	-2.1
Australie	-7.9	9.0	12.7	9.0	6.9	9.3	5.1	9.6	2.1	1.9	3.8	10.1	8.9
Autriche	5.2	-1.0	-4.0	4.8	0.6	0.6	0.5	3.6	0.7	-7.8	-1.4	8.5	1.6
Belgique	5.1	1.0	-4.5	0.1	7.8	6.4	2.6	6.3	2.0	-8.4	-1.1	4.1	-2.0
Canada	4.7	4.0	1.6	6.2	7.8	9.3	7.1	3.5	2.0	-13.0	10.0	4.2	4.3
Chili	9.1	3.5	2.2	6.5	11.3	23.5	4.3	10.8	17.9	-12.1	12.2	14.7	12.3
Corée	12.3	0.3	7.1	4.4	2.1	1.9	3.4	4.2	-1.9	-1.0	5.8	-1.0	-1.7
Danemark	7.6	-1.4	0.1	-0.2	3.9	4.7	14.3	0.4	-4.2	-15.9	-2.1	3.3	0.8
Espagne	6.6	4.8	3.4	5.9	5.1	7.1	7.1	4.5	-4.7	-18.0	-5.5	-5.4	-7.0
Estonie	16.7	13.1	24.2	16.7	6.0	15.2	23.0	9.3	-13.3	-39.0	-7.3	37.6	10.9
États-Unis	6.3	-0.5	-1.8	3.9	5.8	5.6	2.2	-1.2	-4.8	-13.1	1.1	3.4	5.5
Finlande	6.4	2.9	-3.7	3.0	4.9	3.6	1.9	10.7	-0.6	-13.2	1.7	5.7	-1.0
France	6.8	2.2	-1.9	2.2	3.4	4.4	4.0	6.3	0.3	-10.6	1.4	2.9	-1.2
Grèce	8.0	4.8	9.5	11.8	0.4	-6.3	14.9	22.8	-14.3	-13.7	-15.0	-19.6	-19.2
Hongrie	6.0	1.9	7.4	1.5	7.2	4.5	-2.7	3.8	2.9	-11.1	-8.5	-5.9	-3.7
Irlande	6.2	0.2	2.5	6.5	9.7	14.8	4.8	2.5	-9.5	-27.0	-22.7	-9.1	-0.6
Islande	11.8	-4.3	-14.0	11.1	28.7	34.4	24.4	-12.2	-20.4	-51.4	-9.4	14.3	5.0
Israël	2.3	-3.3	-6.7	-4.5	-0.1	3.2	11.7	12.6	4.6	-3.1	12.2	16.0	4.0
Italie	6.4	2.7	3.4	-1.3	2.0	1.3	3.4	1.8	-3.7	-11.7	0.6	-2.2	-8.3
Japon	0.7	-2.1	-4.9	0.2	0.4	0.8	1.5	0.3	-4.1	-10.6	-0.2	1.1	4.4
Luxembourg	-4.7	8.8	5.2	6.2	2.7	2.5	4.1	18.4	2.0	-16.2	-0.7	12.1	3.5
Mexique	11.4	-5.6	-0.6	0.4	8.0	7.5	9.9	6.9	5.5	-11.8	0.3	8.1	5.5
Norvège	-3.5	-1.1	-1.1	0.8	11.1	13.5	9.8	11.4	0.2	-7.5	-8.0	7.6	8.0
Nouvelle-Zélande	-0.1	6.9	8.0	13.1	8.5	6.5	-2.8	7.1	-8.0	-11.7	3.0	2.3	6.5
Pays-Bas	0.6	0.2	-4.5	-1.5	-1.6	3.7	7.5	5.5	4.5	-12.0	-7.4	6.1	-4.0
Pologne	2.7	-9.7	-6.3	-0.1	6.4	6.5	14.9	17.6	9.6	-1.2	-0.4	8.5	-1.7
Portugal	3.9	0.6	-3.2	-7.1	0.0	-0.5	-1.3	2.6	-0.3	-8.6	-3.1	-10.5	-14.3
République slovaque	-9.6	12.9	0.2	-2.7	4.8	17.5	9.3	9.1	1.0	-19.7	6.5	14.2	-10.5
République tchèque	6.5	4.5	3.8	0.6	3.0	6.0	5.8	13.2	4.1	-11.0	1.0	0.4	-4.5
Royaume-Uni	2.6	-1.9	2.7	2.3	6.2	3.7	5.6	7.5	-6.9	-16.7	2.8	-2.4	0.9
Slovénie	2.6	1.3	0.3	7.6	5.0	3.0	10.4	13.3	7.1	-23.8	-15.3	-5.5	-8.2
Suède	5.7	0.5	-1.3	1.6	5.7	8.1	9.2	8.9	1.4	-15.5	7.2	8.2	3.3
Suisse	4.7	-3.3	-1.0	-2.0	4.2	4.1	5.3	5.4	0.7	-8.0	4.8	4.5	-0.4
Turquie	17.5	-30.0	14.7	14.2	28.4	17.4	13.3	3.1	-6.2	-19.0	30.5	18.0	-2.7
Zone euro	4.7	0.7	-1.5	1.1	2.2	3.2	5.6	5.2	-1.4	-12.8	-0.4	1.6	-4.0
UE-28	4.5	0.8	-0.7	1.1	3.0	3.5	6.3	6.3	-1.1	-13.0	0.0	1.4	-2.9
OCDE	5.1	-0.9	-0.7	2.7	4.6	4.8	4.3	2.7	-2.5	-11.8	1.9	3.3	1.8
Afrique du Sud	3.9	2.8	3.5	10.2	12.9	11.0	12.1	14.0	13.0	-4.3	-2.0	4.5	5.7
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	16.6	10.9	3.1	13.9	12.0	10.2	17.9	21.1	9.7	-14.7	6.4	10.4	6.3
Inde	..	..	..	..	..	16.2	13.8	16.2	1.5	7.3	..	..	..
Indonésie	16.7	6.5	4.7	0.6	14.7	10.9	2.6	9.3	11.9	3.3	8.5	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933038457>

Formation brute de capital fixe

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933035854>

NIVEAUX DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La productivité est un indicateur de l'efficacité avec laquelle les ressources disponibles sont utilisées pour produire. La productivité du travail, conjuguée à l'utilisation des ressources en main-d'œuvre, est l'un des déterminants du niveau de vie.

Définition

La productivité du travail se mesure en PIB par heure travaillée. Les données sur le PIB à prix courants sont fournies par les *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*. Pour permettre de procéder à des comparaisons internationales et d'obtenir une mesure en volume ou « en termes réels » du PIB, elles sont converties en monnaie commune selon les parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'OCDE de 2012. Les données relatives aux heures travaillées sont tirées de deux sources, les *Comptes Nationaux Annuels de l'OCDE* et les *Perspectives de l'Emploi de l'OCDE*.

L'indicateur présenté ci-après fait apparaître les niveaux de revenu et de productivité du travail de chaque pays par rapport aux niveaux de revenu et de productivité du travail des États-Unis. Les différences de niveaux de PIB par habitant par rapport aux États-Unis peuvent se décomposer en différences

En bref

En 2012, la Norvège et le Luxembourg affichaient les niveaux de PIB par heure travaillée les plus élevés, suivis de l'Irlande. Le niveau de productivité de la Norvège était environ cinq fois supérieur à celui du Mexique. Parmi les pays considérés, ceux qui ont enregistré de faibles niveaux de productivité du travail en 2011, comme le Mexique et le Chili, sont souvent ceux où la durée moyenne du travail est la plus longue (nettement plus de 2 000 heures par an).

En 2011, les différences de PIB par habitant par rapport aux États-Unis ont été très variables selon les pays. Elles s'expliquent pour une bonne partie par des différences de productivité du travail, avec des écarts par rapport aux États-Unis s'échelonnant entre 65 points de pourcentage au Chili et au Mexique et 21 et 71 points de pourcentage respectivement en Norvège et au Luxembourg. En 2012, la Norvège et le Luxembourg ont été, une fois encore, les seuls pays de l'OCDE à avoir maintenu des écarts positifs notables, pour ce qui est du PIB par habitant par heure travaillée, par rapport aux États-Unis.

Les disparités d'un pays à l'autre dans l'utilisation de la main-d'œuvre reflètent d'une part, un fort taux de chômage et un faible taux de participation de la population en âge de travailler et, d'autre part, des horaires plus réduits pour les personnes qui ont un emploi. Les disparités d'un pays à l'autre, par rapport aux États-Unis, ont été sensiblement plus faibles en matière d'utilisation de la main-d'œuvre qu'en matière de PIB par habitant et par heure. En 2012, les écarts par rapport aux États-Unis, pour ce qui est de l'utilisation de la main-d'œuvre, se sont creusés dans plusieurs pays, et sont demeurés nettement négatifs en Belgique, en France, en Irlande en Turquie et en Espagne. Toujours en 2012, la Corée, le Mexique, le Luxembourg, la Suisse et la Fédération de Russie ont affiché des écarts plutôt positifs dans l'utilisation de la main-d'œuvre, ce qui a contribué à la réduction des écarts de PIB par habitant entre eux et les États-Unis.

de niveau de productivité du travail et différences de niveau d'utilisation de la main-d'œuvre, mesuré par le nombre d'heures travaillées par personne.

Comparabilité

Les comparaisons internationales des niveaux de productivité et de revenu requièrent que l'on dispose de données comparables sur la production. Actuellement, les pays de l'OCDE utilisent le *Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN)*, à l'exception de l'Australie qui applique le SCN de 2008. Des estimations comparables de l'apport de travail sont également nécessaires. Dans de nombreux cas, les données sur l'emploi sont tirées d'enquêtes sur la population active qui ne sont pas toujours entièrement cohérentes avec les comptes nationaux, ce qui réduit la comparabilité des niveaux d'utilisation de la main-d'œuvre entre les pays. Les données relatives aux heures travaillées sont tirées soit d'enquêtes nationales sur la population active, soit d'enquêtes réalisées auprès des entreprises. Plusieurs pays de l'OCDE estiment le nombre d'heures travaillées à partir de ces deux types de sources, ou intègrent ces sources dans un système de comptabilité du travail comparable aux comptes nationaux. La comparabilité internationale du nombre d'heures travaillées reste quelque peu limitée, d'où une marge d'incertitude dans les estimations des niveaux de productivité.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (Base de données).
- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *OECD Compendium of Productivity Indicators*, Éditions OCDE.

Sites Internet

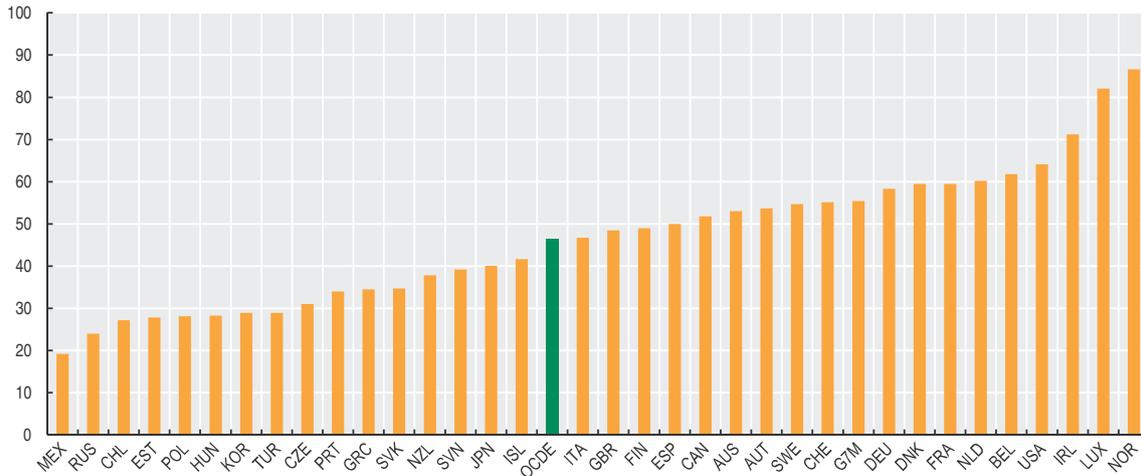
- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/fr/std/stats-productivite/.



NIVEAUX DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

PIB par heure travaillée

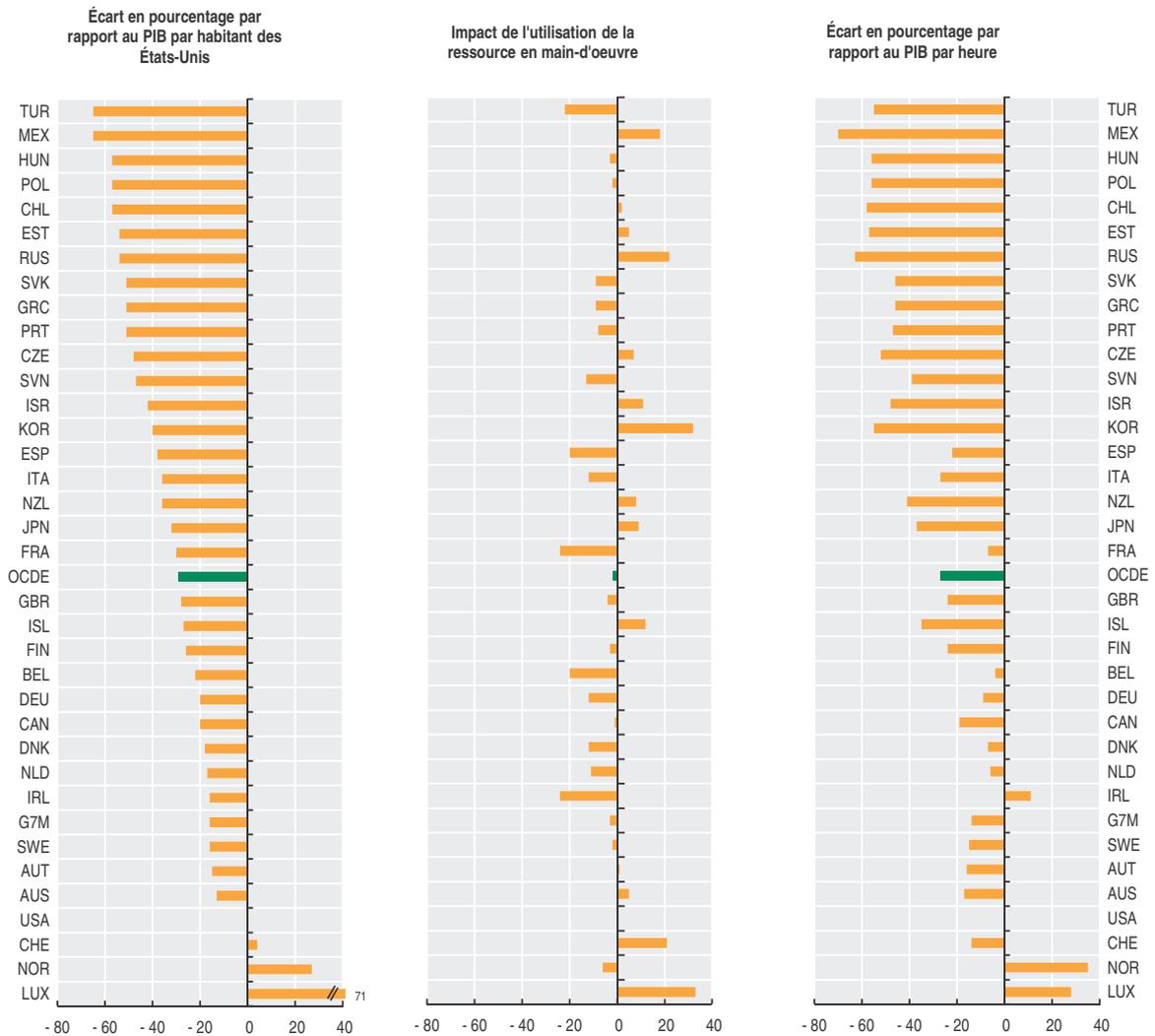
Dollars des EU, prix courants et PPA, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035873>

Niveaux du PIB par habitant et de la productivité du travail

Différences en points de pourcentage par rapport aux États-Unis, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035892>

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La croissance de la productivité du travail est un indicateur clé de la performance économique et un facteur essentiel d'évolution du niveau de vie.

Définition

La productivité du travail se définit comme le PIB par heure travaillée. La croissance du PIB par habitant est liée aux variations de la productivité du travail conjuguées à celles de l'utilisation de la main-d'œuvre (mesurée par le nombre d'heures travaillées par personne). Une croissance forte de la productivité du travail peut indiquer une utilisation accrue du capital, et/ou une diminution de l'emploi des travailleurs à faible productivité ou des gains d'efficacité et une vague d'innovation de façon générale.

Les mesures de la production utilisées sont des estimations du PIB et de la population tirées des *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*. Le nombre d'heures effectivement travaillées est issu des *Comptes nationaux annuels de l'OCDE* ou des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*. Les heures travaillées tiennent compte des horaires normaux de travail des salariés à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, des heures travaillées dans des emplois d'appoint, ainsi que des heures non travaillées pour cause de jours fériés, de congés payés annuels, de grèves et conflits du travail ou intempéries, ainsi qu'en raison des conditions économiques ou d'autres circonstances.

En bref

Sur la période 2001-2012, la croissance moyenne du PIB par habitant a été très variable selon les pays. Les taux de croissance les plus élevés ont été observés dans certaines économies non-membres de l'OCDE comme la Chine, l'Inde et la Fédération de Russie. En République slovaque, en Estonie, en Pologne, en Turquie, au Chili et en Corée, le PIB par habitant a progressé à un rythme plus rapide qu'en Grèce, au Portugal et en Italie où le ralentissement s'est poursuivi. La croissance du PIB par habitant au cours de la même période a été principalement portée par celle de la productivité du travail dans la plupart des pays.

Le ralentissement économique qui a fait suite à la crise financière mondiale de 2007 s'est traduit, dans la plupart des pays, par une forte baisse du PIB par habitant entre 2007 et 2012. Dans certains cas, notamment en Irlande, en Estonie, en Espagne et en Grèce, ce résultat est allé de pair avec un repli marqué de l'utilisation de la main-d'œuvre, c'est-à-dire du nombre d'heures travaillées par personne. Seule la Turquie et, dans une moindre mesure, l'Allemagne, Israël, le Mexique et la Suisse ont enregistré une progression de l'utilisation de la main-d'œuvre entre 2007 et 2012.

Sur les six dernières années, pratiquement toutes les économies ont subi un ralentissement de la croissance de la productivité du travail. En Turquie, en Grèce, en Estonie et au Luxembourg, celle-ci a même sensiblement reculé entre la période 2001-2007 et la période 2007-12 alors qu'elle est demeurée stable en Australie et au Canada, et s'est même légèrement redressée en Irlande.

Pour les agrégats, les estimations du PIB ont été converties en USD constants sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes de 2005.

Comparabilité

Bien que les comptes nationaux soient fondés sur des définitions communes, les méthodes utilisées par les pays peuvent varier sur certains plans. En particulier, les données concernant les heures travaillées proviennent d'une série de sources primaires. Dans la plupart des pays, les données sont tirées d'enquêtes nationales sur la population active réalisées auprès des ménages, tandis que dans les autres pays, on utilise des enquêtes réalisées auprès des établissements, des sources administratives ou une combinaison des deux. Pour les pays hors Europe, les nombres annuels d'heures travaillées sont communiqués par les offices statistiques nationaux. En règle générale, il vaut mieux utiliser ces données, plutôt que le nombre d'heures travaillées, pour comparer les évolutions entre les pays.

Les taux indiqués ici ne prennent pas en compte les décalages de cycle conjoncturel ; des estimations corrigées des variations cycliques pourraient faire apparaître une situation un peu différente.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Ahmad, N., et al. (2003), "Comparing labour productivity growth in the OECD area: The role of measurement", *OECD Statistics Working Papers*, No. 2003/05.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *OECD Compendium of Productivity Indicators*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), « Évolution récente et perspectives du marché du travail : Les différentes facettes du temps de travail » *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2002), *Mesurer la productivité - Manuel de l'OCDE: Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/fr/std/stats-productivite/.

La croissance du PIB par habitant et ses composants

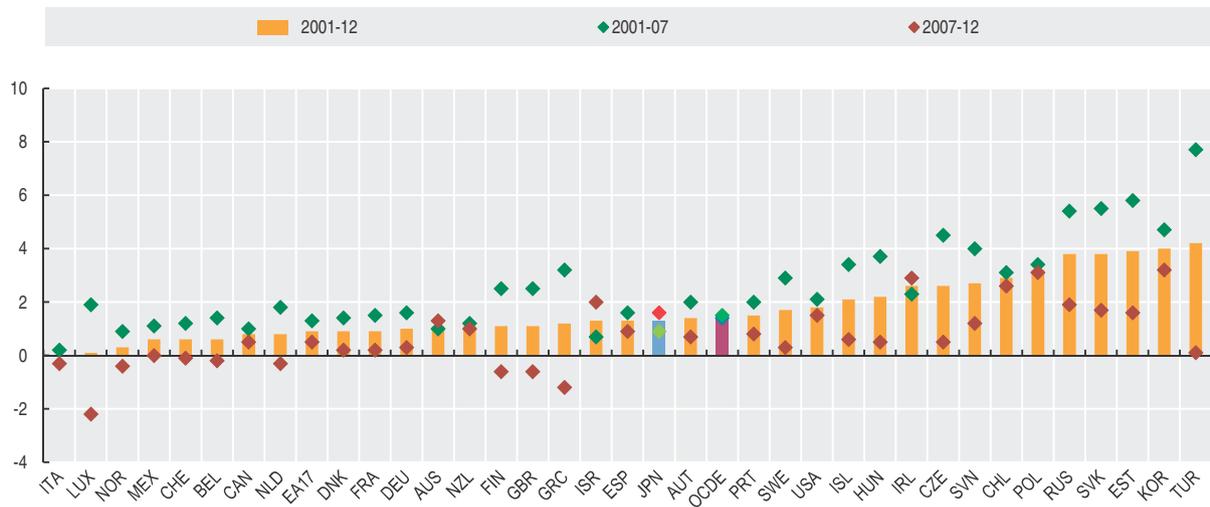
Variation en pourcentage, taux annuel

	PIB par habitant			PIB par heure travaillée			Utilisation de la ressource en main-d'oeuvre		
	2001-07	2007-12	2001-12	2001-07	2007-12	2001-12	2001-07	2007-12	2001-12
Allemagne	1.4	0.8	1.1	1.6	0.3	1.0	-0.2	0.5	0.1
Australie	2.1	0.8	1.5	1.0	1.3	1.1	1.1	-0.6	0.3
Autriche	2.0	0.3	1.2	2.0	0.7	1.4	0.0	-0.4	-0.2
Belgique	1.6	-0.4	0.7	1.4	-0.2	0.6	0.2	-0.2	0.0
Canada	1.6	-0.1	0.8	1.0	0.5	0.8	0.6	-0.6	0.1
Chili	4.0	2.8	3.5	3.1	2.6	2.9	0.8	0.2	0.5
Corée	4.3	2.3	3.4	4.7	3.2	4.0	-0.4	-0.8	-0.6
Danemark	1.4	-1.4	0.2	1.4	0.2	0.9	0.0	-1.5	-0.7
Espagne	1.7	-1.5	0.2	0.7	2.0	1.3	1.0	-3.5	-1.1
Estonie	8.2	-0.7	4.0	5.8	1.6	3.9	2.3	-2.3	0.2
États-Unis	1.7	0.0	0.9	2.1	1.5	1.8	-0.4	-1.5	-0.9
Finlande	3.1	-1.2	1.1	2.5	-0.6	1.1	0.5	-0.5	0.1
France	1.1	-0.4	0.4	1.5	0.2	0.9	-0.4	-0.6	-0.5
Grèce	3.8	-4.6	-0.1	3.2	-1.2	1.2	0.5	-3.4	-1.3
Hongrie	3.7	-0.8	1.7	3.7	0.5	2.2	0.1	-1.3	-0.6
Irlande	2.7	-2.3	0.4	2.3	2.9	2.6	0.4	-5.1	-2.1
Islande	3.2	-1.7	0.9	3.4	0.6	2.1	-0.3	-2.3	-1.2
Israël	1.9	1.8	1.9	1.6	0.9	1.3	0.3	0.9	0.5
Italie	0.5	-1.9	-0.6	0.2	-0.3	0.0	0.3	-1.6	-0.6
Japon	1.5	-0.1	0.8	1.6	0.9	1.3	-0.2	-1.0	-0.5
Luxembourg	3.0	-2.3	0.6	1.9	-2.2	0.1	1.1	-0.2	0.5
Mexique	2.0	0.8	1.4	1.1	0.0	0.6	0.8	0.8	0.8
Norvège	1.6	-0.7	0.6	0.9	-0.4	0.3	0.7	-0.2	0.3
Nouvelle-Zélande	2.1	0.1	1.2	1.2	1.0	1.1	0.8	-0.9	0.1
Pays-Bas	1.6	-0.6	0.6	1.8	-0.3	0.8	-0.1	-0.3	-0.2
Pologne	4.6	3.2	4.0	3.4	3.1	3.2	1.2	0.1	0.7
Portugal	0.5	-1.1	-0.2	1.4	1.5	1.5	-0.9	-2.5	-1.6
République slovaque	6.6	1.9	4.4	5.5	1.7	3.8	1.0	0.2	0.6
République tchèque	4.8	0.0	2.6	4.5	0.5	2.6	0.4	-0.5	0.0
Royaume-Uni	2.6	-1.4	0.8	2.5	-0.6	1.1	0.1	-0.8	-0.3
Slovénie	4.4	-1.5	1.7	4.0	1.2	2.7	0.4	-2.6	-1.0
Suède	2.8	0.1	1.6	2.9	0.3	1.7	0.0	-0.2	-0.1
Suisse	1.4	0.4	0.9	1.2	-0.1	0.6	0.2	0.5	0.4
Turquie	5.5	1.7	3.7	7.7	0.1	4.2	-2.1	1.6	-0.4
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	1.9	-0.3	1.0	2.0	0.8	1.5	0.0	-1.0	-0.4
Afrique du Sud	3.3	0.9	2.2	..	..	..	..	..	..
Brésil	2.5	2.2	2.3	..	..	..	..	..	..
Chine	10.6	8.7	9.7	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	7.4	1.8	4.8	5.4	1.9	3.8	1.9	-0.1	1.0
Inde	6.3	5.9	6.1	..	..	..	..	..	..
Indonésie	3.9	4.4	4.1	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933038476>

Évolution du PIB par heure travaillée

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933035911>

PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE

Il est possible de renforcer la croissance économique en augmentant la quantité de main-d'œuvre et de capital utilisés pour assurer la production, ainsi qu'en améliorant l'efficacité globale avec laquelle ces facteurs de production sont combinés, c'est-à-dire la productivité multifactorielle (PMF). L'analyse causale de la croissance consiste à décomposer l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) en distinguant les contributions du travail, du capital et de la productivité multifactorielle.

Définition

La croissance de la productivité multifactorielle constitue la part résiduelle de la croissance du PIB que n'explique ni la croissance des apports de travail, ni par la croissance des apports de capital. La contribution du travail (du capital) à la croissance du PIB est mesurée par le rythme auquel augmente l'apport de travail (de capital), multiplié par la part de ce facteur dans les coûts totaux.

Dans les tableaux et graphiques, la contribution du capital à la croissance du PIB est décomposée entre le capital en technologies de l'information et de la communication (TIC) et le capital hors TIC. Le capital en TIC comprend le matériel informatique, les équipements de communication et les logiciels. Le capital hors TIC comprend le matériel de transport et la construction de bâtiments non résidentiels, des produits de l'agriculture, des ouvrages en métaux et des machines autres que le matériel informatique et les équipements de communication et d'autres produits relevant de la formation brute de capital fixe non résidentiel.

Comparabilité

La mesure adéquate de l'apport de capital dans le cadre de la démarche d'analyse causale de la croissance est le flux de services productifs pouvant être obtenu à partir du stock cumulé des investissements antérieurs en actifs immobilisés. Pour

En bref

Si les moyennes observées sur la période 2000-11 dissimulent des fluctuations, au fil du temps, de la contribution à la croissance des différents facteurs, la croissance du PIB a été en grande partie portée, pendant la période considérée, par celle du capital et de la PMF dans la plupart des pays de l'OCDE. Les services tirés du capital en TIC ont contribué à la croissance du PIB à hauteur de 0.2 à 0.7 points de pourcentage, les chiffres les plus élevés ayant été enregistrés en Royaume-Uni, au Danemark et en Australie, et les chiffres les plus bas en Finlande, en Allemagne et en Italie. La contribution du capital hors TIC a été le premier moteur de la croissance du PIB en Espagne, au Portugal, aux Pays-Bas et en Italie. Pendant la même période, le travail a apporté une contribution significative à la croissance du PIB en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Canada tandis qu'au Japon, au Portugal, en Corée, aux États-Unis, en Irlande et au Danemark, il a eu un impact négatif. Entre 2000 et 2011, la croissance de la PMF a été un facteur important de croissance du PIB en Corée, en Irlande et en Suède, alors qu'en Italie, au Danemark, au Portugal, en Belgique et en Espagne, elle a été négative.

garantir la comparabilité entre les pays des données relatives aux services tirés du capital et à la PMF, le Secrétariat de l'OCDE part des mêmes hypothèses pour tous les pays en ce qui concerne la fonction de production globale, le profil âge-efficacité d'un actif, les taux d'amortissement, la durée d'utilisation et les déflateurs harmonisés de l'investissement en TIC.

La PMF est généralement assimilée à l'efficacité générale avec laquelle les apports sont associés pour obtenir la production. La PMF rend compte dans une large mesure de l'évolution technologique non incorporée, produit des connaissances scientifiques et de leur diffusion, de l'évolution des modes de gestion et d'organisation et des effets de propagation. Cependant, compte tenu de l'hypothèse retenue dans le modèle de l'analyse causale de la croissance et des contraintes inhérentes aux données utilisées pour mesurer les apports, la PMF dépend également d'un certain nombre d'autres facteurs, comme les variations de l'utilisation des capacités et autres phénomènes cycliques, la concurrence imparfaite, l'évolution de l'éventail de compétences de la main-d'œuvre, les rendements des actifs incorporels non encore incorporés dans les services tirés du capital et les erreurs de mesure des intrants et des extrants.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique: Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *OECD Compendium of Productivity Indicators*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité - Manuel de l'OCDE: Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, Éditions OCDE.
- OCDE (2002), *Mesurer la productivité - Manuel de l'OCDE : mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, Éditions OCDE.
- Schreyer, P. (2005), "La mesure des stocks de capital, des services du capital et de la productivité multifactorielle", *Revue économique de l'OCDE*, Vol. 2003/2.

Sites Internet

- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/fr/std/stats-productivite/.

Contributions à la croissance du PIB

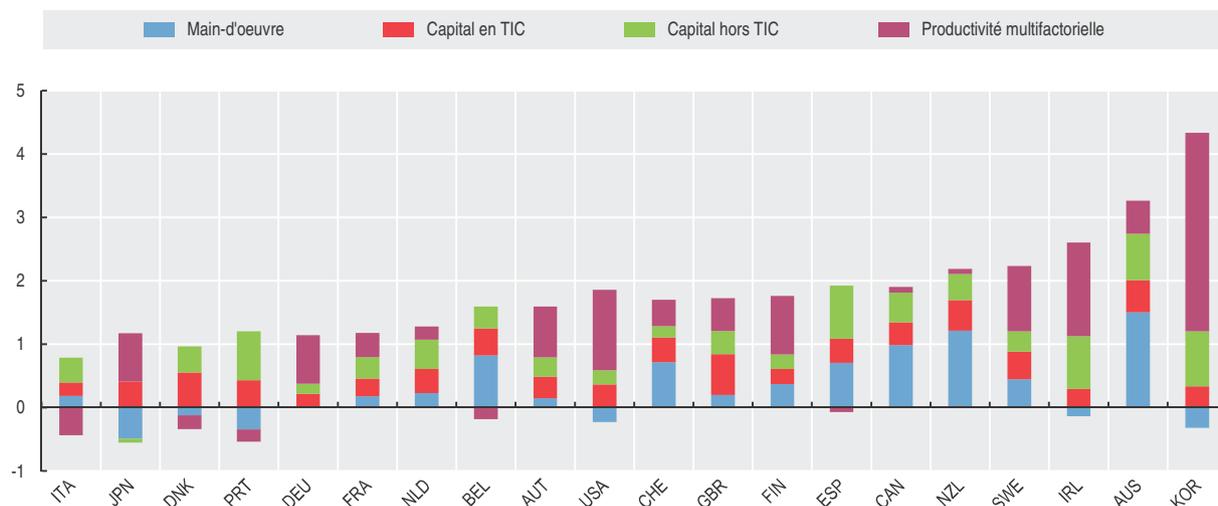
Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-11 (ou plus proches années comparables)

	Main-d'oeuvre	Capital en TIC				Capital hors TIC	Productivité multifactorielle	Croissance du PIB
		Équipement IT	Équipement de communication	Logiciel	Total			
Allemagne	0.00	0.12	0.04	0.06	0.22	0.16	0.76	1.12
Australie	1.50	0.30	0.10	0.10	0.51	0.73	0.52	3.27
Autriche	0.14	0.10	0.08	0.16	0.34	0.30	0.80	1.58
Belgique	0.82	0.26	0.04	0.12	0.43	0.35	-0.18	1.42
Canada	0.98	0.19	0.08	0.10	0.36	0.47	0.09	1.90
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	-0.32	0.08	0.10	0.15	0.33	0.87	3.13	4.02
Danemark	-0.12	0.38	0.02	0.15	0.55	0.41	-0.22	0.63
Espagne	0.71	0.11	0.13	0.14	0.38	0.84	-0.07	1.85
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	-0.23	0.15	0.08	0.14	0.36	0.22	1.27	1.63
Finlande	0.37	0.05	0.05	0.14	0.24	0.23	0.93	1.74
France	0.18	0.08	0.04	0.16	0.28	0.34	0.38	1.18
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	-0.14	0.16	0.05	0.09	0.30	0.83	1.48	2.47
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	0.18	0.10	0.06	0.06	0.21	0.39	-0.44	0.34
Japon	-0.49	0.19	0.05	0.18	0.41	-0.06	0.76	0.61
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	1.21	0.19	0.17	0.13	0.48	0.41	0.08	2.19
Pays-Bas	0.23	0.21	0.02	0.15	0.38	0.46	0.21	1.28
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	-0.35	0.21	0.10	0.11	0.43	0.77	-0.19	0.67
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	0.20	0.31	0.10	0.24	0.65	0.37	0.52	1.72
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	0.45	0.17	0.01	0.25	0.44	0.32	1.03	2.23
Suisse	0.72	0.12	0.10	0.17	0.39	0.18	0.42	1.70
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933038495>

Contributions à la croissance du PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-11 (ou plus proches années comparables)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933035930>

COÛTS UNITAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre correspondent aux coûts totaux de main-d'œuvre rapportés à la production réelle. La hausse des coûts unitaires de la main-d'œuvre est souvent considérée comme une mesure globale de la compétitivité (internationale) des prix des entreprises d'un pays et est souvent utilisée comme indicateur des tensions inflationnistes.

Définition

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre mesurent le coût moyen du travail par unité produite. Ils correspondent à la rémunération totale des salariés par heure travaillée rapportée à la production par heure travaillée (productivité du travail). Les données sont présentées sous forme de taux de croissance annuelle des coûts unitaires de la main-d'œuvre pour l'économie dans son ensemble.

Comparabilité

Les coûts unitaires de main-d'œuvre et leurs composantes sont tirés de la base de données des *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*. Les chiffres sont établis à partir des données des pays pour lesquels on dispose de séries temporelles concernant les heures travaillées dans les *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*.

Pour les indicateurs présentés ici, le volume de la production est mesuré par le volume de la valeur ajoutée brute (ou du PIB aux prix de base) et non par le PIB aux prix du marché qui est

utilisé par ailleurs comme référence pour estimer la productivité du travail dans cette publication. La différence entre ces deux mesures correspond aux impôts et subventions sur les produits, d'où un écart marginal avec les données sur la croissance de la productivité.

Les heures réellement travaillées constituent la mesure la plus couramment utilisée des apports de travail. Les heures travaillées tiennent compte des horaires normaux de travail des salariés à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, des heures travaillées dans des emplois d'appoint, ainsi que des heures non travaillées pour cause de jours fériés, de congés payés annuels, de grèves et conflits du travail ou intempéries, ainsi qu'en raison des conditions économiques ou d'autres circonstances. Dans la plupart des pays, les enquêtes sur la population active constituent la principale source de données permettant de mesurer les heures réellement travaillées, mais certains pays utilisent uniquement, ou en complément, des données tirées d'enquêtes réalisées auprès des établissements ou des sources administratives. Si le recours à ces différentes sources peut amoindrir la comparabilité des niveaux, il ne devrait en revanche pas réduire autant la validité des comparaisons des évolutions dans le temps.

En bref

Ces dix dernières années, les entreprises des grandes économies de l'OCDE et de la plupart des membres fondateurs de la zone euro ont amélioré leur compétitivité par rapport à celle d'autres pays.

En Europe, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, ont enregistré des baisses marquées de leurs coûts unitaires de la main-d'œuvre depuis le déclenchement de la crise financière. Il convient toutefois de faire preuve de prudence dans l'interprétation de ces résultats en termes d'amélioration de la compétitivité relative car ils doivent être pondérés pour tenir compte des contractions notables de la production et des apports de travail pendant la période considérée. En Allemagne, l'amélioration de la compétitivité relative observée pendant la première moitié des années 2000 semble avoir été en partie démentie pendant la seconde moitié de la décennie.

Comparer les données relatives aux coûts unitaires de la main-d'œuvre avec celles relatives à la croissance de la productivité du travail peut apporter un éclairage sur l'évolution des coûts unitaires de la main-d'œuvre. Ces dix dernières années par exemple, certains pays, notamment ceux ayant enregistré une augmentation relativement faible des coûts unitaires de la main-d'œuvre, comme l'Allemagne, Israël, la Pologne et la Suède, ont vu la productivité du travail croître davantage que les coûts unitaires de la main-d'œuvre. Dans ces pays, croissance relativement forte de la productivité du travail et modération salariale sont allées de pair. Dans la plupart des pays où une relative détérioration de la compétitivité a pu être observée, la croissance de la productivité du travail a en revanche été relativement faible.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Compendium of Productivity Indicators*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.
- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (Base de données).

Sites Internet

- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/fr/std/stats-productivite/.

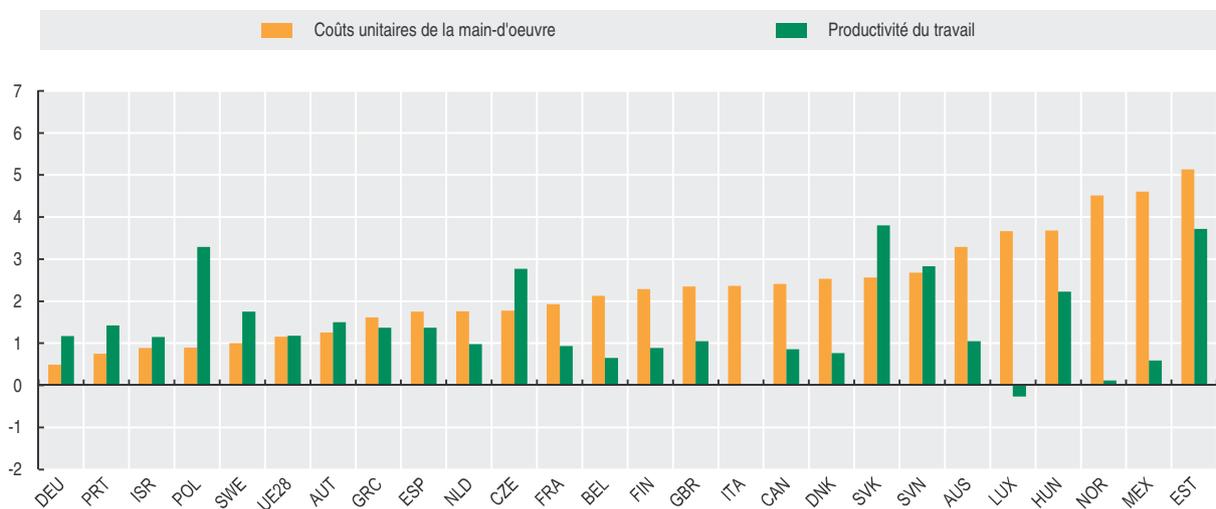
Coûts unitaires de la main-d'œuvre : économie totale

Croissance annuelle en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.1	0.0	0.2	0.8	-0.8	-1.1	-2.5	-1.5	2.1	6.7	-1.9	0.9	2.8
Australie	2.1	1.2	3.6	2.3	3.3	3.0	4.5	4.7	2.3	1.0	6.3	2.2	..
Autriche	-0.1	0.6	0.2	1.2	-0.8	0.5	0.7	0.6	3.1	5.3	-0.2	0.8	2.7
Belgique	0.6	3.6	2.6	0.5	-0.5	1.2	2.5	2.3	3.7	4.4	0.0	2.7	4.1
Canada	2.0	2.3	1.1	2.5	2.4	2.2	3.8	3.4	3.0	3.0	0.4	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	2.4	0.2	0.7	2.2	0.7	-1.4	2.8	1.8
Danemark	0.1	4.3	3.9	2.2	1.0	2.8	2.3	4.5	5.2	5.2	-0.2	0.1	1.2
Espagne	2.7	3.0	3.0	3.1	2.6	3.6	3.1	3.9	5.5	1.3	-1.7	-1.5	-3.2
Estonie	..	3.7	4.5	4.4	5.9	3.5	9.7	17.5	13.6	2.1	-5.4	-1.5	4.1
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	-0.4	3.0	1.0	1.3	0.0	2.2	0.3	-0.3	6.5	9.4	-1.8	2.7	4.5
France	1.9	2.3	3.0	2.2	0.8	2.0	1.8	1.4	2.9	3.6	0.9	0.9	2.0
Grèce	1.5	-0.1	9.2	1.2	1.3	3.5	-0.4	2.4	-0.5	10.7	0.7	-2.8	-6.3
Hongrie	11.6	11.0	8.5	6.1	4.2	2.5	2.0	6.3	4.5	2.9	-1.2	2.0	3.1
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	1.5	4.3	0.6	-2.2	-2.1	0.5	4.2	0.6	2.3	0.8	2.2	2.0	..
Italie	-0.5	3.0	3.4	4.3	1.5	2.6	1.6	1.8	3.9	4.4	-0.1	0.6	2.1
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	1.4	1.6	1.8	0.9	1.5	10.6	9.3	1.1	3.9	5.2
Mexique	11.1	10.6	6.8	6.1	2.1	3.2	2.5	3.2	4.6	8.6	..	..	..
Norvège	2.0	4.3	3.5	2.0	0.9	3.3	7.1	8.3	9.4	4.5	2.5	5.3	3.3
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	3.2	4.7	4.5	2.3	0.4	-0.3	0.7	1.6	2.4	5.0	-0.7	0.9	3.0
Pologne	5.0	6.4	-1.8	-2.8	-2.1	0.6	-0.7	2.6	7.8	1.9	1.2	1.2	2.3
Portugal	4.5	3.1	2.9	3.5	0.8	3.6	0.5	1.2	2.9	2.0	-1.8	-2.3	-4.7
République slovaque	10.5	1.3	4.9	5.1	3.4	4.4	0.5	0.8	3.7	5.9	-1.4	1.3	0.1
République tchèque	2.7	5.5	5.9	4.1	2.5	-1.4	-0.4	2.2	2.7	2.6	-1.3	0.1	2.7
Royaume-Uni	2.2	4.2	1.4	1.5	2.2	0.9	3.4	1.8	3.0	6.4	1.8	1.2	2.6
Slovénie	..	9.0	4.5	3.6	2.6	1.6	0.5	2.3	7.1	8.3	-0.7	-0.5	0.6
Suède	4.5	5.3	0.6	0.4	-1.3	0.6	-0.7	4.1	2.6	4.9	-2.6	-0.2	2.8
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	3.6	2.1	1.9	-0.2	0.6	1.6	0.9	1.5	0.9	1.7	0.4	0.6	3.0
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933038514>
Coûts unitaires de la main-d'œuvre et productivité du travail, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2001-12 ou dernière période disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933035949>

RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

La rémunération moyenne du travail par heure travaillée constitue l'un des éléments essentiels de comparaison entre pays des coûts unitaires de la main-d'œuvre et elle est devenue particulièrement parlante dans le contexte de l'aggravation des déséquilibres au sein de la zone euro. La compétitivité à l'intérieur de l'Union monétaire peut se trouver érodée lorsque les salaires augmentent plus vite que la productivité.

Définition

La rémunération du travail par heure travaillée est définie ici comme la rémunération totale des actifs occupés, divisée par le nombre total des heures travaillées. La rémunération du travail est calculée comme la somme des salaires bruts et des cotisations sociales des employeurs. Les données concernent l'ensemble de l'économie et les pays pour lesquels des séries temporelles de données sur les heures travaillées sont disponibles dans la *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*.

Comparabilité

La principale source de données utilisée pour construire l'indicateur de la rémunération totale du travail par heure travaillée est celle des *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*, où les données sont calculées sur une base similaire pour tous les pays. Cette source garantit un degré assez élevé de comparabilité d'un pays à l'autre, malgré des différences dans les façons d'appliquer les lignes directrices internationales dans ce domaine.

Pour calculer la rémunération totale de l'ensemble des personnes qui travaillent, et non uniquement des salariés, un

ajustement est réalisé pour les travailleurs indépendants. On part de l'hypothèse que la rémunération horaire est équivalente pour les travailleurs indépendants et pour les salariés. La validité de cette hypothèse est variable selon les pays, les activités économiques et au fil du temps, ce qui peut peser sur la comparabilité des estimations.

La mesure des apports de travail la plus couramment utilisée est le nombre d'heures réellement travaillées, lesquelles correspondent aux horaires normaux de travail des salariés à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, des heures travaillées dans des emplois d'appoint, ainsi que des heures non travaillées pour cause de jours fériés, de congés payés annuels, de grèves et conflits du travail ou d'intempéries, ainsi qu'en raison des conditions économiques ou d'autres circonstances. Dans la plupart des pays, les enquêtes sur la population active constituent la principale source de données permettant de mesurer les heures réellement travaillées, mais certains pays utilisent uniquement, ou en complément, des données tirées d'enquêtes réalisées auprès des établissements ou des sources administratives. Si le recours à ces différentes sources peut amoindrir la comparabilité des niveaux, il ne devrait en revanche pas réduire autant la validité des comparaisons des évolutions dans le temps.

En bref

Entre 2001 et 2012, et pour les pays pour lesquels on dispose de données, la rémunération moyenne du travail par heure a progressé de 3,6 % par an dans les pays de l'OCDE et de 3 % dans les pays de la zone euro.

Comparer la rémunération annuelle du travail entre pays et au fil du temps peut apporter un éclairage sur les évolutions des balances commerciales, en particulier dans les zones d'unité monétaire. En règle générale, les balances commerciales bilatérales à l'intérieur de la zone euro devraient, toutes choses étant égales par ailleurs, être stables dans l'ensemble si dans chaque pays, la rémunération horaire progressait annuellement de conserve avec la productivité moyenne du travail.

Sur la période 2001-07 en moyenne, la Grèce et l'Espagne ont enregistré une hausse des salaires sensiblement supérieure à celle de la productivité du travail, d'où une détérioration de leur compétitivité par rapport à l'Autriche, la Finlande et l'Allemagne, pays dans lesquels la progression des salaires a été modérée.

Depuis 2007, les données annuelles sur la rémunération du travail par heure travaillée indiquent un certain rééquilibrage au sein de la zone euro. Entre 2007 et 2012, la hausse annuelle de la rémunération du travail par heure travaillée a été en moyenne inférieure à celle de la productivité en Grèce, au Portugal et en Espagne, et supérieure à celle de la productivité en Autriche, en Belgique ainsi qu'en Finlande et en Allemagne.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2013), *2013 OECD Compendium of Productivity Indicators*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE, www.oecd.org/std/pie.
- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/fr/std/stats-productivite/.



Rémunération du travail par heure travaillée : économie totale

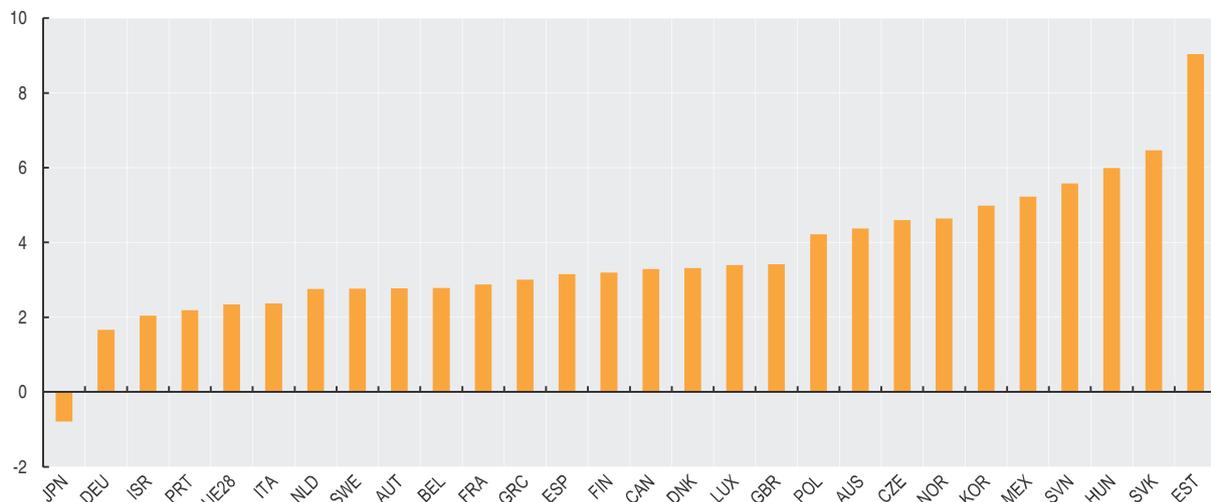
Croissance annuelle en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	3.2	2.8	1.9	1.8	0.5	0.3	1.2	0.7	2.1	3.6	0.3	2.7	3.3
Australie	4.3	5.3	3.8	4.5	4.3	3.8	5.4	5.5	3.2	3.1	5.9	4.4	..
Autriche	2.5	1.7	2.2	2.1	0.9	2.9	4.4	2.9	3.8	4.6	1.7	1.7	3.6
Belgique	1.2	4.0	4.4	1.9	1.5	2.1	3.5	3.2	3.8	2.7	1.2	2.7	3.8
Canada	5.4	3.2	2.4	3.1	2.9	4.8	5.0	3.5	2.7	3.2	2.0	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	6.9	4.3	6.6	7.0	2.2	5.4	9.4	-1.4
Danemark	3.1	3.8	4.5	4.0	3.2	3.7	2.9	5.1	3.5	3.1	4.8	0.4	1.5
Espagne	2.8	3.2	3.3	3.5	3.0	3.9	4.1	5.6	6.5	3.8	0.2	0.7	0.4
Estonie	..	9.6	9.1	10.9	11.3	9.7	14.7	24.9	11.3	4.0	-0.2	-1.7	7.8
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	4.3	5.1	2.0	2.9	3.4	4.1	3.1	3.7	5.3	3.0	1.5	3.2	3.3
France	5.2	3.2	6.0	3.0	1.4	3.4	4.8	1.6	2.0	3.2	1.9	2.3	2.3
Grèce	5.5	3.4	11.8	6.8	4.9	4.9	3.2	5.4	2.8	6.3	-2.9	-4.9	-3.9
Hongrie	15.5	17.6	12.9	11.8	9.8	6.7	5.7	5.8	7.0	-0.9	-0.3	2.5	5.8
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	5.5	4.4	0.0	-1.0	1.9	2.6	6.9	0.3	2.2	0.9	3.5	3.4	..
Italie	2.2	3.9	2.8	2.9	2.8	3.5	2.1	2.3	3.2	2.0	2.3	1.0	1.2
Japon	-0.4	0.5	-1.4	-2.3	-1.9	0.0	-1.5	-0.8	1.4	-1.1	-1.0	0.7	..
Luxembourg	..	..	..	2.7	3.4	5.6	2.7	3.2	3.0	6.0	2.4	2.5	2.4
Mexique	19.7	12.1	3.0	9.7	3.8	1.9	5.5	5.6	4.4	8.2	..	..	..
Norvège	6.1	7.6	5.4	5.1	2.8	4.3	5.6	5.7	5.9	4.9	2.6	4.5	4.2
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	5.1	5.3	5.3	3.8	3.7	1.7	2.5	3.2	2.7	2.8	1.5	1.4	1.8
Pologne	10.9	10.1	2.9	1.7	1.8	1.9	1.9	4.9	9.3	4.3	4.7	5.2	8.0
Portugal	5.8	4.7	3.7	3.8	2.3	4.7	2.2	3.3	3.6	2.5	1.8	-0.3	-3.3
République slovaque	13.4	6.6	12.1	11.5	5.5	7.0	7.9	8.2	6.8	3.6	3.1	2.7	3.3
République tchèque	7.9	13.8	8.2	8.8	7.0	3.4	7.0	6.5	4.0	0.3	1.0	2.0	2.8
Royaume-Uni	6.4	5.3	3.7	5.4	5.1	2.4	5.6	4.5	2.9	2.6	3.0	1.8	0.7
Slovénie	..	13.2	5.7	6.9	5.9	8.5	6.8	6.9	6.6	8.6	2.2	3.2	0.5
Suède	8.6	5.8	4.5	4.3	2.4	3.4	2.2	4.4	0.9	2.1	1.3	1.1	4.0
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	6.4	4.0	3.6	1.4	2.4	2.7	3.1	3.1	0.7	0.1	2.8	1.9	4.2
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038533>

Rémunération du travail par heure, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2001-12 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035968>

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

La valeur ajoutée mesure la contribution du travail et du capital à la production. La valeur ajoutée cumulée de l'économie est égale au PIB si bien que la valeur ajoutée est aussi une mesure de la production et est fréquemment utilisée dans l'analyse de la productivité et dans l'analyse structurelle.

L'un des principaux avantages de la valeur ajoutée tient au fait qu'elle permet de surmonter toutes les difficultés inhérentes à la mesure de la production brute - brute au sens où l'on comptabilise la production réalisée par l'ensemble des unités de production, y compris celles qui produisent des biens intermédiaires pour d'autres unités. Les pays ayant des réseaux de production fragmentés auront donc, toutes choses égales par ailleurs, une production plus forte que ceux dotés de réseaux plus intégrés, ce qui complique d'autant les comparaisons internationales. Se pose également un problème temporel lié au fait que le degré d'intégration des réseaux de production à l'intérieur d'un pays peut varier d'une année sur l'autre (du fait du recours à l'externalisation par exemple).

Définition

La valeur ajoutée aux prix de base peut être simplement définie comme la différence entre la production brute (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) et peut être décomposée entre les éléments suivants : la rémunération des salariés ; l'excédent brut d'exploitation ; le revenu mixte ; et d'autres impôts sur la production minorés des subventions sur la production.

Dans le *Système de Comptabilité Nationale de 1993*, c'est l'estimation de la valeur ajoutée aux prix de base qui est préconisée, mais la valeur ajoutée peut également être évaluée à des prix différents, aux prix du producteur et aux coûts des facteurs.

En bref

La part de l'agriculture dans la valeur ajoutée totale a pour suivi un déclin amorcé de longue date. Dans quatre pays seulement (Turquie, Islande, Hongrie et Estonie), elle est supérieure à 4 %. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale a également continué à décliner, dans le droit fil du mouvement observé de ces dernières décennies. Cependant, parmi les pays pour lesquels on dispose de données, l'Allemagne, la Corée, l'Islande, le Mexique, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque et la Suisse ont enregistré une hausse sur la période considérée. La part de l'industrie est également en repli dans les pays non membres où elle se maintient toutefois à des niveaux considérablement plus élevés que dans la plupart des pays de l'OCDE, la Chine et l'Indonésie affichant des pourcentages qui demeurent proches de 40 %. La Norvège, où les activités extractives apportent une large contribution à l'activité, est le pays de l'OCDE qui se rapproche le plus de ces chiffres.

À l'inverse, la part de l'intermédiation financière, de l'immobilier, des locations et des activités de services aux entreprises s'est accrue sur la période 2000-12. La part moyenne de ces secteurs s'échelonne à présent entre à peine plus de 17 % au Japon et près de 45 % au Luxembourg. En outre, la part des autres activités de services, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, suit une pente ascendante dans la plupart des pays.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent le *Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN)*, à l'exception de l'Australie et des États-Unis, qui utilisent celui de 2008. Il importe toutefois de noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Cependant, tous les pays ne calculent pas la valeur ajoutée aux prix de base. Le Japon se réfère à des prix qui sont approximativement ceux du marché. La Nouvelle-Zélande utilise les prix du producteur, et l'Islande et les États-Unis les coûts des facteurs.

Les tableaux et graphiques faisant apparaître la ventilation par activité sont fondés sur la *classification internationale type (CITI Rév. 4)*, sauf dans le cas de l'Afrique du Sud, du Canada, des États-Unis, d'Israël, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Turquie, de la Fédération de Russie, de l'Inde et de l'Indonésie, qui utilisent la *CITI Rév.3*. Les pays effectuent généralement la collecte d'informations en employant leurs propres systèmes de classification des branches d'activité économique. Le passage d'un système national de classification à la CITI peut poser quelques problèmes de comparabilité. Au Japon par exemple, l'activité des hôtels (qui représentent approximativement 2.8 à 3.0 % de la valeur ajoutée) est prise en compte dans les Autres services, contrairement au commerce de gros, de détail, etc. Cela étant, pour la plupart des pays, les activités présentées sont généralement comparables.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle*.

Sites Internet

- Comptes nationaux des pays de l'OCDE, www.oecd.org/fr/std/cn.



Valeur ajoutée par activité

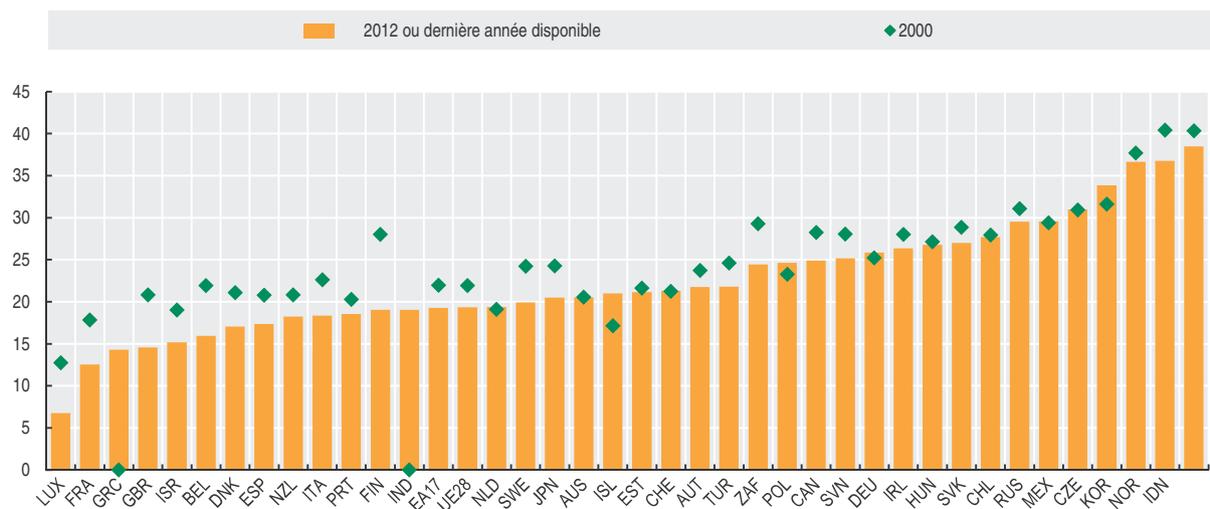
En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche		Industrie incluant l'énergie		Construction		Commerce, transport; hébergements, restaurants; communication		Intermédiation financière, activités immobilières; services aux entreprises		Autres activités de services	
	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible
Allemagne	1.1	0.8	25.2	25.8	5.3	4.7	20.3	18.6	26.2	27.2	21.9	22.9
Australie	3.8	2.4	20.6	20.5	5.6	7.7	22.5	20.0	28.1	30.7	19.4	18.7
Autriche	1.9	1.6	23.7	21.8	7.7	6.8	26.2	25.5	20.7	23.8	19.8	20.5
Belgique	1.3	0.7	21.9	15.9	5.2	5.9	23.1	24.0	26.6	28.5	21.8	24.9
Canada	2.3	..	28.2	..	5.0	..	20.3	..	25.0	..	19.2	..
Chili	5.4	3.6	27.9	27.7	6.6	8.3	19.5	18.4	16.4	20.1	24.3	21.9
Corée	4.6	2.6	31.6	33.8	6.9	5.8	21.7	18.8	19.3	19.1	15.8	19.7
Danemark	2.5	1.4	21.1	17.0	5.5	4.8	24.4	23.7	21.1	25.7	25.4	27.3
Espagne	4.2	2.5	20.8	17.4	10.3	8.6	28.1	29.5	16.9	20.3	19.6	21.8
Estonie	4.8	4.1	21.6	21.2	5.9	7.8	29.4	26.9	21.6	23.3	16.7	16.7
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	3.5	2.8	28.0	19.0	6.3	6.9	21.9	22.5	19.6	23.6	20.6	25.1
France	2.5	2.0	17.8	12.5	5.0	6.3	23.1	22.8	27.5	30.4	24.1	26.0
Grèce	..	3.4	..	14.3	..	2.1	..	28.2	..	26.4	..	25.6
Hongrie	5.9	4.7	27.1	26.8	5.3	3.8	21.5	22.9	19.2	21.8	21.0	20.0
Irlande	3.6	1.6	28.0	26.3	7.3	1.6	25.0	25.2	21.1	25.4	15.0	19.9
Islande	8.5	8.3	17.2	21.0	9.3	4.4	24.8	20.8	18.5	22.6	21.8	22.9
Israël	1.7	1.9	19.0	15.2	5.4	5.7	18.0	16.9	31.1	36.3	24.7	24.1
Italie	2.8	2.0	22.6	18.4	5.1	5.9	26.1	24.8	24.4	28.3	18.9	20.6
Japon	1.5	1.2	24.3	20.5	7.0	5.6	20.7	24.6	15.9	17.0	30.7	31.1
Luxembourg	0.7	0.3	12.8	6.7	6.5	6.2	23.5	24.2	41.9	44.8	14.7	17.8
Mexique	4.2	3.4	29.4	29.6	6.4	6.6	29.8	28.1	19.0	18.9	12.7	13.5
Norvège	2.1	1.2	37.7	36.6	4.0	5.9	21.0	16.1	15.3	18.8	20.0	21.4
Nouvelle-Zélande	8.4	..	20.8	..	4.7	..	22.1	..	26.9	..	17.1	..
Pays-Bas	2.5	1.7	19.1	19.4	5.7	4.9	26.1	23.2	25.6	25.5	21.0	25.3
Pologne	4.9	3.9	23.3	24.6	7.8	7.8	29.2	30.0	18.0	17.2	16.8	16.4
Portugal	3.6	2.3	20.3	18.5	8.2	5.1	26.7	28.7	19.2	23.0	22.0	22.4
République slovaque	4.5	3.1	28.8	27.0	7.2	8.2	26.4	26.7	16.6	18.3	16.6	16.7
République tchèque	3.6	2.4	30.9	31.0	6.6	6.3	27.1	24.5	15.0	18.3	16.8	17.5
Royaume-Uni	0.9	0.7	20.8	14.5	6.0	6.0	26.8	24.6	25.4	31.3	20.1	22.8
Slovénie	3.4	2.7	28.1	25.2	6.7	5.9	22.6	24.7	19.8	21.0	19.4	20.5
Suède	2.0	1.6	24.2	19.9	4.3	5.3	22.2	23.0	22.5	23.3	24.7	26.9
Suisse	1.3	0.7	21.2	21.3	5.2	5.5	25.7	26.0	21.3	20.3	25.1	26.2
Turquie	10.8	8.9	24.6	21.8	5.4	4.9	29.1	31.8	19.5	20.2	10.6	12.4
Zone euro	2.4	1.7	22.0	19.3	5.9	5.8	23.8	23.2	24.7	26.9	21.3	23.2
UE-28	2.3	1.7	22.0	19.3	6.0	5.9	24.4	24.0	24.2	26.2	21.2	22.8
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	3.3	2.6	29.3	24.4	2.5	4.0	24.3	25.1	18.6	21.5	22.0	22.5
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	15.1	10.1	40.4	38.5	5.6	6.8	16.6	16.3	8.3	11.1	14.1	17.1
Fédération de Russie	6.4	3.9	31.1	29.5	6.6	6.5	33.1	28.9	4.6	16.2	18.3	15.1
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	15.6	15.3	40.4	36.8	5.5	10.3	20.8	20.2	8.3	7.2	9.3	10.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038552>

Valeur ajoutée dans l'industrie incluant l'énergie

En pourcentage de la valeur ajoutée totale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933035987>

VALEUR AJOUTÉE RÉELLE PAR ACTIVITÉ

Comme la valeur ajoutée nominale, la valeur ajoutée réelle peut être calculée comme la différence entre la production réelle et la consommation intermédiaire réelle, méthode connue sous le nom de double déflation.

L'un des principaux grands avantages que présente la valeur ajoutée tient au fait qu'elle permet d'éviter les difficultés inhérentes à la mesure de la production brute, brute au sens où elle tient compte de la production réalisée par l'ensemble des unités de production, y compris celles qui produisent des intrants intermédiaires pour d'autres unités. Les pays dont les réseaux de production sont fragmentés auront donc, toutes choses égales par ailleurs, une production plus élevée que ceux dont les réseaux sont plus denses, ce qui rend les comparaisons internationales plus délicates. La mondialisation croissante des réseaux de production observée ces dernières années a encore altéré la comparabilité des données dans le temps et entre les pays. La valeur ajoutée permet d'éviter ce genre de problèmes étant donné qu'elle mesure la valeur qu'une unité résidente ajoute à celle produite par les unités lui fournissant ses intrants.

Définition

Les taux de croissance indiqués ici se rapportent aux estimations en volume de la valeur ajoutée brute. La valeur ajoutée aux prix de base peut être simplement définie comme la différence entre la production brute (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) et peut être décomposée entre les composantes suivantes : rétribution des salariés, excédent brut d'exploitation, revenu mixte et autres impôts, minorés des subventions, sur la production.

En bref

Le tableau montre comment se sont comportés les différents secteurs de l'économie en 2012 au moment où la crise continuait de peser sur la situation économique. Les secteurs les plus durement frappés en 2012 ont été l'agriculture et la construction, principalement en raison de la baisse du niveau de l'investissement, ainsi que l'industrie (y compris l'énergie).

Dans le secteur agricole, la baisse des taux de croissance a été générale en 2012 (ou au cours des dernières années pour lesquelles on dispose de données). Des replis de plus de 10 % ont été enregistrés en Hongrie (-18.9 %), Espagne (-10.9 %) et en République slovaque (-10.3 %).

Dans le secteur de la construction, des reculs de plus de 10 % du taux de croissance ont été observés en Grèce (-15.6 %) et au Portugal (-14.8 %). Le taux de progression de l'activité dans ce secteur a en revanche atteint 12.5 % en Estonie et près de 10 % en Chine et en Israël.

Dans l'industrie (y compris l'énergie), nombre de pays ont constaté un déclin de l'activité en 2012. Des baisses notables du taux de croissance ont été enregistrées en Finlande (-5.3 %), au Japon (-3.7 %) et en Italie (-3.1 %) alors que d'autres pays ont bénéficié au contraire d'une évolution inverse, notamment le Luxembourg (6.3 %) et le Chili (3.9 %). L'activité dans l'industrie a été en progression au Canada (5.9 %) en 2010, dernière année pour laquelle on dispose de données.

Dans le *Système de Comptabilité Nationale de 1993*, il est préconisé d'évaluer la valeur ajoutée aux prix de base, mais celle-ci peut également être mesurée sur différentes bases de prix, notamment sur des prix à la production et au coût des facteurs.

Comparabilité

Tous les pays ont adopté le *Système de Comptabilité Nationale (SCN)*, à l'exception de l'Australie et des États-Unis qui appliquent le SCN de 2008. Il importe toutefois de noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Néanmoins, tous les pays ne calculent pas la valeur ajoutée aux prix de base. Le Japon utilise des prix qui sont approximativement les prix du marché. La Nouvelle-Zélande utilise les prix à la production et l'Islande et les États-Unis les prix au coût des facteurs.

Les tableaux et graphiques faisant apparaître la ventilation par activité sont fondés sur la *classification internationale type (CITI Rév. 4)*, sauf dans le cas du Canada, d'Israël, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Turquie, des États-Unis, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Fédération de Russie et de l'Afrique du Sud, qui utilisent la CITI Rév.3. Les pays effectuent généralement la collecte d'informations en employant leurs propres systèmes de classification des branches d'activité économique. Le passage d'un système national de classification à la CITI peut poser quelques problèmes de comparabilité. Au Japon par exemple, l'activité des hôtels (qui représentent approximativement 2.8 à 3.0 % de la valeur ajoutée) est prise en compte dans les Autres services contrairement au commerce de gros, de détail, etc. Cela étant, pour la plupart des pays, les activités présentées sont généralement comparables.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE-28.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle.

Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité

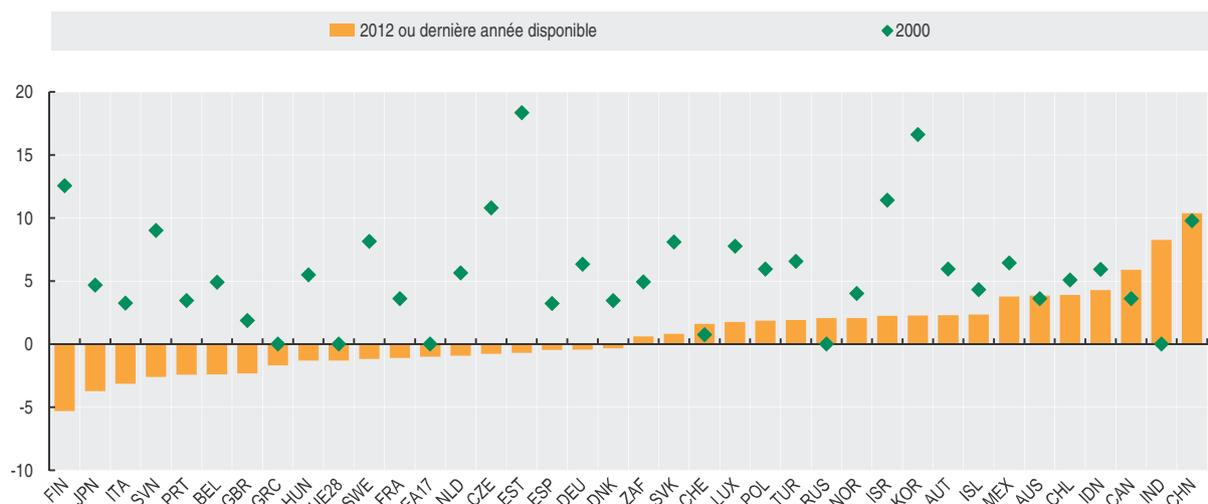
Croissance annuelle en pourcentage

	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche		Industrie incluant l'énergie		Construction		Commerce; transport; hébergements, restaurants; communication		Intermédiation financière, activités immobilières; services aux entreprises		Activités d'autres services	
	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible	2000	2012 ou dernière année disponible
Allemagne	-3.1	1.6	6.3	-0.4	-2.3	-2.4	4.3	0.9	2.9	2.1	1.9	1.0
Australie	3.8	6.3	3.4	2.7	-14.4	4.3	2.5	3.2	4.5	2.7	3.2	4.3
Autriche	-3.6	-8.0	6.0	2.3	0.6	0.8	3.1	-0.9	7.5	1.6	-0.3	1.3
Belgique	5.0	2.3	4.9	-2.4	5.5	1.0	1.2	-0.8	4.2	-0.3	3.4	1.6
Canada	-1.8	1.9	8.4	5.9	5.2	7.8	6.0	3.9	5.2	2.2	2.6	2.1
Chili	7.5	-0.3	5.1	3.9	-0.9	8.1	5.5	6.7	10.5	7.5	2.3	5.1
Corée	1.1	-0.6	16.6	2.3	-4.4	-1.6	13.0	2.5	4.2	2.1	2.0	2.9
Danemark	7.9	-2.8	3.4	-0.3	1.0	-1.4	7.6	0.2	5.7	-0.1	1.5	-0.4
Espagne	..	-10.9	..	-0.5	..	-8.6	..	0.6	..	-0.9	..	-0.7
Estonie	16.9	12.4	18.4	-0.7	24.9	12.5	7.4	8.2	7.6	0.6	1.6	2.7
États-Unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	8.0	-4.3	12.6	-5.3	0.4	-4.8	5.7	1.4	2.9	1.7	1.8	-0.7
France	-1.7	-5.8	3.6	-1.1	5.4	-0.7	4.0	0.7	5.9	0.3	0.1	0.6
Grèce	..	-3.2	..	-1.7	..	-15.6	..	-12.1	..	-2.4	..	-4.8
Hongrie	-9.6	-18.9	5.5	-1.3	14.2	-6.3	3.0	-0.5	4.7	-1.5	4.6	0.7
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	-2.1	3.6	4.3	2.3	14.2	-0.4	9.1	9.4	10.2	0.8	1.4	-0.3
Israël	6.7	3.9	11.4	2.2	0.1	9.5	6.5	4.1	16.0	4.9	1.3	3.5
Italie	-2.3	-4.4	3.2	-3.1	4.7	-5.8	6.1	-2.9	4.9	-0.9	1.5	-1.3
Japon	2.1	2.1	4.7	-3.7	-3.5	0.9	-0.9	0.2	4.1	0.2	2.1	0.9
Luxembourg	-13.0	-1.7	7.9	6.3	1.9	3.6	8.1	4.7	11.0	-0.7	0.8	1.9
Mexique	0.4	-1.6	6.4	3.8	4.2	4.6	11.1	6.6	5.5	4.9	2.9	0.7
Norvège	-2.7	7.9	4.0	2.5	1.1	7.3	3.5	3.0	6.5	4.2	0.9	2.0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	1.8	0.3	5.6	-0.9	3.5	-8.2	7.0	-1.3	2.0	-1.1	1.7	0.1
Pologne	0.2	-3.9	5.9	1.8	-1.4	0.3	6.6	3.6	3.6	2.7	1.0	0.6
Portugal	-4.7	-1.0	3.4	-2.4	6.0	-14.8	6.1	-1.5	1.8	-0.6	3.8	-1.7
République slovaque	6.5	-10.3	8.1	0.8	5.2	-2.7	-6.6	7.2	-3.6	6.8	1.2	0.8
République tchèque	1.4	-4.1	10.8	-0.8	-8.7	-5.8	5.0	-0.4	2.1	1.5	0.7	-2.4
Royaume-Uni	-1.5	-3.4	1.9	-2.3	0.9	-7.7	6.3	0.7	6.6	2.1	3.6	1.3
Slovénie	1.3	-7.8	9.0	-2.6	-1.0	-6.8	4.7	-3.3	3.7	-1.4	2.4	0.9
Suède	2.6	1.1	8.1	-1.2	1.4	1.5	5.2	0.8	6.2	3.0	1.6	1.1
Suisse	7.8	-2.4	0.8	1.6	-0.1	-1.5	6.0	0.1	5.1	2.1	2.1	1.4
Turquie	7.1	3.1	6.6	1.9	4.9	0.6	9.8	1.8	4.2	3.5	1.6	3.5
Zone euro	..	-4.7	..	-1.0	..	-4.3	..	-0.6	..	0.4	..	0.1
UE-28	..	-2.4	..	-1.3	..	-4.2	..	-0.1	..	0.8	..	0.5
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	4.7	2.3	4.9	0.6	5.6	2.5	8.1	3.0	3.2	3.3	0.6	2.8
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	2.4	4.2	9.8	10.4	5.7	9.7	9.0	11.0	6.8	6.9	13.0	9.5
Fédération de Russie	..	-3.5	..	2.0	..	2.0	..	5.3	..	7.2	..	0.5
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	1.9	2.9	5.9	4.3	5.6	7.0	6.6	10.3	4.6	5.7	2.3	6.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038571>

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie incluant l'énergie

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036006>

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les petites entreprises, et en particulier les start-up récentes, sont souvent très dynamiques et innovantes. Une poignée de nouvelles et petites entreprises à très haute performance peut apporter une contribution importante à la création d'emplois et à la croissance économique. Bien que la majorité des petites entreprises aient un impact économique plus modeste, considérées individuellement, ensemble elles apportent une contribution économique et sociale importante.

Définition

Une entreprise est une entité juridique habilitée à mener des activités pour son compte propre, notamment à signer des contrats, à posséder des biens, à contracter des dettes et à ouvrir des comptes bancaires. Elle peut être constituée d'un ou de plusieurs établissements installés dans des zones géographiquement éloignées.

Le terme « salariés » fait référence à l'ensemble des personnes liées à l'entreprise par une relation contractuelle, qui travaillent dans l'entreprise et reçoivent en contrepartie une rémunération. Cette catégorie comprend aussi les personnes en congé maladie, en congé payé ou en congé non rémunéré, mais elle exclut les propriétaires exploitants, les associés en activité, les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs à domicile, qu'ils figurent ou non sur le registre des employés de l'entreprise.

Le nombre de personnes employées est défini comme le nombre total de personnes qui travaillent dans ou pour l'unité considérée. Sont exclus les administrateurs d'entreprises constituées en sociétés et les membres des comités d'actionnaires, la main-d'œuvre mise à disposition de l'unité considérée par d'autres unités moyennant facturation, les personnes effectuant des travaux de réparation et d'entretien pour le compte d'autres unités et les travailleurs à domicile. Il exclut également les personnes en congé pour une durée indéterminée, les personnes en congé pour service militaire ou celles qui ne sont rémunérées par l'entreprise qu'au titre d'une pension de retraite.

Comparabilité

La couverture des données sur les entreprises / établissements peut varier considérablement. Dans de nombreux pays, ces informations sont tirées des registres du commerce et des sociétés, de recensements économiques ou d'enquêtes qui peuvent comporter un seuil d'exclusion fondé sur la taille. En fait, tous les pays appliquent une forme ou une autre de seuil,

En bref

D'une économie à l'autre, la contribution des petites entreprises à l'emploi varie beaucoup. La contribution à l'emploi des entreprises comptant moins de 20 salariés dépasse 80 % du total en moyenne, les chiffres s'échelonnant entre 69 % dans la Fédération de Russie et plus de 95 % aux États-Unis, en République tchèque, en Irlande, en République slovaque, en Corée et en Grèce. Les petites entreprises représentent une part plus faible du nombre total de salariés, variant entre environ 1 % dans la Fédération de Russie et plus de 35 % au Mexique, en Italie et au Japon.

qui est souvent fonction de la législation fiscale et des dispositions visant à alléger les formalités administratives imposées aux petites entreprises. En Irlande, seules les entreprises comptant au minimum trois employés sont prises en compte, alors qu'au Japon et en Corée, les données ne tiennent pas compte des établissements comptant, respectivement, moins de quatre et cinq employés.

C'est la ventilation par classes de taille 1-9, 10-19, 20-49, 50-249, plus de 250 salariés qui offre la meilleure comparabilité compte tenu de la diversité des pratiques des pays en matière de recueil des données. Certains pays utilisent des conventions différentes : la classe de taille « 1-9 » renvoie à la classe « 1-10 » au Mexique et à la classe « 1-19 » en Australie et en Turquie ; la classe « 10-19 » renvoie à la classe « 10-29 » au Japon et « 10-49 » en Corée ; la classe de taille « 20-49 » renvoie à la classe « 20-199 » en Australie, « 30-49 » au Japon, « 50-99 » en Corée, « 11-50 » au Mexique et « 20-99 » aux États-Unis ; la classe de taille « 50-249 » renvoie à la classe « 100-299 » en Corée, « 50-299 » au Japon, « 51-250 » au Mexique et « 100-499 » aux États-Unis ; enfin, la classe de taille « plus de 250 salariés » renvoie à la classe « plus de 200 salariés » en Australie, « plus de 300 salariés » en Corée et au Japon, « plus de 251 salariés » au Mexique et « plus de 500 salariés » aux États-Unis.

Sources

- OCDE (2013), *OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Statistiques structurelles et démographiques des entreprises* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Encourager l'investissement dans le capital intellectuel, la croissance et l'innovation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Le financement des PME et des entrepreneurs*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Financing High-Growth Firms: The Role of Angel Investors*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de l'entrepreneuriat*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Structural and Demographic Business Statistics 2009*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE et Eurostat (2007), *Eurostat-OECD Manual on Business Demography Statistics*, Éditions OCDE.



Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière

Par taille d'entreprise, 2010 ou dernière année disponible

	Nombre de personnes employées									
	En pourcentage du nombre total d'employés dans l'industrie manufacturière					En pourcentage du nombre total d'entreprises dans l'industrie manufacturière				
	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus
Allemagne	7.1	8.5	7.7	24.6	52.1	61.6	20.7	7.8	8.0	2.0
Australie	23.7	0.0	29.6	0.0	46.7	90.3	0.0	8.9	0.8	0.0
Autriche	9.6	6.7	11.0	25.4	47.2	74.4	10.9	7.9	5.1	1.6
Belgique	12.8	6.8	13.2	24.4	42.7	82.8	7.0	5.9	3.3	0.8
Canada	..	..	..	..	..	68.1	14.2	11.1	5.9	0.6
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	84.5	12.8	1.5	0.9	0.2
Danemark	10.5	7.0	12.8	26.5	43.1	80.2	8.2	6.7	4.1	0.9
Espagne	20.1	10.6	17.0	22.7	29.5	82.9	8.3	5.9	2.4	0.4
Estonie	13.3	8.5	17.8	37.0	23.4	72.5	9.9	10.0	6.6	1.0
États-Unis	7.7	6.6	17.9	16.9	50.9	91.6	3.5	3.3	0.9	0.6
Finlande	10.8	6.2	11.2	23.3	48.4	82.6	7.4	5.6	3.5	0.9
France	15.3	6.0	11.1	21.3	46.3	86.4	5.5	4.6	2.6	0.7
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	12.9	6.7	10.4	26.1	43.8	85.1	6.4	4.4	3.3	0.8
Irlande	6.4	7.7	12.5	30.0	43.3	90.4	5.3	2.6	0.2	1.5
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	9.8	7.3	12.5	28.3	42.1	70.8	12.1	9.4	6.5	1.2
Italie	23.6	14.4	15.5	21.4	25.1	82.0	10.5	5.0	2.1	0.3
Japon	21.8	22.2	9.6	26.0	20.5	75.6	17.6	3.2	0.3	3.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	65.7	11.3	11.0	9.3	2.7
Mexique	25.4	9.3	0.0	15.9	49.3	93.7	0.0	4.3	0.1	0.0
Norvège	9.6	7.1	13.4	25.4	44.5	80.4	8.1	6.8	3.9	0.8
Nouvelle-Zélande	12.9	10.2	14.7	24.2	38.0	70.2	14.7	9.5	4.6	1.0
Pays-Bas	17.7	8.0	13.3	29.6	31.4	82.7	6.9	5.5	4.1	0.8
Pologne	14.4	3.8	8.7	27.1	45.9	87.0	3.9	4.3	3.8	0.9
Portugal	19.6	12.2	19.0	29.7	19.5	82.0	8.7	6.0	3.0	0.4
République slovaque	18.8	6.7	7.5	24.1	42.9	93.1	3.1	1.7	1.5	0.4
République tchèque	15.4	5.6	10.0	26.7	42.4	92.3	3.0	2.4	1.8	0.5
Royaume-Uni	8.7	6.6	12.5	26.3	45.9	75.9	10.4	7.6	5.0	1.1
Slovénie	14.8	5.9	9.2	30.7	39.4	87.4	5.1	3.5	3.3	0.7
Suède	12.0	6.7	10.7	23.1	47.5	87.4	5.4	3.9	2.6	0.7
Suisse	8.8	7.7	13.7	29.9	40.0	55.5	19.3	14.0	9.2	2.0
Turquie	..	..	..	..	..	94.6	0.0	3.1	0.4	1.9
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	6.7	8.2	12.6	21.5	51.0	63.1	18.1	11.5	6.1	1.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	0.3	0.6	1.7	17.3	80.1	54.0	14.8	14.7	12.1	4.4
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038590>

Entreprises du secteur manufacturier de moins de 20 personnes employées: nombre d'employés et nombre d'entreprises

En pourcentage du nombre total de salariés ou du nombre total d'entreprises, 2010 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036025>





REVENUS ET PATRIMOINE DES MÉNAGES

REVENUS ET ÉPARGNE

REVENU NATIONAL PAR HABITANT
REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES
ÉPARGNE DES MÉNAGES

INÉGALITÉS DES REVENUS

INÉGALITÉ DES REVENUS
TAUX ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

PATRIMOINE DES MÉNAGES

ACTIFS FINANCIERS DES MÉNAGES
DETTE DES MÉNAGES
ACTIFS NON FINANCIERS DES MÉNAGES

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

Si le produit intérieur brut (PIB) par habitant est l'indicateur le plus couramment utilisé pour comparer les niveaux de revenu d'un pays à l'autre, deux autres mesures lui sont préférées, au moins en théorie, par de nombreux analystes. Il s'agit du revenu national brut (RNB) et du revenu national net (RNN) par habitant. Si le PIB fait référence au revenu généré par des activités de production menées sur le territoire économique du pays, le RNB mesure le revenu généré par les résidents d'un pays, qu'il le soit sur le territoire national ou à l'étranger.

Définition

Le RNB est défini comme le PIB augmenté des recettes nettes en provenance de l'étranger au titre des salaires et traitements et des revenus de la propriété. Le RNN est égal au RNB net des amortissements pour dépréciation.

Les salaires et traitements en provenance de l'étranger sont ceux qui sont perçus par des résidents qui vivent et consomment essentiellement sur le territoire économique du pays considéré mais travaillent à l'étranger (ce qui est courant dans les régions frontalières), ou des personnes qui vivent et travaillent à l'étranger uniquement pour de brèves périodes (travailleurs saisonniers) et qui conservent le centre de leurs intérêts économiques dans leur pays d'origine. Les travailleurs immigrés temporaires et les autres travailleurs migrants qui vivent à l'étranger pendant douze mois ou plus sont considérés comme des résidents du pays dans lequel ils sont employés. Ces personnes peuvent envoyer une partie de leurs gains à des parents dans leur pays d'origine, mais ces envois de fonds sont assimilés à des transferts entre ménages résidents et non-résidents et sont comptabilisés dans le revenu disponible national et non dans le revenu national.

Les revenus de la propriété en provenance de/vers l'étranger incluent les intérêts et les dividendes et englobent également tout ou partie des bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées en partie ou en totalité par des résidents (et réciproquement). À cet égard, il est à noter que les bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées par des

résidents ne reviennent pas effectivement aux résidents en question. Les bénéfices non distribués sont néanmoins assimilés à des recettes.

Comparabilité

Les données sont fondées sur le *Système de comptabilité nationale de 1993* pour tous les pays à l'exception de l'Australie et des États-Unis qui appliquent le SCN de 2008. Il importe toutefois de noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

La mesure des flux internationaux de salaires, traitements et revenus de la propriété et d'amortissements présente toutefois des difficultés concrètes. C'est pour cette raison que le PIB par habitant est l'indicateur du revenu ou de la richesse le plus largement utilisé même si, en théorie, le RNB lui est préférable.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE-28.

En bref

Si l'on classe les pays en fonction de leur RNB par habitant, il apparaît que le RNB moyen par habitant est généralement supérieur de 14 à 21 % au RNN par habitant. On notera que le choix de l'indicateur de revenu a peu d'incidence sur le classement des pays ; les seuls qui perdraient plus d'une place dans le classement, si l'indicateur retenu était le RNN par habitant, sont la République tchèque, la Grèce et le Japon ; les seuls qui gagneraient plus de deux places dans cette hypothèse sont le Canada, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Fédération de Russie.

Le RNB par habitant ne diffère pas sensiblement du PIB par habitant. Généralement, les écarts sont (nettement) inférieurs à 3 000 USD. On note cependant quatre exceptions. Au Luxembourg, le RNB par habitant, quoique restant le plus élevé de la zone de l'OCDE, était en 2012 inférieur de près de 29 000 USD au PIB par habitant. En Islande et en Irlande, le RNB par habitant était inférieur au PIB de près de 4 300 et 8 000 USD respectivement. En Suisse en revanche, le RNB excède le PIB par habitant d'approximativement 1 800 USD.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2014), *Perspectives du développement mondial*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*.

Sites Internet

- Sources & méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/fr/eco/perspectives/sources-et-methodes.htm.

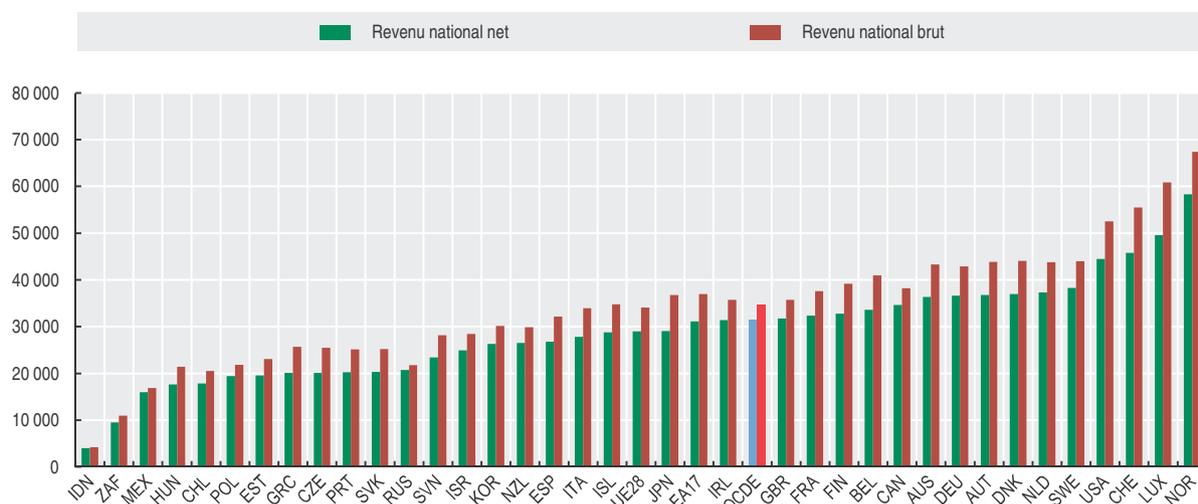

Revenu national brut par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	25 522	26 438	27 077	28 131	29 925	31 469	34 265	36 123	37 547	36 870	39 155	41 917	42 924
Australie	27 155	28 354	29 473	30 961	32 093	33 644	35 388	37 276	37 797	39 035	40 049	41 974	43 372
Autriche	28 450	28 444	30 086	31 035	32 596	33 310	36 225	37 590	39 764	38 997	40 565	42 686	43 869
Belgique	28 329	29 017	30 461	30 772	31 520	32 415	34 577	35 976	37 566	36 696	38 942	40 466	40 949
Canada	27 767	28 533	29 162	30 541	32 157	34 448	36 564	37 834	38 493	37 108	38 241	..	..
Chili	9 206	9 636	9 880	10 139	10 781	11 629	13 460	14 706	15 009	14 894	17 065	19 078	20 472
Corée	17 124	18 128	19 668	20 204	21 681	22 762	24 325	26 132	26 888	26 455	28 246	29 111	30 178
Danemark	28 250	29 053	30 393	30 262	32 423	33 659	36 753	38 077	40 472	39 245	41 872	42 976	44 079
Espagne	21 156	22 241	23 705	24 483	25 599	27 003	29 923	31 439	32 244	31 646	31 235	31 508	32 172
Estonie	9 552	10 268	11 475	12 686	14 037	15 902	18 162	20 124	20 954	19 325	19 332	21 871	23 103
États-Unis	36 903	37 825	38 544	39 887	42 193	44 672	47 325	48 349	48 578	47 171	48 813	50 790	52 547
Finlande	25 504	26 527	27 577	27 423	30 075	30 849	33 484	36 134	38 244	36 446	37 130	38 711	39 159
France	25 634	27 006	27 862	27 571	28 541	30 017	32 016	33 677	34 769	34 741	35 604	37 166	37 567
Grèce	18 339	19 918	21 485	22 406	23 710	23 994	26 177	26 927	28 636	28 757	27 213	25 850	25 712
Hongrie	11 306	12 736	13 906	14 639	15 335	16 058	17 327	17 586	19 120	19 552	20 135	21 236	21 419
Irlande	24 941	25 940	27 499	29 696	31 417	33 418	37 070	38 936	36 522	33 536	34 577	34 847	35 767
Islande	28 080	29 519	31 033	30 312	32 347	33 731	33 770	35 290	30 968	30 338	30 209	32 803	34 775
Israël	21 789	22 233	22 492	21 275	22 707	22 966	23 722	25 425	24 944	25 064	26 240	27 809	28 430
Italie	25 588	27 126	26 759	27 098	27 420	28 288	30 518	31 996	33 008	32 369	32 732	33 668	33 920
Japon	26 300	27 005	27 690	28 426	29 932	31 156	32 705	34 446	34 622	32 760	34 668	35 331	36 752
Luxembourg	46 726	47 887	47 657	46 995	56 649	58 577	59 714	67 817	66 583	52 146	58 034	61 018	60 888
Mexique	9 815	9 935	10 214	10 694	11 366	12 228	13 506	14 215	15 041	14 638	15 546	16 875	..
Norvège	35 685	37 164	37 166	38 524	42 541	48 169	53 932	55 624	61 049	55 630	58 422	62 244	67 440
Nouvelle-Zélande	19 999	21 031	21 770	22 432	23 286	23 704	25 346	26 625	26 979	28 897	28 723	29 872	..
Pays-Bas	30 080	31 054	32 235	32 085	34 071	35 281	39 147	41 357	42 017	40 382	40 949	43 288	43 757
Pologne	10 543	10 935	11 523	11 877	12 635	13 516	14 706	16 138	17 662	18 315	19 436	20 851	21 826
Portugal	17 447	18 057	18 840	19 280	19 633	21 052	22 294	23 401	24 048	24 102	24 832	24 737	25 172
République slovaque	10 934	12 081	12 918	12 932	14 058	15 717	17 831	20 197	22 728	22 571	23 174	24 576	25 238
République tchèque	15 297	16 383	16 926	18 126	19 120	20 372	22 092	23 609	24 659	24 151	23 893	25 224	25 483
Royaume-Uni	26 281	27 952	29 417	30 496	32 504	33 916	35 775	36 685	37 355	35 538	34 787	35 560	35 571
Slovénie	17 583	18 500	19 649	20 370	22 007	23 290	25 180	26 641	28 280	26 567	26 656	27 852	28 169
Suède	27 750	28 056	29 163	30 814	32 473	32 936	36 193	39 302	40 995	38 323	40 457	42 700	43 967
Suisse	34 773	34 558	35 425	36 746	38 025	40 027	43 889	44 664	44 368	48 026	51 925	52 053	55 465
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	24 516	25 643	26 384	26 882	28 080	29 343	31 853	33 510	34 654	34 030	34 946	36 386	36 964
UE-28	21 872	22 994	23 871	24 507	25 792	26 996	29 260	30 837	32 021	31 391	32 117	33 452	34 075
OCDE	24 820	25 623	26 338	27 121	28 645	30 193	32 328	33 659	34 390	33 494	34 729	..	..
Afrique du Sud	6 601	6 774	7 089	7 338	7 849	8 429	9 079	9 599	10 090	9 954	10 351	10 953	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	2 329	2 555	2 827	3 169	3 579	4 073	4 739	5 563	6 225	6 770	7 493	8 316	..
Fédération de Russie	6 641	7 258	7 876	8 973	10 010	11 527	14 476	16 256	19 572	18 737	19 821	21 792	..
Inde	..	..	..	..	2 034	2 260	2 511	2 808	2 910	3 204	..	..	..
Indonésie	2 260	2 437	2 571	2 689	2 842	3 051	3 301	3 571	3 843	4 007	4 214	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038609>
Revenu national brut et net par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2012 ou dernière année disponible


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036044>

REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES

Le revenu disponible, en tant que concept, est plus proche du concept de revenu tel qu'il est généralement utilisé en économie que de celui de revenu national ou de PIB. Au niveau de l'économie considérée dans sa globalité, il se distingue du revenu national au sens où il recouvre d'autres éléments de revenu, principalement d'autres transferts courants comme les envois de fonds. Pour les pays où ces éléments complémentaires représentent des sources de revenu importantes, il est évident qu'il importe de mettre l'accent sur le revenu disponible lors de la formulation de l'action publique. Une autre différence importante entre le revenu national et le revenu disponible réside dans la répartition du revenu entre les secteurs. À ce niveau, on observe des différences notables résultant de la réaffectation du revenu national. Le revenu disponible peut être considéré comme le montant maximum qu'une unité peut se permettre de dépenser pour l'acquisition de biens ou de services de consommation sans avoir à céder d'actifs financiers ou non financiers ou à accroître son endettement.

Définition

Le revenu disponible des ménages est la somme des dépenses de consommation finale des ménages et de leur épargne (diminuée de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension). Il correspond également à la somme des salaires et traitements, du revenu mixte, des revenus nets de la propriété, des transferts courants nets et des prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, moins les impôts sur le revenu et le patrimoine et les cotisations de sécurité sociale payées par les salariés, les travailleurs indépendants et les chômeurs.

L'indicateur pour le secteur des ménages prend en compte le revenu disponible des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Comparabilité

Les données sont fondées sur le *Système de comptabilité nationale de 1993* pour tous les pays à l'exception de l'Australie et des États-Unis qui appliquent le SCN de 2008. Il importe toutefois

noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

En bref

En moyenne sur la période 2010-2012, le revenu disponible des ménages a augmenté, en termes réels, dans 17 des 30 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés au Chili (7.3 %), en Australie (4.2 %) et en Norvège (3.5 %). À titre de comparaison, le revenu disponible des ménages a reculé de 11 % en Grèce, et de 2 à 4 % en Espagne, en Irlande et en Italie sur la période.

Dans la zone OCDE, la comparaison entre la croissance du revenu disponible réel des ménages au cours des trois années ayant précédé 2012 et celle enregistrée au cours des trois années ayant précédé 2002 offre un tableau plutôt homogène faisant ressortir un ralentissement dans la plupart des pays. En fait, au cours des trois années ayant précédé 2002, aucun pays n'a enregistré de baisse du revenu disponible réel, alors que dans les trois ans qui ont précédé 2012, il a diminué dans 13 pays.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Les impôts sur les salaires*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Les pensions dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE.
- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les dépenses sociales*.

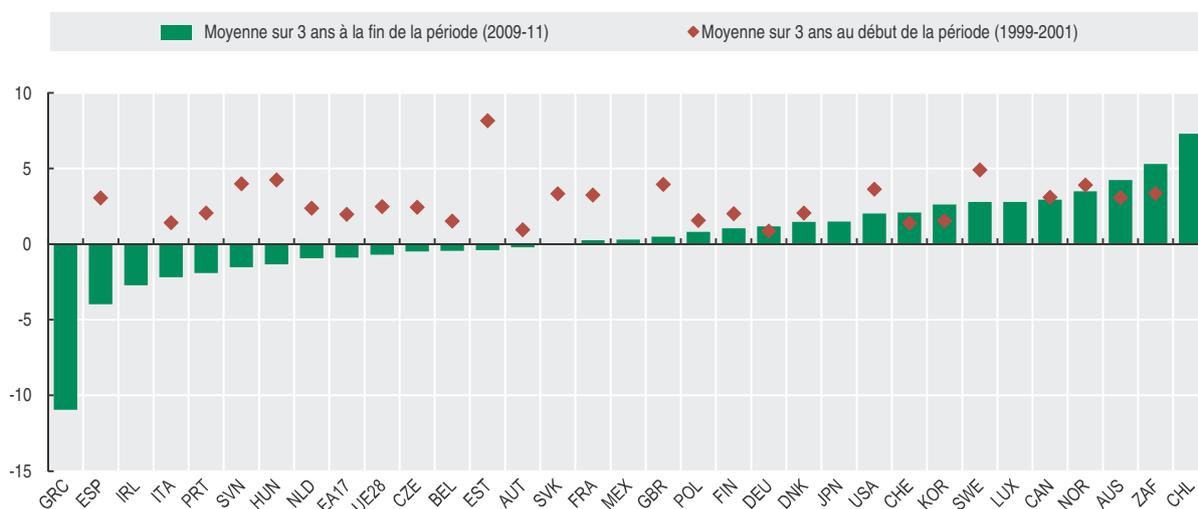

Revenu disponible réel des ménages

Croissance annuelle en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.9	1.7	0.0	0.7	0.6	0.4	1.2	0.0	0.9	-0.5	1.0	1.7	-10.8
Australie	4.6	3.0	1.7	4.5	4.8	3.2	6.1	5.6	7.1	1.3	4.3	..	1.1
Autriche	1.9	-0.5	1.5	1.8	2.6	2.8	2.7	2.6	0.7	0.1	-0.5	-1.3	1.1
Belgique	1.8	3.1	-0.2	-0.2	-0.2	0.1	2.7	2.2	2.1	2.6	-1.3	-1.1	..
Canada	4.8	2.8	1.8	2.1	3.8	2.5	5.7	3.8	4.2	1.1	3.5	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.4	6.4	9.2	-1.3
Corée	0.4	0.9	3.4	4.9	4.7	2.3	2.6	2.7	1.3	1.6	4.1	1.7	2.4
Danemark	0.5	3.7	2.0	2.4	2.7	2.2	1.8	0.1	-0.2	0.0	3.6	0.9	-3.8
Espagne	..	3.1	3.0	3.6	2.7	3.8	3.0	3.2	3.3	1.8	-4.5	-2.3	3.5
Estonie	11.7	5.9	7.0	7.3	2.0	11.0	10.8	11.8	-0.1	-5.5	-1.9	4.8	0.0
États-Unis	4.8	2.8	3.3	2.9	3.5	1.3	3.9	1.9	1.8	-0.3	1.4	2.6	-1.8
Finlande	0.6	3.2	2.2	6.0	4.8	1.0	2.7	3.6	2.4	1.9	2.8	0.4	-0.7
France	3.1	3.1	3.5	0.5	2.1	1.1	2.4	3.0	0.2	1.2	1.0	0.5	0.7
Grèce	..	..	..	..	..	..	5.1	7.3	-2.3	-0.4	-11.4	-10.7	-4.6
Hongrie	1.2	5.2	6.4	5.5	4.0	3.6	1.7	-3.0	-1.8	-4.4	-2.1	2.8	..
Irlande	..	..	..	2.3	5.3	8.5	4.3	6.2	7.0	1.0	-2.7	-3.7	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-1.7
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-4.9
Italie	0.1	3.0	1.2	0.5	0.9	0.6	0.9	1.0	-1.4	-3.0	-0.8	-0.8	..
Japon	..	..	1.0	0.0	1.1	0.9	0.8	0.8	-1.2	1.3	2.6	0.6	2.0
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	4.0	4.6	1.0	4.2	1.8	..
Mexique	..	..	..	..	4.0	4.6	5.5	3.6	1.2	-7.7	4.2	5.0	-2.3
Norvège	3.8	0.0	8.0	4.6	3.3	7.8	-6.4	6.3	4.0	4.1	2.7	4.4	-0.1
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.4
Pays-Bas	2.2	5.6	-0.6	-2.5	0.6	-0.3	0.5	2.6	-0.3	-1.1	-0.2	-0.4	..
Pologne	1.7	4.1	-1.0	1.2	1.7	1.5	4.8	4.2	4.0	4.8	2.2	0.4	-3.2
Portugal	3.6	1.6	1.0	0.3	1.7	0.7	-0.4	1.9	1.6	1.8	1.7	-4.2	-1.7
République slovaque	2.0	3.0	5.1	-0.7	3.9	6.2	3.4	9.1	5.0	1.2	3.2	-1.5	-4.6
République tchèque	2.0	2.3	3.0	4.0	1.8	5.1	5.6	3.8	2.1	2.7	0.4	-0.6	..
Royaume-Uni	5.2	4.9	1.8	3.2	1.7	1.5	2.2	0.3	1.3	1.5	1.1	-1.3	2.1
Slovénie	4.5	4.5	3.0	0.4	3.4	4.4	2.9	4.3	1.8	-0.7	-0.6	0.6	-5.1
Suède	5.1	6.5	3.1	0.9	1.3	1.9	3.6	5.5	2.3	2.0	1.6	3.3	..
Suisse	2.7	2.9	-1.3	-0.8	2.3	2.2	3.7	4.1	0.1	1.5	1.9	2.8	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.7
Zone euro	1.7	2.8	1.4	1.0	1.6	1.2	1.8	2.0	0.5	-0.1	-0.6	-0.3	-1.2
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	3.7	2.8	3.5	4.0	5.8	5.0	6.9	5.2	0.6	1.4	5.7	5.6	-
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	7.7	9.4	11.9	13.6	14.1	8.0	-2.0	8.6	4.4	4.6
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038628>
Revenu disponible réel des ménages

Croissance annuelle moyenne en pourcentage


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036063>

ÉPARGNE DES MÉNAGES

L'épargne des ménages est la principale source intérieure de financement des dépenses en capital, qui constituent un moteur essentiel de la croissance économique à long terme. Les taux d'épargne des ménages varient considérablement d'un pays à l'autre en raison de disparités institutionnelles, démographiques et socioéconomiques. L'existence de régimes de retraite financés par l'État et la pyramide des âges notamment sont des facteurs qui, tous deux, ont une influence sur le taux d'épargne de la population (les personnes âgées ayant tendance à se défaire de leurs actifs financiers lorsqu'elles sont à la retraite et à moins épargner). Les conditions d'accès au crédit et le coût du crédit, de même que les attitudes qui prévalent à l'égard de l'endettement, peuvent également peser sur les décisions des individus de dépenser ou d'épargner leur argent.

Définition

L'épargne est estimée en soustrayant les dépenses de consommation des ménages de leur revenu disponible augmenté de la variation de leurs droits nets sur les fonds de pension.

Le revenu disponible des ménages est principalement constitué des revenus tirés d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise non constituée en société, auxquels s'ajoutent les intérêts, dividendes et prestations sociales perçus nets des versements effectués au titre des impôts, intérêts et cotisations sociales acquittés. Il convient de noter que les revenus d'entreprise comprennent les « loyers imputés » des logements occupés par leur propriétaire.

Les dépenses de consommation des ménages comprennent principalement leurs achats de biens et services de consommation, mais elles incluent également les « dépenses imputées » des propriétaires occupants, c'est-à-dire les sommes fictives qu'ils versent, en leur qualité d'occupant, à eux-mêmes, en leur qualité de propriétaire de leur logement, et la production de biens pour une utilisation personnelle tels que les produits agricoles dont la valeur est également prise en compte dans le revenu.

Le taux d'épargne des ménages est égal au rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible.

En bref

Le taux d'épargne des ménages est très variable suivant les pays. En 2012 ou pendant la dernière année disponible (2011 dans la plupart des cas), des taux d'épargne supérieurs à 10 % ont été enregistrés au Luxembourg, en Suisse, en Suède, en France et en Allemagne. Le taux d'épargne en Estonie et en Grèce était négatif (-14,6 %) en 2012. Près de trois quarts des 28 pays pour lesquels on dispose de données pour 2012 ou 2011 ont vu leur taux d'épargne reculer par rapport à 2009.

Si l'on considère les années représentées, le taux d'épargne des ménages japonais a accusé une baisse entre 2001 et 2008, pour rebondir en 2009 et rejoindre son niveau de 2004. Les taux d'épargne se sont également repliés au Canada, dans une moindre mesure toutefois. Ils sont restés globalement stables en Allemagne et en France, à des niveaux assez élevés de 10-12 % et 11-13 % respectivement. Aux États-Unis, le taux d'épargne des ménages a assez peu varié sur la période 1999-2007 ; après 2007, il a toutefois commencé à progresser et dépasse à présent 5 %.

Comparabilité

Les données sont fondées sur le *Système de comptabilité nationale de 1993* pour tous les pays à l'exception de l'Australie et des États-Unis qui appliquent le SCN de 2008. Il importe toutefois de noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Les taux d'épargne peuvent être mesurés en termes nets ou bruts. Les taux d'épargne nets sont mesurés en déduisant de l'épargne et du revenu disponible des ménages la consommation de capital fixe (correspondant aux actifs utilisés dans les entreprises non constituées en société et aux logements occupés par leurs propriétaires), de sorte que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux indiqués en termes nets.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Fournier, J. et I. Koske (2010), "A simple model of the relationship between productivity, saving and the current account", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 816.
- Hüfner, F. et I. Koske (2010), "Explaining household saving rates in G7 countries: Implications for Germany", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 754.
- de Laiglesia, J., et C. Morrison (2008), "Household structures and savings: Evidence from household surveys", *OECD Development Centre Working Papers*, No. 267.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Sources & méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/fr/eco/perspectives/sources-et-methodes.htm.

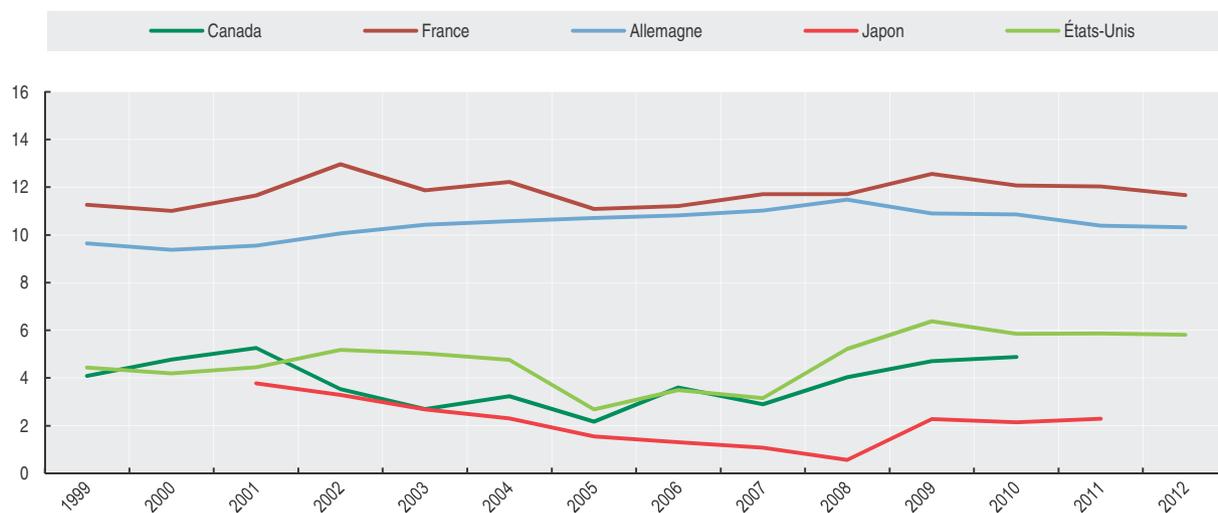

Taux d'épargne net des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	9.4	9.5	10.1	10.4	10.6	10.7	10.8	11.0	11.5	10.9	10.9	10.4	10.3
Australie	2.8	3.9	0.3	1.0	2.1	1.6	2.5	4.6	10.7	9.8	11.0	11.7	10.5
Autriche	9.3	7.6	7.9	8.7	9.1	9.6	10.4	11.6	11.5	11.2	8.9	6.7	7.4
Belgique	12.5	13.8	13.1	12.3	10.7	9.9	10.7	11.3	11.5	13.2	9.9	8.4	9.6
Canada	4.8	5.3	3.5	2.7	3.2	2.2	3.6	2.9	4.0	4.7	4.9	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	12.3	8.9	8.7	..
Corée	9.3	5.2	0.4	5.2	9.2	7.2	5.2	2.9	2.9	4.6	4.3	3.5	3.8
Danemark	-4.0	2.1	2.1	2.4	-1.3	-4.2	-2.3	-4.0	-3.7	0.1	0.0	0.7	-0.7
Espagne	6.1	5.9	5.8	6.7	5.2	4.7	3.9	4.0	7.8	12.2	7.9	6.8	4.4
Estonie	-3.0	-4.0	-6.4	-7.1	-12.8	-10.8	-13.1	-8.2	-4.1	4.7	4.4	6.0	-1.1
États-Unis	4.2	4.5	5.2	5.0	4.8	2.7	3.5	3.2	5.2	6.4	5.9	5.9	5.8
Finlande	0.5	0.3	0.4	1.4	2.7	0.9	-1.1	-0.9	-0.3	4.2	3.6	1.3	1.1
France	11.0	11.7	13.0	11.9	12.2	11.1	11.2	11.7	11.7	12.6	12.1	12.0	11.7
Grèce	..	..	..	..	..	-1.7	-1.0	2.5	-4.1	-2.9	-8.8	-12.5	-14.6
Hongrie	6.2	6.7	5.3	2.9	5.4	6.7	7.2	3.3	2.7	4.8	5.4	5.4	1.9
Irlande	..	..	-0.7	0.4	1.2	2.2	-0.4	-0.5	6.0	11.5	8.5	6.4	5.2
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	7.9	9.9	10.8	10.3	10.5	10.2	9.5	8.9	8.5	7.1	4.9	4.3	3.6
Japon	..	3.8	3.3	2.7	2.3	1.6	1.3	1.1	0.6	2.3	2.1	2.3	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	3.8	4.3	9.5	12.1	13.0	13.6	13.7
Mexique	..	..	..	11.4	10.1	10.1	10.1	9.7	9.2	9.0	9.0	8.2	..
Norvège	4.3	3.1	8.2	8.8	6.9	9.6	-0.5	0.8	3.7	6.9	5.6	7.1	8.2
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	6.9	9.7	8.7	7.6	7.4	6.4	6.1	6.9	5.9	5.6	3.3	4.9	4.1
Pologne	10.0	11.9	8.3	7.7	5.5	5.9	6.5	4.6	-0.3	6.9	6.1	-0.2	2.6
Portugal	3.8	3.8	3.3	3.6	2.8	2.7	0.4	-0.7	-0.8	3.2	2.4	1.7	3.9
République slovaque	6.0	3.8	3.3	1.1	0.3	1.1	0.1	2.2	1.1	..	..	..	..
République tchèque	5.8	5.2	5.2	4.1	2.9	4.8	6.1	5.7	4.8	6.8	6.2	5.1	5.9
Royaume-Uni	0.1	1.4	-0.2	-0.5	-1.5	-2.3	-2.2	-3.7	-2.7	2.3	2.9	2.2	2.4
Slovénie	7.8	9.7	10.3	7.8	8.6	10.6	10.8	9.0	8.6	8.0	6.1	5.2	4.7
Suède	3.1	7.3	7.1	5.9	4.7	4.0	4.9	7.2	9.0	11.0	8.3	10.4	12.2
Suisse	10.6	11.2	9.9	8.6	8.0	8.8	10.7	12.5	11.7	11.4	11.4	12.8	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	8.2	8.9	9.4	9.2	9.2	8.6	8.2	8.5	8.7	9.5	8.0	7.4	7.0
UE-28	6.2	7.3	7.1	6.9	6.4	5.8	5.5	5.3	5.7	7.8	6.3	5.6	5.5
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	1.0	0.4	0.7	0.6	0.4	0.1	-0.8	-1.2	-1.2	-0.8	-0.5	-0.2	0.0
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	11.0	12.4	12.1	10.1	13.1	15.5	13.9	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038647>
Taux d'épargne net des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036082>

INÉGALITÉ DES REVENUS

Quel que soit le pays, les inégalités de revenu sont l'une des manifestations les plus visibles des différences de niveau de vie. Des inégalités de revenu marquées sont généralement le signe d'un gaspillage de ressources humaines lié au fait qu'une grande partie de la population est exclue du monde du travail ou cantonnée dans des emplois à faible niveau de qualifications et de salaire.

Définition

Par « revenu », on entend « revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ». Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les transferts monétaires reçus de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant opéré pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de tailles différentes.

Les inégalités de revenu entre les personnes sont mesurées ici à l'aide de six indicateurs. Le coefficient de Gini correspond au rapport entre la proportion cumulée de la population ordonnée selon le niveau de revenu et la proportion cumulée du revenu total de cette population ; il est compris entre 0, en cas d'égalité parfaite, et 1, en cas d'inégalité totale. Le rapport S90/S10 est le ratio entre la moyenne des revenus des 10 % de la population les plus riches et la moyenne des revenus des 10 % de la population les plus pauvres ; le rapport interquintile S80/S20 est le ratio entre la

moyenne des revenus des 20 % de la population les plus riches et la moyenne des revenus des 20 % de la population les plus pauvres. Le rapport interdécile D9/D1 est le rapport de la valeur supérieure du neuvième décile « qui regroupe les 10 % de personnes ayant le revenu le plus élevé » à celle du premier décile ; le rapport interdécile D9/D5 est le rapport de la valeur supérieure du neuvième décile au revenu médian et le rapport interdécile D5/D1 est le rapport du revenu médian à la valeur supérieure du premier décile.

Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable. En outre, de légères différences entre les périodes et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Les résultats font référence à des années différentes. Les chiffres à la fin des années 2000 correspondent aux revenus perçus en 2010 dans tous les pays à l'exception de la Hongrie, de l'Irlande, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Suisse et de la Turquie (2009), ainsi que du Chili et de la Corée (2011). Les chiffres relatifs au milieu des années 90 correspondent aux revenus perçus entre 1993 et 1996. Les chiffres relatifs au milieu des années 80 correspondent aux revenus perçus entre 1983 et 1987 pour tous les pays pour lesquels les données sont disponibles, à l'exception de la Grèce (1988), du Portugal (1990) et de la République tchèque (1992). Les données relatives à la fin des années 2000 concernant l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal sont fondées sur les statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) et ne sont pas considérées comme tout à fait comparables à celles des années antérieures.

Les coefficients de Gini des pays non membres de l'OCDE (hors Russie) pour 2008/2009 ne sont pas strictement comparables à ceux des pays de l'OCDE car ils sont fondés sur les revenus par habitant, excepté dans le cas de l'Inde et de l'Indonésie pour lesquelles c'est la consommation par habitant qui a été utilisée.

En bref

Les inégalités de revenu varient considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Le coefficient de Gini utilisé pour mesurer les inégalités de revenu est compris entre 0.24 en Islande et à peu près le double au Chili et au Mexique. Les inégalités les moins marquées en termes de revenu disponible sont enregistrées dans les pays nordiques et d'Europe centrale, alors qu'elles sont prononcées au Chili, aux États-Unis, en Israël, au Mexique et en Turquie. Les résultats obtenus au moyen des autres indicateurs des inégalités de revenu aboutissent à un classement comparable. En 2010, le revenu moyen des 10 % de la population les plus riches correspondait à près de 10 fois celui des 10 % les plus pauvres dans la zone OCDE, soit un ratio de 10 à 1. C'est au Danemark que le ratio est le plus faible (5 à 1), tandis que le ratio le plus élevé (29 à 1, soit près de 6 fois supérieur) est enregistré au Mexique.

Du milieu des années 80 à la fin des années 2000, les inégalités se sont creusées dans 15 des 16 pays pour lesquels des données sont disponibles sur une plus longue période. C'est en Finlande, en Israël et en Suède que l'augmentation des inégalités a été la plus marquée, tandis que les inégalités ont diminué en Turquie. En règle générale, les inégalités de revenu se sont creusées plus rapidement entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90 qu'au cours de la période suivante.

Indépendamment des écarts liés aux mesures, on s'aperçoit que les inégalités de revenu sont plus prononcées dans les pays non membres de l'OCDE, en particulier en Afrique du Sud et au Brésil, que dans la plupart des pays membres. Les données comparables relatives au début des années 90 donnent à penser que les inégalités se sont creusées en Asie, ont diminué en Amérique latine et sont restées très élevées en Afrique du Sud.

Sources

- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité, Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Tackling Inequalities in Brazil, China, India and South Africa, The Role of Labour Market and Social Policies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Distribution des revenus et pauvreté, www.oecd.org/els/social/inegalite.
- Travaux de l'OCDE sur la distribution des revenus et pauvreté, www.oecd.org/fr/social/inegalite.htm



Inégalité des revenus

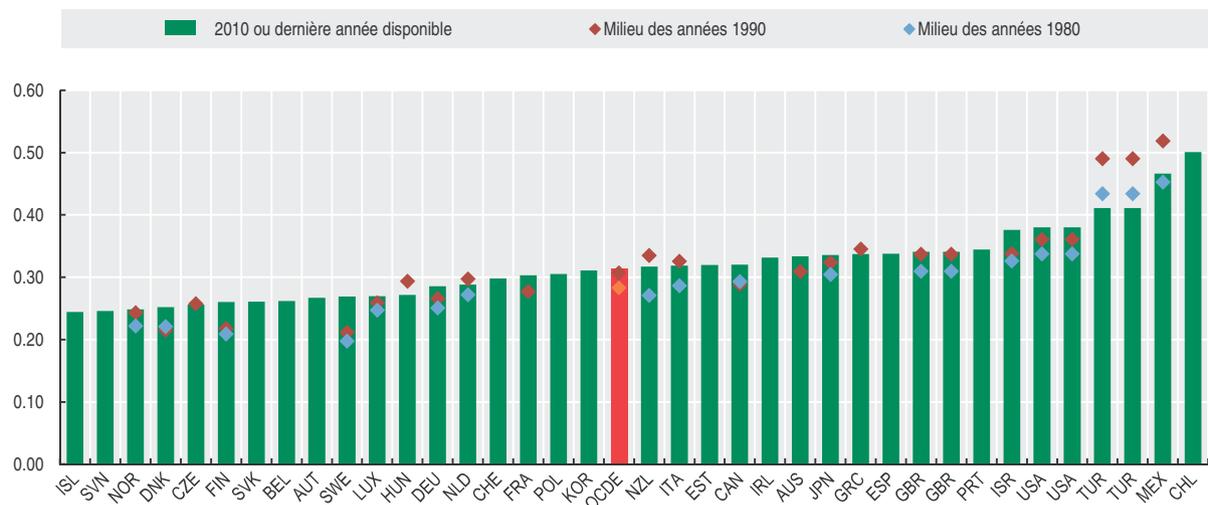
Différentes mesures synthétiques des inégalités, autour de 2010

	Coefficient de Gini (revenu disponible, après impôts et transferts)	Ratio interdécile S90/S10 du revenu disponible	Ratio interquintile S80/S20 du revenu disponible	Ratio interdécile P90/P10 du revenu disponible	Ratio interdécile P90/P50 du revenu disponible	Ratio interdécile P50/P10 du revenu disponible
Allemagne	0.29	6.7	4.3	3.6	1.8	1.9
Australie	0.33	8.9	5.7	4.5	2.0	2.2
Autriche	0.27	5.9	3.9	3.2	1.7	1.9
Belgique	0.26	5.6	3.9	3.4	1.7	2.0
Canada	0.32	8.9	5.3	4.1	1.9	2.1
Chili	0.50	26.5	13.0	8.4	3.2	2.6
Corée	0.31	10.7	5.7	4.8	1.9	2.6
Danemark	0.25	5.3	3.6	2.9	1.6	1.8
Espagne	0.34	13.1	6.6	5.3	2.1	2.6
Estonie	0.32	8.8	5.3	4.4	2.0	2.1
États-Unis	0.38	15.9	7.9	6.1	2.2	2.7
Finlande	0.26	5.4	3.7	3.2	1.7	1.9
France	0.30	7.2	4.5	3.6	1.9	1.9
Grèce	0.34	10.8	6.0	4.6	2.0	2.3
Hongrie	0.27	6.0	4.0	3.4	1.9	1.8
Irlande	0.33	9.1	5.4	4.1	2.1	2.0
Islande	0.24	5.3	3.5	2.8	1.6	1.7
Israël	0.38	13.6	7.8	6.4	2.2	2.9
Italie	0.32	10.2	5.6	4.3	1.9	2.2
Japon	0.34	10.7	6.2	5.2	2.0	2.6
Luxembourg	0.27	5.6	3.9	3.4	1.8	1.8
Mexique	0.47	28.5	12.7	9.5	2.9	3.2
Norvège	0.25	6.0	3.7	2.9	1.6	1.8
Nouvelle-Zélande	0.32	8.0	5.1	4.1	2.0	2.0
Pays-Bas	0.29	6.9	4.3	3.4	1.8	1.8
Pologne	0.31	7.7	4.8	4.0	1.9	2.1
Portugal	0.34	9.3	5.7	4.6	2.2	2.1
République slovaque	0.26	5.9	3.8	3.2	1.8	1.8
République tchèque	0.26	5.4	3.6	3.0	1.7	1.7
Royaume-Uni	0.34	10.0	5.6	4.1	2.1	2.0
Slovénie	0.25	5.3	3.6	3.2	1.7	1.9
Suède	0.27	6.1	4.0	3.3	1.7	2.0
Suisse	0.30	7.3	4.6	3.6	1.8	2.0
Turquie	0.41	15.1	8.4	6.3	2.5	2.5
UE-28	..	..	..	..	..	..
OCDE	0.31	9.5	5.5	4.3	2.0	2.1
Afrique du Sud	0.70	..	..	..	..	..
Brésil	0.55	..	..	..	..	..
Chine	0.41	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	0.40	12.9	7.6	6.0	2.6	2.3
Inde	0.38	..	..	..	..	..
Indonésie	0.38	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038666>

Évolution des inégalités de revenu

Coefficient de Gini au milieu des années 80, au milieu des années 90 et autour de 2010



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036101>

TAUX ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

Le principal objectif de toute politique sociale est d'éviter les difficultés économiques. Étant donné que la notion de « niveau de vie décent » varie selon les pays et les époques, il n'existe aucun indicateur de pauvreté « absolue » communément admis dans la zone OCDE. Pour mesurer la pauvreté, on peut donc prendre pour point de départ l'analyse de la pauvreté « relative », dont la mesure s'appuie sur le revenu annuel médian dans chaque pays.

Définition

Le taux de pauvreté correspond au nombre de personnes « d'une classe d'âge donnée » dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté ; dans le cas présent, celui-ci est fixé à la moitié du revenu médian des ménages. Toutefois, deux pays affichant le même taux de pauvreté peuvent connaître des situations différentes s'agissant du niveau de revenu relatif des plus démunis. C'est pourquoi l'intensité de la pauvreté, à savoir le pourcentage d'écart entre le revenu moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté, est également présentée pour prendre en compte cet aspect de la pauvreté.

Par « revenu », on entend « revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ». Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les transferts monétaires reçus de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant opéré pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de tailles différentes (par exemple, les besoins d'un ménage composé de quatre personnes sont cen-

En bref

Dans les pays de l'OCDE, le taux de pauvreté moyen s'élevait à environ 11 % vers la fin des années 2000. On observe une grande diversité d'un pays à l'autre : les taux de pauvreté sont de l'ordre de 20 %, voire plus, en Israël et au Mexique, mais inférieurs à 7 % en République tchèque, au Danemark et en Islande. Les taux de pauvreté varient selon les classes d'âge : en Corée, les personnes âgées sont plus nombreuses à vivre sous le seuil de pauvreté, tandis que la pauvreté des enfants est plus problématique en Turquie. Les États-Unis, le Chili et le Mexique affichent des taux de pauvreté relativement élevés pour toutes les classes d'âge, alors que les pays nordiques se caractérisent par de faibles taux de pauvreté.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen des plus démunis est inférieur de 30 % au seuil de pauvreté (intensité de la pauvreté), les écarts les plus marqués étant observés en Corée, en Espagne, aux États-Unis et au Mexique et les écarts les plus faibles en Belgique, en Finlande, au Luxembourg et en Slovénie. De façon générale, les pays enregistrant des taux de pauvreté élevés sont aussi ceux où l'intensité de la pauvreté est forte.

Entre le milieu des années 90 et la fin des années 2000, les taux de pauvreté ont augmenté dans 17 des 20 pays pour lesquels des données sont disponibles, d'où une hausse globale de 1.5 point pour la zone OCDE dans son ensemble. C'est en Israël et en Suède que l'augmentation a été la plus marquée, tandis que la contraction la plus forte a été enregistrée en Italie et au Mexique.

sés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable.

Les mesures sont particulièrement délicates au bas de l'échelle des revenus. Par ailleurs, comme une grande part de la population se situe autour du seuil de pauvreté retenu ici, de légères modifications de leur revenu peuvent entraîner d'importantes variations des indicateurs de pauvreté. De légères différences d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Les résultats font référence à des années différentes. Les chiffres à la fin des années 2000 correspondent aux revenus perçus en 2010 dans tous les pays à l'exception de la Hongrie, de l'Irlande, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Suisse et de la Turquie (2009), ainsi que du Chili et de la Corée (2011). Les chiffres relatifs au milieu des années 90 correspondent aux revenus perçus entre 1993 et 1996. Les chiffres relatifs au milieu des années 80 correspondent aux revenus perçus entre 1983 et 1987 pour tous les pays pour lesquels les données sont disponibles, à l'exception de la Grèce (1988), du Portugal (1990) et de la République tchèque (1992). Les données relatives à la fin des années 2000 concernant l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal sont fondées sur les statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) et ne sont pas considérées comme tout à fait comparables à celles des années antérieures.

Sources

- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité, Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité, Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Förster, M. (1994), "Measurement of low incomes and poverty in a perspective of international comparisons", *OECD Labour Market and Social Policy Occasional Papers*, No. 14.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Politiques et données sociales, www.oecd.org/fr/els/soc.



TAUX ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

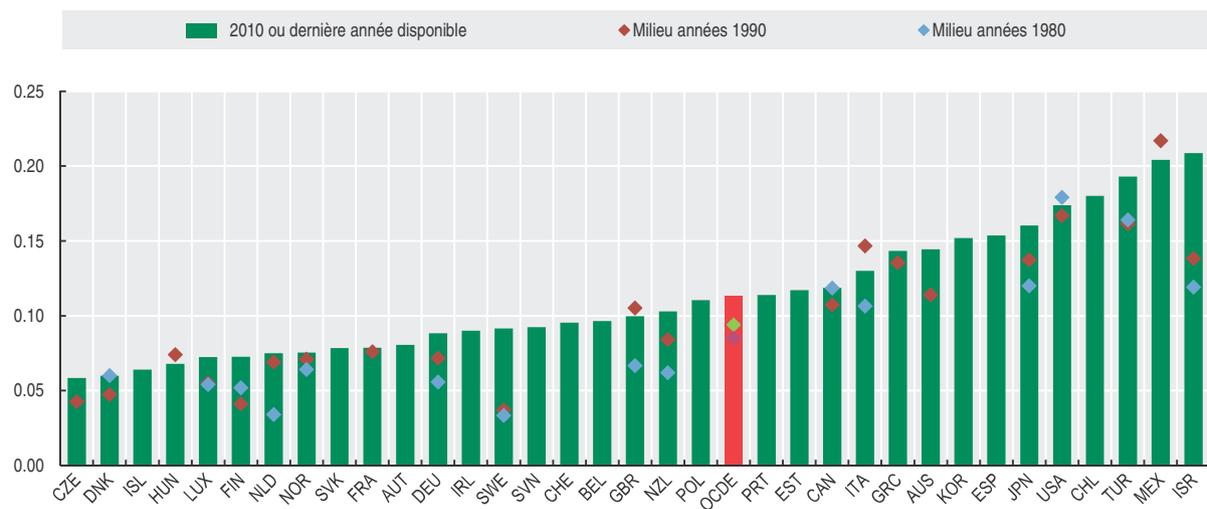
Taux et intensité de la pauvreté

2010 ou dernière année disponible

	Taux de la pauvreté relative (50% du revenu médian)				Intensité de la pauvreté 50% (moyenne)
	Ensemble de la population	Enfants (0-17 ans)	Population en âge de travailler (18-65 ans)	Population à l'âge de la retraite (plus de 65 ans)	Ensemble de la population
Allemagne	0.09	0.09	0.08	0.11	0.24
Australie	0.14	0.15	0.10	0.36	0.25
Autriche	0.08	0.08	0.07	0.11	0.24
Belgique	0.10	0.13	0.08	0.11	0.21
Canada	0.12	0.14	0.12	..	0.31
Chili	0.18	0.24	0.15	0.20	0.33
Corée	0.15	0.10	0.11	0.49	0.39
Danemark	0.06	0.04	0.06	0.08	0.28
Espagne	0.15	0.21	0.15	0.13	0.42
Estonie	0.12	0.12	0.13	0.07	0.33
États-Unis	0.17	0.21	0.18	0.15	0.38
Finlande	0.07	0.04	0.08	0.10	0.19
France	0.08	0.11	0.07	0.05	0.24
Grèce	0.14	0.18	0.13	0.16	0.34
Hongrie	0.07	0.09	0.07	0.02	0.27
Irlande	0.09	0.10	0.09	0.08	0.34
Islande	0.06	0.07	0.07	0.03	0.29
Israël	0.21	0.29	0.17	0.21	0.34
Italie	0.13	0.18	0.12	0.11	0.38
Japon	0.16	0.16	0.14	0.19	0.33
Luxembourg	0.07	0.11	0.07	0.02	0.21
Mexique	0.20	0.25	0.17	0.28	0.41
Norvège	0.08	0.05	0.09	0.06	0.37
Nouvelle-Zélande	0.10	0.13	0.09	0.13	0.26
Pays-Bas	0.08	0.10	0.08	0.01	0.31
Pologne	0.11	0.14	0.11	0.10	0.28
Portugal	0.11	0.16	0.10	0.10	0.25
République slovaque	0.08	0.12	0.08	0.04	0.29
République tchèque	0.06	0.09	0.06	0.04	0.23
Royaume-Uni	0.10	0.10	0.10	0.09	0.35
Slovénie	0.09	0.09	0.08	0.17	0.21
Suède	0.09	0.08	0.09	0.09	0.26
Suisse	0.10	0.10	0.07	0.22	0.26
Turquie	0.19	0.28	0.15	0.18	0.31
UE-28	..	..	..	..	..
OCDE	0.11	0.13	0.10	0.13	0.30
Afrique du Sud	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	0.14	0.19	0.15	..	0.27
Inde	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038685>
Tendances des taux de pauvreté

Taux de pauvreté relatif milieu des années 1980s, milieu des années 1990 et 2010 ou dernière année disponible


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036120>

ACTIFS FINANCIERS DES MÉNAGES

Parallèlement au revenu, le patrimoine constitue la principale mesure des ressources économiques des ménages. Le patrimoine des ménages est à la fois financier et non financier. La structure des actifs financiers a une incidence sur les risques financiers auxquels sont exposés les ménages, étant donné qu'à des types de titres différents correspondent des niveaux de risque différents.

Définition

Cet ensemble d'indicateurs illustre la part de chaque catégorie d'actif financier, conformément au *Système de comptabilité nationale de 1993* (numéraire et dépôts ; titres autres qu'actions, hors produits financiers dérivés ; actions et autres participations, hors parts de fonds communs de placement ; parts de fonds communs de placement ; droits nets des ménages sur les réserves techniques d'assurance-vie et droits nets des ménages sur les fonds de pension), dans le total des actifs financiers du secteur des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages. Il exclut les produits financiers dérivés, les crédits et les autres comptes à recevoir.

Les actifs financiers sont classés en fonction de leur liquidité.

En bref

La comparaison de la structure des stocks d'actifs financiers des ménages entre 2007 et 2012 donne un aperçu de l'impact des événements économiques récents sur la redistribution de leurs portefeuilles au profit d'instruments financiers mieux adaptés au nouvel environnement, c'est-à-dire plus liquides et moins risqués. On note ainsi une progression de la part du numéraire et des dépôts dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, avec une augmentation marquée en Grèce (22 points) entre 2007 et 2012. La proportion de l'assurance-vie et des parts dans les fonds de pension a également augmenté dans de nombreux pays de l'OCDE. À l'inverse, les actions sont désormais moins populaires dans la plupart des pays de l'OCDE, les contractions les plus importantes étant observées en Estonie (30 points), en Grèce (-20 points), en Pologne (13 points) et en Australie (-10 points).

Entre les pays de l'OCDE, on peut constater des différences notables dans les préférences nationales à l'égard des instruments financiers. Le numéraire et les dépôts, qui correspondent à la catégorie d'actifs la plus liquide et la moins risquée, composaient plus de 50 % des actifs financiers des ménages dans cinq pays de l'OCDE (Grèce, Luxembourg, République slovaque, République tchèque et Slovaquie) en 2012, et au Japon en 2011. La part de titres détenus par les ménages était limitée dans la plupart des pays de l'OCDE en 2012, à l'exception de l'Italie (19 %). Par ailleurs et en dépit de la crise financière, les actions continuent d'occuper une part importante des portefeuilles des ménages, par exemple en Estonie (38 %), en Suède (34 %) et aux États-Unis (31 %). Les droits des ménages sur les réserves techniques d'assurance-vie et sur les fonds de pension représentaient plus de la moitié du stock d'actifs financiers aux Pays-Bas (62 %), au Chili (60 %), en Australie (58 %), au Royaume-Uni (53 %) et au Danemark (51 %), alors qu'ils restaient à un niveau très bas en Grèce (3 %).

Comparabilité

La comparabilité internationale peut être gênée par les différentes modalités d'organisation et de fonctionnement des régimes de retraite dans les pays. Dans les pays dotés de régimes de retraite par capitalisation, un volume plus important de réserves de retraite sera comptabilisé et inscrit dans les actifs des ménages.

Il faut noter que toute variation des stocks d'actifs financiers sur une période donnée est le fruit de deux éléments : l'acquisition nette d'actifs financiers et l'évolution des valorisations (plus-values ou moins-values en fonction des résultats des marchés financiers), plus particulièrement en ce qui concerne les titres cotés en bourse.

Dans le graphique, les données d'Israël et du Japon correspondent à 2011. Les données du Mexique correspondent à l'année 2009.

Sources

- OCDE (2013), "Comptes nationaux trimestriels", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (Base de données)

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Ynesta, I. (2009), "Households' wealth composition across OECD countries and financial risks borne by households", *OECD Journal: Financial Market Trends*, vol. 2008/2.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*.
- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE.
- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- *Tableau de bord financier de l'OCDE*.

Sites Internet

- *Statistiques financières*, www.oecd.org/fr/std/stats-fin.



Actifs financiers des ménages par type d'actifs

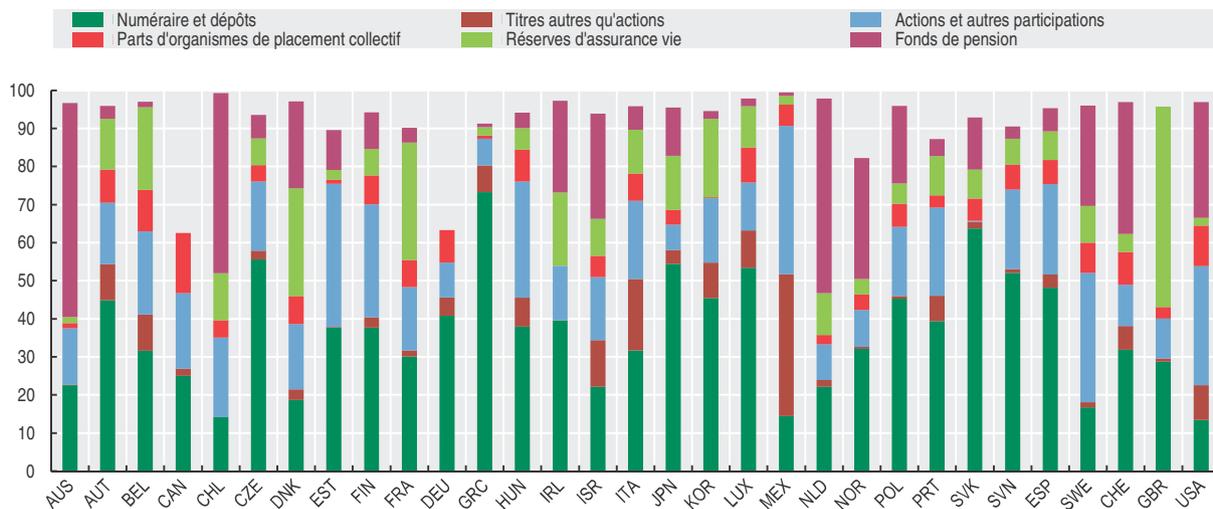
En pourcentage du total des actifs financiers

	Numéraire et dépôts		Titres autres qu'actions		Actions et autres participations		Parts d'organismes de placement collectif		Réserves d'assurance vie		Fonds de pension	
	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012
Allemagne	36.2	40.8	6.6	4.8	13.4	9.2	10.4	8.5	..	..	..	..
Australie	16.5	22.5	0.6	0.2	24.4	14.8	2.8	1.3	2.3	1.7	49.4	56.2
Autriche	44.4	44.9	8.4	9.5	16.5	16.1	10.9	8.7	13.3	13.4	3.2	3.4
Belgique	29.0	31.7	8.2	9.5	22.1	21.8	16.6	10.9	19.5	21.8	1.2	1.4
Canada	22.0	25.0	2.7	1.9	18.4	19.8	16.6	15.8	..	..	..	..
Chili	12.2	14.2	1.1	0.0	23.9	20.9	4.4	4.6	11.1	12.3	47.1	47.4
Corée	42.5	45.4	12.7	9.3	20.9	16.9	0.5	0.3	18.0	20.6	2.0	2.1
Danemark	20.4	18.7	4.8	2.8	23.4	17.1	7.4	7.4	22.6	28.3	17.8	22.8
Espagne	37.9	48.1	2.6	3.5	31.9	23.7	10.7	6.3	6.2	7.5	5.8	6.1
Estonie	17.5	37.7	2.0	0.2	67.7	37.6	1.2	1.1	1.8	2.5	4.0	10.5
États-Unis	11.4	13.5	8.9	9.1	35.6	31.2	11.1	10.7	2.0	2.0	27.7	30.5
Finlande	31.6	37.7	1.9	2.8	34.6	29.7	10.0	7.6	7.4	7.0	8.7	9.6
France	28.5	30.1	1.7	1.6	21.1	16.7	8.7	7.1	27.8	30.9	3.8	3.9
Grèce	50.9	73.3	9.1	7.0	27.2	7.0	5.0	0.9	2.1	2.2	0.3	0.9
Hongrie	35.3	38.0	4.9	7.6	26.3	30.5	9.8	8.4	6.0	5.6	11.5	4.1
Irlande	38.6	39.6	0.0	0.1	18.5	14.3	0.0	0.0	17.5	19.3	23.8	24.1
Islande	18.1	16.8	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	21.9	..	14.2	..	22.9	..	0.0	..	8.2	..	27.8	..
Italie	27.3	31.7	20.0	18.7	23.7	20.5	9.5	7.2	9.7	11.5	5.5	6.1
Japon	51.2	..	4.3	..	8.8	..	4.1	..	14.4	..	13.0	..
Luxembourg	49.1	53.4	10.1	9.8	17.4	12.6	13.7	9.2	6.1	10.8	2.0	2.0
Mexique	14.3	..	32.1	..	44.6	..	5.6	..	1.9	..	0.9	..
Norvège	29.5	32.1	1.3	0.6	12.2	9.7	5.4	4.0	5.8	4.1	27.2	31.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	21.3	22.2	3.0	1.8	11.4	9.4	3.3	2.5	10.3	10.9	47.6	51.2
Pologne	33.7	45.3	0.8	0.7	30.7	18.2	10.6	6.1	6.0	5.4	14.1	20.3
Portugal	34.5	39.3	5.2	6.7	25.4	23.2	7.3	3.2	10.7	10.3	6.1	4.4
République slovaque	62.9	63.7	0.4	1.8	0.3	0.3	10.9	5.8	8.0	7.6	7.6	13.7
République tchèque	54.5	55.6	0.3	2.3	22.4	18.1	7.7	4.4	6.4	7.0	5.2	6.1
Royaume-Uni	27.3	28.7	0.8	0.8	10.9	10.5	4.2	3.0	52.7	52.7	0.0	0.0
Slovénie	43.6	52.1	1.2	1.0	28.6	20.9	9.1	6.6	4.5	6.7	2.2	3.2
Suède	14.7	16.7	2.5	1.4	35.7	33.9	9.7	8.0	10.4	9.6	21.0	26.3
Suisse	26.5	31.9	8.7	6.2	12.7	10.8	11.3	8.6	5.3	4.8	32.6	34.6
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038704>

Actifs financiers des ménages, par type d'actif

En pourcentage du total de leurs actifs financiers, 2012 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036139>

DETTE DES MÉNAGES

Ce ratio mesure l'endettement des ménages par rapport à leur revenu, c'est-à-dire leur capacité de dépense et d'épargne. Des ratios d'endettement élevés sont souvent interprétés comme un signe de vulnérabilité financière mais il convient, dans le cadre d'une évaluation de ce type, de tenir compte non seulement des dettes mais aussi du patrimoine. En règle générale, un fort niveau d'endettement augmente les coûts de financement de l'emprunteur, dégrade sa situation financière et peut restreindre l'accès au crédit.

Définition

La dette est un concept couramment utilisé, défini comme un sous-ensemble spécifique d'engagements classés selon les types d'instruments financiers inclus ou exclus. D'une manière générale, la dette correspond à tous les engagements nécessitant le paiement ou des paiements d'intérêts ou du principal par le débiteur au créancier à une date ou plusieurs dates dans le futur.

Par conséquent, tous les instruments de dette constituent des engagements, mais certains engagements, comme les actions, les capitaux propres et les produits financiers dérivés ne sont pas considérés comme de la dette. La dette est donc calculée comme la somme des catégories d'engagements suivantes (conformément au *Système de comptabilité nationale de 1993*), lorsqu'elles sont disponibles/applicables à la situation financière des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages : numéraire et dépôts ; titres autres qu'actions, hors produits financiers dérivés ; crédits ; réserves techniques des entreprises d'assurance ; autres comptes à payer. S'agissant des ménages, les engagements correspondent principalement aux emprunts, et plus particulière-

ment aux crédits immobiliers destinés à l'acquisition d'un logement.

Comparabilité

Plusieurs pays de l'OCDE n'étant pas en mesure de fournir des données ventilées entre les ménages et les ISBL au service des ménages, la dette des ménages fait référence au secteur global « Ménages et ISBL au service des ménages » afin de garantir une comparabilité maximale entre les pays.

En bref

Les ménages demeurent fortement endettés dans de nombreux pays de l'OCDE. En 2011, le ratio dette des ménages/revenu disponible net (RDN) était largement supérieur à la moyenne de l'OCDE (135 %) au Danemark, aux Pays-Bas, en Irlande, en Norvège et en Suisse. C'est la République slovaque qui affichait le plus faible ratio d'endettement, à 49,4 %.

Entre 2007 et 2011, le niveau d'endettement des ménages s'est accru dans la plupart des pays de l'OCDE. En pourcentage du RDN, ce sont les Pays-Bas et la Grèce qui ont enregistré les plus fortes progressions sur la période (41 et 34 points environ respectivement), suivis de la Pologne (22 points) et de la Corée (17 points). Le ratio dette des ménages/RDN a nettement diminué aux États-Unis et au Royaume-Uni (-24 points), et dans une moindre mesure en Allemagne, au Danemark et en Espagne.

Selon les chiffres les plus récents, les crédits à long terme, principalement composés des crédits immobiliers, restent les principaux constituants de la dette des ménages : ils contribuent à hauteur de plus de 80 % à la dette totale des ménages dans 26 pays de l'OCDE et à plus de 90 % dans 10 pays. En 2012, c'est en Suisse (99,8 %) et au Canada (96,9 %) que la part des crédits à long terme dans la dette était la plus élevée, tandis qu'elle était la plus faible en Italie (69,9 %) et aux États-Unis (70,7 %).

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Réformes économiques*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Sebastian Schich et Jung-Hyun Ahn (2007), "Housing Markets and Household Debt: Short-term and Long-term Risks", *Financial Market Trends*, Vol. 2007/1.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Comptes nationaux trimestriels*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- *Tableau de bord financier de l'OCDE*.



Dettes des ménages

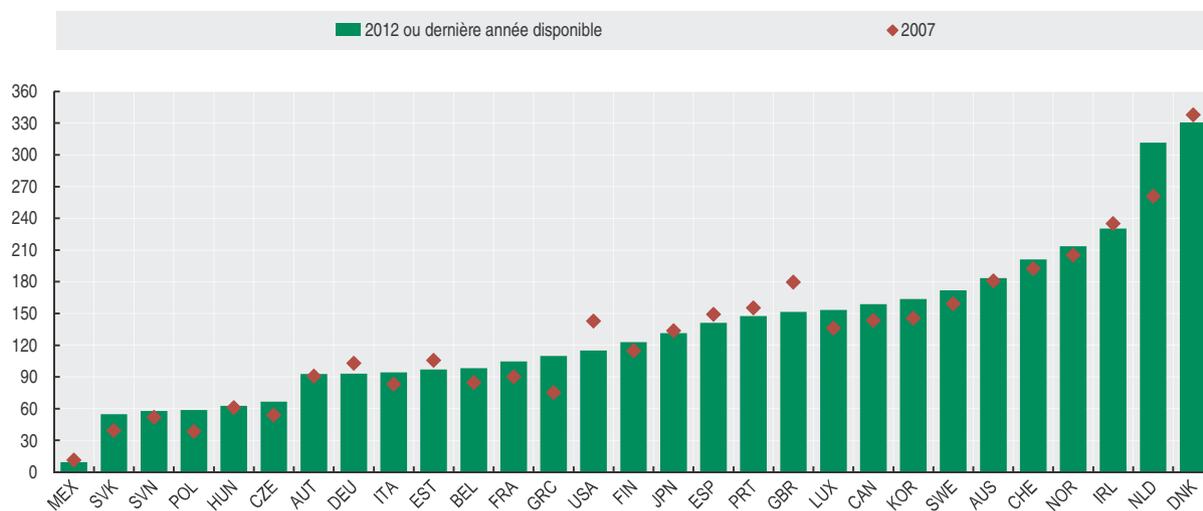
Dettes des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages, en pourcentage du revenu disponible net

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	116.4	114.0	113.9	112.5	111.0	108.3	105.9	103.0	99.4	99.7	97.1	94.5	93.2
Australie	118.5	125.5	140.9	152.8	164.4	172.5	176.2	180.7	176.3	182.8	183.5	..	..
Autriche	77.9	79.9	82.0	81.5	84.9	90.1	91.4	90.9	92.5	92.3	95.7	95.6	92.8
Belgique	68.6	64.4	66.2	69.4	72.8	78.0	81.4	84.9	87.1	87.8	92.9	97.7	98.2
Canada	109.4	109.5	113.7	119.0	124.2	132.0	135.5	143.5	148.3	157.7	158.9	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	58.9	57.2	57.5	56.8	..
Corée	..	..	131.2	126.5	122.0	129.1	137.5	145.7	149.7	154.1	158.0	162.9	163.8
Danemark	..	..	..	260.0	274.3	290.5	310.0	338.0	347.8	355.6	339.2	330.8	..
Espagne	86.1	89.4	96.4	105.1	116.3	129.1	143.4	149.3	144.0	141.2	146.3	142.3	141.1
Estonie	20.7	24.6	31.6	40.7	55.1	72.0	95.5	105.7	107.8	111.6	107.4	99.1	97.0
États-Unis	103.6	107.2	112.5	120.2	126.8	134.6	139.7	142.8	134.8	133.3	127.1	119.2	114.9
Finlande	70.0	70.3	75.4	79.9	88.5	99.5	109.7	114.9	117.5	117.5	118.7	120.6	122.9
France	68.4	68.5	70.0	73.1	75.4	81.6	86.2	90.3	90.1	97.6	102.9	103.7	104.5
Grèce	..	..	..	..	..	63.0	70.0	75.3	82.1	84.0	101.1	108.8	109.7
Hongrie	16.1	19.3	25.6	34.9	40.5	46.4	52.8	60.9	74.4	74.9	78.8	72.7	62.6
Irlande	..	..	127.3	148.6	171.4	200.9	224.7	235.0	230.0	238.3	234.6	234.3	230.4
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	56.6	58.4	61.2	64.5	68.5	73.5	78.7	83.2	84.1	89.5	92.6	92.7	94.4
Japon	..	140.7	139.5	138.1	137.4	137.9	137.3	133.6	132.2	132.4	131.9	131.5	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	127.5	136.1	135.8	142.9	145.0	150.6	153.4
Mexique	..	..	..	7.5	7.6	8.5	10.6	11.6	9.5	9.5	..	..	..
Norvège	135.2	147.1	147.2	150.4	160.7	166.5	197.4	205.1	203.1	200.8	204.6	208.8	213.7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	174.3	176.5	190.0	211.0	223.8	243.1	256.6	260.8	273.3	293.1	299.2	302.1	311.5
Pologne	11.8	17.6	22.2	19.6	21.1	24.4	30.4	38.5	50.5	52.6	57.1	60.6	58.9
Portugal	114.6	119.2	121.7	127.9	133.6	139.3	148.4	155.2	153.9	157.9	155.2	152.5	147.6
République slovaque	21.2	22.9	25.7	29.2	27.0	30.5	33.3	39.3	44.0	43.9	45.7	49.4	54.8
République tchèque	21.1	21.8	27.0	29.0	34.4	39.8	44.3	54.0	59.4	61.3	63.1	66.2	66.7
Royaume-Uni	115.7	121.6	133.9	145.1	157.4	160.4	171.7	179.8	174.9	167.9	160.1	155.9	151.5
Slovénie	..	32.8	33.1	35.0	35.6	39.9	44.5	51.9	53.8	56.3	59.1	57.5	57.8
Suède	108.7	119.2	121.6	128.0	137.3	147.5	155.3	159.4	161.0	166.4	174.0	173.2	172.0
Suisse	182.8	181.3	189.2	201.1	199.6	204.0	201.9	192.5	190.2	194.5	198.5	201.2	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038723>

Dettes des ménages et des ISBLSM

En pourcentage du revenu disponible net



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036158>

ACTIFS NON FINANCIERS DES MÉNAGES

Les actifs non financiers des ménages englobent les actifs détenus par les entreprises familiales non constituées en sociétés et les logements détenus par les ménages, ces derniers représentant l'essentiel des actifs non financiers des ménages. Ils constituent une part importante du patrimoine total et peuvent offrir une source de revenu supplémentaire déterminante, soit grâce au produit de leur vente ou de leur refinancement, soit grâce au revenu locatif tiré des biens immobiliers à usage résidentiel par exemple. Les estimations des actifs non financiers des ménages jouent également un rôle crucial dans les analyses économiques, notamment dans les études portant sur les bulles d'actifs, et dans les analyses du niveau de vie.

Définition

Les actifs non financiers des ménages englobent, en théorie, les actifs non financiers produits et non produits, soit : les logements et autres bâtiments et ouvrages de génie civil et les travaux de mise en valeur des terres ; les machines et équipements (bétail inclus) ; et les produits de propriété intellectuelle, comme les logiciels et les œuvres littéraires originales, ainsi que les actifs non produits comme les terrains et les licences de taxi. Dans la pratique, les logements forment la plus grande partie des actifs non financiers des ménages.

Exception faite des logements, seuls les actifs détenus par les entreprises familiales non constituées en sociétés, et utilisés dans la production, sont considérés comme des actifs non financiers. Par exemple, un véhicule utilisé par un ménage uniquement aux fins du transport des membres du ménage n'est pas considéré comme un actif non financier, contrairement à un véhicule utilisé par un chauffeur de taxi travaillant pour son propre compte.

Les actifs non financiers sont évalués aux prix en vigueur sur le marché à la date à laquelle a été effectué le point sur la situation financière, et sont comptabilisés nets d'amortissement.

Comparabilité

Les informations relatives aux actifs non financiers des ménages sont généralement extraites des enquêtes réalisées

En bref

Avant la crise financière récente, la valeur des logements par habitant n'avait cessé de croître dans tous les pays de l'OCDE, à quelques rares exceptions près. Sur la période 1996-2007, c'est le Royaume-Uni qui a enregistré la progression la plus marquée puisque la valeur des logements y a triplé. De nombreux autres pays ont également suivi cette tendance, comme l'Australie, les États-Unis, la Finlande, la France, les Pays-Bas, la République slovaque et la Suède, avec une progression de 100 % de la valeur des logements. Cependant, en 2008, au plus fort de la crise, la valeur moyenne a chuté de 11 % au Royaume-Uni et de 3 % aux États-Unis. Cette contraction s'est poursuivie en 2009 aux États-Unis, avec une nouvelle baisse de 3 %, avant une stabilisation en 2010. La croissance moyenne dans la plupart des autres pays a également ralenti sur la période et elle a même cédé la place à une contraction au Japon et en Slovaquie en 2009, en Finlande et en Estonie en 2009 et en 2010, et en Pologne en 2010.

auprès des ménages. C'est pourquoi la qualité de ces informations, hormis celles qui ont trait aux logements et aux terrains, est généralement inférieure à celle des informations analogues recueillies sur les entreprises constituées en sociétés.

Par ailleurs, dans la pratique, les pays ont recours à diverses méthodes pour établir une distinction entre la valeur du logement et celle du terrain sur lequel il est bâti, ce qui rend difficile toute comparaison internationale entre ces deux éléments. Certains pays incluent la valeur du terrain de construction du logement dans les chiffres relatifs au logement. Il s'agit d'un enjeu déterminant non seulement pour des motifs liés à la comparabilité internationale mais aussi parce que les logements, en tant qu'actifs produits, se déprécient alors que les terrains (pour la plupart) ne se déprécient pas, en tant qu'actifs non produits. Il est particulièrement délicat de saisir l'évolution de la qualité et les différences de qualité dans le stock de logements et d'y accorder une valeur adaptée.

Compte tenu des réserves émises ci-dessus quant à la distinction entre terrain et logement, il convient de faire preuve de prudence en utilisant ces chiffres aux fins des comparaisons internationales. L'OCDE collabore avec des instituts nationaux de statistiques afin de garantir une plus grande comparabilité des prochaines versions de ces données à l'échelle internationale.

Les données correspondent aux actifs nets d'amortissement pour tous les pays, à l'exception de la République slovaque et de la Pologne (chiffres bruts).

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Babeau, A. et T. Sbrano (2003), "Household wealth in the national accounts of Europe, the United States and Japan", *OECD Statistics Working Papers*, No. 2003/02.
- OCDE (2013), *Réformes économiques*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.

Sites Internet

- Comptes nationaux, www.oecd.org/fr/std/cn.



Portefeuille d'actifs non financiers des ménages

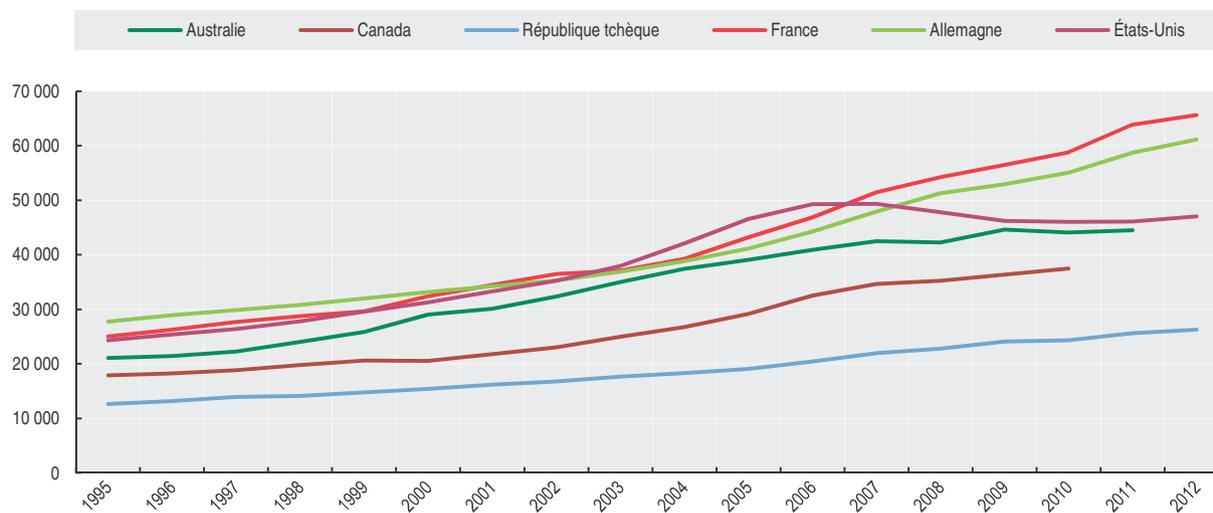
Dollars des EU, prix courants et PPA, par habitant

	Logements				Terrains				Autre			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Allemagne	52 943	55 046	58 720	61 130	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	44 645	44 112	44 514	..	95 586	89 379	82 051	..	17 012	16 638	16 718	..
Autriche	48 528	50 255	52 963	55 233	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	46 251	47 724	51 078	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	36 349	37 470	..	..	32 673	33 388	..	..	1 668	1 593	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	61 519	60 645	61 262	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	24 067	23 583	24 090	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	46 235	46 028	46 093	47 021	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	38 889	37 656	39 911	42 615	..	..	..	..	..	..	..	..
France	56 489	58 801	63 872	65 620	57 427	65 214	68 871	66 550	6 935	7 211	7 637	7 708
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	23 873	24 324	25 229	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	24 445	25 610	27 070	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	47 390	48 543	51 134	53 553	..	..	..	..	..	..	..	..
Japon	20 449	21 077	21 630	..	52 509	52 901	53 374	..	4 613	4 534	4 575	..
Luxembourg	41 194	40 680	42 434	43 479	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	53 961	54 041	53 409	52 095	54 288	51 089	51 005	46 310	..	..	..	..
Pologne	7 746	5 627	5 818	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	31 292	31 717	32 808	33 267	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	24 052	24 341	25 624	26 262	2 927	3 035	3 045	3 147	4 693	4 949	5 593	5 749
Royaume-Uni	94 770	93 810	92 831	96 122	..	..	..	..	..	..	..	..
Slovénie	34 109	35 101	37 006	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	26 996	26 625	27 298	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038742>

Portefeuille d'actifs non financiers des ménages : logements

Dollars des EU, prix courants et PPA, par habitant



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036177>





MONDIALISATION

ÉCHANGES

ÉCHANGES INTERNATIONAUX EN POURCENTAGE DU PIB

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES

PARTENAIRES COMMERCIAUX

ÉCHANGES EN VALEUR AJOUTÉE

ÉCHANGES EN VALEUR AJOUTÉE : RÔLE DES BIENS INTERMÉDIAIRES ET DES SERVICES

IDE ET BALANCE DES PAIEMENTS

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

BALANCE DES PAIEMENTS

ÉCHANGES INTERNATIONAUX EN POURCENTAGE DU PIB

À l'heure où la mondialisation s'accélère, les exportations et les importations constituent des agrégats fondamentaux pour analyser la situation économique d'un pays. Chaque fois qu'une économie s'essouffle ou a le vent en poupe, cela peut avoir des répercussions sur le reste du monde.

Définition

Les exportations de biens et de services se composent des opérations de vente, troc et don (entrant dans le domaine de la production qui correspond au PIB) par lesquelles des résidents fournissent des biens et des services à des non-résidents. Les importations se composent des opérations inverses de même type, par lesquelles des non-résidents fournissent des biens et des services à des résidents.

Tous les biens n'ont pas à franchir physiquement la frontière d'un pays pour donner lieu à la comptabilisation d'une exportation ou importation. Le matériel de transport, les biens produits par des résidents dans les eaux internationales et directement cédés à des non-résidents, ainsi que les denrées consommées à bord des navires et des aéronefs sont quelques exemples de biens qui font l'objet de transactions susceptibles d'être comptabilisées dans le commerce international sans qu'il y ait franchissement physique d'une frontière.

De même, tous les biens qui franchissent la frontière d'un pays ne font pas nécessairement l'objet d'une importation ou d'une exportation. Le matériel de transport, les biens expédiés à l'étranger pour y subir une transformation mineure (ou qui

arrivent dans un pays et en repartent dans leur état initial et sans changer de propriétaire) sont des exemples de biens qui franchissent une frontière sans que ce mouvement ne soit comptabilisé comme une importation ou une exportation.

Comparabilité

Les biens (marchandises) constituent l'essentiel des importations et des exportations. En règle générale, la couverture des données qui s'y rapportent est bonne et leur comparabilité entre pays est satisfaisante. Cela dit, les disparités observées entre les importations et les exportations totales de biens entrant dans les échanges internationaux montrent qu'il n'est pas facile de mesurer ces mouvements dans la pratique, et l'essor du commerce en ligne rend la tâche encore plus difficile.

Ces problèmes pratiques de mesure affectent cependant davantage encore la comparabilité des données relatives aux échanges de services, même si, comme dans le cas des biens, une seule et même approche conceptuelle est appliquée à tous les pays de l'OCDE.

Jusqu'à une date récente, les échanges de services concernaient principalement les services de transport (maritime, aérien) et l'assurance. Puis le développement de l'externalisation, du négoce international, des services de transformation et des transactions relatives à la propriété intellectuelle (portant par exemple sur des logiciels ou des œuvres artistiques originales) a accentué les difficultés inhérentes à la mesure des échanges de services.

En l'occurrence, l'agrégat UE 28 n'inclut pas la Croatie.

En bref

Avant la crise économique de ces dernières années, les échanges internationaux de biens et de services progressaient régulièrement dans toute la zone OCDE, tant sur le plan des importations qu'au niveau des exportations, à un rythme moyen de 5 à 6 points de PIB entre 2004 et 2008, l'augmentation des importations étant légèrement plus rapide que celle des exportations. En 2009, cependant, au plus fort de la crise, les ratios des importations et des exportations au PIB ont accusé une baisse marquée, qui a effacé en quasi-totalité les hausses enregistrées après 2004. En 2009, le ratio exportations/PIB était tombé à 24,5 %, alors qu'il s'élevait à 27,7 % en 2008. Suivant une évolution similaire, le ratio importations/PIB pour l'ensemble de la zone OCDE est passé de 29,2 % en 2008 à 24,9 % en 2009. En 2010, les importations et les exportations ont regagné une partie du terrain perdu. Elles ont continué d'augmenter en proportion du PIB en 2011, dans la quasi-totalité des pays pour lesquels on dispose de données. La majorité de ces pays affiche maintenant des ratios supérieurs à ceux d'avant la crise pour leurs importations et leurs exportations.

En ce qui concerne le solde extérieur, le Luxembourg, la Norvège, la Suisse et l'Irlande dégagent des excédents stables et importants, qui représentent plus de 10 % de leur PIB, tandis que les Pays-Bas, la Hongrie, l'Islande, l'Allemagne, la Suède, la République tchèque et la République slovaque affichent des excédents de plus de 5 %. En revanche, la Turquie, la Grèce, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni se caractérisent par des déficits persistants supérieurs à 2 % de leur PIB.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Policy Priorities for International Trade and Jobs*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Globalisation, Comparative Advantage and the Changing Dynamics of Trade*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE, et al. (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Les Nations-Unies.

Sites Internet

- Statistiques des échanges internationaux et de la balance des paiements, www.oecd.org/std/echanges.



ÉCHANGES INTERNATIONAUX EN POURCENTAGE DU PIB

Échanges internationaux de biens et services

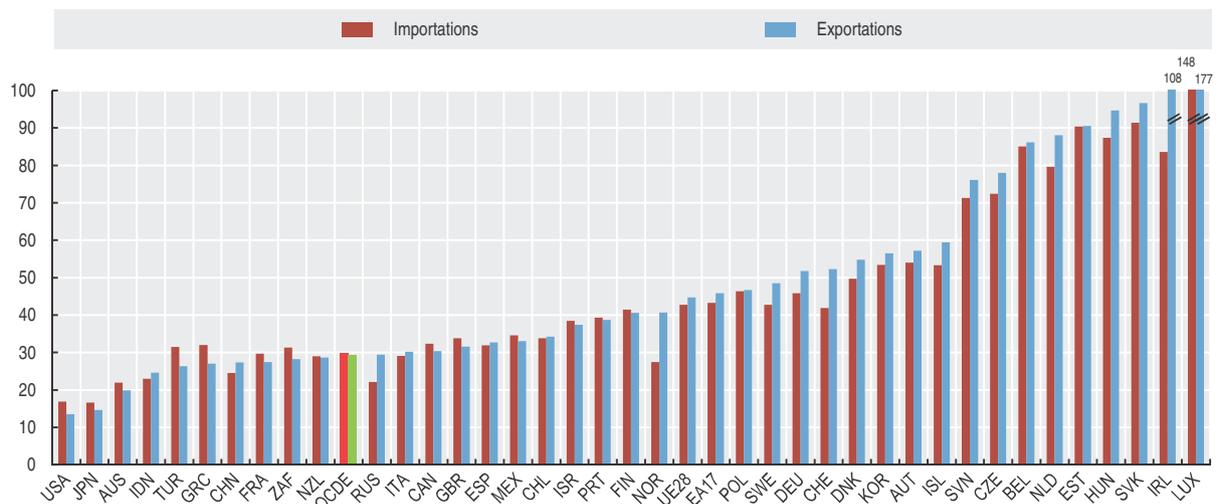
En pourcentage du PIB

	Importations						Exportations					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	40.2	41.9	37.5	42.0	45.4	45.9	47.2	48.2	42.5	47.6	50.6	51.8
Australie	22.0	22.1	20.0	19.7	21.1	22.0	19.9	22.6	19.6	21.2	21.4	19.9
Autriche	53.2	53.5	45.6	50.0	54.3	54.0	58.9	59.3	50.1	54.4	57.3	57.2
Belgique	78.7	83.6	71.0	77.7	84.2	85.0	82.5	84.4	73.7	79.8	85.0	86.1
Canada	33.0	33.6	30.4	31.3	32.3	32.4	35.0	35.1	28.7	29.4	31.1	30.4
Chili	31.9	39.5	29.6	31.8	34.7	33.9	45.2	41.5	37.2	38.1	38.0	34.2
Corée	40.4	54.2	46.0	49.7	54.0	53.4	41.9	53.0	49.7	52.3	56.0	56.5
Danemark	49.9	51.6	43.7	44.9	48.4	49.7	52.2	54.7	47.6	50.4	53.7	54.8
Espagne	33.6	32.3	25.8	29.5	31.9	31.9	26.9	26.5	23.9	27.4	30.8	32.7
Estonie	76.3	75.1	58.3	72.3	86.8	90.3	67.1	71.0	63.9	79.2	90.5	90.6
États-Unis	16.4	17.4	13.7	15.8	17.2	16.9	11.5	12.5	11.0	12.3	13.5	13.5
Finlande	40.7	43.1	35.7	39.0	41.7	41.4	45.8	46.8	37.3	40.4	41.0	40.6
France	28.4	29.1	25.2	27.8	29.9	29.7	26.9	26.9	23.4	25.5	26.9	27.4
Grèce	37.9	38.6	30.7	31.5	33.1	32.0	23.8	24.1	19.3	22.2	25.1	27.0
Hongrie	80.4	81.2	72.7	79.4	85.2	87.3	81.3	81.7	77.6	85.1	91.6	94.7
Irlande	71.4	74.3	74.2	81.2	81.1	83.6	80.4	83.3	90.2	99.8	102.7	107.8
Islande	45.3	47.2	44.2	46.3	50.7	53.3	34.6	44.4	52.9	56.4	59.1	59.4
Israël	44.1	41.6	32.3	34.9	37.8	38.5	42.6	40.5	35.0	37.2	37.3	37.4
Italie	29.1	29.3	24.3	28.5	30.2	29.1	28.9	28.5	23.7	26.6	28.8	30.2
Japon	16.1	17.5	12.3	14.0	16.1	16.6	17.7	17.7	12.7	15.2	15.1	14.7
Luxembourg	143.6	151.8	131.0	140.0	148.0	148.2	175.9	181.8	162.0	170.8	178.3	177.3
Mexique	29.6	30.4	29.2	31.6	32.9	34.6	28.0	28.1	27.7	30.4	31.7	33.0
Norvège	30.5	29.5	27.7	28.5	28.2	27.5	44.1	46.8	40.0	40.5	41.5	40.7
Nouvelle-Zélande	29.2	32.6	26.7	28.3	29.4	29.0	28.4	31.4	28.3	29.8	30.3	28.6
Pays-Bas	66.0	68.0	61.6	70.6	75.3	79.6	74.2	76.3	68.6	78.7	83.9	88.0
Pologne	43.6	43.9	39.4	43.4	46.2	46.4	40.8	39.9	39.4	42.2	45.1	46.7
Portugal	40.2	42.5	35.4	39.0	40.1	39.3	32.2	32.4	28.0	31.3	35.7	38.7
République slovaque	88.0	85.9	71.1	80.6	89.0	91.4	86.9	83.5	70.6	80.4	89.5	96.6
République tchèque	65.6	62.1	54.9	63.2	68.7	72.4	68.2	64.4	59.0	66.6	72.9	78.0
Royaume-Uni	29.2	31.6	30.0	32.3	33.6	33.8	26.6	29.4	28.4	30.1	32.1	31.6
Slovénie	71.2	70.4	57.2	65.3	71.5	71.3	69.5	67.9	59.4	66.8	73.0	76.1
Suède	44.4	46.8	41.5	43.3	44.3	42.7	51.9	53.5	48.0	49.5	49.9	48.5
Suisse	44.4	43.2	39.3	41.0	40.9	41.9	54.4	54.3	50.4	51.7	51.3	52.3
Turquie	27.5	28.3	24.4	26.8	32.6	31.5	22.3	23.9	23.3	21.2	24.0	26.4
Zone euro	40.1	41.1	35.5	40.0	42.9	43.2	41.5	42.0	36.9	41.3	44.3	45.8
UE-28	39.5	41.1	35.9	39.8	42.6	42.7	40.1	41.3	36.9	40.8	43.7	44.7
OCDE	27.6	29.2	24.9	27.6	29.9	29.8	26.4	27.7	24.5	26.9	28.8	29.2
Afrique du Sud	34.2	38.9	28.2	27.6	29.9	31.3	31.5	35.9	27.3	27.4	29.3	28.3
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	29.6	27.3	22.3	25.6	25.9	24.5	38.4	35.0	26.7	29.4	28.5	27.3
Fédération de Russie	21.5	22.1	20.5	21.1	21.8	22.1	30.2	31.3	27.9	29.2	30.4	29.4
Inde	24.4	28.9	25.0	..	..	..	20.4	23.8	19.8	..	..	..
Indonésie	25.4	28.8	21.4	23.0	..	..	29.4	29.8	24.2	24.6	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038761>

Importations et exportations internationales de biens et services

En pourcentage du PIB, 2012 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036196>

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS

Depuis sa création, l'OCDE s'efforce de promouvoir le commerce international, car elle y voit un moyen efficace de renforcer la croissance économique et de relever les niveaux de vie. Le développement des échanges profite aux pays membres aussi bien qu'aux partenaires commerciaux de l'OCDE dans le reste du monde.

Définition

Conformément aux recommandations des Nations Unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens dont l'entrée (importations) sur le territoire économique d'un pays donné, ou la sortie (exportations) de ce territoire, à pour effet d'augmenter ou de diminuer le stock de ressources matérielles de ce pays. Les biens qui transitent par un pays, ou admis ou exportés à titre temporaire (à l'exception des biens destinés au perfectionnement actif ou passif), ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce de marchandises.

Tous les pays de l'OCDE suivent les recommandations des Nations Unies pour autant que les sources de données dont ils disposent le permettent. On observe entre les pays quelques différences, généralement mineures, dans la prise en compte de certaines catégories de transactions comme le commerce par voie postale, les importations et exportations de matériel militaire en vertu d'accords de défense, le commerce de pro-

duits de la mer en haute mer par des navires battant pavillon national et les biens à l'entrée ou en sortie de zones sous douane.

Comparabilité

Les exportations sont généralement évaluées FAB (« franco à bord »), sauf dans le cas des États-Unis, qui les évaluent FLB (« franco le long du bateau », c'est-à-dire déduction faite des coûts de chargement à bord). Dans la plupart des pays, les importations sont évaluées CAF (« coût assurance fret », c'est-à-dire au coût des biens, majoré des coûts d'assurance et de fret liés à leur acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur). Toutefois, le Canada déclare ses importations à leur valeur FAB.

La mise en place du marché unique en Europe en 1993 s'est traduite par une certaine dégradation de la précision des données du commerce intracommunautaire, car il n'existe plus de documents douaniers pour consigner les importations et exportations. Il est à noter que les données de l'OCDE sont conformes, pour la plupart, aux recommandations des Nations Unies, mais que les statistiques commerciales d'Eurostat sont établies d'après les définitions de l'UE, de sorte qu'elles ne sont pas strictement comparables à celles qui sont présentées ici.

Le « total OCDE » n'inclut l'ensemble des 34 pays membres qu'à partir de 1999. L'agrégat UE 28 exclut la Croatie.

En bref

Dans tous les pays, le commerce de marchandises progresse régulièrement sur le long terme, même si l'impact de la crise financière mondiale est manifeste entre 2008 et 2009. L'impact de la crise sur les importations a été, en valeur relative, plus modéré pour la Chine, la Suisse, l'Inde et l'Australie, où les importations ont reculé de moins de 20 %. Il a été plus prononcé en Russie et en Islande, où le recul des importations est de plus de 35 %. Après deux années de croissance en 2010 et 2011, les importations reculent à nouveau en 2012 dans la plupart des pays européens de l'OCDE, et notamment de plus de 10 % au Portugal, en Espagne et en Italie.

Les exportations aussi ont été touchées par la crise entre 2008 et 2009 : ainsi, elles ont chuté de plus de 35 % en Finlande et en Russie. Toutefois, leur repli est de moins de 15 % en Inde en Irlande, en Corée, au Chili et en Suisse. Les exportations ont à nouveau diminué en 2012 dans la plupart des pays européens de l'OCDE, notamment de plus de 16 % au Luxembourg.

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé dans plusieurs pays de l'OCDE pendant la période considérée ici. C'est le cas notamment aux États-Unis, en France, au Japon, au Royaume-Uni et en Turquie, tandis que l'Allemagne, la Chine et la Russie continuent d'enregistrer un excédent.

On observe une forte dégradation des échanges de marchandises au Japon en 2011 and 2012, se traduisant par un déficit annuel de sa balance commerciale pour ces deux années-là, après trente années d'excédent. Cette inversion de la courbe tient à l'augmentation des importations énergétiques de ces dernières années, au lendemain du tsunami et du séisme de 2011.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.
- Nations Unies (2013), *United Nations Commodity Trade Statistics* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Globalisation, Comparative Advantage and the Changing Dynamics of Trade*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *L'aide au commerce: Comment la rendre efficace, Objectif développement*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques mensuelles du commerce international*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2013), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.
- Nations Unies (2004), *Statistiques du commerce international de marchandises: Manuel des statisticiens*, Nations Unies.
- Nations Unies, et al. (2012), *Statistiques du commerce international de marchandises : Concepts et définitions (IMTS 2010)*, Nations Unies.
- Nations Unies (2004), *Statistiques du commerce international de marchandises: Manuel des statisticiens*, Nations Unies.

Bases de données en ligne

- *Statistiques du commerce international par produit*.
- *Statistiques mensuelles du commerce international*.

Sites Internet

- Statistiques des échanges internationaux et de la balance des paiements, www.oecd.org/std/echanges.



ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS

Échanges internationaux de marchandises

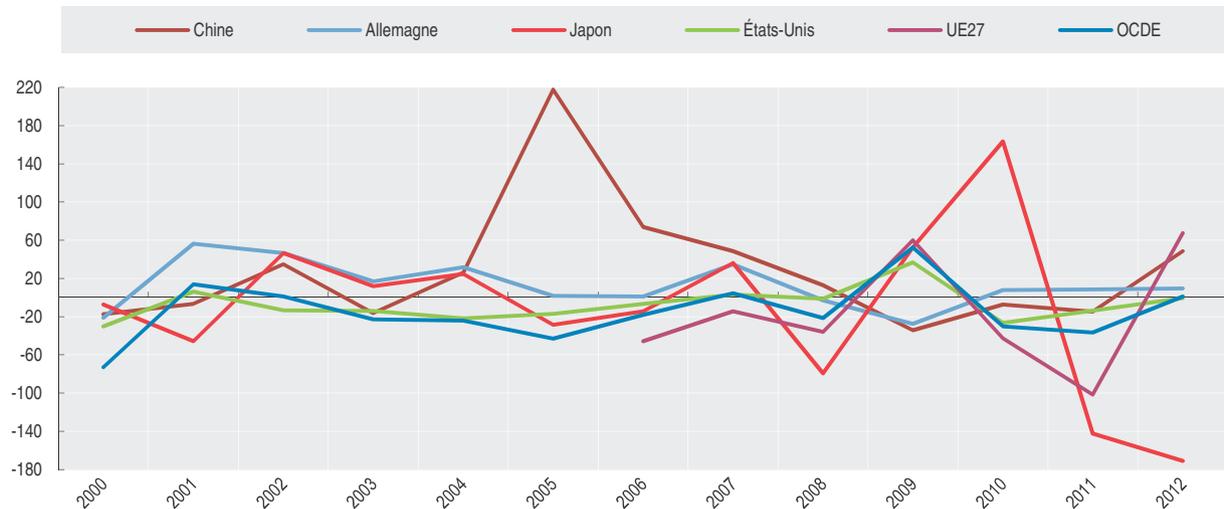
Milliards de dollars des EU

	Balance commerciale				Importations				Exportations			
	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012
Allemagne	54.8	197.3	204.3	242.9	495.4	779.8	1 066.8	1 173.3	550.2	977.1	1 271.1	1 416.2
Australie	-4.0	-12.8	18.6	5.8	67.8	118.9	193.3	250.5	63.8	106.0	211.8	256.2
Autriche	-5.2	-2.2	-5.7	-10.8	67.4	120.0	150.6	169.7	62.3	117.7	144.9	158.8
Belgique	10.8	13.8	21.0	9.0	177.0	320.2	390.1	437.9	187.8	334.0	411.1	446.9
Canada	37.6	46.1	-5.5	-9.0	240.0	314.4	392.1	462.4	277.6	360.6	386.6	453.4
Chili	1.6	9.0	11.5	-1.2	16.6	32.9	59.4	79.5	18.2	42.0	70.9	78.3
Corée	11.8	23.2	41.2	28.3	160.5	261.2	425.2	519.6	172.3	284.4	466.4	547.9
Danemark	5.2	8.3	12.3	13.4	44.4	75.0	84.5	92.1	49.6	83.3	96.8	105.6
Espagne	-39.5	-96.8	-70.6	-39.9	152.9	289.6	318.2	325.8	113.3	192.8	247.6	285.9
Estonie	-1.2	-2.8	-0.4	-1.6	5.1	11.0	13.2	19.8	3.8	8.2	12.8	18.2
États-Unis	-477.7	-828.0	-689.4	-788.2	1 258.1	1 732.3	1 966.5	2 333.8	780.3	904.3	1 277.1	1 545.6
Finlande	11.6	6.8	1.4	-3.1	33.9	58.5	68.8	76.1	45.5	65.2	70.1	73.0
France	-8.5	-41.6	-87.5	-106.7	304.0	476.0	599.2	663.3	295.6	434.4	511.7	556.6
Grèce	-18.8	-37.4	-41.8	-27.2	29.8	54.9	63.3	62.3	11.0	17.5	21.6	35.2
Hongrie	-4.0	-3.6	7.3	8.7	32.1	65.9	87.4	94.3	28.1	62.3	94.7	103.0
Irlande	25.6	39.7	57.8	55.2	50.6	70.3	60.5	63.1	76.3	110.0	118.3	118.3
Islande	-0.7	-1.9	0.7	0.3	2.6	5.0	3.9	4.8	1.9	3.1	4.6	5.1
Israël	-4.3	-2.3	-0.8	-10.0	35.7	45.0	59.2	73.1	31.4	42.8	58.4	63.1
Italie	1.9	-11.9	-39.9	12.4	238.1	384.8	486.6	489.1	239.9	373.0	446.8	501.5
Japon	99.6	79.1	75.7	-87.3	379.7	515.9	694.1	885.8	479.2	594.9	769.8	798.6
Luxembourg	-2.8	-4.9	-6.5	-10.3	10.6	17.6	20.4	24.0	7.9	12.7	13.9	13.7
Mexique	-13.1	-7.6	-3.2	0.1	179.4	221.8	301.5	370.7	166.3	214.2	298.3	370.8
Norvège	25.5	48.3	54.1	73.7	34.4	55.5	77.3	87.3	59.9	103.8	131.4	161.0
Nouvelle-Zélande	-0.6	-4.5	0.8	-1.0	13.9	26.2	30.2	38.1	13.3	21.7	30.9	37.1
Pays-Bas	5.4	36.9	52.7	53.5	174.7	283.2	440.0	501.1	180.1	320.1	492.6	554.7
Pologne	-17.2	-12.2	-17.1	-11.8	48.8	101.5	174.1	191.4	31.6	89.4	157.1	179.6
Portugal	-15.6	-23.1	-26.5	-13.9	39.9	61.2	75.2	72.3	24.4	38.1	48.8	58.4
République slovaque	-0.9	-2.4	-0.4	3.1	12.7	34.2	64.4	77.7	11.8	31.9	64.0	80.8
République tchèque	-3.2	1.7	6.5	16.7	32.2	76.5	125.7	139.7	29.1	78.2	132.1	156.4
Royaume-Uni	-56.6	-131.4	-156.6	-207.9	339.4	515.8	562.4	689.1	282.9	384.4	405.8	481.2
Slovénie	-1.4	-1.7	-2.2	-1.3	10.1	19.6	26.4	28.4	8.7	17.9	24.2	27.1
Suède	14.2	18.9	9.6	9.9	73.1	111.4	148.8	162.7	87.4	130.3	158.4	172.6
Suisse	-2.0	4.4	19.3	28.2	82.5	126.6	176.3	197.8	80.5	130.9	195.6	225.9
Turquie	-26.7	-43.3	-71.6	-84.0	54.5	116.8	185.5	236.5	27.8	73.5	114.0	152.5
UE-28	..	-157.8	-204.7	-134.6	..	1 465.1	1 990.5	2 301.1	..	1 307.3	1 785.8	2 166.4
OCDE	-398.4	-738.8	-630.7	-854.1	4 898.0	7 499.6	9 590.9	11 093.1	4 499.6	6 760.7	8 960.2	10 239.0
Afrique du Sud	-0.5	-8.0	-8.7	-14.9	26.8	55.0	80.1	101.6	26.3	47.0	71.5	86.7
Brésil	-0.7	44.9	16.9	19.4	55.9	73.6	180.5	223.1	55.1	118.5	197.4	242.6
Chine	24.1	102.0	181.8	230.6	225.1	660.0	1 396.0	1 818.2	249.2	762.0	1 577.8	2 048.8
Fédération de Russie	69.2	142.7	168.2	208.6	33.9	98.7	228.9	316.2	103.1	241.5	397.1	524.8
Inde	-10.6	-40.5	-129.6	-199.4	52.9	140.9	350.0	489.0	42.4	100.4	220.4	289.6
Indonésie	28.6	28.0	22.1	-1.7	33.5	57.7	135.7	191.7	62.1	85.7	157.8	190.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038780>

Évolution de la balance commerciale de marchandises

Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036215>

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES

Les échanges internationaux de services dans la zone OCDE et avec le reste du monde revêtent une importance croissante. Les services traditionnels – transport, assurance des marchandises échangées et voyages – représentent la moitié environ des échanges internationaux de services, mais le commerce de nouvelles catégories de services, notamment de prestations pouvant être fournies via Internet, se développe rapidement.

Définition

Les échanges internationaux de services sont définis conformément au *Manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international* (FMI). Les services comprennent : les transports (de marchandises et de voyageurs), les voyages (principalement les achats de biens et services effectués à des fins touristiques et professionnelles), les services de communication (postale, téléphonique, par satellite, etc.), les services de bâtiments et travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services d'informatique et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises (négoce international, location-exploitation, services techniques et spécialisés, etc.), les services culturels et récréatifs (location de films, rémunération des acteurs et autres artistes, à l'exclusion de l'achat de films, de musique enregistrée, de livres, etc.) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste ci-dessus.

Comparabilité

La cinquième version du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) est parue en 1993 et les pays ont alors commencé à l'appliquer. Aujourd'hui, tous les pays de l'OCDE établissent leurs statistiques d'échanges internationaux de services en se conformant dans une grande mesure à ce Manuel. Les données concernant l'Australie, le Canada, le Chili et la Corée (en partie) sont déjà actualisées et présentées conformément à la nouvelle édition du Manuel (BPM6). D'ici la fin de 2014, la plupart

des pays de l'OCDE seront passés de la 5^e à la 6^e édition du Manuel.

L'exclusion des biens importés ou exportés pour transformation des importations et exportations du compte de biens est l'un des changements affectant en particulier les échanges de services dans la 6^e édition du Manuel et résulte d'une application plus stricte du principe de transfert de propriété. Les échanges de travail à façon seront désormais comptabilisés au titre des services dans les économies concernées : l'économie du perfectionnement passif enregistrera le paiement du travail à façon à titre d'importation de services, l'économie du perfectionnement actif enregistrant les recettes du travail à façon comme une exportation de services.

Toujours en vertu de la 6^e édition du Manuel, la marge du négociant sera enregistrée dans le compte de biens de l'économie du négociant à titre d'« exportation nette de biens dans le cadre du négoce international ». Les biens achetés dans le cadre du négoce international seront enregistrés à titre d'exportations négatives et les biens revendus dans ce même cadre seront enregistrés à titre d'exportations. Le négoce international était auparavant enregistré dans le compte de services.

Comme pour les biens importés ou exportés pour transformation, il y aura donc une différence entre la balance des paiements et les mouvements physiques de biens enregistrés dans les statistiques d'échanges de marchandises.

En bref

Entre 2008 et 2012, les États-Unis ont de loin dégagé le plus important excédent d'échanges de services, suivis du Royaume-Uni, de l'Espagne, de la Suisse et de la France.

En 2012, les principaux exportateurs de services ont été les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. En 2012 toujours, les États-Unis ont été le premier pays importateur de services, suivis de l'Allemagne, tandis que le Royaume-Uni a dépassé la France.

Mesuré en pourcentage du PIB et en moyenne entre 2009 et 2012, l'excédent enregistré dans leurs échanges de services par 7 pays de l'OCDE, à savoir le Luxembourg, l'Estonie, la Suisse, la Grèce, le Royaume-Uni, l'Autriche et le Portugal, est de plus de 5 %. Le Canada, la Norvège, le Mexique et l'Irlande ont accusé un déficit de plus de 1 % de PIB sur la même période.

Il convient de noter qu'en Irlande, le déficit des échanges de services, de 8.4 % du PIB en moyenne pour la période 2000-02, s'est mué en un excédent d'en moyenne 0.3 % du PIB en 2010-12 grâce à une augmentation des exportations de services, en particulier dans le secteur informatique, plus rapide que les importations.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Strategic Transport Infrastructure Needs to 2030*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE, et al. (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Les Nations-Unies.

Sites Internet

- Vers un indice de restrictivité des échanges de services (IRES), www.oecd.org/fr/tad/echanges-services/versunindexederrestrictivitedesechangesdeservicesires.htm.

Échanges internationaux de services

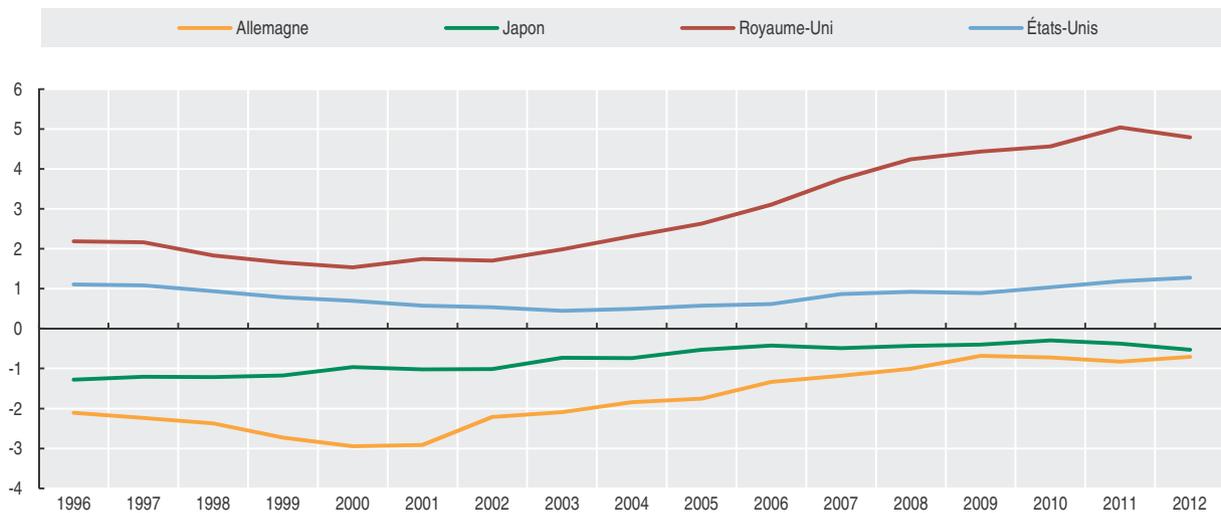
Milliards de dollars des EU

	Balance commerciale				Importations				Exportations			
	2000	2009	2011	2012	2000	2009	2011	2012	2000	2009	2011	2012
Allemagne	-55.0	-22.0	-24.2	-25.3	138.2	261.2	298.1	295.9	83.2	239.3	273.9	270.5
Australie	0.6	-2.4	-10.1	-11.6	19.3	42.2	61.8	64.5	19.9	39.9	51.7	52.9
Autriche	6.5	17.6	19.0	18.1	16.5	37.1	42.3	42.3	23.0	54.5	61.2	60.5
Belgique	2.1	12.2	9.3	10.0	32.3	75.7	88.9	91.6	34.3	87.8	98.1	101.5
Canada	-2.8	-14.2	-22.9	-24.2	43.0	83.0	107.6	108.4	40.2	68.8	84.8	84.1
Chili	..	-2.0	-2.6	-2.4	..	10.5	15.7	15.1	..	8.5	13.2	12.6
Corée	-2.2	-6.0	-6.0	5.8	33.7	79.6	101.2	105.7	31.6	73.6	95.2	111.5
Danemark	2.4	3.9	7.6	7.7	22.1	52.2	59.2	57.4	24.5	56.1	66.8	65.2
Espagne	19.4	34.8	48.2	47.5	33.2	88.8	95.2	90.2	52.6	123.3	143.3	137.8
Estonie	0.6	2.0	1.8	1.6	0.9	2.5	3.7	3.9	1.5	4.5	5.5	5.5
États-Unis	69.6	126.9	187.3	206.8	218.4	381.8	429.7	442.5	288.0	508.7	617.0	649.3
Finlande	-1.7	0.4	0.2	-1.9	9.4	27.2	28.8	30.1	7.7	27.6	29.0	28.3
France	17.2	25.5	43.8	41.9	65.7	165.3	191.8	174.4	82.8	190.7	235.6	216.3
Grèce	8.3	18.1	20.5	19.0	11.4	19.9	19.5	15.9	19.8	38.1	40.0	34.9
Hongrie	0.8	2.8	4.4	4.4	4.8	15.8	17.6	16.0	5.6	18.6	22.0	20.4
Irlande	-12.8	-9.6	-2.4	4.1	32.8	103.5	115.6	111.9	20.0	93.9	113.3	116.1
Islande	-0.1	0.3	0.3	0.2	1.2	2.0	2.6	2.8	1.0	2.3	3.0	3.0
Israël	3.7	4.9	6.6	9.9	12.1	17.6	20.6	21.1	15.8	22.5	27.1	31.0
Italie	1.1	-11.7	-7.9	-1.0	55.4	105.9	115.5	106.1	56.5	94.2	107.6	105.2
Japon	-45.8	-20.4	-22.1	-31.2	115.0	148.7	167.8	176.7	69.2	128.2	145.7	145.5
Luxembourg	6.8	24.5	29.5	30.0	13.2	33.5	42.4	42.2	20.0	57.8	71.8	72.2
Mexique	-3.6	-10.2	-14.8	-14.6	17.1	25.0	30.4	30.7	13.5	14.8	15.6	16.1
Norvège	2.7	-1.9	-6.8	-9.0	15.0	36.6	46.2	47.5	17.7	34.4	39.7	38.2
Nouvelle-Zélande	-0.1	0.2	-0.6	-0.7	4.5	8.4	11.8	12.1	4.5	8.7	11.3	11.4
Pays-Bas	-2.1	7.9	12.2	9.8	51.4	85.0	94.9	94.6	49.3	92.9	107.1	104.4
Pologne	1.4	4.8	5.7	6.0	9.0	24.2	31.9	31.9	10.4	29.0	37.6	37.9
Portugal	2.0	8.3	10.7	11.2	7.0	14.4	16.0	13.4	9.1	22.7	26.6	24.5
République slovaque	0.4	-1.4	-0.5	0.4	1.8	7.5	7.1	6.8	2.2	6.0	6.6	7.2
République tchèque	1.4	3.9	3.3	2.6	5.4	15.5	19.9	19.6	6.9	19.3	23.2	22.1
Royaume-Uni	22.7	92.9	123.2	118.9	102.1	177.4	188.0	186.6	124.8	274.5	310.0	297.9
Slovénie	0.5	1.6	2.0	2.3	1.7	4.4	4.7	4.3	2.2	6.0	6.7	6.6
Suède	-1.5	11.3	16.6	16.6	24.6	44.7	54.4	54.5	23.1	55.8	71.0	71.1
Suisse	17.9	42.3	49.7	43.9	12.8	34.1	45.3	46.8	30.7	76.5	95.3	91.0
Turquie	11.4	18.6	20.1	22.6	8.1	17.1	20.5	20.5	19.5	35.7	40.7	43.2
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	70.1	365.8	503.0	520.7	1 130.0	2 251.9	2 596.9	2 585.8	1 200.1	2 617.7	3 099.8	3 106.5
Afrique du Sud	-0.8	-2.8	-4.8	..	5.8	14.8	19.7	..	5.0	12.0	14.8	..
Brésil	-7.2	-19.2	-38.0	..	16.7	47.0	76.2	..	9.5	27.7	38.2	..
Chine	-5.6	-29.4	-61.7	-89.8	36.0	158.9	247.6	281.2	30.4	129.5	186.1	191.5
Fédération de Russie	-6.6	-19.8	-35.9	..	16.2	61.4	90.0	..	9.6	41.5	54.0	..
Inde	-2.5	12.2	..	..	19.2	80.9	..	..	16.7	93.0	..	..
Indonésie	-10.4	-9.7	-10.6	-10.8	15.6	22.9	31.3	33.9	5.2	13.2	20.7	23.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933038799>

Balance des services : exportations de services moins importations de services

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933036234>

PARTENAIRES COMMERCIAUX

La structure des échanges de marchandises des pays de l'OCDE (origine des importations et destination des exportations) a subi de profondes transformations au cours de la dernière décennie. Celles-ci découlent de l'évolution de la répartition des revenus à l'échelle planétaire et de la mondialisation, notamment de la délocalisation d'activités manufacturières des pays de l'OCDE vers le reste du monde.

Définition

Suivant les recommandations des Nations Unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens dont l'entrée (importations) ou la sortie (exportations) du territoire économique fait augmenter ou diminuer le stock de ressources matérielles du pays considéré. Les biens transportés à travers un pays ou admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens destinés au perfectionnement actif ou passif) ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce de marchandises.

Les données présentées ici se rapportent aux importations et aux exportations totales déclarées par les 34 pays membres de l'OCDE. Elles font apparaître les échanges de marchandises entre les membres de l'Organisation et avec certains pays du reste du monde.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE utilisent des définitions et procédures communes pour établir les statistiques de leurs échanges de marchandises, lesquelles sont par conséquent comparables et de bonne qualité. La suppression des frontières douanières à la suite de la création d'un marché commun en Europe a obligé les pays de l'UE à adopter un système d'enregistrement des flux d'échanges reposant sur des enquêtes par sondage auprès des exportateurs et des importateurs. Cela a entraîné une dégradation de la fiabilité des statistiques relatives aux échanges de biens entre les États membres de l'UE.

En bref

Depuis 2000, la part des échanges entre pays membres de l'OCDE a régulièrement diminué dans leurs importations et exportations totales. Alors que cette année-là, les importations totales des pays de l'OCDE provenaient à hauteur de 75 % environ d'autres pays membres de l'Organisation, cette part était tombée à 63 % en 2012. Par ailleurs, la part des exportations totales des pays de l'OCDE destinées à d'autres pays membres a également reculé, passant de 81 % en 2000 à 70 % en 2012.

La part des importations des pays de l'OCDE en provenance de pays non membres est passée de 25 % à 37 % du total au cours de la même période, et celle des exportations des pays de l'Organisation à destination du reste du monde de 19 % à 30 %. Les échanges entre la zone OCDE et la Chine ont profondément changé. Alors que 6 % seulement des importations totales des pays de l'OCDE provenaient de Chine en 2000, cette proportion atteignait 12 % en 2012. L'importance de la Chine en tant que destination des exportations des pays de l'OCDE s'est également accrue, puisque sa part dans ces exportations s'est hissée de 2 % en 2000 à 7 % en 2012.

Dans la mesure où les données ventilées par partenaire établies sur la base du pays d'origine (pour les importations) et du pays de dernière destination connue (pour les exportations) ne sont très souvent pas comparables, et compte tenu de la nécessité de disposer de données par partenaire qui soient comparables au plan international aux fins d'analyse et d'études de rapprochement des données commerciales, il est recommandé dans le manuel de 2010 intitulé *Statistiques du commerce international de marchandises* (SCIM 2010, par. 6.26) que le pays de provenance soit enregistré pour les importations comme deuxième pays partenaire, à côté du pays d'origine.

Étant donné que, dans le cas des exportations, les pays différencient rarement le pays de dernière destination connue du pays de destination, et que les enregistrer séparément pourrait entraîner une charge supplémentaire considérable en matière de publication et de traitement de données, l'élaboration des statistiques d'exportations sur la base du pays de destination n'est encouragée qu'en fonction des besoins et de la situation de chaque pays. Il est reconnu dans le SCIM 2010 que, pour les exportations, l'établissement de statistiques par pays de destination peut être considéré par certains pays comme un objectif à long terme.

En l'occurrence, l'agrégat UE 28 n'inclut pas la Croatie.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel: Les enjeux de la mondialisation*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE et Organisation mondiale du commerce (2012), *Panorama de l'aide pour le commerce*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE, et al. (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Les Nations-Unies.

Bases de données en ligne

- *Statistiques du commerce international par produit*.
- *Statistiques mensuelles du commerce international*.
- *Statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle*.

Sites Internet

- Statistiques des échanges internationaux et de la balance des paiements, www.oecd.org/std/echanges.



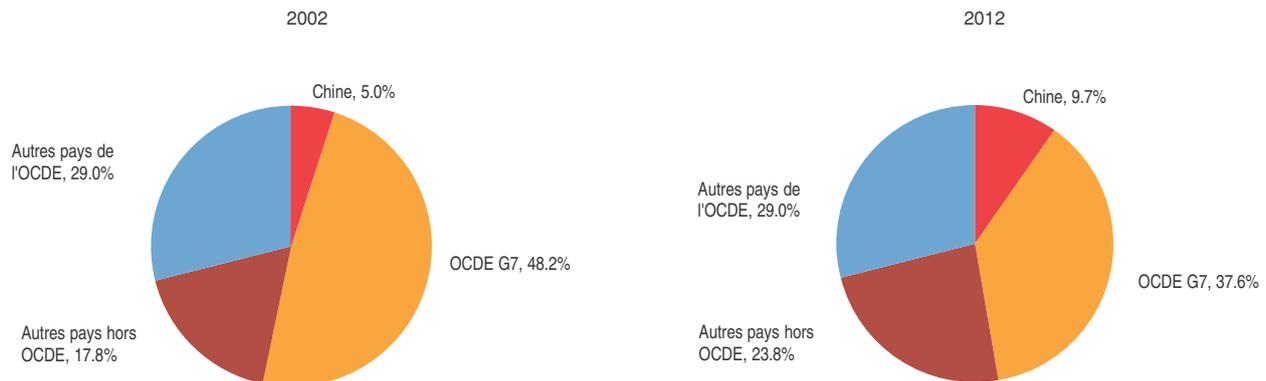
Pays partenaires commerciaux de l'OCDE

	Importations en pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE et les BRIICS				Exportations en pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE et les BRIICS				Échanges de marchandises en pourcentage des échanges de marchandise de l'OCDE et les BRIICS			
	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012
Allemagne	9.3	10.4	9.6	9.1	8.8	9.1	8.8	8.5	9.1	9.7	9.2	8.8
Australie	0.8	0.8	1.0	1.1	1.0	1.0	1.0	1.2	0.9	0.9	1.0	1.1
Autriche	1.0	1.2	1.2	1.2	1.4	1.6	1.5	1.5	1.2	1.4	1.4	1.3
Belgique	2.5	2.9	2.6	2.5	3.0	3.5	3.2	3.1	2.7	3.2	2.9	2.8
Canada	5.7	4.6	3.7	3.7	4.8	4.0	3.6	3.6	5.3	4.3	3.6	3.7
Chili	0.3	0.4	0.4	0.4	0.2	0.2	0.3	0.4	0.2	0.3	0.4	0.4
Corée	2.1	1.9	1.8	1.8	1.9	1.7	1.9	1.9	2.0	1.8	1.9	1.9
Danemark	0.8	0.9	0.8	0.7	0.8	0.9	0.8	0.7	0.8	0.9	0.8	0.7
Espagne	2.0	2.2	2.0	1.9	2.8	3.4	2.6	2.1	2.4	2.8	2.3	2.0
Estonie	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
États-Unis	12.8	8.8	8.3	8.5	18.5	15.4	12.3	12.6	15.5	11.9	10.2	10.5
Finlande	0.7	0.7	0.6	0.5	0.7	0.7	0.6	0.5	0.7	0.7	0.6	0.5
France	5.2	4.9	4.3	3.9	6.0	6.2	5.6	5.3	5.6	5.5	4.9	4.5
Grèce	0.1	0.2	0.1	0.2	0.6	0.6	0.4	0.3	0.3	0.4	0.3	0.2
Hongrie	0.5	0.7	0.7	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.6	0.7	0.7	0.6
Irlande	1.5	1.8	1.5	1.2	1.0	1.0	0.6	0.6	1.3	1.4	1.1	0.9
Islande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Israël	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.5	0.4	0.4	0.6	0.5	0.4	0.4
Italie	3.8	3.7	3.3	3.1	3.8	4.0	3.5	3.0	3.8	3.8	3.4	3.0
Japon	6.4	4.7	3.7	3.5	3.5	2.6	2.4	2.6	5.0	3.7	3.1	3.1
Luxembourg	0.1	0.2	0.2	0.1	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Mexique	3.2	2.7	3.0	3.1	3.0	2.4	2.5	2.8	3.1	2.5	2.7	3.0
Norvège	1.1	1.2	1.1	1.4	0.6	0.7	0.7	0.7	0.9	1.0	0.9	1.1
Nouvelle-Zélande	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Pays-Bas	3.6	3.7	3.8	3.9	3.9	3.8	3.8	3.8	3.7	3.8	3.8	3.8
Pologne	0.5	0.9	1.3	1.2	0.8	1.2	1.6	1.5	0.7	1.0	1.4	1.4
Portugal	0.5	0.5	0.4	0.4	0.8	0.8	0.7	0.5	0.6	0.6	0.5	0.4
République slovaque	0.2	0.4	0.5	0.5	0.2	0.4	0.6	0.6	0.2	0.4	0.6	0.6
République tchèque	0.6	0.8	1.1	1.1	0.6	0.9	1.1	1.1	0.6	0.9	1.1	1.1
Royaume-Uni	4.9	4.1	3.3	3.1	6.1	5.7	5.0	4.9	5.5	4.9	4.1	4.0
Slovénie	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Suède	1.5	1.5	1.3	1.2	1.4	1.4	1.3	1.2	1.5	1.4	1.3	1.2
Suisse	1.5	1.5	1.6	1.8	1.7	1.7	2.0	2.1	1.6	1.6	1.8	1.9
Turquie	0.4	0.7	0.7	0.7	0.8	1.0	1.1	1.1	0.6	0.8	0.9	0.9
UE-28	40.1	42.3	39.6	37.5	44.4	47.5	43.9	41.6	42.2	44.8	41.7	39.5
OCDE	74.8	69.6	64.8	63.3	80.8	78.0	71.3	70.1	77.6	73.6	67.9	66.5
Afrique du Sud	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5
Brsil	0.8	1.0	1.1	1.1	0.9	0.7	1.2	1.3	0.9	0.9	1.1	1.2
Chine	5.5	9.4	12.5	12.2	2.2	4.1	6.9	7.0	3.9	6.9	9.8	9.7
Fédération de Russie	1.4	2.1	2.7	3.1	0.6	1.3	1.6	2.0	1.0	1.7	2.2	2.5
Inde	0.6	0.8	1.1	1.1	0.5	0.8	1.3	1.2	0.6	0.8	1.2	1.2
Indonésie	1.0	0.8	0.9	0.9	0.5	0.4	0.5	0.6	0.7	0.6	0.7	0.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038818>

Pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage du total des échanges de marchandises de l'OCDE



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036253>

ÉCHANGES EN VALEUR AJOUTÉE

Les données sur les échanges en valeur ajoutée offrent des estimations statistiques de la (des) source(s) de la valeur ajoutée (par pays et par secteur) lors de la production de biens et de services qui sont exportés (et importés). Elles marquent une prise de conscience du fait que le développement des chaînes de valeur mondiales signifie que les exportations d'un pays sont de plus en plus tributaires d'importations intermédiaires importantes (et donc de la valeur ajoutée produite à l'étranger par des secteurs d'amont). Cette croissance significative des chaînes de valeur mondiales a pour conséquence un comptage multiple des échanges de produits intermédiaires, qui est susceptible de fausser l'analyse des politiques commerciales.

L'initiative conjointe de l'OCDE et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les échanges en valeur ajoutée (ÉVA) permet de remédier à ce problème en mesurant la valeur ajoutée par chaque pays dans la production des biens et services qui sont consommés à l'échelle mondiale.

Définition

La base de données OCDE-OMC comprend un certain nombre d'indicateurs qui permettent de mieux comprendre la nature des chaînes de valeur mondiales, ainsi que la façon dont la valeur est créée et le lieu où elle est créée. Les indicateurs présentés sont élaborés à partir de tableaux d'entrées-sorties à l'échelle mondiale et offrent pour chaque économie une estimation de la valeur ajoutée totale produite en amont à l'étranger qui résulte de la demande finale intérieure, et de la valeur ajoutée totale produite en amont dans l'économie considérée qui résulte de la demande finale étrangère.

La part de la valeur ajoutée étrangère intégrée dans les exportations indique dans quelle mesure les exportations brutes d'un pays reposent sur une valeur ajoutée qui est produite en dehors de l'économie considérée (et importée).

En bref

Le contenu en valeur ajoutée étrangère des exportations a globalement augmenté au cours des vingt dernières années, portant la moyenne non pondérée de l'OCDE à 29 %. Néanmoins, on observe des différences marquées entre les économies à cet égard. La part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations dépend clairement de la taille des économies et de leur structure de spécialisation. Les petites économies tendent à se caractériser par des exportations intégrant une plus forte proportion de valeur ajoutée étrangère, tandis que les grandes économies se distinguent par une plus grande diversité de l'offre de biens intermédiaires d'origine locale et sont donc moins tributaires des importations étrangères de produits intermédiaires.

Pour des pays d'Asie comme la Chine, l'Inde et la Corée en particulier, mais aussi pour la Pologne, la Hongrie, la Turquie et le Luxembourg, la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations a sensiblement augmenté depuis le milieu des années 90. Les effets prononcés qu'a eus la crise économique sur les échanges internationaux ressortent aussi clairement du tableau, compte tenu de la baisse de la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes entre 2008 et 2009.

La valeur ajoutée locale intégrée dans la demande finale étrangère indique quel est le poids relatif de la valeur ajoutée locale intégrée, via des exportations finales directes ou des exportations indirectes de produits intermédiaires passant par d'autres pays, dans la demande des consommateurs finals étrangers (consommation des ménages, des organisations caritatives, des administrations publiques et investissement).

La valeur ajoutée étrangère intégrée dans la demande intérieure finale indique quel est le poids relatif de la valeur ajoutée d'origine étrangère qui est intégrée dans les biens et services finaux (achetés par les ménages, les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages comme produits de consommation ou acquis aux fins d'investissement).

Comparabilité

Il importe de souligner que les indicateurs présentés dans la base de données ÉVA sont des estimations. Les statistiques officielles brutes sur les échanges internationaux produites par les organismes statistiques nationaux débouchent en effet sur une incohérence entre les données relatives aux exportations totales et aux importations totales à l'échelle mondiale, sachant que cette divergence est encore plus marquée lorsqu'on examine les échanges bilatéraux entre pays partenaires. Les tableaux d'entrées-sorties à l'échelle mondiale à partir desquels sont élaborés les indicateurs ÉVA éliminent naturellement ces écarts, notamment ceux imputables à des différences de traitement national des réexportations et du commerce de transit (via des plaques tournantes comme les Pays-Bas ou Hong Kong, par exemple), afin de donner une image cohérente des échanges mondiaux. Les exportations et importations totales des pays pour lesquels des données sont présentées concordent avec les estimations des comptes nationaux officiels. En revanche, les positions commerciales bilatérales qui figurent ici peuvent différer de celles publiées par les organismes statistiques nationaux.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2013), *OCDE-OMC Note conceptuelle: Trade in value-added: concepts, methodologies and challenges*, Paris, OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE/OMC (2013), *OCDE-OMC : Statistiques du commerce en valeur ajoutée*, (Base de données).

Sites Internet

- Mesurer les Échanges en Valeur Ajoutée : Une initiative conjointe de l'OCDE et de l'OMC, <http://oe.cd/tiva-fr>.



ÉCHANGES EN VALEUR AJOUTÉE

Part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes

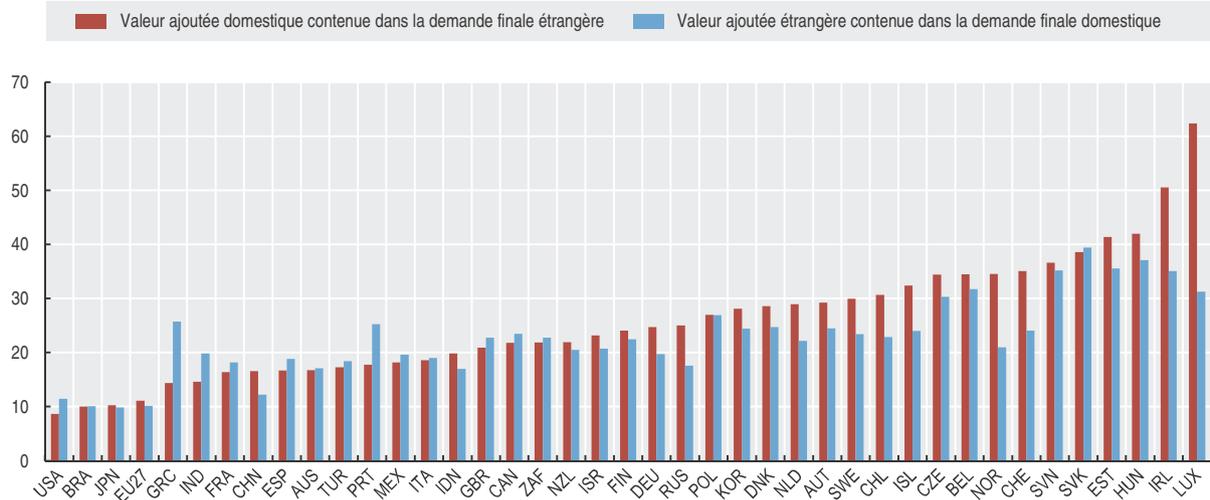
En pourcentage

	1995	2000	2005	2008	2009
Allemagne	18.7	24.4	25.6	27.8	26.6
Australie	11.8	13.5	13.0	13.9	12.5
Autriche	27.2	31.8	32.3	35.3	31.6
Belgique	39.0	42.7	42.2	40.4	35.0
Canada	23.5	30.9	25.1	21.3	19.5
Chili	15.1	18.0	17.6	20.7	18.5
Corée	23.7	32.9	37.7	43.4	40.6
Danemark	30.1	26.2	32.0	33.9	32.0
Espagne	20.6	27.0	27.8	24.9	20.7
Estonie	37.2	50.1	47.9	38.2	33.2
États-Unis	8.4	8.9	11.1	14.6	11.3
Finlande	26.5	31.4	34.1	36.7	33.8
France	17.8	24.5	24.8	27.3	24.8
Grèce	13.3	25.3	24.0	25.8	23.2
Hongrie	26.6	46.2	49.1	45.0	39.9
Irlande	38.4	50.6	47.0	45.6	42.3
Islande	33.2	37.2	38.9	35.7	36.6
Israël	28.6	33.8	38.0	34.9	30.6
Italie	21.9	25.3	27.1	22.8	20.1
Japon	6.9	9.9	13.8	19.4	14.8
Luxembourg	42.8	55.5	56.9	59.5	58.9
Mexique	26.5	31.8	30.7	30.6	30.3
Norvège	19.3	14.7	14.5	14.8	15.3
Nouvelle-Zélande	17.4	20.2	19.6	21.4	18.4
Pays-Bas	34.7	38.2	34.4	36.7	35.9
Pologne	15.4	23.3	30.7	30.6	27.9
Portugal	28.9	27.1	26.4	35.5	32.4
République slovaque	35.6	48.3	48.0	48.4	44.4
République tchèque	32.1	39.2	40.6	39.8	39.4
Royaume-Uni	20.7	18.4	20.3	18.9	17.3
Slovénie	30.7	37.5	41.1	39.0	34.4
Suède	27.8	31.6	32.8	35.0	33.6
Suisse	23.2	27.8	29.3	30.4	28.5
Turquie	11.2	15.3	20.8	26.3	21.8
UE-28	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	11.8	16.1	16.6	21.1	16.5
Brésil	9.7	11.5	13.0	11.5	9.0
Chine	11.9	18.8	36.4	33.3	32.6
Fédération de Russie	10.7	12.5	8.2	7.4	6.9
Inde	9.7	12.8	19.5	23.7	21.9
Indonésie	14.7	19.3	17.8	17.4	14.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038837>

Valeurs ajoutées domestiques et étrangères

En pourcentage du PNB, 2009



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036272>

ÉCHANGES EN VALEUR AJOUTÉE : RÔLE DES BIENS INTERMÉDIAIRES ET DES SERVICES

Les données sur les échanges en valeur ajoutée (ÉVA) soulignent l'importance que revêtent dans de nombreuses économies les importations intermédiaires utilisées pour produire des biens et services destinés à l'exportation. Elles mettent en évidence la nécessité d'avoir accès aux productions intermédiaires les plus efficaces – qu'elles soient d'origine locale ou importées – pour être compétitif sur les marchés internationaux, et le fait que les droits de douane prélevés sur les importations peuvent nuire à la compétitivité des exportateurs des secteurs d'aval. Ces données soulignent également le rôle crucial joué par les services d'amont dans la production des biens exportés et, par conséquent, l'importance de garantir l'accès des producteurs aux services les plus efficaces (qu'ils soient, là encore, fournis par des entreprises nationales, par des filiales étrangères ou sous forme d'importations directes).

Définition

Les produits intermédiaires réexportés correspondent à la part des importations intermédiaires qui sont utilisées (indirectement et directement) pour produire des biens et services destinés à

En bref

Dans la plupart des économies, environ un tiers des importations intermédiaires est destiné au marché d'exportation. Comme on pouvait s'y attendre, plus la taille d'une économie est réduite, plus cette part est élevée. Néanmoins, même aux États-Unis et au Japon, les deux pays de l'OCDE pour lesquels cette proportion est la plus faible, elle s'établit respectivement à 17 % et 23 % à l'échelle de l'ensemble de l'économie, sachant que ces pourcentages sont nettement plus élevés pour certains produits importés. Ainsi, au Japon, près de 40 % de toutes les importations intermédiaires de matériel de transport sont intégrés in fine dans les exportations.

Dans d'autres pays, la part des importations intermédiaires intégrées dans les exportations est sensiblement plus élevée. En Hongrie, par exemple, deux tiers de l'ensemble des importations intermédiaires sont destinés au marché d'exportation après avoir subi des opérations de transformation, cette proportion atteignant 85 % pour les importations intermédiaires de produits électroniques. En Chine, en Corée et au Mexique, environ trois quarts de l'ensemble des importations intermédiaires de produits électroniques sont intégrés dans les exportations. La base de données ÉVA révèle également que près de 80 % des importations intermédiaires chinoises de produits textiles sont intégrés in fine dans des exportations.

Les services représentent environ deux tiers du PIB dans la plupart des économies développées. Pourtant, en termes bruts, les échanges déclarés de services représentent à peine plus d'un quart du commerce total de biens et services des pays de l'OCDE. La prise en compte de la valeur ajoutée imputable aux services dans la production de biens montre cependant que le secteur des services contribue à hauteur de plus de 50 % aux exportations totales des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, et à hauteur de près d'un tiers dans le cas de la Chine, la part des services – fournis tant par des prestataires étrangers que nationaux – dans les exportations étant significative (généralement un tiers) pour tous les produits manufacturés.

l'exportation, en pourcentage des importations intermédiaires totales (par catégorie d'importations).

La valeur ajoutée totale imputable aux services locaux intégrée dans les exportations brutes mesure la contribution totale du secteur des services aux exportations en termes de valeur ajoutée, que celle-ci corresponde à des exportations directes de services ou qu'elle soit intégrée dans des exportations de biens dont la production fait appel à des services intermédiaires. Les données relatives à l'indicateur présenté sont ventilées en deux catégories, permettant de distinguer la valeur ajoutée attribuable aux exportations directes de services et celle intégrée dans les exportations de biens.

Comparabilité

Il importe de souligner que les indicateurs présentés dans la base de données ÉVA sont des estimations. Les statistiques officielles brutes sur les échanges internationaux produites par les organismes statistiques nationaux débouchent en effet sur une incohérence entre les données relatives aux exportations totales et aux importations totales à l'échelle mondiale, sachant que cette divergence est encore plus marquée lorsqu'on examine les échanges bilatéraux entre pays partenaires. Les tableaux d'entrées-sorties à l'échelle mondiale à partir desquels sont élaborés les indicateurs ÉVA éliminent naturellement ces écarts, notamment ceux imputables à des différences de traitement national des réexportations et du commerce de transit (via des plaques tournantes comme les Pays-Bas ou Hong Kong, par exemple), afin de donner une image cohérente des échanges mondiaux. Les exportations et importations totales des pays pour lesquels des données sont présentées concordent avec les estimations des comptes nationaux officiels. En revanche, les positions commerciales bilatérales qui figurent ici peuvent différer de celles publiées par les organismes statistiques nationaux.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Beltramello, A., K. De Backer et L. Moussié (2012), "The export performance of countries within global value chains (GVCs)", OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2012/02.
- De Backer, K. et N. Yamano (2012), "International comparative evidence on global value chains", OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2012/03.
- OCDE (2013), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques mensuelles du commerce international*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2013), *OCDE-OMC Note conceptuelle: Trade in value-added: concepts, methodologies and challenges*, Paris, OCDE.

Bases de données en ligne

- OECD/OMC (2013), *OCDE-OMC : Statistiques du commerce en valeur ajoutée*, (Base de données).

Sites Internet

- Mesurer les Échanges en Valeur Ajoutée : Une initiative conjointe de l'OCDE et de l'OMC, <http://oe.cd/tiva-fr>.



ÉCHANGES EN VALEUR AJOUTÉE : RÔLE DES BIENS INTERMÉDIAIRES ET DES SERVICES

Intermédiaires réexportés en pourcentage du total des importations de biens intermédiaires

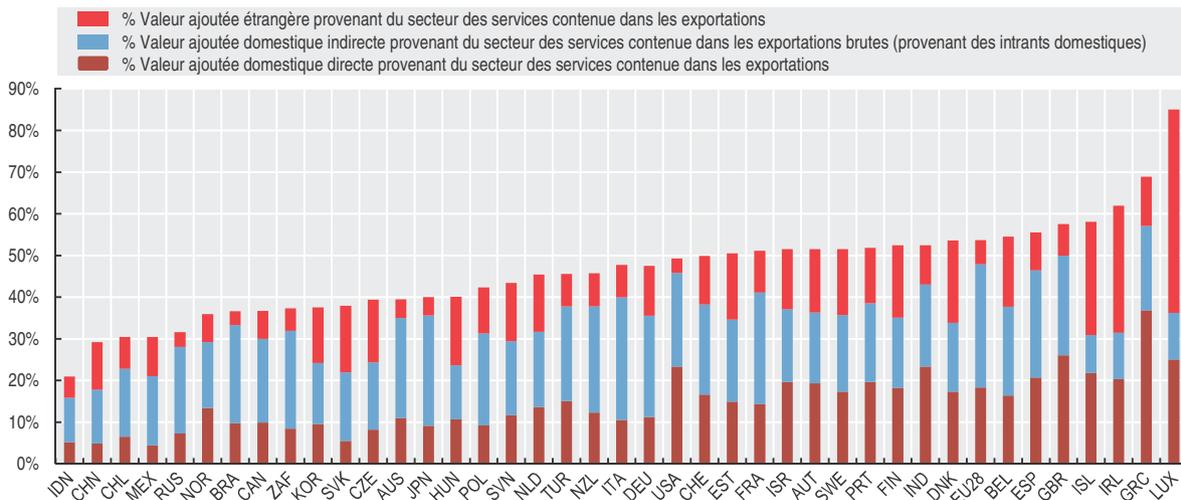
En pourcentage pour les industries sélectionnées, 2009

	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	Produits alimentaires, boissons et tabac	Textiles, articles d'habillement, cuir et chaussures	Production du bois, papier et du carton, imprimerie et édition	Produits chimiques et produits minéraux non métalliques	Métaux de base et fabrication d'ouvrages en métaux	Machines et matériel d'équipement	Véhicules automobiles et matériels de transport	Transport et entreposage, postes et télécommunications	Activités du secteur des entreprises
Allemagne	26.0	25.2	49.1	39.7	56.7	70.7	64.5	68.3	42.8	36.1
Australie	27.6	21.4	20.0	14.2	21.8	34.5	25.2	19.1	18.2	13.6
Autriche	46.5	38.3	71.9	52.8	52.0	64.0	64.9	78.2	41.6	49.8
Belgique	57.4	48.5	69.2	43.2	60.2	65.3	63.3	83.1	50.4	42.7
Canada	34.9	26.9	34.4	25.4	34.8	41.5	38.9	57.5	20.9	21.1
Chili	35.9	32.5	19.9	41.6	35.0	29.0	32.7	31.0	33.4	28.3
Corée	21.8	16.7	50.2	35.1	57.8	62.3	54.5	54.2	49.0	43.6
Danemark	60.4	49.3	59.2	32.5	52.9	59.6	54.2	59.3	71.8	27.0
Espagne	20.0	14.5	48.0	23.8	32.5	36.4	26.5	44.5	29.1	21.0
Estonie	62.8	49.1	81.5	61.7	56.4	72.4	63.2	56.2	59.3	46.2
États-Unis	15.0	9.6	14.2	12.4	18.2	27.5	18.8	19.5	10.7	9.6
Finlande	27.9	20.7	36.1	34.1	39.7	52.7	49.6	48.3	33.5	60.6
France	31.6	22.5	50.5	26.4	42.5	47.1	43.4	63.1	27.1	24.2
Grèce	12.5	8.3	23.8	14.7	21.9	21.7	22.5	27.4	45.3	15.8
Hongrie	42.1	37.7	69.8	47.4	56.5	69.9	72.7	74.2	45.7	43.5
Irlande	85.3	64.2	51.5	63.6	60.9	49.8	50.4	60.7	69.3	71.3
Islande	55.7	41.9	44.5	21.7	38.8	43.0	40.5	34.8	34.8	47.8
Israël	19.4	17.1	46.0	43.6	42.6	42.4	29.4	38.6	33.2	51.3
Italie	21.8	17.3	46.5	29.0	36.0	52.0	41.6	37.7	24.0	23.8
Japon	5.4	5.5	14.8	12.2	22.1	38.6	32.1	38.3	12.6	9.1
Luxembourg	77.7	30.4	74.5	81.7	80.8	88.8	80.9	86.9	87.8	75.7
Mexique	13.8	14.8	51.6	30.8	31.0	45.0	53.6	56.9	29.1	18.2
Norvège	34.2	36.1	39.5	19.6	42.3	62.8	51.8	33.7	43.9	34.3
Nouvelle-Zélande	54.1	44.9	38.5	29.6	38.3	37.3	26.6	24.0	27.7	27.3
Pays-Bas	73.3	64.9	52.0	40.3	72.9	63.8	59.2	63.3	39.3	46.1
Pologne	32.1	29.3	70.4	39.9	42.0	59.3	43.6	59.5	34.7	28.3
Portugal	24.8	16.4	62.0	35.5	36.6	51.5	34.4	74.4	34.6	23.1
République slovaque	48.8	41.5	85.3	58.4	63.1	73.4	67.9	83.4	40.3	38.0
République tchèque	34.0	30.0	68.4	51.4	60.5	68.6	55.5	70.9	38.8	31.8
Royaume-Uni	23.5	16.7	34.7	25.0	32.3	53.5	35.6	35.0	23.2	21.3
Slovénie	39.8	32.4	79.5	60.5	59.5	76.9	62.3	77.3	47.9	32.1
Suède	35.1	22.4	45.2	45.7	54.7	69.6	60.6	66.8	39.1	44.7
Suisse	45.1	38.5	60.9	46.4	67.6	74.0	63.2	50.2	46.1	49.1
Turquie	11.9	10.9	33.6	24.1	26.5	50.2	28.3	42.4	23.6	17.6
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	19.6	19.4	23.6	22.9	24.3	34.0	34.4	26.2	32.2	15.9
Brésil	20.7	16.5	11.7	14.9	16.4	19.3	18.4	13.9	10.6	9.1
Chine	44.1	32.1	80.6	49.2	49.1	52.3	48.8	37.9	37.7	42.1
Fédération de Russie	11.1	8.7	18.9	22.0	31.4	37.5	32.1	24.0	23.6	17.1
Inde	18.1	17.6	33.1	27.4	20.9	19.8	37.5	27.7	20.2	41.2
Indonésie	16.8	15.1	38.0	19.7	21.1	10.7	33.3	16.2	16.3	10.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038856>

Valeur ajoutée domestique directe provenant du secteur des services contenue dans les exportations brutes

En pourcentage des exportations brutes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036291>

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

L'investissement direct étranger (IDE) est un élément central du processus d'intégration économique internationale. L'IDE crée des liens directs, stables et durables entre les économies. Il favorise les transferts de technologies et de savoir-faire entre les pays, et permet à l'économie d'accueil de promouvoir plus largement ses produits sur les marchés internationaux. L'IDE représente aussi une source de fonds supplémentaire pour l'investissement productif, et peut constituer, dans un cadre d'action publique adéquat, un vecteur important de développement.

Définition

L'IDE se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'un pays donné dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La notion d'intérêt durable suppose qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, et que l'investisseur exerce une influence notable sur la gestion. Cette influence est évaluée à l'aune de la participation au capital, qui doit représenter au moins 10 % des droits de vote.

Les stocks d'investissements entrants à une date donnée désignent les investissements directs détenus par des non-résidents dans l'économie déclarante ; les stocks d'investisse-

ments sortants sont les investissements directs détenus par l'économie déclarante à l'étranger. Les flux correspondants se rapportent aux investissements réalisés pendant une période donnée. Un solde négatif des flux témoigne généralement de cessions d'actifs ou de remboursements de montants importants au titre de prêts interentreprises.

L'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE de l'OCDE mesure le caractère restrictif des règles d'un pays en matière d'IDE, en fonction de quatre types de restrictions : seuils autorisés pour les participations étrangères, mécanismes de filtrage ou d'autorisation, restrictions à l'emploi d'étrangers à des postes clés et restrictions à l'exploitation.

Comparabilité

La comparabilité des statistiques d'IDE s'est beaucoup améliorée ces dernières années, mais des asymétries demeurent entre les entrées et les sorties d'IDE.

La composition de l'agrégat UE a varié dans le temps : EU 15 jusqu'en 2003 ; EU 25 entre 2004 et 2006 ; puis EU 27 pour 2007-12. Les données ne tiennent pas compte des entités à vocation spéciale (EVS) pour ce qui concerne l'Autriche, la Hongrie, le Luxembourg (stocks d'IDE uniquement) et les Pays-Bas.

L'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE de l'OCDE est appliqué à 22 secteurs. Il a été établi à ce jour pour six exercices : 1997, 2003, 2006, 2010, 2011 et 2012. Les restrictions sont notées sur une échelle de 0 (secteur ouvert) à 1 (secteur fermé). L'absence de note correspond à l'absence de restrictions.

En bref

L'IDE a reculé en 2012, après deux années consécutives de reprise. Les sorties d'IDE au niveau mondial ont diminué de 20 % en 2012 pour s'établir à 1 331 milliards USD, alors qu'elles avaient augmenté de 20 % en 2010 et 2011, demeurant à un niveau comparable à l'IDE sortant enregistré en 2010 mais bien en-deçà de leur pic historique de 2007 (2 173 milliards USD). Les investisseurs de l'OCDE représentent 74 % environ des sorties mondiales d'IDE (982 milliards USD), soit une baisse de 23 % par rapport à 2011. Les trois premiers pays investisseurs sont les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, qui totalisent 44 % des sorties mondiales d'IDE. Les investisseurs de l'Union européenne ont réalisé globalement 21 % des sorties mondiales d'IDE (soit 282 milliards USD), un repli par rapport au pourcentage constant observé depuis 2009 (autour de 30 %) et un niveau bien inférieur à celui de 2008, lorsque l'UE réalisait à elle seule 51 % de l'IDE sortant au niveau mondial.

En 2012, quatre pays ont accueilli à eux seuls 40 % des entrées mondiales d'IDE : la Chine qui, avec 253 milliards USD, se taille la part du lion, les États-Unis (166 milliards USD), le Brésil (65 milliards USD) et le Royaume-Uni (63 milliards USD). Les pays de l'OCDE ont été destinataires de 42 % seulement des entrées mondiales d'IDE (contre 87 % en 2000), qui se sont établies à 578 milliards USD, soit un repli de 37 % par rapport à 2011.

L'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE de l'OCDE montre que des différences majeures subsistent entre les pays eu égard aux restrictions appliquées à l'investissement direct étranger. Les pays d'Asie et ceux disposant d'importantes matières premières appliquent généralement plus de restrictions. Lorsqu'il est combiné à des indicateurs mesurant d'autres aspects de l'IDE, cet indice aide à expliquer les différences dans la capacité des pays à attirer les investisseurs étrangers.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur l'investissement direct international* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Measuring Globalisation: OECD Economic Globalisation Indicators 2010*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux 2008*, Quatrième édition, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Investissement international, www.oecd.org/daf/investissement.



Stocks d'IDE sortants et entrants

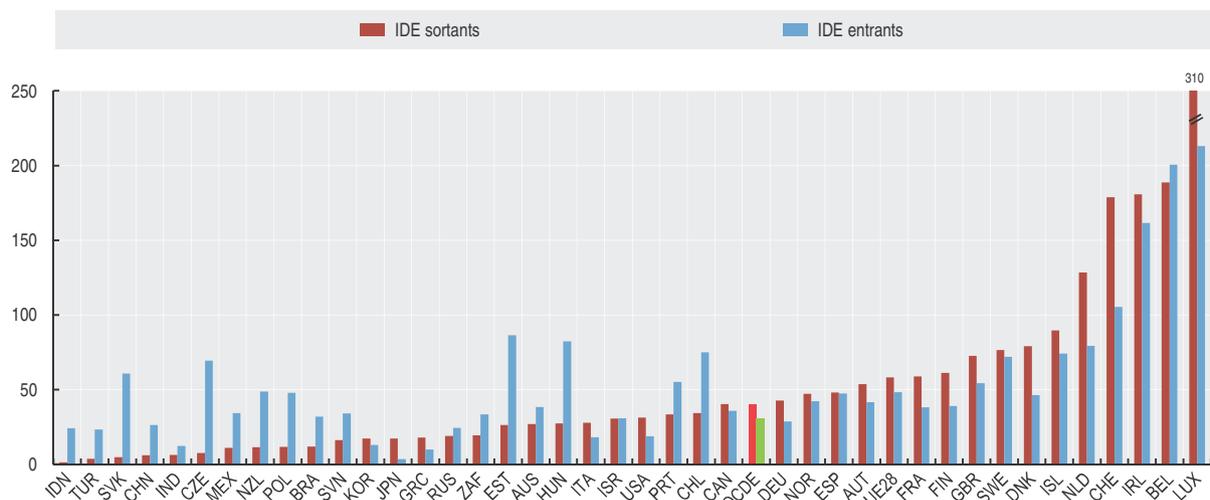
Millions de dollars des EU

	Stocks d'IDE sortants						Stocks d'IDE entrants					
	1990	1995	2000	2010	2011	2012	1990	1995	2000	2010	2011	2012
Allemagne	130 760	233 107	486 750	1 365 645	1 356 021	1 461 761	74 067	104 367	462 564	943 791	927 452	980 687
Australie	37 491	60 484	95 978	413 525	378 671	424 489	80 333	111 310	118 858	508 794	546 024	604 257
Autriche	4 747	11 832	24 820	176 510	189 546	212 269	11 098	21 363	31 165	161 144	153 060	164 380
Belgique	40 636	80 690	179 773	873 864	943 201	911 609	58 388	112 960	181 650	950 027	1 002 717	968 338
Canada	84 813	118 106	237 647	636 712	660 746	715 053	112 850	123 182	212 723	591 873	586 999	636 972
Chili	..	..	11 154	54 772	74 889	91 847	..	..	45 753	154 646	168 338	201 300
Corée	..	..	..	143 160	171 530	196 410	..	..	..	134 230	133 660	147 230
Danemark	..	..	73 117	222 242	231 081	248 890	..	..	73 585	140 250	140 092	145 958
Espagne	15 652	31 037	129 192	653 228	656 690	635 605	65 916	110 291	156 347	628 333	617 031	627 661
Estonie	..	..	256	5 698	4 729	5 879	..	..	2 611	16 474	16 960	19 349
États-Unis	616 655	885 506	1 531 607	4 273 559	4 663 142	5 077 750	505 346	680 066	1 421 017	2 623 646	2 879 531	3 057 326
Finlande	11 227	14 993	52 109	137 662	133 773	151 374	5 132	8 465	24 272	86 697	89 227	96 636
France	110 121	204 430	445 087	1 482 281	1 478 618	1 540 087	84 931	191 433	259 773	955 138	953 938	997 854
Grèce	..	..	5 852	42 623	48 041	44 960	..	..	14 113	35 025	29 058	24 763
Hongrie	..	278	1 279	20 435	23 861	34 079	569	11 304	22 856	90 780	84 541	102 512
Irlande	..	..	27 925	340 110	330 793	379 982	..	..	127 088	285 572	290 479	339 727
Islande	75	179	663	11 466	11 521	12 165	147	129	497	11 784	12 656	10 065
Israël	..	758	9 091	68 973	70 815	73 978	365	5 741	22 367	60 237	65 014	74 403
Italie	60 195	106 319	180 274	489 654	519 977	559 132	60 009	65 347	121 169	328 055	339 250	363 677
Japon	201 440	238 452	278 441	831 110	955 854	1 037 700	9 850	33 508	50 322	214 890	225 785	205 754
Luxembourg	..	..	..	176 516	156 644	159 322	..	..	..	156 589	180 791	117 436
Mexique	..	..	..	108 717	98 520	131 039	22 424	41 130	97 170	363 010	350 977	402 949
Norvège	10 889	22 521	22 937	188 002	207 342	236 524	12 404	19 836	25 282	174 569	182 581	211 764
Nouvelle-Zélande	3 320	7 676	6 065	16 101	18 843	19 019	8 065	25 728	28 070	67 706	73 641	81 358
Pays-Bas	105 085	172 348	305 458	956 025	981 283	988 550	68 699	115 756	243 730	586 069	606 956	611 231
Pologne	..	539	1 018	44 444	52 849	57 367	109	7 843	34 233	215 639	203 111	235 113
Portugal	..	..	19 793	66 732	72 225	71 253	..	18 973	32 043	111 685	111 822	117 149
République slovaque	..	139	373	3 334	4 209	4 412	..	1 297	4 761	50 283	51 290	55 810
République tchèque	..	345	738	14 923	13 214	15 176	..	7 350	21 647	128 505	120 569	136 443
Royaume-Uni	236 118	330 665	923 366	1 626 819	1 696 243	1 793 240	233 305	226 626	463 134	1 162 649	1 184 547	1 341 827
Slovénie	..	727	870	8 179	7 821	7 387	..	2 617	3 278	14 598	15 157	15 467
Suède	50 720	73 143	123 260	372 955	376 677	402 782	12 636	31 089	93 998	347 163	344 100	378 344
Suisse	66 087	142 481	232 176	1 032 802	1 063 132	1 129 376	34 245	57 064	86 810	617 703	644 912	665 596
Turquie	..	..	3 668	22 509	27 681	29 668	..	..	18 812	186 980	134 665	183 736
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	9 099 676	9 297 425	9 700 880	..	..	..	7 569 970	7 643 400	8 034 994
OCDE	1 786 030	2 736 756	5 410 736	16 881 287	17 680 184	18 860 133	1 460 888	2 134 773	4 501 698	13 104 535	13 466 932	14 323 071
Afrique du Sud	15 010	23 301	32 325	89 453	78 473	..	9 198	15 014	43 451	153 133	134 350	..
Brésil	..	..	..	191 349	206 187	270 864	..	..	..	682 346	695 103	718 870
Chine	..	..	..	317 210	424 780	502 750	..	..	..	1 569 604	1 906 908	2 159 551
Fédération de Russie	..	2 420	20 141	366 301	361 452	387 217	..	345	32 204	490 560	454 949	497 820
Inde	..	..	2 609	96 911	109 519	118 167	..	..	20 278	205 603	206 454	226 370
Indonésie	..	..	..	6 672	6 204	12 394	..	..	..	160 735	185 804	211 900

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038875>

Stocks d'IDE

En pourcentage du PIB, 2012 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036310>

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

Flux entrants et sortants d'investissement direct

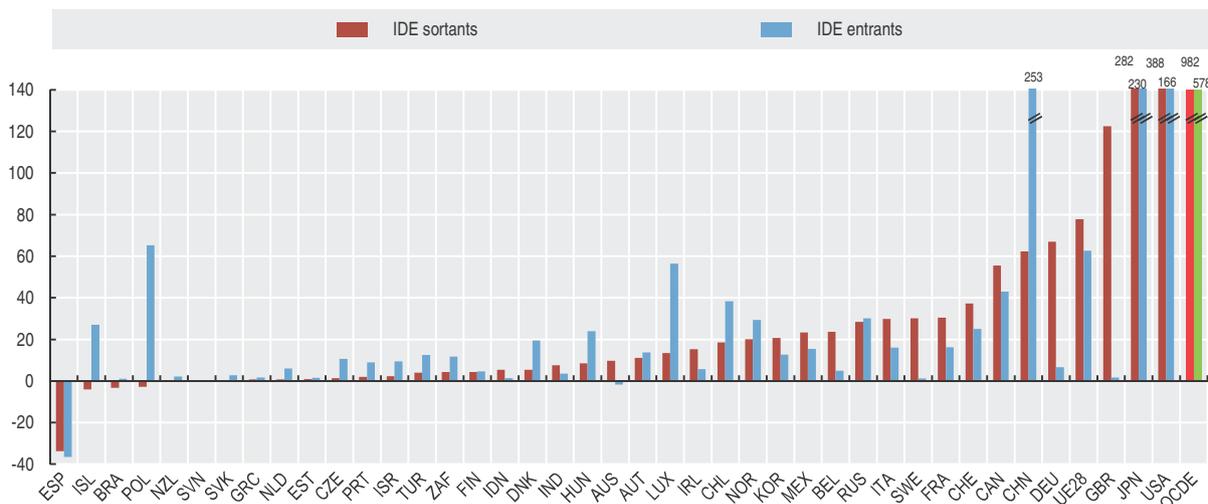
Millions de dollars des EU

	Flux sortants d'investissement direct						Flux entrants d'investissement direct					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	170 650	72 617	69 647	121 533	52 215	66 951	80 223	8 093	22 461	57 432	48 982	6 567
Australie	16 972	33 921	15 470	24 957	13 814	13 430	45 530	46 801	27 472	36 685	66 076	56 422
Autriche	39 034	29 395	10 007	9 995	21 896	15 310	31 159	6 845	9 304	838	10 628	5 762
Belgique	80 141	220 595	7 527	24 538	96 875	-33 820	93 448	193 575	60 966	77 020	119 130	-36 603
Canada	64 621	79 236	39 660	34 721	52 144	55 457	116 809	61 520	22 733	28 399	39 667	43 034
Chili	2 573	8 041	7 256	8 331	19 539	20 063	12 534	15 150	12 911	14 244	22 096	29 296
Corée	19 720	20 251	17 197	23 278	20 355	23 627	1 784	3 311	2 249	1 094	4 661	4 999
Danemark	20 624	13 264	6 320	-109	13 347	5 386	11 815	1 827	3 942	-11 549	12 712	1 309
Espagne	137 078	74 573	13 072	37 846	36 611	-4 081	64 277	76 843	10 406	39 875	26 841	27 063
Estonie	1 746	1 112	1 549	142	-1 454	952	2 725	1 729	1 839	1 600	341	1 517
États-Unis	414 039	329 080	310 383	301 079	409 005	388 293	221 166	310 091	150 443	205 851	230 224	166 411
Finlande	7 202	9 279	5 681	10 168	5 016	7 546	12 455	-1 142	718	7 359	2 552	3 553
France	164 341	154 747	107 142	64 576	59 609	37 210	96 240	64 060	24 216	33 628	38 582	25 094
Grèce	5 247	2 413	2 055	1 558	1 774	678	2 112	4 490	2 435	330	1 144	1 741
Hongrie	3 622	2 230	1 885	1 149	4 682	11 152	5 447	6 313	1 997	2 204	5 856	13 786
Irlande	21 150	18 912	26 617	22 350	-1 166	18 526	24 712	-16 421	25 717	42 807	23 566	38 329
Islande	10 181	-4 206	2 291	-2 357	23	-3 197	6 822	917	86	246	1 108	1 087
Israël	8 604	7 210	1 695	9 088	5 329	2 352	8 798	10 877	4 438	5 510	10 765	9 482
Italie	90 795	66 870	21 277	32 657	53 677	29 767	40 209	-10 814	20 078	9 179	34 355	16 026
Japon	73 545	127 981	74 698	56 276	114 300	122 515	22 548	24 417	11 938	-1 251	-1 758	1 730
Luxembourg	73 364	11 737	6 709	20 842	9 053	9 688	-28 265	11 195	20 667	35 661	13 302	-1 690
Mexique	8 256	1 157	9 604	15 050	12 636	23 404	31 552	27 729	16 605	22 563	23 553	15 453
Norvège	10 442	20 376	19 159	23 238	26 514	20 766	7 993	10 237	16 637	17 043	19 617	12 732
Nouvelle-Zélande	3 702	-239	-308	591	2 520	-509	3 440	4 984	-1 293	636	4 312	2 201
Pays-Bas	55 618	68 202	34 473	68 345	41 049	4 352	119 406	4 540	38 612	-7 325	19 924	11 661
Pologne	5 410	4 413	4 701	7 228	8 169	728	23 582	14 833	12 936	13 879	20 652	6 067
Portugal	5 494	2 736	817	-7 494	14 919	1 916	3 063	4 656	2 707	2 646	11 160	8 919
République slovaque	600	529	905	946	491	-74	3 583	4 685	-6	1 770	2 145	2 827
République tchèque	1 621	4 322	950	1 168	-328	1 343	10 446	6 449	2 929	6 147	2 323	10 614
Royaume-Uni	325 473	182 437	39 325	39 489	106 663	77 723	200 068	88 678	76 375	50 587	51 133	62 683
Slovénie	1 865	1 465	260	-212	118	-273	1 515	1 944	-653	359	999	-59
Suède	38 811	31 298	25 910	20 193	28 207	30 511	28 849	36 855	10 034	-64	9 262	16 149
Suisse	51 036	45 312	26 428	79 342	53 500	30 081	32 446	15 137	28 945	32 161	23 854	1 177
Turquie	2 106	2 549	1 554	1 464	2 349	4 074	22 047	19 504	8 409	9 036	16 047	12 519
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	1 252 662	977 925	387 322	477 943	553 875	281 828	856 720	538 522	359 860	371 722	465 500	230 349
OCDE	1 935 681	1 643 813	911 915	1 051 965	1 283 451	981 844	1 360 535	1 059 904	649 252	736 597	915 808	577 857
Afrique du Sud	2 966	-3 134	1 151	-76	2 785	4 369	5 695	9 007	5 696	1 228	6 004	4 572
Brésil	7 067	20 457	-10 084	11 589	-1 029	-2 832	34 585	45 058	25 949	48 506	66 661	65 263
Chine	17 155	56 742	43 890	57 954	48 400	62 400	156 249	171 535	131 057	243 703	280 000	253 400
Fédération de Russie	44 927	56 736	34 450	41 116	48 635	28 423	54 468	75 856	27 752	31 668	36 868	30 188
Inde	17 281	19 257	15 928	15 346	12 608	8 553	25 483	43 407	35 597	27 396	36 498	23 996
Indonésie	4 675	5 900	2 249	2 664	7 713	5 422	6 929	9 318	4 878	13 771	19 242	19 404

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038894>

Flux des investissements directs

Milliards de dollars des EU, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036329>



Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE

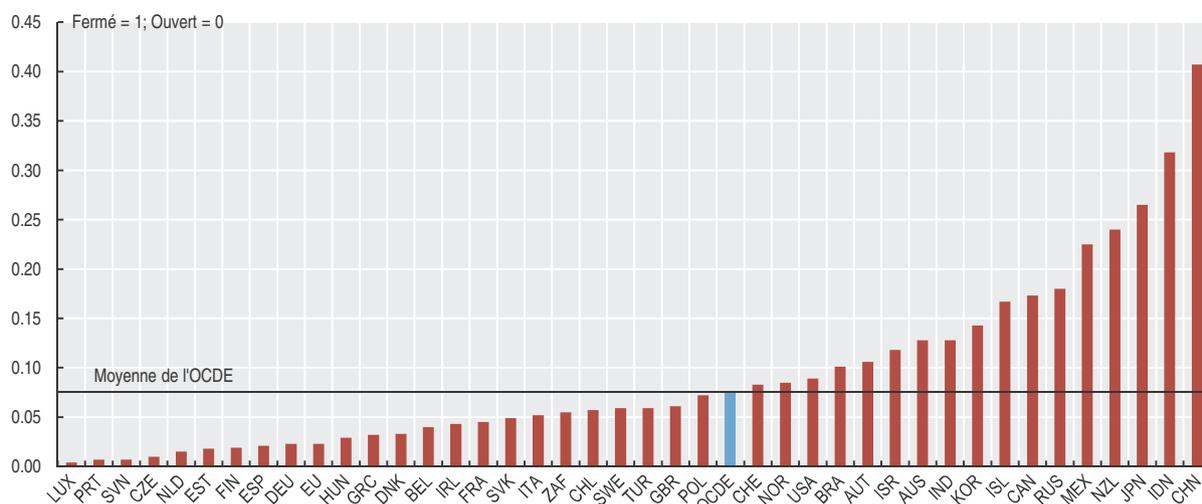
2012

	Total index IDE	Secteur primaire	Industries manufacturières	Électricité	Distribution	Transport	Média	Communication	Services financiers	Services marchands
Allemagne	0.023	0.069	0.000	0.000	0.000	0.200	0.025	0.000	0.005	0.000
Australie	0.128	0.078	0.075	0.075	0.075	0.267	0.200	0.400	0.133	0.078
Autriche	0.106	0.150	0.000	1.000	0.000	0.182	0.000	0.000	0.002	0.322
Belgique	0.040	0.035	0.023	0.023	0.023	0.114	0.023	0.023	0.024	0.248
Canada	0.173	0.198	0.110	0.110	0.110	0.277	0.710	0.575	0.077	0.110
Chili	0.057	0.150	0.000	0.000	0.000	0.413	0.188	0.000	0.017	0.013
Corée	0.143	0.250	0.000	0.417	0.000	0.508	0.563	0.500	0.050	0.000
Danemark	0.033	0.056	0.000	0.000	0.000	0.083	0.000	0.000	0.002	0.363
Espagne	0.021	0.011	0.000	0.000	0.000	0.075	0.225	0.000	0.002	0.113
Estonie	0.018	0.023	0.000	0.000	0.000	0.150	0.000	0.000	0.002	0.000
États-Unis	0.089	0.181	0.000	0.197	0.000	0.550	0.250	0.110	0.042	0.000
Finlande	0.019	0.015	0.009	0.084	0.009	0.092	0.009	0.009	0.011	0.046
France	0.045	0.155	0.000	0.000	0.000	0.150	0.048	0.000	0.054	0.003
Grèce	0.032	0.079	0.000	0.000	0.000	0.150	0.113	0.000	0.020	0.056
Hongrie	0.029	0.000	0.000	0.000	0.000	0.167	0.000	0.000	0.005	0.000
Irlande	0.043	0.135	0.000	0.000	0.000	0.125	0.000	0.000	0.009	0.000
Islande	0.167	0.241	0.112	0.562	0.112	0.204	0.112	0.112	0.119	0.112
Israël	0.118	0.060	0.020	0.770	0.020	0.403	0.264	0.395	0.037	0.020
Italie	0.052	0.130	0.000	0.000	0.000	0.200	0.363	0.000	0.018	0.000
Japon	0.265	1.000	0.077	0.000	0.000	0.667	0.200	0.480	0.000	0.000
Luxembourg	0.004	0.000	0.000	0.000	0.000	0.075	0.000	0.000	0.002	0.000
Mexique	0.225	0.394	0.103	0.100	0.175	0.528	0.663	0.350	0.133	0.100
Norvège	0.085	0.156	0.000	0.000	0.000	0.350	0.125	0.000	0.067	0.313
Nouvelle-Zélande	0.240	0.325	0.200	0.200	0.200	0.283	0.200	0.400	0.233	0.200
Pays-Bas	0.015	0.062	0.000	0.000	0.000	0.083	0.000	0.000	0.002	0.000
Pologne	0.072	0.050	0.000	0.000	0.000	0.092	0.298	0.075	0.003	0.000
Portugal	0.007	0.006	0.000	0.000	0.000	0.083	0.000	0.000	0.017	0.000
République slovaque	0.049	0.000	0.000	0.000	0.000	0.075	0.000	0.000	0.002	0.000
République tchèque	0.010	0.025	0.000	0.000	0.000	0.075	0.000	0.000	0.010	0.000
Royaume-Uni	0.061	0.160	0.023	0.023	0.023	0.114	0.248	0.023	0.024	0.023
Slovénie	0.007	0.000	0.000	0.000	0.000	0.150	0.000	0.000	0.002	0.000
Suède	0.059	0.138	0.000	0.000	0.000	0.292	0.200	0.200	0.002	0.051
Suisse	0.083	0.000	0.000	0.500	0.000	0.250	0.467	0.000	0.067	0.000
Turquie	0.059	0.013	0.000	0.000	0.000	0.383	0.200	0.000	0.000	0.125
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	0.076	0.128	0.022	0.119	0.022	0.230	0.167	0.107	0.035	0.067
Afrique du Sud	0.055	0.010	0.010	0.010	0.010	0.193	0.298	0.010	0.052	0.260
Brésil	0.101	0.188	0.025	0.025	0.025	0.275	0.550	0.025	0.108	0.025
Chine	0.407	0.454	0.189	0.463	0.233	0.633	1.000	0.750	0.510	0.350
Fédération de Russie	0.180	0.157	0.092	0.030	0.050	0.350	0.350	0.100	0.432	0.175
Inde	0.280	0.407	0.053	0.064	0.250	0.179	0.395	0.425	0.329	0.563
Indonésie	0.318	0.324	0.070	0.110	0.435	0.423	1.000	0.410	0.206	0.579

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038913>

Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE

2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036348>

BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde des opérations courantes correspond à la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger. Si ce solde est positif, l'économie pourra utiliser l'excédent pour rembourser une partie de sa dette extérieure, acquérir des actifs étrangers ou prêter des fonds au reste du monde. S'il est négatif, ce déficit devra être financé par des emprunts extérieurs, ou par la liquidation d'avoirs extérieurs acquis antérieurement.

Définition

Les opérations courantes sont constituées des opérations suivantes : exportations et importations de biens, importations et exportations de services (voyages, transport international de marchandises et de passagers, assurances et services financiers, etc.) ; flux de revenus, composés de salaires et traitements, de dividendes, d'intérêts et d'autres revenus d'investissement (à savoir les revenus de la propriété dans le système de comptabilité nationale) ; transferts courants, tels que les transferts des administrations publiques (la coopération internationale), les envois de fonds des travailleurs et d'autres transferts comme les dons, les héritages, les prix de loteries.

En bref

Les soldes des opérations courantes en pourcentage du PIB sont négatifs depuis 2000 pour les pays de l'OCDE suivants : Australie, République tchèque, Grèce, Italie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis. La raison tient en partie au mode de traitement des bénéfices des entreprises d'investissement direct, mais aussi à la crise financière mondiale et à ses effets persistants sur les flux d'échanges mondiaux. La balance des investissements de portefeuille ainsi que la balance des échanges de biens ont eu un impact significatif sur l'évolution des soldes des opérations courantes, jusqu'à la crise récente qui a frappé l'économie mondiale. Les pays de l'OCDE qui ont enregistré un excédent de leur balance des opérations courantes tout au long de la période de crise (depuis 2007) sont l'Autriche, le Danemark, l'Allemagne, Israël, le Japon, la Corée, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse.

La balance des opérations courantes, selon la moyenne établie pour la période 2009-12, présente un déficit qui atteint 5 % du PIB, voire plus, en Grèce, en Islande, au Portugal et en Turquie. Des excédents de plus de 5 % ont été enregistrés au Danemark, en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède, en Suisse et dans la Fédération de Russie.

S'agissant des économies émergentes, l'Indonésie a enregistré en 2012 le premier déficit de ses paiements courants depuis le début de la série statistique, en 2000. La balance des opérations courantes de l'Afrique du Sud est en déficit depuis 2002, tandis que celle de la Chine et de la Fédération de Russie est excédentaire depuis 2000, signe dans le cas de cette dernière de la bonne santé de ses exportations de ressources naturelles et, dans le cas de la Chine, de l'importance de ses exportations manufacturières.

Les revenus d'investissement comprennent les bénéfices réinvestis (c'est-à-dire non distribués sous forme de dividendes à l'investisseur direct) des filiales étrangères. En général, les bénéfices des entreprises d'investissement direct sont traités comme s'ils étaient transférés à l'étranger à l'investisseur direct, la partie qui reste effectivement dans l'économie de résidence des entreprises d'investissement direct apparaissant sous la forme d'un revenu d'investissement direct bénéfiques réinvestis (débit) dans les comptes courants et, (avec le signe opposé) comme des investissements directs étrangers dans le compte financier.

Comparabilité

Les données sont empruntées aux statistiques de la balance des paiements, établies conformément à la 5^e édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) du Fonds monétaire international (FMI). Les données concernant l'Australie, le Canada, le Chili et la Corée (en partie) sont déjà actualisées et présentées conformément à la nouvelle édition du Manuel (MBP6). D'ici la fin de 2014, la plupart des pays de l'OCDE seront passés de la 5^e à la 6^e édition du Manuel. Le FMI assure un suivi rigoureux des statistiques de la balance des paiements publiées par ses pays membres, dans le cadre de réunions régulières de statisticiens spécialistes de la balance des paiements. Les données sont donc relativement comparables d'un pays à l'autre.

Étant donné que tous les bénéfices des entreprises d'investissement direct sont considérés comme étant rapatriés vers l'investisseur direct – alors que ces entreprises peuvent en pratique en conserver une grande partie dans leur économie de résidence – l'existence d'entreprises de ce type dans une économie tend à réduire le solde de ses opérations courantes.

Il convient aussi de noter que les revenus des investissements de portefeuille jouent un rôle d'importance croissante dans le solde des opérations courantes.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Fonds monétaire international (FMI) (2009), *Balance of Payments and International Investment Position Manual*, 6^{ème} édition, FMI, Washington DC.
- OCDE, et al. (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Les Nations-Unies.

Bases de données en ligne

- *Principaux indicateurs économiques*
- *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*

Sites Internet

- Sources & méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/fr/eco/perspectives/sources-et-methodes.htm.



Balance des opérations courantes

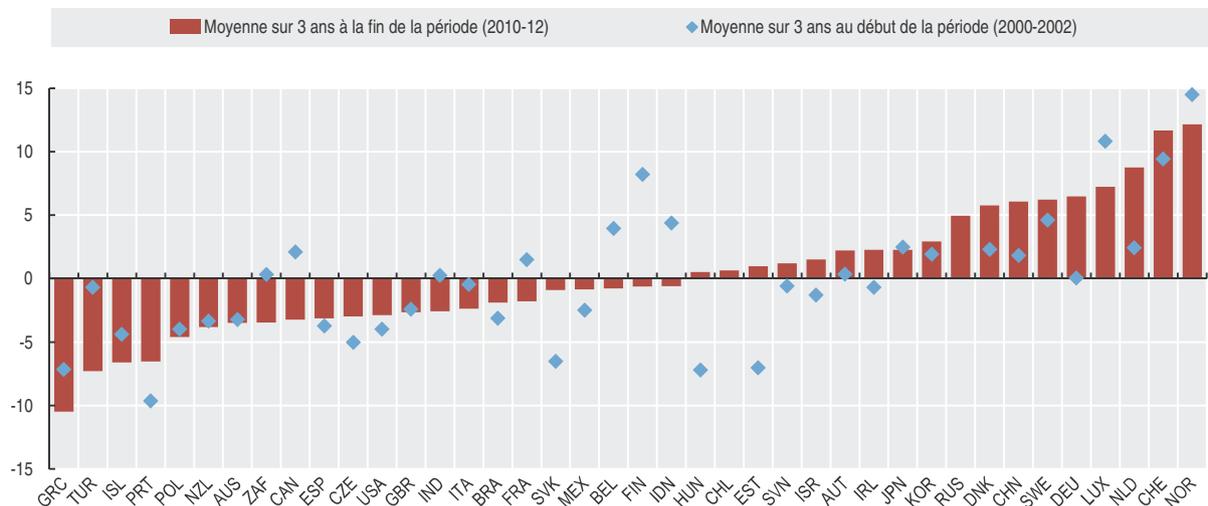
En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	-1.8	0.0	2.0	1.9	4.6	5.0	6.2	7.5	6.2	6.0	6.1	6.2	7.1
Australie	-3.9	-2.1	-3.7	-5.4	-6.2	-5.9	-5.8	-6.7	-4.9	-4.6	-3.5	-2.8	-4.1
Autriche	-0.7	-0.8	2.7	1.7	2.2	2.2	2.8	3.5	4.9	2.7	3.4	1.6	1.6
Belgique	4.0	3.4	4.5	3.4	3.2	2.0	1.8	1.9	-1.3	-0.7	1.1	-1.2	-2.2
Canada	2.5	2.1	1.7	1.1	2.3	1.8	1.4	0.8	0.1	-2.9	-3.5	-2.8	-3.4
Chili	..	..	..	-1.2	2.6	1.5	4.6	4.2	-3.4	1.9	1.4	-1.3	-3.5
Corée	2.8	1.7	1.3	2.4	4.7	2.2	1.4	2.1	0.6	3.7	2.7	2.3	3.8
Danemark	1.6	2.5	2.8	3.4	2.2	4.3	3.0	1.3	2.6	3.4	5.9	5.6	5.7
Espagne	-4.0	-4.0	-3.3	-3.5	-5.3	-7.4	-9.0	-10.0	-9.6	-4.8	-4.5	-3.8	-1.1
Estonie	-5.3	-5.1	-10.6	-11.3	-11.2	-9.9	-15.3	-16.0	-9.1	2.9	2.8	1.9	-1.8
États-Unis	-4.0	-3.7	-4.2	-4.5	-5.1	-5.6	-5.8	-4.9	-4.6	-2.6	-3.0	-2.9	-2.7
Finlande	7.7	8.4	8.5	4.8	6.0	3.4	4.1	4.1	2.6	1.8	1.4	-1.5	-1.8
France	1.4	1.8	1.3	0.7	0.5	-0.5	-0.6	-1.0	-1.8	-1.3	-1.4	-1.8	-2.2
Grèce	-7.8	-7.2	-6.5	-6.6	-5.8	-7.6	-11.4	-14.6	-14.9	-11.3	-10.2	-10.0	-2.5
Hongrie	-8.6	-6.1	-6.9	-8.0	-8.6	-7.4	-7.4	-7.2	-7.3	-0.2	0.2	0.4	0.9
Irlande	-0.4	-0.7	-1.1	0.0	-0.6	-3.5	-3.6	-5.4	-5.6	-2.3	1.1	1.2	4.4
Islande	-10.1	-4.6	1.5	-4.8	-9.8	-16.2	-23.9	-16.1	-24.6	-11.8	-8.0	-6.4	-5.4
Israël	-1.5	-1.5	-0.9	0.6	1.4	3.1	4.2	3.5	1.3	3.3	3.3	1.0	0.1
Italie	-0.5	-0.1	-0.8	-1.3	-0.9	-1.7	-2.6	-2.4	-2.9	-2.0	-3.5	-3.1	-0.5
Japon	2.5	2.1	2.8	3.2	3.7	3.7	3.9	4.8	3.3	2.9	3.7	2.0	1.1
Luxembourg	13.5	8.8	10.2	8.3	12.1	11.3	10.1	10.0	5.4	7.3	7.9	6.9	6.9
Mexique	-2.9	-2.6	-2.0	-1.1	-0.9	-1.0	-0.8	-1.4	-1.8	-0.9	-0.3	-1.0	-1.2
Norvège	14.9	16.1	12.6	12.3	12.7	16.5	16.4	12.5	15.9	11.7	11.9	12.8	14.3
Nouvelle-Zélande	-4.5	-2.0	-3.5	-3.7	-5.5	-7.8	-8.1	-7.9	-8.7	-3.1	-3.1	-3.7	-4.7
Pays-Bas	2.0	2.6	2.6	5.5	7.6	7.4	9.3	6.7	4.3	5.2	7.4	9.5	9.4
Pologne	-6.0	-3.1	-2.8	-2.5	-5.3	-2.4	-3.8	-6.2	-6.5	-4.0	-5.1	-5.0	-3.7
Portugal	-10.4	-10.3	-8.2	-6.4	-8.3	-10.3	-10.7	-10.1	-12.6	-10.9	-10.6	-7.0	-2.0
République slovaque	-3.4	-8.3	-7.9	-6.0	-7.8	-8.5	-7.9	-5.2	-6.0	-2.6	-3.7	-3.8	4.8
République tchèque	-4.6	-5.1	-5.4	-6.0	-5.2	-1.0	-2.0	-4.3	-2.1	-2.3	-3.8	-2.7	-2.4
Royaume-Uni	-2.9	-2.3	-2.1	-1.7	-2.0	-1.8	-2.8	-2.2	-0.9	-1.4	-2.7	-1.5	-3.8
Slovénie	-2.9	0.1	1.0	-0.8	-2.5	-1.7	-1.7	-4.1	-5.5	-0.5	0.0	0.5	3.2
Suède	4.2	5.0	4.7	6.9	6.6	6.8	8.7	9.3	9.0	6.3	6.3	6.4	6.0
Suisse	11.7	8.0	8.5	12.9	13.0	13.6	14.4	8.6	1.7	10.6	15.0	8.9	11.1
Turquie	-3.7	2.0	-0.3	-2.5	-3.6	-4.4	-6.0	-5.8	-5.4	-1.9	-6.1	-9.6	-6.2
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	-0.1	0.3	0.8	-1.0	-3.0	-3.4	-5.3	-7.0	-7.2	-4.1	-2.8	..	..
Brésil	-3.8	-4.2	-1.3	0.7	1.7	1.6	1.2	0.2	-1.7	-1.4	-2.2	-2.1	..
Chine	1.7	1.3	2.4	2.6	3.6	5.9	8.5	10.1	9.3	4.9	4.0	1.9	2.3
Fédération de Russie	..	..	..	8.4	10.0	11.1	9.7	6.0	6.2	3.8	4.7	5.2	..
Inde	-1.0	0.3	1.4	1.4	0.2	-1.2	-1.0	-0.6	-2.5	-1.9	-3.2	..	..
Indonésie	4.8	4.3	4.0	3.5	0.6	0.1	3.0	2.4	0.1	1.9	0.7	0.2	-2.7

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038932>

Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB



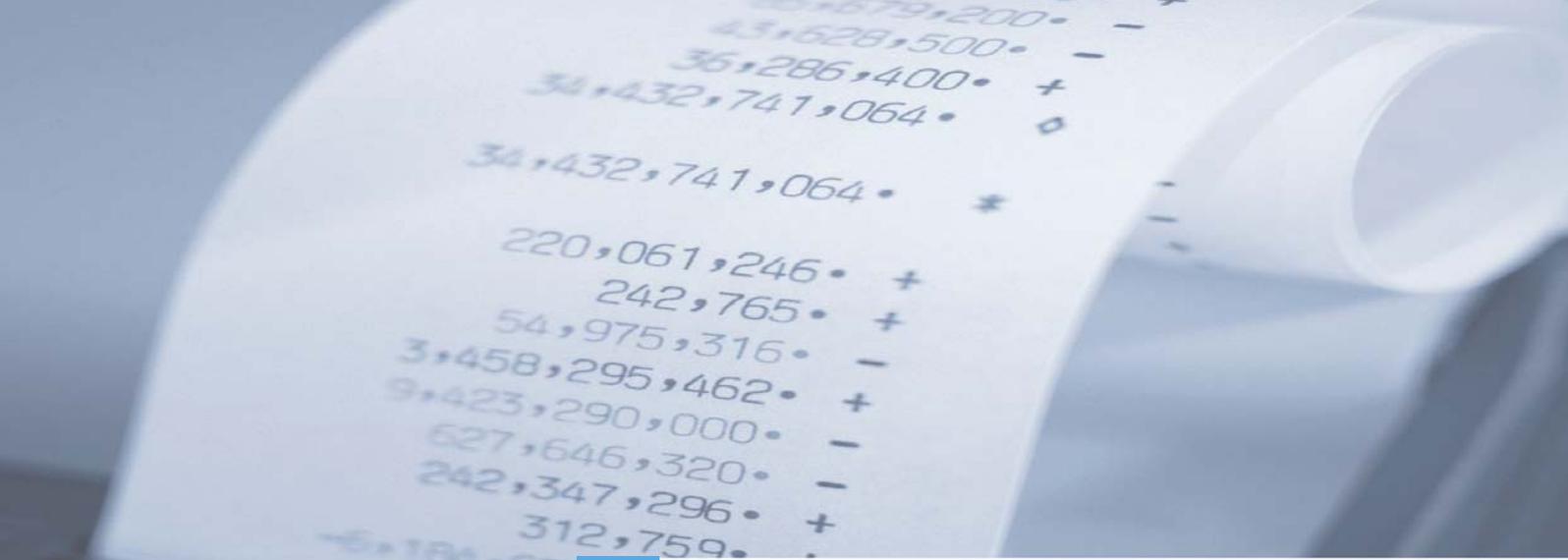
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036367>

290,000 +
300,000 +
85,679,200 -
43,628,500 -
36,286,400 +
34,432,741,064 ◊

34,432,741,064 *

220,061,246 +
242,765 +
54,975,316 -
3,458,295,462 +
9,423,290,000 -
627,646,320 -
242,347,296 +
312,759 +
-6,184,652,108 ◊

-6,184,652,108 *



PRIX

PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT

INFLATION (IPC)
INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION
TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE

TAUX DE CONVERSION
TAUX DE CHANGE EFFECTIFS RÉELS

INFLATION (IPC)

Les indices des prix à la consommation (IPC) sont utilisés de longue date dans les statistiques officielles. Ils mesurent l'érosion du niveau de vie découlant de la hausse des prix, et sont probablement les statistiques économiques les plus connues des médias et du grand public.

Définition

Les indices des prix à la consommation mesurent la variation du coût d'un panier de biens et de services généralement achetés par des groupes spécifiques de ménages. Les indices des prix à la consommation dont les valeurs sont indiquées dans cet indicateur couvrent la quasi-totalité des ménages, hormis les « ménages institutionnels » – personnes vivant en prison et personnel militaire, par exemple – et, dans certains pays, les ménages de la catégorie de revenus la plus élevée.

L'indice tous produits hors alimentation et énergie fournit une mesure sous-jacente de l'inflation moins affectée par des fluctuations à court terme. L'indice relatif à l'alimentation couvre les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, mais il exclut les achats effectués dans les restaurants. L'indice relatif à l'énergie est destiné à couvrir tous les types d'énergie, y

compris les carburants et combustibles utilisés dans les véhicules à moteur, pour le chauffage et pour d'autres usages domestiques.

Comparabilité

Les méthodes de calcul de ces indices diffèrent sur un certain nombre de points. Les plus importants concernent le traitement des coûts de logement, les ajustements réalisés pour tenir compte de l'évolution qualitative des biens et services, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération des composantes du panier sont actualisés, et la formule utilisée pour calculer l'indice. En particulier, les méthodologies du traitement des logements occupés par leur propriétaire varient d'un pays à l'autre de façon significative. Les indices des prix à la consommation harmonisés européens (IPCH) excluent les logements occupés par leur propriétaire, de même que les IPC nationaux de la Belgique, du Chili, de l'Estonie, de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, de la Pologne, du Portugal, de la Slovaquie, de l'Espagne, de la Turquie, du Royaume-Uni et de la plupart des pays hors de la zone de l'OCDE. Au Royaume-Uni, l'IPC national est le même que l'IPCH. L'IPC de l'Union européenne et de la zone euro se réfère quant à lui à l'IPCH publié par Eurostat et couvre respectivement les 28 et les 17 pays sur toute la période de la série temporelle.

En bref

De 2010 à 2012, l'inflation annuelle a été en moyenne inférieure à 4,5 % dans tous les pays de l'OCDE à l'exception de la Hongrie, de l'Islande et de la Turquie. L'IPC de la zone OCDE est passé de 3,4 % en moyenne entre 2000 et 2002 à 2,3 % entre 2010 et 2012. Sur l'ensemble de la période comprise entre 2000 et 2012, le Japon a enregistré des taux d'inflation négatifs ou nuls tandis que la Hongrie, le Mexique, la Turquie et l'Islande ont connu des taux d'inflation élevés.

Les données présentées montrent que les taux d'inflation annuels ont été plus élevés dans les pays situés hors de la zone de l'OCDE, notamment dans la Fédération de Russie, qui ne connaît des taux d'inflation comparables à ceux des autres pays non membres que depuis quelques années.

Pendant les années pour lesquelles cet indicateur est présenté (2000, 2010 et 2012), l'inflation totale a principalement été dictée par les prix de l'énergie, qui ont augmenté plus vite que l'IPC total. Les prix de l'énergie ont toutefois connu de fortes variations pendant la période considérée (2000-12), avec des pics en 2000, 2005, 2008 et 2011, et des reculs marqués en 2002 et 2009. Les prix des produits alimentaires ont augmenté moins vite que l'ensemble des prix à la consommation en 2000 et 2010, mais sur la période la plus récente (2012), ils ont progressé plus rapidement. Si l'on exclut ces prix plus fluctuants, l'indice sous-jacent des prix à la consommation (c'est-à-dire de tous les biens et services à l'exception de l'alimentation et de l'énergie) a décliné progressivement de 2000 à 2010, avant de se redresser légèrement à partir de 2011.

La tendance à long terme qui mérite de retenir l'attention a été la convergence des taux d'inflation des pays de l'OCDE depuis une dizaine d'années, notamment si l'on regarde les pays membres qui affichaient le taux le plus bas (Japon) et le plus haut (Turquie) en 2000 comme en 2011, avec respectivement -0,7 % et 54,9 % en 2000 et 0,0 % et 8,9 % en 2011.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE et al. (2004), *Manuel de l'indice des prix à la consommation: Théorie et pratique*, OIT, Genève.

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE, www.oecd.org/std/pie.

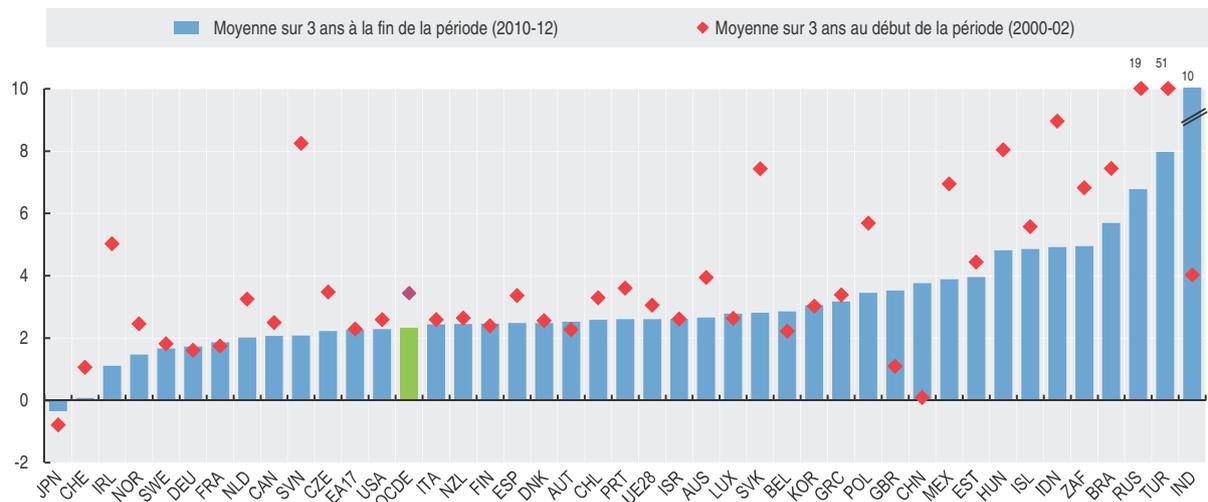


Inflation (IPC)
Croissance annuelle en pourcentage

	Total			Total sauf alimentation sauf énergie			Alimentation			Énergie		
	2000	2010	2012	2000	2010	2012	2000	2010	2012	2000	2010	2012
Allemagne	1.4	1.1	2.0	0.9	0.7	1.3	-0.7	1.2	3.4	13.9	4.0	5.7
Australie	4.5	2.9	1.8	4.3	2.7	2.1	0.3	1.1	-3.5	16.3	8.5	7.3
Autriche	2.3	1.8	2.5	1.7	1.4	2.1	0.6	0.5	3.2	10.7	7.6	4.9
Belgique	2.5	2.2	2.8	1.5	1.3	2.2	0.9	1.5	3.0	14.3	9.4	6.2
Canada	2.7	1.8	1.5	1.7	1.3	1.4	1.1	0.9	2.4	16.2	6.6	1.7
Chili	3.8	1.4	3.0	3.1	0.5	2.2	1.1	2.2	7.6	22.0	7.1	-0.5
Corée	2.3	2.9	2.2	1.8	1.8	1.6	0.9	6.4	4.0	9.6	6.5	4.3
Danemark	2.9	2.3	2.4	2.1	1.9	1.8	2.5	0.4	4.3	11.8	9.0	3.3
Espagne	3.4	1.8	2.4	2.9	0.6	1.2	2.1	-0.8	2.3	13.3	12.5	8.9
Estonie	4.0	3.0	3.9	3.9	0.8	2.2	2.4	3.0	3.8	8.0	12.3	10.6
États-Unis	3.4	1.6	2.1	2.4	1.0	2.1	2.2	0.3	2.5	16.9	9.5	0.9
Finlande	3.0	1.2	2.8	2.6	1.2	2.3	1.1	-3.4	5.2	12.6	10.6	4.1
France	1.7	1.5	2.0	0.5	0.9	0.8	2.2	0.8	2.9	12.2	9.6	5.4
Grèce	3.2	4.7	1.5	2.3	3.3	-0.3	1.9	0.1	1.5	17.3	28.8	12.4
Hongrie	9.8	4.9	5.7	8.4	3.7	3.9	9.2	2.8	6.0	17.3	10.8	8.7
Irlande	5.6	-0.9	1.7	5.6	-1.2	0.9	3.1	-4.6	0.5	13.6	9.6	9.4
Islande	5.1	5.4	5.2	4.7	4.7	4.6	4.1	4.2	6.1	11.9	15.5	8.7
Israël	1.1	2.7	1.7	0.4	2.6	1.3	2.3	2.5	0.5	9.5	3.9	8.5
Italie	2.5	1.5	3.0	2.1	1.6	1.5	1.6	0.2	2.5	11.6	3.5	14.2
Japon	-0.7	-0.7	0.0	-0.5	-1.2	-0.5	-2.3	-0.3	0.2	3.0	2.7	3.8
Luxembourg	3.2	2.3	2.7	2.2	1.6	1.8	2.0	0.8	2.6	19.8	9.8	7.2
Mexique	9.5	4.2	4.1	10.4	4.2	2.7	5.4	3.4	8.0	16.8	5.4	7.3
Norvège	3.1	2.4	0.7	2.5	0.9	1.6	1.9	0.2	1.2	11.3	15.5	-10.7
Nouvelle-Zélande	2.6	2.3	1.1	2.4	1.9	1.0	1.1	1.0	-0.7	11.0	7.0	2.7
Pays-Bas	2.3	1.3	2.5	1.9	1.7	1.9	0.2	-0.1	2.0	14.9	-0.3	7.1
Pologne	9.9	2.6	3.6	9.3	1.6	1.4	9.7	2.8	4.2	13.4	5.8	7.6
Portugal	2.9	1.4	2.8	2.9	1.0	1.5	2.1	-0.2	3.2	5.8	9.4	9.5
République slovaque	12.0	1.0	3.6	11.5	2.1	2.4	5.2	1.6	4.2	41.8	-0.2	5.4
République tchèque	3.9	1.5	3.3	3.5	1.1	1.0	1.1	1.5	6.9	14.2	3.8	9.0
Royaume-Uni	0.8	3.3	2.8	0.1	2.9	2.3	-0.5	3.4	3.2	7.0	6.1	4.9
Slovénie	8.9	1.8	2.6	7.3	0.2	1.2	-13.8	1.0	4.1	25.2	13.2	8.4
Suède	0.9	1.2	0.9	-0.3	-0.4	0.6	0.0	1.4	1.5	7.2	6.8	0.1
Suisse	1.6	0.7	-0.7	1.2	0.2	-0.9	1.6	-1.1	-1.0	18.0	9.2	2.3
Turquie	54.9	8.6	8.9	58.0	7.2	8.1	46.6	10.6	8.4	56.4	10.5	13.9
Zone euro	2.2	1.6	2.5	1.0	1.0	1.5	1.3	0.4	2.8	13.4	7.4	7.6
UE-28	3.5	2.1	2.6	1.2	1.3	1.7	3.9	1.0	3.0	12.7	7.2	7.1
OCDE	4.0	1.9	2.3	3.4	1.3	1.8	2.4	1.1	2.8	14.7	7.8	4.1
Afrique du Sud	5.3	4.1	5.7	..	4.2	4.8	7.8	1.2	7.2	..	14.6	14.6
Brésil	7.0	5.0	5.4	..	..	..	5.1	6.1	8.1	..	..	..
Chine	0.4	3.3	2.6	..	..	..	-2.6	7.2	4.8	..	..	..
Fédération de Russie	20.8	6.9	5.1	..	..	..	17.8	7.0	4.5	..	..	..
Inde	4.0	12.0	9.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	3.7	5.1	4.3	..	..	..	-4.8	9.4	5.9	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038951>

IPC : total
Croissance annuelle en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036386>

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION

Un grand nombre d'outils sont utilisés pour mesurer l'inflation dans une économie : les indices des prix à la consommation (IPC), les indices de prix relatifs à des biens et/ou services spécifiques, les déflateurs du PIB et les indices des prix à la production (IPP). Alors que les IPC servent à mesurer l'évolution dans le temps des prix moyens au détail d'un panier fixe de biens et services représentatif des habitudes de consommation des ménages, le but lorsqu'on utilise des IPP est de mesurer les mouvements moyens des prix perçus par les producteurs de marchandises. De ce fait, ils sont souvent considérés comme des indicateurs avancés de l'évolution des prix dans l'ensemble de l'économie, y compris des variations de prix des biens et services de consommation.

Définition

L'indice des prix à la production mesure les variations des prix « départ usine » des biens. Ils excluent toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. On entend par production manufacturière la fabrication de biens semi-transformés et autres biens intermédiaires, ainsi que de produits finis tels que les biens de consommation et biens d'équipement. Les indices présentés ici sont des moyennes pondérées des variations mensuelles des prix dans le secteur manufacturier.

En bref

Pour les trois années écoulées entre 2010 et 2012, les prix à la production ont augmenté d'environ 3.9 % par an en moyenne dans la zone OCDE, soit un rythme supérieur à celui enregistré entre 2000 et 2002 (2.6 %). Cette hausse dissimule cependant des nettes différences entre les pays, la Turquie et, dans une moindre mesure, la Slovénie, la République slovaque, la Hongrie, le Portugal et la Suède ayant enregistré des baisses notables alors que la Pologne, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Corée et l'Autriche font à l'inverse état d'une évolution à la hausse.

Les prix à la production ont toutefois été fluctuants sur l'ensemble de la période de référence (2000-12), et ont subi de fortes variations, avec des pics en 2000, 2008 et 2011 et des mouvements de recul en 2002 et 2009. L'impact des crises financières et économiques récentes transparaît clairement dans le tableau : en 2009, les prix à la production ont reculé dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, ce qui explique que la progression annuelle moyenne de l'OCDE s'établisse à -4.1 %.

Depuis, la situation est moins tranchée, compte tenu des fortes hausses des prix à la production enregistrées dans certains pays en 2010 et 2011 (Grèce, Hongrie et Pays-Bas) quand d'autres voyaient leurs prix à la production ne croître que faiblement, ou continuer de baisser (Suisse, Japon et Australie).

L'année 2012 laisse toutefois entrevoir un ralentissement des prix à la production dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, puisque la progression annuelle a été ramenée à des niveaux comparables à ceux des années précédant la crise financière mondiale de 2009.

Comparabilité

La façon exacte dont les IPP sont définis et construits dépend de l'usage que l'on souhaite en faire. Pour cette raison, les pratiques peuvent varier d'un pays à l'autre et ces disparités peuvent avoir un effet sur la comparabilité des pays. C'est le cas en particulier pour les systèmes de pondération et d'agrégation, le traitement des différences de qualité, l'échantillonnage et la collecte de prix individuels, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération sont actualisés, et la formule employée pour calculer l'indice des prix. Il peut aussi y avoir des différences concernant la couverture du secteur manufacturier et l'unité statistique utilisée pour la mesure. Dans certains pays, par exemple, les indices peuvent refléter des variations des prix de la production du secteur manufacturier, par opposition aux produits manufacturés.

Tandis que les séries d'IPP font référence pour la plupart des pays aux ventes intérieures de biens manufacturés, celles de l'Australie, du Canada, du Chili, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis incluent des prix appliqués aux ventes à l'étranger (c'est-à-dire au « marché total »).

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), "Oil price developments: Drivers, economic consequences and policy responses", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 412.
- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Fonds monétaire international (FMI) et al. (2004), *Producer Price Index Manual: Theory and Practice*, FMI, Washington, DC.
- OCDE (2011), *Producer price Indices - Comparative Methodological Analysis*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Eurostat-OECD Methodological Guide for Developing Producer Price Indices for Services*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Principaux indicateurs économiques : Prix à la production*.

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE, www.oecd.org/std/pie.



IPP: produits manufacturés domestiques

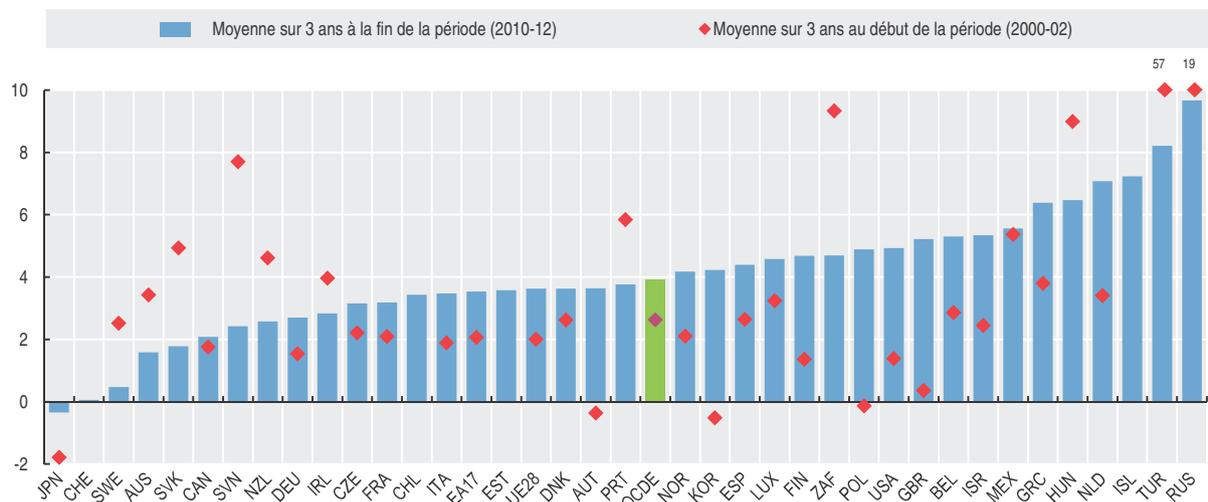
Croissance annuelle en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	3.1	1.3	0.2	0.6	1.7	2.4	2.3	2.3	3.1	-3.4	2.5	4.2	1.5
Australie	7.2	3.1	0.2	0.5	3.9	6.0	7.9	2.3	8.3	-5.4	1.9	3.4	-0.5
Autriche	3.4	0.0	-1.4	0.3	2.2	3.7	1.8	3.4	3.4	-2.2	4.4	5.0	1.5
Belgique	9.8	-1.0	0.1	0.9	4.2	6.0	5.5	3.6	5.7	-4.9	6.3	6.8	2.8
Canada	4.3	1.0	0.1	-1.2	3.2	1.6	2.3	1.5	4.3	-3.5	1.0	4.6	0.6
Chili	..	..	..	..	..	2.9	5.0	6.0	15.9	-3.3	5.5	4.6	0.3
Corée	2.4	-2.2	-1.6	1.7	7.6	3.1	0.1	0.8	12.1	-1.8	4.3	9.0	-0.4
Danemark	4.0	2.9	1.0	0.0	1.0	3.1	3.4	4.9	5.7	-1.2	3.2	4.6	3.1
Espagne	5.7	1.7	0.6	1.4	3.7	4.7	5.0	3.4	6.0	-5.5	4.1	6.5	2.7
Estonie	..	..	-1.0	-0.6	3.4	2.3	4.8	10.1	7.6	-3.9	2.1	5.7	2.9
États-Unis	4.1	0.8	-0.7	2.5	4.3	5.5	4.0	3.8	7.9	-4.9	5.0	7.8	2.1
Finlande	7.3	-1.1	-1.9	-1.5	-0.2	3.8	5.0	4.7	7.2	-6.7	5.2	6.2	2.7
France	5.0	1.5	-0.1	0.7	2.0	2.7	3.3	2.7	5.0	-6.2	2.3	5.2	2.0
Grèce	5.9	3.4	2.1	2.1	3.8	6.4	7.9	3.5	9.7	-7.2	6.9	8.6	3.8
Hongrie	16.1	9.4	2.0	3.7	7.3	4.3	5.7	4.3	8.6	-0.1	5.7	8.6	5.2
Irlande	7.5	2.4	2.1	0.8	0.4	1.9	3.5	2.2	5.9	-3.6	1.6	6.2	2.8
Islande	..	..	..	..	..	..	17.5	1.8	31.0	11.3	11.8	9.2	1.1
Israël	3.6	-0.1	3.9	4.3	5.4	6.2	5.7	3.5	9.6	-6.3	4.0	7.7	4.4
Italie	3.7	1.2	0.8	1.4	3.3	3.1	4.0	3.4	5.0	-5.6	3.6	4.9	1.9
Japon	-0.4	-2.6	-2.4	-1.4	0.3	0.8	1.9	1.3	4.1	-4.8	-0.3	1.1	-1.8
Luxembourg	6.4	2.5	0.9	3.3	14.8	0.1	9.0	7.6	12.9	-19.2	8.3	5.6	0.0
Mexique	8.9	4.1	3.2	6.6	8.6	4.5	6.0	5.0	8.6	5.4	4.7	6.5	5.5
Norvège	5.0	1.9	-0.4	1.4	3.1	3.5	3.0	4.4	7.8	0.3	3.2	6.5	2.8
Nouvelle-Zélande	8.5	5.5	0.0	-1.7	2.8	5.6	6.5	4.0	14.9	-4.8	4.3	5.7	-2.1
Pays-Bas	9.1	1.9	-0.6	1.3	3.6	4.5	4.8	6.1	7.5	-9.6	6.6	10.8	4.0
Pologne	7.4	0.5	-1.7	0.8	8.0	1.4	1.9	3.6	3.4	-2.6	2.9	8.6	3.3
Portugal	15.0	2.7	0.4	0.4	2.9	3.2	4.2	2.5	5.2	-5.6	3.5	5.6	2.1
République slovaque	8.6	3.8	2.5	-0.1	2.5	1.3	1.5	0.2	2.0	-5.9	0.0	4.1	1.3
République tchèque	5.7	2.4	-1.3	-0.4	5.8	2.0	0.6	3.5	3.1	-5.5	1.5	5.7	2.3
Royaume-Uni	1.9	-0.6	-0.3	1.1	2.2	4.0	3.1	3.0	9.5	-3.2	2.5	4.8	5.6
Slovénie	8.3	9.9	4.9	2.9	4.2	3.3	2.4	4.4	5.2	-2.0	2.1	4.1	1.1
Suède	3.9	3.1	0.6	-0.9	1.8	4.0	3.9	3.3	3.9	1.0	0.3	1.3	-0.2
Suisse	..	..	..	..	2.0	2.0	2.7	2.8	4.4	-2.8	0.5	0.1	-0.5
Turquie	56.1	66.7	48.3	23.8	11.0	9.6	9.3	5.6	11.8	-0.6	6.0	13.3	5.5
Zone euro	4.8	1.2	0.3	0.9	2.5	3.1	3.5	3.0	4.7	-5.1	3.3	5.3	2.0
UE-28	4.6	1.2	0.2	1.0	2.9	3.3	3.4	3.1	5.0	-4.1	3.4	5.7	2.2
OCDE	5.2	1.9	0.8	1.8	3.6	4.0	3.7	3.2	6.8	-4.1	3.6	6.1	2.0
Afrique du Sud	7.6	7.1	13.3	4.6	2.0	3.7	6.4	9.8	15.2	0.7	1.9	5.7	6.6
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	38.6	13.4	8.0	16.0	19.4	13.8	11.1	13.2	21.1	-5.1	11.5	14.0	3.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038970>

IPP : produits manufacturés domestiques

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036405>

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Les taux d'intérêt à long terme sont un déterminant de l'investissement des entreprises. Ils stimulent l'investissement en équipement neuf lorsqu'ils sont bas et ont un effet dissuasif lorsqu'ils sont élevés. L'investissement est lui-même une grande source de croissance économique.

Définition

Les taux d'intérêt à long terme indiqués ici sont ceux des obligations d'État à échéance résiduelle d'environ 10 ans. Il ne s'agit pas des taux d'intérêt fixés lors de l'émission de ces emprunts, mais des taux d'intérêt correspondant aux cours

En bref

Pendant les années 70 et au début des années 80, les taux d'inflation élevés ont tiré les taux d'intérêt à long terme vers des niveaux très hauts. Un point culminant a été atteint en 1981 dans la plupart des pays de l'OCDE (16,3 % par exemple pour les obligations émises par l'État français), mais depuis lors, les taux ont constamment et progressivement reculé pour revenir à des niveaux historiquement bas en 2012. Les taux des obligations émises par l'État allemand sont descendus à 1,5 % en 2012 et les taux des obligations à dix ans émises par les États-Unis et le Royaume-Uni ont été ramenés à des chiffres sans précédent, respectivement 1,9 % et 1,8 % en 2012. Pour être précis, entre 1981 et 2012, on a pu observer quelques mouvements de hausse modérée, comme avant la réunification de l'Allemagne en 1989-90 ou avant la crise financière en Asie en 1997-98, ou même avant la crise financière mondiale de 2007. Néanmoins, ces variations de modeste amplitude dans le rythme de l'évolution n'atténuent en rien la tendance générale à la baisse des rendements à long terme des obligations observée depuis 1981.

De la fin des années 90 à la crise financière de 2007, si l'on utilise comme référence les obligations émises par l'État allemand, l'écart entre les taux des obligations à 10 ans des pays européens a été faible (environ 0,1 %). Après 2008 en revanche, la Grèce, l'Irlande et le Portugal, parce qu'ils ont été durement frappés par la crise financière, ont vu les marchés considérer leur dette comme moins sûre que la dette allemande et, en conséquence subi une hausse des taux d'intérêt à long terme destinée à permettre de faire face au risque de défaut. L'écart s'est également creusé avec l'Italie et l'Espagne, mais dans une moindre mesure.

Les rendements des obligations irlandaises ont progressé jusqu'à atteindre 10,85 % vers le milieu de 2011, avant de se replier. Le 29 novembre 2010, le gouvernement irlandais a reçu une aide financière de la Banque centrale européenne et du FMI dans le cadre d'un plan de sauvetage de son économie. En juillet 2011, la Banque centrale européenne a décidé d'abaisser le taux d'intérêt et de reporter l'échéance des prêts consentis par l'UE à l'Irlande, de façon à aider le pays à réduire son endettement et améliorer sa viabilité financière.

Le Japon et la Suisse demeurent les pays de l'OCDE où les taux d'intérêt à long terme sont les plus bas ; l'un et l'autre ont vu leurs taux passer sous la barre de 1 % en 2012, la Suisse ayant enregistré un chiffre de 0,65 % et le Japon d'à peine plus de 0,84 % pour l'année 2012.

auxquels ces obligations d'État s'échangent sur les marchés de capitaux. Par exemple, pour une obligation initialement achetée 100 avec un taux d'intérêt de 9 %, mais qui se négocie actuellement à un prix de 90, le taux d'intérêt indiqué sera de 10 % $([9/90] \times 100)$.

Les taux d'intérêt à long terme indiqués ici sont, dans la mesure du possible, des moyennes de taux journaliers. Dans tous les cas, ce sont des taux d'intérêt sur des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État.

Les taux d'intérêt à long terme dépendent essentiellement de trois facteurs : le prix facturé par le prêteur pour le report de consommation auquel il consent, le risque que l'emprunteur ne rembourse pas le capital prêté et la réduction par l'inflation de la valeur réelle du capital qui est anticipée par le prêteur au cours de la durée de vie de l'emprunt. Les taux d'intérêt indiqués ci-après concernent des emprunts d'État, de sorte que le facteur de risque est supposé très faible. Ces taux sont déterminés dans une large mesure par les anticipations d'inflation.

Comparabilité

On considère que la comparabilité de ces données est élevée. Il peut y avoir toutefois des différences au niveau de l'encours des obligations d'État et du degré de représentativité de ces taux par rapport aux conditions financières existant dans les différents pays.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Journal: Financial Market Trends*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Sovereign Borrowing Outlook*, Éditions OCDE.
- OECD (2008), *Understanding Economic Statistics: An OECD Perspective*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (1998), *Principaux indicateurs économiques - Sources et méthodes : Taux d'intérêt et cours des actions*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE, www.oecd.org/std/pie.



Taux d'intérêt à long terme

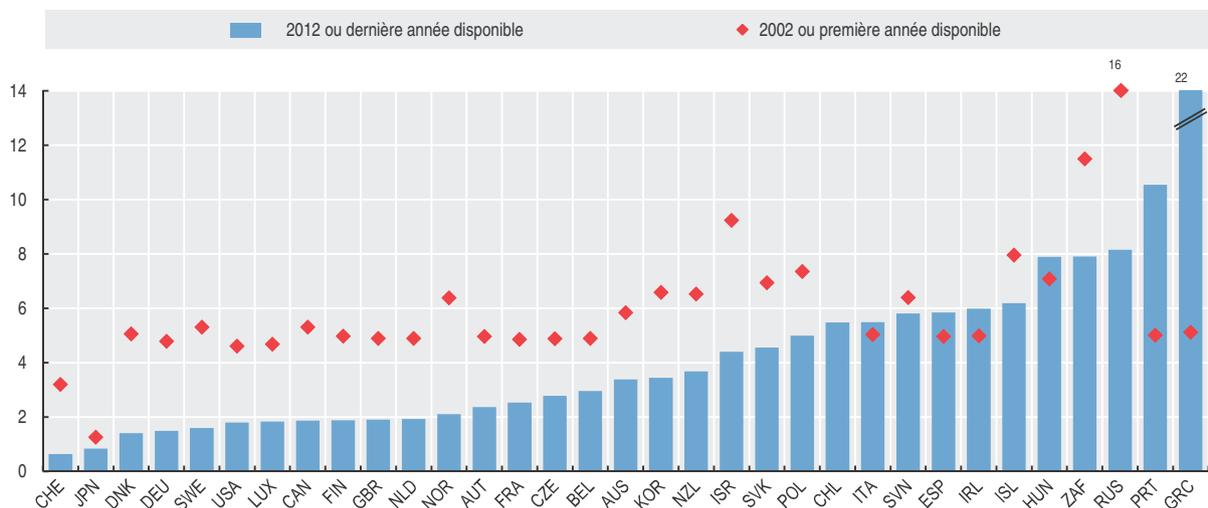
Pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	5.26	4.80	4.78	4.07	4.04	3.35	3.76	4.22	3.98	3.22	2.74	2.61	1.50
Australie	6.31	5.62	5.84	5.37	5.59	5.34	5.59	5.99	5.82	5.04	5.37	4.88	3.38
Autriche	5.56	5.08	4.97	4.15	4.15	3.39	3.80	4.30	4.36	3.94	3.23	3.32	2.37
Belgique	5.57	5.06	4.89	4.15	4.06	3.37	3.81	4.33	4.40	3.82	3.35	4.18	2.96
Canada	5.95	5.47	5.31	4.81	4.59	4.08	4.21	4.27	3.63	3.22	3.25	2.81	1.87
Chili	..	..	..	..	..	6.05	6.16	6.16	7.07	5.71	6.27	6.03	5.48
Corée	..	6.86	6.59	5.05	4.73	4.95	5.15	5.35	5.57	5.17	4.77	4.20	3.45
Danemark	5.66	5.09	5.06	4.31	4.30	3.40	3.81	4.29	4.28	3.59	2.93	2.73	1.40
Espagne	5.53	5.12	4.96	4.13	4.10	3.39	3.78	4.31	4.36	3.97	4.25	5.44	5.85
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	6.03	5.02	4.61	4.02	4.27	4.29	4.79	4.63	3.67	3.26	3.21	2.79	1.80
Finlande	5.48	5.04	4.98	4.14	4.11	3.35	3.78	4.29	4.29	3.74	3.01	3.01	1.88
France	5.39	4.94	4.86	4.13	4.10	3.41	3.80	4.30	4.23	3.65	3.12	3.32	2.54
Grèce	6.11	5.30	5.12	4.27	4.26	3.59	4.07	4.50	4.80	5.17	9.09	15.75	22.50
Hongrie	8.55	7.95	7.09	6.77	8.29	6.60	7.12	6.74	8.24	9.12	7.28	7.64	7.89
Irlande	5.48	5.02	4.99	4.13	4.06	3.32	3.79	4.33	4.55	5.23	5.99	9.58	5.99
Islande	11.20	10.36	7.96	6.65	7.49	8.64	8.83	9.42	11.07	8.26	6.09	5.98	6.19
Israël	5.48	6.43	9.23	8.88	7.56	6.36	6.31	5.55	5.92	5.06	4.68	4.98	4.40
Italie	5.58	5.19	5.03	4.30	4.26	3.56	4.05	4.49	4.68	4.31	4.04	5.42	5.49
Japon	1.74	1.32	1.26	1.00	1.49	1.35	1.74	1.67	1.47	1.33	1.15	1.10	0.84
Luxembourg	5.52	4.86	4.68	3.32	2.84	2.41	3.30	..	..	..	..	2.92	1.83
Mexique	..	..	10.13	8.98	9.54	9.42	8.39	7.77	..	..	..	..	..
Norvège	6.22	6.24	6.38	5.05	4.37	3.75	4.08	4.77	4.46	4.00	3.53	3.14	2.10
Nouvelle-Zélande	6.85	6.39	6.53	5.87	6.07	5.88	5.78	6.26	6.08	5.46	5.60	4.94	3.69
Pays-Bas	5.40	4.96	4.89	4.12	4.10	3.37	3.78	4.29	4.23	3.69	2.99	2.99	1.93
Pologne	..	10.68	7.36	5.78	6.90	5.22	5.23	5.48	6.07	6.12	5.78	5.96	5.00
Portugal	5.60	5.16	5.01	4.18	4.14	3.44	3.91	4.42	4.52	4.21	5.40	10.24	10.55
République slovaque	..	8.04	6.94	4.99	5.03	3.52	4.41	4.49	4.72	4.71	3.87	4.42	4.55
République tchèque	..	6.31	4.88	4.12	4.82	3.54	3.80	4.30	4.63	4.84	3.88	3.71	2.78
Royaume-Uni	5.33	4.93	4.89	4.53	4.88	4.41	4.50	5.01	4.59	3.65	3.61	3.12	1.91
Slovénie	..	..	..	6.40	4.68	3.81	3.85	4.53	4.61	4.38	3.83	4.97	5.81
Suède	5.37	5.11	5.30	4.64	4.43	3.38	3.70	4.17	3.89	3.25	2.89	2.61	1.59
Suisse	3.93	3.38	3.20	2.66	2.74	2.10	2.52	2.93	2.90	2.20	1.63	1.47	0.65
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	5.44	5.03	4.92	4.16	4.14	3.44	3.86	4.33	4.36	4.03	3.79	4.31	3.05
Afrique du Sud	13.79	11.41	11.50	9.62	9.53	8.07	7.94	7.99	9.10	8.70	8.62	8.52	7.90
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	35.16	19.38	15.82	9.12	8.29	8.11	6.98	6.72	7.52	9.87	7.83	8.06	8.15
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038989>

Taux d'intérêt à long terme

Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036424>

TAUX DE CONVERSION

Pour comparer les valeurs du PIB réel d'un seul pays sur une période de plusieurs années, il faut éliminer les fluctuations dues aux variations de prix. De même, pour comparer les PIB réels d'un groupe de pays à un moment donné, il faut éliminer les différences entre leurs PIB dues à des écarts entre leurs niveaux de prix respectifs. Les indices de prix sont utilisés pour éliminer les effets des variations de prix dans un pays donné au cours du temps ; les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont employées pour éliminer les effets des écarts de niveaux de prix à l'intérieur d'un groupe de pays à un moment donné.

Les taux de change sont parfois utilisés pour convertir dans une monnaie commune le PIB d'économies utilisant des monnaies différentes. Toutefois, les comparaisons de PIB fondées sur les taux de change ne reflètent pas les volumes réels de biens et services composant les PIB des pays comparés. Pour bon nombre des pays à bas revenu, les écarts entre le PIB converti au moyen des taux de change et le PIB réel converti à l'aide des PPA sont considérables. En général, l'utilisation des taux de change conduit à sous-estimer le PIB réel des pays à faible revenu et à surestimer le PIB réel des pays à revenu élevé.

Définition

Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui permettent d'égaliser les niveaux de prix entre pays. Les parités de pouvoir d'achat qui figurent ci-après sont calculées en comparant les prix d'un panier commun de quelque 2 500 biens et services dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ne sont pas tenus d'indiquer le prix de chacun des articles de ce panier, car certains peuvent s'avérer difficiles à trouver dans tel ou tel pays, mais ce panier commun a été composé de telle sorte que chaque pays puisse déterminer les prix d'un large éventail de biens et services représentatifs de son marché.

Les biens et services dont les prix doivent être déterminés sont tous ceux qui font partie de la dépense finale, à savoir la

consommation des ménages, les services rendus par les administrations publiques, la formation de capital et les exportations nettes. Les prix des différents articles sont ensuite pondérés selon leurs poids relatifs dans la dépense finale totale afin d'obtenir les PPA du PIB indiquées ci-après.

Les indices des niveaux de prix comparés correspondent au rapport entre les PPA et les taux de change du marché. Appliqués au PIB, ils permettent de mesurer les écarts de niveau général des prix entre les pays.

Comparabilité

Les PPA indiquées ici pour l'OCDE et la Fédération de Russie ont été calculées conjointement par l'OCDE et Eurostat sur la base des procédures normalisées. En consultation avec leurs pays membres, l'OCDE et Eurostat examinent de façon continue les questions méthodologiques et apportent régulièrement des améliorations. Les PPA indiquées pour les pays non membres de l'OCDE, à l'exception de la Fédération de Russie, sont calculées dans le cadre du Programme de comparaison internationale (PCI), qui couvre six régions dont cinq (Afrique, Asie-Pacifique, Communauté d'États indépendants (CEI), Amérique latine et Caraïbes, Asie occidentale) sont suivies par la Banque mondiale.

En bref

Au cours de la période 2001-12, les fluctuations des PPA et celles des taux de change ont été rarement similaires ; même si les variations ont eu lieu dans le même sens, elles n'avaient pas la même amplitude.

Dans les cas de la Hongrie, de la Pologne, de la Turquie et du Mexique par exemple, les estimations, établies pour 2012, du PIB converti à l'aide des PPA et du PIB converti à l'aide des taux de change font apparaître un écart de plus de 65 %.

Les indices de niveau de prix correspondent au rapport entre PPA estimées pour 2012 et taux de change de la même année, la valeur 100 étant attribuée à la zone OCDE. En général, il existe une corrélation positive entre les niveaux de PIB et les niveaux de prix. Ainsi, l'Australie, la Norvège et la Suisse – trois pays de l'OCDE dont le revenu par habitant est élevé – affichaient aussi en 2012 les niveaux de prix les plus élevés, dépassant de 45 %, voire plus, la moyenne de l'OCDE, tandis que l'Inde présentait des niveaux de prix correspondant à 40 % environ de la moyenne de l'OCDE. Il convient toutefois d'interpréter avec prudence l'évolution des indices de niveau de prix car elle dépend grandement des variations de taux des change.

Sources

- OCDE (2011), "PPA année de référence 2008", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (Base de données).
- Pour le Brésil, la Chine, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, *World development indicators* (2013), World Bank, <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OECD (2008), *Understanding Economic Statistics: An OECD Perspective*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (Base de données).

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Prix et parités de pouvoir d'achat, www.oecd.org/std/ppp.



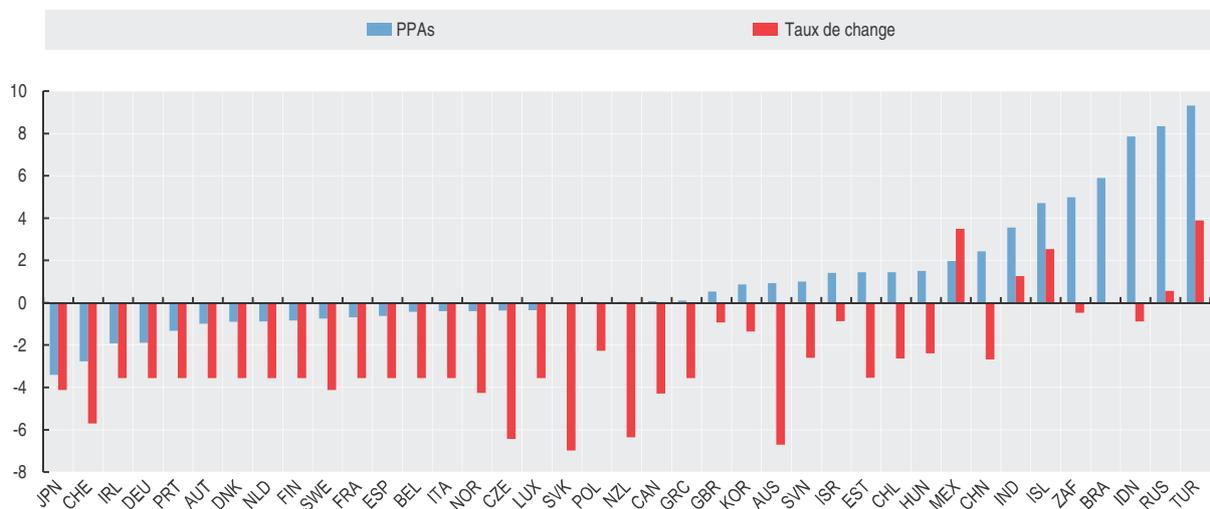
Parités de pouvoir d'achat
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.966	0.955	0.942	0.917	0.897	0.867	0.837	0.831	0.812	0.806	0.796	0.779	0.776
Australie	1.31	1.32	1.34	1.35	1.37	1.39	1.41	1.43	1.48	1.44	1.51	1.51	1.48
Autriche	0.899	0.917	0.896	0.884	0.875	0.886	0.866	0.868	0.852	0.841	0.841	0.830	0.825
Belgique	0.890	0.885	0.865	0.878	0.897	0.900	0.882	0.888	0.874	0.855	0.854	0.839	0.833
Canada	1.23	1.22	1.23	1.23	1.23	1.21	1.21	1.21	1.23	1.20	1.22	1.24	1.24
Chili	286	292	299	307	321	334	327	330	346	358	355	348	348
Corée	746	757	770	794	796	789	773	769	786	822	842	855	848
Danemark	8.40	8.46	8.30	8.53	8.41	8.59	8.32	8.24	8.01	7.80	7.75	7.69	7.63
Espagne	0.733	0.739	0.733	0.753	0.760	0.765	0.735	0.729	0.720	0.707	0.717	0.705	0.685
Estonie	0.45	0.48	0.48	0.48	0.49	0.50	0.52	0.56	0.55	0.52	0.52	0.52	0.54
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	0.99	1.01	1.00	1.01	0.98	0.98	0.95	0.94	0.92	0.90	0.91	0.91	0.91
France	0.938	0.918	0.905	0.938	0.940	0.923	0.902	0.894	0.882	0.858	0.857	0.845	0.841
Grèce	0.677	0.670	0.660	0.689	0.696	0.714	0.698	0.719	0.701	0.695	0.702	0.693	0.671
Hongrie	107.8	110.6	114.9	120.5	126.4	128.6	128.4	131.4	129.4	125.1	125.4	123.7	124.9
Irlande	0.961	0.992	1.004	1.014	1.006	1.010	0.983	0.959	0.952	0.889	0.843	0.827	0.815
Islande	84.2	88.9	91.3	94.5	94.3	99.1	107.1	113.2	117.4	124.5	131.8	133.6	135.5
Israël	3.44	3.43	3.46	3.63	3.53	3.72	3.84	3.72	3.87	3.95	3.94	3.89	3.94
Italie	0.816	0.807	0.845	0.854	0.873	0.867	0.833	0.818	0.789	0.776	0.780	0.768	0.754
Japon	155	150	144	140	134	130	125	120	117	115	112	107	105
Luxembourg	0.939	0.947	0.934	0.942	0.923	0.953	0.913	0.925	0.906	0.904	0.922	0.906	0.903
Mexique	6.09	6.30	6.55	6.81	7.22	7.13	7.17	7.37	7.47	7.44	7.65	7.67	7.81
Norvège	9.12	9.17	9.11	9.11	8.99	8.90	8.68	8.78	8.75	8.92	9.01	8.97	8.76
Nouvelle-Zélande	1.44	1.47	1.47	1.50	1.51	1.54	1.48	1.51	1.49	1.46	1.50	1.49	1.45
Pays-Bas	0.892	0.905	0.902	0.927	0.909	0.896	0.867	0.858	0.842	0.838	0.849	0.832	0.825
Pologne	1.84	1.86	1.83	1.84	1.86	1.87	1.84	1.84	1.86	1.86	1.82	1.82	1.82
Portugal	0.699	0.705	0.708	0.706	0.716	0.684	0.661	0.660	0.649	0.631	0.632	0.628	0.605
République slovaque	0.525	0.521	0.528	0.555	0.573	0.566	0.555	0.546	0.533	0.509	0.510	0.508	0.509
République tchèque	14.2	14.2	14.3	14.0	14.3	14.3	14.0	14.0	14.3	13.8	14.0	13.5	13.3
Royaume-Uni	0.635	0.626	0.628	0.641	0.633	0.636	0.626	0.646	0.651	0.653	0.691	0.698	0.690
Slovénie	0.531	0.565	0.588	0.615	0.611	0.612	0.607	0.630	0.634	0.642	0.641	0.625	0.603
Suède	9.12	9.34	9.35	9.33	9.11	9.38	9.07	8.89	8.77	8.88	8.99	8.82	8.70
Suisse	1.85	1.84	1.77	1.78	1.75	1.74	1.66	1.60	1.55	1.51	1.51	1.44	1.39
Turquie	0.282	0.428	0.613	0.773	0.813	0.831	0.846	0.865	0.890	0.909	0.941	0.987	1.032
Afrique du sud	3.09	3.26	3.55	3.67	3.79	3.87	4.00	4.20	4.43	4.76	5.04	5.23	5.39
Brésil	0.96	1.03	1.12	1.24	1.31	1.36	1.40	1.44	1.52	1.62	1.73	1.81	1.86
Chine	3.32	3.31	3.28	3.30	3.43	3.45	3.47	3.62	3.82	3.77	3.98	4.18	4.23
Fédération de Russie	7.30	8.32	9.27	9.87	11.55	12.74	12.61	13.98	14.34	14.03	15.83	17.35	18.49
Inde	13.5	13.6	13.9	14.1	14.5	14.7	15.1	15.5	16.5	17.4	18.7	19.8	20.9
Indonésie	2.799	3.128	3.259	3.367	3.555	3.934	4.348	4.701	5.435	5.833	6.233	6.599	6.738

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039008>

Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2001-12



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036443>

TAUX DE CONVERSION

Taux de change

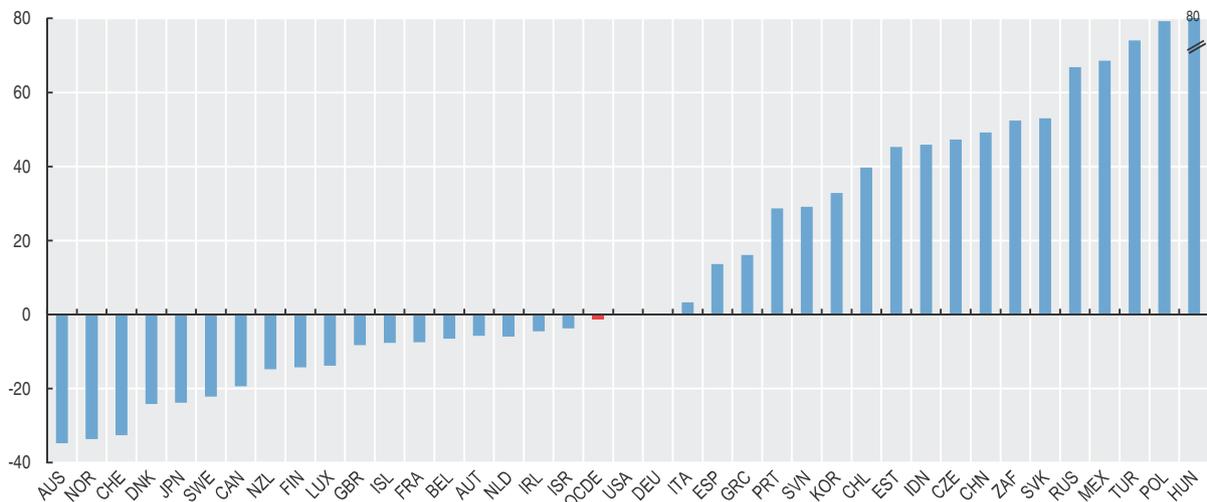
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Australie	1.7248	1.9334	1.8406	1.5419	1.3598	1.3095	1.3280	1.1951	1.1922	1.2822	1.0902	0.9695	0.9658
Autriche	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Belgique	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Canada	1.4851	1.5488	1.5693	1.4011	1.3010	1.2118	1.1344	1.0741	1.0670	1.1431	1.0302	0.9895	0.9992
Chili	539.59	634.94	688.94	691.40	609.53	599.77	530.28	522.46	522.46	560.86	510.25	483.67	486.47
Corée	1 131.0	1 291.0	1 251.1	1 191.6	1 145.3	1 024.1	954.8	929.3	1 102.1	1 276.9	1 156.1	1 108.3	1 126.5
Danemark	8.0831	8.3228	7.8947	6.5877	5.9911	5.9969	5.9468	5.4437	5.0981	5.3609	5.6241	5.3687	5.7925
Espagne	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Estonie	1.084	1.117	1.062	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.719	0.755	0.719	0.778
États-Unis	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Finlande	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
France	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Grèce	1.07234	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Hongrie	282.18	286.49	257.89	224.31	202.75	199.58	210.39	183.63	172.11	202.34	207.94	201.06	225.10
Irlande	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Islande	78.616	97.425	91.662	76.709	70.192	62.982	70.180	64.055	87.948	123.638	122.242	115.954	125.083
Israël	4.0773	4.2057	4.7378	4.5541	4.4820	4.4877	4.4558	4.1081	3.5880	3.9323	3.7390	3.5781	3.8559
Italie	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Japon	107.77	121.53	125.39	115.93	108.19	110.22	116.30	117.75	103.36	93.57	87.78	79.81	79.79
Luxembourg	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Mexique	9.456	9.342	9.656	10.789	11.286	10.898	10.899	10.928	11.130	13.514	12.636	12.423	13.170
Norvège	8.8018	8.9917	7.9838	7.0802	6.7408	6.4425	6.4133	5.8617	5.6400	6.2883	6.0442	5.6046	5.8175
Nouvelle-Zélande	2.2012	2.3788	2.1622	1.7221	1.5087	1.4203	1.5421	1.3607	1.4227	1.6002	1.3874	1.2659	1.2342
Pays-Bas	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Pologne	4.3461	4.0939	4.0800	3.8891	3.6576	3.2355	3.1032	2.7680	2.4092	3.1201	3.0153	2.9629	3.2565
Portugal	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
République slovaque	1.5281	1.6051	1.5046	1.2206	1.0707	1.0296	0.9858	0.8197	0.7091	0.7198	0.7550	0.7194	0.7783
République tchèque	38.598	38.035	32.739	28.209	25.700	23.957	22.596	20.294	17.072	19.063	19.098	17.696	19.578
Royaume-Uni	0.66093	0.69466	0.66722	0.61247	0.54618	0.55000	0.54349	0.49977	0.54397	0.64192	0.64718	0.62414	0.63305
Slovénie	0.92913	1.01297	1.00254	0.86427	0.80279	0.80414	0.79715	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936	0.77829
Suède	9.1622	10.3291	9.7371	8.0863	7.3489	7.4731	7.3783	6.7588	6.5911	7.6538	7.2075	6.4935	6.7750
Suisse	1.6888	1.6876	1.5586	1.3467	1.2435	1.2452	1.2538	1.2004	1.0831	1.0881	1.0429	0.8880	0.9377
Turquie	0.6252	1.2256	1.5072	1.5009	1.4255	1.3436	1.4285	1.3029	1.3015	1.5500	1.5029	1.6750	1.7960
Zone euro	1.0854	1.1175	1.0626	0.8860	0.8054	0.8041	0.7971	0.7306	0.6827	0.7198	0.7550	0.7194	0.7783
Afrique du Sud	6.9398	8.6092	10.5407	7.5648	6.4597	6.3593	6.7716	7.0454	8.2612	8.4737	7.3212	7.2611	8.2100
Brésil	1.8294	2.3496	2.9204	3.0775	2.9251	2.4344	2.1753	1.9471	1.8338	1.9994	1.7592	1.6728	1.9531
Chine	8.2785	8.2771	8.2770	8.2770	8.2768	8.1943	7.9734	7.6075	6.9487	6.8314	6.7703	6.4615	6.3123
Fédération de Russie	28.129	29.169	31.349	30.692	28.814	28.284	27.191	25.581	24.853	31.740	30.368	29.382	30.840
Inde	44.942	47.186	48.610	46.583	45.317	44.100	45.307	41.349	43.505	48.405	45.726	46.671	53.437
Indonésie	8 421.78	10 260.90	9 311.19	8 577.13	8 938.85	9 704.74	9 159.32	9 141.00	9 698.96	10 389.90	9 090.43	8 770.43	9 386.63

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933039027>

Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU - taux de change ou parités de pouvoir d'achat

PIB calculé avec PPA moins PIB calculé avec taux de change, en pourcentage du PIB calculé avec les taux de change, 2012



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933036462>



Indices de niveaux de prix

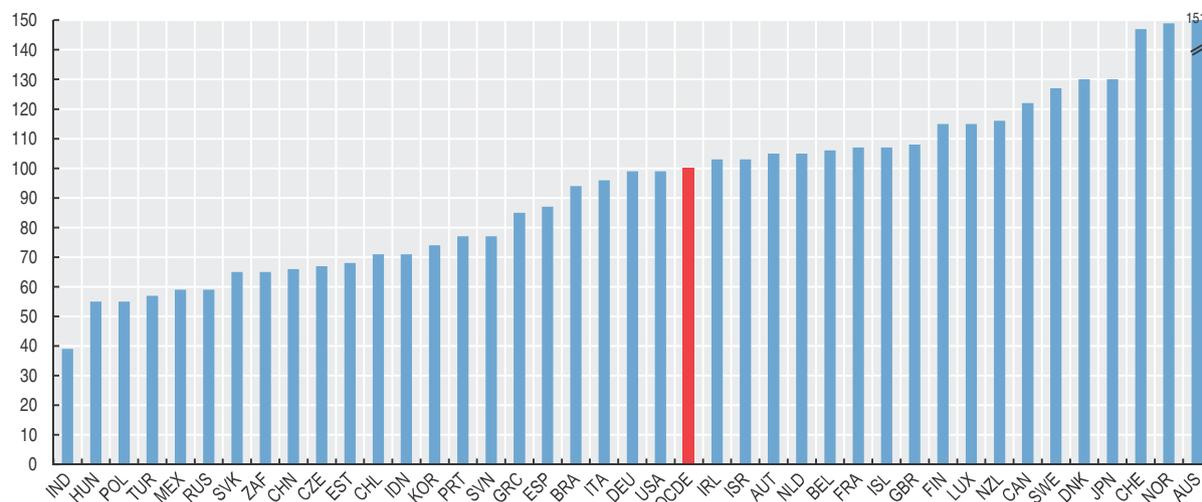
OCDE = 100

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	95	96	99	106	109	106	105	110	112	110	103	103	99
Australie	81	77	81	90	99	104	106	115	117	111	135	148	151
Autriche	89	92	94	103	107	109	108	115	118	115	109	110	105
Belgique	88	89	90	102	109	110	111	117	121	117	111	111	106
Canada	89	88	87	90	93	99	107	109	109	104	116	119	122
Chili	57	51	48	46	52	59	62	61	63	63	68	68	71
Corée	70	66	68	68	68	76	81	80	67	64	71	73	74
Danemark	111	114	117	133	138	141	140	146	148	144	135	136	130
Espagne	72	74	77	87	93	94	92	96	100	97	93	93	87
Estonie	45	48	50	56	59	61	65	73	76	72	68	69	68
États-Unis	107	112	111	103	98	98	100	97	94	99	98	95	99
Finlande	98	101	105	117	119	120	119	124	127	123	118	120	115
France	92	92	95	109	115	113	113	118	122	118	111	112	107
Grèce	67	67	69	80	85	87	88	95	97	95	91	92	85
Hongrie	41	43	50	55	61	63	61	69	71	61	59	59	55
Irlande	95	99	105	118	123	124	124	127	132	122	109	109	103
Islande	114	102	111	127	132	155	153	171	126	99	105	110	107
Israël	90	91	81	82	77	82	86	88	102	100	104	105	103
Italie	80	81	88	99	106	106	105	108	109	106	101	102	96
Japon	154	138	127	124	122	116	107	99	107	122	124	128	130
Luxembourg	92	95	98	109	112	117	115	122	125	124	119	120	115
Mexique	69	76	75	65	63	64	66	65	63	54	59	59	59
Norvège	111	114	127	132	131	136	136	145	146	140	146	152	149
Nouvelle-Zélande	70	69	76	89	98	106	97	107	99	90	106	112	116
Pays-Bas	88	91	94	107	111	110	109	113	116	115	110	110	105
Pologne	45	51	50	49	50	57	60	64	73	59	59	59	55
Portugal	69	71	74	82	87	84	83	87	90	86	82	83	77
République slovaque	37	36	39	47	52	54	56	64	71	70	66	67	65
République tchèque	39	42	49	51	55	59	62	66	79	72	71	72	67
Royaume-Uni	103	101	105	107	114	114	115	125	113	100	104	106	108
Slovénie	61	62	65	73	75	75	76	83	88	88	83	83	77
Suède	106	101	107	119	122	124	123	127	126	114	122	129	127
Suisse	117	122	126	135	138	138	132	129	135	137	141	154	147
Turquie	48	39	45	53	56	61	59	64	65	58	61	56	57
UE-28	85	86	89	98	102	102	102	107	108	103	99	99	95
OCDE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Afrique du Sud	48	42	37	50	58	60	59	58	51	55	67	69	65
Brésil	56	49	43	42	44	55	64	71	78	80	96	103	94
Chine	43	45	44	41	41	41	44	46	52	54	57	62	66
Fédération de Russie	28	32	33	33	39	44	47	53	54	44	51	56	59
Inde	32	32	32	31	31	33	33	36	36	35	40	40	39
Indonésie	36	34	39	40	39	40	48	50	53	55	67	72	71

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039046>

Indices de niveaux de prix

OCDE = 100, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036481>

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS RÉELS

Les taux de change effectifs sont une mesure sommaire de l'évolution des taux de change d'un pays vis-à-vis de ses partenaires commerciaux. Cet indicateur permet une vaste interprétation de la compétitivité des prix d'un pays. Cette compétitivité est à son tour un déterminant majeur de la capacité des pays à augmenter la productivité, stimuler l'innovation et améliorer le niveau de vie.

Définition

On calcule les indices de taux de change effectifs nominaux en comparant, pour chaque pays, la variation de son propre taux de change, par rapport au dollar des États-Unis, à une moyenne pondérée des variations des taux de change de ses concurrents (également par rapport au dollar des États-Unis). Les variations des taux de change des concurrents sont pondérées au moyen d'une matrice qui mesure l'importance du commerce bilatéral de l'année en cours.

L'indicateur des taux de change effectifs nominaux, présenté ici par rapport aux indices des prix à la consommation, tient compte non seulement de l'évolution des taux de change du marché, mais aussi des variations des prix relatifs (en utilisant les prix à la consommation).

La variation des prix relatifs à la consommation d'un pays donné entre deux années est mesurée par comparaison entre la variation de l'indice des prix à la consommation dudit pays (converti en dollars des États-Unis au taux de change du marché) et une moyenne pondérée des variations des indices des prix à la consommation de ses concurrents (également expri-

més en dollars des États-Unis). La moyenne pondérée des prix à la consommation est calculée au moyen d'une matrice de l'année en cours qui montre l'importance du commerce bilatéral.

Comparabilité

Les indices présentés ici sont élaborés selon la même procédure, ce qui garantit une bonne comparabilité d'un pays à l'autre et au cours du temps.

Une hausse de l'indice indique une dégradation de la compétitivité du pays considéré. Les taux de change réels constituent un facteur déterminant à court terme de la capacité d'un pays à faire face à la concurrence. Il convient de noter que ces indices montrent uniquement l'évolution de la compétitivité internationale de chaque pays dans le temps, et que les différences entre pays concernant le niveau des indices n'ont aucune signification.

Avec les taux de change effectifs réels, on essaie de supprimer ce facteur, et de tenir compte du fait que les gains de compétitivité potentiels résultant des dépréciations des taux de change peuvent être érodés par l'inflation locale, en corrigeant les taux de change effectifs nominaux à l'aide des écarts de taux d'inflation (prix à la consommation). Si les indices des prix à la consommation sont facilement accessibles, une autre question se pose alors, celle de l'hypothèse d'une évolution parallèle des prix relatifs des biens échangeables nationaux par rapport aux biens échangeables étrangers d'une part, et des prix relatifs à la consommation d'autre part.

En bref

On continue d'observer une divergence entre les taux de change effectifs réels des pays de l'OCDE. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont vu tous deux leur compétitivité internationale progresser sensiblement ces dix dernières années, en particulier le Royaume-Uni pendant la période comprise entre 2007 et 2009.

L'Allemagne et la France ont connu pratiquement le même scénario d'évolution de leurs taux de change effectifs réels. Entre 2002 et 2009, ceux-ci ont été plus ou moins stables, mais à partir de 2009, ils ont reculé (d'où une amélioration de leur compétitivité), l'Allemagne étant, des deux pays, celui qui a accusé la plus forte baisse. Depuis 2009, l'Italie a également enregistré un repli de son taux de change effectif réel. La Suisse constitue, en Europe, un cas intéressant, puisqu'elle a bénéficié d'une progression spectaculaire de sa compétitivité entre 2003 et 2007. Depuis la faillite de Lehman Brother en 2007 et jusqu'en 2011, le taux de change effectif réel de la monnaie suisse a gagné plus de 20 %. En plafonnant le taux de change du franc suisse vis-à-vis de l'euro, la Banque nationale suisse a mis fin à la détérioration de la compétitivité du pays. L'Irlande a vu pour sa part sa compétitivité s'améliorer nettement depuis 2007 bien qu'elle ait été durement frappée par la crise financière mondiale.

Le Japon a enregistré une forte amélioration de sa compétitivité internationale entre 2000 et 2007, suivie d'une détérioration spectaculaire après la crise financière. Depuis 2009 cependant, la hausse du taux de change effectif réel de sa monnaie a marqué le pas.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections.*

Sites Internet

- Sources & méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/fr/eco/perspectives/sources-et-methodes.htm.



Taux de change effectifs réels

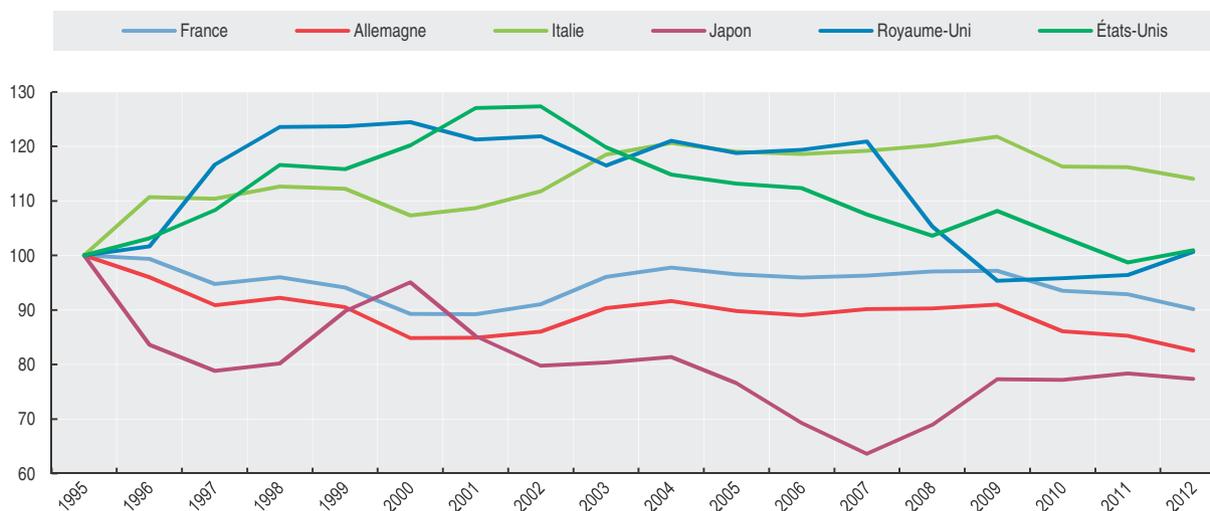
Sur la base des indices des prix à la consommation, 2010 = 100

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	98.6	98.6	100.0	105.0	106.5	104.3	103.4	104.7	104.9	105.7	100.0	99.0	95.9
Australie	69.0	66.1	69.8	79.0	85.7	88.2	87.6	92.5	90.7	88.2	100.0	107.1	108.3
Autriche	97.6	97.9	98.8	102.1	103.3	102.4	101.6	102.1	102.3	103.1	100.0	100.4	98.9
Belgique	91.3	92.2	93.8	98.5	100.5	100.4	100.0	100.7	103.5	103.5	100.0	101.0	99.0
Canada	75.3	73.8	73.4	81.3	85.5	90.6	95.7	98.8	96.2	92.0	100.0	101.5	101.1
Chili	89.1	83.8	88.9	82.7	88.5	94.3	98.7	97.1	98.5	94.8	100.0	101.2	103.8
Corée	106.6	100.4	105.5	106.9	108.5	121.3	129.8	128.2	104.6	92.7	100.0	100.3	99.9
Danemark	91.0	92.3	94.7	100.0	101.0	99.8	99.4	100.1	101.7	104.4	100.0	99.5	96.9
Espagne	85.7	87.7	90.7	95.5	97.6	98.2	99.5	101.0	103.2	103.2	100.0	100.5	98.4
Estonie	80.7	82.7	85.2	88.5	90.2	90.5	91.6	95.7	102.4	104.0	100.0	101.3	100.1
États-Unis	116.3	122.9	123.2	115.9	111.1	109.5	108.7	104.0	100.2	104.6	100.0	95.5	97.6
Finlande	99.0	100.2	101.8	106.7	106.7	103.6	102.2	103.5	105.2	106.5	100.0	99.7	97.0
France	95.5	95.4	97.4	102.7	104.6	103.2	102.6	103.0	103.8	104.0	100.0	99.3	96.5
Grèce	83.7	84.3	87.1	92.6	94.8	95.0	95.8	97.4	99.5	101.1	100.0	100.6	97.0
Hongrie	72.4	78.3	86.6	89.0	95.0	96.6	91.9	102.4	105.4	99.2	100.0	99.8	96.8
Irlande	81.5	84.4	89.2	98.0	100.6	100.3	102.0	107.0	112.1	107.9	100.0	100.2	95.7
Islande	132.4	116.8	124.7	131.4	134.9	152.6	142.4	148.2	116.3	95.1	100.0	101.1	101.6
Israël	113.9	113.0	102.5	96.6	90.1	87.7	87.1	87.7	97.8	95.5	100.0	101.0	96.1
Italie	92.3	93.4	96.1	101.9	103.7	102.3	102.0	102.5	103.4	104.7	100.0	99.9	98.1
Japon	123.2	110.4	103.4	104.1	105.4	99.2	89.8	82.4	89.3	100.1	100.0	101.5	100.2
Luxembourg	93.1	93.7	94.8	98.1	99.3	99.1	99.8	100.7	101.7	102.3	100.0	100.5	99.0
Mexique	115.3	123.5	124.0	110.0	105.3	109.2	109.1	107.7	105.6	92.9	100.0	100.0	97.2
Norvège	88.0	91.1	99.1	98.9	94.8	98.1	97.6	97.7	98.2	96.1	100.0	100.4	99.8
Nouvelle-Zélande	75.4	74.3	81.7	93.6	100.7	106.2	98.6	105.4	98.4	92.3	100.0	104.1	106.8
Pays-Bas	92.4	95.0	98.3	103.9	104.8	103.4	102.1	102.5	103.0	104.8	100.0	99.5	97.0
Pologne	92.0	103.1	98.8	88.3	87.5	97.3	99.1	102.4	111.7	94.8	100.0	98.3	95.7
Portugal	92.4	94.9	97.6	101.8	102.9	102.0	102.6	103.3	103.4	102.8	100.0	100.8	99.7
République slovaque	59.2	59.7	60.9	69.1	75.8	77.4	81.4	89.8	97.5	104.6	100.0	100.9	100.6
République tchèque	66.7	71.0	79.2	77.6	78.5	83.0	87.3	89.7	102.9	98.9	100.0	102.0	98.8
Royaume-Uni	129.9	126.6	127.2	121.6	126.3	124.0	124.6	126.2	109.9	99.5	100.0	100.6	105.0
Slovénie	93.7	93.6	95.5	98.9	99.1	98.1	98.2	99.7	102.0	103.5	100.0	99.0	97.3
Suède	109.5	100.4	103.6	110.4	111.0	106.2	105.6	106.8	104.5	94.5	100.0	105.8	105.4
Suisse	92.2	94.3	98.2	98.8	97.9	95.8	93.0	88.8	92.5	96.4	100.0	109.8	105.4
Turquie	82.4	67.1	73.4	77.8	80.5	89.2	88.4	95.7	96.8	91.1	100.0	88.5	91.8
Afrique du Sud	95.5	84.2	73.5	96.6	103.5	103.7	98.1	91.3	80.0	87.3	100.0	98.5	92.5
Brésil	62.6	55.5	55.7	53.5	55.8	69.2	77.5	83.5	87.8	87.9	100.0	104.8	94.8
Chine	93.8	98.3	96.2	89.3	86.6	85.5	86.6	89.4	97.2	101.6	100.0	102.5	108.8
Fédération de Russie	53.9	64.2	66.6	68.3	73.9	81.7	90.1	94.8	101.3	92.3	100.0	103.7	104.1
Inde	84.6	85.6	85.0	83.3	82.4	84.9	83.9	90.4	86.1	88.6	100.0	98.8	94.0
Indonésie	71.2	67.4	81.7	87.5	83.6	82.4	95.0	94.1	89.9	89.3	100.0	100.0	96.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039065>

Taux de change effectifs réels basés sur l'Indice des prix à la consommation

1995 = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036500>





ÉNERGIE ET TRANSPORT

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

ÉNERGIES RENOUVELABLES

PRODUCTION DE PÉTROLE

PRIX DU PÉTROLE

TRANSPORT

TRANSPORT DE MARCHANDISES

TRANSPORT DE VOYAGEURS

ACCIDENTS DE LA ROUTE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

Pour analyser les problèmes énergétiques, il convient de présenter de manière exhaustive les données fondamentales relatives à l'offre et à la demande de toute la gamme des combustibles, et ce sous une forme qui permette de comparer, pour les différents combustibles, leur poids économique et leur interdépendance à travers la transformation d'un combustible en une autre forme de combustible.

Définition

Les données présentées ici sont celles des approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP). Les ATEP correspondent à la somme de la production et des importations, diminuée des exportations et des soutes internationales et corrigée des variations des stocks. La méthode adoptée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour établir les bilans énergétiques repose sur le pouvoir calorifique des produits énergétiques et sur une unité de compte commune. L'unité adoptée est la tonne d'équivalent pétrole (tep) définie comme étant égale à 107 kilocalories (41.868 gigajoules). Cette quantité d'énergie équivaut, à quelques points de pourcentage près, au pouvoir calorifique net d'une tonne de pétrole brut. Pour chaque combustible, la différence entre le pouvoir calorifique « net » et « brut » correspond à la chaleur latente de vaporisation de l'eau produite pendant la combustion. Pour le charbon et le pétrole, le pouvoir calorifique net représente environ 5 % de moins que le pouvoir calorifique brut et, pour la plupart des types de gaz naturel ou manufacturé, la différence est de 9 % à 10 %. Les bilans énergétiques de l'AIE sont établis à l'aide de la méthode

du contenu énergétique qui permet de calculer l'équivalent en énergie primaire.

Comparabilité

La qualité des données n'est pas homogène dans l'ensemble des pays et des régions du monde. Dans certains pays, les données proviennent de sources secondaires et l'AIE procède par estimation lorsqu'elles sont incomplètes ou indisponibles. En général, les données relatives à la production et aux échanges devraient être de meilleure qualité que celles relatives aux soutes maritimes internationales et aux variations des stocks. De plus, les statistiques sur les biocombustibles et les déchets sont moins précises que les statistiques classiques sur les échanges d'énergie.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

En bref

De 1971 à 2010, les approvisionnements totaux en énergie primaire du monde entier ont plus que doublé, atteignant 13 114 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), ce qui correspond à un taux de croissance moyen de 2,2 % par an. À titre de comparaison, la population mondiale s'est accrue en moyenne de 1,5 % par an et le produit intérieur brut (PIB) de 3,0 % par an, en termes réels, au cours de la même période.

La croissance des approvisionnements énergétiques a été relativement constante sur toute la période, hormis en 1974-75 et au début des années 80, suite aux deux premiers chocs pétroliers, ainsi qu'au début des années 90, après l'effondrement de l'Union soviétique. Sous l'effet de la crise économique mondiale de 2008/2009, les approvisionnements énergétiques mondiaux ont reculé de 1 % en 2009, avant de repartir en 2010 pour progresser de 6 %, poursuivant sur cette tendance en 2011 avec une croissance de 2 %.

La part de la zone OCDE dans l'approvisionnement mondial en énergie primaire est passée de 61 % en 1971 à 40 % en 2011. L'essor économique de l'Asie a contribué à une forte hausse de la contribution de ce continent hors OCDE (Chine comprise) à l'approvisionnement énergétique mondial, qui est passée de 13 % à 33 % au cours de la même période. Inversement, la part cumulée des pays européens non membres de l'OCDE et de l'Eurasie (qui inclut l'ex-Union soviétique) a sensiblement diminué à la fin des années 80 et au début de la décennie suivante.

Sources

- AIE (2013), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Energy Balances of Non-OECD Countries*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *Electricity and a Climate-Constrained World: Data and Analyses*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *Energy Policies of IEA Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Natural Gas Information*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *Oil Information*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Renewables Information*, AIE, Paris.
- AIE (2012), *Energy Technology Perspectives*, AIE, Paris.
- AIE (2011), *IEA Scoreboard 2011, Implementing Energy Efficiency Policy: Progress and challenges in IEA member countries*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.



Approvisionnement total en énergie primaire

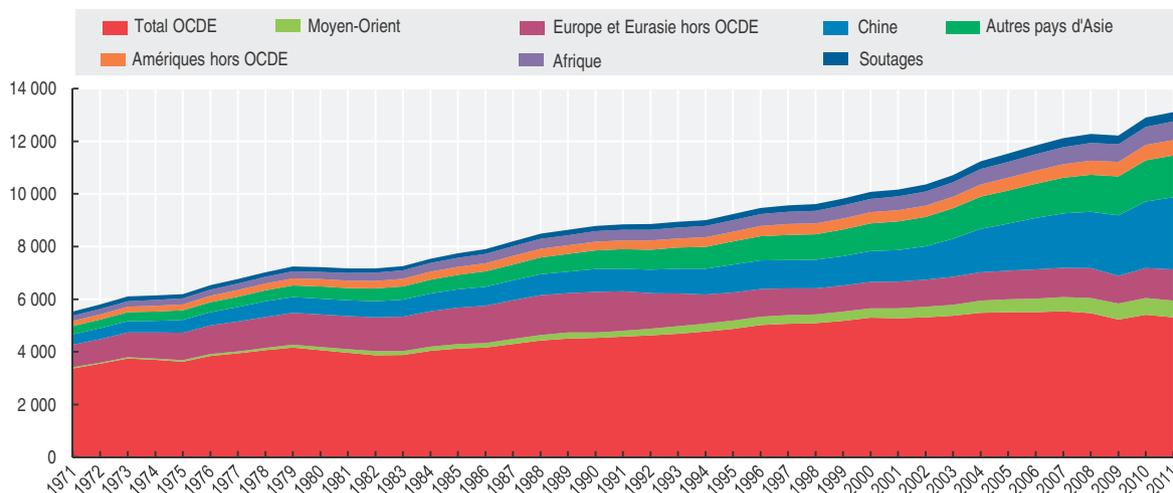
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	305.0	351.1	338.6	338.1	340.7	335.2	340.5	330.7	334.6	313.2	329.8	311.8	307.4
Australie	51.6	86.2	109.5	110.8	112.7	113.5	115.0	118.7	122.5	122.1	122.5	122.9	133.7
Autriche	18.8	24.8	30.4	32.2	32.7	33.8	33.8	33.4	33.5	32.0	34.2	33.0	32.9
Belgique	39.7	48.3	56.4	59.2	58.9	58.7	58.1	57.0	58.6	57.1	60.9	59.1	57.3
Canada	141.4	208.6	248.2	262.0	267.6	272.2	268.3	271.7	264.7	251.3	251.0	251.8	252.7
Chili	8.7	14.0	25.6	25.8	27.5	28.4	29.5	30.6	30.3	29.5	30.9	33.6	32.7
Corée	17.0	93.1	198.7	202.7	208.3	210.2	213.6	222.1	226.9	229.2	250.0	260.4	263.0
Danemark	18.5	17.4	19.0	20.1	19.4	18.9	20.3	19.8	19.2	18.4	19.3	18.0	17.0
Espagne	42.6	90.1	128.8	133.2	139.0	141.9	141.7	143.8	139.0	127.7	127.7	125.6	124.7
Estonie	..	9.9	4.7	5.2	5.3	5.2	5.0	5.6	5.4	4.7	5.6	5.6	5.7
États-Unis	1 587.5	1 915.0	2 256.0	2 261.2	2 307.8	2 318.9	2 296.7	2 337.0	2 277.0	2 164.5	2 215.5	2 191.2	2 132.4
Finlande	18.2	28.4	34.8	36.7	37.1	34.3	37.3	36.8	35.3	33.3	36.4	34.7	33.5
France	158.6	224.0	261.2	265.9	269.8	270.7	266.8	263.5	264.8	253.5	261.2	252.8	251.7
Grèce	8.7	21.4	28.3	29.1	29.7	30.2	30.2	30.2	30.4	29.4	27.6	26.7	26.0
Hongrie	19.0	28.8	25.6	26.1	26.2	27.6	27.3	26.7	26.5	24.9	25.7	25.0	23.5
Irlande	6.7	9.9	14.7	14.1	14.3	14.3	14.6	15.1	14.9	14.4	14.2	13.2	13.3
Islande	0.9	2.1	3.3	3.3	3.4	3.5	4.2	4.8	5.4	5.4	5.4	5.7	6.0
Israël	5.7	11.5	18.8	19.7	19.2	18.5	20.4	20.7	22.9	21.5	23.2	23.3	24.1
Italie	105.4	146.6	172.4	179.4	182.0	183.9	181.8	179.6	176.0	164.9	170.2	167.4	158.6
Japon	267.5	439.3	510.4	506.2	522.5	520.5	519.8	515.2	495.4	472.2	499.1	461.5	451.5
Luxembourg	4.1	3.4	3.6	3.8	4.3	4.4	4.3	4.2	4.2	4.0	4.2	4.2	4.1
Mexique	43.0	122.5	150.8	153.7	159.3	170.3	172.3	176.7	181.9	175.8	178.9	186.2	191.9
Norvège	13.3	21.0	24.9	27.0	26.4	26.8	27.1	27.5	29.8	29.8	32.3	28.1	29.8
Nouvelle-Zélande	6.9	12.9	17.1	16.8	17.4	16.8	17.0	17.1	17.4	17.5	18.3	18.2	18.6
Pays-Bas	50.9	65.7	75.7	78.0	79.1	78.8	76.8	79.3	79.6	78.2	83.4	77.4	78.2
Pologne	86.1	103.1	88.9	91.1	91.4	92.4	92.2	96.8	97.9	94.0	101.5	101.3	96.5
Portugal	6.3	16.7	25.8	25.1	25.8	26.5	24.7	25.3	24.4	24.2	23.5	23.1	21.9
République slovaque	14.3	21.3	18.7	18.6	18.4	18.8	18.6	17.9	18.3	16.7	17.8	17.3	16.7
République tchèque	45.4	49.6	42.5	44.4	45.5	44.9	45.9	45.8	44.9	42.0	44.0	43.4	42.8
Royaume-Uni	208.7	205.9	218.3	222.1	221.6	222.6	219.0	211.0	208.2	196.5	201.8	188.1	192.4
Slovénie	..	5.7	6.8	6.9	7.1	7.3	7.3	7.3	7.7	7.1	7.2	7.2	7.1
Suède	36.0	47.2	51.8	50.6	52.6	51.6	50.2	50.1	49.6	45.4	51.3	49.0	48.9
Suisse	16.4	24.4	25.9	26.0	26.1	25.9	27.1	25.8	26.8	27.0	26.2	25.4	25.5
Turquie	19.5	52.8	74.2	77.8	80.9	84.4	93.0	100.0	98.5	97.7	105.1	112.5	115.7
UE-28	..	1 635.7	1 719.9	1 755.8	1 775.1	1 777.0	1 778.6	1 757.6	1 750.1	1 650.3	1 715.7	1 654.0	..
OCDE	3 372.3	4 522.5	5 310.4	5 373.3	5 479.8	5 511.7	5 505.7	5 548.1	5 472.6	5 224.6	5 406.2	5 304.8	5 237.9
Afrique du Sud	45.4	91.0	109.9	117.4	128.7	128.2	127.3	136.6	146.8	142.8	142.3	141.4	..
Brésil	69.8	140.2	195.8	199.0	210.0	215.3	222.8	235.5	248.6	240.5	265.9	270.0	..
Chine	391.6	870.7	1 253.8	1 427.6	1 639.9	1 775.7	1 938.9	2 044.6	2 120.8	2 286.1	2 516.7	2 727.7	..
Fédération de Russie	..	879.2	623.1	645.3	647.4	651.7	670.7	672.6	688.5	646.9	702.3	731.0	..
Inde	156.5	316.7	477.5	489.5	519.2	539.4	567.2	604.7	633.0	698.4	723.7	749.4	..
Indonésie	35.1	98.6	164.9	165.4	176.2	179.5	183.7	182.9	186.6	199.8	211.3	209.0	..
Monde	5 530.6	8 781.9	10 362.3	10 717.3	11 246.3	11 532.0	11 840.9	12 121.4	12 279.7	12 217.8	12 904.8	13 113.4	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039084>

Approvisionnement total en énergie primaire par région

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036519>

INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE

Pour mesurer l'intensité énergétique, la comparer et évaluer ses variations au fil du temps, il est courant d'observer l'évolution du ratio de la consommation d'énergie au PIB. L'intensité énergétique sert parfois également de mesure indirecte de l'efficacité énergétique, ce qui peut toutefois être une source d'erreur dans la mesure où l'intensité énergétique dépend de nombreux autres éléments, comme le climat, la composition de la production, l'externalisation des biens produits par les secteurs à forte intensité énergétique, etc.

Définition

Le tableau montre les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par milliard de dollars des États-Unis de PIB. Calculé pour chaque pays, ce ratio correspond aux ATEP annuels divisés par le PIB annuel à prix constants de 2005 et converti en dollars des États-Unis à parité de pouvoir d'achat (PPA) pour 2005.

Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges, des soutes et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite à partir de combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a déjà été comptabilisé. Les ATEP sont exprimés en tonnes d'équivalent pétrole.

En bref

Depuis 1971, de nombreux pays de l'OCDE ont amélioré considérablement l'efficacité des principales utilisations finales de l'énergie, substitué l'électricité à d'autres formes d'énergie, apporté des changements à la production manufacturière et induit certaines modifications de comportement chez les consommateurs. En conséquence, les approvisionnements énergétiques par unité de PIB ont sensiblement diminué, en particulier entre 1979 et 1990.

Ce bilan est également imputable à la hausse des prix des combustibles, au progrès technologique à long terme ainsi qu'aux programmes publics et aux réglementations en faveur de l'efficacité énergétique.

Globalement, le ratio des approvisionnements en énergie primaire au PIB (ATEP/PIB) a moins reculé que celui de la consommation d'énergie au PIB (consommation finale totale/PIB) en raison d'une consommation accrue d'électricité. En effet, les pertes subies lors de la production d'électricité dépassent les économies d'énergie réalisées par certaines utilisations finales, comme les appareils électroménagers.

Le ratio de la consommation d'énergie au PIB varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Indépendamment des prix de l'énergie, les conditions climatiques hivernales sont déterminantes à cet égard, de même que les techniques de transformation des matières premières, les distances sur lesquelles il faut transporter les marchandises, la taille des logements, l'utilisation de modes de transport individuels plutôt que collectifs et d'autres facteurs liés aux modes de vie.

Comparabilité

La plus grande prudence s'impose lorsque l'on compare les intensités énergétiques de différents pays ou à différentes périodes. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures moyennes et la structure économique, ont une influence sur ce ratio. Une baisse du ratio ATEP/PIB peut être imputable à une restructuration de l'économie et à la délocalisation des industries à forte intensité énergétique, comme la sidérurgie, à l'extérieur du pays. De telles délocalisations peuvent accentuer les dommages causés à l'environnement si les techniques utilisées par les producteurs étrangers ont un rendement énergétique faible.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- AIE (2013), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Energy Balances of non-OECD Countries*, IEA, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *Tracking Clean Energy Progress 2013*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *Energy Policies of IEA Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Tracking Clean Energy Progress 2013*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *Transition to Sustainable Buildings: Strategies and Opportunities to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *IEA Scoreboard 2011, Implementing Energy Efficiency Policy: Progress and Challenges in IEA Member Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Implementing Energy Efficiency Policies: are IEA Member Countries on Track?*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.



Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

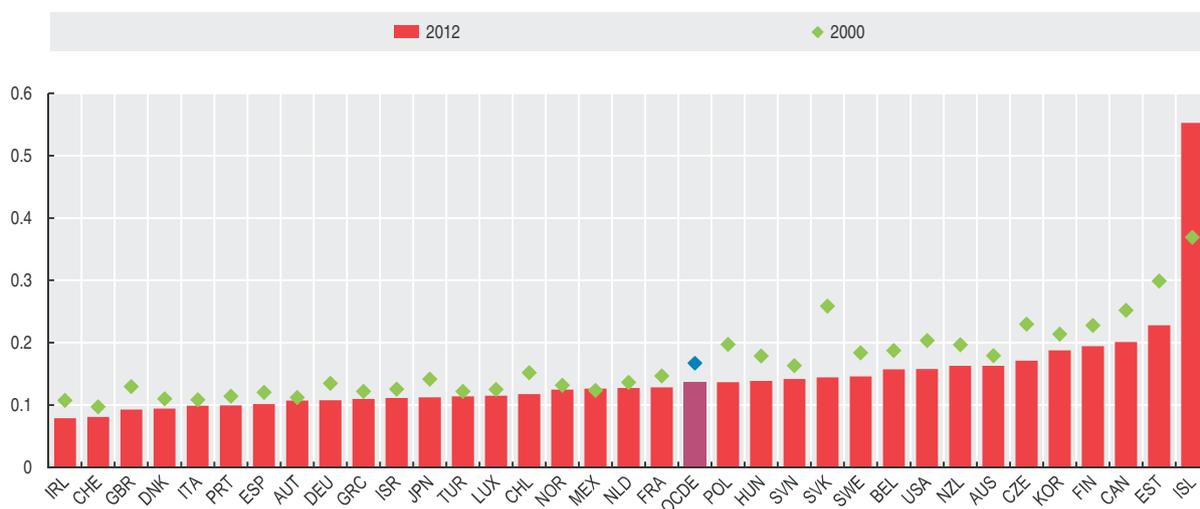
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2005 de PIB, calculé avec les PPA

	1971	1990	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.24	0.17	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11
Australie	0.21	0.20	0.17	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.16	0.15	0.15	0.14	0.16
Autriche	0.16	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.12	0.11	0.11
Belgique	0.26	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.17	0.16	0.16
Canada	0.36	0.28	0.24	0.25	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.20	0.20
Chili	0.17	0.16	0.15	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.13	0.12
Corée	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.19	0.19	0.19
Danemark	0.21	0.13	0.11	0.12	0.11	0.10	0.11	0.10	0.10	0.10	0.11	0.10	0.09
Espagne	0.10	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.10
Estonie	..	0.61	0.26	0.27	0.26	0.23	0.21	0.21	0.22	0.22	0.25	0.23	0.23
États-Unis	0.36	0.24	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16
Finlande	0.30	0.25	0.24	0.24	0.24	0.21	0.22	0.21	0.20	0.20	0.22	0.20	0.19
France	0.19	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14	0.14	0.14	0.13	0.14	0.13	0.13
Grèce	0.08	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.10	0.11	0.11
Hongrie	0.24	0.21	0.17	0.17	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14	0.14
Irlande	0.24	0.16	0.10	0.10	0.09	0.09	0.09	0.08	0.08	0.09	0.09	0.08	0.08
Islande	0.30	0.32	0.38	0.37	0.35	0.34	0.38	0.42	0.46	0.50	0.52	0.53	0.55
Israël	0.15	0.14	0.13	0.13	0.13	0.11	0.12	0.11	0.12	0.11	0.12	0.11	0.11
Italie	0.14	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10
Japon	0.19	0.13	0.14	0.13	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.13	0.12	0.11
Luxembourg	0.51	0.21	0.13	0.13	0.14	0.14	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11
Mexique	0.11	0.15	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13
Norvège	0.19	0.15	0.12	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.13	0.13	0.14	0.12	0.12
Nouvelle-Zélande	0.15	0.20	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.17	0.16	0.16
Pays-Bas	0.21	0.17	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.14	0.12	0.13
Pologne	0.37	0.33	0.19	0.19	0.18	0.18	0.17	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.14
Portugal	0.08	0.10	0.12	0.11	0.12	0.12	0.11	0.11	0.10	0.11	0.10	0.10	0.10
République slovaque	0.33	0.34	0.25	0.24	0.22	0.22	0.20	0.17	0.17	0.16	0.16	0.15	0.14
République tchèque	0.39	0.29	0.23	0.23	0.22	0.21	0.20	0.19	0.18	0.17	0.18	0.17	0.17
Royaume-Uni	0.25	0.16	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.10	0.09	0.09
Slovénie	..	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14
Suède	0.26	0.22	0.19	0.18	0.18	0.17	0.16	0.16	0.16	0.15	0.16	0.15	0.15
Suisse	0.10	0.11	0.10	0.10	0.10	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.08	0.08
Turquie	0.11	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.12	0.12	0.11	0.11
UE-28	..	0.17	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	..
OCDE	0.26	0.19	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.14	0.15	0.14	0.14
Afrique du Sud	0.25	0.32	0.31	0.32	0.33	0.32	0.30	0.30	0.31	0.31	0.30	0.29	..
Brésil	0.15	0.13	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.14	0.13	0.14	0.13	..
Chine	1.30	0.70	0.32	0.33	0.34	0.33	0.32	0.30	0.28	0.28	0.28	0.27	..
Fédération de Russie	..	0.47	0.45	0.43	0.41	0.38	0.37	0.34	0.33	0.33	0.35	0.35	..
Inde	0.34	0.30	0.24	0.23	0.23	0.21	0.21	0.20	0.20	0.21	0.19	0.19	..
Indonésie	0.35	0.27	0.27	0.26	0.26	0.25	0.25	0.23	0.22	0.23	0.23	0.21	..
Monde	0.29	0.24	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20	0.19	0.19	0.19	0.19	0.19	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039103>

Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2005 de PIB, calculé avec les PPA



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036538>

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'électricité produite par un pays et sa répartition par source d'énergie dépendent de ses ressources naturelles, de ses importations d'énergie, de sa politique en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques, de sa population, de son taux d'électrification ainsi que du développement et de la croissance de son économie en général.

Définition

Le tableau présente des données sur la production d'électricité dans des centrales thermiques classiques, nucléaires, hydrauliques (à l'exclusion des stations de pompage) et solaires, des installations géothermiques ou brûlant des biocombustibles, etc. Les centrales peuvent produire soit de l'électricité seule, soit de l'électricité et de la chaleur (centrales de cogénération). Tant les centrales des producteurs dont la production est l'activité principale que celles des autoproducteurs sont prises en compte, lorsque les données sont disponibles. Les producteurs dont la production est l'activité principale produisent de l'électricité essentiellement pour la vente à des tiers. Les autoproducteurs produisent de l'électricité, en totalité ou en partie, pour leur propre compte accessoirement à leur activité principale. Les deux catégories de centrales peuvent appartenir à des intérêts privés ou publics.

La production d'électricité est mesurée en térawattheures, qui exprime la génération d'un térawatt (1 012 watts) d'électricité pendant une heure.

En bref

La production mondiale d'électricité a progressé à un rythme annuel moyen de 3,7 % entre 1971 et 2011, à comparer à une croissance de 2,2 % de l'offre totale d'énergie primaire. Cette augmentation s'explique en grande partie par la multiplication des appareils électriques, par la progression du chauffage électrique dans plusieurs pays développés et par les programmes d'électrification rurale engagés dans les pays en développement.

La part de l'électricité d'origine fossile a progressivement diminué, passant de 74 % en 1971 à 68 % en 2011. Cette baisse est due à un recul progressif du fioul, qui est tombé de 21 % à 5 %.

La part du fioul dans la production mondiale d'électricité a diminué, en particulier sous l'effet d'une augmentation spectaculaire de la production électronucléaire, qui est passée de 2 % en 1971 à 18 % en 1996. Cependant, la part du nucléaire n'a cessé de reculer depuis lors pour atteindre 12 % en 2011.

La part du charbon est restée stable (40-41 %), tandis que celle du gaz naturel a augmenté, passant de 13 % en 1971 à 22 % en 2011. Au cours de la même période, l'hydroélectricité a vu sa part reculer de 23 % à 16 %.

Grâce aux grands programmes de développement de plusieurs pays de l'OCDE, la part des énergies nouvelles et renouvelables (énergie solaire, éolienne et géothermique et énergie obtenue à partir des biocombustibles et des déchets) s'est accrue. Cependant, ces formes d'énergie restent limitées : elles ne représentaient en 2011 qu'environ 4,5 % du total de la production mondiale d'électricité.

Comparabilité

Certains pays, membres ou non de l'OCDE, éprouvent des difficultés à déterminer la production d'électricité des autoproducteurs. Il est par ailleurs difficile d'obtenir des informations sur l'électricité produite avec des biocombustibles et des déchets dans certains pays non membres de l'OCDE. Par exemple, l'électricité obtenue à partir des biocombustibles résiduels des sucreries n'est généralement pas comptabilisée dans un certain nombre de pays.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- AIE (2013), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Energy Balances of Non-OECD Countries*, AIE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Cooke, D. (2011), "Empowering customer choice in electricity markets", *IEA Energy Papers*, No. 2011/13.
- OCDE (2013), *Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels 2013*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Taxing Energy Use, A Graphical Analysis*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Electricity and a Climate-Constrained World: Data and Analyses*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *IEA Scoreboard 2011, Implementing Energy Efficiency Policy: Progress and challenges in IEA member countries*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- IEA Electricity Information Statistics.
- IEA World Energy Statistics and Balances.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.



Production d'électricité

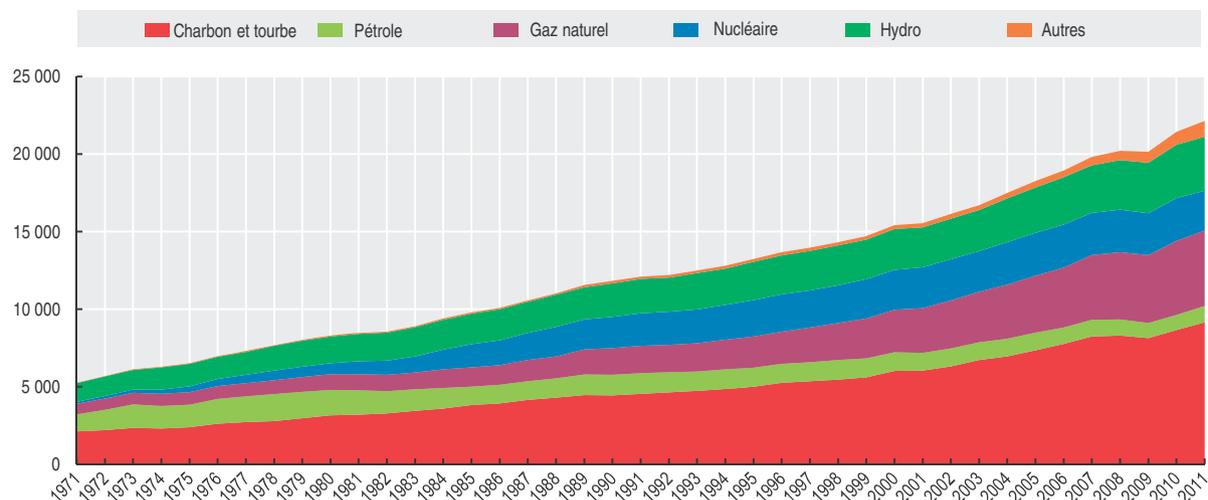
Terawatts heure (TWh)

	1971	1990	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	327.2	547.7	582.0	601.5	608.5	613.4	629.4	629.5	631.2	584.3	622.0	602.4	610.9
Australie	53.0	154.3	227.4	221.9	229.6	228.3	232.7	243.0	243.1	248.7	252.1	252.6	252.3
Autriche	28.2	49.3	60.7	58.1	61.9	64.1	62.1	62.6	64.5	66.3	67.9	62.2	64.5
Belgique	33.2	70.3	80.9	83.6	84.4	85.7	84.3	87.5	83.6	89.8	93.8	89.0	77.3
Canada	221.8	482.0	601.2	589.5	599.9	626.0	613.4	638.9	640.9	613.9	601.9	636.9	645.7
Chili	8.5	18.4	43.7	46.8	51.2	52.5	55.3	58.5	59.7	60.7	60.4	65.7	68.4
Corée	10.5	105.4	329.8	343.2	366.6	387.9	402.3	425.9	443.9	451.7	496.7	520.1	528.4
Danemark	18.6	26.0	39.3	46.2	40.4	36.2	45.6	39.3	36.6	36.4	38.8	35.2	30.4
Espagne	61.6	151.2	239.9	257.3	276.7	289.4	295.6	301.8	311.0	291.9	298.3	289.0	293.5
Estonie	..	17.4	8.6	10.2	10.3	10.2	9.7	12.2	10.6	8.8	13.0	12.9	12.0
États-Unis	1 703.4	3 202.8	4 026.4	4 054.6	4 148.1	4 268.9	4 275.0	4 323.9	4 343.0	4 165.4	4 354.4	4 326.6	4 281.7
Finlande	21.7	54.4	74.9	84.3	85.8	70.6	82.3	81.2	77.4	72.1	80.7	73.5	70.4
France	155.8	417.2	553.9	561.8	569.1	571.5	569.3	564.2	569.2	530.8	564.3	556.9	555.1
Grèce	11.6	34.8	53.9	57.9	58.8	59.4	60.2	62.7	62.9	61.1	57.4	59.2	57.6
Hongrie	15.0	28.4	36.2	34.1	33.7	35.8	35.9	40.0	40.0	35.9	37.4	36.0	34.4
Irlande	6.3	14.2	24.8	24.9	25.2	25.6	27.1	27.8	29.9	28.0	28.4	27.7	27.5
Islande	1.6	4.5	8.4	8.5	8.6	8.7	9.9	12.0	16.5	16.8	17.1	17.2	17.5
Israël	7.6	20.9	45.5	47.0	47.3	48.6	50.6	53.8	57.0	55.0	58.6	59.6	60.7
Italie	123.9	213.1	277.5	286.3	295.8	296.8	307.7	308.2	313.5	288.3	298.8	300.6	294.4
Japon	382.9	835.5	1 049.0	1 038.4	1 068.3	1 089.9	1 094.8	1 125.5	1 075.5	1 043.4	1 108.7	1 042.7	1 025.8
Luxembourg	1.3	0.6	2.8	2.8	3.4	3.3	3.5	3.2	2.7	3.2	3.2	2.6	2.7
Mexique	31.0	115.8	215.9	213.7	232.6	243.8	249.5	257.3	261.9	261.0	271.1	295.8	296.0
Norvège	63.5	121.6	130.2	106.7	110.1	137.2	121.2	136.1	141.2	131.0	123.2	126.9	146.8
Nouvelle-Zélande	15.5	32.3	40.6	40.8	42.5	43.0	43.6	43.8	43.8	43.5	44.9	44.5	44.3
Pays-Bas	44.9	71.9	95.9	96.8	102.4	100.2	98.4	105.2	107.6	113.5	118.1	113.0	102.2
Pologne	69.5	134.4	142.5	150.0	152.6	155.4	160.8	158.8	154.7	151.1	157.1	163.1	161.6
Portugal	7.9	28.4	45.7	46.5	44.8	46.2	48.6	46.9	45.5	49.5	53.7	51.9	45.5
République slovaque	10.9	25.5	32.2	31.0	30.5	31.4	31.3	27.9	28.8	25.9	27.5	28.3	28.3
République tchèque	36.4	62.3	76.0	82.8	83.8	81.9	83.7	87.8	83.2	81.7	85.3	86.8	86.9
Royaume-Uni	255.8	317.8	384.6	395.5	391.3	395.4	393.4	393.0	384.9	373.1	378.6	364.9	360.2
Slovénie	..	12.4	14.6	13.8	15.3	15.1	15.1	15.0	16.4	16.4	16.2	15.9	15.5
Suède	66.5	146.0	146.7	135.4	151.7	158.4	143.3	148.8	149.9	136.6	148.5	150.3	165.4
Suisse	31.2	55.0	65.5	65.4	63.9	57.8	62.1	66.4	67.0	66.7	66.1	62.9	68.0
Turquie	9.8	57.5	129.4	140.6	150.7	162.0	176.3	191.6	198.4	194.8	211.2	229.4	239.5
UE-28	..	2 567.8	3 097.7	3 187.4	3 254.1	3 275.5	3 319.3	3 333.7	3 339.7	3 172.3	3 314.7	3 250.7	..
OCDE	3 836.9	7 629.3	9 886.6	9 978.0	10 245.7	10 500.7	10 573.9	10 780.3	10 796.2	10 397.1	10 855.2	10 802.2	10 771.3
Afrique du Sud	54.6	165.4	218.6	231.2	240.9	242.1	250.9	260.5	255.5	246.8	256.6	259.6	..
Brésil	51.6	222.8	345.7	364.3	387.5	403.0	419.3	445.1	463.1	466.2	515.8	531.8	..
Chine	138.4	621.2	1 654.9	1 911.7	2 204.7	2 502.5	2 869.8	3 287.5	3 482.0	3 742.0	4 208.1	4 715.7	..
Fédération de Russie	..	1 082.2	889.3	914.3	929.9	951.2	993.9	1 013.4	1 038.4	990.0	1 036.1	1 053.0	..
Inde	66.4	289.4	597.3	634.0	666.6	698.2	753.3	813.9	841.7	906.8	959.9	1 052.3	..
Indonésie	1.8	32.7	108.2	114.5	120.2	127.4	133.1	142.2	149.4	155.6	168.7	182.4	..
Monde	5 245.8	11 818.5	16 132.5	16 701.1	17 490.5	18 251.1	18 946.4	19 803.8	20 203.2	20 136.8	21 437.6	22 125.8	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039122>

Production d'électricité mondiale par type d'énergie

Terawatts heure (TWh)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036557>

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Alors que l'énergie nucléaire avait connu une forte croissance dans les années 70 et 80, ces vingt dernières années ont vu la mise en service d'une poignée de centrales seulement. Or, on constate depuis quelque temps un regain d'intérêt pour les potentialités offertes par l'énergie nucléaire s'agissant de réduire les gaz à effet de serre, de diversifier les sources d'énergie et de renforcer la sécurité d'approvisionnement. Toutefois, l'accident survenu à la centrale de Fukushima Daiichi (Japon), suite au tremblement de terre et au tsunami de mars 2011, ont conduit plusieurs pays à revoir leur programme nucléaire. L'Allemagne, la Belgique et la Suisse ont décidé d'accélérer leur sortie du nucléaire, tandis que d'autres ont procédé à des examens de sûreté, retardant du même coup leurs programmes de développement nucléaire. Aucun pays n'ayant décidé, à l'issue de ces examens, de renoncer à l'énergie nucléaire, l'exécution des plans de développement a repris. La puissance nucléaire mondiale devrait donc s'accroître au cours des prochaines années.

À l'avenir, cette croissance s'observera surtout dans les économies non membres de l'OCDE. La Chine, en particulier, a donné un coup d'accélération au développement de son parc nucléaire, avec 27 réacteurs en chantier au 1er juin 2013. Plusieurs centrales sont également en cours de construction en Inde et en Fédération de Russie. Parmi les pays membres de l'OCDE, la Corée, les États-Unis, la Finlande, la France, le Japon et la République slovaque ont entrepris de se doter d'une ou plusieurs centrales supplémentaires, tandis que la Turquie met la touche finale aux plans de construction de ses deux pre-

mières (comptant chacune quatre réacteurs) et la Pologne prévoit activement d'obtenir ses premiers réacteurs. En revanche, l'incertitude demeure quant à l'avenir du nucléaire au Japon dans la mesure où toutes les unités opérationnelles, à l'exception de deux, étaient à l'arrêt au 1er juin 2013 et on ignore encore combien seront redémarrées à terme.

Définition

Sont indiquées ici la production électronucléaire en térawattheures (TWh) et la part de la production totale d'électricité qui revient au nucléaire. Le tableau fournit aussi le nombre de centrales nucléaires en service ou en construction au 1er juin 2013.

Comparabilité

Certaines statistiques sur la production sont provisoires et donc susceptibles d'être modifiées. Les données sur le Japon se rapportent à l'exercice budgétaire.

En bref

En 2011, près de 20 % de l'électricité fournie dans les pays de l'OCDE (et 12 % à l'échelle mondiale) était d'origine nucléaire. Toutefois, le recours à l'énergie nucléaire varie grandement d'un pays à l'autre. Au total, 18 des 34 pays membres de l'OCDE l'exploitent, dont huit pour produire un tiers, voire plus, de leur électricité. Pris ensemble, les pays de l'OCDE représentent aux alentours de 80 % de l'énergie nucléaire mondiale. Douze économies non membres de l'OCDE se partagent le reste de la production.

Il ressort de l'édition 2012 des *Energy Technology Perspectives* de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) que, d'après le scénario limitant à deux degrés l'élévation de la température planétaire, la puissance nucléaire installée pourrait passer de 370 GW à l'heure actuelle à 1 100 GW en 2050, ce qui porterait à près de 20 % la part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité. Cela représenterait une contribution importante du secteur électrique à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, l'incertitude subsiste en ce qui concerne les possibilités de construire et d'exploiter avec succès la prochaine génération de centrales nucléaires, l'adhésion publique et politique au nucléaire, au lendemain de l'accident de Fukushima Daiichi, et le niveau de développement des autres sources d'énergie sobres en carbone. Comme l'AIE le souligne dans son rapport *Tracking Clean Energy Progress 2013*, le niveau actuel d'expansion est en deçà des projections, les tranches récemment construites ne représentant qu'un tiers de la puissance installée requise pour atteindre à l'horizon 2025 les objectifs définis dans le scénario « 2° C ».

Sources

- OCDE (2013), *Données sur l'énergie nucléaire*, Éditions OCDE.
- Les données des pays non-membres proviennent de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), www.iaea.org.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *Tracking Clean Energy Progress 2013*, AIE, Paris.
- Agence internationale de l'énergie (AIE) (2012), *Energy Technology Perspectives*, IEA, Paris.
- AEN (2012), *The Role of Nuclear Energy in a Low Carbon Future, Développement de l'énergie nucléaire*, Éditions OCDE.
- AEN et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (2012), *Uranium 2011: Resources, Production and Demand*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Agence pour l'énergie nucléaire, www.oecd-nea.org.



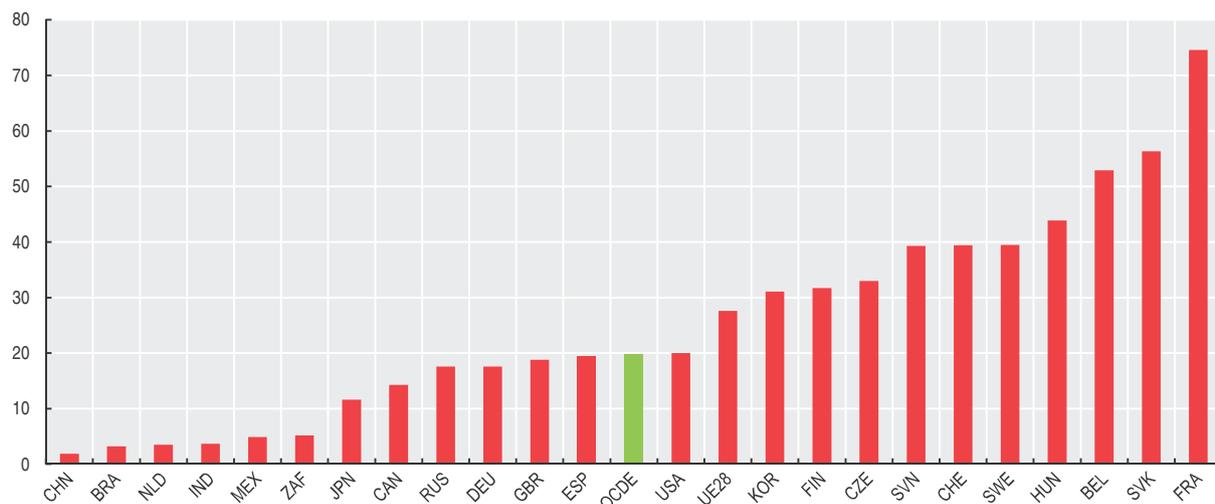
Production d'électricité nucléaire et centrales nucléaires

	2011		Nombre au 1 juin 2013	
	Terawatts heure net	En pourcentage de la production totale d'électricité	Centrales connectées au réseau	Centrales en construction
Allemagne	102.0	17.6	9	-
Australie	-	-	-	-
Autriche	-	-	-	-
Belgique	45.9	52.9	7	-
Canada	88.3	14.3	19	-
Chili	-	-	-	-
Corée	154.7	31.1	23	5
Danemark	-	-	-	-
Espagne	55.1	19.5	8	-
Estonie	-	-	-	-
États-Unis	790.0	20.0	102	3
Finlande	22.3	31.7	4	1
France	404.9	74.6	58	1
Grèce	-	-	-	-
Hongrie	14.7	43.9	4	-
Irlande	-	-	-	-
Islande	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-
Japon	96.7	11.6	50	4
Luxembourg	-	-	-	-
Mexique	9.7	4.9	2	-
Norvège	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-
Pays-Bas	3.9	3.5	1	-
Pologne	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-
République slovaque	14.3	56.3	4	2
République tchèque	26.7	33.0	6	-
Royaume-Uni	69.0	18.8	16	-
Slovénie	5.9	39.3	1	-
Suède	58.0	39.5	10	-
Suisse	26.0	39.4	5	-
Turquie	-	-	-	-
UE-28	858.8	27.6	132	4
OCDE	1 988.1	19.9	329	16
Afrique du Sud	12.9	5.2	2	-
Brésil	14.8	3.2	2	1
Chine	82.6	1.9	17	27
Fédération de Russie	162.0	17.6	33	10
Inde	29.0	3.7	20	7
Indonésie	..	..	..	..
Monde	2 518.0	12.3	435	68

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039141>

Production d'électricité nucléaire

En pourcentage de la production totale d'électricité, 2011


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036576>

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les États sont de plus en plus nombreux à accorder une place de choix au développement durable et à la lutte contre le changement climatique dans leurs politiques énergétiques. Avec la croissance de la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre ont grimpé en flèche et leur concentration dans l'atmosphère s'est accrue. Un moyen de réduire ces émissions tout en diversifiant le paysage énergétique consiste à remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables.

Définition

Le tableau indique la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie primaire (AEP) des pays de l'OCDE et des Partenaires clés (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde et Indonésie). Les énergies renouvelables comprennent l'équivalent en énergie primaire de l'électricité produite par l'hydraulique (hors stations de pompage), la géothermie, le solaire, l'éolien, l'énergie marémotrice et l'énergie de la houle. Elles recouvrent aussi l'énergie provenant des biocombustibles solides, de la bio-essence, des biodiesels et autres biocarburants liquides, des biogaz et de la fraction renouvelable des déchets urbains. Les biocombustibles sont par définition les combustibles provenant directement ou indirectement de la biomasse (matière obtenue à partir d'organismes vivants ou morts depuis peu). Ils incluent le bois, les déchets végétaux (dont les déchets de bois et les cultures énergétiques), l'éthanol, les matières/déchets d'origine animale et les lessives sulfiteuses. Les déchets urbains comprennent les déchets des secteurs résidentiel, tertiaire et des services publics collectés par les autorités municipales pour élimination dans une installation centralisée et pour la production de chaleur et/ou d'électricité.

En bref

Dans les pays de l'OCDE, les approvisionnements totaux en énergies renouvelables ont augmenté au rythme de 2.5 % par an entre 1971 et 2012, contre 1.1 % dans le cas des approvisionnements totaux en énergie primaire. La croissance annuelle de l'hydraulique (1.2 %) est inférieure à celle d'autres énergies renouvelables, telles que la géothermie (5.6 %) ou encore les biocombustibles et les déchets (2.7 %). Comme leur niveau était très bas en 1971, le solaire et l'éolien sont les énergies renouvelables qui ont enregistré la plus forte croissance dans les pays de l'OCDE, surtout dans ceux où les pouvoirs publics ont mené une politique en faveur de leur développement.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques est passée de 4.8 % en 1971 à 8.5 % en 2012. Toutefois, les disparités entre pays sont considérables. En haut de la fourchette, la part des énergies renouvelables atteignait 85 % en Islande et 47 % en Norvège. À l'autre extrême, elle ne dépassait pas 5 % en Corée, au Japon, au Luxembourg, au Pays-Bas et au Royaume-Uni.

S'agissant des Partenaires clés de l'OCDE, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques en 2011 était de 43 % au Brésil, 34 % en Indonésie, 27 % en Inde, 11 % en Chine, 11 % en Afrique du Sud et 2 % en Fédération de Russie.

Comparabilité

Les données sur les biocombustibles et les déchets reposent souvent sur des enquêtes de portée limitée ou sur d'autres informations incomplètes. Elles ne donnent donc qu'une impression générale des tendances et ne sont pas véritablement comparables d'un pays à l'autre. Parfois, des catégories entières de combustibles végétaux sont omises par manque d'information.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- AIE (2013), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *Medium-Term Renewable Energy Market Report*, AIE, Paris.
- AIE (2012), *Solar Heating and Cooling, IEA Technology Roadmaps*, AIE, Paris.
- AIE (2011), *Deploying Renewables: Best and Future Policy Practice*, AIE, Paris.
- AIE (2011), *Harnessing Variable Renewables, A Guide to the Balancing Challenge*, AIE, Paris.

Publications statistiques

- AIE (2012), *Renewables Information*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.



Contribution des énergies renouvelables à l’approvisionnement en énergie

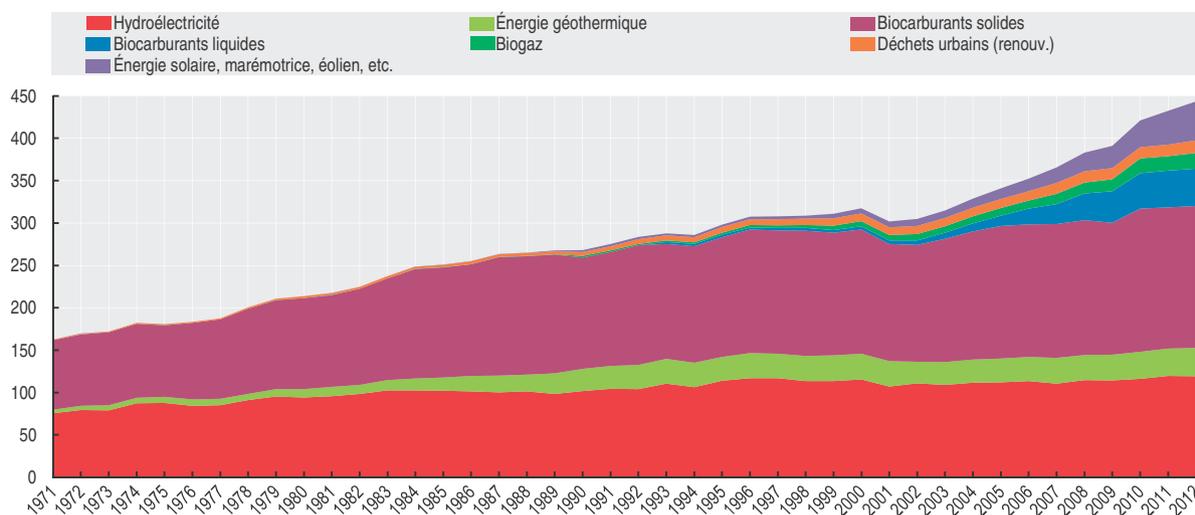
En pourcentage de l’approvisionnement total en l’énergie primaire

	1971	1990	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	1.2	1.5	3.2	3.8	4.4	5.0	5.8	7.9	8.0	8.8	9.9	10.0	10.7
Australie	8.8	5.9	6.2	6.0	5.8	5.7	5.8	5.8	5.8	4.6	4.8	5.1	4.6
Autriche	11.0	20.3	21.3	18.7	19.7	21.0	22.1	24.1	25.3	27.8	27.2	26.6	29.5
Belgique	-	1.0	1.3	1.5	1.6	2.0	2.3	2.7	3.1	3.8	4.2	4.9	5.1
Canada	15.3	16.1	16.9	15.6	15.6	15.9	15.7	16.2	16.8	17.5	17.1	18.0	17.9
Chili	20.8	27.8	26.2	24.8	24.2	25.1	25.3	23.5	24.4	26.1	22.0	23.1	24.1
Corée	0.6	1.1	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7
Danemark	1.8	5.9	11.0	11.9	13.6	15.0	14.2	16.1	16.7	17.8	20.0	22.2	24.4
Espagne	6.5	6.9	5.4	6.9	6.3	5.9	6.5	7.0	7.6	9.7	11.7	11.7	11.9
Estonie	..	1.9	11.7	11.2	11.4	11.4	10.5	10.7	11.9	15.2	15.3	14.8	14.5
États-Unis	3.7	5.0	4.0	4.3	4.4	4.5	4.8	4.7	5.1	5.4	5.6	6.1	6.3
Finlande	27.3	19.3	22.4	21.3	23.4	23.6	23.3	23.5	25.8	24.0	25.4	26.1	29.1
France	8.6	6.8	5.8	5.8	5.8	5.7	5.9	6.3	7.1	7.5	7.9	7.2	7.9
Grèce	7.8	5.1	4.9	5.3	5.3	5.4	5.9	5.7	5.6	6.4	7.7	7.9	8.7
Hongrie	2.9	2.6	3.4	3.5	3.6	4.3	4.5	5.1	6.0	7.4	7.6	7.6	8.0
Irlande	0.6	1.7	1.8	1.7	2.0	2.5	2.9	3.2	3.9	4.6	4.7	6.2	6.1
Islande	46.7	67.0	75.0	75.2	74.8	75.9	78.4	81.6	81.3	81.8	82.5	83.8	84.7
Israël	-	3.1	3.6	3.5	3.8	4.0	3.7	3.7	4.7	5.0	5.0	4.9	4.8
Italie	5.6	4.4	5.8	6.0	6.6	6.3	6.9	6.7	7.7	9.7	10.6	11.9	13.2
Japon	2.7	3.5	3.2	3.4	3.3	3.2	3.4	3.2	3.3	3.4	3.9	4.2	4.2
Luxembourg	-	0.6	1.1	1.0	1.2	1.6	1.8	3.1	3.1	3.3	3.1	2.9	3.2
Mexique	16.8	12.2	10.2	10.2	10.4	10.3	9.9	9.9	10.0	9.5	9.8	9.3	8.7
Norvège	40.9	54.3	49.5	38.2	40.0	48.5	42.6	46.5	44.9	40.9	36.1	42.8	46.9
Nouvelle-Zélande	32.0	32.8	29.8	29.7	31.3	31.6	32.0	32.2	32.9	35.8	38.9	40.4	38.3
Pays-Bas	-	1.1	1.9	1.8	2.1	2.7	3.0	3.0	3.5	4.0	3.8	4.3	4.3
Pologne	1.4	1.5	4.7	4.6	4.7	4.8	4.8	5.0	5.7	6.7	7.2	7.8	8.8
Portugal	19.6	19.6	13.7	16.9	14.7	13.1	17.1	17.7	17.7	19.9	23.3	22.3	21.2
République slovaque	2.3	1.5	4.0	3.5	4.0	4.3	4.5	5.3	5.1	6.8	7.4	7.4	7.6
République tchèque	0.2	1.8	3.7	3.4	3.8	4.0	4.2	4.7	4.9	5.8	6.3	6.9	7.5
Royaume-Uni	0.1	0.5	1.2	1.2	1.5	1.8	1.9	2.2	2.6	3.2	3.3	4.1	4.5
Slovénie	..	9.1	10.5	10.3	11.5	10.6	10.5	10.1	11.0	14.2	14.7	13.1	13.9
Suède	20.4	24.4	25.3	24.5	25.0	28.8	28.7	30.5	31.5	34.8	33.9	32.1	35.6
Suisse	15.5	14.9	16.8	16.8	16.4	16.0	15.5	17.8	17.8	17.8	19.0	18.1	20.5
Turquie	31.0	18.3	13.5	12.9	13.3	12.0	11.1	9.6	9.5	10.2	11.1	10.0	10.2
UE-28	..	4.3	5.7	5.9	6.3	6.5	6.9	7.6	8.2	9.2	10.0	10.2	..
OCDE	4.8	5.9	5.7	5.9	6.0	6.2	6.4	6.6	7.0	7.5	7.8	8.1	8.5
Afrique du Sud	10.4	11.5	12.1	11.3	10.5	10.7	11.0	10.2	9.7	10.1	10.3	10.5	..
Brésil	56.4	46.7	39.4	42.0	42.3	42.9	43.3	44.4	44.5	45.8	44.0	42.7	..
Chine	40.1	24.3	18.4	16.2	14.5	13.7	12.8	12.5	12.6	12.1	11.4	10.7	..
Fédération de Russie	..	3.0	2.8	2.7	2.9	2.9	2.8	2.9	2.6	2.8	2.5	2.4	..
Inde	62.8	44.1	33.2	32.9	31.7	31.2	30.4	29.9	28.9	26.8	26.5	26.5	..
Indonésie	75.3	46.6	37.3	37.4	35.5	34.9	34.7	35.3	36.2	34.8	33.9	33.6	..
Monde	13.2	12.7	12.7	12.6	12.4	12.4	12.4	12.5	12.7	13.1	13.0	13.0	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039160>

Approvisionnement en énergies renouvelables dans les pays de l’OCDE

Millions de tonnes d’équivalent pétrole (Mtep)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036595>

PRODUCTION DE PÉTROLE

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont des régions exceptionnellement riches en ressources énergétiques : leur sous-sol renfermait environ 68 % des réserves mondiales prouvées de pétrole fin 2011. En regard de ces réserves, la production pétrolière y est aujourd'hui relativement faible, et il sera essentiel d'en intensifier l'exploitation afin de répondre aux besoins énergétiques mondiaux des prochaines décennies. Les hydrocarbures non conventionnels (comme les schistes et sables bitumineux, le charbon liquéfié, les hydrocarbures issus de la biomasse et les hydrocarbures liquides obtenus par synthèse à partir du gaz naturel) sont également appelés à jouer un rôle croissant dans la satisfaction de la demande mondiale.

Définition

La production de pétrole brut correspond aux quantités de pétrole extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'il contenait. Dans le cas du présent indicateur, cette production comprend le pétrole brut, les liquides de gaz naturel (LGN) et les additifs. Le pétrole brut est une huile minérale constituée d'un mélange d'hydrocarbures d'origine naturelle. Sa couleur va du jaune au noir, sa densité et sa viscosité sont variables. Les LGN sont des hydrocarbures liquides ou liquéfiés obtenus pendant le traitement, la purification et la stabilisation du gaz naturel. Les additifs (notamment, le MTBE ou le plomb tétraéthyle) sont des substances autres que des hydrocarbures qui sont ajoutées ou mélangées à un produit afin d'en modifier les propriétés, par exemple d'en améliorer les propriétés de combustion.

On entend par production des raffineries la production de produits pétroliers secondaires des raffineries de pétrole.

Comparabilité

En règle générale, les données relatives à la production de pétrole sont de grande qualité. Dans certains cas, les informa-

tions proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

En bref

La production mondiale de pétrole brut a progressé de 66 % durant les 41 années écoulées entre 1971 et 2012. En 2012, la production a atteint 4 142 millions de tonnes, soit environ 91 millions de barils par jour. La croissance n'a pas été continue au cours de la période considérée, la production ayant chuté à la suite des deux chocs pétroliers survenus au début et à la fin des années 70.

En 2012, le Moyen-Orient représentait 32 % du total de la production mondiale de pétrole. Cependant, la production de la région et sa part dans le total mondial ont sensiblement varié au cours de la période considérée, passant de 38 % en 1974 à 19 % en 1985. En revanche, la zone de l'OCDE, qui, du fait de l'augmentation de sa production dans les années 80 et 90, avait rattrapé le Moyen-Orient, a vu sa part tomber à 22 % de la production mondiale de pétrole en 2012.

La production de produits pétroliers secondaires raffinés a considérablement évolué entre 1971 et 2011. Dans la gamme de ces produits, la part du fioul est passée de 34 % en 1971 à 13 % en 2011, tandis que celle des distillats moyens a augmenté, passant de 25 % à 35 % au cours de la même période.

Sources

- AIE (2013), *Energy Balances of Non-OECD Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Oil Information*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *Energy Policies of IEA Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Medium-Term Gas Market*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *Medium-Term Oil Market*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.



Production de pétrole brut

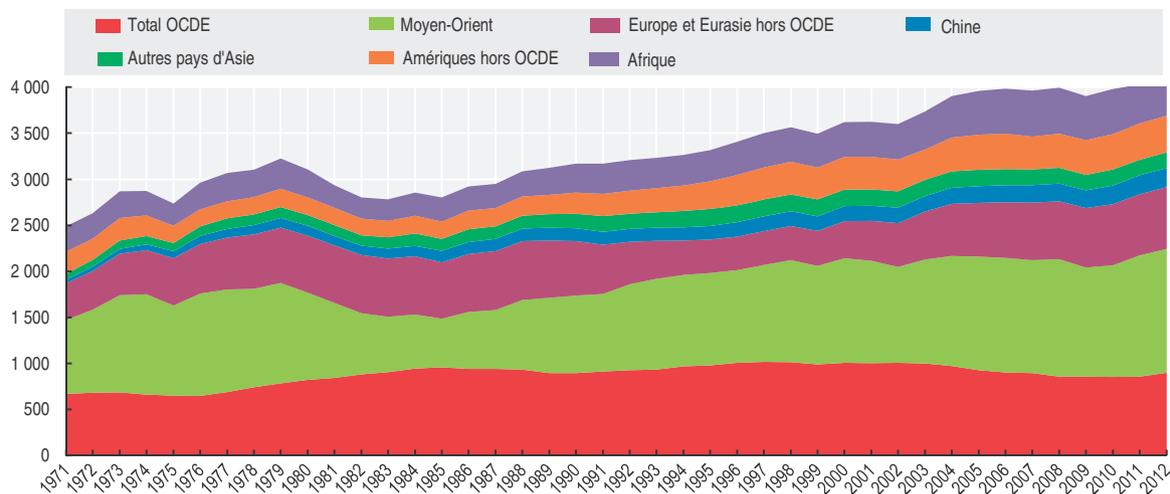
Millions de tonnes

	1971	1990	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	7.6	5.3	4.6	4.8	4.9	5.2	5.2	5.2	4.9	4.5	3.8	3.9	3.8
Australie	14.3	27.5	31.3	30.5	27.1	24.4	22.0	24.6	22.6	23.3	22.7	21.9	21.8
Autriche	2.6	1.2	1.0	1.0	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	0.8	0.9
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	70.6	91.6	132.9	140.4	145.4	143.5	151.3	158.0	153.8	152.6	159.4	169.4	182.2
Chili	1.7	1.1	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.5
Corée	-	-	0.5	0.5	0.4	0.5	0.6	0.6	0.5	0.7	0.7	0.7	0.7
Danemark	-	6.0	18.1	18.1	19.3	18.5	16.8	15.2	14.0	12.9	12.2	10.9	10.3
Espagne	0.1	1.1	0.3	0.3	0.3	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	527.7	413.3	348.1	338.4	325.9	310.0	304.4	304.0	299.4	321.7	330.0	343.2	387.0
Finlande	-	-	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	-	-	0.1	0.1	0.1	0.1
France	2.5	3.5	1.5	1.6	1.6	1.4	1.2	1.4	1.5	1.2	1.2	1.1	1.0
Grèce	-	0.8	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Hongrie	2.0	2.3	1.6	1.6	1.6	1.4	1.3	1.2	1.2	1.2	1.1	1.0	1.0
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Islande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	5.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	1.3	4.7	5.8	5.9	5.7	6.4	6.3	6.6	6.0	5.2	5.9	5.8	5.8
Japon	0.8	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	25.4	151.1	178.3	189.3	191.4	187.6	183.2	172.5	156.9	146.0	144.7	143.4	142.9
Norvège	0.3	82.1	157.8	153.7	144.0	133.0	123.8	119.5	114.6	110.0	99.6	94.2	87.5
Nouvelle-Zélande	-	1.9	1.6	1.3	1.1	1.1	1.0	2.0	2.8	2.7	2.6	2.3	2.0
Pays-Bas	1.7	4.0	3.1	3.1	2.9	2.3	2.0	2.9	2.5	2.2	1.8	1.8	1.9
Pologne	0.4	0.2	0.8	0.8	0.9	0.9	0.8	0.7	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République slovaque	0.2	0.1	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République tchèque	-	0.2	0.4	0.5	0.6	0.6	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Royaume-Uni	0.2	91.6	116.1	106.2	95.5	84.7	76.6	76.6	71.7	68.2	63.0	52.0	44.5
Slovénie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	3.5	3.7	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2	2.1	2.2	2.4	2.5	2.4	2.3
UE-28	..	129.0	161.5	151.7	140.7	129.0	118.1	116.6	109.1	102.3	95.6	83.0	75.0
OCDE	668.6	893.8	1 007.6	1 001.7	973.3	926.1	901.5	896.1	858.3	858.3	854.7	857.4	898.3
Afrique du Sud	-	-	1.0	0.7	1.7	0.9	0.8	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Brésil	8.5	32.7	75.4	77.9	77.1	85.1	90.3	92.2	95.5	102.1	107.4	110.6	108.3
Chine	39.4	138.3	167.1	169.7	175.9	181.4	184.9	186.4	190.6	189.6	203.2	203.0	206.3
Fédération de Russie	-	523.7	377.2	418.6	456.3	466.4	475.8	487.7	486.2	491.2	504.1	512.4	519.8
Inde	7.3	34.6	37.4	37.7	38.3	36.3	38.1	37.9	37.5	37.7	41.9	42.2	42.0
Indonésie	44.1	73.2	61.9	56.7	53.5	52.4	49.3	46.7	48.3	47.3	47.5	45.3	43.6
Monde	2 488.7	3 170.4	3 597.9	3 735.0	3 904.8	3 959.1	3 982.0	3 961.9	3 993.4	3 901.7	3 978.7	4 030.3	4 141.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039179>

Production de pétrole brut par région

Millions de tonnes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036614>

PRIX DU PÉTROLE

Outre les fluctuations habituelles de l'offre et de la demande, un certain nombre de facteurs, notamment d'ordre géopolitique, influent sur le prix du pétrole brut, dont on tire les produits pétroliers (par exemple l'essence). Une partie des réserves les moins coûteuses se trouvent dans des régions du monde qui ne sont pas exemptes de risques. Les progrès technologiques peuvent aussi être lourds de conséquences sur les prix du pétrole brut, par exemple en rendant de nouveaux gisements rentables à exploiter ou en fournissant des sources d'énergie de remplacement comme les biocarburants. Jusqu'à présent toutefois, le secteur des transports, moteur de la demande mondiale d'hydrocarbures, demeure largement tri-

En bref

L'embargo pétrolier imposé par les pays arabes en 1973 a eu un impact considérable sur les cours : le prix de l'Arabian Light s'est en effet envolé, passant de 1.84 USD/baril en 1972 à 10.98 USD/baril en 1974. Après 1973, un premier pic a été atteint à la suite de la révolution iranienne en 1981, année où les prix ont approché les 40 USD. Après cette crise, les prix ont amorcé une baisse progressive, puis chuté brutale en 1986, lorsque l'Arabie Saoudite a fortement accru sa production pétrolière. La première crise du Golfe, survenue en 1990, a déclenché une nouvelle flambée des prix. En 1997, les cours du pétrole brut ont commencé à diminuer sous l'effet de la crise financière asiatique.

Les prix sont repartis à la hausse en 1999, en réaction aux réductions des quotas de production visées par l'OPEP et aux tensions sur les stocks. Malgré le fléchissement intervenu en 2001 et 2002, la perspective de la guerre en Iraq a poussé sensiblement les prix à la hausse, qui ont dépassé les 30 USD au premier trimestre de 2003 et sont restés élevés dans les derniers mois de l'année 2003 ainsi qu'en 2004. Les prix du pétrole brut ont augmenté très fortement fin août 2005, suite aux ravages provoqués par l'ouragan Katrina sur la côte Est du golfe du Mexique aux États-Unis. Ils ont poursuivi leur escalade en 2006, dépassant en moyenne de 24 % les cours de l'année précédente, car la demande de pétrole des économies émergentes, en particulier de la Chine, mettait à rude épreuve l'équilibre de l'offre et de la demande. En 2007, la hausse des cours a continué : le prix du Dubaï a atteint 89 USD/baril au début du mois de novembre et celui du WTI s'est envolé à 97 USD/baril.

Au début de l'année 2008, les prix ont franchi le seuil symbolique des 100 USD/baril puis atteint un nouveau sommet historique à un peu moins de 150 USD/baril au mois de juillet. Début 2009, ils sont retombés à 40 USD/baril lorsque, sous l'effet du renchérissement et de l'amorce de la crise financière mondiale, la demande s'est effondrée. Plus tard dans l'année, ils étaient compris entre 70 et 80 USD/baril.

Les prix du pétrole brut ont affiché une hausse continue tout au long de 2010 et 2011, sous l'effet du redémarrage de la demande au sortir de la récession, du renforcement des stocks et du faible niveau de la capacité inutilisée. Après avoir atteint le pic de 122 USD/baril en mars 2012, ils ont chuté à 94 USD/baril en juin, pour ensuite fluctuer autour de 105 USD/baril jusqu'en avril 2013, où ils sont tombés à 100 USD/baril en mai et juin 2013.

butaire des produits pétroliers. La demande de pétrole et, par les prix pétroliers, sont conséquent ainsi étroitement liés aux cycles économiques.

Il n'y a pas qu'un seul prix du pétrole brut, mais plusieurs (pour en savoir plus, voir la section « Comparabilité » ci-dessous). Les cours mondiaux sont fixés par rapport à trois bruts de référence faisant l'objet d'échanges sur le marché (le West Texas Intermediate (WTI), le Brent et le Dubaï), à des niveaux supérieurs ou inférieurs.

Définition

Les prix d'importation du pétrole brut sont tirés du *Crude Oil Import Register*, tenu par l'AIE. Les informations sont recueillies auprès des organismes nationaux en fonction du type de brut, de l'origine géographique et de la qualité. Les prix moyens s'obtiennent en divisant la valeur par le volume enregistré par les administrations des douanes pour chaque position tarifaire. Les valeurs sont consignées à la date de l'importation et tiennent compte du coût, de l'assurance et du fret (CAF), mais non des droits d'importation. Le prix nominal au comptant du pétrole brut indiqué pour les années 2003 à 2011 est celui du Dubaï, tandis que pour les années 1970 à 2002, il s'agit de celui de l'Arabian Light. Ces prix nominaux au comptant sont exprimés en dollars des États-Unis (USD) par baril de pétrole. Le prix réel a été calculé à l'aide du déflateur du PIB aux prix du marché et avec 1970 comme nouvelle année de référence (1970 = 100).

Comparabilité

Les prix moyens d'importation du pétrole brut sont fonction de la qualité du brut importé. Les pétroles bruts de grande qualité, tels que ceux extraits dans le secteur des Forties au Royaume-Uni ou le gisement d'Oseberg en Norvège ainsi que le brut léger vénézuélien, peuvent être nettement plus chers que les bruts de qualité inférieure, par exemple le brut lourd canadien ou le pétrole extra-lourd du Venezuela. Ce surprix tient notamment au fait qu'étant moins corrosifs, ils sont plus faciles à transporter et à transformer et qu'ils fournissent davantage de produits pétroliers de qualité. Le prix moyen mensuel dépend directement du panachage de pétroles bruts importés chaque mois dans un pays donné.

Sources

- AIE (2013), *Energy Prices and Taxes*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *Energy Policies of IEA Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2013), *Medium-Term Gas Market*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *Medium-Term Oil Market*, AIE, Paris.
- AIE (2013), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- IEA *Energy Prices and Taxes Statistics*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.
- AIE (2013), *Oil Market Report*, AIE, Paris.



Prix du pétrole brut à l'importation

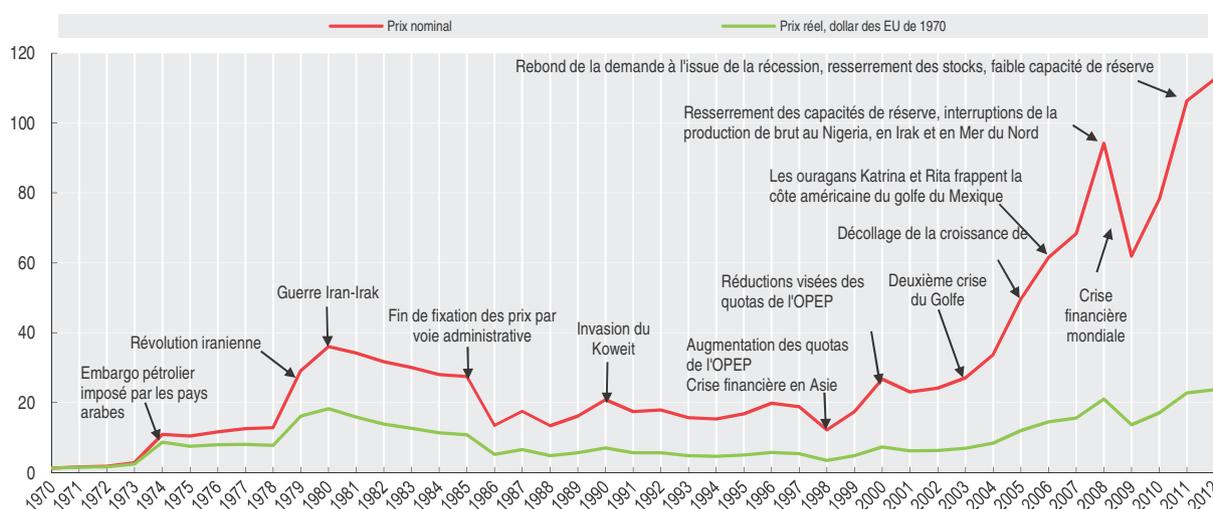
Dollars des EU par baril, valeur unitaire moyenne, c.a.f.

	1976	1990	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	13.27	23.17	24.40	28.44	36.65	52.30	63.29	71.60	96.70	61.18	78.49	110.63	112.21
Australie	..	24.21	25.80	31.24	40.93	56.71	66.71	77.13	107.83	63.40	82.60	115.66	117.78
Autriche	12.85	24.58	24.64	29.59	38.21	53.15	64.44	71.86	103.05	60.69	80.00	110.92	112.50
Belgique	12.64	21.11	24.35	27.72	35.35	50.06	61.06	70.35	96.01	61.77	79.65	110.50	110.83
Canada	..	24.15	24.97	29.53	38.13	52.37	64.33	70.04	101.41	60.29	79.14	110.80	110.61
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	24.12	28.80	36.15	50.19	62.82	70.01	98.11	61.12	78.72	108.63	113.24
Danemark	12.98	23.18	24.88	29.68	38.78	54.40	66.92	74.94	96.48	62.87	80.40	112.77	107.90
Espagne	12.54	21.88	23.95	28.13	36.03	50.54	60.99	68.66	94.86	59.78	77.84	108.50	109.48
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	13.48	21.07	23.52	27.66	35.86	48.82	59.17	66.77	94.97	58.83	76.02	102.43	101.16
Finlande	..	..	24.51	27.72	36.09	51.12	63.37	70.48	94.79	61.01	79.10	109.23	110.47
France	..	..	24.63	28.87	37.61	52.74	63.69	72.22	97.63	61.64	79.78	111.78	112.01
Grèce	12.13	22.42	24.08	27.17	34.53	50.33	60.97	69.93	93.60	60.10	78.97	109.41	111.92
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	25.55	25.52	29.66	39.24	55.24	66.38	74.16	100.39	62.61	80.95	113.92	115.64
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	12.41	23.23	24.34	28.58	36.60	51.33	62.50	70.20	96.67	60.69	79.29	110.23	112.18
Japon	12.59	22.64	24.96	29.26	36.59	51.57	64.03	70.09	100.98	61.29	79.43	109.30	114.75
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	18.46	24.46	30.41	39.20	53.08	58.83	70.16	80.22	69.08	81.06	111.18	108.23
Nouvelle-Zélande	..	21.97	25.89	31.00	41.71	56.07	67.36	73.84	105.80	65.85	80.62	112.38	117.70
Pays-Bas	13.06	21.83	23.99	27.67	35.02	50.00	61.47	68.74	97.89	60.54	78.55	109.19	111.54
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	94.02	60.83	77.89	109.58	109.97
Portugal	12.14	22.75	24.27	28.72	37.89	51.94	62.77	70.23	98.83	62.49	79.13	112.33	112.21
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	69.97	90.49	59.37	78.72	108.90	109.83
République tchèque	..	..	23.37	28.13	34.82	51.28	62.05	68.54	97.71	60.77	79.04	110.42	112.33
Royaume-Uni	12.57	22.92	24.58	29.13	37.75	53.79	65.00	73.80	99.34	62.39	80.60	113.49	112.62
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	13.22	23.02	23.86	28.60	36.47	51.78	62.50	70.13	95.09	60.58	79.00	110.67	112.36
Suisse	13.87	24.23	25.34	30.26	38.73	55.81	66.76	74.92	101.03	63.27	80.92	112.51	111.30
Turquie	..	23.11	23.57	27.05	34.90	50.65	61.48	68.59	98.07	61.27	78.26	109.81	111.70
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039198>

Prix au comptant du pétrole brut

Dollars des EU par baril



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036633>

TRANSPORT DE MARCHANDISES

Des données sur les transports sont de plus en plus demandées pour mesurer les diverses incidences de ce secteur sur l'économie, l'environnement et la société. Cependant, l'absence de définitions et de méthodes uniformes empêche parfois de procéder à des comparaisons internationales. Le Glossaire des statistiques de transport (4e édition) fournit des définitions communes.

Définition

Les données relatives au transport de marchandises concernent l'ensemble des mouvements de marchandises effectués par les modes de transport intérieurs (rail, route, voies navigables intérieures et conduites) sur un réseau donné. L'unité dans laquelle ces données sont exprimées est la tonne-kilomètre, qui correspond au déplacement d'une tonne sur un kilomètre. La distance prise en compte est celle qui est effectivement parcourue.

Comparabilité

On parle de transport national lorsque le chargement et le déchargement ont lieu dans un même pays. Dès lors que l'une ou l'autre de ces opérations est effectuée dans un autre pays, le transport est considéré comme international. Les statistiques du transport routier international reposent sur le principe de la nationalité, se distinguant ainsi de celles des autres modes, qui sont fondées sur le principe de la territorialité.

Les statistiques fondées sur le principe de la territorialité rendent compte des entrées et sorties de marchandises et de véhicules qui sont enregistrées sur le territoire d'un pays, indé-

pendamment de la nationalité des véhicules transporteurs. Les statistiques fondées sur le principe de la nationalité prennent uniquement en considération les mouvements des véhicules immatriculés dans le pays déclarant.

En bref

Après la crise économique de 2008 et l'effondrement du commerce mondiale qui a suivi, la plupart des régions du monde continuaient, en 2011, d'avancer sur la voie de la reprise retrouvée en 2010, quoiqu'à un rythme plus lent. Alors que le transport mondial de marchandises par mer et par air a connu un nouvel essor, la reprise du fret ferroviaire et routier se fait plus lente, témoignant davantage du bilan économique intérieur que de la situation des échanges.

Après avoir subi de plein fouet la crise économique, le fret ferroviaire a retrouvé, en volume, ses niveaux d'antan en 2011. En tonnes-kilomètres, le transport ferroviaire a affiché une croissance générale de 3 % en 2011. À l'intérieur de l'Union européenne, il a progressé de 7 % pour totaliser un peu plus de 400 milliards de tonnes-kilomètres, ce qui représente encore 6 % de moins qu'en 2008. En Fédération de Russie et aux États-Unis, le trafic ferroviaire a crû de 6 % et 3 % respectivement rattrapant ainsi les niveaux de 2008.

Le transport routier de marchandises, qui n'a pas été épargné en 2009, est lent à se rétablir. Les données pour 2011 révèlent une hausse générale du trafic, qui reste néanmoins en deçà des volumes de 2008. Exprimée en tonnes-kilomètres, cette croissance était de 1 % au sein de la zone OCDE et de l'UE en 2011. En revanche, le fret routier a continué de progresser dans les économies émergentes tout au long de la période 2008-11.

Sources

- Forum international des transports (FIT) (2012), "Coastal Shipping" (Base de données).
- FIT (2012), "Container Transport" (Base de données).
- FIT (2012), *Inland Freight Transport* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- FIT (2013), *Transport Outlook*, FIT, Paris.
- OCDE (2012), *Strategic Transport Infrastructure Needs to 2030*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Impacts Environnementaux de la Navigation, Le Rôle des Ports*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- FIT (2013), *Key Transport Statistics*, FIT, Paris.
- OCDE (2013), *Évolution des transports 2011, Évolution des transports*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Évolution des transports*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Illustrated Glossary for Transport Statistics 4th Edition*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Forum international des transports, www.internationaltransportforum.org.

Transport terrestre de marchandises

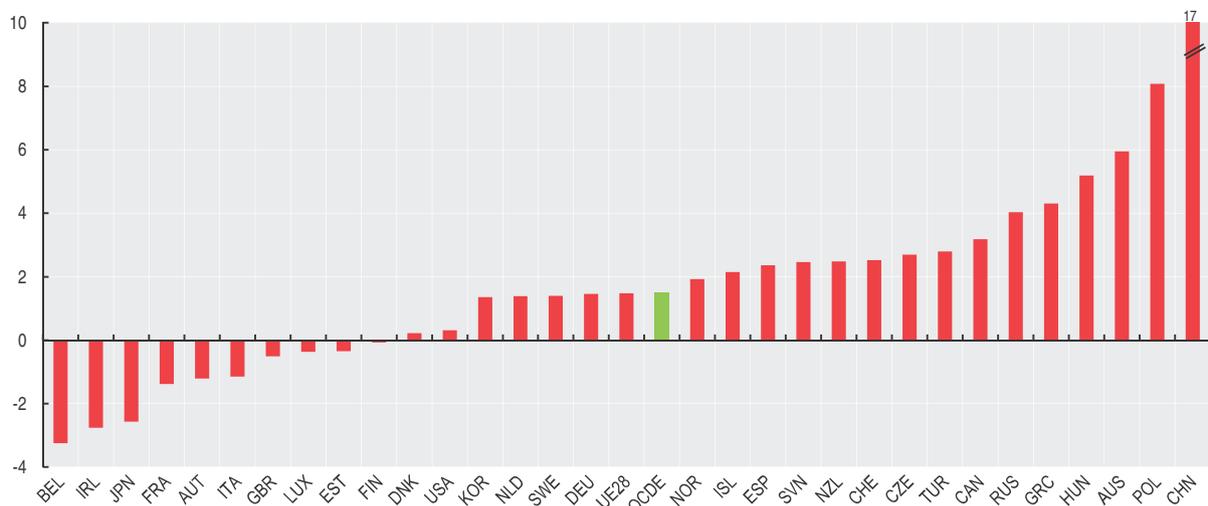
Milliard de tonnes-kilomètres

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	428.0	439.7	445.7	440.9	444.3	470.1	486.4	516.8	538.6	536.9	474.9	499.0	507.8
Australie	258.7	268.8	276.3	296.6	311.0	324.9	349.4	362.4	387.2	394.2	428.0	453.9	464.6
Autriche	59.1	61.7	65.0	66.4	66.5	67.5	64.6	70.2	68.6	66.1	56.1	57.9	58.2
Belgique	62.3	67.6	69.5	70.5	67.7	65.6	62.1	62.1	60.7	57.0	..	..	..
Canada	392.4	403.1	409.3	403.0	434.8	497.5	507.9	520.9	523.5	513.0	479.4	525.6	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	101.4	102.8	109.4	111.7	111.0	119.6	116.1	113.0	108.4	112.3	114.5
Danemark	16.6	17.7	17.5	18.1	18.2	17.9	18.2	18.3	18.2	16.8	15.6	16.4	17.9
Espagne	153.3	168.4	181.1	204.6	212.3	241.1	254.1	262.6	278.9	262.4	227.5	226.1	223.5
Estonie	11.3	12.0	13.2	14.1	16.1	17.3	18.3	19.3	19.1	14.2	12.2	12.6	12.8
États-Unis	5 157.5	5 165.9	5 186.0	5 302.6	5 379.4	5 588.5	5 649.8	5 729.3	5 850.3	5 884.0	5 299.4	..	..
Finlande	35.4	37.9	36.6	37.8	41.1	42.5	41.6	40.9	40.4	41.9	36.6	40.2	36.4
France	264.4	270.4	269.8	267.8	266.2	271.4	262.6	271.2	279.6	265.4	226.1	231.1	238.1
Grèce	14.2	14.7	14.8	15.0	15.2	16.1	16.5	17.2	18.2	17.7	17.5	20.7	..
Hongrie	25.2	25.2	32.4	31.5	33.0	36.7	41.9	48.4	53.9	53.5	50.1	50.5	51.1
Irlande	10.8	12.8	12.9	14.9	16.3	17.7	18.5	17.9	19.3	17.4	12.1	11.0	10.0
Islande	..	..	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	186.4	194.9	190.0	193.9	176.4	192.3	205.3	189.9	187.2	198.7	182.1	173.2	..
Japon	329.7	335.3	335.3	334.2	344.7	350.1	357.8	369.7	378.1	368.7	353.5	338.4	265.3
Luxembourg	7.3	8.6	9.7	10.4	10.5	10.9	9.6	9.7	9.9	10.2	8.9	9.3	9.4
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	18.6	18.3	18.9	18.9	19.2	21.7	22.7	22.8	22.9	24.0	22.5	23.0	22.4
Nouvelle-Zélande	16.1	17.2	17.9	18.6	19.5	20.5	21.2	21.3	22.0	22.5	20.5	21.4	22.3
Pays-Bas	84.2	83.3	83.1	81.3	83.9	89.8	88.9	89.1	90.7	91.7	80.5	88.0	94.0
Pologne	146.0	150.6	147.2	150.0	160.3	188.7	196.4	216.9	238.6	248.8	258.9	288.1	296.3
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	56.4	58.9	56.5	63.2	64.8	63.4	61.4	69.2	67.4	69.5	60.5	68.5	71.8
Royaume-Uni	182.9	183.4	183.3	183.9	186.4	193.0	197.8	202.1	207.5	197.6	176.8	183.9	..
Slovénie	4.7	4.8	4.8	5.0	5.3	5.4	5.6	5.7	6.2	6.2	4.9	5.7	5.9
Suède	51.3	51.4	49.5	51.0	51.6	53.5	56.4	57.7	59.6	60.9	52.5	56.2	56.1
Suisse	23.2	25.0	25.7	25.6	26.0	27.2	27.8	29.2	29.3	29.9	..	..	..
Turquie	216.0	224.6	202.5	205.8	179.0	178.2	181.7	192.9	204.1	229.1	231.9	241.5	259.4
UE-28	1 897.7	1 959.9	1 991.5	2 046.4	2 073.6	2 215.5	2 285.7	2 370.4	2 456.6	2 424.0	2 159.2	2 245.2	2 273.0
OCDE	..	..	8 456.6	8 628.9	8 759.3	9 181.9	9 336.1	9 553.8	9 797.0	9 812.2	8 976.9	9 533.1	9 676.1
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	2 351.1	2 719.7	2 679.3	2 890.2	3 149.6	3 711.8	4 162.8	4 616.8	5 261.7	7 733.0	8 248.3	9 566.0	10 979.5
Fédération de Russie	2 120.1	2 341.9	2 473.5	2 657.9	2 925.4	3 192.4	3 295.2	3 390.1	3 523.1	3 509.1	3 220.9	3 387.6	3 529.9
Inde	..	..	..	..	..	..	1 437.4	1 701.2	1 928.0	2 107.1	2 643.3	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933039217>

Transports terrestres de marchandises

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2001-11 ou dernière période disponible

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933036652>

TRANSPORT DE VOYAGEURS

Alors que des études tendent à montrer que le trafic de voitures particulières est arrivé à saturation dans certains pays développés, la demande de mobilité continue de croître à l'échelle mondiale. Il faut donc disposer de données fiables et exhaustives sur la mobilité des voyageurs pour mettre au point des systèmes durables. L'absence de définitions et de méthodes uniformes empêche parfois de procéder à des comparaisons internationales. Le Glossaire des statistiques de transport (4^e édition) fournit des définitions communes à l'ensemble des États membres de l'Union européenne, au Forum international des transports et à la Commission économique de l'ONU pour l'Europe.

Définition

En ce qui concerne cet indicateur, les données relatives au transport de voyageurs concernent l'ensemble des déplacements de voyageurs par les modes de transport ferroviaire et routier (voitures particulières, autobus ou autocars). L'unité dans laquelle ces données sont exprimées est le voyageur-kilomètre, qui correspond au déplacement d'un voyageur sur un kilo-

mètre. La distance prise en compte est celle qui est effectivement parcourue.

Comparabilité

Si le trafic voyageurs est relativement facile à estimer dans le cas du transport ferroviaire et des services réguliers par autobus ou autocars, la tâche s'avère beaucoup plus difficile pour ce qui est du transport en voiture particulière ou des services non réguliers par autocars. Certains pays ne communiquent aucune donnée sur le transport en voiture particulière, tandis d'autres effectuent différents types d'enquêtes pour estimer le trafic voyageurs sur leur territoire. Comme il n'existe pas de méthode commune à cet égard et qu'aucune des méthodes employées ne permet d'avoir une vision complète du trafic voyageurs, les données disponibles ne sont pas toujours comparables entre les pays.

En bref

Le transport ferroviaire de voyageurs a relativement peu souffert de la crise économique. Exprimé en voyageurs-kilomètres, il avait diminué en 2009 dans l'OCDE et l'UE, pour ensuite remonter jusqu'à renouer avec les niveaux d'avant la crise en 2011. La situation est toutefois très variable selon les pays. Ainsi, le trafic ferroviaire de voyageurs a reculé dans certains pays européens en 2011, surtout en Slovaquie (-5 %). Quelques pays ont su résister à cette tendance : l'Autriche (5 %), la République slovaque (5 %), le Royaume-Uni (5 %), le Danemark (5 %) et la France (4 %). Hors Europe, les données en voyageurs-kilomètres indiquent pour 2011 une croissance quasi nulle pour la Fédération de Russie et le Japon, mais robuste dans le cas de la Chine et de l'Inde, qui représentent près de 70 % du trafic ferroviaire de voyageurs estimé à l'échelle mondiale.

Des écarts prononcés demeurent entre les différents pays membres de l'UE. En France et en Allemagne, le trafic ferroviaire de voyageurs s'est maintenu autour des niveaux d'avant la crise. Il continue de croître au Royaume-Uni, tandis que la situation ne cesse de se détériorer en Italie depuis la crise économique.

S'agissant du transport en voiture particulière, on dispose de données moins précises et plus anciennes pour un grand nombre de pays. À l'intérieur de l'Union européenne, un recul de 0,5 % en moyenne est observé dans les 13 pays disposant de données pour 2011. Aux États-Unis, les déplacements en voiture particulière ont baissé de 1 % en 2011. Des études tendent à montrer que le trafic de voitures particulières est arrivé à saturation dans certains pays développés et, bien que les données disponibles ne permettent pas de réaliser une analyse détaillée, il semble avoir atteint un palier dans une partie des économies développées. On ignore toutefois dans quelle mesure ces tendances sont à mettre au compte de la crise économique ou de l'évolution des prix pétroliers, entre autres facteurs potentiels.

Sources

- Forum international des transports (FIT) (2012), "Inland passenger transport", (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- FIT (2013), *Transport Outlook*, FIT, Paris.
- OCDE (2012) *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Strategic Transport Infrastructure Needs to 2030*, Éditions OCDE.
- OCDE, Forum International des Transports (2010), *Améliorer la fiabilité des réseaux de transport de surface*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Évolution des transports 2011, Évolution des transports*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Illustrated Glossary for Transport Statistics 4th Edition*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Forum international des transports, www.internationaltransportforum.org.

Transport intérieur de voyageurs

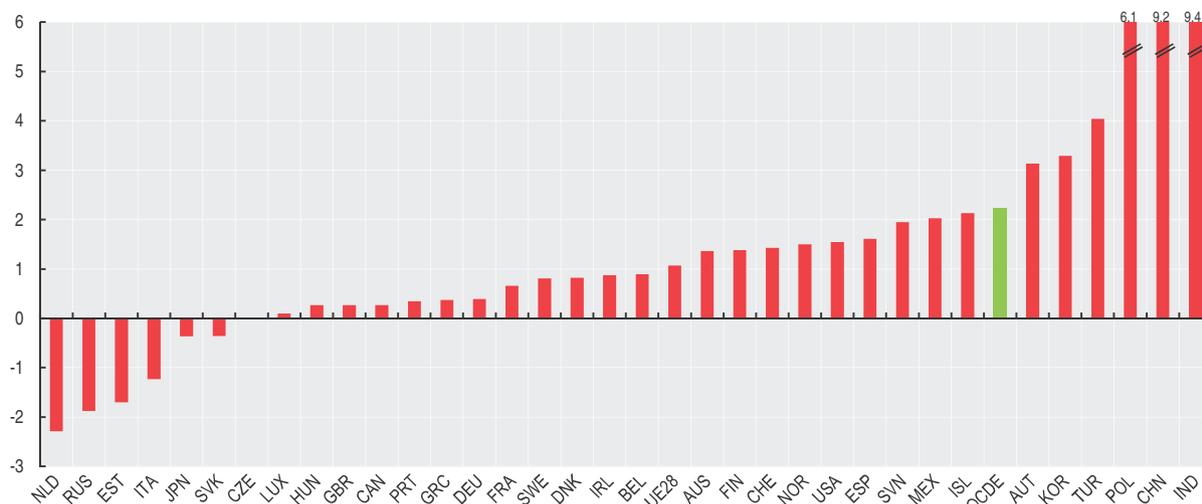
Milliard de voyageurs-kilomètres

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	990.2	975.7	997.1	1 001.9	996.5	1 009.1	998.9	1 008.2	1 011.0	1 017.3	1 024.7	1 033.0	..
Australie	264.9	270.2	268.5	274.4	281.1	293.2	294.0	293.3	296.5	297.4	297.5	300.3	303.3
Autriche	8.0	8.2	8.2	8.3	8.2	8.3	8.5	9.3	9.6	10.8	10.7	10.3	10.9
Belgique	123.8	127.2	129.5	132.2	133.0	135.5	136.1	137.6	140.7	139.1	140.6	140.3	..
Canada	502.5	503.5	482.6	494.6	486.4	489.8	514.2	511.6	504.9	494.0	494.4	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	46.9	49.6	326.7	296.9	289.8	242.9	255.4	260.4	260.9	364.3	366.3	437.2	..
Danemark	70.1	69.7	69.1	69.2	69.9	71.5	71.7	72.5	74.2	74.3	73.6	73.1	74.4
Espagne	361.0	350.4	357.3	383.8	392.3	404.0	412.6	412.4	424.3	427.4	430.6	415.0	412.6
Estonie	2.5	2.9	2.9	2.8	2.8	2.9	3.2	3.4	3.2	3.0	2.6	2.5	..
États-Unis	4 285.1	4 362.7	4 364.7	4 459.5	4 492.3	4 573.3	4 590.9	4 538.8	5 855.6	5 663.2	5 007.5	5 009.6	..
Finlande	65.9	66.8	68.0	69.3	70.6	71.9	72.9	73.5	75.1	75.0	75.7	76.2	76.9
France	856.1	866.3	898.2	911.8	917.7	923.5	919.5	924.3	938.9	935.0	937.6	946.6	952.8
Grèce	41.9	42.1	42.9	43.6	43.6	44.3	44.3	44.1	44.5	43.8	..	..	..
Hongrie	73.8	74.3	74.5	75.2	76.4	78.1	76.5	79.2	79.2	79.3	78.6	76.5	76.3
Irlande	1.5	1.4	1.5	1.6	1.6	1.6	1.8	1.9	2.0	2.0	1.7	1.7	1.6
Islande	4.1	4.3	4.5	4.6	4.7	4.9	5.1	5.5	5.7	5.6	5.6	5.6	5.4
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	798.7	854.6	860.0	854.6	854.5	865.1	828.1	829.5	829.5	828.3	869.7	847.8	769.1
Japon	1 340.7	1 335.5	1 339.7	1 337.7	1 339.2	1 333.0	1 324.2	1 313.6	1 324.6	1 310.5	..	..	..
Luxembourg	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Mexique	387.7	381.8	389.4	393.3	399.1	410.1	423.0	437.1	450.0	464.0	437.3	452.9	466.5
Norvège	57.9	58.7	59.7	60.6	60.9	61.7	61.5	62.5	64.4	65.7	66.3	67.0	68.3
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	171.4	172.0	172.6	175.1	176.2	181.5	179.6	179.5	182.2	178.5	..	150.5	140.1
Pologne	197.8	201.1	206.9	214.0	222.0	230.2	244.5	265.6	286.1	320.5	328.1	337.4	352.0
Portugal	97.5	98.0	98.9	99.5	100.1	101.4	101.3	101.1	101.7	101.0	..	..	..
République slovaque	32.3	35.2	35.1	35.9	35.3	34.4	35.7	35.9	35.9	35.3	33.4	33.7	34.0
République tchèque	78.0	80.6	81.4	81.6	83.3	82.7	83.9	86.1	88.0	88.6	88.3	81.0	81.5
Royaume-Uni	726.2	724.5	736.2	759.2	756.4	759.7	754.7	761.2	768.3	761.6	757.4	754.3	754.1
Slovénie	24.8	24.5	24.9	25.4	25.6	26.0	26.3	26.9	28.4	28.9	29.8	29.6	..
Suède	117.7	119.1	120.3	123.5	124.2	124.7	125.1	125.4	128.6	127.8	128.1	127.8	129.3
Suisse	94.2	96.0	97.0	98.6	99.7	100.8	102.9	104.1	105.6	106.7	108.9	110.2	..
Turquie	181.4	191.5	173.8	168.5	170.2	179.5	187.2	192.9	214.7	211.2	217.8	232.4	248.1
UE-28	4 889.2	4 942.2	5 032.0	5 129.8	5 154.6	5 225.7	5 206.0	5 263.3	5 336.7	5 363.1	..	..	..
OCDE	12 004.8	12 148.9	12 492.3	12 657.5	12 713.9	12 845.9	12 884.0	12 897.6	14 334.6	14 260.5	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	1 033.5	1 119.0	1 197.4	1 277.5	1 248.4	1 446.1	1 535.4	1 675.3	1 872.3	2 025.5	2 139.0	2 378.3	2 637.3
Fédération de Russie	312.9	340.4	329.6	323.1	323.1	332.6	314.1	313.4	323.6	327.6	292.7	279.2	278.0
Inde	2 262.7	2 534.0	2 903.9	3 330.0	3 611.2	4 044.7	4 867.6	5 240.8	5 630.0	6 034.0	6 100.5	6 535.0	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933039236>

Transport terrestres de voyageurs

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2001-11 ou dernière période disponible

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933036671>

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Le nombre de véhicules routiers automobiles est élevé dans tous les pays membres du Forum international des transports (FIT). Réduire le nombre des accidents de la route est donc une préoccupation pour tous les États. Cette question soulève d'autant plus de problèmes que les besoins en mobilité augmentent.

Définition

Un véhicule routier automobile est un véhicule routier pourvu d'un moteur constituant son seul moyen de propulsion, qui sert normalement au transport de personnes ou de marchandises ou à la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises. Entrent par conséquent dans cette catégorie les autobus, les autocars, les trolleybus, les véhicules routiers de transport de marchandises et les véhicules routiers automobiles pour le transport de voyageurs. Bien que les tramways soient des véhicules circulant sur rails, ils sont intégrés dans le réseau routier urbain et sont considérés comme des véhicules routiers automobiles.

On entend par « tué sur la route » toute personne qui décède immédiatement ou dans les 30 jours suivant un accident de la route. Les suicides impliquant l'utilisation d'un véhicule routier automobile sont exclus.

Comparabilité

Les véhicules routiers automobiles sont attribués aux pays dans lesquels ils sont immatriculés tandis que les décès sont attribués aux pays dans lesquels ils surviennent.

Il est possible de comparer le nombre de tués par million d'habitants avec d'autres causes de mortalité dans un pays (cardiopathies, cancer, VIH, etc.). Toutefois, si l'on compare les risques de mortalité routière dans plusieurs pays, l'indicateur perd de sa pertinence dès lors que ces pays n'affichent pas le même taux de motorisation. Le nombre de tués par véhicule-

kilomètre mesure mieux le risque de mortalité routière, mais il n'existe pas, à l'heure actuelle, de méthodes uniformes permettant de calculer les distances parcourues et cet indicateur n'existe pas dans tous les pays.

Le nombre de véhicules venant s'ajouter au parc actuel est en général exact, mais l'information concernant le nombre de véhicules retirés de la circulation est moins sûre. Sont indiqués ici le nombre de tués sur la route par million d'habitants et par million de véhicules.

En bref

Au cours de la première décennie du XXI^e siècle, la plupart des pays membres du Forum international des transports (FIT) ont enregistré une amélioration sans précédent de leurs chiffres de la sécurité routière. Alors qu'il avait atteint des niveaux record en 2008, 2009 et 2010, le nombre des tués sur la route a continué de baisser en 2011 pour reculer de 1.1 % dans les pays membres du FIT (Chine et Inde exclues). Cependant, en 2011, un tiers des pays membres du FIT ont fait état d'une augmentation du nombre de tués sur les routes par rapport à 2010, y compris des pays affichant habituellement un niveau de sécurité routière satisfaisant, comme la Russie (5 %), la Pologne (7 %), l'Allemagne (9 %) et le Royaume-Uni (3 %). Cette évolution globalement positive ne doit pas faire oublier les coûts économiques et les drames humains qui se cachent derrière les chiffres. Si la décennie écoulée a été marquée par un recul sans précédent de la mortalité routière dans les pays à revenu élevé, 90 % des tués sur les routes à l'échelle mondiale l'ont été dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. D'après les estimations, les accidents de la route font plus de 1.3 million de morts par an dans le monde, auxquels s'ajoutent 50 millions de blessés graves.

Sources

- Forum international des transports (FIT) (2012), "Road Injury Accidents" (Base de données).
- FIT (2013), *Quarterly Transport Statistics* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- FIT (2013), *IRTAD Road Safety Annual Report*, Éditions OCDE.
- FIT (2011), *Reporting on Serious Road Traffic Casualties*, FIT, Paris.
- OCDE, FIT (2013), *Le vélo, santé et sécurité*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Évolution des transports 2011, Évolution des transports*, Éditions OCDE.
- FIT (2013), *Key Transport Statistics*, FIT, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Illustrated Glossary for Transport Statistics 4th Edition*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Forum international des transports, www.internationaltransportforum.org.

Accidents mortels de la route

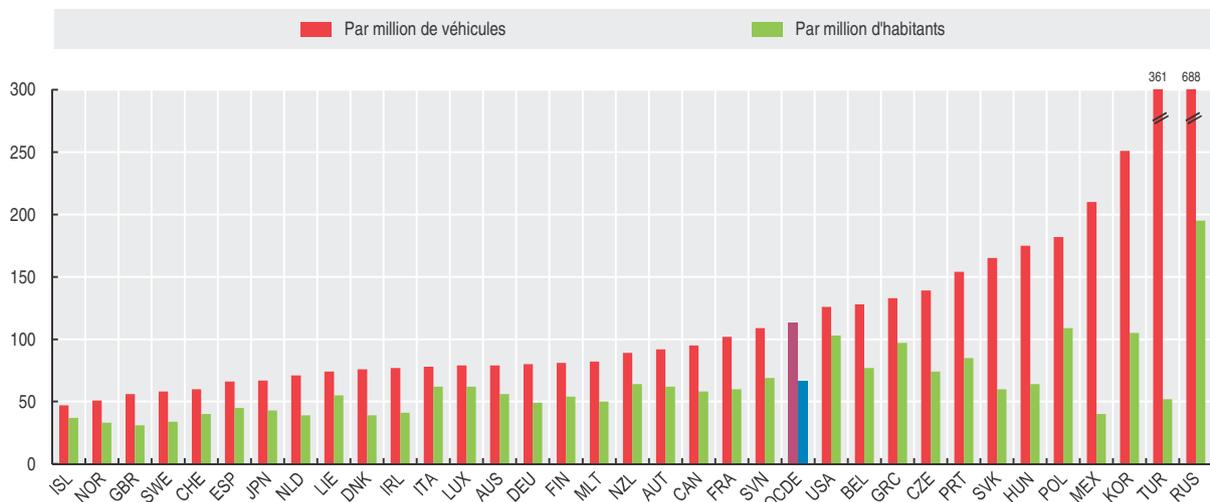
Par million d'habitants

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	95	91	85	83	80	71	65	62	60	55	51	45	49
Australie	93	95	89	87	81	79	80	77	76	67	68	62	57
Autriche	135	122	119	118	115	107	93	88	83	81	76	66	62
Belgique	137	143	144	131	117	112	104	101	100	88	87	77	78
Canada	98	94	89	93	88	85	90	89	84	73	65	64	59
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	201	218	171	152	151	137	132	131	127	120	119	111	105
Danemark	97	93	80	86	80	68	61	56	74	74	55	46	39
Espagne	144	143	135	129	129	111	89	93	85	68	59	54	45
Estonie	169	149	146	164	121	126	126	152	146	98	75	58	75
États-Unis	150	149	148	150	148	146	147	143	136	123	110	106	104
Finlande	83	77	83	80	73	72	72	64	72	65	52	51	54
France	97	93	80	86	80	68	61	56	74	74	55	46	39
Grèce	194	187	172	154	146	151	149	149	141	138	129	112	97
Hongrie	128	118	122	141	131	128	127	129	123	99	82	74	64
Irlande	110	109	106	96	84	92	95	86	78	63	53	47	41
Islande	76	114	84	101	79	79	64	102	48	38	53	25	38
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	118	124	125	122	114	105	99	96	86	79	70	68	63
Japon	82	82	79	75	70	66	62	57	52	47	45	45	43
Luxembourg	135	174	159	139	117	109	101	91	96	72	96	63	64
Mexique	50	50	49	46	43	42	43	44	48	47	42	..	..
Norvège	68	76	61	68	61	56	48	52	49	53	44	43	34
Nouvelle-Zélande	133	120	117	103	114	106	98	94	100	86	89	86	64
Pays-Bas	75	73	67	66	67	54	50	50	48	46	44	39	40
Pologne	174	164	145	152	148	150	143	137	146	143	120	102	109
Portugal	196	182	162	162	148	123	118	92	92	83	79	88	84
République slovaque	125	120	116	116	121	113	111	113	122	112	71	65	60
République tchèque	141	145	130	140	142	135	126	104	118	103	86	76	74
Royaume-Uni	61	61	61	60	61	56	55	54	50	43	38	31	31
Slovénie	168	157	140	134	121	137	129	131	145	106	84	67	69
Suède	65	67	66	63	59	53	49	49	51	43	39	28	34
Suisse	82	82	75	70	74	69	55	49	51	47	45	42	40
Turquie	92	87	68	63	60	66	67	68	72	60	61	56	52
UE-28	119	117	112	110	103	96	91	87	85	78	70	62	60
OCDE	115	114	108	106	101	97	94	91	88	80	73	65	63
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	83	76	68	62	55	51	49	46
Fédération de Russie	203	202	212	229	246	240	237	230	234	211	195	187	196
Inde	80	76	76	79	79	83	84	92	99	102	106	112	117
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039255>

Accidents mortels de la route

2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036690>





TRAVAIL

EMPLOI ET HEURES TRAVAILLÉES

TAUX D'EMPLOI
TAUX D'EMPLOI PAR CLASSE D'ÂGE
EMPLOI À TEMPS PARTIEL
EMPLOI NON SALARIÉ
EMPLOI PAR RÉGION
DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

CHÔMAGE

TAUX DE CHÔMAGE
CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE
CHÔMAGE PAR RÉGION

TAUX D'EMPLOI

Le taux d'emploi mesure l'utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles. S'il est soumis aux fluctuations du cycle économique à court terme, le taux d'emploi est aussi, à plus long terme, fortement influencé par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources, ainsi que par les mesures qui facilitent l'emploi des femmes et des catégories de population défavorisées.

Définition

Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les personnes sans emploi regroupent les chômeurs et les inactifs et ne sont pas incluses dans la population active pour les raisons suivantes : difficultés à trouver un emploi, études, invalidité, nécessité de s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés, choix personnel.

En bref

Dans tous les pays de l'OCDE, le taux d'emploi des hommes est plus élevé que celui des femmes, avec un écart de 16,1 points en moyenne en 2012. Toutefois, on observe d'importantes différences entre les pays, puisque l'écart en termes de taux d'emploi est compris entre moins de 4 points en Finlande, en Islande, en Suède et en Norvège, et plus de 20 points en Corée, au Chili, au Mexique et en Turquie. Depuis 2000 dans la zone OCDE, l'écart hommes-femmes en matière d'emploi s'est sensiblement resserré, de 5 points environ, sous l'effet d'une augmentation du taux d'emploi des femmes parallèlement à une baisse de celui des hommes depuis le début de la crise fin 2007, en particulier dans les pays les plus durement touchés par la crise. La progression des taux d'emploi des femmes concernait de nombreux pays avant la crise, avec une hausse de plus de 5 points dans 13 pays dont l'Espagne, la Grèce et l'Irlande.

C'est en Turquie que le taux d'emploi des femmes, même s'il a progressé récemment, est de loin le plus bas, à 28,7 % en 2012 ; et c'est en Islande qu'il est le plus élevé, à 78,5 %. Hors Turquie, le taux d'emploi des femmes reste inférieur à la moyenne de l'OCDE dans onze pays en dépit des progrès accomplis ces dix dernières années, tandis que le taux d'emploi des hommes a diminué dans huit de ces pays sous l'effet de la crise. À titre de comparaison, 9 pays seulement affichent un taux d'emploi inférieur à la moyenne de l'OCDE pour les hommes et supérieur pour les femmes. Parmi ces pays, l'Irlande, le Portugal et les États-Unis se distinguaient par un taux d'emploi des hommes supérieur à la moyenne de l'OCDE en 2000.

Dans les économies émergentes, le taux d'emploi des hommes est clairement supérieur à celui des femmes, avec un écart de plus de 12 points en Afrique du Sud et de plus de 8 points en Fédération de Russie.

On considère comme étant en âge de travailler les personnes âgées de 15 à 64 ans.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement d'un pays à l'autre. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception, le domaine et la conduite de l'enquête. Néanmoins, malgré ces changements, le taux d'emploi reste relativement fiable dans le temps.

Les deux ruptures de série sont liées à une refonte de l'enquête nationale sur la population active au Chili entre 2009 et 2010 et en Israël entre 2011 et 2012. En Israël, l'enquête trimestrielle est devenue mensuelle, tandis que la population active civile a été abandonnée au profit de la population active totale.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013*, Éditions OCDE.
- Jaumotte, F. (2003), "Female labour force participation", OECD Economics Department Working Papers, No. 376.
- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité, Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille, Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur l'emploi, www.oecd.org/emploi/basededonnees.



Taux d'emploi selon le sexe

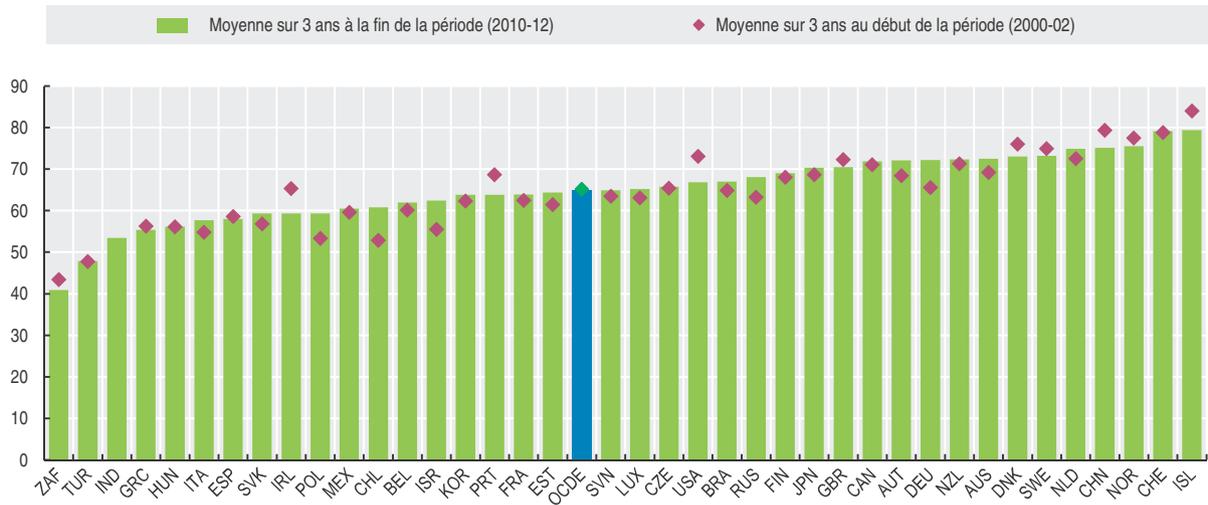
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler

	Femmes				Hommes				Total			
	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011
Allemagne	58.1	66.1	67.7	68.0	72.9	76.1	77.4	77.6	65.6	71.2	72.6	72.8
Australie	61.4	66.2	66.7	66.6	77.1	78.6	78.7	78.1	69.3	72.4	72.7	72.3
Autriche	59.4	66.4	66.5	67.3	77.3	77.1	77.8	77.8	68.3	71.7	72.1	72.5
Belgique	51.9	56.5	56.7	56.8	69.8	67.4	67.1	66.9	60.9	62.0	61.9	61.8
Canada	65.6	68.8	68.9	69.2	76.2	74.2	75.0	75.2	70.9	71.5	72.0	72.2
Chili	35.1	46.7	49.1	50.2	71.9	72.1	73.6	73.6	53.3	59.3	61.3	61.8
Corée	50.0	52.6	53.1	53.5	73.1	73.9	74.5	74.9	61.5	63.3	63.9	64.2
Danemark	72.1	71.1	70.4	70.0	80.7	75.6	75.9	75.2	76.4	73.3	73.1	72.6
Espagne	42.0	53.0	52.8	51.3	72.7	65.6	64.1	61.0	57.4	59.4	58.5	56.2
Estonie	57.0	60.5	62.7	64.6	65.4	61.5	67.8	69.9	61.0	61.0	65.2	67.2
États-Unis	67.8	62.4	62.0	62.2	80.6	71.1	71.4	72.3	74.1	66.7	66.6	67.1
Finlande	64.5	66.9	67.5	68.2	70.5	69.7	70.9	70.9	67.5	68.3	69.2	69.5
France	54.8	59.7	59.7	60.0	68.8	68.2	68.2	68.0	61.7	63.9	63.9	63.9
Grèce	41.3	48.1	45.1	41.9	71.3	70.9	65.9	60.6	55.9	59.6	55.6	51.3
Hongrie	49.6	50.6	50.6	52.1	62.7	60.4	61.2	62.5	56.0	55.4	55.8	57.2
Irlande	53.7	56.0	55.6	55.2	76.3	63.9	62.8	62.4	65.1	60.0	59.2	58.8
Islande	81.0	77.0	77.3	78.5	88.2	80.6	80.8	81.9	84.6	78.9	79.0	80.2
Israël	50.9	56.9	57.5	62.4	61.4	63.4	64.3	70.7	56.1	60.2	60.9	66.5
Italie	39.6	46.8	47.2	47.8	68.2	68.7	68.5	67.5	53.9	57.7	57.8	57.6
Japon	56.7	60.1	60.3	60.7	80.9	80.0	80.2	80.3	68.9	70.1	70.3	70.6
Luxembourg	50.0	57.2	56.9	59.0	75.0	73.1	72.1	72.5	62.7	65.2	64.6	65.8
Mexique	39.6	43.8	43.4	45.3	82.8	78.5	77.8	78.9	60.1	60.3	59.8	61.3
Norvège	74.0	73.3	73.4	73.8	81.7	77.4	77.2	77.7	77.9	75.4	75.3	75.8
Nouvelle-Zélande	63.2	66.7	67.2	67.0	77.9	78.2	78.2	77.5	70.4	72.3	72.6	72.1
Pays-Bas	62.7	69.4	69.9	70.4	81.2	80.0	79.8	79.7	72.1	74.7	74.9	75.1
Pologne	48.9	52.6	52.7	53.1	61.2	65.3	66.0	66.3	55.0	58.9	59.3	59.7
Portugal	60.5	61.1	60.4	58.7	76.3	70.1	68.1	64.9	68.3	65.6	64.2	61.8
République slovaque	51.5	52.3	52.7	52.7	62.2	65.2	66.3	66.7	56.8	58.8	59.5	59.7
République tchèque	56.9	56.3	57.2	58.2	73.6	73.5	74.0	74.6	65.2	65.0	65.7	66.5
Royaume-Uni	65.6	65.3	65.3	65.7	78.9	75.3	75.5	76.1	72.2	70.3	70.4	70.9
Slovénie	..	62.6	60.9	60.5	..	69.6	67.7	67.4	..	66.2	64.4	64.1
Suède	72.2	69.7	71.3	71.8	76.3	74.5	75.8	75.6	74.3	72.1	73.6	73.8
Suisse	69.4	72.5	73.3	73.6	87.3	84.6	85.4	85.2	78.4	78.6	79.3	79.4
Turquie	26.2	26.2	27.8	28.7	71.7	66.7	69.3	69.2	48.9	46.3	48.4	48.9
UE-28	..	58.1	58.4	58.5	..	70.0	70.0	69.6	..	64.0	64.2	64.1
OCDE	55.0	56.7	56.8	57.2	76.1	72.8	73.0	73.2	65.4	64.6	64.8	65.1
Afrique du Sud	..	34.4	34.6	34.9	..	47.7	47.4	47.5	..	40.8	40.8	41.0
Brésil	..	..	55.2	55.7	..	..	79.3	79.3	..	..	66.8	67.2
Chine	73.8	68.0	..	..	84.6	82.0	..	..	79.3	75.1	..	..
Fédération de Russie	58.9	63.3	64.0	64.7	67.2	71.6	72.4	73.6	62.9	67.3	68.0	69.0
Inde	..	28.5	..	27.3	..	77.3	..	78.5	..	53.6	..	53.3
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039274>

Taux d'emploi : total

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036709>

TAUX D'EMPLOI PAR CLASSE D'ÂGE

La répartition des offres d'emploi entre les classes d'âge varie selon les marchés du travail. Le taux d'emploi des différentes classes d'âge est très sensible aux politiques publiques menées à l'égard de l'enseignement supérieur, des régimes de pension et de l'âge de la retraite.

Définition

Le taux d'emploi d'une classe d'âge se mesure en fonction du nombre des actifs occupés d'un âge donné rapporté à l'effectif total de cette classe d'âge.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes nationales sur la population active. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les personnes sans emploi regroupent les chômeurs et les inactifs et ne sont pas incluses dans la population active pour les raisons suivantes : difficultés à trouver un emploi, études, invalidité, nécessité de s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés, choix personnel.

En bref

Le taux d'emploi des 25-54 ans (âge de forte activité) est relativement identique dans l'ensemble de la zone OCDE, où il était compris entre 64.1 et 86.7 % en 2012 dans tous les pays (hors Turquie). Le taux d'emploi des personnes d'âge très actif est inférieur à la moyenne de l'OCDE dans dix pays, tandis qu'il est supérieur de 8 points à la moyenne de l'OCDE dans six pays. Les écarts entre les pays sont plus marqués s'agissant des classes d'âge les plus jeunes (15-24 ans) où les taux d'emploi étaient compris en 2012 entre moins de 26 % dans onze pays (Grèce, Hongrie, Espagne, République slovaque, Italie, Luxembourg, Portugal, Corée, Pologne, République tchèque et Belgique) et plus de 60 % dans trois pays seulement (Suisse, Pays-Bas et Islande). Le taux d'emploi de la classe d'âge la plus élevée (55-64 ans) varie aussi sensiblement, entre 70 % ou plus dans cinq pays (Suisse, Norvège, Suède, Nouvelle-Zélande et Islande) et moins de 40 % dans sept pays (Turquie, Slovénie, Grèce, Hongrie, Pologne et Belgique). Dans les économies émergentes, le taux d'emploi des jeunes est supérieur à la moyenne de l'OCDE au Brésil et en Chine. Il n'y a qu'en Chine que le taux d'emploi des travailleurs plus âgés est supérieur à la moyenne de l'OCDE. Pour les travailleurs d'âge très actifs, le taux d'emploi est supérieur de 10 points à la moyenne de l'OCDE en Chine et en Fédération de Russie.

Compte tenu de la crise actuelle de l'emploi, le taux d'emploi des travailleurs d'âge très actif a chuté de manière relativement sensible dans quelques pays : -5 points ou plus en Grèce, en Irlande, en Espagne et au Portugal et -2 à 4 points aux États-Unis et au Danemark. Dans la zone OCDE, le taux d'emploi des travailleurs plus âgés a progressé de 8 points en moyenne, en dépit de la crise de l'emploi, les plus fortes progressions (plus de 10 points) ayant été enregistrées en Allemagne, aux Pays-Bas, en République slovaque, au Chili et en Autriche.

Les taux d'emploi sont présentés pour trois classes d'âge : les personnes âgées de 15 à 24 ans sont celles qui font leur entrée sur le marché du travail à l'issue de leur scolarité, les personnes âgées de 25 à 54 ans sont celles qui sont au plus fort de leur activité professionnelle, et les personnes âgées de 55 à 64 ans sont celles qui ont dépassé le pic de leur carrière professionnelle et approchent de l'âge de la retraite.

Comparabilité

Les niveaux d'emploi peuvent être influencés par les modifications apportées à la conception, au domaine et à la conduite de l'enquête ou par les ajustements de la population fondés sur les résultats des recensements et sur les estimations de population réalisées entre les recensements. Néanmoins, malgré ces changements, le taux d'emploi auquel il est fait référence ici reste relativement fiable dans le temps.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Des compétences meilleures pour des emplois meilleurs et une vie meilleure : Une approche stratégique des politiques sur les compétences*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*

Sites Internet

- Vieillesse et politiques de l'emploi (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/emploi/travailleursages.



TAUX D'EMPLOI PAR CLASSE D'ÂGE

Taux d'emploi par classe d'âge

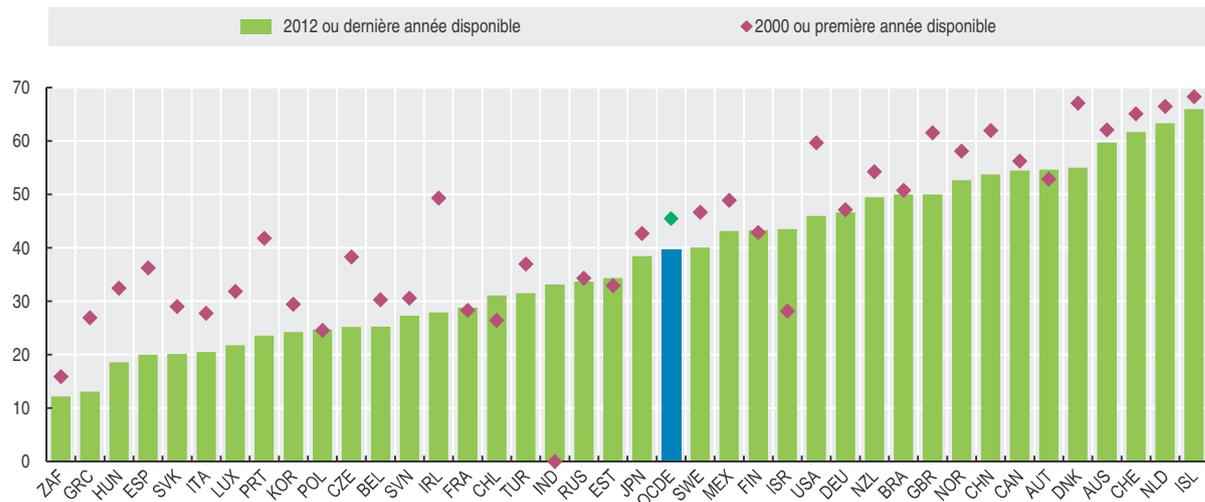
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24				Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54				Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64			
	1990	2000	2005	2012 or latest available year	1990	2000	2005	2012 or latest available year	1990	2000	2005	2012 or latest available year
Allemagne	56.4	47.2	42.6	46.6	73.6	79.3	77.4	83.2	36.8	37.6	45.5	61.5
Australie	62.7	62.1	63.3	59.7	76.0	76.3	78.8	79.5	41.5	46.2	53.5	61.4
Autriche	..	52.8	53.1	54.6	..	82.5	82.6	85.4	..	28.3	31.8	43.1
Belgique	30.4	30.3	27.5	25.3	71.7	77.9	78.3	79.3	21.4	25.0	31.8	39.5
Canada	61.3	56.2	57.7	54.5	78.1	79.9	81.3	81.4	46.2	48.1	54.7	59.8
Chili	..	26.4	25.4	31.1	..	65.0	67.5	74.5	..	47.5	51.0	62.7
Corée	32.5	29.4	29.9	24.2	73.2	72.2	73.4	74.7	61.9	57.8	58.7	63.1
Danemark	65.0	67.1	62.3	55.0	84.0	84.3	84.5	81.9	53.6	54.6	59.5	60.8
Espagne	38.3	36.3	41.9	20.0	61.4	68.4	74.4	66.3	36.9	37.0	43.1	43.9
Estonie	51.7	32.9	29.8	34.3	91.8	75.7	79.3	79.2	60.4	44.0	55.7	60.5
États-Unis	59.8	59.7	53.9	46.0	79.7	81.5	79.3	75.7	54.0	57.8	60.8	60.7
Finlande	55.2	42.9	42.1	43.3	87.9	80.9	81.7	82.0	42.8	42.3	52.6	58.2
France	35.7	28.3	30.2	28.8	77.3	78.4	80.7	80.8	30.7	29.3	38.5	44.5
Grèce	30.3	26.9	25.0	13.1	68.5	70.2	74.0	64.1	40.8	39.0	41.6	36.4
Hongrie	..	32.5	21.8	18.6	..	73.0	73.7	74.6	..	21.9	33.0	36.9
Irlande	41.4	49.3	47.8	27.9	60.0	75.5	77.8	69.4	38.6	45.3	51.7	49.5
Islande	..	68.2	71.6	66.0	..	90.6	88.2	85.1	..	84.2	84.8	79.2
Israël	23.6	28.2	26.6	43.5	66.5	70.4	70.6	76.8	48.5	46.6	52.4	63.1
Italie	29.8	27.8	25.5	20.5	68.2	68.0	72.2	70.3	32.6	27.7	31.4	40.4
Japon	42.2	42.7	40.9	38.5	79.6	78.6	79.0	80.5	62.9	62.8	63.9	65.4
Luxembourg	43.3	31.8	24.9	21.7	71.8	78.2	80.7	83.1	28.2	27.2	31.7	41.0
Mexique	..	48.9	43.7	43.1	..	67.4	68.8	71.1	..	51.7	52.6	55.6
Norvège	53.4	58.1	52.9	52.7	82.2	85.3	83.2	84.6	61.5	67.1	67.6	70.9
Nouvelle-Zélande	59.1	54.2	56.4	49.5	76.3	78.3	81.6	79.8	41.8	56.9	69.5	73.9
Pays-Bas	54.5	66.5	61.7	63.3	71.2	81.0	81.5	83.8	29.7	37.6	44.8	58.6
Pologne	..	24.5	20.9	24.7	..	70.9	69.5	77.2	..	28.4	29.1	38.7
Portugal	51.2	41.8	36.1	23.6	77.4	81.8	80.8	75.4	47.6	50.7	50.5	46.5
République slovaque	..	29.0	25.6	20.1	..	74.7	75.3	76.4	..	21.3	30.4	43.1
République tchèque	..	38.3	27.3	25.2	..	81.6	82.0	82.9	..	36.3	44.6	49.4
Royaume-Uni	70.1	61.5	58.7	50.0	79.1	80.2	81.1	80.3	49.2	50.4	56.7	58.1
Slovénie	..	..	34.1	27.3	..	..	83.8	83.3	..	..	30.7	32.9
Suède	66.1	46.7	43.3	40.0	91.6	83.8	83.9	85.2	69.5	65.1	69.6	73.1
Suisse	..	65.1	59.9	61.7	..	85.4	85.1	86.7	..	63.3	65.1	70.5
Turquie	45.9	37.0	30.2	31.5	61.6	56.7	53.0	58.3	42.7	36.4	28.0	31.9
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	49.1	45.5	42.7	39.7	75.8	75.9	75.8	75.6	47.7	47.6	51.7	55.6
Afrique du Sud	..	..	15.0	12.2	..	..	59.3	56.9	..	..	42.2	38.0
Brésil	..	..	52.7	50.0	..	..	75.9	76.3	..	..	54.1	52.7
Chine	..	61.9	..	53.7	..	88.0	..	85.8	..	59.2	..	59.0
Fédération de Russie	..	34.3	33.1	33.7	..	79.6	82.9	85.7	..	34.6	45.9	47.1
Inde	..	..	..	33.1	..	..	..	65.3	..	..	..	53.8
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039293>

Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036728>

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

Les possibilités de travail à temps partiel sont particulièrement importantes pour les personnes qui ne souhaitent pas travailler à temps plein en raison de leur situation familiale, notamment les femmes qui ont des enfants en bas âge ou s'occupent de proches âgés. Selon des enquêtes réalisées récemment dans un grand nombre de pays de l'OCDE, la plupart des travailleurs à temps partiel ont choisi ce mode de travail. Les pays où le travail à temps partiel est peu développé pourraient donc améliorer la situation sur le front de l'emploi en prenant des mesures visant à étoffer l'offre d'emplois à temps partiel.

Définition

On considère comme employées à temps partiel les personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur emploi principal. Cette définition a l'avantage de permettre les comparaisons internationales car les définitions nationales de l'emploi à temps partiel diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre. Le travail à temps partiel concerne aussi bien les salariés que les non-salariés.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au

moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient absentes. Les taux présentés ici correspondent à la proportion de personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine en pourcentage du total des actifs occupés.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent toutefois varier légèrement d'un pays à l'autre. Les niveaux d'emploi peuvent aussi être influencés par des changements dans la conception, le domaine et la conduite de l'enquête. Néanmoins, malgré ces changements, le taux d'emploi reste relativement fiable dans le temps. Les informations sur le nombre d'heures travaillées habituellement sont principalement issues d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Les taux d'emploi à temps partiel présentés ici sont considérés comme ayant un bon degré de comparabilité.

Les deux ruptures de série sont liées à une refonte de l'enquête nationale sur la population active au Chili entre 2009 et 2010 et en Israël entre 2011 et 2012. En Israël, l'enquête trimestrielle est devenue mensuelle, tandis que la population active civile a été abandonnée au profit de la population active totale.

En bref

Dans l'ensemble de la zone OCDE, le taux d'emploi à temps partiel s'élevait à 16,9 % en 2012, avec des différences significatives d'un pays à l'autre. En Irlande, aux Pays-Bas et en Suisse, plus de 25 % des actifs occupés travaillaient à temps partiel, tandis que cette proportion était inférieure à 10 % dans 7 pays de l'OCDE et à 5 % en Hongrie, en République slovaque et en République tchèque. Dans la Fédération de Russie aussi, le taux d'emploi à temps partiel est bas à 4,1 %, de même qu'en Afrique du Sud (7,8 %).

Ces dernières années, le travail à temps partiel a fortement contribué à la croissance de l'emploi dans son ensemble dans beaucoup de pays de l'OCDE. Pour l'ensemble de la zone OCDE, l'incidence de l'emploi à temps partiel a augmenté de près de 5 points entre 2000 et 2012, parallèlement à une baisse du taux d'emploi global depuis le début de la crise de l'emploi fin 2007. Le taux d'emploi à temps partiel a progressé de 5 points ou plus aux Pays-Bas, au Mexique, en Autriche et au Chili, mais aussi en Italie, en Espagne et en Irlande, pays durement touchés par la crise. C'est le Chili qui a connu la plus forte progression de l'emploi à temps partiel (11,9 points), sous l'effet d'une amélioration globale du taux d'emploi entre 2000 et 2012. En Islande et en Pologne, ainsi qu'en Fédération de Russie et en Afrique du Sud, l'emploi à temps partiel a reculé de plus de 1 point entre 2000 et 2012.

La croissance de l'emploi à temps partiel a été particulièrement importante pour des groupes souvent sous-représentés dans la population active, tels que les femmes – plus de 5 points en Autriche, au Chili, en Corée, en Espagne, en Irlande, en Italie et en Turquie ; les jeunes – plus de 15 points au Chili, en Corée, au Danemark, en Espagne et en Irlande ; et les travailleurs âgés – plus de 10 points en Autriche, au Chili et en Irlande.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Statistiques sur le marché du travail, www.oecd.org/fr/std/stats-travail.



Incidence de l'emploi à temps partiel

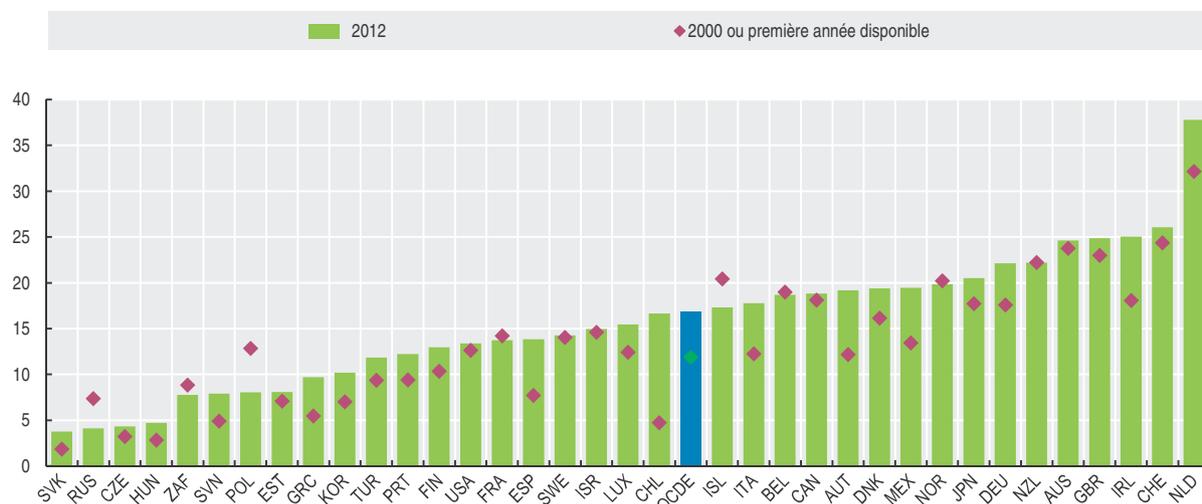
En pourcentage de l'emploi total

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	17.6	18.3	18.8	19.6	20.1	21.5	21.8	22.0	21.8	21.9	21.7	22.1	22.1
Australie	..	23.7	24.0	24.3	23.8	24.0	23.9	23.8	23.8	24.7	24.9	24.7	24.6
Autriche	12.2	12.4	13.3	13.7	15.4	16.3	16.8	17.3	17.7	18.5	19.0	18.9	19.2
Belgique	19.0	17.0	17.6	18.3	18.5	18.5	18.7	18.1	18.3	18.2	18.3	18.8	18.7
Canada	18.1	18.1	18.8	19.0	18.6	18.4	18.2	18.3	18.5	19.3	19.4	19.1	18.8
Chili	4.7	5.6	5.2	5.7	6.6	7.2	7.7	8.0	9.1	10.5	17.4	17.2	16.7
Corée	7.0	7.3	7.6	7.7	8.4	9.0	8.8	8.9	9.3	9.9	10.7	13.5	10.2
Danemark	16.1	14.7	15.5	16.2	17.0	17.3	17.9	17.3	17.8	18.8	19.2	19.2	19.4
Espagne	7.7	7.8	7.6	7.8	8.4	11.0	10.8	10.7	11.1	11.9	12.4	12.9	13.8
Estonie	7.1	7.1	6.9	7.5	6.8	6.7	6.7	6.8	6.2	8.4	8.7	8.8	8.1
États-Unis	12.6	12.8	13.1	13.2	13.2	12.8	12.6	12.6	12.8	14.1	13.5	12.6	13.4
Finlande	10.4	10.5	11.0	11.3	11.3	11.2	11.4	11.7	11.5	12.2	12.5	12.7	13.0
France	14.2	13.8	13.8	13.0	13.2	13.2	13.2	13.3	12.9	13.3	13.6	13.6	13.8
Grèce	5.5	4.9	5.4	5.6	5.9	6.4	7.4	7.7	7.9	8.4	8.8	9.0	9.7
Hongrie	2.9	2.5	2.6	3.2	3.3	3.2	2.7	2.8	3.1	3.6	3.6	4.7	4.7
Irlande	18.1	17.9	18.4	18.9	18.9	19.3	19.3	19.8	20.8	23.7	24.9	25.7	25.0
Islande	20.4	20.4	20.1	16.0	16.6	16.4	16.0	15.9	15.1	17.5	18.4	17.0	17.3
Israël	14.6	15.3	15.5	15.3	15.2	15.1	15.2	14.8	14.7	14.8	14.0	13.7	15.0
Italie	12.2	12.2	11.6	11.7	14.7	14.6	15.0	15.2	15.9	15.8	16.3	16.7	17.8
Japon	..	..	17.7	18.2	18.1	18.3	18.0	18.9	19.6	20.3	20.2	20.6	20.5
Luxembourg	12.4	13.3	12.5	13.3	13.2	13.9	12.7	13.1	13.4	16.4	15.8	16.0	15.5
Mexique	13.5	13.7	13.5	13.4	15.1	16.8	17.0	17.6	17.6	17.9	18.9	18.3	19.5
Norvège	20.2	20.1	20.6	21.0	21.1	20.8	21.1	20.4	20.3	20.4	20.1	20.0	19.8
Nouvelle-Zélande	22.2	22.3	22.5	22.2	21.9	21.6	21.2	22.0	22.2	22.5	21.9	22.0	22.2
Pays-Bas	32.1	33.0	33.9	34.5	35.0	35.6	35.4	35.9	36.1	36.7	37.1	37.2	37.8
Pologne	12.8	11.6	11.7	11.5	12.0	11.7	10.8	10.1	9.3	8.7	8.7	8.3	8.0
Portugal	9.4	9.2	9.6	9.9	9.6	9.4	9.3	9.9	9.7	9.6	9.3	11.5	12.2
République slovaque	1.9	1.9	1.6	2.2	2.6	2.4	2.4	2.4	2.6	2.9	3.7	3.9	3.8
République tchèque	3.2	3.2	2.9	3.2	3.1	3.3	3.3	3.5	3.5	3.9	4.3	3.9	4.3
Royaume-Uni	23.0	22.7	23.2	23.5	23.6	23.0	23.2	22.9	23.0	23.9	24.6	24.6	24.9
Slovénie	..	..	4.9	5.0	7.5	7.4	7.8	7.8	7.5	8.3	9.4	8.6	7.9
Suède	14.0	13.9	13.8	14.1	14.4	13.5	13.4	14.4	14.4	14.6	14.5	14.3	14.3
Suisse	24.4	24.8	24.8	25.1	24.9	25.1	25.5	25.4	25.9	26.5	26.1	25.9	26.0
Turquie	9.4	6.2	6.6	6.0	6.1	5.6	7.6	8.1	8.5	11.1	11.5	11.7	11.8
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	11.9	12.0	14.4	14.6	15.0	15.2	15.2	15.4	15.6	16.4	16.6	16.5	16.9
Afrique du Sud	..	8.8	8.5	8.8	7.5	8.4	9.1	8.0	8.2	8.3	8.1	7.6	7.8
Brésil	..	16.8	17.9	18.0	18.2	19.0	19.2	18.3	18.0	17.8	..	16.0	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	7.4	5.2	3.8	5.3	5.4	5.6	5.3	5.1	5.0	4.7	4.3	4.1	4.1
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039312>

Fréquence de l'emploi à temps partiel

En pourcentage de l'emploi total



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036747>

EMPLOI NON SALARIÉ

L'emploi non salarié peut être perçu soit comme une stratégie de survie pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'autres moyens de percevoir un revenu, soit comme le signe d'une volonté d'entreprendre et de travailler pour son propre compte. Les taux d'emploi non salarié présentés ici reflètent ces différentes motivations.

Définition

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes nationales sur la population active. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient absentes.

Les travailleurs non salariés comprennent les employeurs, les personnes établies à leur compte, les membres des coopératives de production et les travailleurs familiaux non rémunérés. Ces derniers sont des personnes qui, sans être pourvues d'un contrat formel leur garantissant le versement d'un revenu de montant fixe à intervalles réguliers, perçoivent une partie du revenu généré par l'entreprise. Les travailleurs familiaux non rémunérés sont particulièrement nombreux dans les secteurs de l'agriculture et du commerce de détail. À noter que toutes les personnes qui travaillent dans une entreprise constituée en société, y compris les dirigeants, sont considérées comme des salariés.

En bref

En 2012, la part des travailleurs non-salariés dans l'emploi total était comprise entre moins de 8 % aux États-Unis, au Luxembourg et en Norvège et bien plus de 30 % en Grèce, au Mexique et en Turquie. C'est en général dans les pays à faible revenu par habitant que l'emploi non salarié atteint ses niveaux les plus élevés, mais avec un taux de 25 %, l'Italie constitue à cet égard une exception. L'Espagne et l'Irlande sont deux autres pays qui affichent à la fois un revenu élevé par habitant et un fort taux d'emploi non salarié.

Entre 2000 et 2012, le taux d'emploi non salarié a chuté dans plus des deux tiers des pays, avec une contraction de 1.5 point dans la zone OCDE. Ce mouvement est principalement intervenu avant le début de la crise financière mondiale fin 2007. Toutefois, l'emploi non salarié a enregistré une croissance modeste à forte en République tchèque, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, et encore plus marquée en République slovaque (plus de 7 points, quoiqu'à partir d'un niveau de départ bas). À l'inverse, il a accusé un net repli au Chili, en Grèce, en Italie, en Corée, en Pologne, en Nouvelle-Zélande, au Mexique, au Portugal et en Espagne, en partant d'un niveau plus élevé.

Les niveaux et les variations de l'emploi non salarié total masquent des différences importantes entre les hommes et les femmes. En 2012, seuls le Mexique et la Turquie affichaient des taux d'emploi non salarié supérieurs pour les femmes. S'agissant de la Turquie, près de la moitié des femmes qui travaillent le font pour leur propre compte, ce qui représente toutefois un recul par rapport au taux de 64.7 % enregistré en 2000.

Les taux indiqués ici représentent la proportion (en pourcentage) de non-salariés dans l'emploi total.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent toutefois varier légèrement d'un pays à l'autre. L'Australie, le Canada et les États-Unis incluent uniquement dans la catégorie de l'emploi non salarié les professions indépendantes non constituées en société. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête. Néanmoins, les taux d'emploi non salarié restent fiables dans le temps.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Le financement des PME et des entrepreneurs*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship*, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2005*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de l'entrepreneuriat*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Politiques et données sur l'emploi, www.oecd.org/els/emploi.
- Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local, www.oecd.org/cfe-fr.



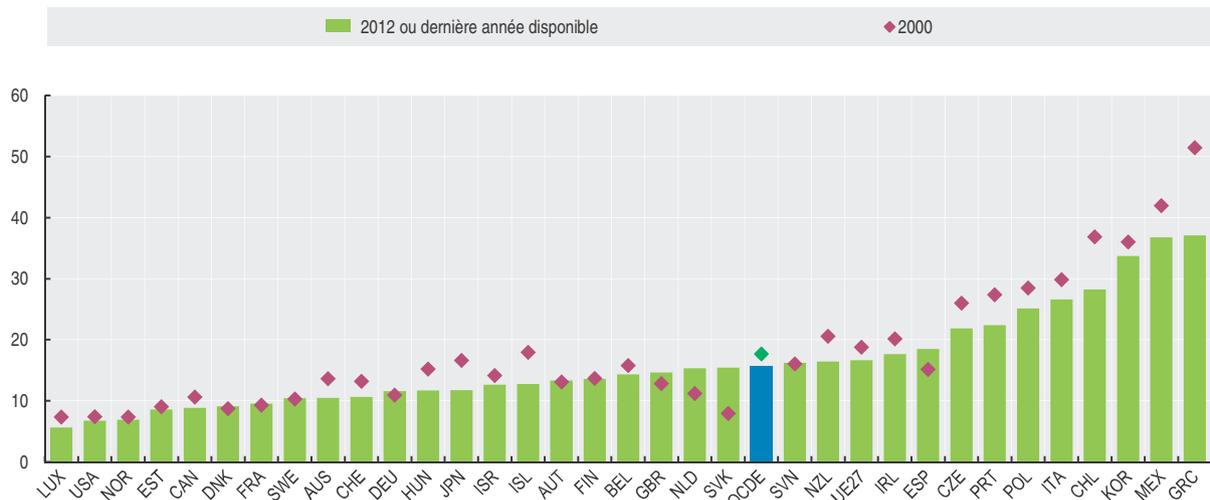
Taux d'emploi non salarié
En pourcentage de l'emploi total par sexe

	Femmes				Hommes				Total			
	2000	2010	2011	2012	2000	2010	2011	2012	2000	2010	2011	2012
Allemagne	7.9	8.4	8.5	8.3	13.4	14.4	14.5	14.4	11.0	11.6	11.7	11.6
Australie	10.4	8.9	8.6	8.3	16.1	13.9	13.3	12.3	13.6	11.6	11.2	10.5
Autriche	12.2	11.3	11.3	10.8	13.9	16.0	15.9	15.6	13.1	13.8	13.8	13.3
Belgique	13.5	10.8	10.5	10.5	17.5	17.3	17.5	17.6	15.8	14.4	14.3	14.3
Canada	9.2	8.1	8.0	8.0	11.8	10.2	9.9	9.7	10.6	9.2	9.0	8.9
Chili	24.5	24.9	26.0	..	32.4	27.5	27.0	..	29.8	26.5	26.6	..
Corée	38.4	27.1	26.4	26.0	35.7	30.0	29.6	29.8	36.8	28.8	28.2	28.2
Danemark	5.7	5.6	5.4	5.6	12.1	12.3	12.4	12.3	9.1	9.1	9.1	9.1
Espagne	16.6	12.4	12.3	13.0	22.2	20.5	20.1	21.5	20.2	16.9	16.6	17.6
Estonie	6.4	5.3	5.2	5.1	11.6	11.5	11.8	12.3	9.1	8.3	8.5	8.6
États-Unis	6.1	5.6	5.5	..	8.6	8.3	8.0	..	7.4	7.0	6.8	6.8
Finlande	9.2	9.0	8.8	8.9	17.8	17.7	17.7	18.2	13.7	13.5	13.4	13.6
France	7.2	6.9	7.1	..	11.0	11.5	11.8	..	9.3	9.3	9.5	..
Grèce	38.9	31.0	31.7	31.2	43.7	38.6	39.5	40.6	42.0	35.5	36.3	36.8
Hongrie	10.5	8.8	8.5	8.8	19.1	15.4	15.2	14.3	15.2	12.3	12.1	11.7
Irlande	8.6	7.7	7.4	7.5	25.9	25.3	24.6	24.8	18.8	17.1	16.6	16.7
Islande	11.0	8.8	8.9	9.0	24.0	16.9	16.5	16.2	18.0	13.0	12.9	12.7
Israël	9.3	8.0	8.3	..	18.3	17.0	16.5	..	14.2	12.8	12.6	..
Italie	22.0	18.5	18.2	18.3	32.3	30.3	30.1	30.0	28.5	25.5	25.2	25.1
Japon	18.3	11.3	10.4	10.7	15.5	12.8	11.9	12.6	16.6	12.2	11.3	11.8
Luxembourg	6.9	4.6	4.5	..	7.7	6.7	6.5	..	7.4	5.8	5.6	..
Mexique	35.2	35.5	34.8	35.1	36.4	34.2	33.1	32.9	36.0	34.7	33.7	33.7
Norvège	4.8	4.4	4.1	4.1	9.8	10.8	9.7	9.4	7.4	7.7	7.0	6.9
Nouvelle-Zélande	14.5	11.8	12.4	12.2	25.6	19.8	20.1	20.0	20.6	16.1	16.5	16.4
Pays-Bas	9.4	11.5	11.5	11.7	12.6	18.0	18.0	18.5	11.2	15.0	15.0	15.3
Pologne	24.8	20.1	19.8	19.2	29.5	25.3	25.3	25.0	27.4	23.0	22.9	22.4
Portugal	24.4	20.1	17.0	17.5	27.4	25.3	25.0	25.8	26.0	22.9	21.3	21.9
République slovaque	4.6	9.4	9.7	9.9	10.8	21.3	20.8	19.8	8.0	16.0	15.9	15.5
République tchèque	10.2	12.2	12.9	13.5	19.1	22.0	22.0	22.3	15.2	17.8	18.1	18.5
Royaume-Uni	8.3	8.9	9.0	9.6	16.7	18.2	18.3	19.0	12.8	13.9	14.0	14.6
Slovénie	13.0	14.0	13.4	12.8	18.6	20.0	19.7	19.2	16.1	17.3	16.8	16.2
Suède	5.7	6.4	6.0	5.9	14.5	15.0	14.4	14.6	10.3	11.0	10.4	10.5
Suisse	12.3	10.1	10.9	10.5	13.9	11.1	10.5	10.7	13.2	10.6	10.7	10.7
Turquie	64.7	49.3	48.4	45.7	46.5	35.1	34.2	33.5	51.4	39.1	38.3	37.1
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	15.1	13.2	13.0	..	19.6	18.3	17.9	..	17.7	16.0	15.8	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	22.4	22.1	..	..	31.5	31.3	..	..	27.7	27.4
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039331>

Taux d'emploi non salarié : total

En pourcentage de l'emploi total



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036766>

EMPLOI PAR RÉGION

Les inégalités observées entre les régions au niveau des performances économiques révèlent notamment dans quelle mesure chaque région est capable de mettre à profit la main-d'œuvre disponible et, plus particulièrement, d'améliorer les débouchés professionnels des catégories de population sous-représentées.

Définition

Les actifs occupés sont les personnes qui, durant la semaine de référence, ont travaillé au moins une heure contre rémunération ou qui occupaient un emploi mais en étaient temporairement absentes. Le taux d'emploi correspond au nombre d'actifs occupés rapporté à la population en âge de travailler (15-64 ans).

Le taux d'emploi des femmes est calculé comme le nombre de femmes occupant un emploi rapporté au nombre de femmes d'âge actif (15-64 ans) au sein de la population.

Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité est affectée par des différences dans le sens qui est donné au mot région, qui entraînent des disparités importantes en termes de zone géographique et de population, à la fois dans les pays et entre les pays. Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays

En bref

Les différences au sein des pays en termes de possibilités d'emploi sont souvent plus importantes que les différences entre les pays. Dans presque la moitié des pays, les écarts en termes de taux de croissance de l'emploi entre les régions étaient supérieurs à 3 points. Dans les pays de l'OCDE, c'est au Mexique, au Canada et aux États-Unis que les écarts entre les régions étaient les plus importants sur le front de l'emploi, et en Fédération de Russie pour les économies émergentes.

Entre 1999 et 2012, les écarts en termes de taux de croissance de l'emploi entre les régions étaient supérieurs à 2 points au Chili, en Israël, au Luxembourg et en Australie.

Un petit nombre de régions tirent la création d'emplois à l'échelon national. En moyenne, 39 % des créations d'emplois dans les pays de l'OCDE entre 1999 et 2012 étaient regroupées dans 10 % seulement des régions. La contribution régionale à la création d'emplois à l'échelon national est particulièrement concentrée dans certains pays. En Afrique du Sud, aux États-Unis, dans la Fédération de Russie et en Hongrie, la croissance de l'emploi a été tirée pour moitié par 10 % des régions.

Lors de la crise économique récente, la concentration régionale de la création d'emplois s'est accrue dans 15 des 31 pays, ce qui a creusé les écarts en termes d'emploi entre les régions.

Dans près de 26 % des régions, moins d'une femme sur deux occupait un emploi en 2012. Les écarts régionaux en termes d'emploi des femmes étaient les plus marqués en Turquie, en Italie, en Espagne, en Israël, aux États-Unis et en République slovaque.

membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux : le niveau territorial 2 (TL2, grandes régions) et le niveau territorial 3 (TL3, petites régions). Les données sur le marché du travail au Canada font référence à une autre classification, intitulée non official grids (NOG), comparable aux TL3. Pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et la Fédération de Russie, seules des grandes régions ont été définies jusqu'à présent.

Les données relatives à la croissance de l'emploi couvrent la période 1999-2012 dans tous les pays à l'exception de la Slovénie et de la Suisse : la première année disponible est 2001 et la dernière année disponible est 2009 pour l'Afrique du Sud, 2010 pour la Fédération de Russie, et 2011 pour Israël, le Japon et le Mexique. Pour le Portugal, la période couverte est comprise entre 1999 et 2010. Le Danemark, la Finlande et la Turquie ne sont pas pris en compte en l'absence de données disponibles sur une période comparable. Les chiffres relatifs aux gains d'emploi apportés par les 10 % des régions TL2 les plus performantes n'englobent que les pays affichant une croissance moyenne positive de l'emploi sur la période 1999-2012. La Grèce et le Japon ne sont pas inclus.

Les données régionales relatives à la croissance de l'emploi et à l'emploi des femmes font référence aux grandes régions (TL2) dans tous les pays.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives régionales de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Regional Outlook*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Reprise économique, innovation et croissance durable : Le rôle crucial des régions*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques régionales de l'OCDE*.

Sites Internet

- Développement régional, www.oecd.org/fr/gov/politique-regionale.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



Disparités des taux de croissance annuels de l'emploi par région

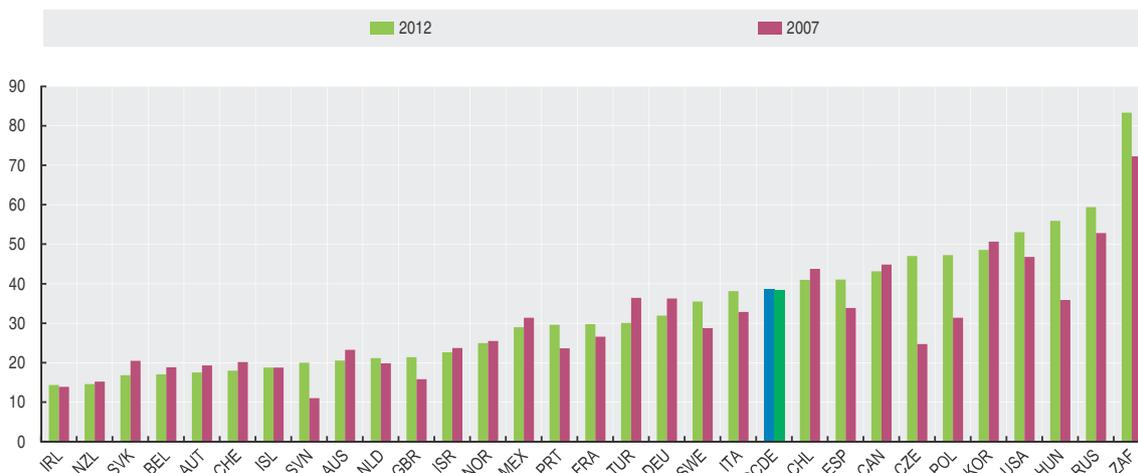
Pourcentage, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036785>

Part des taux de croissance de l'emploi national dûe aux 10% des régions les plus dynamiques

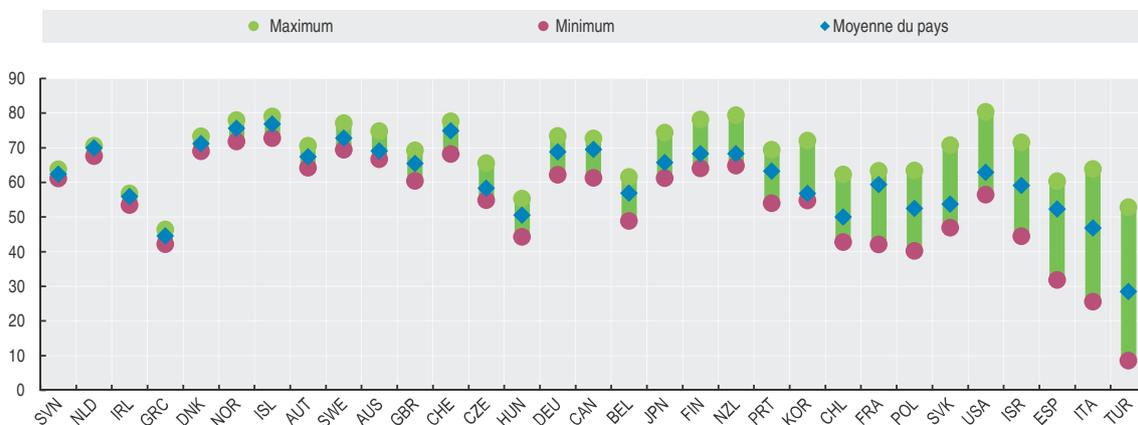
Pourcentage, 1999-2012 et 1999-2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036804>

Écarts régionaux du taux d'emploi des femmes

Pourcentage, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036823>

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Un des effets bénéfiques pour tous de l'augmentation de la productivité a été la diminution du nombre d'heures travaillées. Le temps de travail est aussi l'une des variables d'ajustement les plus utilisées par le marché du travail au cours d'un cycle économique. Ces dernières années, dans plusieurs pays de l'OCDE, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour permettre aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie de famille, parmi lesquelles des mesures qui tendent à réduire la durée du travail.

Définition

La moyenne du nombre d'heures travaillées par année correspond au nombre total d'heures travaillées au cours de l'année divisé par le nombre moyen de personnes occupées. Les données couvrent les travailleurs salariés et non salariés, ainsi que l'emploi à temps plein et l'emploi à temps partiel.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans ou plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient temporairement absentes.

De nombreux pays estiment la durée effective du travail au moyen d'enquêtes nationales. Les autres enquêtent auprès des établissements, des archives administratives ou de plusieurs sources à la fois. Les estimations tiennent compte des heures normales de travail à temps plein et à temps partiel, des

heures supplémentaires (rémunérées ou non), du temps consacré à d'autres activités professionnelles et des périodes chômées correspondant aux jours fériés, aux congés payés annuels, aux absences pour maladie et congés parentaux et de maternité, aux grèves et conflits du travail et aux périodes d'inactivité imputables à des conditions météorologiques défavorables, à des difficultés économiques et à plusieurs autres raisons de moindre importance.

Comparabilité

Les données sont fondées sur diverses sources dont le degré de fiabilité varie. Le temps de travail annuel dans 30 des 34 pays membres est fourni par les offices statistiques nationaux et estimé à l'aide des meilleures sources disponibles. Les données d'un pays peuvent servir à comparer les tendances de la productivité et l'utilisation de la main-d'œuvre (ou le total des heures travaillées), mais il est encore délicat de comparer les données de plusieurs pays sur une année donnée, en raison de l'hétérogénéité de leurs sources et d'autres incertitudes concernant leur comparabilité internationale.

En 2012, les chiffres du Mexique sur le temps de travail annuel ont été largement modifiés, à la suite d'un changement dans la méthodologie.

En bref

Entre 2000 et 2012, la durée moyenne du travail par actif occupé a diminué dans tous les pays de l'OCDE. Toutefois, dans la moitié environ des pays, cette diminution a été modérée par rapport à ce qu'elle avait été lors des décennies précédentes, et la contraction de la durée moyenne du travail entre ces deux années est peut-être à imputer en partie à des effets conjoncturels temporaires.

Pour l'ensemble de l'OCDE, la durée annuelle moyenne du travail par actif occupé est tombée de 1 843 heures en 2000 à 1 769 en 2012, ce qui équivaut à une réduction du temps de travail de plus d'une heure et demie par semaine pour une année comptant 45 semaines de travail. La durée annuelle du travail a reculé de 80 heures ou plus sur cette période dans la moitié des pays de l'OCDE ; une contraction de 150 heures ou plus a même été enregistrée au Chili (-346 heures), en Corée (-234 heures), en Irlande, en Islande, en Slovaquie et en Autriche. La contraction de la durée du travail est principalement survenue après le début de la crise mondiale dans dix pays, dont certains ont été fortement touchés par la crise (Estonie, Hongrie, Irlande, Italie, Portugal et Slovaquie), mais aussi en Autriche, au Japon, en Pologne et en Turquie.

Bien que toute comparaison entre pays appelle à la prudence, il ressort que la durée effective du travail est nettement supérieure à la moyenne de la zone OCDE au Mexique, en Corée, en Grèce et au Chili et largement inférieure à la moyenne OCDE aux Pays-Bas, en Allemagne, en Norvège, au Danemark, en France, au Luxembourg, en Irlande et en Slovaquie.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), *Productivity Measurement and Analysis*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), « Évolution récente et perspectives du marché du travail : Les différentes facettes du temps de travail » *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Online database

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/fr/std/stats-productivite/.
- Base de données de l'OCDE sur l'emploi, [www.oecd.org/employment/](http://www.oecd.org/employment/employment/)



DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Durée moyenne effective du travail

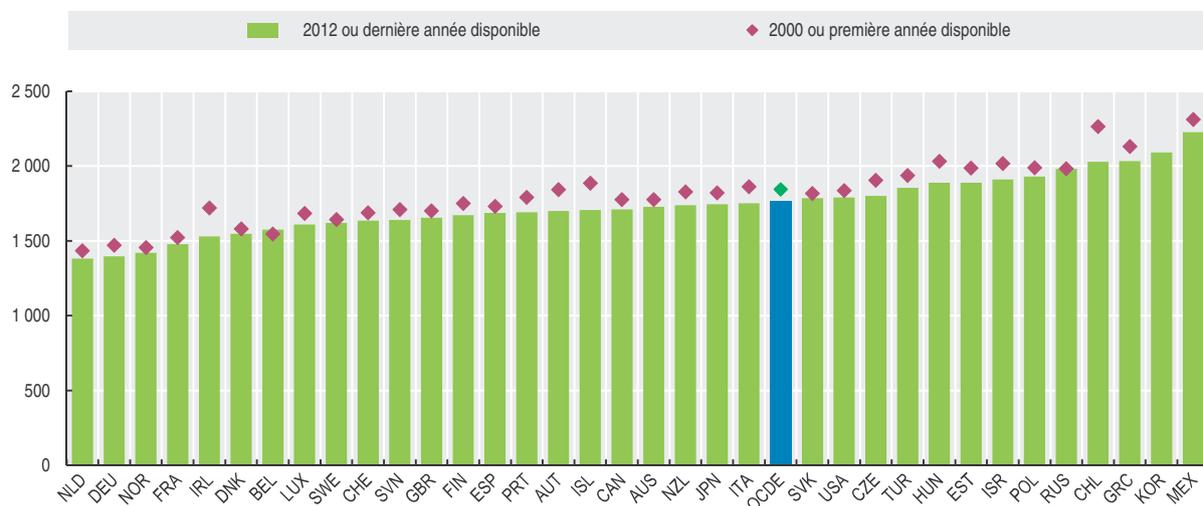
Heures par an par actif occupé

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	1 471	1 453	1 441	1 436	1 436	1 431	1 424	1 422	1 422	1 382	1 404	1 405	1 393
Australie	1 759	1 734	1 737	1 743	1 733	1 723	1 720	1 719	1 708	1 690	1 692	1 699	1 685
Autriche	1 727	1 714	1 710	1 704	1 714	1 695	1 673	1 667	1 648	1 603	1 590	1 598	1 576
Belgique	1 599	1 592	1 587	1 581	1 576	1 569	1 578	1 583	1 577	1 559	1 563	1 574	1 572
Canada	1 777	1 770	1 752	1 739	1 758	1 745	1 743	1 739	1 733	1 700	1 701	1 698	1 711
Chili	2 263	2 242	2 250	2 235	2 232	2 157	2 165	2 128	2 095	2 074	2 068	2 047	2 029
Corée	2 509	2 496	2 455	2 424	2 392	2 351	2 346	2 306	2 246	2 232	2 187	2 090	2 163
Danemark	1 468	1 472	1 467	1 462	1 462	1 457	1 463	1 438	1 431	1 434	1 416	1 433	1 430
Espagne	1 731	1 736	1 734	1 719	1 704	1 686	1 673	1 658	1 662	1 670	1 673	1 679	1 666
Estonie	1 988	1 979	1 982	1 986	1 997	2 010	2 001	1 998	1 968	1 833	1 880	1 924	1 889
États-Unis	1 836	1 814	1 810	1 800	1 802	1 799	1 800	1 798	1 792	1 768	1 778	1 787	1 790
Finlande	1 751	1 733	1 726	1 719	1 723	1 716	1 709	1 706	1 688	1 673	1 677	1 677	1 679
France	1 523	1 514	1 476	1 473	1 501	1 495	1 473	1 485	1 492	1 472	1 480	1 482	1 479
Grèce	2 130	2 131	2 118	2 112	2 092	2 095	2 066	2 037	1 950	1 997	2 016	2 039	2 034
Hongrie	2 033	1 993	2 005	1 978	1 986	1 987	1 983	1 978	1 982	1 965	1 956	1 975	1 886
Irlande	1 719	1 713	1 698	1 671	1 668	1 654	1 644	1 633	1 600	1 540	1 542	1 541	1 529
Islande	1 885	1 847	1 812	1 811	1 825	1 816	1 805	1 781	1 783	1 704	1 689	1 731	1 706
Israël	2 017	1 979	1 993	1 974	1 942	1 931	1 919	1 934	1 935	1 935	1 931	1 932	1 928
Italie	1 861	1 843	1 831	1 826	1 826	1 819	1 815	1 816	1 803	1 771	1 772	1 772	1 752
Japon	1 821	1 809	1 798	1 799	1 787	1 775	1 784	1 785	1 771	1 714	1 733	1 728	1 745
Luxembourg	1 632	1 617	1 606	1 581	1 579	1 560	1 558	1 566	1 580	1 516	1 518	1 516	1 509
Mexique	2 311	2 285	2 271	2 277	2 271	2 281	2 281	2 262	2 260	2 253	2 242	2 250	2 226
Norvège	1 455	1 429	1 414	1 401	1 421	1 423	1 419	1 426	1 429	1 407	1 415	1 421	1 418
Nouvelle-Zélande	1 828	1 817	1 817	1 813	1 828	1 811	1 788	1 766	1 750	1 738	1 758	1 762	1 739
Pays-Bas	1 435	1 424	1 408	1 401	1 399	1 393	1 392	1 389	1 392	1 384	1 381	1 382	1 384
Pologne	1 988	1 974	1 979	1 984	1 983	1 994	1 985	1 976	1 969	1 948	1 940	1 938	1 929
Portugal	1 791	1 795	1 793	1 768	1 790	1 778	1 783	1 752	1 771	1 744	1 740	1 711	1 691
République slovaque	1 816	1 801	1 754	1 698	1 742	1 769	1 774	1 791	1 793	1 780	1 807	1 793	1 785
République tchèque	1 904	1 827	1 825	1 815	1 827	1 827	1 808	1 793	1 800	1 778	1 811	1 811	1 784
Royaume-Uni	1 700	1 705	1 684	1 674	1 674	1 673	1 669	1 677	1 659	1 651	1 652	1 625	1 654
Slovénie	1 710	1 696	1 720	1 724	1 737	1 697	1 667	1 655	1 670	1 569	1 580	1 557	1 537
Suède	1 642	1 618	1 595	1 582	1 606	1 605	1 599	1 612	1 617	1 609	1 635	1 636	1 621
Suisse	1 674	1 635	1 614	1 627	1 657	1 652	1 643	1 633	1 623	1 617	1 632	1 634	1 619
Turquie	1 937	1 942	1 943	1 943	1 918	1 936	1 944	1 911	1 900	1 881	1 877	1 864	1 855
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	1 843	1 827	1 817	1 811	1 810	1 805	1 803	1 797	1 788	1 764	1 771	1 768	1 769
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	1 982	1 980	1 982	1 993	1 993	1 989	1 998	1 999	1 997	1 974	1 976	1 979	1 982
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039350>

Durée moyenne effective du travail

Heures par an par actif occupé



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036842>

TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage permet de mesurer l'ampleur du sous-emploi de la main-d'œuvre, en plus d'être un indicateur clé du bien-être économique et social. La décomposition du taux de chômage par sexe permet d'évaluer la situation des femmes par rapport à celle des hommes sur le marché du travail.

Définition

Les chômeurs sont les personnes qui déclarent ne pas occuper d'emploi, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions pour chercher activement du travail au cours des quatre dernières semaines. Les lignes directrices de l'OIT énumèrent les dispositions en question, qui comprennent notamment : les réponses à des avis de vacance d'emploi, les démarches sur les lieux de travail tels qu'usines ou chantiers de construction, la publication de petites annonces dans les journaux et l'inscription auprès de bureaux de placement.

Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active, celle-ci étant composée des chômeurs, des personnes occupant un emploi rémunéré et des travailleurs non-salariés.

Quand le chômage est élevé, certaines personnes se découragent et cessent de chercher du travail ; elles ne sont alors plus incluses dans la population active. Ceci implique que le

En bref

En ce qui concerne le chômage moyen total sur la période 2007-12, les pays se classent en trois groupes : un premier groupe où le chômage est faible, avec des taux inférieurs à 5 % (Autriche, Corée, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse), un groupe intermédiaire où les taux sont compris entre 5 et 10 %, et un groupe où les taux de chômage sont en moyenne égaux ou supérieurs à 10 % (Espagne, Estonie, Grèce, Hongrie, Irlande, Portugal, République slovaque et Afrique du Sud).

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le taux de chômage a augmenté entre 2008 et 2011, avec de fortes progressions en Espagne, en Estonie, en Grèce et en Irlande. En 2012, le taux de chômage est resté stable dans la zone OCDE, avec toutefois des disparités entre l'Union européenne, où il reste orienté à la hausse, et la plupart des pays non européens où il recule.

La répartition du chômage par sexe montre que, de la même manière que le taux global, les taux de chômage des hommes et des femmes dans la zone OCDE ont fortement augmenté entre 2008 et 2011. Le taux de chômage des hommes, qui était inférieur à celui des femmes, a progressé nettement plus vite pour finir par le dépasser en 2009. Cette évolution tient principalement au fait que les suppressions d'emplois opérées pendant la crise ont été particulièrement nombreuses dans les secteurs qui emploient traditionnellement des hommes, à savoir le BTP, l'industrie manufacturière et l'extraction minière. Entre 2009 et 2010, la progression du taux de chômage global dans la zone OCDE a ralenti plus rapidement pour les hommes, le rapport entre taux de chômage des hommes et taux de chômage des femmes ayant amorcé une baisse dans environ deux tiers des pays. Néanmoins, en 2012, le taux de chômage des hommes restait supérieur à celui des femmes dans la moitié des pays.

taux de chômage peut baisser, ou cesser d'augmenter, même s'il n'y a pas eu de progrès sous-jacent sur le marché du travail.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage dans le cadre des enquêtes nationales sur la population active. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent toutefois varier légèrement d'un pays à l'autre. En outre, il est probable que les niveaux de chômage soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête. Cependant, les taux de chômage fournis ici se prêtent aux comparaisons internationales et sont relativement fiables dans le temps.

Les taux de chômage présentés ici ne correspondent pas aux taux calculés à partir des registres des agences pour l'emploi qui sont souvent publiés dans les pays. Il est en effet difficile de comparer les chiffres relatifs aux registres du chômage à l'échelon international, dans la mesure où les règles d'inscription auprès des bureaux de placement diffèrent d'un pays à l'autre.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur l'emploi, www.oecd.org/emploi/basededonnees.
- Politiques et données sur l'emploi, www.oecd.org/els/emploi.
- Statistiques sur le marché du travail, www.oecd.org/fr/std/stats-travail.



Taux de chômage

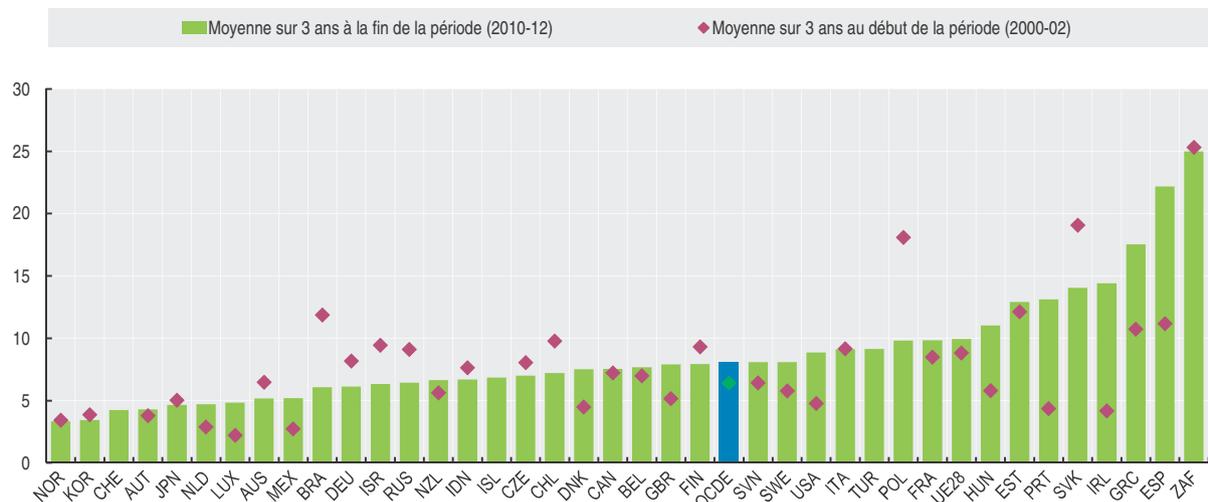
En pourcentage de la population active

	Femmes				Hommes				Total			
	2000	2008	2011	2012	2000	2008	2011	2012	2000	2008	2011	2012
Allemagne	8.4	7.7	5.7	5.2	7.8	7.4	6.2	5.7	8.0	7.5	6.0	5.5
Australie	6.1	4.6	5.3	5.3	6.5	4.0	4.9	5.2	6.3	4.2	5.1	5.2
Autriche	4.3	4.1	4.3	4.3	3.1	3.6	4.0	4.4	3.5	3.8	4.1	4.3
Belgique	8.5	7.6	7.2	7.4	5.6	6.5	7.1	7.7	7.0	7.0	7.1	7.5
Canada	6.7	5.7	7.0	6.8	7.0	6.6	7.8	7.7	6.8	6.1	7.5	7.2
Chili	10.3	9.5	8.7	7.9	9.3	6.8	6.1	5.4	9.7	7.8	7.1	6.4
Corée	3.7	2.6	3.1	3.0	5.0	3.6	3.6	3.4	4.4	3.2	3.4	3.2
Danemark	4.8	3.8	7.4	7.6	3.9	3.2	7.7	7.5	4.3	3.5	7.6	7.5
Espagne	17.0	13.0	22.2	25.4	8.2	10.1	21.2	24.7	11.7	11.3	21.6	25.1
Estonie	12.6	5.2	11.9	9.2	14.5	5.9	13.2	11.0	13.6	5.5	12.4	10.0
États-Unis	4.1	5.4	8.5	7.9	3.9	6.1	9.4	8.2	4.0	5.8	9.0	8.1
Finlande	10.6	6.7	7.1	7.1	9.1	6.1	8.4	8.3	9.8	6.4	7.8	7.7
France	10.8	8.4	10.2	10.4	7.5	7.2	9.1	10.1	9.0	7.5	9.2	9.8
Grèce	17.1	11.4	21.4	28.1	7.4	5.1	15.0	21.4	11.2	7.7	17.7	24.3
Hongrie	5.6	8.1	10.9	10.7	6.8	7.6	11.0	11.2	6.3	7.8	11.0	10.9
Irlande	4.1	4.9	10.8	11.0	4.3	7.6	17.8	17.7	4.2	6.4	14.7	14.7
Islande	..	2.6	6.2	5.7	..	3.3	7.9	6.4	..	3.0	7.1	6.0
Israël	9.2	6.5	5.6	7.0	8.4	5.7	5.6	6.8	8.8	6.1	5.6	6.9
Italie	13.6	8.5	9.6	11.9	7.7	5.5	7.5	9.9	10.1	6.7	8.4	10.7
Japon	4.5	3.9	4.2	4.0	4.9	4.1	4.9	4.6	4.7	4.0	4.6	4.4
Luxembourg	2.9	5.9	6.0	5.8	1.8	4.1	3.9	4.5	2.2	4.9	4.8	5.1
Mexique	..	4.1	5.3	5.0	..	3.9	5.2	4.9	2.5	4.0	5.2	5.0
Norvège	3.1	2.4	3.1	2.8	3.4	2.7	3.5	3.6	3.2	2.6	3.3	3.2
Nouvelle-Zélande	6.0	4.2	6.7	7.3	6.3	4.1	6.4	6.5	6.2	4.2	6.5	6.9
Pays-Bas	3.9	3.4	4.4	5.2	2.4	2.8	4.5	5.3	3.1	3.1	4.5	5.3
Pologne	18.2	7.9	10.4	10.9	14.4	6.4	9.0	9.5	16.1	7.0	9.7	10.1
Portugal	5.0	9.0	13.2	15.8	3.2	6.6	12.7	16.0	4.0	7.7	12.9	15.9
République slovaque	18.7	11.0	13.7	14.5	19.1	8.4	13.7	13.5	18.9	9.6	13.7	14.0
République tchèque	10.6	5.6	7.9	8.2	7.3	3.5	5.8	6.0	8.8	4.4	6.7	7.0
Royaume-Uni	4.8	5.1	7.3	7.4	5.9	6.1	8.7	8.3	5.4	5.7	8.0	7.9
Slovénie	7.0	4.8	8.2	9.4	6.5	4.0	8.2	8.4	6.7	4.4	8.2	8.9
Suède	5.3	6.5	7.7	7.7	5.9	5.9	7.8	8.2	5.6	6.2	7.8	8.0
Suisse	..	..	4.4	4.5	..	..	3.7	3.9	..	..	4.0	4.2
Turquie	..	10.0	10.1	9.4	..	9.6	8.3	7.6	..	9.7	8.8	8.2
UE-28	10.1	7.6	9.8	10.6	7.9	6.7	9.6	10.5	8.9	7.0	9.6	10.5
OCDE	..	6.1	8.0	8.1	..	5.9	7.9	7.9	6.1	5.9	7.9	7.9
Afrique du Sud	26.5	26.3	27.9	27.8	20.4	20.0	22.4	22.9	23.3	22.9	24.9	25.1
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	12.7	7.9	6.0	5.5
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	10.4	6.1	6.2	5.3	10.6	6.6	7.0	6.0	10.5	6.4	6.5	5.5
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	6.1	8.4	6.7	6.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039369>

Taux de chômage : total

En pourcentage de la population active



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036861>

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Le chômage de longue durée est un problème particulièrement préoccupant pour les personnes touchées et pour les pouvoirs publics. Sans même parler du stress psychologique et des tensions matérielles que cette situation engendre pour les chômeurs et leurs familles, des taux élevés de chômage de longue durée témoignent d'un mauvais fonctionnement du marché du travail.

Le taux de chômage de longue durée est généralement plus faible dans les pays qui ont connu une forte croissance du PIB ces dernières années. Le taux de chômage de longue durée peut aussi être plus faible au début d'une période de déclin économique, sous l'effet de l'afflux massif de personnes fraîchement licenciées, comme cela a été le cas dans les premières années qui ont suivi la crise économique. Par la suite, le chômage de longue durée peut s'accroître progressivement si la crise se prolonge, comme c'est le cas dans plusieurs pays de l'OCDE.

Définition

Le chômage de longue durée recense les personnes qui sont au chômage depuis 12 mois ou plus. Les rapports calculés ici montrent la proportion des chômeurs de longue durée dans le total des chômeurs, qui correspond au taux de chômage de longue durée. Les statistiques nationales relatives au chômage

En bref

En 2012, plus d'un tiers des demandeurs d'emploi étaient au chômage depuis plus de 12 mois dans la zone OCDE. Dans la moitié des pays, l'incidence du chômage de longue durée était équivalente ou supérieure à la moyenne de l'OCDE. Les taux étaient compris entre 10 % ou moins en Corée, au Mexique et en Norvège et 50 % ou plus en Estonie, en Grèce, en Irlande, en Italie et en République slovaque. En Allemagne, la proportion de chômeurs de longue durée reste obstinément élevée à 45,5 % en 2012, en dépit de l'amélioration des taux d'emploi depuis 2005.

Sur la période 2000-12, le chômage de longue durée a augmenté de plus de 3 points dans l'ensemble de la zone OCDE. La situation de chaque pays diffère selon que le marché du travail national a été plus ou moins touché par la crise financière mondiale et la crise de la dette souveraine de la zone euro. Depuis 2000, 12 pays ont enregistré une augmentation brutale (de 5 points ou plus) du chômage de longue durée ; l'Irlande, l'Islande et le Japon ont vu le taux de chômage de longue durée s'envoler de 10 points, tandis qu'aux États-Unis, il a bondi de 23,3 points alors qu'il ne s'élevait qu'à moins de 6,0 % en 2000. Neuf pays seulement ont enregistré une baisse de plus de 5 points, avec une baisse record de plus de 10 points en Belgique. Dans deux tiers de ces pays, le chômage de longue durée a en fait progressé depuis 2011, notamment en Nouvelle-Zélande et en Slovaquie.

Dans la Fédération de Russie et en Afrique du Sud, le chômage de longue durée a fortement diminué depuis 2000, de plus de 10 points. Pour autant, en Afrique du Sud, près de 58 % des chômeurs étaient sans emploi depuis 12 mois ou plus en 2012.

de longue durée couvrent parfois des durées plus courtes (six mois ou plus par exemple).

Dans tous les pays de l'OCDE, la définition du chômage reprend les lignes directrices de l'OIT. Le chômage est généralement mesuré à l'aide d'enquêtes nationales sur la population active et couvre les personnes qui déclarent avoir travaillé contre rémunération moins d'une heure au cours de la semaine de référence, être disponibles pour travailler ou avoir activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes. Les lignes directrices de l'OIT précisent ce qu'il faut entendre par recherche active d'emploi.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent varier légèrement selon les pays. En outre, il est probable que les niveaux de chômage soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête. Néanmoins, les taux de chômage de longue durée présentés ici restent relativement fiables dans le temps.

Lorsque l'on compare les taux de chômage de longue durée, il importe de garder à l'esprit les différences institutionnelles entre les pays. Ces taux sont généralement plus élevés dans les pays où le chômage est indemnisé de façon relativement généreuse et sur de longues périodes. Dans les pays où les indemnités de chômage sont assez faibles et ne durent pas longtemps, les chômeurs sont sans doute plus vite amenés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales ou à accepter des emplois qui, pour une raison ou une autre, leur paraissent moins intéressants que ceux qu'ils occupaient précédemment.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE de la population active*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- *Statistiques sur le marché du travail*, www.oecd.org/fr/std/stats-travail.



Chômage de longue durée

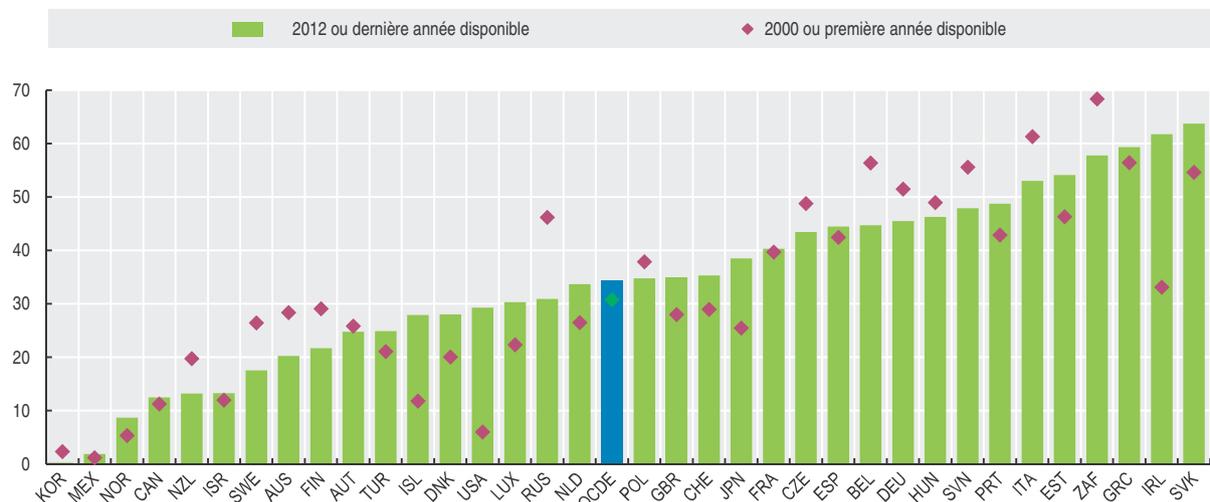
Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	51.5	50.4	47.9	50.0	51.8	53.0	56.4	56.6	52.5	45.5	47.4	48.0	45.5
Australie	28.3	23.9	22.4	21.5	20.6	18.3	18.1	15.4	14.9	14.7	18.5	18.9	20.3
Autriche	25.8	23.3	19.2	24.5	27.6	25.3	27.3	26.8	24.2	21.3	25.2	25.9	24.8
Belgique	56.3	51.7	48.8	45.4	49.0	51.7	51.2	50.4	47.6	44.2	48.8	48.3	44.7
Canada	11.3	9.5	9.6	10.0	9.5	9.6	8.7	7.4	7.1	7.8	12.0	13.5	12.5
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	2.3	2.3	2.5	0.6	1.1	0.8	1.1	0.6	2.7	0.5	0.3	0.4	0.3
Danemark	20.0	22.2	19.1	20.4	21.5	23.4	20.8	16.1	13.5	9.5	20.2	24.4	28.0
Espagne	42.4	36.9	33.7	33.6	32.0	24.5	21.7	20.4	17.9	23.7	36.6	41.6	44.5
Estonie	46.3	48.3	52.9	45.9	52.2	53.4	48.2	49.5	30.9	27.4	45.4	56.8	54.1
États-Unis	6.0	6.1	8.5	11.8	12.7	11.8	10.0	10.0	10.6	16.3	29.0	31.3	29.3
Finlande	29.0	26.2	24.4	24.7	23.4	24.9	24.8	23.0	18.2	16.6	23.6	22.6	21.7
France	39.6	36.8	32.7	39.2	40.6	41.1	41.9	40.2	37.4	35.2	40.2	41.4	40.3
Grèce	56.4	52.8	51.3	54.9	53.1	52.1	54.3	50.0	47.5	40.8	45.0	49.6	59.3
Hongrie	48.9	46.5	44.8	42.2	45.1	46.1	46.1	47.5	47.6	42.6	50.6	49.1	46.3
Irlande	..	33.1	30.1	32.8	34.9	33.4	31.6	29.5	27.1	29.2	49.1	59.3	61.7
Islande	11.8	12.5	11.1	8.1	11.2	13.3	7.3	8.0	4.1	6.9	21.3	27.8	27.9
Israël	12.0	11.8	13.5	18.0	24.2	25.3	27.3	24.9	22.7	20.3	22.4	20.2	13.3
Italie	61.3	63.4	59.6	58.1	49.2	49.9	49.6	47.3	45.7	44.4	48.5	51.9	53.0
Japon	25.5	26.6	30.8	33.5	33.7	33.3	33.0	32.0	33.3	28.5	37.6	39.4	38.5
Luxembourg	22.4	28.4	27.4	24.7	21.0	26.4	29.5	28.7	32.4	23.1	29.3	28.8	30.3
Mexique	1.2	1.0	0.9	0.9	1.1	2.3	2.5	2.7	1.7	1.9	2.4	2.0	1.9
Norvège	5.3	5.5	6.4	6.4	9.2	9.5	14.5	8.8	6.0	7.7	9.5	11.6	8.7
Nouvelle-Zélande	19.8	17.2	14.8	13.6	11.7	9.7	7.8	6.1	4.4	6.3	9.0	9.0	13.2
Pays-Bas	..	..	26.5	27.8	34.2	40.2	43.0	39.4	34.4	24.8	27.6	33.6	33.7
Pologne	37.9	43.1	48.4	49.7	47.9	52.2	50.4	45.9	29.0	25.2	25.5	31.6	34.8
Portugal	42.9	38.1	34.6	35.0	44.3	48.2	50.2	47.1	47.4	44.1	52.3	48.2	48.7
République slovaque	54.6	53.7	59.8	61.2	60.6	68.1	73.1	70.8	66.0	50.9	59.3	63.9	63.7
République tchèque	48.8	52.7	50.7	49.9	51.8	53.6	55.2	53.4	50.2	31.2	43.3	41.6	43.4
Royaume-Uni	28.0	27.8	21.7	21.5	20.6	21.0	22.3	23.7	24.1	24.5	32.6	33.4	34.8
Slovénie	..	..	55.6	52.8	51.5	47.3	49.3	45.7	42.2	30.1	43.3	44.2	47.9
Suède	26.4	22.3	20.9	17.8	18.9	..	..	12.8	12.1	12.8	17.3	18.2	17.5
Suisse	29.0	29.9	21.8	26.1	33.5	39.0	39.1	40.8	34.3	30.1	33.1	38.8	35.3
Turquie	21.1	21.3	29.4	24.4	39.2	39.4	35.7	30.3	26.9	25.3	28.6	26.5	24.9
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	30.8	29.1	29.0	30.1	31.3	32.0	31.4	28.6	25.0	23.7	31.6	33.7	34.3
Afrique du Sud	..	68.4	68.5	68.4	65.1	63.7	59.5	57.7	49.5	49.3	56.1	58.8	57.7
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	46.2	39.2	38.9	37.6	39.2	39.0	42.3	40.6	35.2	28.7	30.0	32.9	30.9
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039388>

Chômage de longue durée

Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036880>

CHÔMAGE PAR RÉGION

Le taux de chômage est un indicateur clé du bien-être économique et social. La décomposition par région montre que les différences importantes au niveau international masquent des disparités plus marquées encore entre les régions d'un même pays.

Définition

Sont considérées comme étant au chômage les personnes sans emploi, qui sont disponibles pour travailler et qui ont entrepris des démarches actives pour trouver un emploi au cours des quatre dernières semaines. Le taux de chômage est défini comme le nombre de chômeurs rapporté à la population active, celle-ci étant composée à la fois des chômeurs et des actifs occupés.

Le taux de chômage de longue durée correspond au nombre de personnes au chômage depuis 12 mois ou plus par rapport à l'ensemble de la population active. L'incidence du chômage de longue durée correspond à la proportion de chômeurs de longue durée dans le total des chômeurs. Le taux de chômage des jeunes correspond au nombre de chômeurs âgés de 15 à 24 ans rapporté à la population active de la même classe d'âge.

Le coefficient de Gini mesure les inégalités entre les différentes régions d'un même pays. Il est compris entre 0 et 1, zéro correspondant à une situation d'égalité parfaite. Le coefficient attribue des pondérations identiques à chaque région quelle que soit sa taille : c'est pourquoi les écarts de coefficients entre pays peuvent être en partie liés aux différences de taille moyenne des régions.

Si dans l'étude des inégalités de revenu, l'individu est à l'évidence l'unité d'analyse par excellence, il n'en va pas de même lorsqu'on s'intéresse aux inégalités économiques entre les régions. La taille des régions est très variable tant au sein de chaque pays que d'un pays à l'autre, de sorte que la concentration géographique et les disparités territoriales sont fonction

de la définition de la notion de région. En principe, plus la taille d'une région augmente, plus les différences territoriales ont tendance à s'effacer et les disparités à s'atténuer.

Comparabilité

La comparabilité des statistiques régionales est affectée par des différences dans le sens qui est donné au mot région, qui entraînent des disparités importantes en termes de zone géographique et de population, à la fois dans les pays et entre les pays. Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux : le niveau territorial 2 (TL2, grandes régions) et le niveau territorial 3 (TL3, petites régions). Les données sur le marché du travail au Canada font référence à une autre classification, intitulée non official grids (NOG), comparable aux petites régions. Pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, seules des grandes régions ont été définies jusqu'à présent.

Les données relatives au chômage, au chômage des jeunes et au chômage de longue durée se rapportent aux grandes régions (TL2).

Les données relatives au chômage couvrent la période 2008-12 pour tous les pays.

Les données relatives au taux de chômage des jeunes couvrent l'année 2012 pour tous les pays. En l'absence de données sur une période comparable, l'Australie n'est pas incluse. Il n'existe aucune donnée régionale pour la Corée et l'Islande.

Les données relatives au chômage de longue durée correspondent à 2011 pour tous les pays. En l'absence de données sur une période comparable, l'Australie n'est pas incluse. Il n'existe aucune donnée régionale pour la Corée, les États-Unis, l'Islande et le Mexique.

En bref

Le coefficient de Gini mesure les écarts de taux de chômage entre les régions d'un même pays. Selon cette mesure, les disparités régionales en termes de chômage étaient déjà marquées avant la crise économique dans plusieurs pays comme la République slovaque, la Finlande, l'Italie et la République tchèque. En définitive, le ralentissement économique a aggravé les problèmes des régions les plus fragiles.

Le chômage des jeunes est particulièrement problématique en Espagne, en Italie, au Mexique, en Grèce, en Pologne, au Portugal et en République slovaque, où les disparités régionales sont prononcées et où certaines régions affichent un taux de chômage des jeunes supérieur à 40 %.

Les chômeurs de longue durée préoccupent plus particulièrement les pouvoirs publics, dans la mesure où ce type de chômage nuit à la cohésion sociale et où ces chômeurs deviennent de moins en moins attractifs aux yeux des employeurs. Le taux de chômage de longue durée varie fortement d'une région à l'autre non seulement dans les économies duales comme l'Italie mais aussi en République slovaque, en Espagne, en Belgique, en Grèce et en Hongrie.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives régionales de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

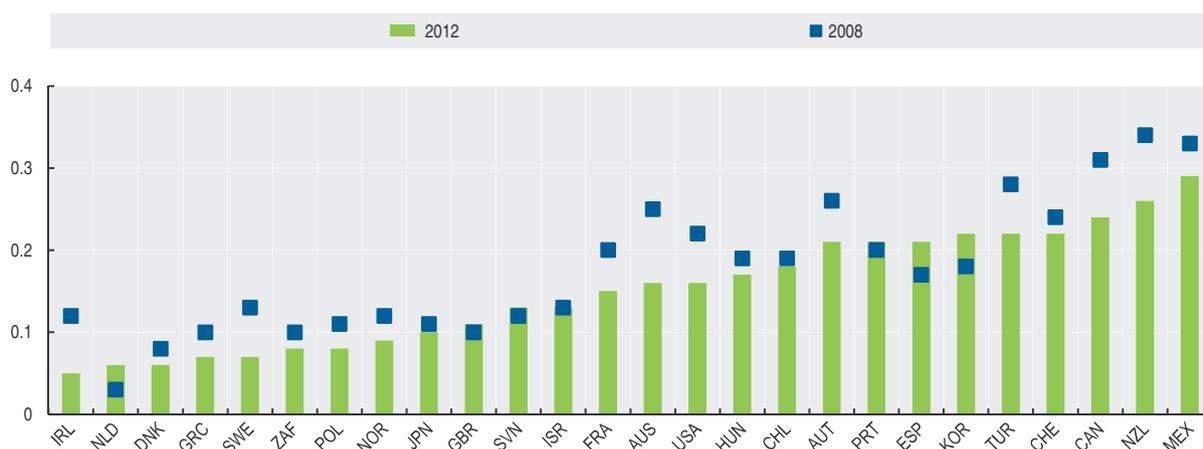
- *Statistiques régionales de l'OCDE*.

Sites Internet

- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



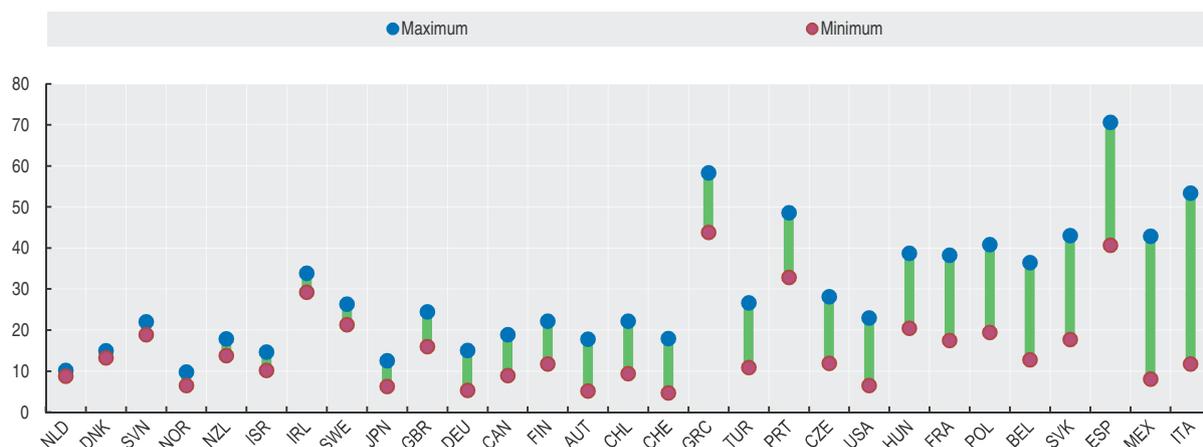
Indice de GINI des taux de chômage régionaux



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036899>

Écart régional du taux de chômage des jeunes

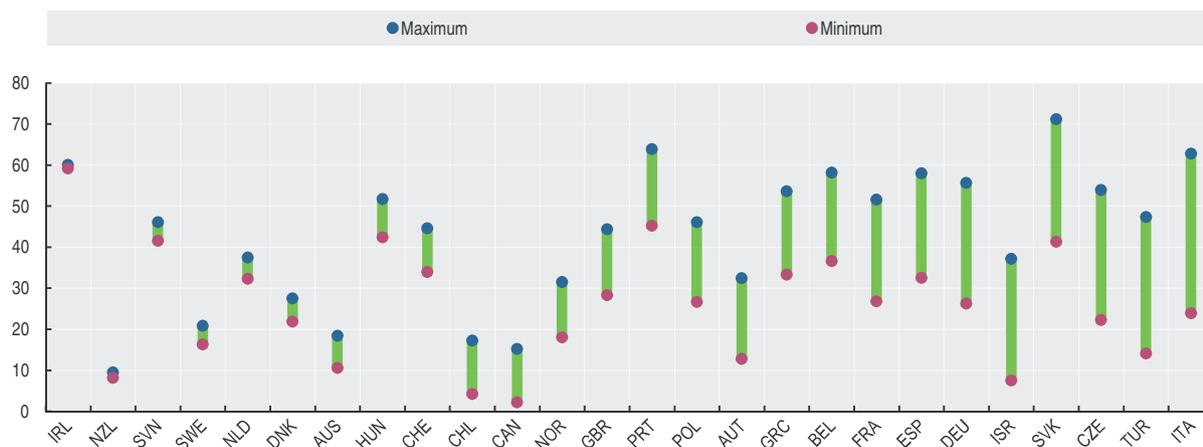
Pourcentage, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036918>

Écart régional du taux de chômage de longue durée

Pourcentage, 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036937>





SCIENCE ET TECHNOLOGIES

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

CHERCHEURS

BREVETS

DÉPÔT DE BREVET DANS LES ZONES MÉTROPOLITAINES

INFORMATION ET COMMUNICATIONS

TAILLE DU SECTEUR TIC

EXPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS LIÉS AUX TIC

ORDINATEURS, INTERNET ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et développement (R-D) constituent un indicateur essentiel de l'effort d'innovation des pays. La R-D englobe les travaux de création entrepris de façon systématique pour accroître la somme des connaissances (sur l'homme, la culture et la société) et leur utilisation dans la mise au point de nouvelles applications.

Définition

La R-D englobe trois activités : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental. La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquies de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'acquies de nouvelles connaissances. Cependant, elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Le principal agrégat utilisé pour les comparaisons internationales est la dépense intérieure brute de R-D (DIRD) qui est la dépense totale, courante et en capital, afférente aux travaux de R-D exécutés par les entreprises, instituts de recherche, laboratoires universitaires et publics, etc. résidents. La DIRD intègre la R-D financée à l'aide de fonds provenant de l'étranger, mais exclut le financement d'activités de R-D exécutées à l'étranger. Elle est exprimée en USD de 2005 constants (compte tenu des parités de pouvoir d'achat) et en proportion du PIB (intensité de R-D).

En bref

Représentant 42 % de la DIRD de la zone OCDE en 2012, les États-Unis arrivent en tête des pays de l'OCDE, devant le Japon (14 %) et l'Allemagne (9 %). Depuis 2000, les dépenses réelles de R-D affichent la plus forte croissance en Estonie (15.8 %), en Turquie (10.0 %), en Corée (9.6 %) et en Slovaquie (8.3 %). En dehors de la zone OCDE, la Chine a vu ses dépenses de R-D croître en moyenne de 17.6 % par an en termes réels, ce qui lui a permis de rattraper le Japon la place de deuxième exécutant mondial de R-D en 2009.

En 2012, la R-D représentait 2.4 % du PIB de l'ensemble de l'OCDE. La Corée, la Finlande, Israël, le Japon et la Suède étaient les seuls pays de l'OCDE dont le ratio R-D/PIB dépassait 3 %.

Au cours de la dernière décennie, l'intensité de R-D a progressé dans l'UE (en passant de 1.76 % à 1.97 %), au Japon (de 3.12 % à 3.34 %) et aux États-Unis (de 2.55 % à 2.79 %). Au sein de l'OCDE, les plus fortes hausses ont été enregistrées en Corée, en Estonie, au Portugal et en Slovaquie. Dans le même temps, la Chine a vu son intensité de R-D passer de 1.07 % à 1.98 %, doublant ainsi l'UE pour la première fois en 2012.

Comparabilité

Les données de R-D présentées ici ont été calculées selon les lignes directrices du *Manuel de Frascati de l'OCDE*. Certaines caractéristiques nationales influent sur les estimations des ressources allouées à la R-D, comme la périodicité et le champ d'étude des enquêtes nationales sur la R-D par secteur et branche d'activité (et la prise en compte d'entreprises et d'organisations de différentes tailles), ou encore les méthodes d'échantillonnage et d'estimation utilisées.

Les données relatives à Israël excluent la défense. Pour la Corée, les sciences sociales et humaines ne sont pas prises en compte avant 2007. Pour les États-Unis, les dépenses en capital de R-D sont exclues et les amortissements des entreprises sont inclus.

Dans la dernière version du *Système de comptabilité nationale* (SCN), le SCN 2008, la R-D est considérée comme une activité qui conduit à la création d'un actif intellectuel. Cela implique, notamment, que le niveau du PIB sera revu à la hausse et le taux d'intensité de R-D à la baisse, pour un numérateur constant et un dénominateur croissant. La prudence est de rigueur lorsque l'on compare l'intensité de R-D dans différents pays qui ont ou n'ont pas inscrit la R-D dans leurs comptes nationaux. De même, il conviendrait d'éviter de comparer les chiffres antérieurs avec les plus récents.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Manuel de Frascati 2002: Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE de la science et technologie et de la R-D*.



DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Dépense intérieure brute de recherche et développement

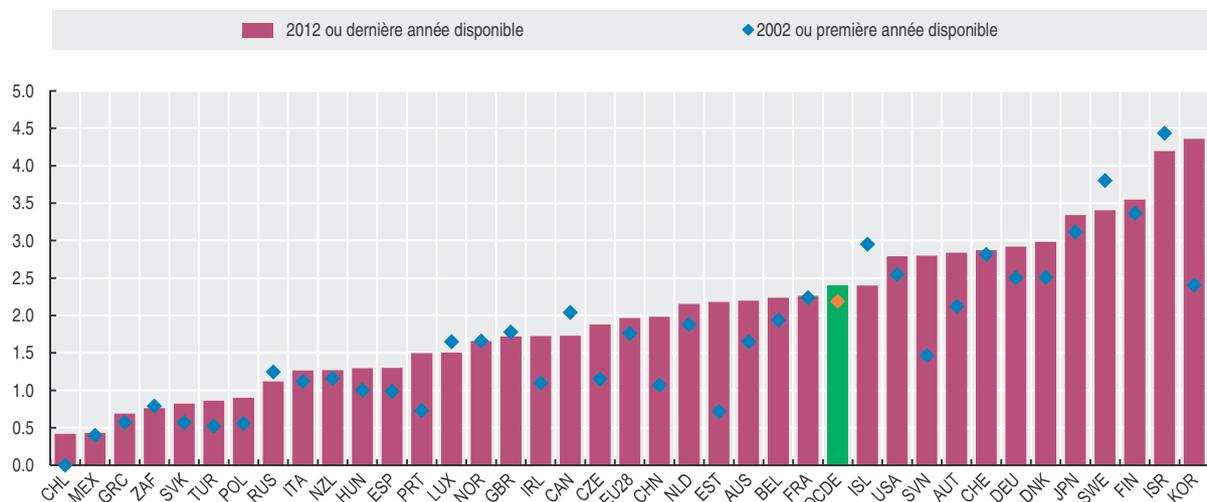
Millions de dollars des EU, prix constants de 2005 et PPA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	61 579	62 557	63 289	63 981	63 800	64 299	67 595	69 569	74 705	74 370	76 830	81 921	83 233
Australie	8 897	..	10 675	..	12 059	..	14 952	..	17 701	..	18 017	..	..
Autriche	4 920	5 266	5 546	5 902	6 043	6 803	6 996	7 455	8 055	7 858	8 265	8 400	8 689
Belgique	6 125	6 497	6 165	6 018	6 150	6 171	6 437	6 744	7 077	7 088	7 532	8 058	8 132
Canada	19 063	21 215	21 352	21 687	22 709	23 090	23 336	23 356	22 976	22 948	22 359	21 999	21 660
Chili	..	..	..	..	..	..	..	712	889	961	1 035	..	..
Corée	20 213	22 641	23 586	25 067	28 305	30 618	34 712	38 923	41 685	44 311	49 448	55 402	60 993
Danemark	..	4 063	4 289	4 421	4 363	4 419	4 608	4 875	5 342	5 589	5 381	5 393	5 388
Espagne	9 193	9 607	10 635	11 657	12 203	13 331	14 832	16 220	17 457	17 302	17 296	16 814	15 877
Estonie	95	117	128	148	175	207	277	285	324	307	361	578	553
États-Unis	302 754	307 750	302 718	311 591	315 443	328 128	342 790	359 434	377 504	373 481	372 286	382 537	397 341
Finlande	4 733	4 799	4 955	5 170	5 401	5 601	5 846	6 151	6 576	6 401	6 553	6 552	6 073
France	36 946	38 479	39 521	38 794	39 395	39 236	40 191	40 623	41 394	42 869	43 090	44 067	44 325
Grèce	..	1 356	..	1 449	1 471	1 615	1 672	1 776	..	..	..	1 682	1 629
Hongrie	1 124	1 348	1 516	1 474	1 447	1 616	1 788	1 751	1 803	1 956	1 981	2 094	2 192
Irlande	1 414	1 458	1 545	1 698	1 865	2 009	2 124	2 290	2 526	2 757	2 732	2 741	2 855
Islande	224	258	258	252	..	287	324	308	308	337	..	257	..
Israël	6 076	6 473	6 408	6 121	6 387	6 966	7 505	8 605	8 768	8 383	8 434	8 803	9 051
Italie	16 411	17 376	18 110	17 766	17 920	17 999	19 095	20 204	20 528	20 337	20 697	20 613	20 287
Japon	110 017	113 086	114 930	117 927	120 301	128 695	134 844	139 916	138 684	126 872	128 685	133 226	133 979
Luxembourg	441	..	..	477	492	495	554	561	584	581	517	..	..
Mexique	4 011	4 239	4 727	4 769	5 014	5 346	5 158	5 227	5 792	5 854	6 517	6 304	..
Norvège	..	3 009	3 082	3 208	3 175	3 316	3 500	3 829	4 023	4 044	3 974	4 104	4 241
Nouvelle-Zélande	..	1 001	..	1 140	..	1 189	..	1 301	..	1 417	..	1 437	..
Pays-Bas	10 385	10 572	10 290	10 533	10 823	10 904	11 157	11 134	11 071	10 961	11 377	12 539	13 178
Pologne	2 912	2 850	2 595	2 606	2 831	2 982	3 107	3 384	3 790	4 301	4 870	5 294	6 349
Portugal	1 574	1 704	1 627	1 565	1 663	1 755	2 256	2 728	3 519	3 728	3 684	3 484	3 311
République slovaque	444	450	424	446	418	440	459	480	522	506	692	766	945
République tchèque	2 079	2 125	2 159	2 335	2 442	2 665	3 006	3 363	3 291	3 282	3 472	4 152	4 711
Royaume-Uni	31 125	31 406	32 228	32 644	32 452	34 081	35 458	37 338	37 118	36 624	36 206	36 754	35 598
Slovénie	543	605	616	549	629	675	775	769	911	938	1 077	1 276	1 408
Suède	..	10 814	..	10 443	10 233	10 510	11 346	10 929	11 686	10 862	10 855	11 158	11 325
Suisse	6 360	..	..	..	7 536	..	..	..	8 686	..	..	..	..
Turquie	2 996	3 171	3 293	3 184	3 735	4 617	4 845	6 314	6 380	7 110	7 709	8 546	..
UE-28	208 139	215 184	220 012	222 152	224 559	230 238	242 262	251 665	263 217	263 044	267 932	278 040	279 738
OCDE	691 306	713 374	717 143	733 613	748 297	781 258	820 832	861 377	894 554	882 488	894 354	926 352	951 853
Afrique du Sud	..	2 536	..	2 921	3 271	3 654	4 005	4 178	4 370	4 019	3 623	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	30 405	34 677	42 575	49 624	59 271	71 063	83 912	96 315	111 196	140 620	160 513	183 138	213 119
Fédération de Russie	13 242	15 602	17 308	19 139	18 364	18 121	19 689	22 230	21 892	24 190	22 822	23 038	24 355
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039407>

Dépense intérieure brute de recherche et développement

En pourcentage du PIB


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036956>

CHERCHEURS

Les chercheurs sont des acteurs clés du système de recherche et développement. Dans les pays de l'OCDE, les coûts de main-d'œuvre représentent en moyenne la moitié de la dépense de R-D et les chercheurs constituent environ 60 % de l'ensemble du personnel de R-D.

Définition

Les chercheurs sont des spécialistes qui participent à la conception et création de nouveaux savoirs, produits, procédés, méthodes et systèmes, et qui interviennent directement dans la gestion de projets menés à ces fins. Ils exercent leur activité dans le domaine civil ou militaire, le secteur public, les universités, les instituts de recherche, ainsi que dans le secteur des entreprises.

Les chercheurs font partie des ressources humaines dédiées à la R-D. Le reste du personnel de R-D est composé des techniciens (et personnel assimilé) qui participent à la R-D en exécutant des tâches scientifiques et techniques et des autres catégories de personnel de soutien (les travailleurs, qualifiés ou non, ainsi que le personnel de secrétariat et de bureau participant à l'exécution des projets de R-D).

Le nombre de chercheurs est mesuré en équivalent temps plein (une personne ne travaillant qu'à mi-temps à des activités de R-D compte donc pour 0.5 année-personne) et exprimé pour mille personnes occupées dans chaque pays. Il comprend le personnel engagé dans des activités de R-D au cours d'une année.

En bref

En 2011, la zone OCDE comptait quelque 4.3 millions de personnes employées comme chercheurs. On y dénombrait environ 7.7 chercheurs pour 1 000 personnes occupées, contre 5.3 en 1995. Cet indicateur est en augmentation régulière depuis 20 ans.

C'est dans les pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) que les effectifs de chercheurs pour mille personnes occupées sont les plus nombreux. Avec 16.1 chercheurs pour mille personnes occupées en 2012, la Finlande arrive en tête de ce groupe et de l'OCDE. Dans le reste de la zone OCDE, les taux les plus élevés sont observés en Israël (15.0), en Corée (11.9) et au Portugal (11.0). À l'inverse, ils sont faibles au Chili et au Mexique. L'Italie, la Pologne et la Turquie figurent aussi au nombre des pays où la proportion est peu élevée, c'est-à-dire inférieure à 5.0 chercheurs pour mille personnes occupées.

À l'échelle de l'OCDE, quelque 2.6 millions de chercheurs travaillaient dans le secteur des entreprises en 2011. Cela représente environ 60 % du total, mais cette proportion varie selon les pays : deux chercheurs sur trois sont employés dans le secteur des entreprises aux États-Unis, environ trois sur quatre au Japon et en Corée, mais moins d'un sur deux dans l'UE. L'Afrique du Sud, le Chili et le Mexique affichent une faible proportion de chercheurs travaillant dans le secteur des entreprises (moins d'un sur mille personnes employées dans ce secteur). Dans ces pays, le secteur des entreprises participe nettement moins au système national de R-D que l'enseignement supérieur et les administrations publiques.

Comparabilité

Les données sur les chercheurs ont été calculées selon la méthodologie définie dans le *Manuel de Frascati de l'OCDE*. La comparabilité dans le temps est dans une certaine mesure influencée par les améliorations apportées au champ des enquêtes nationales de R-D et les efforts déployés par les pays pour améliorer la comparabilité internationale de leurs données.

En ce qui concerne les États-Unis, les effectifs totaux indiqués sont des estimations de l'OCDE et ne prennent pas en compte le personnel militaire du secteur de l'État. Pour la Chine, les données relatives aux chercheurs sont collectées depuis 2009 sur la base de la définition de « chercheurs » qui est énoncée dans le *Manuel de Frascati de l'OCDE*.

Sources

- OCDE (2013), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Public Research Institutions, Mapping Sector Trends*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Manuel de Frascati 2002: Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE de la science et technologie et de la R-D*.

Sites Internet

- Manuel de Frascati : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental, 6ème édition (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sti/manuelfrascati.
- OCDE (2013), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, Éditions OCDE.



Chercheurs

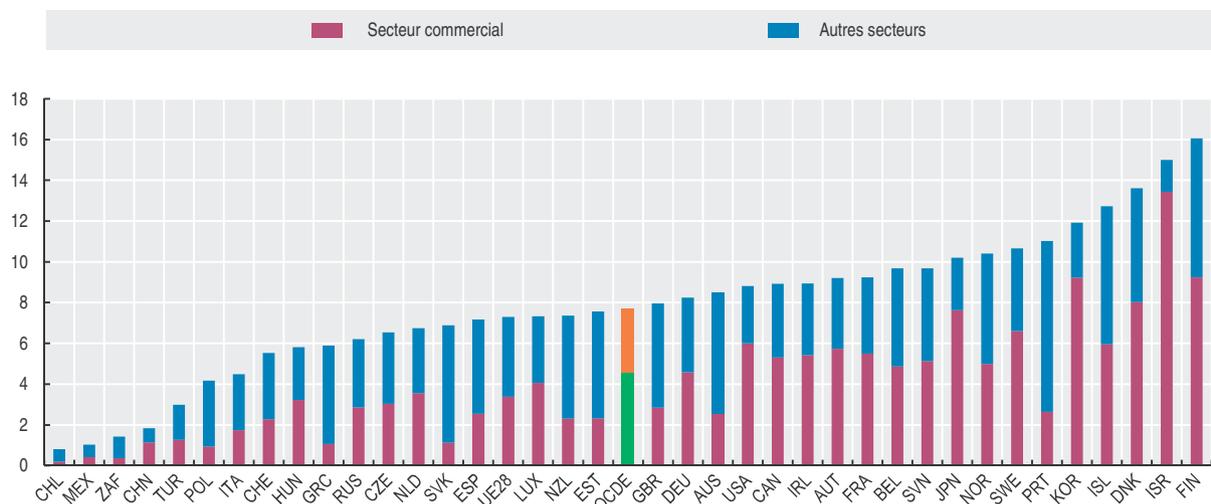
Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	6.5	6.7	6.8	6.9	6.9	7.0	7.1	7.3	7.5	7.9	8.1	8.2	8.2
Australie	7.3	..	7.8	..	8.3	..	8.4	..	8.5	..	..	..	..
Autriche	..	..	6.4	..	6.8	7.4	7.5	7.9	8.5	8.6	8.9	9.0	9.2
Belgique	7.4	7.7	7.4	7.4	7.7	7.8	8.1	8.3	8.2	8.6	9.1	9.4	9.7
Canada	7.2	7.5	7.4	7.7	8.1	8.3	8.4	8.9	9.1	8.8	9.0	8.9	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	0.9	0.9	0.7	0.8	..	..
Corée	5.1	6.3	6.4	6.8	6.9	7.9	8.6	9.5	10.0	10.4	11.1	11.9	..
Danemark	..	7.0	9.2	9.0	9.6	10.2	10.2	10.4	12.1	12.9	13.5	13.7	13.6
Espagne	4.7	4.7	4.8	5.2	5.4	5.7	5.8	5.9	6.3	6.9	7.1	7.0	7.2
Estonie	4.7	4.6	5.2	5.1	5.7	5.5	5.5	5.7	6.2	7.5	7.4	7.7	7.6
États-Unis	7.1	7.3	7.5	8.0	7.8	7.6	7.7	7.6	8.1	8.8	8.5	8.8	..
Finlande	15.2	15.9	16.5	17.8	17.4	16.6	16.6	15.7	16.0	16.4	16.7	15.9	16.1
France	6.7	6.8	7.1	7.4	7.7	7.7	7.9	8.2	8.4	8.8	9.1	9.2	..
Grèce	..	3.3	..	3.5	..	4.2	4.2	4.4	..	..	..	5.5	5.9
Hongrie	3.4	3.5	3.5	3.6	3.6	3.8	4.2	4.1	4.5	5.0	5.2	5.6	5.8
Irlande	5.0	5.1	5.3	5.5	5.9	5.9	5.9	6.0	6.9	7.4	7.7	8.4	8.9
Islande	..	11.7	..	12.2	..	13.4	14.2	12.5	12.9	17.0	..	12.7	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15.0	..
Italie	2.9	2.9	3.0	2.9	3.0	3.4	3.6	3.7	3.8	4.1	4.2	4.3	4.5
Japon	9.7	9.8	9.5	10.0	10.0	10.4	10.4	10.4	10.0	10.1	10.2	10.2	..
Luxembourg	6.2	..	..	6.7	6.8	7.2	6.4	6.6	6.5	6.8	7.3	..	..
Mexique	..	0.6	0.8	0.9	1.0	1.1	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	..
Norvège	..	8.5	..	8.9	8.9	9.0	9.3	9.6	9.8	10.1	10.2	10.4	10.4
Nouvelle-Zélande	..	5.6	..	6.3	..	6.2	..	6.7	..	7.4	..	7.4	..
Pays-Bas	5.2	5.5	5.3	5.3	5.9	5.8	6.3	5.9	5.8	5.4	6.2	6.7	6.7
Pologne	3.8	4.0	4.1	4.3	4.4	4.4	4.1	4.1	3.9	3.9	4.1	4.0	4.2
Portugal	3.3	3.5	3.7	4.0	4.0	4.1	4.8	5.5	7.9	8.8	9.4	10.4	11.0
République slovaque	4.9	4.7	4.5	4.7	5.2	5.2	5.5	5.7	5.6	6.0	7.0	6.9	6.9
République tchèque	2.9	3.1	3.1	3.3	3.4	4.9	5.3	5.5	5.7	5.6	5.8	6.1	6.5
Royaume-Uni	5.7	6.1	6.5	7.1	7.4	7.9	8.0	7.9	7.9	8.1	8.2	8.0	8.0
Slovénie	4.7	4.9	5.0	4.1	4.3	5.6	6.2	6.4	7.0	7.6	8.0	9.3	9.7
Suède	..	10.5	..	11.0	11.2	12.7	12.6	10.1	11.0	10.6	11.0	10.6	10.7
Suisse	6.3	..	..	..	6.0	..	..	..	5.5	..	..	..	..
Turquie	1.2	1.2	1.2	1.7	1.7	2.0	2.1	2.4	2.5	2.7	2.8	3.0	..
UE-28	5.2	5.4	5.6	5.8	6.0	6.2	6.3	6.3	6.6	6.8	7.1	7.2	7.3
OCDE	6.0	6.2	6.4	6.7	6.7	6.9	7.0	6.9	7.1	7.5	7.5	7.7	..
Afrique du Sud	..	1.2	..	1.2	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.5	1.4	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	1.0	1.0	1.1	1.2	1.2	1.5	1.6	1.9	2.1	1.5	1.6	1.7	1.8
Fédération de Russie	7.8	7.8	7.4	7.3	7.1	6.8	6.7	6.6	6.4	6.4	6.3	6.3	6.2
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039426>

Chercheurs

Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein, 2012 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036975>

BREVETS

Les indicateurs fondés sur les brevets fournissent une mesure de la production des activités de R-D d'un pays, c'est-à-dire de ses inventions. La méthodologie utilisée pour comptabiliser les brevets peut toutefois influencer sur les résultats, car le simple comptage des brevets enregistrés auprès d'un office national présente divers inconvénients (comme une faible comparabilité internationale) et repose sur des valeurs très hétérogènes. Pour y remédier, l'OCDE a mis au point des familles de brevets triadiques de manière à saisir toutes les inventions majeures et à permettre l'établissement de comparaisons internationales.

Définition

Une famille de brevets se définit comme un ensemble de brevets déposés dans plusieurs pays (ou auprès de plusieurs offices de brevets) pour protéger une même invention. Les familles de brevets triadiques sont un ensemble de brevets déposés auprès de trois des principaux offices de propriété intellectuelle, à savoir l'Office européen des brevets (OEB), l'Office japonais des brevets (JPO) et le Patent and Trademark Office des États-Unis (USPTO).

Les comptages des familles de brevets triadiques sont attribués au pays de résidence de l'inventeur et se réfèrent à la date à laquelle le brevet a été enregistré pour la première fois.

Les familles de brevets triadiques sont exprimées en nombre par million d'habitants.

Comparabilité

Le concept de familles de brevets triadiques a été mis au point afin d'améliorer la comparabilité internationale et la qualité des indicateurs fondés sur les brevets. En effet, seuls les brevets déposés dans le même groupe de pays sont pris en compte dans la famille : l'avantage au pays d'accueil et l'influence de la

situation géographique sont par conséquent éliminés. En outre, les brevets triadiques ont généralement une valeur plus élevée : les titulaires de brevets ne consentent à supporter les coûts et les délais nécessaires pour étendre la protection de leur invention à d'autres pays que s'ils estiment que cette démarche en vaut la peine.

En bref

Bien que le nombre de familles de brevets triadiques reste relativement stable au fil du temps (environ 43 600 enregistrés en 2011), on assiste à un déplacement notable de l'origine des inventions brevetées. La part des familles de brevets triadiques originaires d'Europe (27.5 %), du Japon (31.4 %) et des États-Unis (29 %) a perdu 1 à 2 points de pourcentage par rapport aux niveaux de 2001, tandis que les pays asiatiques voient leur contribution s'accroître : la croissance la plus remarquable s'observe en Corée, dont la part dans les familles de brevets triadiques a atteint 4.0 % en 2011, contre 1.6 % en 2001. La Chine et l'Inde affichent également de fortes progressions, avec une croissance annuelle moyenne du nombre de brevets triadiques de plus de 30 % pour la première et 13 % pour la seconde entre 2001 et 2011.

Si l'on rapporte le nombre de familles de brevets triadiques à la population, le Japon, la Suisse, la Suède, l'Allemagne et la Finlande occupaient les cinq premiers rangs en 2011, les nombres les plus élevés étant celui du Japon (107) et de la Suisse (90). Les ratios de l'Autriche, de la Corée, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, d'Israël et des Pays-Bas se situent également au-dessus de la moyenne OCDE (34).

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les brevets* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dernis, H. et M. Khan (2004), *Triadic patent families methodology*, OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2004/2.
- OCDE (2009), *Manuel de l'OCDE sur les statistiques des brevets*, Éditions OCDE.
- Squicciarini, M., H. Dernis et C. Criscuolo (2013), "Measuring patent quality: Indicators of technological and economic value", *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, No. 2013/03.

Sites Internet

- Travaux de l'OCDE sur les statistiques de brevets, www.oecd.org/sti/brevets.



Familles triadiques de brevets

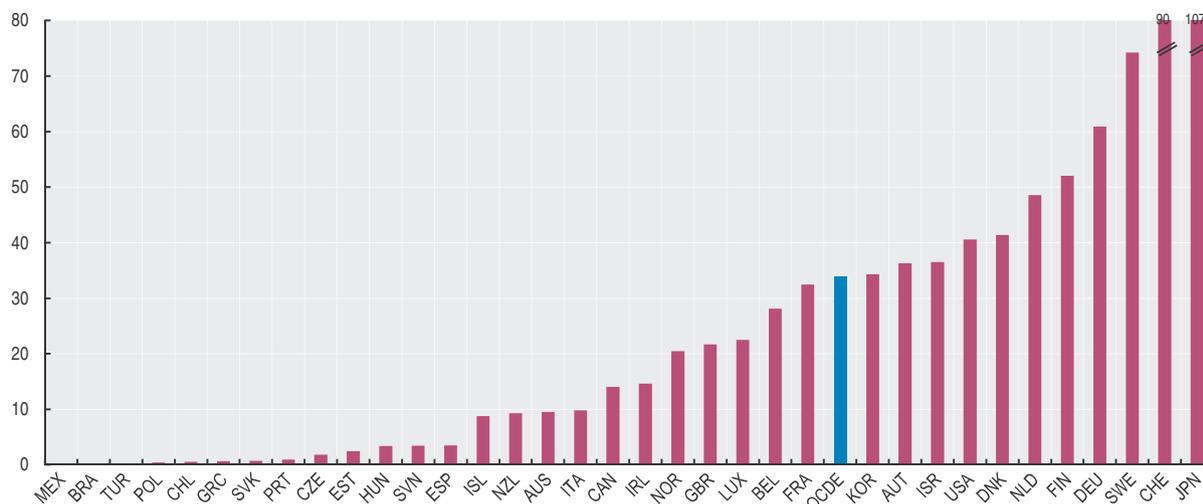
Nombre

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	6 028	5 823	5 178	5 043	4 996	5 163	5 297	5 107	5 105	4 962	4 985	4 931	4 982
Australie	298	379	281	290	284	303	283	251	245	235	224	219	212
Autriche	260	276	258	234	244	271	298	298	286	273	293	303	306
Belgique	375	329	317	295	281	355	324	321	329	319	293	305	311
Canada	527	525	501	506	492	556	529	521	521	482	482	510	485
Chili	2	2	5	5	3	5	6	7	6	5	9	9	9
Corée	580	732	891	1 182	1 481	1 747	1 651	1 547	1 654	1 438	1 564	1 660	1 709
Danemark	236	226	186	186	197	235	276	247	257	258	226	226	230
Espagne	126	146	153	147	110	152	155	146	151	156	161	165	162
Estonie	1	1	2	0	3	0	1	5	3	3	3	3	3
États-Unis	14 598	13 855	13 080	13 878	14 175	14 538	14 686	13 956	13 360	12 986	12 295	12 416	12 649
Finlande	453	352	311	204	231	261	264	267	270	264	271	273	280
France	2 353	2 151	1 976	1 998	2 042	2 158	2 150	2 028	2 034	2 041	2 026	2 017	2 053
Grèce	6	6	8	8	10	8	12	12	11	9	9	7	7
Hongrie	40	29	30	28	31	34	32	32	36	36	35	35	34
Irlande	75	31	49	41	55	58	70	62	74	73	69	66	67
Islande	7	11	3	10	4	5	4	4	5	4	4	4	3
Israël	279	326	288	237	261	310	365	319	299	298	285	279	283
Italie	665	640	654	607	606	640	642	619	615	610	598	597	595
Japon	13 205	14 913	13 321	13 545	14 314	14 851	13 864	13 418	13 451	12 190	12 164	13 269	13 705
Luxembourg	22	20	26	10	17	19	15	18	13	15	12	13	12
Mexique	11	9	12	10	12	12	13	15	13	12	9	9	10
Norvège	109	106	78	79	81	88	95	91	90	85	101	98	101
Nouvelle-Zélande	48	48	33	56	58	64	50	52	49	47	43	44	41
Pays-Bas	919	1 026	924	984	950	956	913	900	848	838	841	779	811
Pologne	8	9	12	12	10	9	8	8	11	13	15	16	17
Portugal	5	2	5	6	8	5	9	9	17	12	9	9	10
République slovaque	3	2	2	3	2	1	2	3	2	3	2	3	4
République tchèque	10	9	12	15	16	16	16	17	19	20	18	19	19
Royaume-Uni	1 652	1 633	1 469	1 507	1 519	1 512	1 520	1 501	1 434	1 398	1 390	1 374	1 371
Slovénie	4	9	6	11	9	8	10	7	7	8	7	7	7
Suède	884	621	565	531	516	533	636	697	728	712	676	686	701
Suisse	774	814	746	674	702	727	721	735	699	690	699	707	708
Turquie	3	4	10	8	9	13	12	11	12	12	16	20	21
UE-28	14 138	13 355	12 152	11 895	11 885	12 413	12 675	12 322	12 267	12 040	11 955	11 849	11 998
OCDE	44 566	45 066	41 392	42 350	43 730	45 611	44 930	43 233	42 653	40 505	39 835	41 078	41 919
Afrique du Sud	28	36	16	15	33	20	25	25	23	26	22	22	21
Brésil	27	29	46	33	28	31	29	31	35	35	34	35	36
Chine	59	71	100	157	202	219	299	311	393	429	630	768	958
Fédération de Russie	62	73	56	56	51	42	50	44	45	42	41	46	48
Inde	38	54	82	128	110	106	121	111	119	133	154	171	183
Indonésie	1	4	2	3	2	1	1	4	1	2	2	2	2
Monde	45 006	45 570	41 949	43 036	44 419	46 326	45 781	44 098	43 675	41 571	41 119	42 552	43 590

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039445>

Familles triadiques de brevets

Nombre par million d'habitants, 2011


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933036994>

DÉPÔT DE BREVET DANS LES ZONES MÉTROPOLITAINES

L'innovation est fortement concentrée dans un petit nombre de pays où des activités connexes sont menées. Les forces d'agglomération définissent un environnement qui se caractérise par la présence d'une grande proportion de spécialistes, d'entreprises et de capitaux et est propice à l'échange d'idées susceptibles de déboucher sur la création de nouveaux produits et procédés de production.

Définition

On entend par zone métropolitaine une zone urbaine fonctionnelle comptant plus de 500 000 habitants. Une zone urbaine fonctionnelle est formée d'une commune densément peuplée (centre urbain) et des communes adjacentes qui présentent un volume élevé de déplacements domicile-travail en direction du centre urbain (zone d'influence).

Les zones urbaines fonctionnelles peuvent s'étendre au-delà des frontières administratives, traduisant ainsi la géographie économique des lieux où résident et travaillent effectivement les individus.

Le brevet confère un droit exclusif sur une invention, qui est un produit ou un procédé susceptible d'application industrielle offrant, en règle générale, une nouvelle manière de faire quelque chose ou apportant une nouvelle solution technique à un problème (« activité inventive »). Le brevet garantit à son

titulaire la protection de l'invention. Cette protection est octroyée pour une durée limitée, qui est généralement de 20 ans.

Les données se rapportent aux demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT). Les documents de brevets contiennent des informations sur les inventeurs (lieu de l'invention) et les demandeurs (titulaires), ainsi que leur adresse et pays de résidence. Les brevets sont recensés d'après la région de résidence de l'inventeur et selon une méthode de comptage fractionnaire.

L'intensité de brevets est le rapport entre le nombre de demandes de brevets et la population de la zone métropolitaine considérée.

Comparabilité

Les zones urbaines fonctionnelles ne sont pas recensées pour l'Australie, l'Islande, Israël, la Nouvelle-Zélande et la Turquie. La zone urbaine fonctionnelle du Luxembourg n'apparaît pas dans les graphiques parce qu'elle compte moins de 500 000 habitants.

Les données relatives aux dépôts de brevets dans les zones métropolitaines ne sont disponibles que pour 16 pays de l'OCDE.

En bref

En 2008, 65 % des demandes de brevets déposées dans les 16 pays membres de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles l'ont été dans des zones métropolitaines. La concentration des brevets dans ces zones est élevée dans les pays où l'activité de brevetage est intense, comme au Japon et aux États-Unis, mais aussi en France, aux Pays-Bas, en Espagne et au Danemark. À l'inverse, la Finlande, la Norvège et l'Italie enregistrent moins de brevets dans les zones métropolitaines, ce qui indique que des activités innovantes se déroulent en dehors des régions des capitales d'Helsinki (par exemple à Pirkanmaa et Pohjois-Pohjanmaa) et d'Oslo (par exemple à Rogaland, Hodaland et Sor-Trondelag) et dans des villes de taille moyenne du nord-est de l'Italie.

Au total, quelque 5 % des zones métropolitaines de l'OCDE ont été à l'origine d'environ 45 % des demandes de brevets provenant des métropoles en 2008 ; les 10 % suivants ont représenté environ 25 % des demandes, tandis que les 85 % restants n'ont représenté que 30 % des brevets déposés dans les zones métropolitaines. San Francisco est la métropole où le plus grand nombre de brevets sont déposés, avec 9 000 demandes par an ; viennent ensuite Tokyo et Osaka, l'une et l'autre à l'origine de plus de 4 000 demandes par an.

C'est en Suède, aux Pays-Bas, au Danemark et en Finlande que l'intensité de brevets (nombre de brevets par million d'habitants) des zones métropolitaines est la plus forte. Eindhoven (Pays-Bas) est la zone métropolitaine où l'intensité de brevets a été la plus forte en 2008, avec environ 2 200 brevets par million d'habitants, suivie de San Diego et de San Francisco (États-Unis), qui ont l'une et l'autre affiché une intensité de brevets supérieure à 700 brevets par million d'habitants.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

- OCDE (2012), *Redefining "Urban": A New Way to Measure Metropolitan Areas*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dernis, H. et M. Khan (2004), *Triadic patent families methodology*, OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2004/2.
- OCDE (2009), *Manuel de l'OCDE sur les statistiques des brevets*, Éditions OCDE.
- Squicciarini, M., H. Dernis et C. Criscuolo (2013), "Measuring patent quality: Indicators of technological and economic value", *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, No. 2013/

Online database

- *Statistiques régionales de l'OCDE, Régions métropolitaines.*
- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les brevets* (Base de données).

Sites Internet

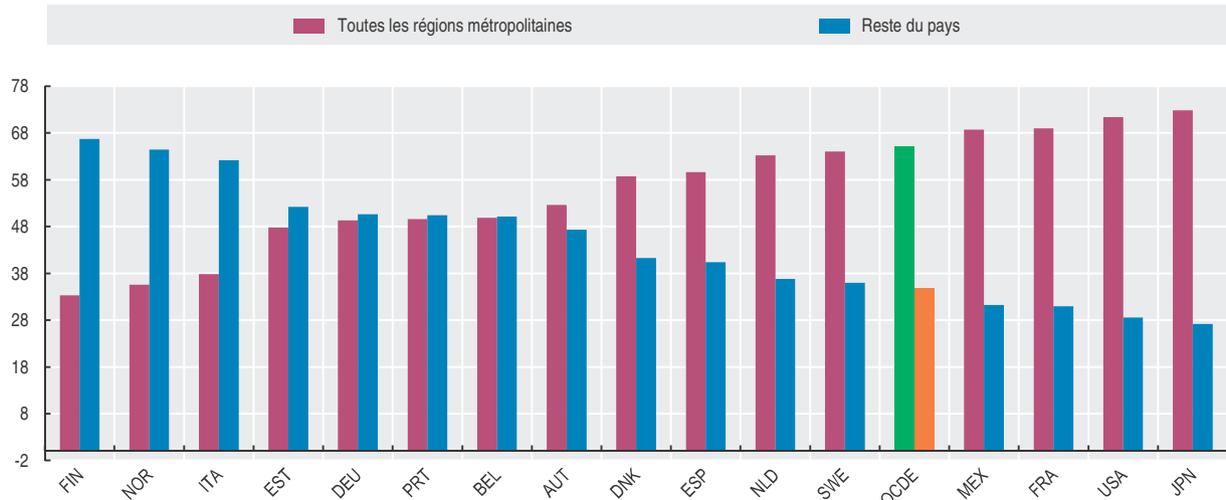
- Regions at a Glance Interactive, <http://rag.oecd.org>.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



DÉPÔT DE BREVET DANS LES ZONES MÉTROPOLITAINES

Répartition des dépôts de brevets entre les régions métropolitaines et le reste du pays

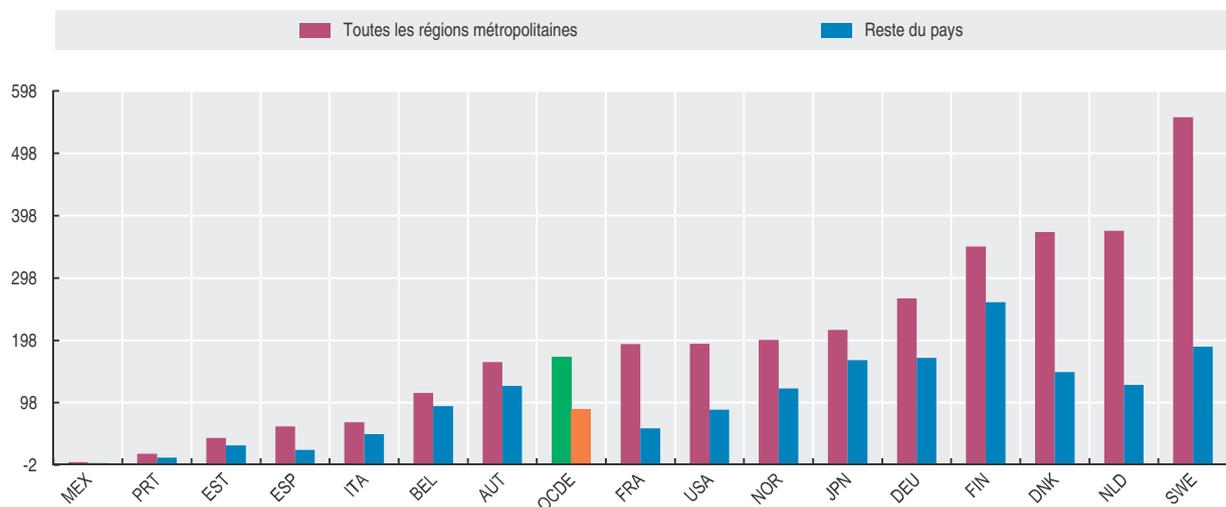
Pourcentage, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037013>

Intensité de brevets entre les régions métropolitaines et le reste du pays

Brevets par million d'habitants, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037032>

TAILLE DU SECTEUR TIC

Bien que la demande de produits des secteurs de l'information affiche une hausse constante depuis 2000, leur part dans la valeur ajoutée a diminué dans la plupart des économies de l'OCDE. Leur composition a elle aussi évolué. En effet, la fabrication d'ordinateurs et d'articles électroniques de même que, dans une moindre mesure, les services de télécommunication ont perdu du terrain à mesure que la production s'est déplacée vers d'autres économies (principalement hors de la zone OCDE), tandis que les gains de productivité et le durcissement de la concurrence ont fait baisser les prix unitaires.

Dans le même temps, la part des services des technologies de l'information (TI) dans la valeur ajoutée totale a progressé dans tous les pays qui communiquent des données, compensant ainsi largement les pertes accusées dans les autres secteurs.

Définition

L'agrégat « secteurs de l'information » se compose de la division 26 (Fabrication d'ordinateurs, d'articles électroniques et optiques) et de la section J (Information et communication) de la CITI Rév. 4, cette dernière regroupant les divisions 58-60 (Activités d'édition et de diffusion), 61 (Télécommunications) et 62-63 (Activités de programmation informatique et de services d'information). Les secteurs de l'information comprennent donc les secteurs des TIC (divisions 26, 61 et 62-63, plus le groupe 58.2, édition de logiciels) à l'exception des activités de commerce et de réparation, ainsi que les activités de support et de contenu (qui font partie des divisions 58-60 et du groupe 63.9).

En bref

Au cours de la décennie écoulée, la fabrication d'ordinateurs et d'articles électroniques de même que, dans une moindre mesure, les services de télécommunication ont perdu du terrain à mesure que la production se déplaçait vers d'autres économies (principalement hors de la zone OCDE), tandis que les gains de productivité et le durcissement de la concurrence ont fait baisser les prix unitaires.

En moyenne, la part des secteurs de l'information dans la valeur ajoutée totale est passée de 6.1 % à 6.0 % : elle a progressé de plus d'un point de pourcentage en Estonie, en Grèce, en Irlande et en République slovaque seulement, pays qui ont profité de délocalisations, et a chuté en Autriche et en Finlande.

Les tendances de l'emploi sont similaires à celles de la valeur ajoutée, si ce n'est que le poids croissant des activités de services de TI à forte intensité de main-d'œuvre transparait dans la légère hausse du taux moyen d'emploi.

La recomposition de l'emploi s'est accélérée tout au long de la crise. Entre 2000 et 2011, la quasi-totalité des pays ont vu l'emploi chuter dans le secteur de la fabrication d'ordinateurs, d'articles électroniques et optiques, mais aussi reculer dans l'édition et les services de télécommunication services, tandis que les TI et autres services d'information font partie des rares secteurs qui ont enregistré des gains d'emploi.

Comparabilité

Les statistiques sur la valeur ajoutée par activité ne sont pas toujours directement comparables d'un pays à l'autre, en raison de la coexistence de diverses classifications régionales des activités économiques, de la révision d'une classification (comme dans le cas du passage de la NACE Rév. 1 à NACE Rév. 2) et de l'absence d'informations suffisamment détaillées. En ce qui concerne les secteurs de l'information, un problème important tient au fait qu'une part considérable de la valeur ajoutée est incorporée dans la production d'autres branches d'activité.

Sources

- OCDE (2013), *L'économie internet : perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), "ICT skills and employment: New competences and jobs for a greener and smarter economy", *OECD Digital Economy Papers*, No. 198.
- OCDE (2012), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *OECD Guide to Measuring the Information Society 2011*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Indicateurs clé des TIC de l'OCDE, www.oecd.org/sti/indicateurstic.

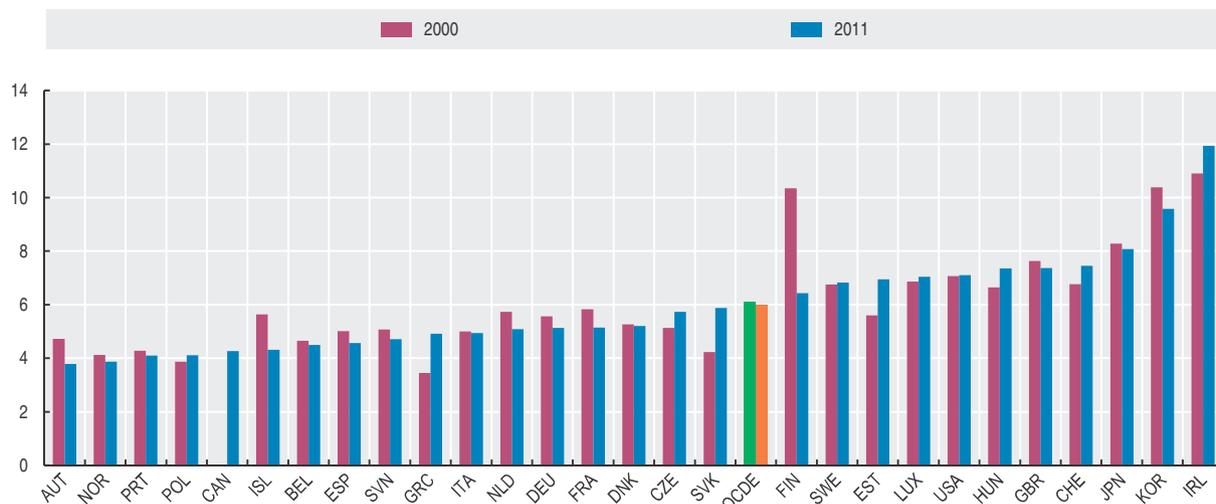

Part des TIC dans la valeur ajoutée et dans l'emploi

Pourcentage

	Part des TIC dans la valeur ajoutée totale du secteur des entreprises		Part de l'emploi lié aux TIC dans le secteur des entreprises	
	2011 ou dernière année disponible	Différence en point de pourcentage 2000-11	2011 ou dernière année disponible	Différence en point de pourcentage 2000-11
Allemagne	5.1	-0.4	3.9	-0.1
Australie	..	..	..	..
Autriche	3.8	-0.9	2.9	-0.2
Belgique	4.5	-0.2	2.7	-0.1
Canada	5.1	..	2.6	-0.4
Chili	..	..	..	..
Corée	9.6	-0.8	..	..
Danemark	5.2	-0.1	4.4	-0.1
Espagne	4.6	-0.4	2.7	0.0
Estonie	6.9	1.3	4.4	1.1
États-Unis	7.1	0.0	3.8	-0.9
Finlande	6.4	6.4	6.4	6.4
France	5.1	-0.7	3.3	-0.2
Grèce	4.9	1.5	1.8	0.1
Hongrie	7.4	0.7	4.9	1.1
Irlande	11.9	1.0	5.2	-0.8
Islande	4.3	-1.3	..	..
Israël	..	..	..	..
Italie	4.9	-0.1	3.2	0.1
Japon	8.1	-0.2	4.7	0.1
Luxembourg	7.0	0.2	4.4	0.2
Mexique	..	..	..	..
Norvège	3.9	-0.3	3.3	-0.9
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..
Pays-Bas	5.1	-0.6	3.5	-0.3
Pologne	4.1	0.2	..	..
Portugal	4.1	-0.2	1.9	0.3
République slovaque	5.9	1.6	3.3	0.4
République tchèque	5.7	0.6	3.2	0.6
Royaume-Uni	7.4	-0.3	4.3	-0.4
Slovénie	4.7	-0.4	3.4	0.2
Suède	6.8	0.1	4.5	-0.9
Suisse	7.4	0.7	5.4	0.2
Turquie	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..
OCDE	6.0	-0.1	3.7	0.1
Afrique du Sud	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039464>
Part des TIC en valeur ajoutée

En pourcentage de la valeur ajoutée totale


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037051>

EXPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS LIÉS AUX TIC

Les produits des technologies de l'information et des communications (TIC) comptent parmi les éléments les plus importants du commerce de marchandises et représentaient en 2011 un peu plus de 10 % des exportations mondiales.

Définition

Les données relatives aux exportations de biens TIC sont produites à l'aide du *Système harmonisé* (SH) de l'Organisation mondiale des douanes. L'OCDE a élaboré une définition des produits TIC (qui englobe les biens TIC) pour faciliter la construction d'indicateurs comparables au niveau international sur la consommation, l'investissement, le commerce et la production dans le domaine des TIC.

La première définition des biens TIC a été énoncée en 2003, sur la base d'une liste de codes à 6 chiffres du SH 1996 et du SH 2002. La deuxième définition des produits TIC, adoptée en 2008, reposait sur la deuxième révision de la *Classification centrale de produits* (CPC Rév. 2), qui venait alors d'être publiée.

Les produits TIC sont définis par l'OCDE à l'aide de renvois à la CPC Rév. 2 et comprennent 99 sous-catégories de produits, 52 biens et 47 services classés dans quatre et six grandes catégories respectivement.

Dans sa version actuelle, la définition des produits TIC comprend les biens TIC, les services TIC et la première classification des produits de la branche « contenu et média ». La définition de 2008 est plus restrictive que celle de 2003.

La définition de 2008 se fonde sur des principes qui mettent l'accent sur l'usage auquel sont destinés les produits ou leur fonctionnalité. Sur la base des principes directeurs retenus pour la délimitation du secteur des TIC, les biens TIC ont été définis comme suit : ils doivent avoir pour objet de remplir une fonction de traitement ou de communication d'informations par des moyens électroniques, y compris leur transmission et leur affichage, ou utiliser un traitement informatique pour détecter, mesurer et/ou enregistrer des phénomènes physiques ou pour contrôler un processus physique.

En appliquant cette définition des biens TIC, on obtient une liste de 95 codes du SH 2007.

En bref

Les exportations de biens TIC sont étroitement liées au climat économique mondial. En conséquence de cette relation et de la chute des prix unitaires, la part des produits TIC dans les échanges de marchandises a reculé d'environ 5 points de pourcentage par rapport au pic atteint en 2000.

En partie sous l'effet de la délocalisation de la production, la Chine a vu progresser sa part dans le total des exportations de produits TIC, qui est passée de moins de 5 % à 28 % et a ainsi décuplé en dollars actuels ; la Corée et le Mexique sont les seules économies de l'OCDE ayant réussi à maintenir leur part sur les marchés mondiaux.

Ces tendances se sont accompagnées d'une mutation de la structure des échanges (et de la consommation) à l'échelle mondiale, marquée par le recul de la part des ordinateurs et périphériques et par la hausse des échanges de matériel de communication et de produits électroniques grand public.

Comparabilité

Il est difficile de comparer les chiffres du commerce de biens TIC de l'OCDE pour 2007 et les années suivantes avec ceux des années antérieures, car la nouvelle classification SH adoptée en 2007 diffère radicalement des révisions antérieures. L'OCDE a mis au point des correspondances entre le SH 1996, le SH 2002 et le SH 2007 pour les biens TIC.

Des efforts d'adaptation ont été nécessaires pour quantifier et faire entrer en ligne de compte l'impact de la fraude à la TVA dite « carrousel » observée au milieu des années 2000, qui a principalement touché les mouvements de biens TIC au sein de l'Union européenne. Les données des exportations de la Chine n'ont pas été corrigées pour tenir compte des réexportations et réimportations de Hong Kong, Chine.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives des communications de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *L'économie internet : perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives des technologies de l'information*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2011), *OECD Guide to Measuring the Information Society 2011*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Indicateurs clé des TIC de l'OCDE, www.oecd.org/sti/indicateurstic.



Exportations d'équipements liés aux TIC

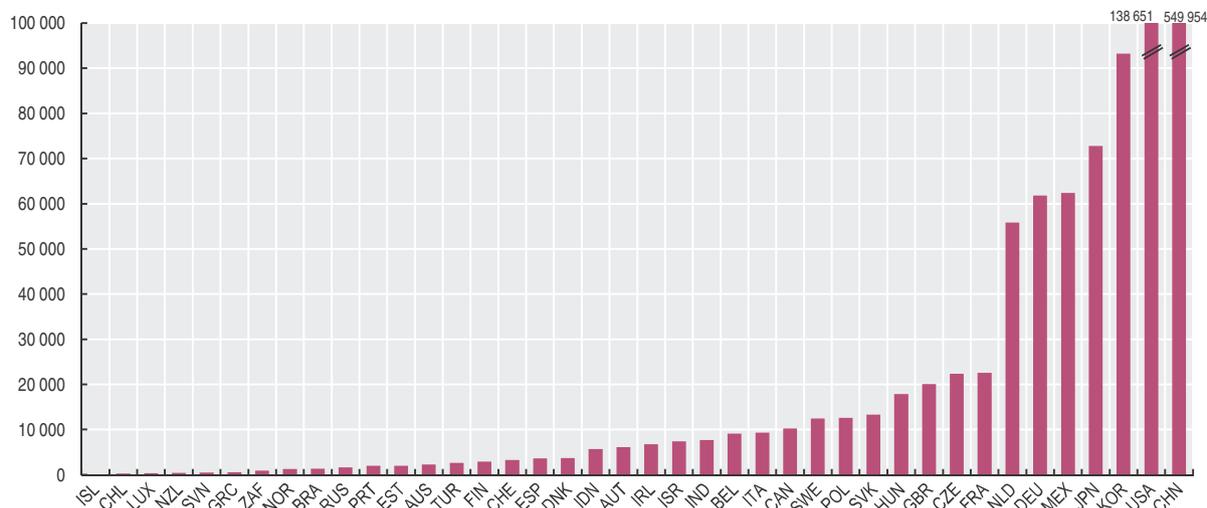
Millions de dollars des EU

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	48 717	46 634	48 665	55 304	72 388	77 168	82 809	77 542	73 845	54 197	64 134	67 643	61 850
Australie	1 727	1 619	1 456	1 571	1 713	1 781	1 788	1 917	2 071	1 643	1 989	2 275	2 241
Autriche	3 941	4 006	4 533	5 004	5 908	6 467	6 710	7 295	7 439	5 242	5 704	6 407	6 112
Belgique	10 825	11 453	9 734	11 617	12 868	12 941	12 181	11 599	12 161	9 219	9 464	10 372	9 108
Canada	20 967	13 094	10 163	10 052	11 846	13 990	14 878	15 058	14 099	10 922	10 645	11 129	10 249
Chili	30	33	36	147	141	206	263	294	305	301	264	293	265
Corée	59 426	44 871	53 501	65 323	84 555	85 314	86 167	93 798	89 435	78 497	98 433	98 317	93 260
Danemark	3 654	3 470	4 691	4 282	4 662	4 067	4 158	4 742	3 898	3 110	3 510	3 821	3 680
Espagne	5 355	5 270	5 000	6 470	7 014	7 197	7 347	6 683	6 810	4 876	5 385	4 559	3 609
Estonie	967	853	579	820	1 126	1 405	1 310	730	743	494	1 019	2 081	1 977
États-Unis	156 670	128 513	111 448	114 855	124 097	128 943	140 314	135 342	137 144	112 645	133 920	139 927	138 651
Finlande	10 781	8 526	8 913	10 025	10 411	13 238	13 242	13 986	14 409	6 741	4 461	3 872	2 899
France	31 939	26 310	23 629	23 277	26 864	27 327	31 586	26 034	25 224	19 624	22 448	24 686	22 606
Grèce	466	347	325	388	512	488	630	561	666	496	542	634	592
Hongrie	7 231	7 244	8 804	10 899	15 694	15 944	17 841	21 298	24 506	21 445	24 228	23 972	17 872
Irlande	27 697	31 638	27 490	22 481	23 482	24 675	24 121	22 724	19 939	12 775	8 839	7 306	6 762
Islande	2	2	2	3	2	3	5	7	9	3	3	4	8
Israël	6 668	5 842	2 681	3 392	3 815	3 210	3 527	1 470	6 298	7 852	7 177	7 247	7 387
Italie	10 675	10 612	9 239	9 851	11 455	11 581	11 376	11 127	10 512	8 194	9 614	10 990	9 339
Japon	108 795	81 953	82 919	91 435	104 339	100 814	103 139	92 333	91 197	69 151	81 522	75 515	72 781
Luxembourg	889	1 179	945	720	859	998	840	757	524	395	399	467	374
Mexique	34 771	34 943	33 340	31 845	37 003	38 533	46 916	48 149	56 872	49 737	60 037	59 231	62 414
Norvège	1 104	1 165	955	1 015	1 169	1 288	1 471	1 669	2 116	1 771	1 869	1 655	1 278
Nouvelle-Zélande	158	141	249	284	351	369	374	414	402	348	372	445	419
Pays-Bas	38 160	34 286	28 584	42 633	53 610	58 714	62 306	67 717	62 847	53 142	60 999	62 527	55 840
Pologne	1 290	1 619	1 956	2 314	2 819	3 558	5 519	7 854	11 941	12 798	15 096	13 212	12 609
Portugal	1 492	1 701	1 711	2 364	2 777	2 972	3 673	4 041	3 842	1 757	1 939	2 247	1 972
République slovaque	388	487	492	850	1 698	2 991	5 267	8 454	11 818	11 569	12 237	12 625	13 281
République tchèque	1 334	2 582	5 145	5 207	7 907	8 668	12 330	16 724	19 945	15 568	19 493	24 728	22 361
Royaume-Uni	50 419	47 999	46 747	37 280	37 736	53 881	84 834	29 084	27 293	22 961	23 732	23 234	20 080
Slovénie	169	204	220	251	275	229	291	384	618	520	532	552	484
Suède	15 487	8 485	9 232	10 153	13 634	14 613	15 115	14 521	15 815	11 769	15 385	17 108	12 438
Suisse	3 080	2 680	2 013	2 296	2 742	3 408	3 015	3 007	3 327	2 715	3 194	3 419	3 247
Turquie	1 024	1 056	1 603	1 988	2 933	3 227	3 178	2 883	2 406	2 032	2 092	2 235	2 645
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	666 298	570 817	547 000	586 396	688 405	730 188	808 521	750 198	760 476	614 509	710 677	724 735	680 690
Afrique du Sud	417	442	388	462	578	587	745	846	805	677	695	762	904
Brésil	2 232	2 329	2 178	2 106	2 013	3 701	3 969	2 668	3 135	2 312	1 977	1 783	1 325
Chine	44 135	53 221	78 243	121 365	177 742	234 086	297 653	353 476	390 843	351 825	455 025	503 784	549 954
Fédération de Russie	411	284	311	324	451	423	771	777	780	836	887	1 226	1 634
Inde	714	858	781	957	1 082	1 113	1 344	..	..	6 099	4 404	6 507	5 719
Indonésie	7 573	6 095	6 301	5 687	6 527	6 944	6 138	6 025	6 517	6 921	7 862	7 845	7 713

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039483>

Les exportations de biens des TIC

Millions de dollars, 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037070>

ORDINATEURS, INTERNET ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les ordinateurs et les nouvelles technologies de communication sont de plus en plus présents dans les foyers des pays de l'OCDE, aussi bien dans ceux où les taux de pénétration sont déjà élevés que dans ceux qui accusent un retard en la matière.

Définition

L'accès à un ordinateur à usage domestique désigne le nombre de ménages ayant déclaré posséder au moins un ordinateur personnel en état de marche à domicile. Est également présenté le pourcentage des ménages déclarant avoir accès à l'internet. Dans presque tous les cas, l'accès s'effectue depuis un ordinateur personnel par ligne commutée, DSL, modem câble ou fibre optique.

L'accès à l'internet exprimé en nombre d'abonnements au haut débit fixe (filaire) pour 100 habitants repose sur le nombre total d'abonnements à l'une des technologies ci-après permettant une vitesse de téléchargement supérieure à 256 kbits/s : DSL, modem câble, fibre jusqu'au domicile et autres technologies fixes (comme le haut débit via le réseau électrique ou des liaisons louées).

Comparabilité

L'OCDE s'est attaquée aux problèmes de comparabilité internationale en élaborant un questionnaire type sur l'utilisation des TIC par les ménages et les individus. Ce questionnaire se compose de modules consacrés à différents sujets, ce qui permet de l'étoffer en fonction des pratiques des utilisateurs et des préoccupations des pouvoirs publics.

Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les ménages peuvent soulever des problèmes de comparabilité internationale en raison de disparités structurelles dans la composition des ménages. Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les individus peuvent quant à elles renvoyer à divers groupes

En bref

Dans la majorité des pays de l'OCDE, plus de 70 % des ménages avaient accès à des ordinateurs en 2012. L'Islande, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, le Luxembourg et la Norvège affichent un taux de pénétration supérieur à 90 %.

La situation est similaire en ce qui concerne l'accès à l'internet. Dans environ deux tiers des pays de l'OCDE, plus de 70 % des ménages ont accès à l'internet, le taux de pénétration étant égal ou supérieur à 90 % en Corée, en Islande, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Norvège, au Danemark et en Suède.

Dans la zone OCDE, on recensait 327.6 millions d'abonnements au haut débit fixe filaire en 2012. En glissement annuel, leur progression a marqué un léger déclin pour se situer au-dessus de 3.5 %, alors que plus de la moitié des pays de l'OCDE affichent un taux de 25 abonnements pour 100 habitants.

En 2012, la Suisse occupe toujours la première place de l'OCDE, avec 42.0 abonnés au haut débit fixe filaire pour 100 habitants, suivie de près par les Pays-Bas (39.7) et le Danemark (38.9). La moyenne de l'OCDE se situe quant à elle à 26.3 abonnés pour 100 habitants.

d'âge; or, l'âge est un important déterminant de l'utilisation des TIC. Les indicateurs, selon qu'ils sont fondés sur les ménages ou les individus, produisent des chiffres différents, en ce qui concerne tant les niveaux d'utilisation que les taux de croissance, ce qui compliquent les comparaisons internationales.

Les données concernant le nombre d'abonnés au haut débit fixe (filaire) pour 100 habitants dans les pays membres et non membres de l'OCDE sont recueillies suivant les définitions convenues et sont largement comparables.

Les données présentées pour les pays non membres ont été collectées conformément aux définitions de l'OCDE et communiquées par l'Union internationale des télécommunications (UIT). Les définitions du haut débit employées par l'UIT sont harmonisées avec celles de l'OCDE. Dans les données recueillies avant 2009, les abonnements au haut débit fixe sans fil et par satellite étaient inclus dans les accès haut débit fixes (filaires). Depuis 2009, ce n'est plus le cas.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les télécommunications et l'internet* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives des communications de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *L'économie internet : perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives des technologies de l'information*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- Eurostat (2013), *Enquête Eurostat sur l'usage des Technologies de l'information et des communications (TIC)*, Eurostat, Luxembourg.

Bases de données en ligne

- Union internationale des télécommunications (UIT) (2013), *World Telecommunication/ICT Indicators Database*.

Sites Internet

- Haut débit et télécoms - Indicateurs clé des TIC de l'OCDE, www.oecd.org/sti/indicateurstic.
- Portail de l'OCDE sur le haut débit, www.oecd.org/sti/ict/broadband.



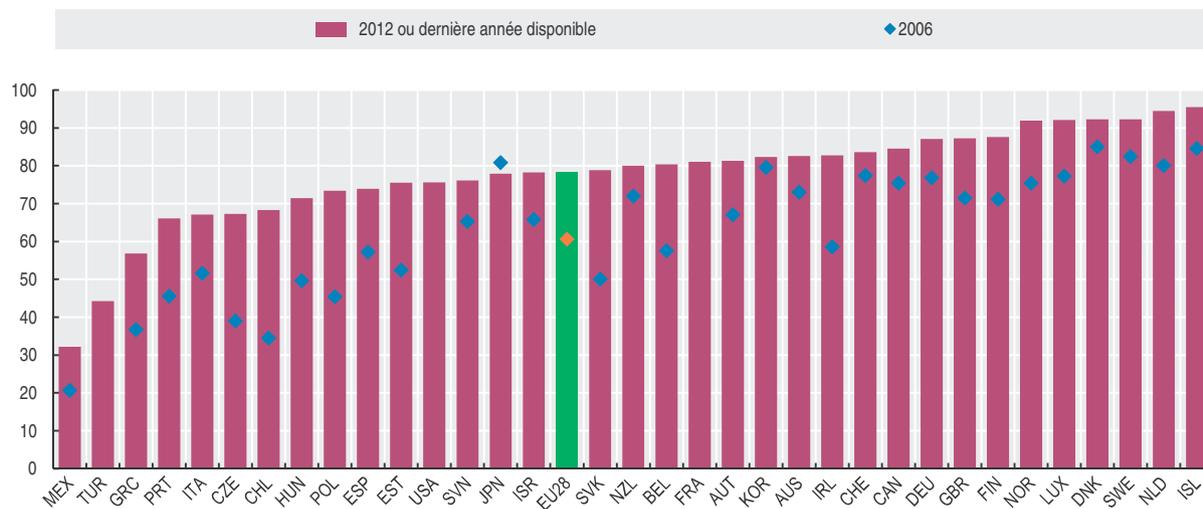
Ménages ayant accès à un ordinateur, à Internet et au téléphone

	Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur				Pourcentage des ménages ayant accès à Internet					Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base pour 100 habitants				
	2006	2010	2011	2012	2000	2005	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	76.9	85.7	86.9	87.1	16.4	61.6	82.5	83.3	85.5	27.4	31.9	33.2	34.1	34.5
Australie	73.0	82.6	..	..	32.0	60.0	78.9	..	..	22.9	24.0	24.1	25.2	25.6
Autriche	67.1	76.2	78.1	81.3	19.0	46.7	72.9	75.4	79.3	21.2	22.8	24.3	25.0	25.6
Belgique	57.5	76.7	78.9	80.3	..	50.2	72.7	76.5	77.7	27.7	30.8	32.1	33.3	34.0
Canada	75.4	82.7	84.5	..	42.6	64.3	78.4	80.5	80.5	28.2	30.7	31.7	32.4	32.8
Chili	34.5	43.9	..	68.3	8.7	19.7	30.0	..	60.5	8.5	10.4	11.6	12.4	12.8
Corée	79.6	81.8	81.9	82.3	49.8	92.7	96.8	97.2	97.3	31.6	34.8	35.9	36.5	37.1
Danemark	85.0	88.0	90.4	92.3	46.0	74.9	86.1	90.1	92.0	36.3	37.2	37.6	38.9	39.7
Espagne	57.2	68.7	71.5	73.9	..	35.5	59.1	63.9	67.9	20.1	23.4	24.5	24.6	25.3
Estonie	52.4	69.3	71.4	75.5	..	38.7	67.8	70.8	75.0	21.0	23.3	24.8	24.5	24.8
États-Unis	..	..	75.6	..	41.5	..	71.1	71.7	71.7	25.5	26.7	27.7	29.0	29.3
Finlande	71.1	82.0	85.1	87.6	30.0	54.1	80.5	84.2	86.8	27.9	28.6	29.5	30.4	30.5
France	..	76.5	78.2	81.0	11.9	40.9	73.6	75.9	80.0	27.6	32.8	34.7	36.4	37.0
Grèce	36.7	53.4	57.2	56.8	..	21.7	46.4	50.2	53.6	13.4	19.9	21.8	23.7	24.7
Hongrie	49.6	66.4	69.7	71.4	..	22.1	60.5	65.2	68.6	17.1	19.6	20.9	21.8	22.3
Irlande	58.6	76.5	80.6	82.8	20.4	47.2	71.7	78.1	81.1	19.9	20.6	21.7	22.6	23.3
Islande	84.6	93.1	94.7	95.5	..	84.4	92.0	92.6	94.6	32.5	33.7	34.5	34.8	35.1
Israël	65.8	76.7	78.2	..	19.8	48.9	68.1	70.3	70.3	22.7	23.9	24.2	24.7	25.0
Italie	51.6	64.9	66.2	67.1	18.8	38.6	59.0	61.6	62.9	18.9	21.6	22.1	22.1	22.4
Japon	80.8	83.4	80.0	77.9	..	57.0	67.1	..	..	23.5	26.6	27.3	27.7	27.8
Luxembourg	77.3	90.2	91.7	92.1	..	64.6	90.3	90.6	93.1	29.4	30.7	31.5	32.1	32.6
Mexique	20.6	29.8	30.0	32.2	..	9.0	22.2	23.3	26.0	7.1	10.3	10.9	11.7	11.9
Norvège	75.4	90.9	91.0	91.9	..	64.0	89.8	92.2	92.7	33.7	34.5	35.2	36.2	36.6
Nouvelle-Zélande	72.0	80.0	..	..	..	65.0	75.0	..	80.0	21.4	24.9	26.6	28.6	29.5
Pays-Bas	80.0	92.0	94.2	94.5	41.0	78.3	90.9	93.6	93.6	35.6	38.1	38.9	39.7	40.0
Pologne	45.4	69.0	71.3	73.4	..	30.4	63.4	66.6	70.5	10.5	13.8	14.9	15.7	15.4
Portugal	45.6	59.5	63.7	66.1	8.0	31.5	53.7	58.0	61.0	15.9	19.8	21.1	22.5	23.2
République slovaque	50.1	72.2	75.4	78.8	..	23.0	67.5	70.8	75.4	11.4	12.8	13.8	14.8	15.2
République tchèque	39.0	64.1	69.9	67.3	..	19.1	60.5	66.6	65.4	17.0	14.6	15.8	16.6	17.0
Royaume-Uni	71.5	82.6	84.6	87.2	19.0	60.2	79.6	82.7	86.8	28.1	31.2	32.8	34.2	34.9
Slovénie	65.3	70.5	74.4	76.1	..	48.2	68.1	72.6	73.9	20.8	22.8	23.8	24.4	24.8
Suède	82.5	89.5	91.6	92.3	48.2	72.5	88.3	90.6	91.7	31.5	31.9	32.0	32.2	32.3
Suisse	77.4	83.6	..	..	..	70.5	80.7	..	..	32.7	38.2	40.3	42.0	43.8
Turquie	0.0	44.2	..	..	6.9	86.6	41.6	42.9	47.2	8.1	9.7	10.3	10.4	10.7
UE-28	60.6	74.4	76.7	78.4	..	48.4	70.1	73.2	76.1	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	22.0	24.5	25.5	26.3	26.7
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.9	1.5	1.8	2.2	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.1	6.8	8.6	9.2	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.2	9.4	11.6	13.0	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.5	11.0	12.2	14.5	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.4	0.9	1.1	1.1	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.4	1.0	1.1	1.2	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039502>

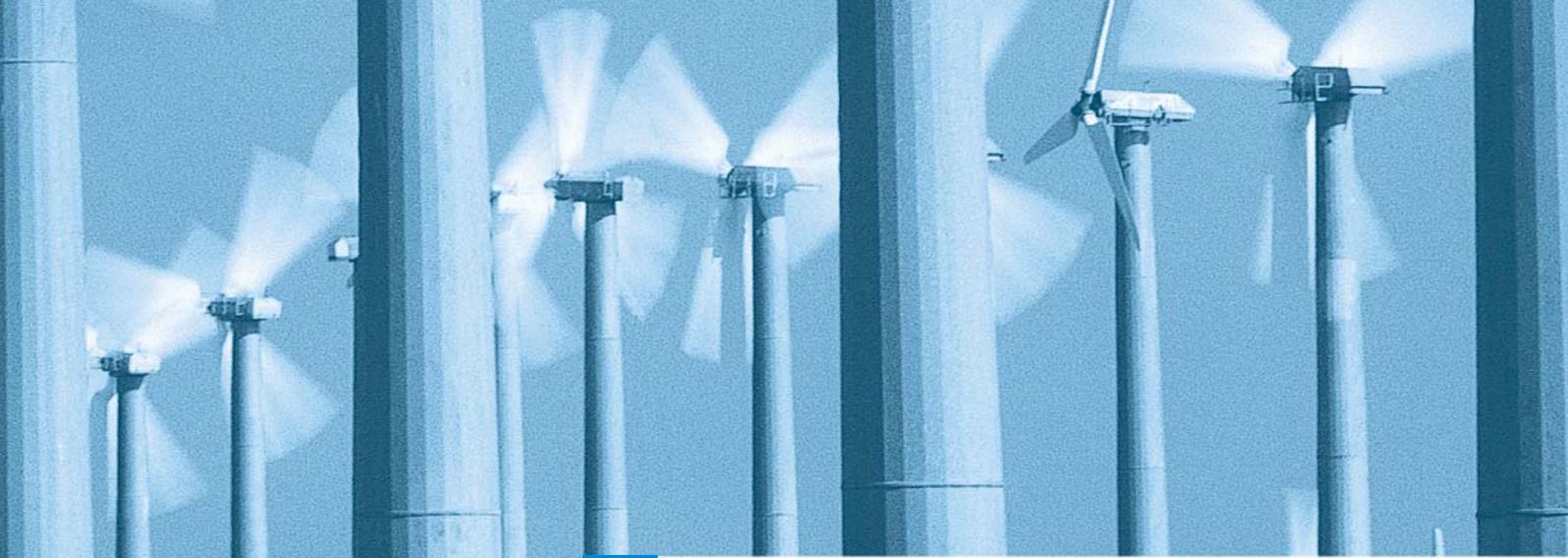
Ménages ayant accès à un ordinateur

En pourcentage de tous les ménages



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037089>





ENVIRONNEMENT

EAU ET RESSOURCES NATURELLES

CONSOMMATION D'EAU

PÊCHERIES

DÉCHETS MUNICIPAUX

AIR ET CLIMAT

ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE

ÉMISSIONS DE SOUFRE ET D'AZOTE

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

VIABILITÉ ÉCOLOGIQUE DANS LES ZONES MÉTROPOLITAINES

CONSOMMATION D'EAU

Les ressources en eau douce ont une grande importance pour l'environnement et l'économie. Leur répartition varie beaucoup entre les pays et à l'intérieur d'un même pays. Dans les régions arides, elles sont parfois si limitées que la demande ne peut être satisfaite que grâce à des prélèvements incompatibles, du point de vue quantitatif, avec une exploitation durable.

Les prélèvements d'eau douce, en particulier ceux destinés à l'alimentation des réseaux de distribution, à l'irrigation, à la production industrielle et au refroidissement des centrales électriques, exercent une forte pression sur les ressources en eau et ont des incidences importantes sur leur état quantitatif et qualitatif. Les principales préoccupations sont liées à l'utilisation inefficace de l'eau, et à ses conséquences environnementales et socio-économiques.

Définition

Il y a prélèvement dès lors que de l'eau douce est extraite d'une source souterraine ou de surface, de manière permanente ou temporaire, et transportée sur son lieu d'usage. Si l'eau est restituée à une source de surface, le prélèvement de cette même eau par un autre utilisateur situé en aval est compté à nouveau dans le calcul des prélèvements totaux, ce qui peut conduire à un double comptage.

Les eaux d'exhaure et de drainage sont incluses dans le calcul des prélèvements. En revanche, l'eau utilisée dans la production d'hydroélectricité correspond à une exploitation in situ et n'est normalement pas prise en compte.

Comparabilité

Les définitions et les méthodes d'estimation employées pour calculer les données sur les prélèvements et la distribution d'eau peuvent être très différentes selon les pays et varier dans le temps. En général, la disponibilité et la qualité des données sont meilleures en ce qui concerne les prélèvements destinés aux réseaux de distribution, qui représentent à peu près 15 % de l'eau prélevée dans les pays membres de l'OCDE. Les totaux OCDE sont des estimations établies par le Secrétariat de

En bref

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les prélèvements ont augmenté dans les années 60 et 70 sous l'effet de la hausse de la demande d'eau de l'agriculture et du secteur de l'énergie. Depuis les années 80, certains pays ont toutefois pu stabiliser leurs prélèvements à la faveur de plusieurs évolutions : recours à des techniques d'irrigation plus efficaces, déclin de certaines industries grandes consommatrices d'eau (mines et sidérurgie, par exemple), développement des technologies de production propre et réduction des fuites au niveau des canalisations. Plus récemment, cette stabilisation reflète en partie les conséquences des sécheresses (alors que la croissance démographique continue d'entraîner une augmentation du volume d'eau distribué par les réseaux publics).

Au niveau mondial, on estime que la demande en eau a augmenté plus de deux fois plus vite que la population au cours du siècle passé, le plus gros consommateur étant l'agriculture.

l'OCDE, qui a procédé à des interpolations linéaires pour calculer les valeurs manquantes. Ils ne comprennent pas le Chili. Les données relatives au Royaume-Uni concernent uniquement l'Angleterre et le Pays de Galles.

Il est à noter qu'il existe des ruptures dans les séries temporelles des pays suivants : Allemagne, Estonie, France, Hongrie, Irlande, Luxembourg, Mexique, Norvège, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie et Turquie.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques sur l'eau de l'OCDE*, Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Love, P. (2013), *Water, Les essentiels de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Managing Water for Green Growth*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Compendium des Indicateurs Agro-Environnementaux de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Études de l'OCDE sur l'eau*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Les mécanismes de financement pour la biodiversité*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Water and Green Growth*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *De l'eau pour tous : Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement*, Études de l'OCDE sur l'eau, Éditions OCDE.

Sites Internet

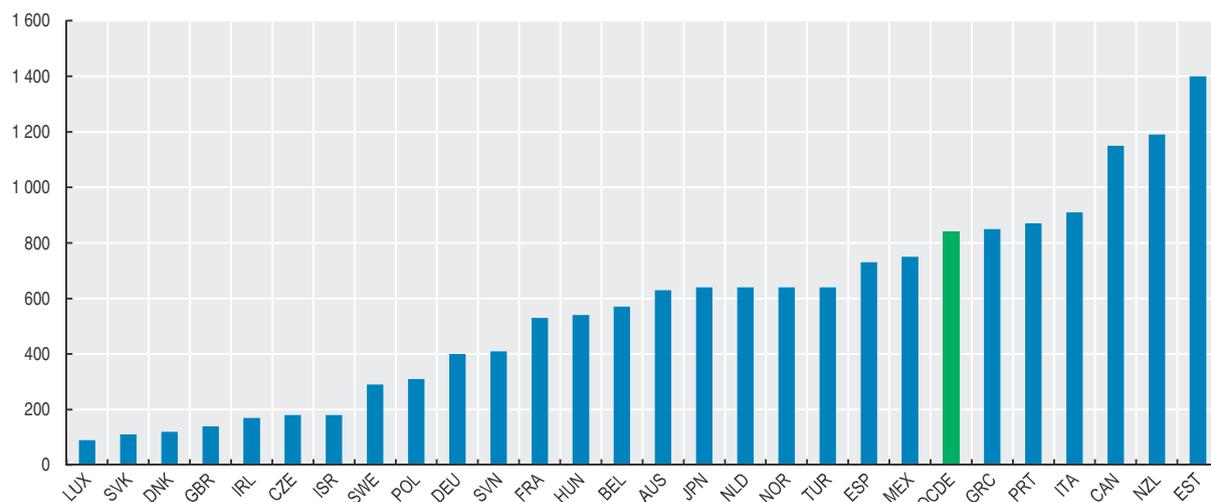
- Indicateurs, modélisation et perspectives sur l'environnement, www.oecd.org/fr/env/indicateurs-modelisation-perspectives/.
- Gestion de l'eau : comprendre les enjeux www.oecd.org/eau.



Prélèvements d'eau

	Prélèvements d'eau par habitant m ³ par habitant						Prélèvements totaux Millions m ³					
	1985	1990	1995	2000	2005	2011 ou dernière année disponible	1985	1990	1995	2000	2005	2011 ou dernière année disponible
Allemagne	530	600	530	460	430	400	41 216	47 873	43 374	38 006	35 557	32 716
Australie	920	..	1 330	1 140	950	630	14 600	..	24 071	22 196	19 336	14 060
Autriche	470	490	430	..	..	..	3 580	3 807	3 449	..	..	..
Belgique	..	..	810	740	610	570	..	..	8 251	7 536	6 389	6 176
Canada	1 620	1 610	1 610	..	1 300	1 150	42 342	43 888	47 250	..	41 955	38 801
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	460	480	520	560	610	..	18 580	20 570	23 670	26 020	29 198	..
Danemark	330	250	170	140	120	120	1 705	1 261	887	726	644	660
Espagne	1 200	1 180	850	910	820	730	46 250	45 845	33 288	36 525	35 664	33 544
Estonie	..	2 050	1 240	1 070	1 170	1 400	..	3 215	1 780	1 471	1 578	1 874
États-Unis	1 950	1 850	1 750	1 710	1 630	..	464 737	462 250	466 118	482 558	482 972	..
Finlande	820	470	510	450	1 250	..	4 000	2 347	2 586	2 346	6 562	..
France	630	660	710	550	550	530	34 887	37 687	40 671	32 715	33 872	33 110
Grèce	550	770	730	910	870	850	5 496	7 862	7 788	9 924	9 654	9 539
Hongrie	590	610	580	650	490	540	6 267	6 293	5 976	6 621	4 929	5 432
Irlande	..	..	330	..	190	170	..	..	1 176	..	799	730
Islande	460	660	620	580	560	..	112	167	165	163	165	..
Israël	..	380	330	270	250	180	..	1 780	1 812	1 727	1 728	1 340
Italie	..	..	..	740	..	910	..	..	..	41 982	..	53 751
Japon	720	720	710	690	650	640	87 209	88 906	88 881	86 972	83 427	81 454
Luxembourg	180	160	140	140	..	90	67	59	57	60	..	48
Mexique	..	..	800	720	740	750	..	..	73 672	70 428	76 508	81 588
Norvège	490	..	550	530	620	640	2 025	..	2 420	2 348	2 864	3 026
Nouvelle-Zélande	..	..	..	820	1 170	1 190	..	..	..	3 140	4 908	5 201
Pays-Bas	640	530	420	560	700	640	9 349	7 984	6 507	8 915	11 453	10 668
Pologne	440	400	340	310	300	310	16 409	15 164	12 924	11 994	11 522	11 911
Portugal	200	730	..	1 100	870	870	2 003	7 288	..	11 136	9 151	9 151
République slovaque	400	400	260	220	170	110	2 061	2 116	1 386	1 171	907	593
République tchèque	360	350	270	190	190	180	3 679	3 623	2 743	1 918	1 949	1 887
Royaume-Uni	230	240	190	210	190	140	11 533	12 052	9 549	11 174	10 323	7 682
Slovénie	..	..	..	450	460	410	..	..	..	899	924	850
Suède	360	350	310	300	290	290	2 970	2 968	2 725	2 688	2 631	2 690
Suisse	410	400	370	360	340	..	2 646	2 665	2 571	2 564	2 507	..
Turquie	390	510	560	680	650	640	19 400	28 073	33 482	43 650	44 684	46 956
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	970	950	920	900	880	840	976 118	997 679	1 002 960	1 020 275	1 025 868	1 021 801
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039521>

 Prélèvements d'eau
 m³ par habitant, 2011 ou dernière année disponible

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037108>

PÊCHERIES

La pêche contribue de façon notable à la durabilité des revenus, aux possibilités d'emploi et aux apports globaux de protéines. Cependant, la surpêche de certaines espèces dans certaines régions fait planer une menace d'épuisement sur les stocks. Dans certains pays, dont au moins deux pays de l'OCDE – le Japon et l'Islande – le poisson est la principale source de protéines animales.

Définition

Les chiffres concernent les quantités de poissons marins débarquées, et de poissons et crustacés provenant des eaux continentales et élevés en réservoirs d'eau douce et d'eau de mer. Les prises de poissons marins pour chaque pays comprennent les poissons débarqués dans les ports étrangers et nationaux. Cet indicateur distingue les catégories pêche maritime et aquaculture en raison de leurs systèmes de production et de leurs taux de croissance qui diffèrent.

Comparabilité

Les séries chronologiques présentées sont relativement complètes et cohérentes d'une année sur l'autre, mais certaines variations temporelles peuvent refléter des modifications des systèmes de notification nationaux. Dans un cas, les données indiquées sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

En bref

Les débarquements des pêches de capture marines dans les pays de l'OCDE ont été d'environ 25 millions de tonnes en 2008, ce qui représente en gros 28 % de la production mondiale des pêches de capture marines. Les prises des pays de l'OCDE sont orientées à la baisse depuis la fin des années 80. Cette décline régulière s'explique par l'évolution de la demande et des prix du marché, ainsi que par la nécessité de gérer les stocks de manière à obtenir un rendement maximum soutenable, c'est-à-dire d'assurer une utilisation durable des ressources de la mer.

La croissance de la production aquacole des pays de l'OCDE a été relativement lente, de l'ordre de 3 % par an. En 2008, les pays de l'OCDE ont été à l'origine de 10 % environ de la production aquacole mondiale, les plus gros producteurs étant la Corée, le Japon, le Chili et la Norvège. L'aquaculture est considérée comme un élément essentiel d'une croissance verte à l'avenir, notamment dans de nombreuses économies émergentes, car elle peut permettre tout à la fois d'accroître la production alimentaire et d'alléger les pressions qui pèsent sur les ressources halieutiques.

Sources

- OCDE (2012), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Politiques et statistiques de base*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Redressement des pêches, Le cap à suivre*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *La certification dans les secteurs halieutique et aquacole*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *The Economics of Adapting Fisheries to Climate Change*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Advancing the Aquaculture Agenda, Workshop Proceedings*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Globalisation in Fisheries and Aquaculture, Opportunities and Challenges*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Les aides financières au secteur de la pêche: Leurs répercussions sur le développement durable*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche: Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Pêcheries, www.oecd.org/pecheries.

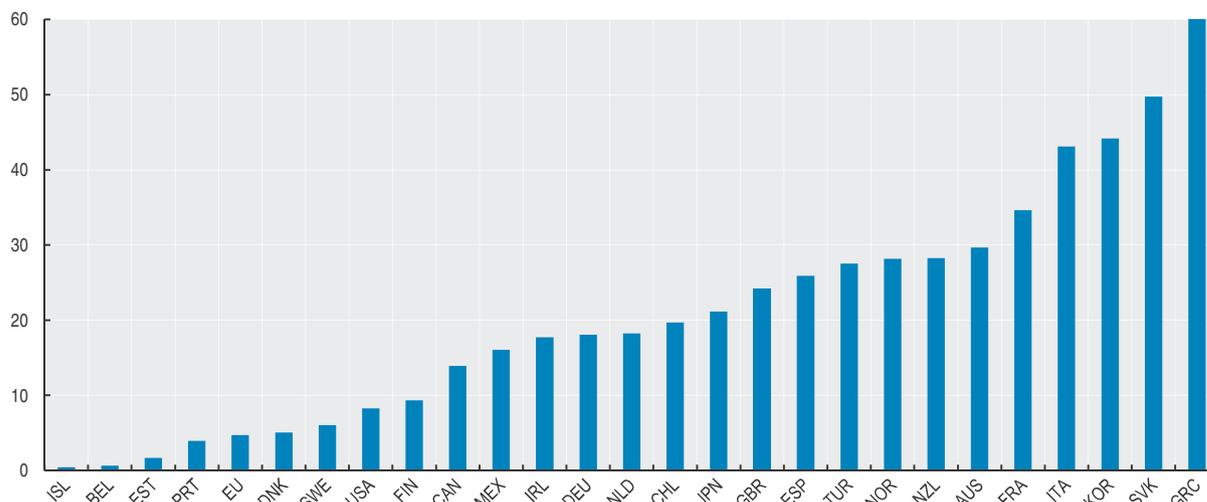

Pêche en mer et production de l'aquaculture

Milliers de tonnes

	Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers						Aquaculture					
	2000	2005	2009	2010	2011	2012	2000	2005	2009	2010	2011	2012
Allemagne	194	247	211	210	207	224	45	46	39	41	60	..
Australie	185	236	172	173	164	158	37	47	70	72	73	82
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	27	22	19	20	20	22	2	..	..	..	..	..
Canada	1 008	1 079	960	920	858	800	127	154	143	150	149	0
Chili	4 032	4 462	3 379	3 048	3 466	2 675	425	739	758	713	970	1 105
Corée	2 090	1 829	1 839	1 725	1 746	..	667	1 057	1 332	1 376	1 500	..
Danemark	1 524	899	770	820	708	488	44	40	42	40	40	..
Espagne	1 002	717	728	768	859	812	312	273	268	254	..	..
Estonie	101	90	29	92	78	65	..	..	..	..	..	..
États-Unis	4 245	4 463	0	0	5 235	..	373	358	..	..	..	..
Finlande	92	77	117	121	119	..	15	14	14	12	11	..
France	682	606	446	..	..	..	267	238	236	0	..	..
Grèce	93	92	83	70	64	61	88	110	126	123	121	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	14	14	16	15
Irlande	291	282	227	293	..	..	41	..	47	0	..	..
Islande	1 930	1 411	1 151	..	..	1 449	4	8	5	4	4	7
Israël	6	4	3	..	..	..	20	22	..	..	..	..
Italie	387	268	242	225	212	..	228	234	180	189	..	..
Japon	5 092	4 511	4 200	4 172	3 859	3 729	1 292	1 254	1 243	1 151	908	1 077
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	1 193	1 203	1 483	1 357	1 398	1 433	46	102	285	263	263	254
Norvège	2 894	2 546	2 697	2 838	2 451	2 280	492	662	962	1 020	1 144	1 326
Nouvelle-Zélande	536	633	280	278	286	290	87	105	105	111	117	100
Pays-Bas	312	547	380	266	263	338	92	70	73	89	41	..
Pologne	200	136	112	115	116	..	32	38	36	28	31	..
Portugal	172	172	191	201	224	186	8	7	8	8	9	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	1	1	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	19	20	20	20	21	21
Royaume-Uni	748	670	584	608	600	619	144	165	194	200	176	180
Slovénie	2	1	1	1	1	..	..	..	..	..	..	..
Suède	341	239	197	204	169	103	6	7	10	12	14	15
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	15	16	17	18
Turquie	461	523	430	446	478	..	79	118	159	167	189	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	29 654	27 730	20 928	18 969	23 580	15 730	4 989	5 888	6 387	6 070	5 873	4 200
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	4 289	..	..	..	..	..	205	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039540>
Part de l'aquaculture dans la production totale de poissons

Pourcentage, moyenne 2009-11


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037127>

DÉCHETS MUNICIPAUX

La quantité de déchets municipaux produite dans un pays est fonction du taux d'urbanisation, des types et des modes de consommation, des revenus des ménages et des modes de vie. Bien que les déchets municipaux ne constituent qu'une partie des déchets produits, leur gestion et leur traitement absorbent souvent plus du tiers des efforts financiers consentis par le secteur public pour lutter contre la pollution.

Les principales préoccupations environnementales sont liées aux répercussions potentielles d'une gestion inadaptée des déchets sur la santé humaine et sur l'environnement (contamination des sols et de l'eau, qualité de l'air, utilisation des terres et paysages).

Définition

Les déchets municipaux sont les déchets collectés et traités par ou pour les communes. Ils comprennent les déchets des ménages, y compris les encombrants, les déchets assimilés produits par les activités commerciales, les bureaux, les institutions et les petites entreprises, ainsi que les déchets d'entretien des jardins et des espaces verts, les déchets de nettoyage de la voirie, le contenu des poubelles publiques et les déchets des marchés s'ils sont traités comme des déchets ménagers. La définition exclut les déchets issus de l'assainissement des eaux usées urbaines, ainsi que les déchets des activités de construction et de démolition.

Les quantités exprimées en kilogrammes de déchets municipaux par habitant et par an, soit « l'intensité de production de déchets », sont un indicateur général de la pression potentielle sur l'environnement et sur la santé. Il convient de les compléter avec des informations sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets, ainsi que sur les niveaux et modes de consommation.

Comparabilité

La définition des déchets municipaux et les méthodes d'enquête employées varient d'un pays à l'autre et dans le temps. On constate ainsi des ruptures dans les séries tempo-

En bref

En forte augmentation depuis 1980, la quantité de déchets municipaux produite dans la zone de l'OCDE a dépassé d'après les estimations 660 millions de tonnes en 2011 (530 kg par habitant).

Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, la prospérité accrue liée à la croissance économique et l'évolution des modes de consommation ont tendance à entraîner une hausse de la production de déchets par habitant. Sur les vingt dernières années, la production de déchets a toutefois progressé plus lentement que les dépenses de consommation finale privée et que le PIB, avec un ralentissement depuis quelques années.

La quantité de déchets municipaux destinés à l'élimination finale et leur composition sont fonction des pratiques des pays en matière de gestion des déchets. Malgré des progrès dans ces pratiques, seuls quelques pays ont réussi à réduire la quantité de déchets solides qui doit être éliminée.

relles des pays suivants : Corée, Danemark, Estonie, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovaquie et Turquie.

Les principaux problèmes de comparabilité tiennent à la prise en compte des déchets produits par les activités commerciales, ainsi que des collectes sélectives réalisées par des entreprises privées.

Dans certains cas, l'année de référence renvoie à l'année la plus proche pour laquelle des données sont disponibles.

Les données relatives à la Nouvelle-Zélande concernent uniquement les quantités mises en décharge. Celles pour le Portugal comprennent les Açores et Madère. Celles relatives à la Chine ne comprennent pas les déchets produits dans les zones rurales.

Sources

- OCDE (2013), *Environment at a Glance: OECD Environmental Indicators*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les déchets*, Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Vers des comportements plus environnementaux : Vue d'ensemble de l'enquête 2011*, Études de l'OCDE sur la politique de l'environnement et le comportement des ménages, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), "Conducting sustainability assessments", *OECD Sustainable Development Studies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Addressing the Economics of Waste*, Éditions OCDE.
- Strange, T. et A. Bayley (2008), *Le développement durable, À la croisée de l'économie, de la société et de l'environnement, Les essentiels de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), *Guidance Manual for the Control of Transboundary Movements of Recoverable Wastes*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Manuel d'application pour la gestion écologique des déchets*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Productivité des ressources et déchets, www.oecd.org/env/dechets.



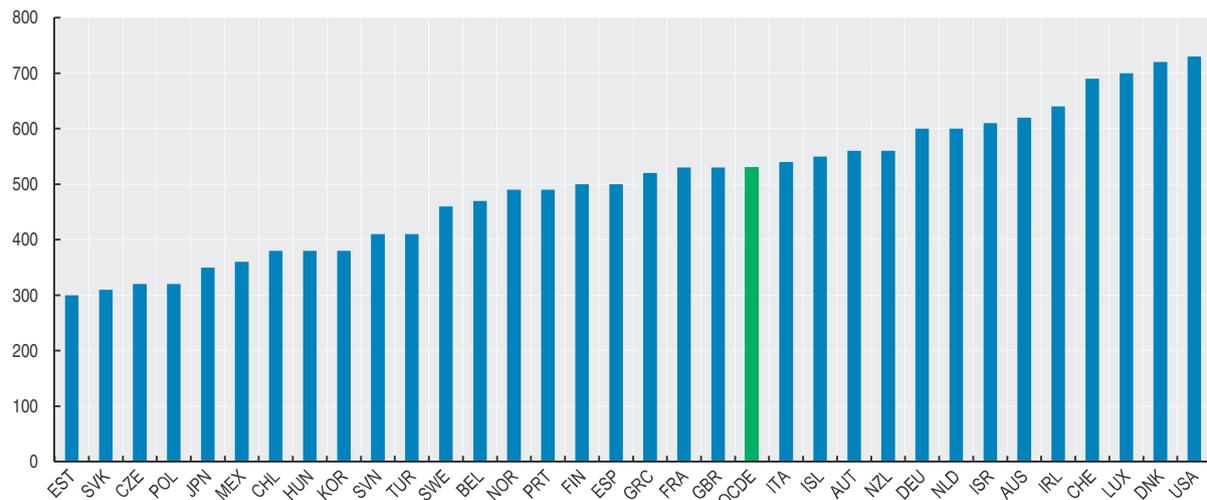
Production de déchets municipaux

	Intensité de la production Kg par habitant							Quantité totale produite Milliers de tonnes
	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2011 ou dernière année disponible	2011 ou dernière année disponible
Allemagne	..	..	630	620	640	560	600	49 237
Australie	680	..	690	..	690	..	640	14 035
Autriche	..	..	420	430	530	570	560	4 678
Belgique	280	310	340	450	480	480	470	5 125
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	200	230	250	280	330	350	380	6 517
Corée	..	510	710	390	360	370	380	18 581
Danemark	400	480	..	520	610	660	720	4 001
Espagne	..	..	..	480	610	590	500	22 997
Estonie	..	..	..	370	460	440	300	399
États-Unis	610	630	760	740	780	780	730	226 669
Finlande	..	..	..	410	500	480	500	2 719
France	..	..	450	480	510	530	530	34 336
Grèce	260	300	300	300	410	440	520	5 917
Hongrie	..	..	530	460	450	460	380	3 809
Irlande	190	310	..	510	600	730	620	2 846
Islande	..	..	..	430	460	520	550	177
Israël	..	..	..	..	630	590	610	4 759
Italie	250	270	350	450	510	540	540	32 479
Japon	380	350	410	420	430	410	350	45 359
Luxembourg	350	360	580	580	650	680	700	356
Mexique	..	..	250	330	310	340	360	41 063
Norvège	550	590	550	640	620	430	490	2 392
Nouvelle-Zélande	650	..	990	870	770	780	560	2 461
Pays-Bas	490	480	500	550	610	620	600	9 947
Pologne	280	300	290	290	320	320	320	12 129
Portugal	200	..	300	390	440	450	490	5 139
République slovaque	..	360	300	300	320	270	310	1 679
République tchèque	..	..	..	300	330	290	320	3 358
Royaume-Uni	..	..	470	500	580	590	530	32 450
Slovénie	..	..	..	600	510	490	410	844
Suède	300	320	370	400	430	480	460	4 374
Suisse	440	530	610	600	660	660	690	5 478
Turquie	270	360	360	460	480	460	410	29 733
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	500	520	560	560	530	661 458
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	157 340
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	69 257
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039559>

Production de déchets municipaux

kg par habitant, 2011 ou dernière année disponible


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037146>

ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE

Le dioxyde de carbone (CO₂) constitue la majeure partie des gaz à effet de serre d'origine anthropique. L'émission dans l'atmosphère de gaz à effet de serre produits par les activités humaines perturbe l'équilibre radiatif de la Terre (c'est-à-dire l'équilibre entre l'énergie solaire que la terre absorbe et réfléchit dans l'espace). Cela entraîne une élévation de la température à la surface du globe et, par voie de conséquence, a des répercussions sur le climat, le niveau des océans et l'agriculture mondiale.

Définition

L'indicateur présente les émissions de CO₂ résultant de la combustion de pétrole, de charbon, de gaz naturel et de déchets à des fins énergétiques. La déforestation et certaines activités industrielles comme la fabrication du ciment provoquent également des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, mais celles-ci sont peu importantes en proportion du

En bref

Les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont plus que doublé depuis 1971, progressant en moyenne de 2 % par an. En 1971, 67 % du total étaient imputables aux pays qui sont membres de l'OCDE aujourd'hui. En raison de l'augmentation rapide des émissions des pays en développement, la part imputable à l'OCDE est tombée à 39 % en 2011. C'est en Asie que les hausses observées dans les pays non membres ont été de loin les plus fortes : les émissions de CO₂ de la Chine ont ainsi augmenté en moyenne de 6 % par an entre 1971 et 2011. Du fait de sa consommation de charbon, la Chine a contribué à hauteur de 7.2 milliards de tonnes à l'accroissement du volume des émissions au cours des 40 dernières années.

Les émissions de CO₂ de la zone OCDE affichent une baisse importante à deux reprises, à la suite des chocs pétroliers du milieu des années 70 et du début des années 80. Les émissions des économies en transition ont diminué dans les années 90, ce qui a contribué à compenser les augmentations enregistrées dans la zone de l'OCDE entre 1990 et aujourd'hui. Cependant, les émissions mondiales n'en ont pas été stabilisées pour autant, car celles des pays en développement ont continué de progresser. Sous l'effet de la crise économique de 2008-09, les émissions mondiales de CO₂ ont baissé de 2 % en 2009. Un rebond est toutefois intervenu ensuite, avec une hausse des émissions de 5 % en 2010 et de 3 % en 2011.

La ventilation des données révèle des variations substantielles entre les différents secteurs. Entre 1971 et 2011, la part combinée de la production d'électricité et de chaleur et des transports dans les émissions totales est passée de la moitié aux deux tiers. Par ailleurs, la part des différents combustibles fossiles dans les émissions totales a notablement évolué au cours de la période. Celle du pétrole a diminué, de 48 % à 35 %, tandis que celles du gaz naturel et du charbon ont progressé, passant respectivement de 15 % à 20 % et de 37 % à 44 %. Les substitutions entre combustibles, y compris le développement du nucléaire, et le recours croissant aux autres énergies non fossiles ont réduit le ratio CO₂/approvisionnements totaux en énergie primaire de seulement 6 % sur les 40 dernières années.

total et ne sont pas comprises dans ces statistiques. Les Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (version révisée 1996) donnent des explications techniques plus complètes sur l'estimation des émissions de CO₂ prises en compte dans cet indicateur.

Comparabilité

Ces estimations des émissions sont sensibles à la qualité des données énergétiques à partir desquelles elles sont établies. Par exemple, certains pays, membres ou non de l'OCDE, ont des difficultés à notifier des informations sur les combustibles de soute et définissent ceux-ci, à tort, comme étant des combustibles utilisés à l'étranger par leurs propres navires et avions. Le fait que les émissions dues aux combustibles de soute ne figurent pas dans les totaux nationaux se répercute sur la comparabilité des estimations. Cela étant, comme les estimations sont réalisées au moyen d'une méthode normalisée et de facteurs d'émission identiques pour tous les pays, de manière générale, la comparabilité entre les pays est assez satisfaisante.

La Croatie n'est pas incluse dans l'UE 28.

Sources

- OCDE (2014), *Prix effectifs du carbone*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Taxing Energy Use, A Graphical Analysis*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Electricity and a Climate-Constrained World: Data and Analyses*, AIE, Paris.
- AIE (2011), *Climate and Electricity Annual 2011, Data and Analyses*, AIE, Paris.
- OCDE (2013), *Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels 2013*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- Agence internationale de l'énergie (AIE) (2012), *CO₂ Emissions from Fuel Combustion*, IEA, Paris.

Publications méthodologiques

- Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) (1996), *Lignes Directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre - version révisée 1996*, Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), London, UK.

Bases de données en ligne

- IEA *CO Emissions from Fuel Combustion Statistics*.



ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE

 Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie

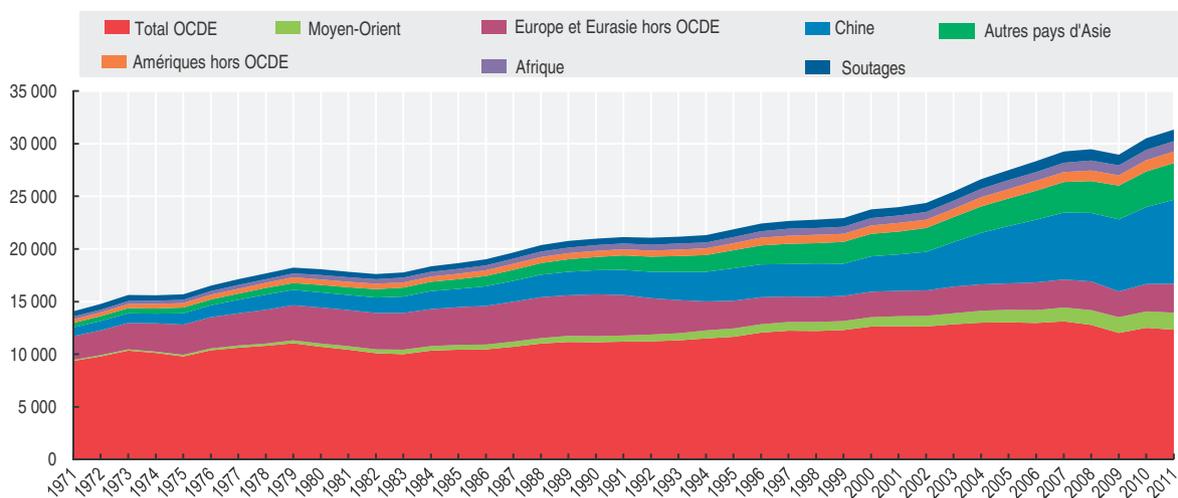
Millions de tonnes

	1971	1990	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	979	950	843	831	824	828	800	813	787	794	737	769	748
Australie	144	260	351	359	362	376	380	385	395	397	405	396	397
Autriche	49	56	66	67	73	74	75	72	70	71	64	70	68
Belgique	117	108	120	112	120	117	113	110	106	112	101	108	109
Canada	340	428	522	531	555	551	555	536	563	552	519	528	530
Chili	21	31	50	51	53	58	58	60	67	68	65	70	76
Corée	52	229	452	446	449	470	469	477	490	502	516	564	588
Danemark	55	51	52	52	57	52	48	56	52	49	47	47	42
Espagne	120	205	286	302	310	327	339	332	344	317	282	268	270
Estonie	..	36	15	15	17	17	17	16	19	18	15	18	19
États-Unis	4 291	4 869	5 678	5 605	5 680	5 764	5 772	5 685	5 763	5 587	5 185	5 429	5 287
Finlande	40	54	61	63	71	67	55	67	65	57	55	63	56
France	432	353	385	378	385	385	388	380	373	370	349	357	328
Grèce	25	70	90	90	94	93	95	94	98	94	90	84	84
Hongrie	60	66	56	55	57	56	56	56	54	53	48	49	47
Irlande	22	30	43	42	42	42	44	45	44	44	39	39	35
Islande	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Israël	14	34	56	59	61	61	59	62	64	64	64	68	67
Italie	293	397	429	435	452	459	461	455	447	435	389	398	393
Japon	759	1 062	1 161	1 198	1 205	1 206	1 213	1 197	1 233	1 147	1 089	1 138	1 186
Luxembourg	15	10	9	9	10	11	11	11	11	11	10	11	10
Mexique	97	265	350	357	363	369	386	395	410	404	400	418	432
Norvège	24	28	35	34	37	38	36	37	38	38	37	39	38
Nouvelle-Zélande	14	22	33	33	34	33	34	34	33	34	31	31	30
Pays-Bas	130	156	178	178	183	185	183	178	181	183	176	187	174
Pologne	287	342	290	279	290	293	293	304	304	299	287	306	300
Portugal	14	39	59	63	58	60	63	56	56	53	53	48	48
République slovaque	39	57	38	38	38	37	38	37	37	36	33	35	34
République tchèque	151	155	121	117	121	122	120	121	122	117	110	114	113
Royaume-Uni	623	549	537	522	535	535	533	535	523	513	465	482	443
Slovénie	..	13	15	15	15	15	16	16	16	17	15	15	15
Suède	82	53	52	54	55	54	50	48	46	44	42	47	45
Suisse	39	42	43	42	44	44	45	44	42	44	42	44	40
Turquie	41	127	182	192	202	207	216	240	265	264	256	266	286
UE-28	..	4 052	3 908	3 880	3 979	4 000	3 971	3 978	3 932	3 861	3 560	3 667	3 543
OCDE	9 370	11 151	12 661	12 628	12 853	13 009	13 024	12 957	13 120	12 789	12 021	12 510	12 341
Afrique du Sud	157	254	282	293	320	336	329	330	355	383	364	371	368
Brésil	90	192	309	309	303	321	323	328	343	362	338	389	408
Chine	816	2 245	3 396	3 605	4 177	4 837	5 403	5 913	6 316	6 490	6 793	7 253	7 955
Fédération de Russie	..	2 179	1 498	1 487	1 518	1 509	1 512	1 567	1 566	1 585	1 478	1 577	1 653
Inde	200	582	984	1 014	1 040	1 118	1 164	1 258	1 357	1 452	1 641	1 710	1 745
Indonésie	25	146	291	297	325	331	336	354	368	361	379	410	426
Monde	14 080	20 989	23 980	24 359	25 440	26 628	27 502	28 333	29 269	29 479	28 967	30 510	31 343

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039578>

 Émissions mondiales de CO₂ dues à la combustion d'énergie, par région

Millions de tonnes


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037165>

ÉMISSIONS DE SOUFRE ET D'AZOTE

Les principaux responsables de la pollution atmosphérique régionale et locale sont des polluants qui sont émis lors de la transformation de l'énergie et de sa consommation, mais aussi dans le cadre de processus industriels. Leurs effets sur la santé humaine et les écosystèmes suscitent d'importantes préoccupations.

Dans l'atmosphère, les composés soufrés et azotés émis se transforment en substances acidifiantes qui, lorsqu'elles retombent sur terre, attaquent les sols, les eaux et les bâtiments. L'acidification des sols est un important facteur de dégradation des forêts, et celle du milieu aquatique peut nuire gravement aux espèces végétales et animales.

Les oxydes d'azote (NO_x) contribuent en outre à la formation d'ozone troposphérique, à l'eutrophisation, à la dégradation de la qualité de l'eau et à la diminution de la richesse spécifique. Ils provoquent également des maladies respiratoires en fortes concentrations.

Définition

Les indicateurs présentés ici concernent les émissions anthropiques totales d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x), exprimées en quantités de SO₂ et de NO₂, ainsi que les intensités d'émission par habitant.

Il importe de garder à l'esprit que les émissions de SO_x et de NO_x ne donnent qu'une image incomplète des problèmes de pollution de l'air. Il convient de les compléter par des informations sur l'acidité des précipitations et sur le dépassement des charges critiques dans les sols et les eaux, qui renseignent sur l'acidification effective du milieu, ainsi que par des données sur l'exposition de la population aux polluants atmosphériques.

Comparabilité

Des données sur les émissions de SO_x et de NO_x sont disponibles pour quasiment tous les pays de l'OCDE. Certaines caractéristiques des méthodes d'estimation, telles que les facteurs d'émission, peuvent varier d'un pays à l'autre, tout comme la fiabilité des estimations et l'éventail des sources et des polluants pris en compte.

En bref

Les émissions de SO_x de la zone OCDE ont notablement baissé depuis 1990, ce qui tient tout à la fois aux mutations structurelles, à l'évolution de la demande énergétique découlant des économies d'énergie et des substitutions interénergétiques, aux politiques de lutte contre la pollution et au progrès technique.

Les émissions de NO_x de la zone OCDE ont diminué depuis 1990, mais moins que celles de SO_x. Les importantes baisses enregistrées au début des années 90, particulièrement dans l'OCDE Europe, s'expliquent par l'évolution de la demande d'énergie, les politiques de lutte contre la pollution et le progrès technique. Cependant, les progrès réalisés n'ont pas permis de compenser dans tous les pays l'effet de l'accroissement ininterrompu de la circulation automobile, de la consommation d'énergies fossiles et d'autres activités émettant des NO_x.

Si l'Islande affiche des émissions de SO_x élevées, c'est en raison des rejets dus à l'énergie géothermique, qui ont représenté 79 % des émissions totales en 2011.

Les totaux OCDE ne comprennent pas le Chili ni le Mexique.

Sources

- Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP) (2013), www.emep.int.
- OCDE (2013), "Émissions de polluants de l'air", *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (database).
- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC), "Les soumissions des inventaires nationaux", Rapports nationaux.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), "Examen de la mise en oeuvre de la Stratégie de l'environnement pour les 10 premières années du XXI^{ème} siècle", OCDE, Paris.
- Commission économique pour l'Europe (UNCEE) (1972), "Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance", Nations Unies.

Publications statistiques

- Agence internationale de l'énergie (AIE) (2012), *CO Emissions from Fuel Combustion*, IEA, Paris.

Publications méthodologiques

- Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) (1996), *Lignes Directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre - version révisée 1996*, Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), London, UK.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement*.

Sites Internet

- OECD Environmental Strategy, www.oecd.org/fr/env/indicateurs-modelisation-perspectives/oecdenvironmentalstrategy.htm



ÉMISSIONS DE SOUFRE ET D'AZOTE

Emissions d'oxydes de soufre et d'azote

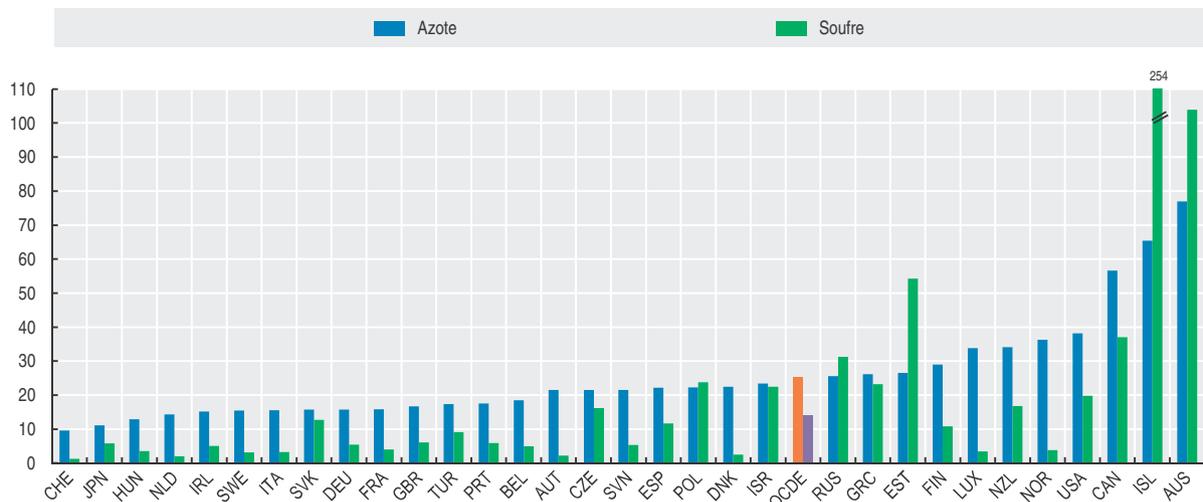
Milliers de tonnes

	Oxydes de soufre					Oxydes d'azote						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	486.7	469.2	469.1	419.0	444.0	444.6	1 558.9	1 481.1	1 403.7	1 305.2	1 328.7	1 288.3
Australie	2 473.6	2 436.4	2 615.3	2 591.3	2 373.2	2 350.3	1 632.1	1 677.4	1 700.8	1 700.9	1 804.5	1 741.9
Autriche	27.7	24.3	21.9	17.6	18.8	18.4	221.7	215.4	203.0	187.5	191.7	181.1
Belgique	133.7	124.1	96.9	75.4	62.7	54.5	268.9	258.0	232.6	201.9	214.1	203.3
Canada	1 970.1	1 904.2	1 733.8	1 480.5	1 370.6	1 276.3	2 306.1	2 270.8	2 140.9	2 029.3	2 066.1	1 951.3
Chili	893.0	..	..	..	..	..	302.3	..	..	..	..	..
Corée	446.5	402.5	418.0	387.7	401.7	..	1 275.0	1 187.8	1 044.9	1 014.1	1 061.1	..
Danemark	28.3	25.6	20.1	15.0	14.8	13.9	187.0	173.2	155.2	136.3	133.0	124.9
Espagne	1 215.4	1 209.2	565.4	519.6	488.2	539.5	1 359.8	1 359.2	1 177.4	1 062.5	984.2	1 021.0
Estonie	69.9	88.0	69.4	54.8	83.2	72.7	35.3	38.6	35.7	30.2	36.7	35.6
États-Unis	12 042.6	10 685.4	9 328.2	7 455.8	6 811.5	6 167.7	16 634.0	16 074.2	15 514.4	14 140.1	13 264.1	11 899.0
Finlande	84.6	82.5	68.5	58.9	66.9	58.2	192.1	183.1	167.9	153.7	165.7	156.0
France	436.8	425.2	360.2	311.2	287.7	254.8	1 336.7	1 269.2	1 177.5	1 096.9	1 073.4	1 003.6
Grèce	533.2	537.9	445.1	425.5	265.4	262.1	412.7	414.0	391.8	379.1	318.9	295.5
Hongrie	118.2	84.4	87.6	79.7	32.3	34.9	207.8	189.9	183.4	166.9	162.5	129.2
Irlande	61.1	55.4	45.4	32.4	26.1	23.3	121.9	119.4	108.1	85.9	78.1	69.6
Islande	44.2	58.0	74.2	68.7	74.4	81.2	25.4	26.3	24.4	24.8	22.4	20.9
Israël	212.6	198.9	183.8	167.8	164.0	174.2	201.4	201.4	196.3	183.9	186.1	182.0
Italie	383.0	339.8	284.6	233.0	215.2	195.5	1 163.8	1 123.1	1 056.9	987.0	955.3	935.6
Japon	826.1	810.0	784.7	766.7	755.5	747.5	1 706.1	1 661.7	1 596.0	1 525.3	1 477.1	1 422.1
Luxembourg	2.9	2.4	2.2	2.2	2.2	1.7	18.4	17.9	16.6	16.5	17.2	17.3
Mexique	..	..	2 241.2	..	..	..	..	..	3 206.9	..	..	..
Norvège	21.1	20.1	20.0	15.4	19.5	18.8	202.7	205.6	193.5	182.9	185.6	179.7
Nouvelle-Zélande	89.7	82.2	86.3	74.3	74.3	73.9	161.3	158.7	159.7	149.4	147.7	150.3
Pays-Bas	62.8	59.3	50.0	36.8	33.5	33.4	304.6	289.2	280.8	259.7	255.6	239.6
Pologne	1 310.8	1 223.1	1 001.1	866.5	950.4	910.0	891.1	868.0	830.0	790.7	863.4	850.7
Portugal	166.8	159.5	115.5	79.5	70.4	62.3	254.3	247.6	221.3	209.5	196.1	185.6
République slovaque	87.8	70.6	69.4	64.1	69.4	68.5	96.4	95.6	93.6	84.2	88.6	85.0
République tchèque	211.2	216.5	174.3	173.5	170.3	169.0	282.2	283.2	261.1	251.4	239.1	225.9
Royaume-Uni	649.7	567.4	488.3	394.7	406.6	378.4	1 513.6	1 447.8	1 309.8	1 139.9	1 101.9	1 027.9
Slovénie	16.4	14.5	12.7	10.4	9.8	10.9	46.9	47.5	52.4	45.1	44.4	44.3
Suède	35.7	32.4	30.2	28.6	31.7	29.7	176.3	170.4	162.5	151.7	154.1	146.2
Suisse	15.1	13.1	13.6	11.7	12.0	10.2	91.2	88.3	86.6	82.2	81.1	76.1
Turquie	974.3	1 004.3	1 071.6	806.5	462.8	673.4	1 113.4	1 194.5	1 288.7	1 425.9	1 280.6	1 286.7
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	25 238.6	23 426.3	20 807.7	17 724.8	16 269.1	15 586.7	35 999.2	35 038.1	33 467.4	31 200.4	30 179.0	28 259.1
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	4 904.0	4 709.0	4 675.0	4 512.0	4 512.0	4 462.0	3 678.0	3 764.0	3 809.0	3 669.0	3 735.0	3 562.0
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039597>

Emissions d'oxydes de soufre et d'azote

Kilogrammes par habitant, 2011 ou dernière année disponible


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037184>

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine humaine perturbent l'équilibre énergétique radiatif du système formé par la Terre et l'atmosphère. Elles amplifient l'effet de serre naturel, avec à la clé des modifications des températures et d'autres conséquences pour le climat mondial.

Si le changement climatique suscite des préoccupations, c'est surtout en raison de l'impact qu'il a sur les écosystèmes (biodiversité), les établissements humains et l'agriculture, mais aussi sur l'ampleur et la fréquence des épisodes météorologiques extrêmes. Il risque d'avoir des incidences notables sur le bien-être humain et les activités socio-économiques, qui pourraient à leur tour se répercuter sur les résultats économiques mondiaux.

Définition

Les indicateurs présentés ici concernent la somme des émissions de six GES qui influencent directement la modification du climat et sont considérés comme responsables de la majeure partie du réchauffement de la planète : dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), hémioxyde d'azote (N₂O), hydrofluorocarbones (HFC), perfluorocarbones (PFC) et hexafluorure de soufre (SF₆).

Ils montrent les émissions brutes exprimées en équivalents CO₂ ainsi que les intensités d'émission par habitant. Sont prises en compte, les émissions de GES produites sur le territoire national ; en revanche, les émissions et les absorptions de CO₂ liées aux changements d'affectation des terres et à la foresterie sont ignorées, tout comme les transactions internationales portant sur des unités de réduction des émissions ou unités de réduction certifiée des émissions.

Comparabilité

Ces indicateurs doivent être mis en relation avec ceux concernant les émissions de CO₂, l'intensité énergétique ainsi que les prix et la fiscalité de l'énergie. Pour les interpréter, il importe de tenir compte de la structure des approvisionnements énergétiques des différents pays et des facteurs climatiques.

En bref

Les émissions de GES restent orientées à la hausse dans de nombreux pays et dans l'ensemble, même si elles progressent légèrement moins vite que les émissions de CO₂ produites par l'utilisation d'énergie. Le CO₂ demeure le GES prédominant et détermine la tendance générale. Avec le CH₄ et le N₂O, il représente quelque 98 % des émissions de GES. Les émissions d'autres gaz entrent donc pour seulement 2 % environ dans le total, mais elles sont en augmentation.

La contribution à l'amplification de l'effet de serre et l'évolution de cette contribution varient notablement selon les pays de l'OCDE. Cela s'explique en partie par les différences entre les pays s'agissant par exemple de la composition et de la vigueur de la croissance économique, de l'accroissement démographique, de la dotation en ressources énergétiques et de l'ampleur des mesures prises pour réduire les émissions de différentes sources. De nombreux pays n'ont pas réussi à respecter leurs engagements en vertu du Protocole de Kyoto.

Les données relatives aux émissions de GES sont communiquées chaque année au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), mais pas par l'ensemble des pays de l'OCDE, et 1990 est l'année de référence. Le degré de comparabilité de ces données est bon. Le niveau élevé des émissions par habitant du Luxembourg tient au fait que les carburants sont moins taxés dans ce pays que dans les pays voisins, ce qui incite de nombreux automobilistes étrangers à venir y faire le plein.

Le total OCDE ne comprend pas Israël.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (Base de données).
- La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) (2013), *Greenhouse Gas Inventory Data* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), "Examen de la mise en oeuvre de la Stratégie de l'environnement pour les 10 premières années du XXI^{ème} siècle", OCDE, Paris.

Publications statistiques

- IEA (2013), *CO Emissions from Fuel Combustion*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) (1996), *Revised 1996 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories*, Londres, UK.

Sites Internet

- Changement climatique, www.oecd.org/fr/env/cc.



ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Émissions de gaz à effet de serre

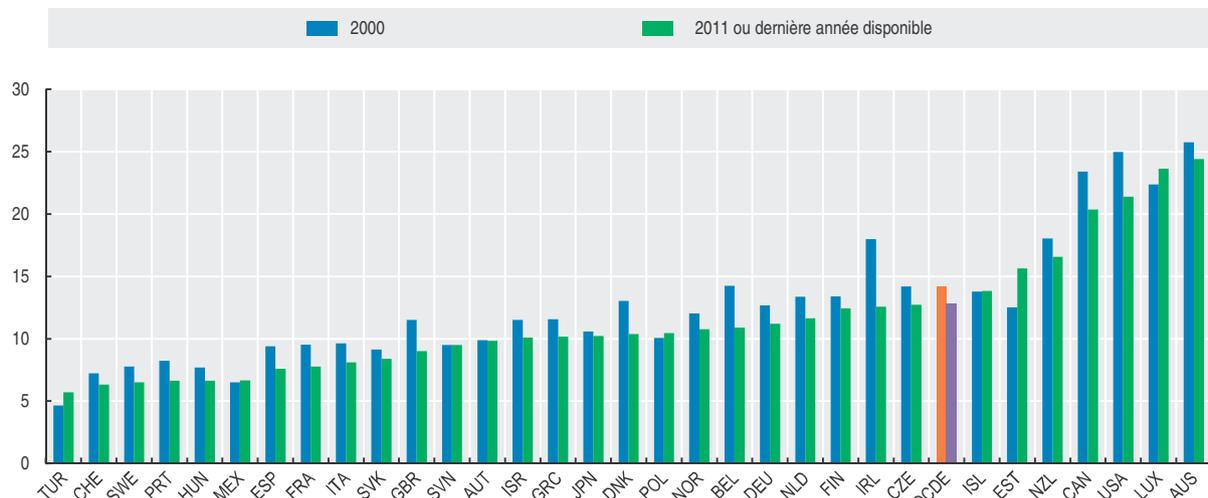
 Milliers de tonnes CO₂ équivalent

	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1 250 264	1 040 596	1 055 422	1 034 164	1 032 082	1 019 574	997 929	1 000 388	975 946	974 993	911 308	943 518	916 495
Australie	417 742	493 272	504 033	505 443	509 630	525 285	529 321	534 201	542 531	550 339	549 123	548 744	552 286
Autriche	78 157	80 198	84 184	85 881	91 876	91 520	92 895	90 092	87 246	86 962	79 956	85 012	82 842
Belgique	143 095	145 992	145 401	144 295	146 226	147 165	143 269	138 505	133 670	136 645	124 468	131 782	120 172
Canada	591 079	717 581	710 970	717 825	738 044	744 390	737 457	727 196	748 840	730 916	689 030	700 849	701 791
Chili	46 968	70 856	69 226	69 553	71 434	76 383	77 821	79 057	..	..	..	..	..
Corée	305 500	534 500	553 800	574 600	586 300	593 800	596 700	602 600	620 100	..	..	..	..
Danemark	70 088	69 649	71 302	70 653	75 511	69 718	65 396	73 259	68 678	65 237	62 253	62 779	57 748
Espagne	282 789	378 776	379 222	395 668	402 630	418 529	432 834	424 247	432 009	398 876	362 713	348 641	350 484
Estonie	40 542	17 142	17 531	16 935	18 839	19 176	18 478	17 929	21 047	19 618	16 262	19 989	20 956
États-Unis	6 169 592	7 045 346	6 935 584	6 979 340	7 019 471	7 147 266	7 169 899	7 109 338	7 225 934	7 021 569	6 566 198	6 790 642	6 665 701
Finlande	70 452	69 345	74 574	76 742	84 647	80 635	68 763	80 093	78 432	70 225	66 065	74 551	67 033
France	559 492	562 995	560 942	556 227	562 257	560 553	563 065	551 113	541 048	536 318	513 003	519 889	491 497
Grèce	104 587	126 224	127 222	127 048	130 882	131 343	134 921	131 343	134 186	130 334	123 634	117 278	115 045
Hongrie	98 981	78 440	80 251	78 144	81 235	80 493	79 454	78 049	76 040	73 588	67 381	67 945	66 148
Irlande	55 247	68 204	70 171	68 260	68 332	68 209	69 452	69 027	68 408	67 610	61 827	61 495	57 515
Islande	3 508	3 876	3 842	3 876	3 852	3 905	3 833	4 364	4 592	4 994	4 751	4 618	4 413
Israël	..	72 439	..	..	72 135	72 697	73 312	74 656	76 870	77 954	74 111	76 924	78 452
Italie	518 984	551 301	557 228	558 403	573 727	576 989	574 433	563 668	555 367	541 177	490 780	500 314	488 792
Japon	1 266 671	1 342 088	1 317 124	1 349 151	1 352 904	1 348 806	1 351 407	1 333 500	1 365 227	1 281 953	1 206 848	1 257 381	1 307 728
Luxembourg	12 901	9 760	10 260	11 037	11 426	12 843	13 096	12 948	12 359	12 188	11 690	12 252	12 098
Mexique	561 035	639 664	627 549	616 238	629 458	662 838	666 913	695 059	722 208	749 349	737 560	748 252	..
Norvège	50 362	54 017	55 257	54 104	54 843	55 418	54 276	54 101	56 011	54 344	51 773	54 317	53 364
Nouvelle-Zélande	59 746	69 543	72 174	72 853	75 262	74 604	76 713	76 586	74 518	74 134	71 506	71 941	72 923
Pays-Bas	211 849	213 006	214 530	213 535	214 315	215 515	209 474	205 543	204 199	203 313	197 866	209 177	194 379
Pologne	457 015	385 381	382 065	369 036	382 014	386 655	390 231	406 012	407 861	400 214	380 587	401 670	399 390
Portugal	60 952	84 303	84 127	88 317	82 975	85 680	88 037	83 008	80 510	78 482	75 216	71 382	69 986
République slovaque	71 782	49 299	52 355	51 205	51 544	51 377	50 596	50 503	48 520	49 114	43 956	45 896	45 297
République tchèque	196 039	145 886	145 672	141 539	144 582	145 950	145 259	147 038	147 625	142 146	133 486	137 423	133 496
Royaume-Uni	770 784	677 489	681 303	661 082	668 015	667 976	661 931	658 333	648 036	633 982	580 382	597 779	556 458
Slovénie	18 443	18 920	19 783	19 937	19 646	19 964	20 309	20 554	20 690	21 406	19 427	19 482	19 509
Suède	72 750	68 902	69 670	70 366	70 797	70 009	67 268	67 164	65 506	63 406	59 476	65 551	61 447
Suisse	53 049	51 858	52 927	51 856	52 988	53 673	54 376	54 029	52 093	53 841	52 505	54 254	50 163
Turquie	188 434	298 215	279 246	287 218	303 773	313 272	330 982	350 739	380 948	367 207	370 012	402 103	422 416
UE-28	5 574 424	5 066 464	5 115 451	5 070 198	5 157 890	5 161 640	5 129 156	5 116 865	5 059 034	4 952 412	4 593 442	4 705 200	4 550 212
OCDE	14 858 881	16 162 623	16 064 948	16 120 532	16 311 519	16 519 510	16 536 790	16 489 586	16 684 022	16 342 024	15 447 724	15 912 735	15 700 175
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	3 351 944	2 047 036	2 070 186	2 072 098	2 110 391	2 145 218	2 128 750	2 196 097	2 199 528	2 237 420	2 121 422	2 217 271	2 320 834
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039616>

Émissions de gaz à effet de serre

Tonnes par habitant


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037203>

VIABILITÉ ÉCOLOGIQUE DANS LES ZONES MÉTROPOLITAINES

Les espaces verts tels que les parcs et la végétation naturelle contribuent à réduire la pollution, à améliorer l'état de santé et la qualité de vie des habitants, ainsi qu'à rendre les zones métropolitaines plus attrayantes pour les habitants et les touristes.

Définition

Les zones métropolitaines sont définies comme les zones urbaines fonctionnelles de plus de 500 000 habitants.

Les zones urbaines fonctionnelles sont définies comme les ensembles formés par une commune densément peuplée (centre urbain) et les communes adjacentes qui présentent un volume élevé de déplacements domicile-travail en direction du centre urbain (zone d'influence). Les zones urbaines fonctionnelles peuvent s'étendre au-delà des frontières administratives, traduisant la géographie économique des lieux où résident et travaillent effectivement les individus.

En bref

Des indicateurs comparables à l'échelle internationale concernant les espaces verts peuvent être obtenus par recoupement des relevés par satellite d'occupation des sols avec les limites des zones métropolitaines.

Selon ces estimations, les villes nord-américaines comme Edmonton, Des Moines et Madison sont celles où la superficie des espaces verts par habitant est la plus étendue (supérieure à 5 000 m²/hab.). À l'autre extrémité, les espaces verts sont rares à Juarez, Bari, Anjo et Athènes, où leur superficie est inférieure au niveau minimum de 9 m²/hab. recommandé par l'Organisation mondiale de la santé.

Si les zones métropolitaines sont considérées comme de gros consommateurs d'énergie et émetteurs de dioxyde de carbone (CO₂), des écarts importants sont observés entre les villes, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux. Les zones métropolitaines affichant les niveaux les plus élevés d'émissions par habitant se trouvent au Canada, en Corée et aux États-Unis. À l'intérieur des frontières nationales, les écarts les plus marqués en termes d'émissions de CO₂ par habitant dans les zones métropolitaines sont relevés au Mexique, en Italie, en Corée et en France.

Il arrive également que les zones métropolitaines affichent une plus grande efficacité énergétique que le reste du pays. Ainsi, dans la moitié des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les zones métropolitaines émettent moins de CO₂ par habitant que les régions où la densité de population est plus faible.

La source des émissions de CO₂ varie en fonction de multiples facteurs, y compris des caractéristiques de l'urbanisation. Aux États-Unis, les hauts niveaux de CO₂ issus des transports sont le résultat d'un étalement continu des villes et de l'usage intensif des véhicules privés pour les déplacements domicile-travail. Au Canada, le niveau élevé des émissions de CO₂ par habitant à Edmonton s'explique principalement par la présence de raffineries de pétrole et de charbon. En revanche, dans les villes européennes, où les émissions moyennes de CO₂ par habitant sont moins importantes, la part de ces émissions issue du secteur de l'énergie est relativement plus élevée que celle émanant des transports.

Les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) imputées aux zones métropolitaines sont estimées en ajustant les valeurs nationales par rapport aux données démographiques et à l'emplacement des infrastructures. Toutes les sources sont prises en compte à l'exception du transport aérien, de l'aviation internationale et du transport maritime.

Les données relatives aux émissions de CO₂ et aux espaces verts sont des estimations réalisées à partir de données satellitaires mondiales.

Les émissions de CO₂ issues des transports comprennent le transport routier et non routier.

Les espaces verts correspondent, à l'intérieur des zones métropolitaines, aux terrains recouverts de végétation, cultures, forêt, maquis et herbages.

Comparabilité

Les zones urbaines fonctionnelles ne sont pas recensées pour l'Australie, l'Islande, Israël, la Nouvelle-Zélande et la Turquie. La zone urbaine fonctionnelle du Luxembourg n'apparaît pas dans les graphiques parce qu'elle compte moins de 500 000 habitants.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Redefining "Urban": A New Way to Measure Metropolitan Areas*, Éditions OCDE.
- Piacentini, M. et K. Rosina (2012), *Measuring the environmental performance of metropolitan areas with geographic information sources*, OECD Regional Development Working Papers, No. 2012/05.

Bases de données en ligne

- *Régions métropolitaines*.

Sites Internet

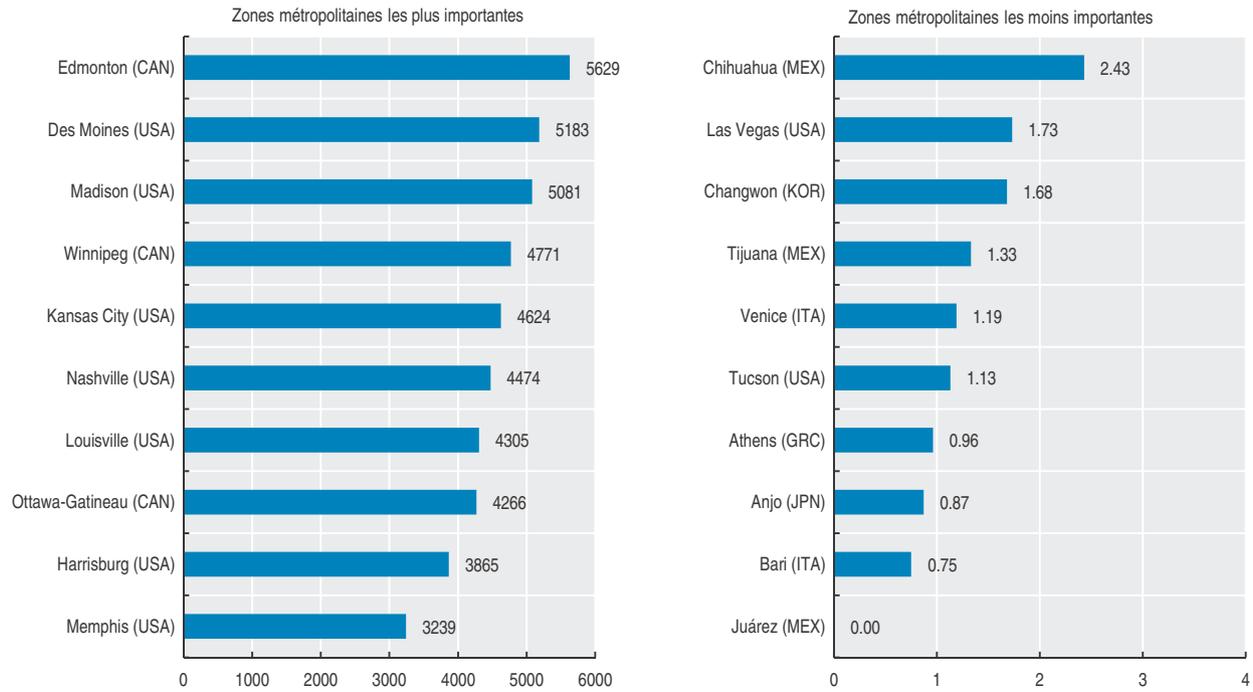
- Regions at a Glance interactive, <http://rag.oecd.org>.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



VIABILITÉ ÉCOLOGIQUE DANS LES ZONES MÉTROPOLITAINES

Superficie d'espaces verts par habitant : zones métropolitaines aux premiers et derniers rangs

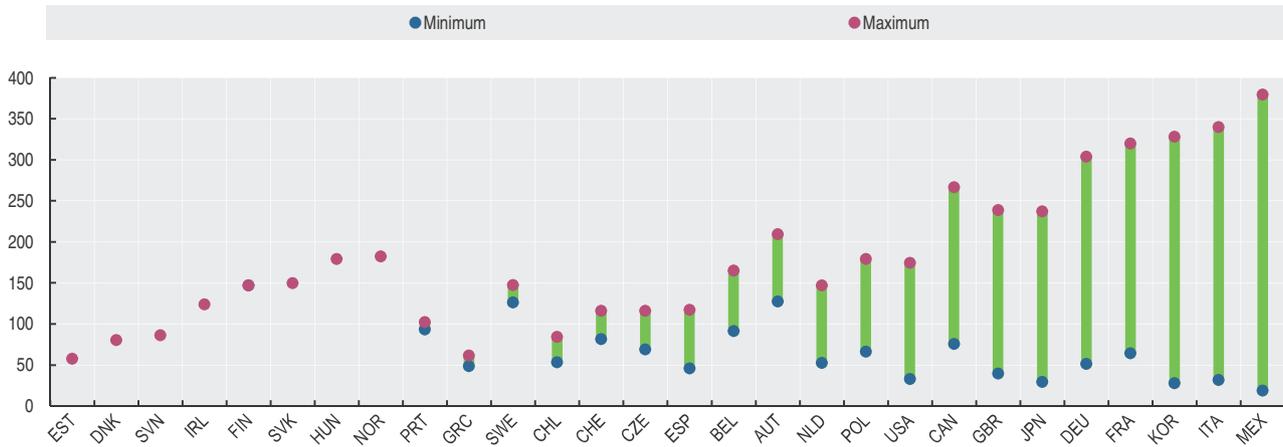
m² of green area per person, 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037222>

Disparités d'émissions de CO₂ dans les régions métropolitaines par habitant

2008 valeur du pays = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037241>





ÉDUCATION

RÉSULTATS

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES
ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES
ÉVALUATION INTERNATIONALE DES COMPÉTENCES DES ADULTES
INACTIVITÉ DES JEUNES
COMBIEN D'ÉTUDIANTS SONT INSCRITS À L'ÉTRANGER ?
NIVEAU DE FORMATION

RESSOURCES

DÉPENSES D'ÉDUCATION
ENSEIGNANTS
DÉPENSES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

Avec quelle efficacité les systèmes scolaires dotent-ils les jeunes des connaissances et des compétences nécessaires pour leur vie d'adulte et pour continuer d'apprendre au-delà de l'école ? Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) évalue les savoirs et savoir-faire que les jeunes ont acquis à l'âge de 15 ans, c'est-à-dire vers la fin de la scolarité obligatoire. L'enquête 2012 porte sur les mathématiques, la compréhension de l'écrit, les sciences et la capacité de résolution de problèmes. Pour la première fois, elle comprend également une évaluation des connaissances financières des jeunes ainsi qu'une évaluation facultative des mathématiques réalisée sur ordinateur.

Définition

Le PISA est une enquête triennale mondiale auprès des élèves de 15 ans. L'enquête vise à déterminer dans quelle mesure les élèves sont capables de se livrer à des extrapolations à partir de ce qu'ils ont appris et d'utiliser leurs connaissances dans des situations qui ne leur sont pas familières, qu'elles soient ou non en rapport avec l'école. L'enquête PISA porte sur trois disciplines principales : les mathématiques, la compréhension de l'écrit et les sciences, l'une d'entre elles étant le domaine majeur, et les deux autres, les domaines mineurs. En 2012, les mathématiques étaient le domaine majeur de l'enquête.

Dans l'enquête PISA, la culture mathématique est l'aptitude d'un individu à formuler, employer et interpréter des mathématiques dans un éventail de contextes, pour décrire, expliquer et prévoir des phénomènes. Elle aide les individus à comprendre le rôle que les mathématiques jouent dans le monde et à se comporter en citoyens constructifs, engagés et réfléchis, c'est-à-dire à poser des jugements et à prendre des décisions en toute connaissance de cause. La compréhension de l'écrit est la capacité de comprendre, d'utiliser et d'interpréter des textes écrits en vue de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de prendre une part active dans la société. La culture scientifique est la capacité d'utiliser des connaissances scientifiques pour identifier les

questions auxquelles la science peut apporter une réponse, acquérir de nouvelles connaissances, expliquer des phénomènes scientifiques et tirer des conclusions fondées sur des faits à propos de questions à caractère scientifique.

Comparabilité

Des spécialistes éminents des pays participant au PISA prodiguent des conseils sur la portée et la nature des évaluations, et les décisions finales sont prises par le Comité directeur du PISA. Des efforts et des ressources importants sont consentis pour prendre en compte la diversité culturelle et linguistique dans les supports d'évaluation. Des mécanismes d'assurance qualité rigoureux sont appliqués au stade de la conception des questions, de la traduction, de l'échantillonnage, de la collecte des données, de la notation et de la gestion des données, afin de veiller à la comparabilité des résultats.

Environ 510 000 élèves de 15 ans dans les 65 pays ou économies participants ont passé les tests du PISA en 2012. Les résultats étant fondés sur des échantillons aléatoires, les erreurs types sont généralement indiquées dans les tableaux.

En bref

Les scores obtenus en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences au PISA sont présentés. Le score moyen dans les pays de l'OCDE est de 494 points en mathématiques, de 496 points à l'écrit et de 501 points en sciences. La Corée obtient le meilleur score en mathématiques (554 points en moyenne), tandis que le Japon obtient les meilleurs résultats à l'écrit et en sciences, avec respectivement 538 et 547 points en moyenne.

Des écarts marqués en mathématiques entre filles et garçons, à l'avantage des garçons, s'observent dans 27 pays. Il n'y a qu'en Islande que les filles font mieux que les garçons en mathématiques. Dans l'ensemble des pays membres, les garçons dépassent les filles de 11 points en moyenne. En revanche, les filles battent les garçons à l'écrit dans tous les pays – l'écart est d'environ 38 points. En sciences, les garçons dépassent les filles dans huit pays et sont moins bons dans cinq. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les écarts en sciences entre filles et garçons sont généralement moins grands qu'en mathématiques et à l'écrit, avec un seul point de plus en faveur des garçons.

Sources

- OCDE (2011), Résultats du PISA 2009 : Savoirs et savoir-faire des élèves, Performance des élèves en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences (Volume I), PISA, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2014), Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de la réussite (Volume II) : Donner des chances identiques à tous les élèves, PISA, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), Le cadre d'évaluation de PISA 2009, Les compétences clés en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences, PISA, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Bases de données PISA de l'OCDE.

Sites Internet

- Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), www.pisa.oecd.org.



ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

Les scores moyens selon le sexe dans l'enquête PISA

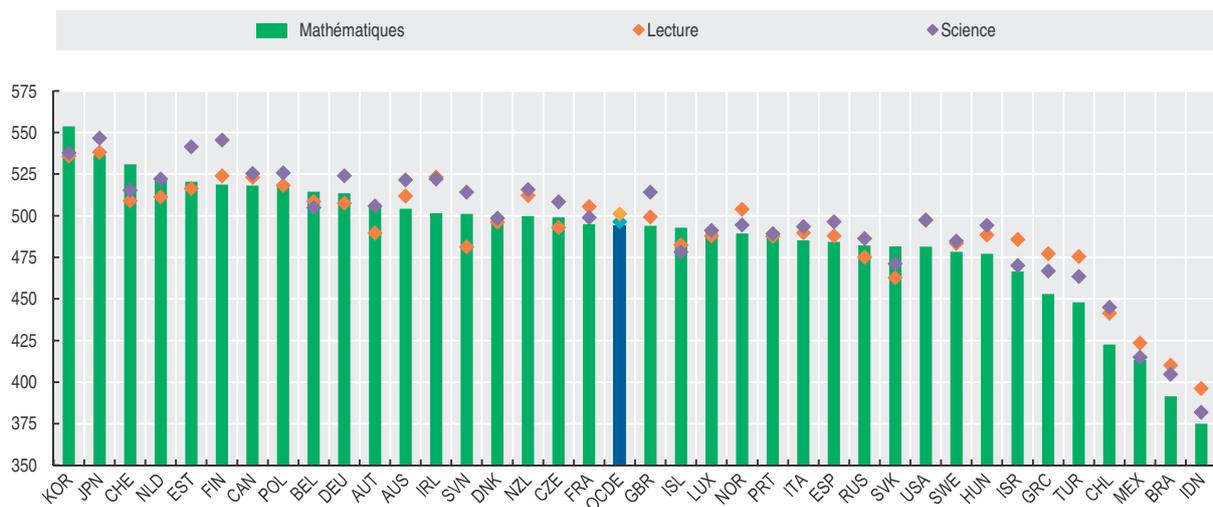
2012

	Culture mathématiques				Compréhension de l'écrit				Culture scientifique			
	Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes	
	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type
Allemagne	507	3.4	520	3.0	530	3.1	486	2.9	524	3.5	524	3.1
Australie	498	2.0	510	2.4	530	2.0	495	2.3	519	2.1	524	2.5
Autriche	494	3.3	517	3.9	508	3.4	471	4.0	501	3.4	510	3.9
Belgique	509	2.6	520	2.9	525	2.7	493	3.0	503	2.6	507	3.0
Canada	513	2.1	523	2.1	541	2.1	506	2.3	524	2.0	527	2.4
Chili	411	3.1	436	3.8	452	2.9	430	3.8	442	2.9	448	3.7
Corée	544	5.1	562	5.8	548	4.5	525	5.0	536	4.2	539	4.7
Danemark	493	2.3	507	2.9	512	2.6	481	3.3	493	2.5	504	3.5
Espagne	476	2.0	492	2.4	503	1.9	474	2.3	493	1.9	500	2.3
Estonie	518	2.2	523	2.6	538	2.3	494	2.4	543	2.3	540	2.5
États-Unis	479	3.9	484	3.8	513	3.8	482	4.1	498	4.0	497	4.1
Finlande	520	2.2	517	2.6	556	2.4	494	3.1	554	2.3	537	3.0
France	491	2.5	499	3.4	527	3.0	483	3.8	500	2.4	498	3.8
Grèce	449	2.6	457	3.3	502	3.1	452	4.1	473	3.0	460	3.8
Hongrie	473	3.6	482	3.7	508	3.3	468	3.9	493	3.3	496	3.4
Irlande	494	2.6	509	3.3	538	3.0	509	3.5	520	3.1	524	3.4
Islande	496	2.3	490	2.3	508	2.5	457	2.4	480	2.9	477	2.7
Israël	461	3.5	472	7.8	507	3.9	463	8.2	470	4.0	470	7.9
Italie	476	2.2	494	2.4	510	2.3	471	2.5	492	2.4	495	2.2
Japon	527	3.6	545	4.6	551	3.6	527	4.7	541	3.5	552	4.7
Luxembourg	477	1.4	502	1.5	503	1.8	473	1.9	483	1.7	499	1.7
Mexique	406	1.4	420	1.6	435	1.6	411	1.7	412	1.3	418	1.5
Norvège	488	3.4	490	2.8	528	3.9	481	3.3	496	3.7	493	3.2
Nouvelle-Zélande	492	2.9	507	3.2	530	3.5	495	3.3	513	3.3	518	3.2
Pays-Bas	518	3.9	528	3.6	525	3.5	498	4.0	520	3.9	524	3.7
Pologne	516	3.8	520	4.3	539	3.1	497	3.7	527	3.2	524	3.7
Portugal	481	3.9	493	4.1	508	3.7	468	4.2	490	3.8	488	4.1
République slovaque	477	4.1	486	4.1	483	5.1	444	4.6	467	4.2	475	4.3
République tchèque	493	3.6	505	3.7	513	3.4	474	3.3	508	3.5	509	3.7
Royaume-Uni	488	3.8	500	4.2	512	3.8	487	4.5	508	3.7	521	4.5
Slovénie	499	2.0	503	2.0	510	1.8	454	1.7	519	1.9	510	1.9
Suède	480	2.4	477	3.0	509	2.8	458	4.0	489	2.8	481	3.9
Suisse	524	3.1	537	3.5	527	2.5	491	3.1	512	2.7	518	3.3
Turquie	444	5.7	452	5.1	499	4.3	453	4.6	469	4.3	458	4.5
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	489	0.5	499	0.6	515	0.5	478	0.6	500	0.5	502	0.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	383	2.3	401	2.2	425	2.2	394	2.4	404	2.3	406	2.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	483	3.1	481	3.7	495	3.2	455	3.5	489	2.9	484	3.5
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	373	4.3	377	4.4	410	4.3	382	4.8	383	4.1	380	4.1

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039635>

Performance sur les échelles de la lecture et des mathématiques dans PISA 2012

Score Moyen

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037260>

ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES

Chaque année, les pays de l'OCDE investissent plus de 230 milliards de dollars dans l'enseignement des mathématiques à l'école. Si la somme paraît considérable, les retombées le sont encore bien davantage. Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) offre un tableau exhaustif des compétences en mathématiques développées dans l'ensemble des systèmes éducatifs et de leur évolution. Les résultats révèlent des différences de niveau marquées entre les connaissances et les compétences en mathématiques des élèves de 15 ans et montrent que de nombreux pays sont parvenus à améliorer le niveau des jeunes en mathématiques au cours des dix dernières années.

Définition

Le programme PISA permet d'évaluer le niveau des élèves à l'écrit, en mathématiques et en sciences, et chaque cycle d'enquête prend pour dominante l'une de ces trois disciplines. La première évaluation complète des compétences en mathématiques a été réalisée en 2003 et la seconde, en 2012, ce qui a permis d'observer l'évolution des niveaux en mathématiques depuis 2003.

La culture mathématique est la capacité d'un individu à formuler, employer et interpréter les mathématiques dans un éventail de contextes. Elle aide les individus à comprendre le rôle que les mathématiques jouent dans le monde et à poser des jugements et à prendre des décisions en toute connaissance de cause.

Comparabilité

Des spécialistes éminents des pays participant au PISA prodiguent des conseils sur la portée et la nature des évaluations, et les décisions finales sont prises par le Comité directeur du

En bref

En moyenne dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données comparables entre les cycles 2003 et 2012 du PISA, les résultats sont restés globalement stables. Parmi les pays présentés ici, dix enregistrent entre 2003 et 2012 une amélioration annuelle des résultats en mathématiques, et treize, une détérioration. Pour les quatorze pays restants, le niveau en mathématiques reste stable pendant cette période.

Les résultats progressent au Brésil et en Israël (de plus de quatre points par an en moyenne), au Mexique, en Turquie (de plus de trois points par an), en Italie, en Pologne, au Portugal (de plus de deux points par an) ainsi qu'au Chili, en Allemagne et en Grèce (de plus d'un point par an).

Entre 2003 et 2012 au Portugal, en Italie et en Pologne, la part des élèves les moins bons (qui n'atteignent pas le niveau 2) a reculé, tandis que celle des élèves les plus performants (qui atteignent au moins le niveau 5) a augmenté. Dans ces pays, l'amélioration s'observe chez l'ensemble des élèves, alors qu'au Brésil, en Turquie, au Mexique, en Allemagne et en Russie, le pourcentage des élèves les moins bons a baissé, mais celui des meilleurs élèves s'est maintenu. Pendant la même période, la part des élèves les plus performants a progressé en Corée, alors que celle des élèves les moins bons n'a pas évolué.

PISA. Des efforts et des ressources importants sont consentis pour prendre en compte la diversité culturelle et linguistique dans les supports d'évaluation. Des mécanismes d'assurance qualité rigoureux sont appliqués au stade de la conception des questions, de la traduction, de l'échantillonnage, de la collecte des données, de la notation et de la gestion des données, afin de veiller à la comparabilité des résultats. Environ 510 000 élèves de 15 ans dans les 65 pays ou économies participants ont passé les tests du PISA en 2012. Il est possible de comparer les évaluations sur la durée (équivalence des tests) en incluant des questions communes à l'ensemble des évaluations. Les résultats étant fondés sur des échantillons aléatoires, les erreurs types sont généralement indiquées dans les tableaux et seuls les écarts statistiquement significatifs doivent être considérés comme des écarts existant au sein du groupe des élèves de 15 ans.

Sources

- OCDE (2013), *PISA 2012 Results: What Students Know and Can Do: Student Performance in Mathematics, Reading and Science (Volume I)*, PISA, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2014), *Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de la réussite (Volume II) : Donner des chances identiques à tous les élèves*, PISA, Éditions OCDE.
- OCDE (2014), *Résultats de PISA 2012 : Comment l'engagement des élèves, leur motivation et leur assurance peuvent les aider à apprendre (Volume III)*, PISA, Éditions OCDE.
- OCDE (2014), *Résultats du PISA 2012 : Les clés de la réussite des établissements d'enseignement (Volume IV) : Ressources, politiques et pratiques*, PISA, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Methodological publications

- OCDE (2014), *Cadre d'évaluation et d'analyse du cycle PISA 2012 : Compétences en mathématiques, en compréhension de l'écrit, en sciences, en résolution de problèmes et en matières financières*, PISA, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Bases de données PISA de l'OCDE.

Sites Internet

- Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), www.pisa.oecd.org.



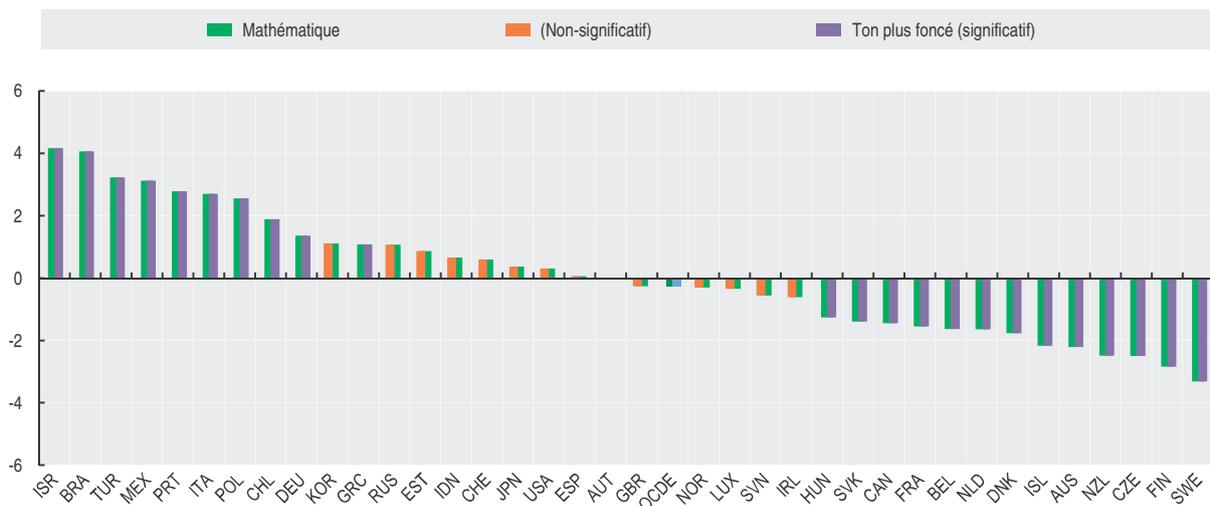
Changement dans la performance en mathématiques de PISA 2003 à PISA 2012

	Score moyen en mathématique 2012	Changement annualisé en mathématiques	Changement dans la performance en mathématiques à travers des évaluations PISA				
			Tous les étudiants	Garçons	Filles	Part des étudiants sous le niveau 2 de compétence	Part des étudiants à un niveau 5 de compétence ou supérieur
Allemagne	514	1.4	10.5	12.3	7.7	-3.9	1.2
Australie	504	-2.2	-20.1	-16.8	-23.7	5.3	-5.0
Autriche	506	0.0	-0.1	7.3	-7.4	-0.1	0.0
Belgique	515	-1.6	-14.8	-12.8	-16.4	2.5	-6.9
Canada	518	-1.4	-14.4	-17.6	-16.6	3.7	-3.9
Chili	423	1.9	..	..	..	..	..
Corée	554	1.1	11.5	10.4	15.9	-0.4	6.1
Danemark	500	-1.8	-14.3	-15.8	-13.1	1.4	-5.9
Espagne	484	0.1	-0.8	2.8	-4.8	0.6	0.1
Estonie	521	0.9	..	..	..	..	..
États-Unis	481	0.3	-1.5	-2.3	-0.7	0.1	-1.3
Finlande	519	-2.8	-25.5	-30.6	-20.4	5.5	-8.1
France	495	-1.5	-15.8	-15.9	-15.9	5.7	-2.2
Grèce	453	1.1	8.1	2.1	13.4	-3.3	-0.1
Hongrie	477	-1.3	-13.0	-11.9	-13.2	5.1	-1.4
Irlande	501	-0.6	-1.3	-1.1	-1.7	0.1	-0.7
Islande	493	-2.2	-22.3	-17.9	-27.1	6.5	-4.3
Israël	466	4.2	..	..	..	..	..
Italie	485	2.7	19.7	19.3	18.7	-7.3	2.9
Japon	536	0.4	2.3	6.4	-3.1	-2.3	-0.6
Luxembourg	490	-0.3	-3.4	0.3	-7.6	2.6	0.4
Mexique	413	3.1	28.1	29.5	26.5	-11.2	0.3
Norvège	489	-0.3	-5.8	-7.9	-3.8	1.5	-2.0
Nouvelle-Zélande	500	-2.5	-23.7	-23.6	-24.2	7.6	-5.7
Pays-Bas	523	-1.6	-14.9	-12.4	-17.5	3.9	-6.3
Pologne	518	2.6	27.3	26.5	28.1	-7.7	6.7
Portugal	487	2.8	21.0	20.3	21.1	-5.2	5.3
République slovaque	482	-1.4	-16.5	-21.2	-11.9	7.5	-1.7
République tchèque	499	-2.5	-17.5	-19.1	-16.0	4.4	-5.4
Royaume-Uni	494	-0.3	..	..	..	..	..
Slovénie	501	-0.6	..	..	..	..	..
Suède	478	-3.3	-30.8	-35.4	-26.1	9.8	-7.8
Suisse	531	0.6	4.4	2.8	6.5	-2.1	0.2
Turquie	448	3.2	24.6	21.7	28.9	-10.2	0.4
UE-28	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	496	-0.3	-3.4	-3.5	-3.6	0.7	-1.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	391	4.1	35.4	36.1	34.5	-8.1	-0.4
Chine	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	482	1.1	13.8	7.9	19.6	-6.3	0.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	375	0.7	15.0	15.5	14.3	-2.4	0.0

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039654>

Changement dans la performance sur l'échelle de mathématique

Variation moyenne annuelle de la performance en mathématique entre la première participation d'un pays à l'enquête PISA et PISA 2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037279>

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES COMPÉTENCES DES ADULTES

La révolution technologique amorcée au cours des dernières décennies du XXe siècle touche presque toutes les facettes de la vie au XXIe siècle. Ces transformations ont, à leur tour, fait évoluer la demande de compétences. Alors que l'automatisation gagne de plus en plus le secteur industriel et les tâches peu qualifiées, les besoins en compétences routinières et artisanales diminuent, tandis que les compétences de traitement de l'information et d'autres aptitudes de haut niveau sont de plus en plus recherchées. Les travailleurs modernes doivent posséder des compétences de traitement de l'information et des compétences générales, telles que le sens de la communication, l'autogestion et la capacité d'apprendre, afin de pouvoir faire face aux incertitudes d'un marché du travail en pleine mutation.

Définition

L'enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) a pour vocation de mettre en lumière la disponibilité de certaines de ces compétences clés dans la société ainsi que leur utilisation dans le cadre professionnel et privé. Elle examine directement la maîtrise de plusieurs compétences en traitement de l'information : compréhension de l'écrit, mathématiques et résolution de problèmes dans des environnements à forte composante technologique.

L'enquête sur les compétences des adultes met l'accent sur la façon dont les adultes développent, utilisent et mettent à profit leurs compétences. À cette fin, des informations sont recueillies sur la façon dont les compétences sont utilisées dans le cadre privé, professionnel et collectif, sur la manière dont elles sont développées, conservées et perdues tout au long de la vie, et sur le lien entre ces compétences et la participation au marché du travail, les revenus, la santé, ainsi que l'engagement politique et social.

En bref

Un message central ressort clairement de cette évaluation : les compétences des individus et la façon dont ils en tirent parti influencent sensiblement leurs chances de réussite dans la vie. Par exemple, le salaire horaire médian des travailleurs capables de dégager des inférences complexes et d'évaluer les affirmations ou les arguments subtils présents dans un texte est supérieur de 60 % à celui des travailleurs qui, au mieux, sont capables de lire des textes relativement courts pour localiser une information. Les individus peu compétents à l'écrit ont également plus de deux fois plus de risques d'être au chômage.

L'évaluation montre également que la répartition des compétences au sein de la population n'est pas sans conséquence sur la répartition des résultats économiques et sociaux au sein de la société. De fait, les revenus par habitant sont plus élevés dans les pays où le pourcentage d'adultes ayant atteint le plus haut niveau à l'écrit ou en mathématiques est élevé et où le pourcentage d'adultes les moins compétents est faible. Parallèlement, si une large part de la population est peu compétente à l'écrit et en mathématiques, il peut être difficile d'introduire et de diffuser des technologies et des méthodes de travail permettant d'améliorer la productivité.

Comparabilité

Environ 166 000 adultes âgés de 16 à 65 ans ont été interrogés dans 22 pays membres ainsi qu'en Russie. La langue d'évaluation est la langue officielle de chaque pays participant. Dans certains pays, l'évaluation a également été réalisée dans des langues minoritaires ou régionales parlées par un grand nombre d'habitants.

Les données de la Russie sont préliminaires et peuvent être amenées à changer. Il convient de porter à l'attention des lecteurs que l'échantillon de la Russie n'inclut pas les habitants de Moscou. Les données publiées ne sont donc pas représentatives de l'ensemble de la population russe des 16-65 ans mais de la population de la Russie à l'exclusion de la ville de Moscou.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'Évaluation des compétences des adultes*, Éditions OCDE.

Further information

Publications analytiques

- OCDE (2013), PISA (série), Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Des compétences pour la vie ? Principaux résultats de l'Évaluation des compétences des adultes*, OCDE, Paris.
- OCDE (2013), *L'Évaluation des compétences des adultes : Manuel à l'usage des lecteurs*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Time for the U.S. to Reskill? What the Survey of Adult Skills Says*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation : Panorama*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2013), *Literacy, Numeracy and Problem Solving in Technology-Rich Environments - Framework for the OECD Survey of Adult Skills*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Technical Report of the Survey of Adult Skills (PIAAC)*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE PIAAC base de données.

Sites Internet

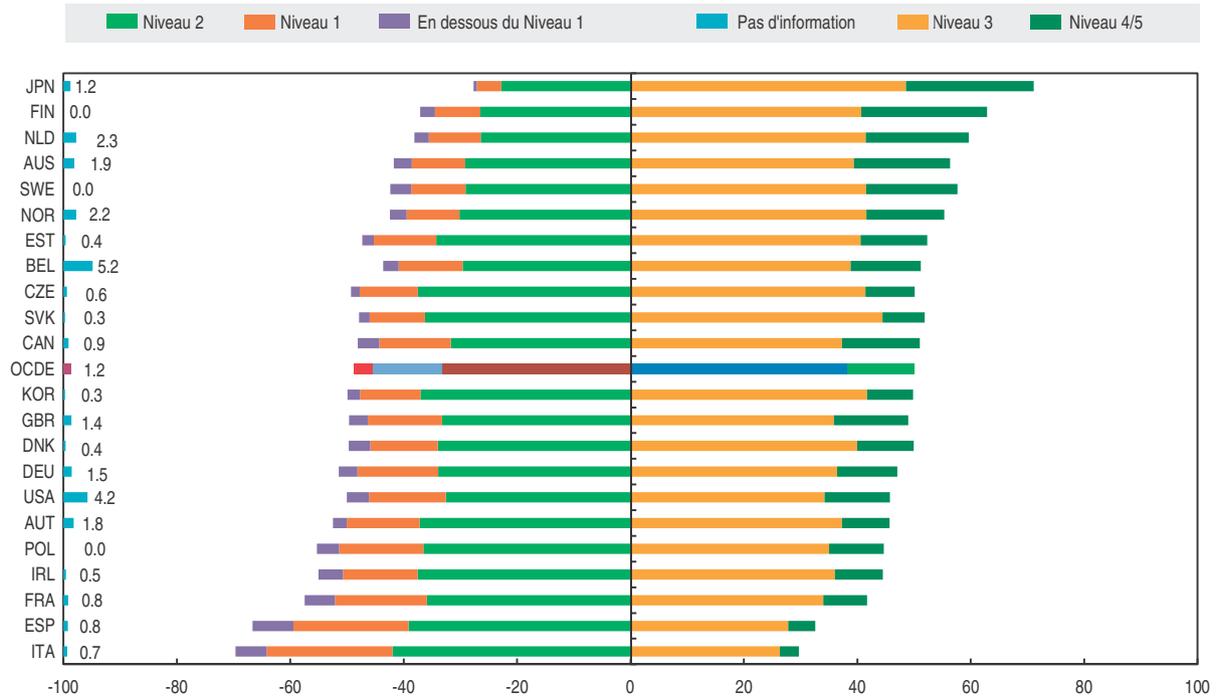
- Programme pour l'évaluation internationale des adultes (PIAAC), www.oecd.org/fr/sites/piaac-fr.



ÉVALUATION INTERNATIONALE DES COMPÉTENCES DES ADULTES

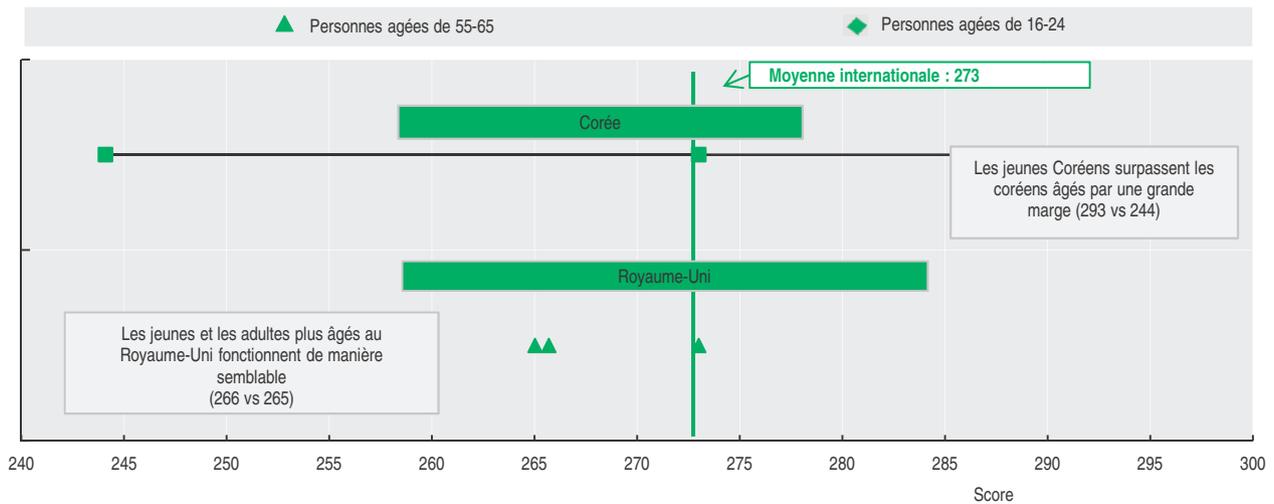
L'aptitude d'alphabétisation entre les adultes de 16-65 ans

Pourcentage des adultes qui se classent à chaque niveau de compétence en alphabétisation.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037298>

Les compétences d'alphabétisation entre les générations plus âgées et plus jeunes

Score Moyens

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037317>

INACTIVITÉ DES JEUNES

Les jeunes déscolarisés, inactifs et qui ne suivent aucune formation risquent de devenir plus tard des exclus, c'est-à-dire des personnes dont le revenu se situe sous le seuil de pauvreté et qui ne possèdent pas les compétences nécessaires pour améliorer leur situation matérielle. Pour faciliter le passage à la vie active, quelle que soit la conjoncture économique, les systèmes éducatifs doivent s'efforcer de transmettre aux jeunes les compétences dont le marché du travail a besoin et de réduire la proportion de jeunes adultes inactifs et qui ne suivent aucune formation.

Définition

L'indicateur considéré représente la proportion de jeunes déscolarisés et inactifs dans la population totale des jeunes de la même classe d'âge. Les jeunes scolarisés comprennent aussi bien ceux qui étudient à temps partiel que ceux qui le font à temps plein, mais ne comprennent pas ceux qui suivent un enseignement non formel ou participent à des activités de formation de très courte durée. La notion d'emploi est définie conformément aux Lignes directrices de l'OIT et s'applique à toutes les personnes qui, au cours de la semaine de référence, ont effectué un travail rémunéré pendant au moins une heure ou qui occupaient un emploi dont elles étaient temporairement absentes.

Comparabilité

La durée et la qualité des études influencent le passage à la vie active, de même que la situation sur le marché du travail, le contexte économique et la démographie. Les traditions nationales jouent également un rôle important. Ainsi, dans certains pays, les jeunes finissent d'abord leurs études avant de chercher un emploi, alors que dans d'autres, études et travail sont menés de front. Dans certains pays, il y a peu de différence entre le passage à la vie active des jeunes femmes et des jeunes hommes, alors qu'ailleurs, une part importante des jeunes femmes fondent une famille et s'occupent des enfants à temps plein après leur scolarité et ne cherchent pas de travail. Le vieillissement de la population dans la zone OCDE devrait

favoriser l'emploi des jeunes puisqu'en théorie, lorsque les plus âgés prennent leur retraite, leurs emplois sont libérés pour des jeunes. Pourtant, en période de récession, le niveau élevé du chômage global complique sensiblement le passage de l'école à la vie active pour les jeunes, étant donné que les travailleurs expérimentés sont privilégiés par rapport aux nouveaux arrivants sur le marché du travail. Par ailleurs, en cas de conditions défavorables sur le marché du travail, les jeunes tendent à prolonger leurs études, dans la mesure où un chômage élevé diminue le coût d'opportunité des études.

En bref

En moyenne dans les pays de l'OCDE, 18,4 % des jeunes de 20 à 24 ans et 8,3 % des 15-19 ans étaient déscolarisés et inactifs en 2011. Pour l'ensemble de la zone OCDE, la proportion de 20-24 ans déscolarisés et inactifs a progressé de 2,4 points de pourcentage entre 2008 et 2011, alors qu'elle avait diminué de 1,6 point entre 2000 et 2008. La proportion de 15-19 ans déscolarisés et inactifs avait également diminué entre 2000 et 2008 (de 1,5 point), alors qu'entre 2008 et 2011, elle a augmenté de 0,5 point.

Les disparités sont importantes entre les pays : au Luxembourg et aux Pays-Bas, moins de 9 % des jeunes âgés de 20 à 24 ans sont considérés comme déscolarisés et inactifs. Le ratio est bien plus élevé en Espagne, en Irlande, en Israël, en Italie et au Mexique, où cette proportion dépasse 25 %, et en Turquie, où elle atteint presque 40 %. Le vieillissement de la population et la contraction de la population des 15-19 ans dans les pays de l'OCDE devraient favoriser l'emploi des jeunes adultes.

Sources

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE, et al. (2013), *Perspectives économiques en Afrique*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Education Working Papers*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Skills Outlook*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Des emplois pour les jeunes*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur l'éducation.

Sites Internet

- Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE (matériel supplémentaire), www.oecd.org/edu/rse.



INACTIVITÉ DES JEUNES

Jeunes déscolarisés et inactifs

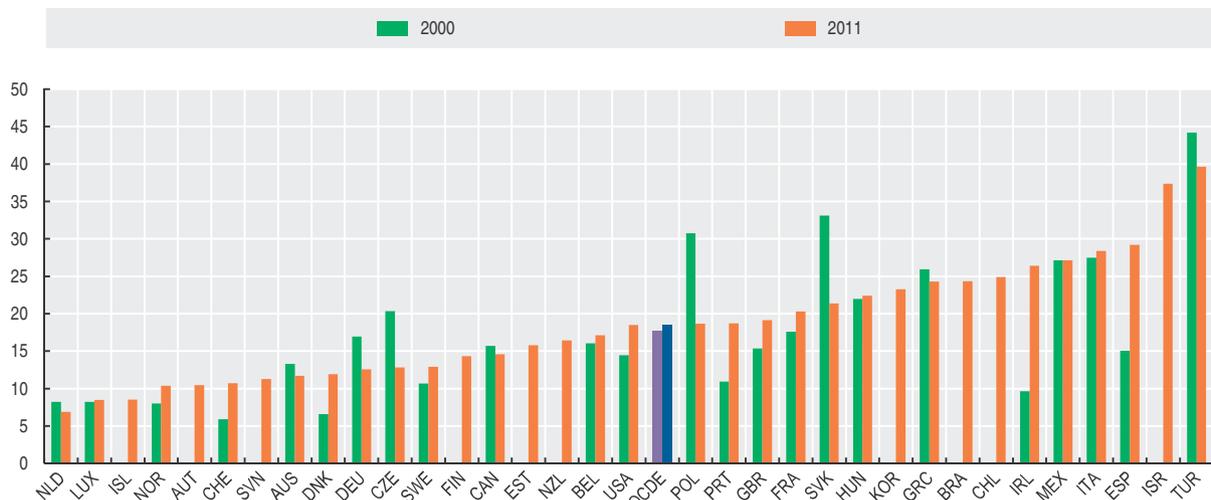
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	Jeunes entre 15 et 19 ans						Jeunes entre 20 et 24 ans					
	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2000	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	5.7	4.2	3.7	3.8	3.7	3.5	16.9	15.2	14.0	13.7	13.7	12.6
Australie	6.8	6.5	6.3	8.3	8.1	7.8	13.3	10.7	10.7	11.6	11.2	11.7
Autriche	..	5.3	5.6	6.5	5.3	5.5	..	11.0	11.4	11.8	12.6	10.5
Belgique	6.5	5.2	5.5	5.7	5.9	6.1	16.0	15.4	14.1	16.1	18.0	17.1
Canada	8.2	7.3	7.3	8.1	8.2	7.7	15.7	13.7	13.0	15.2	15.3	14.6
Chili	..	..	..	..	..	21.4	..	..	..	..	..	24.9
Corée	..	..	7.0	7.0	8.5	8.7	..	..	22.2	23.0	23.5	23.3
Danemark	2.7	4.1	4.0	5.0	5.5	5.3	6.6	8.0	8.2	10.1	12.1	11.9
Espagne	8.0	10.9	10.5	13.4	12.8	12.0	15.0	17.2	19.4	26.3	27.4	29.2
Estonie	..	5.7	4.9	8.0	6.1	6.4	..	15.3	10.7	19.8	22.4	15.8
États-Unis	7.0	6.3	7.2	8.8	7.6	7.1	14.4	16.2	17.2	20.1	19.4	18.5
Finlande	..	3.5	5.1	5.1	5.1	5.1	..	13.3	12.0	15.1	15.8	14.3
France	7.0	6.3	5.8	6.8	7.9	7.1	17.6	17.9	16.6	20.0	20.6	20.3
Grèce	9.3	8.5	8.4	7.9	7.5	8.3	25.9	17.7	17.1	18.2	21.6	24.3
Hongrie	8.6	5.0	5.7	5.6	4.6	4.8	22.0	16.9	18.4	20.9	21.5	22.4
Irlande	4.4	5.1	8.5	11.0	10.4	9.4	9.7	12.1	14.6	20.8	26.4	26.4
Islande	..	..	..	..	5.5	..	..	6.4	..	9.4	10.5	8.5
Israël	..	25.7	22.2	24.7	22.5	24.2	..	39.6	37.5	37.5	36.9	37.4
Italie	13.1	10.2	9.6	11.2	12.5	11.4	27.5	22.6	22.0	24.8	27.1	28.4
Japon	8.8	7.6	7.4	8.5	9.9	10.1	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	2.9	2.1	2.7	6.3	2.3	8.2	9.2	9.8	8.7	7.5	8.5
Mexique	18.3	17.5	17.8	18.4	18.7	18.9	27.1	26.5	26.5	27.6	26.9	27.2
Norvège	..	3.7	4.0	4.2	3.5	3.2	8.0	8.8	7.0	9.4	9.0	10.4
Nouvelle-Zélande	..	7.5	7.0	9.5	8.6	8.6	..	13.6	14.1	17.7	17.8	16.5
Pays-Bas	3.7	3.6	2.1	3.6	3.1	3.4	8.2	6.9	5.6	7.9	7.4	6.9
Pologne	4.5	2.5	2.4	3.6	3.6	3.9	30.8	18.3	15.6	16.4	17.7	18.7
Portugal	7.7	8.6	7.1	6.9	7.4	8.0	11.0	15.2	13.5	15.7	16.4	18.7
République slovaque	26.3	5.4	5.7	4.5	4.6	5.3	33.1	19.9	16.6	17.1	22.1	21.4
République tchèque	7.9	2.9	2.7	3.5	3.8	3.7	20.3	11.0	10.6	13.1	13.6	12.8
Royaume-Uni	8.0	10.7	9.8	9.6	10.0	9.5	15.4	18.1	18.3	19.1	19.3	19.1
Slovénie	..	4.3	4.4	2.5	3.2	3.4	..	10.4	10.3	11.4	9.3	11.3
Suède	3.6	5.4	4.4	5.5	5.4	4.2	10.7	13.1	12.9	16.5	14.3	12.9
Suisse	7.9	8.2	9.4	7.9	4.8	5.0	5.9	10.4	9.1	10.7	11.1	10.7
Turquie	31.2	34.5	37.1	28.7	25.6	24.8	44.2	46.3	46.1	46.1	43.7	39.6
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	9.4	8.1	8.2	8.5	8.3	8.2	17.7	16.1	15.7	17.8	18.5	18.5
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	14.7	13.8	14.0	..	13.1	..	23.4	22.5	23.3	..	24.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039673>

Jeunes entre 20 et 24 ans non scolarisés et sans emploi

En pourcentage de la population de cette classe d'âge

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037336>

COMBIEN D'ÉTUDIANTS SONT INSCRITS À L'ÉTRANGER ?

Les pays étant de plus en plus interconnectés, les pouvoirs publics et les citoyens attendent de l'enseignement supérieur qu'il élargisse les perspectives des étudiants. En partant suivre des études de haut niveau à l'étranger, les jeunes peuvent approfondir leur connaissance d'autres cultures et d'autres langues, et mieux se préparer à un marché du travail de plus en plus mondialisé. Certains pays, en particulier dans l'Union européenne, ont établi des mesures et des programmes favorisant la mobilité des étudiants afin d'encourager les contacts interculturels et les réseaux sociaux.

Définition

Les étudiants « internationaux » sont ceux qui partent à l'étranger uniquement dans l'intention d'étudier. Les étudiants sont qualifiés d'« étrangers » lorsqu'ils ne sont pas ressortissants du pays où ils sont inscrits. Cette catégorie englobe cer-

tains étudiants ayant le statut de résident permanent, mais pas celui de citoyen, du pays où ils étudient (jeunes issus de l'immigration, par exemple).

Comparabilité

Les données relatives aux étudiants internationaux et étrangers portent sur l'année universitaire 2010/2011 et s'appuient sur des statistiques concernant l'éducation recueillies tous les ans par l'OCDE. Des données complémentaires de l'Institut de statistique de l'UNESCO sont également prises en compte. Les informations relatives à l'incidence des étudiants étrangers sur les taux de réussite dans l'enseignement supérieur s'appuient sur une enquête spéciale menée par l'OCDE en décembre 2011.

En bref

Depuis trente ans, le nombre d'étudiants inscrits à l'étranger a été multiplié par plus de cinq, passant de 0.8 million dans le monde en 1975 à 4.3 millions en 2011. L'internationalisation de l'enseignement supérieur s'est accélérée au cours des dernières décennies, à l'image de la mondialisation des économies et des sociétés, mais aussi du développement des systèmes et des établissements d'enseignement supérieur partout dans le monde. Les pays de destination des étudiants internationaux illustrent le pouvoir d'attraction de certains systèmes éducatifs, que ce soit grâce à leur réputation ou aux possibilités d'immigration ultérieures. Les étudiants étrangers inscrits dans les pays du G20 représentent 83 % de l'ensemble des étudiants étrangers, et les étudiants dans la zone OCDE représentent 77 % de tous les étudiants étrangers à l'échelle mondiale. Les pays européens membres de l'OCDE ont attiré 41 % des étudiants étrangers en 2011, suivis des pays d'Amérique du Nord (23 %).

Par rapport à 2000, la part des étudiants internationaux ayant choisi de faire leurs études aux États-Unis est passée de 23 % à 17 % en 2011, et celle des étudiants ayant choisi l'Allemagne a reculé de près de trois points. En revanche, elle a augmenté d'au moins un point vers l'Australie, la Corée, la Nouvelle-Zélande ou l'Espagne, et d'environ deux points vers le Royaume-Uni ou la Russie. Certaines de ces évolutions traduisent des différences dans les approches adoptées face à l'internationalisation de l'enseignement supérieur, qui peuvent aller de campagnes commerciales dans la région Asie-Pacifique à des stratégies plus locales et plus axées sur telle ou telle université, comme aux États-Unis. Des considérations liées à la langue et à la culture, la qualité des programmes, la proximité géographique et la similarité des systèmes d'enseignement constituent des facteurs déterminants de la mobilité étudiante.

Malgré leur forte hausse en valeur absolue, ces proportions sont stables depuis dix ans. Dans la zone OCDE, le nombre d'étudiants étrangers est presque trois fois supérieur à celui des étudiants nationaux inscrits à l'étranger. Dans les 21 pays européens membres de l'OCDE, le ratio est de 2.7 étudiants étrangers pour chaque ressortissant étudiant à l'étranger.

Sources

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Keeley, B. (2009), *Les migrations internationales: Le visage humain de la mondialisation*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Higher Education in Regional and City Development*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Higher Education in Regional and City Development*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Tertiary Education for the Knowledge Society*, OECD Reviews of Tertiary Education, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur l'éducation.

Sites Internet

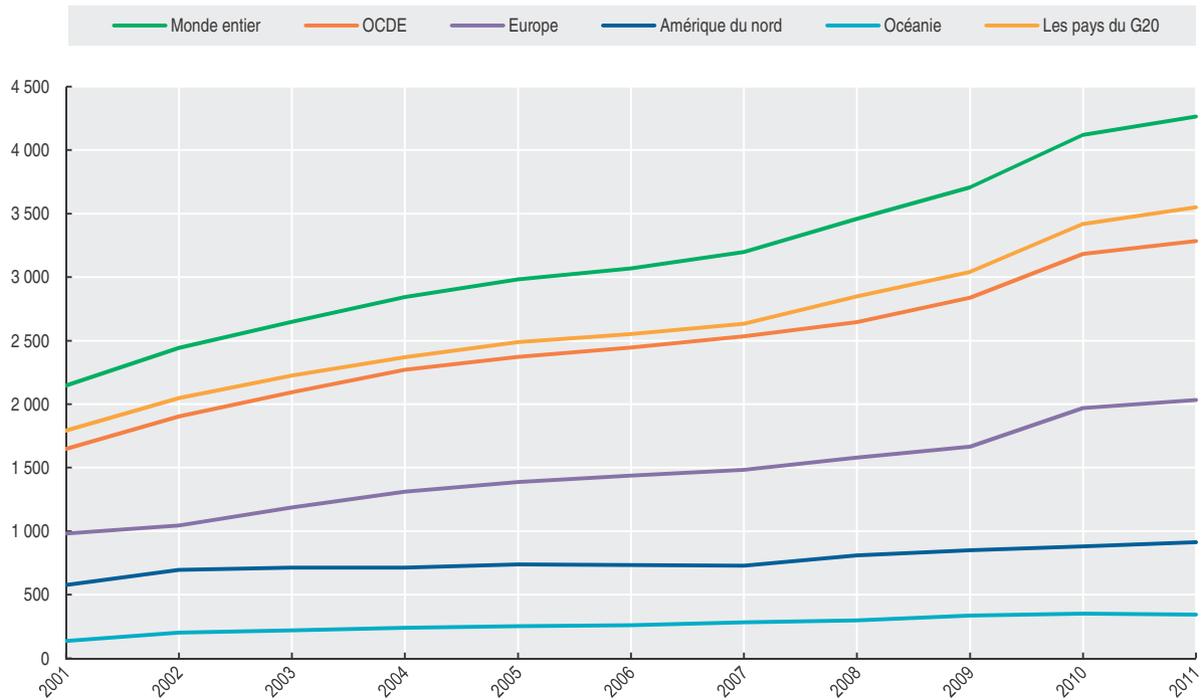
- Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE (matériel supplémentaire), www.oecd.org/edu/rse.



COMBIEN D'ÉTUDIANTS SONT INSCRITS À L'ÉTRANGER ?

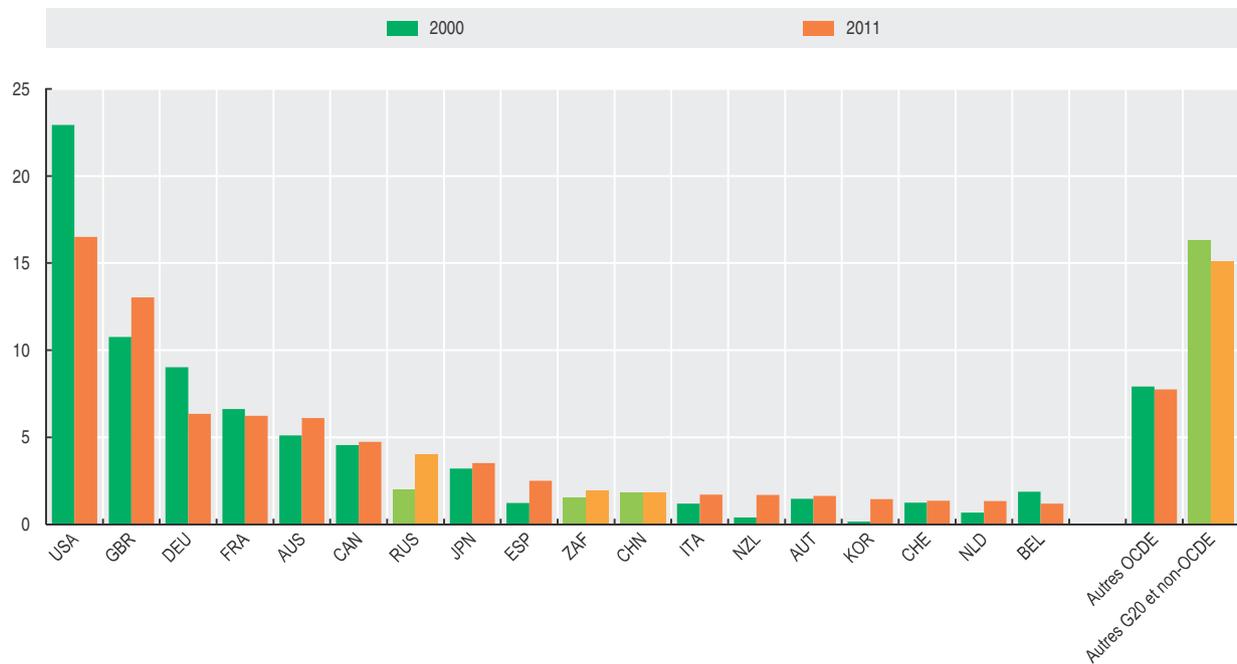
Évolution, par zone de destination, du nombre d'étudiants inscrits à l'étranger

Milliers de personnes

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037355>

Évolution des parts de marché dans le secteur international de l'éducation

Pourcentage

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037374>

NIVEAU DE FORMATION

Le niveau de formation sert souvent d'indicateur pour rendre compte du capital humain, c'est-à-dire les compétences disponibles dans la population et la main-d'œuvre. La mondialisation et le progrès technique ne cessant de modifier les besoins du marché du travail mondial, la demande d'individus possédant des connaissances plus vastes et des compétences plus spécialisées, par exemple de grandes facultés d'analyse et de solides aptitudes de communication, continue d'augmenter. Dans ce contexte, les jeunes font désormais des études plus poussées que les générations précédentes, avec à la clé une évolution profonde des niveaux de formation au fil du temps.

Définition

Le niveau de formation désigne le plus haut degré d'instruction atteint par une personne, sous forme d'un pourcentage de l'ensemble de ce groupe d'âge. Les filières de l'enseignement supérieur englobent les programmes « de type A », fondés dans une large mesure sur la théorie et destinés à offrir des qualifications suffisantes pour être admis à suivre des programmes de recherche de pointe, ainsi que les programmes « de type B », qui n'ont généralement pas vocation à préparer à des diplômes universitaires de niveau supérieur, mais plutôt à donner directement accès au marché du travail. En général, le deuxième cycle du secondaire suit la réussite du premier cycle du secondaire, lequel complète l'enseignement de base, avec généralement une structure axée sur les matières enseignées et des enseignants plus spécialisés.

En bref

La comparaison des niveaux actuels de formation atteints par les adultes jeunes et âgés donne une indication des tendances à long terme. Les niveaux de formation supérieure ont considérablement progressé en l'espace de trente ans. En moyenne dans la zone OCDE, 39 % des 25-34 ans sont diplômés du supérieur, contre 24 % des 55-64 ans. Le Canada, la Corée, le Japon, et la Russie arrivent en tête des pays de l'OCDE et du G20 dans ce domaine : 55 % ou plus des 25-34 ans ont atteint ce niveau de formation. En Corée, en France, en Irlande, au Japon et en Pologne, l'écart en pourcentage entre les taux de diplômés du supérieur âgés et jeunes est d'au moins 24 points.

En 2011, plus de 30 % des 25-64 ans étaient diplômés du supérieur dans plus de la moitié des pays de l'OCDE. En moyenne dans les pays de l'OCDE, 25 % des adultes n'ont qu'un niveau d'instruction primaire ou secondaire du premier cycle, 44 % sont allés au bout du deuxième cycle du secondaire et 32 % sont diplômés du supérieur. Au cours de la dernière décennie, c'est aux deux extrémités du spectre de formation que les pourcentages ont le plus évolué : entre 2000 et 2011, la proportion d'adultes n'ayant pas atteint le deuxième cycle du secondaire a reculé de 9 points, tandis que le taux des diplômés du supérieur a progressé de 10 points dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Cela s'explique très largement par le fait que les travailleurs plus âgés et peu instruits sont partis à la retraite et que de nombreux pays accordent désormais plus d'importance à l'enseignement supérieur.

Comparabilité

On a utilisé la *Classification internationale type de l'éducation (CITE-97)* pour désigner les niveaux d'enseignement d'une façon comparable entre les pays. Le Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation décrit les programmes et les niveaux de formation définis dans la CITE-97, et comporte des tables de correspondance des programmes nationaux.

Au cours des dernières décennies, les efforts consentis pour bâtir des systèmes éducatifs et investir dans le secteur partout dans le monde ont été sans précédent. Les niveaux de formation ont évolué et les pays qui étaient très en retard ont vu les niveaux de formation de leurs citoyens progresser rapidement. Toutefois, l'évolution des niveaux de formation est très variable selon les groupes d'âge : l'écart entre les 25-34 ans et les 55-64 ans en termes de taux de diplômés du supérieur peut aller de plus de 50 points en Corée à zéro en Israël (autrement dit, jeunes adultes et seniors affichent les mêmes taux de diplômés).

Sources

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Higher Education in Regional and City Development*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *OECD Reviews of Evaluation and Assessment in Education*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Examens des politiques nationales d'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Lisons-leur une histoire !*, PISA, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'éducation*.

Sites Internet

- Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), www.oecd.org/fr/sites/educeri/.



NIVEAU DE FORMATION

Niveau d'éducation

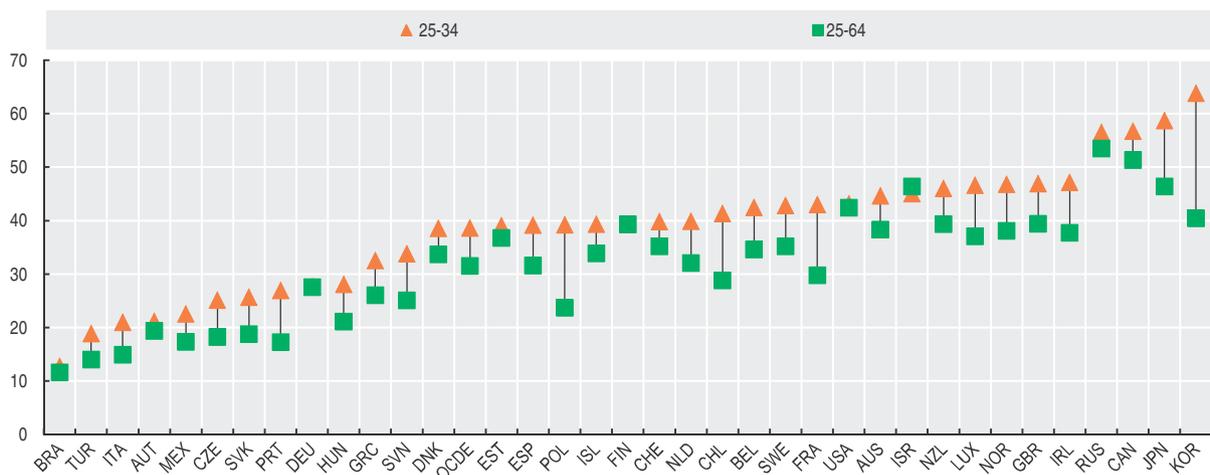
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	Population âgée de 25 à 34						Population âgée de 25 à 64					
	Inférieur au 2ème cycle du secondaire		Secondaire et post-secondaire non tertiaire		Tertiaire		Inférieur au 2ème cycle du secondaire		Secondaire et post-secondaire non tertiaire		Tertiaire	
	2000	2011	2000	2011	2000	2011	2000	2011	2000	2011	2000	2011
Allemagne	15.1	13.2	15.1	13.2	22.3	27.7	18.3	13.7	15.1	13.2	23.5	27.6
Australie	31.7	15.6	36.9	39.8	31.4	44.6	41.2	25.9	31.7	15.6	27.5	38.3
Autriche	16.2	11.8	16.2	11.8	14.5	21.2	23.9	17.5	16.2	11.8	13.9	19.3
Belgique	24.7	18.1	24.7	18.1	36.0	42.5	41.5	28.7	24.7	18.1	27.1	34.6
Canada	11.8	7.5	11.8	7.5	48.4	56.7	19.3	11.2	11.8	7.5	40.1	51.3
Chili	..	12.2	..	12.2	..	41.3	..	27.7	..	12.2	..	28.8
Corée	6.7	2.0	6.7	2.0	36.9	63.8	31.7	18.6	6.7	2.0	23.9	40.4
Danemark	13.1	19.7	13.1	19.7	29.3	38.6	20.2	23.1	13.1	19.7	25.8	33.7
Espagne	44.6	35.2	44.6	35.2	34.1	39.2	61.7	46.0	44.6	35.2	22.6	31.6
Estonie	9.0	14.2	9.0	14.2	31.3	39.1	15.3	11.1	9.0	14.2	28.9	36.8
États-Unis	11.8	11.0	11.8	11.0	38.1	43.1	12.6	10.7	11.8	11.0	36.5	42.4
Finlande	13.7	9.8	13.7	9.8	38.7	39.4	26.8	16.3	13.7	9.8	32.6	39.3
France	23.6	16.7	23.6	16.7	31.4	43.0	37.8	28.4	23.6	16.7	21.6	29.8
Grèce	31.3	19.9	31.3	19.9	23.9	32.5	50.7	32.9	31.3	19.9	17.7	26.1
Hongrie	18.7	12.7	18.7	12.7	14.7	28.1	30.8	18.2	18.7	12.7	14.0	21.1
Irlande	27.0	15.0	27.0	15.0	29.8	47.2	42.7	26.6	27.0	15.0	21.6	37.7
Islande	37.3	25.3	37.3	25.3	29.5	39.4	44.2	29.3	37.3	25.3	23.8	33.9
Israël	..	10.3	..	10.3	..	45.0	..	17.0	..	10.3	..	46.4
Italie	40.9	28.7	40.9	28.7	10.5	21.0	54.8	44.0	40.9	28.7	9.6	14.9
Japon	5.8	..	5.8	0.0	47.8	58.7	17.1	..	5.8	0.0	33.6	46.4
Luxembourg	31.8	16.6	31.8	16.6	22.9	46.6	39.1	22.7	31.8	16.6	18.3	37.0
Mexique	62.9	56.0	62.9	56.0	17.5	22.5	70.9	63.7	62.9	56.0	14.7	17.3
Norvège	6.6	16.2	6.6	16.2	34.9	46.8	14.8	18.1	6.6	16.2	28.4	38.1
Nouvelle-Zélande	31.3	19.6	31.3	19.6	28.9	46.0	36.8	25.9	31.3	19.6	28.9	39.3
Pays-Bas	25.0	18.2	25.0	18.2	27.1	39.9	33.9	27.7	25.0	18.2	24.1	32.1
Pologne	10.6	5.9	10.6	5.9	14.2	39.2	20.1	10.9	10.6	5.9	11.4	23.7
Portugal	68.2	44.3	68.2	44.3	12.9	26.9	80.6	65.0	68.2	44.3	8.8	17.3
République slovaque	6.3	5.9	6.3	5.9	11.2	25.7	16.2	8.7	6.3	5.9	10.4	18.8
République tchèque	7.6	5.7	7.6	5.7	11.2	25.1	14.1	7.7	7.6	5.7	11.0	18.3
Royaume-Uni	33.2	15.7	33.2	15.7	28.9	46.9	37.4	23.2	33.2	15.7	25.7	39.4
Slovénie	14.6	6.0	14.6	6.0	19.3	33.8	25.2	15.5	14.6	6.0	15.7	25.1
Suède	12.7	9.1	12.7	9.1	33.6	42.9	22.4	13.0	12.7	9.1	30.1	35.2
Suisse	10.2	10.9	10.2	10.9	25.6	39.8	16.1	14.4	10.2	10.9	24.2	35.2
Turquie	72.3	56.5	72.3	56.5	8.9	18.9	76.7	67.9	72.3	56.5	8.3	14.0
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	24.3	17.7	24.3	17.7	26.4	38.6	34.2	25.2	24.3	17.7	22.0	31.5
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	43.3	..	43.3	..	12.7	..	56.7	..	43.3	..	11.6
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	6.0	..	6.0	..	56.5	..	5.9	..	6.0	..	53.5
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039692>

Diplômés du supérieur

Pourcentage, 2011

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037393>

DÉPENSES D'ÉDUCATION

Les dépenses d'éducation représentent un investissement qui peut encourager la croissance économique, stimuler la productivité, contribuer au développement personnel et social, et réduire les inégalités sociales. La proportion des ressources financières totales consacrées à l'enseignement constitue l'un des choix clés faits par les gouvernements, les entreprises, les étudiants et leur famille. Les décideurs doivent concilier la nécessité d'améliorer la qualité des services éducatifs et le souci d'élargir l'accès aux études.

Définition

Les dépenses au titre des établissements ne se limitent pas à celles qui sont affectées aux services d'enseignement proprement dits, mais englobent également les dépenses publiques et privées allouées aux services auxiliaires destinés aux élèves/étudiants et à leur famille, lorsque ces services sont assurés par l'intermédiaire des établissements d'enseignement.

En principe, les dépenses publiques comprennent les dépenses directes affectées aux établissements d'enseignement ainsi que les subventions publiques aux ménages administrées par les établissements d'enseignement. Les dépenses privées sont nettes de ces subventions publiques imputables aux établissements d'enseignement, elles excluent aussi les dépenses faites en dehors des établissements d'enseignement (manuels achetés par les familles, tutorat privé pour les élèves/étudiants, frais de subsistance des élèves/étudiants).

En bref

En 2010, les dépenses d'éducation préscolaire représentaient près d'un dixième des dépenses d'éducation, soit 0.6 % du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE. De larges écarts existent entre les pays ; par exemple, les dépenses d'éducation préscolaire sont inférieures à 0.2 % du PIB en Australie et en Turquie, alors qu'elles sont d'environ 1 % ou plus au Danemark et en Islande.

Les dépenses d'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur représentent près des deux tiers des dépenses totales d'éducation, soit 3.9 % du PIB en moyenne dans les pays membres. La Norvège et la Nouvelle-Zélande consacrent plus de 5 % de leur PIB à ces niveaux d'enseignement, tandis que la Hongrie, le Japon, la République tchèque, la Russie et la Turquie n'y consacrent que 3 % ou moins de leur PIB.

En 2010, le niveau moyen des dépenses unitaires annuelles dans l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur était de 8 550 USD. Entre 2000 et 2010, période où le nombre d'inscriptions est resté relativement stable, les dépenses unitaires ont augmenté dans tous les pays, de 39 % en moyenne.

Sur cette période, elles ont augmenté d'au moins 16 % dans 24 des 29 pays de l'OCDE et pays partenaires pour lesquels on dispose de données. La hausse dépasse 50 % au Brésil, en Corée, en Estonie, en Hongrie, en Irlande, en Pologne, en République tchèque, au Royaume-Uni et en République slovaque.

Comparabilité

Les données sur les dépenses ont été obtenues grâce à une étude spéciale menée en 2012 à partir de méthodes et de définitions harmonisées. Elles reposent sur les définitions et le champ couvert par le programme de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat concernant l'éducation ; elles ont été ajustées en fonction du niveau des prix de 2010 sur la base du déflateur des prix du PIB. L'utilisation d'une étude et de définitions communes garantit un bon niveau de comparabilité des données d'un pays à l'autre.

Le niveau de dépenses dépend de la taille de la population à scolariser, des taux de scolarisation, du niveau de salaire des enseignants et de la façon dont l'enseignement est organisé et dispensé. Dans l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire (dont les effectifs sont généralement âgés de 5 à 14 ans), les taux de scolarisation sont proches de 100 % dans les pays de l'OCDE et la variation des effectifs dépend largement de l'évolution démographique. Il n'en va pas de même dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur, car une partie de la population concernée n'est plus scolarisée.

Sources

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Examens des politiques nationales d'éducation*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation : Panorama*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), OCDE et Eurostat (2013), *UOE Data Collection on Education Systems*, UIS, Montreal.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'éducation*.

Sites Internet

- *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE (matériel supplémentaire)*, www.oecd.org/edu/rse.



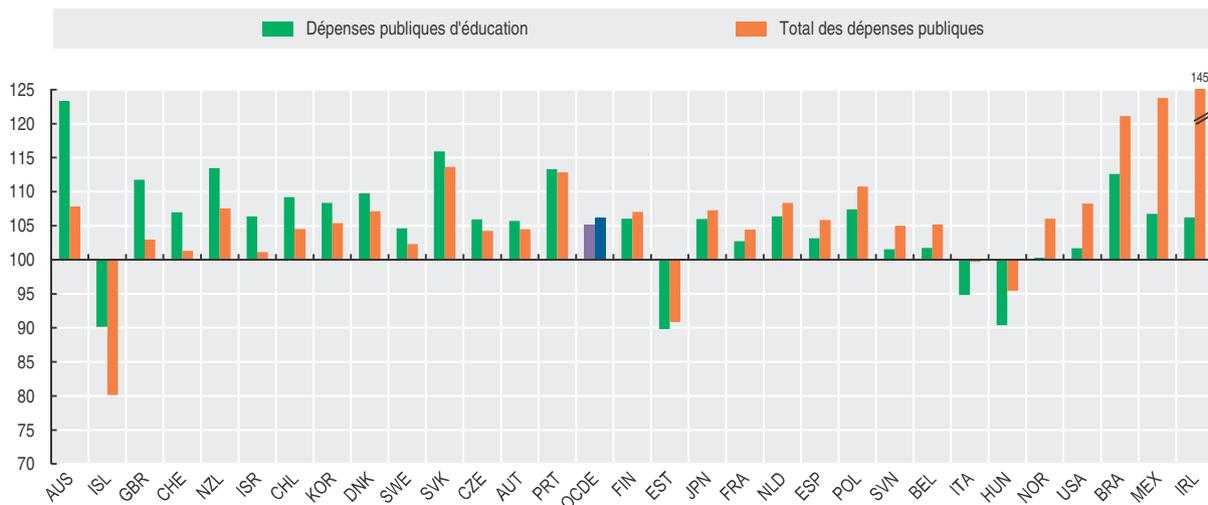
Dépenses au titre des établissements primaires, secondaires et postsecondaires non tertiaires

Dépenses par étudiant aux prix constants de 2010, dollars des EU et PPA			Indice 2005 = 100						En pourcentage des dépenses totales		Indice de variation entre 2000 et 2010 (2000 = 100, prix constants)		
Préprimaire	Primaire	Secondaire	Dépenses		Nombre d'étudiants		Dépenses par étudiant		Part des sources publiques	Part des sources privées	Sources publiques	Sources privées	
2010	2010	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2010	2010	2010	2010	
Allemagne	..	..	99.9	99.9	102.5	..	97.4	..	..	..	..	..
Australie	8 899	9 463	10 350	82.0	132.7	92.9	101.1	88.3	131.2	84.7	15.3	163.7	151.8
Autriche	8 893	10 244	12 551	96.6	96.6	101.2	95.2	95.5	109.9	95.5	4.5	107.9	117.4
Belgique	6 024	8 852	11 004	93.8	93.8	90.9	95.5	103.2	120.5	96.0	4.0	124.3	92.8
Canada	..	8 933	..	85.8	85.8	99.1	98.0	86.5	118.9	89.3	10.7	131.4	190.6
Chili	3 544	3 301	3 110	..	..	..	93.0	..	137.0	78.6	21.4	..	..
Corée	6 739	6 601	8 060	69.0	69.0	102.1	92.8	67.6	135.4	78.5	21.5	177.1	203.7
Danemark	9 454	10 935	11 747	86.4	86.4	95.1	105.1	90.8	102.0	97.6	2.4	123.8	138.3
Espagne	6 685	7 291	9 608	93.2	93.2	106.9	105.2	87.2	112.8	91.8	8.2	125.8	148.8
Estonie	2 533	5 140	6 444	80.0	80.0	121.2	84.9	66.0	133.8	98.7	1.3	141.9	..
États-Unis	10 020	11 193	12 464	86.5	86.5	97.7	99.6	88.5	112.8	92.3	7.7	131.0	117.9
Finlande	5 372	7 624	9 162	82.0	82.0	92.9	101.1	88.3	131.2	84.7	15.3	163.7	151.8
France	6 362	6 622	10 877	99.5	99.5	101.8	99.6	97.8	105.1	92.0	8.0	104.5	113.3
Grèce	..	..	..	77.9	77.9	100.5	..	77.4	..	..	..	..	..
Hongrie	4 773	4 684	4 553	68.6	68.6	107.5	89.1	63.8	94.6	..	..	122.8	..
Irlande	..	8 384	11 380	67.3	67.3	97.0	107.9	69.4	133.2	95.9	4.1	213.5	216.1
Islande	8 606	9 482	7 841	72.4	72.4	94.4	101.1	76.7	91.5	97.6	3.8	127.6	133.6
Israël	3 910	5 758	5 616	94.7	94.7	94.1	108.5	100.7	120.0	92.4	7.6	134.8	179.5
Italie	7 177	8 296	8 607	95.9	95.9	98.6	100.2	97.3	96.5	96.6	3.4	103.7	161.9
Japon	5 550	8 353	9 957	98.5	98.5	109.2	95.8	90.3	109.0	93.0	7.0	109.8	72.3
Luxembourg	20 958	21 240	17 633	..	..	..	89.1	..	116.3	97.8	2.2	..	..
Mexique	2 280	2 331	2 632	80.1	80.1	94.6	105.2	84.7	104.0	82.7	17.3	131.2	170.1
Norvège	6 610	12 255	13 852	86.8	86.8	94.5	101.6	91.8	111.4	..	..	130.5	..
Nouvelle-Zélande	11 495	6 842	8 170	92.2	92.2	..	100.5	..	119.0	87.4	12.6	129.7	..
Pays-Bas	7 664	7 954	11 838	83.8	83.8	96.7	101.8	86.7	113.3	86.9	13.1	139.3	125.8
Pologne	5 737	5 937	5 483	89.4	89.4	114.2	80.4	78.3	153.2	93.8	6.2	135.4	187.9
Portugal	5 977	5 922	8 882	97.9	97.9	111.0	99.1	88.1	109.3	100.0	0.0	110.7	87.7
République slovaque	4 306	5 732	4 806	73.5	73.5	108.1	84.4	68.0	159.3	88.0	12.0	165.1	924.4
République tchèque	4 247	4 120	6 546	76.2	76.2	107.4	88.7	71.0	125.1	90.8	9.2	144.3	161.3
Royaume-Uni	7 047	9 369	10 452	70.4	70.4	112.6	99.6	62.5	109.0	78.9	21.1	137.3	288.7
Slovénie	7 744	8 935	8 187	..	..	..	90.3	..	114.5	91.3	8.7	..	..
Suède	6 582	9 987	10 185	88.1	88.1	98.4	91.3	89.5	112.7	99.9	0.0	116.8	62.6
Suisse	5 186	11 513	14 972	87.5	87.5	98.0	98.1	89.3	108.3	88.1	11.9	120.1	130.4
Turquie	2 490	1 860	2 470	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	6 762	7 974	9 014	85.2	85.2	101.5	96.9	84.1	117.2	..	9.1	134.2	181.0
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	2 111	2 778	2 571	65.6	65.6	98.2	91.2	66.8	186.0	..	..	258.7	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	4 100	65.7	65.7	..	87.3	..	147.7	96.9	3.1	196.5	..
Inde	..	..	..	82.0	82.0	92.9	101.1	88.3	131.2	..	..	163.7	151.8
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039730>

Dépenses publiques d'éducation et dépenses publiques totales

2010 à prix constants, 2008 = 100, 2010

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037431>

ENSEIGNANTS

La rémunération des enseignants représente le principal poste de dépenses du budget de l'éducation dans le cadre institutionnel et a un impact direct sur l'attractivité de la profession. Elle intervient dans la décision de suivre une formation d'enseignant, de devenir enseignant à l'issue de ses études (sachant que les choix de carrière sont associés à des salaires relatifs et à leur évolution probable dans les professions avec ou sans rapport avec l'enseignement), de redevenir enseignant après une interruption de carrière et/ou de rester enseignant (dans l'ensemble, plus le salaire est élevé, moins les enseignants quittent la profession).

Définition

Le régime salarial des enseignants donne la mesure des encouragements financiers qui leur sont accordés à différents stades de leur carrière. La compensation différée, qui incite les travailleurs à rester fidèles à leur employeur, à ne pas changer de profession et à atteindre les objectifs de performance qui leur sont fixés, est également intégrée dans les barèmes salariaux des enseignants. Les indicateurs de l'OCDE sur le salaire des enseignants se limitent à 4 stades du barème salarial statutaire : le salaire de début de carrière, après 10, puis 15 ans d'ancienneté, et à l'échelon maximum. Les salaires rapportés ici sont ceux des enseignants qui ont les qualifications minimales requises (des qualifications supérieures peuvent valoir une augmentation de salaire dans certains pays).

En bref

Le salaire des enseignants varie fortement d'un pays à l'autre. Dans le premier cycle du secondaire, le salaire des enseignants ayant 15 ans d'ancienneté est inférieur à 15 000 USD en Estonie, en Hongrie, en Indonésie et en République slovaque, mais supérieur ou égal à 60 000 USD en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse (à partir de 11 ans d'ancienneté) et supérieur à 100 000 USD au Luxembourg.

Entre 2000 et 2011, le salaire des enseignants a augmenté, en valeur réelle, dans la plupart des pays dont les données sont disponibles. La France et le Japon font figure d'exception : le salaire des enseignants y a diminué en valeur réelle pendant cette période.

La crise économique et financière qui a frappé l'économie mondiale en 2008 a été lourde de conséquences pour la rémunération des fonctionnaires et des travailleurs du secteur public en général. Compte tenu de la nécessité de réduire les dépenses publiques afin de diminuer la dette publique, un nombre croissant de pays revoit à la baisse les salaires des enseignants et des autres fonctionnaires. Pour la première fois depuis 2000, la rémunération des enseignants de tous les niveaux d'enseignement a diminué d'environ 2 % en moyenne entre 2009 et 2011 dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. La récession peut également avoir eu un impact sur l'offre d'enseignants. Dans l'ensemble, la profession d'enseignant peut sembler plus intéressante lorsque la conjoncture économique est morose, que le chômage est élevé parmi les diplômés et que les salaires sont faibles à ce niveau de formation.

Comparabilité

Le salaire des enseignants n'est qu'une composante parmi d'autres de leur rémunération totale. Ils peuvent par exemple bénéficier de primes au titre de l'affectation dans des régions isolées, d'allocations familiales, de réductions de tarif dans les transports publics ou de déductions fiscales sur les biens culturels. De plus, le régime fiscal et le système de prestations sociales varient énormément entre les pays de l'OCDE. Pour toutes ces raisons, la prudence est de rigueur lorsque l'on compare les salaires d'un pays à l'autre.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le salaire des enseignants augmente avec le niveau d'enseignement. En Belgique, au Danemark, en Finlande, en Hongrie, en Indonésie, en Pologne et en Suisse par exemple, les enseignants ayant 15 ans d'ancienneté gagnent au moins 25 % de plus dans le deuxième cycle du secondaire que dans l'éducation préscolaire.

En moyenne, les salaires à l'échelon maximum du barème sont supérieurs de, respectivement, 58 %, 59 %, 61 % et 62 % aux salaires de départ dans l'éducation préscolaire, ainsi que dans le premier et le deuxième cycles du secondaire – et cet écart de rémunération est généralement plus important dans les pays où la progression salariale est lente. Dans les pays où il faut au moins 30 ans d'ancienneté pour parvenir en haut du barème, les salaires à l'échelon maximum sont supérieurs, en moyenne, de 78 % aux salaires de début de carrière.

Sources

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2014), *Résultats du PISA 2012 : Les clés de la réussite des établissements d'enseignement (Volume IV) : Ressources, politiques et pratiques*, PISA, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation : Panorama*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'éducation*

Sites Internet

- TALIS (OECD Teaching and Learning International Survey), www.oecd.org/talis.



Salaire statutaire des enseignants à différentes étapes de leur carrière

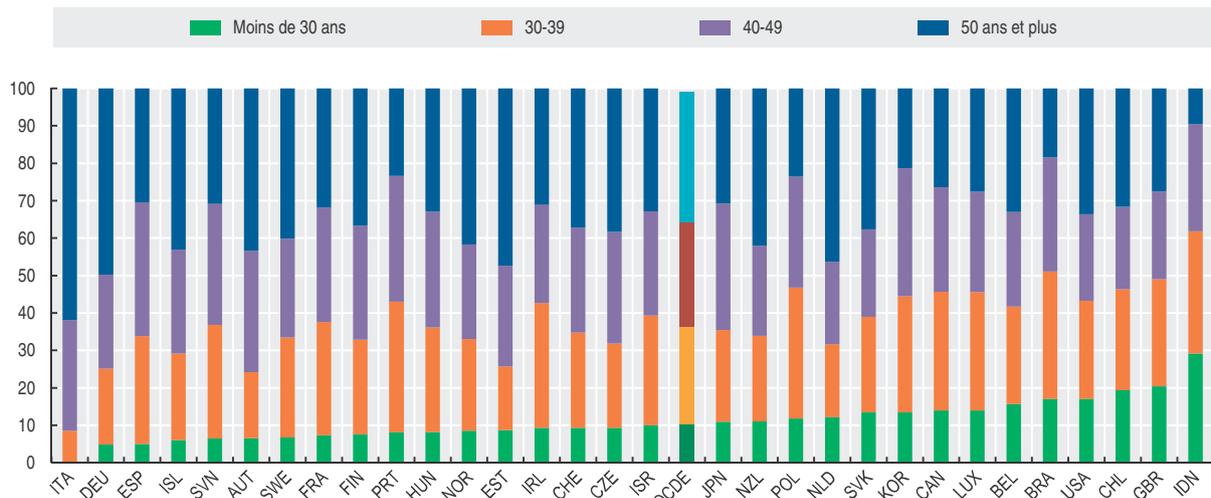
Enseignement primaire

	2000 = 100		USD convertis sur la base des PPA			
	Modification de salaire après 15 ans d'expérience, formation minimum		Salaire de début, formation minimum	Salaire après 10 ans d'expérience, formation minimum	Salaire après 15 ans d'expérience, formation minimum	Salaire en haut de l'échelle, formation minimum
	2005	2011	2011	2011	2011	2011
Allemagne	..	..	47 488	..	58 662	63 286
Australie	108.2	112.2	34 610	48 522	48 522	48 522
Autriche	110.6	113.3	31 501	37 115	41 633	62 129
Belgique	..	..	..	..	..	..
Canada	..	..	35 534	53 631	56 349	56 349
Chili	..	..	17 385	21 728	23 623	31 201
Corée	125.4	119.0	27 581	41 373	48 251	76 528
Danemark	106.9	124.3	43 461	48 616	50 332	50 332
Espagne	105.1	106.0	35 881	39 077	41 339	50 770
Estonie	119.3	162.4	11 621	12 306	12 306	16 985
États-Unis	103.8	103.1	37 595	43 747	46 130	53 180
Finlande	116.8	118.8	30 587	35 742	37 886	40 160
France	95.0	90.9	25 646	30 963	33 152	48 916
Grèce	112.6	96.7	22 803	26 112	28 184	34 037
Hongrie	158.7	119.1	10 654	12 216	13 115	17 497
Irlande	116.6	132.1	33 484	49 060	54 954	62 166
Islande	112.1	111.3	23 988	26 297	26 991	28 145
Israël	99.6	141.7	18 692	24 224	27 174	38 377
Italie	105.8	103.9	27 288	30 020	32 969	40 119
Japon	98.6	91.4	26 031	38 665	45 741	57 621
Luxembourg	..	..	64 043	82 736	93 937	112 997
Mexique	104.3	111.8	15 081	15 174	19 590	32 136
Norvège	..	..	33 350	37 585	37 585	42 055
Nouvelle-Zélande	101.8	107.0	28 225	41 755	41 755	41 755
Pays-Bas	..	..	36 626	44 951	52 292	53 974
Pologne	..	..	10 362	13 605	16 506	17 200
Portugal	114.5	126.4	30 946	37 152	39 424	52 447
République slovaque	..	..	10 241	12 499	12 858	13 864
République tchèque	180.1	201.2	16 680	19 321	20 185	22 236
Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..
Slovénie	..	..	26 486	29 385	32 193	33 817
Suède	106.2	109.2	30 059	33 363	34 387	39 865
Suisse	102.7	102.9	47 330	59 445	..	73 585
Turquie	181.3	196.6	23 494	24 241	25 189	27 201
UE-28	..	..	..	..	..	..
OCDE	116.0	120.8	28 854	35 503	38 136	45 602
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	1 638	1 855	2 072	2 361

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039711>

Répartition par âge des enseignants de l'enseignement secondaire

2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037412>

DÉPENSES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dans les pays de l'OCDE, les établissements d'enseignement sont financés principalement sur fonds publics, même si la part des fonds privés dans l'enseignement supérieur est élevée et en augmentation. À ce niveau, la contribution des particuliers et d'autres entités privées au coût des études est de plus en plus considérée comme un moyen efficace de s'assurer que des financements sont disponibles pour les étudiants, quels que soient leurs revenus.

Définition

Cet indicateur englobe les dépenses privées engagées au titre des établissements scolaires, universités et autres établissements privés proposant ou soutenant des services éducatifs. Les autres entités privées comprennent les entreprises privées et les organisations à but non lucratif, par exemple des organisations religieuses, œuvres de bienfaisance et associations patronales et syndicales. Les dépenses réalisées par des entreprises privées sur le volet professionnel des formations en établissement scolaire et en entreprise des apprentis et des étudiants sont également prises en compte.

Les dépenses privées sont calculées déduction faite des subventions publiques allouées aux établissements d'enseigne-

ment et comprennent les dépenses réalisées en dehors des établissements d'enseignement.

Comparabilité

Les données sur les dépenses sont tirées d'une enquête menée en 2012 selon des méthodes et des définitions cohérentes. Elles reposent sur les définitions et le champ couvert par le programme de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat concernant l'éducation ; elles ont été ajustées en fonction du niveau des prix de 2010 sur la base du déflateur des prix du PIB. L'utilisation d'une étude et de définitions communes garantit un bon niveau de comparabilité des données d'un pays à l'autre.

Les dépenses exprimées en monnaie nationale pour 2010 sont converties en USD sur la base des PPA. Le taux de change PPA est préféré au taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif des monnaies dans les différents pays.

En bref

En 2010, les dépenses unitaires dans l'enseignement supérieur s'élevaient en moyenne, dans les pays de l'OCDE, à 13 528 USD. Elles allaient de 7 000 USD ou moins en Afrique du Sud, au Chili, en Estonie, en Indonésie et en République slovaque, à plus de 20 000 USD au Canada, aux États-Unis et en Suisse.

Les dépenses dans l'enseignement supérieur représentent plus de 1.5 % du PIB dans plus de la moitié des pays membres, et dépassent 2.5 % au Canada (2.7 %), en Corée (2.6 %) et aux États-Unis (2.8 %). Trois pays consacrent moins de 1 % de leur PIB à l'enseignement supérieur, le Brésil (0.9 %), la Hongrie (0.8 %) et la République slovaque (0.9 %).

Les nombreux avantages que tirent les individus de leurs études supérieures donnent à penser qu'une plus grande contribution des individus et d'autres entités privées aux coûts des études serait justifiée, dès lors que des financements sont disponibles pour les étudiants, quelle que soit leur situation économique.

La part des dépenses dans l'enseignement supérieur prise en charge par les particuliers, les entreprises et d'autres sources privées, y compris des versements privés subventionnés, va de 5 % ou moins au Danemark, en Finlande et en Norvège (les droits d'inscription imposés par les universités sont faibles ou négligeables dans ces pays) à plus de 40 % en Australie, au Canada, en Israël, au Japon et aux États-Unis, et jusqu'à plus de 70 % au Chili, en Corée et au Royaume-Uni. En Corée et au Royaume-Uni, la plupart des étudiants sont inscrits dans des établissements privés (environ 80 % dans des universités privées en Corée et 100 % dans des établissements privés subventionnés au Royaume-Uni), dont le budget est financé pour l'essentiel par des droits d'inscription (plus de 70 % en Corée et plus de 50 % au Royaume-Uni).

Sources

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Examens des politiques nationales d'éducation*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation : Panorama*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE.
- Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), OCDE et Eurostat (2013), *UOE Data Collection on Education Systems*, UIS, Montreal.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur l'éducation*

Sites Internet

- *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE (matériel supplémentaire)*, www.oecd.org/edu/rse.



DÉPENSES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

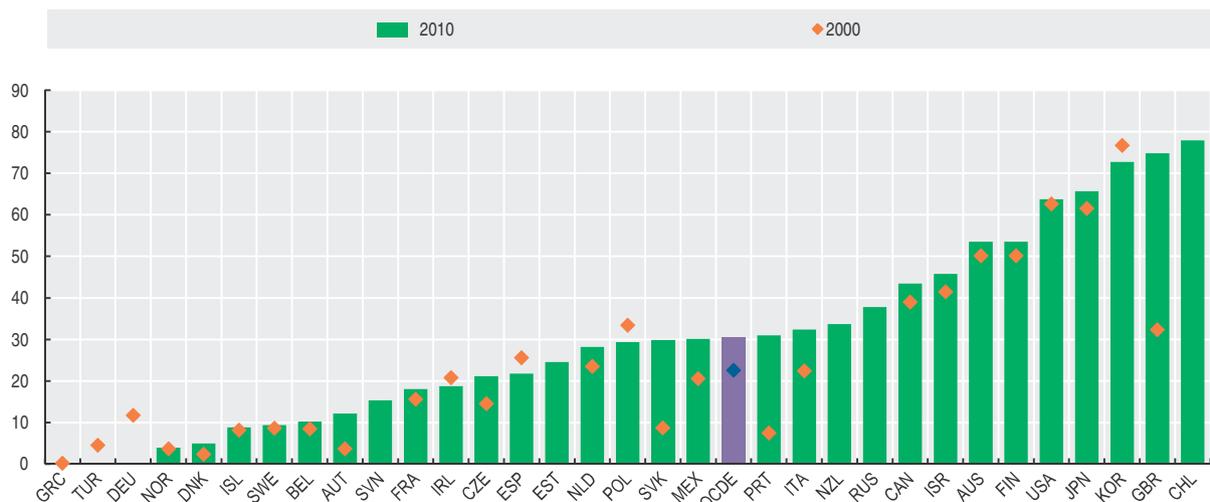
Dépenses au titre des établissements tertiaires

Dépenses par étudiant aux prix constants de 2010, dollars des EU et PPA	Indice 2005 = 100						En pourcentage des dépenses totales			
	Dépenses		Nombre d'étudiants		Dépenses par étudiant		Part des sources publiques		Part des sources privées	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010	2000	2010
Allemagne	94.1	..	92.7	..	101.4	..	88.2	..	11.8	..
Australie	15 142	83.0	126.4	..	125.3	..	49.9	46.5	50.1	53.5
Autriche	15 007	74.8	125.5	102.8	139.4	72.7	90.1	96.3	3.7	12.2
Belgique	15 179	98.2	124.0	94.4	112.4	104.0	110.4	91.5	89.8	8.5
Canada	22 475	85.7	116.6	..	..	..	..	61.0	56.6	39.0
Chili	7 101	85.4	173.0	73.1	160.6	116.8	107.8	..	22.1	..
Corée	9 972	78.8	137.5	93.4	102.1	84.4	134.7	23.3	27.3	76.7
Danemark	18 977	86.0	110.3	97.8	108.1	88.0	102.1	97.6	95.0	2.4
Espagne	13 373	87.8	126.1	107.5	111.1	81.6	113.5	74.4	78.2	25.6
Estonie	6 501	92.2	138.0	85.5	100.4	107.8	137.3	..	75.4	..
États-Unis	25 576	78.4	117.0	88.6	122.9	88.5	95.2	37.4	36.3	62.6
Finlande	16 714	86.3	116.2	95.0	98.9	90.8	117.5	97.2	95.9	2.8
France	15 067	93.3	117.3	95.3	101.9	97.8	115.1	84.4	81.9	15.6
Grèce	..	42.3	..	67.5	..	62.7	..	99.7	..	0.3
Hongrie	8 745	80.8	95.8	66.3	86.4	121.8	110.9	..	..	..
Irlande	16 008	99.8	140.1	85.2	109.1	117.2	128.4	79.2	81.2	20.8
Islande	8 728	69.5	100.7	67.6	116.8	102.8	86.2	91.8	91.2	8.2
Israël	10 730	89.7	107.3	81.8	108.2	109.7	99.1	58.5	54.2	41.5
Italie	9 580	92.6	111.8	89.7	97.9	103.2	114.2	77.5	67.6	22.5
Japon	16 015	93.7	110.1	98.9	96.3	94.8	114.3	38.5	34.4	61.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	7 872	73.2	126.4	82.8	120.2	88.5	105.1	79.4	69.9	20.6
Norvège	18 512	83.2	105.9	87.8	105.8	94.8	100.0	96.3	96.0	3.7
Nouvelle-Zélande	10 418	84.4	127.3	..	132.5	..	..	..	66.3	..
Pays-Bas	17 161	83.8	120.3	85.3	118.5	98.2	101.5	76.5	71.8	23.5
Pologne	8 866	57.5	120.2	80.0	92.8	71.8	129.6	66.6	70.6	33.4
Portugal	10 578	70.1	113.8	90.4	107.0	77.6	106.4	92.5	69.0	7.5
République slovaque	6 904	66.8	127.6	71.3	124.1	93.6	102.9	91.2	70.2	8.8
République tchèque	7 635	64.8	140.4	72.3	131.9	89.5	106.4	85.4	78.8	14.6
Royaume-Uni	15 862	65.7	106.4	93.4	109.9	70.3	96.8	67.7	25.2	32.3
Slovénie	9 693	..	108.1	..	103.7	..	104.2	..	84.7	..
Suède	19 562	86.5	117.5	82.3	103.4	105.1	113.6	91.3	90.6	8.7
Suisse	21 893	77.3	101.5	78.8	128.5	98.1	79.0	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	95.4	..	4.6
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	13 528	80.8	120.3	86.0	113.0	94.1	107.6	77.4	68.4	22.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	13 137	78.6	147.8	70.4	124.6	111.7	118.6	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	7 039	44.3	148.0	..	156.0	..	94.8	..	62.2	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039749>

Part des dépenses privées dans les établissements d'enseignement supérieur

Pourcentage

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037450>





GOVERNEMENT

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS

DÉPENSES, RECETTES ET DÉFICITS PUBLICS
DETTE PUBLIQUE

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE LES NIVEAUX D'ADMINISTRATION
RECETTES ET DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT
COÛTS DE PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TRANSPARANCE DU GOUVERNEMENT

DÉCLARATION D'INTÉRÊTS ET DE PATRIMOINE

DÉPENSES PUBLIQUES

DÉPENSES SOCIALES
DÉPENSES DE RETRAITE

SOUTIENS À L'AGRICULTURE ET AIDE ÉTRANGÈRE

SOUTIEN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À L'AGRICULTURE
CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE
AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

FISCALITÉ

IMPÔTS APPLICABLES AU TRAVAILLEUR MOYEN
RECETTES FISCALES TOTALES

DÉPENSES, RECETTES ET DÉFICITS PUBLICS

La capacité nette de financement des administrations publiques traduit leur situation budgétaire après prise en compte des dépenses d'équipement. Un solde positif de la capacité de financement est le signe que les administrations publiques procurent des ressources financières à d'autres secteurs, et un solde négatif qu'elles ont besoin de se procurer des ressources auprès d'autres secteurs économiques.

Si la capacité nette de financement des administrations publiques est, dans le cadre du *Système de comptabilité nationale* (SCN), un concept important sur lequel repose la validité des comparaisons internationales, il n'est pas nécessairement le principal indicateur budgétaire retenu par les États. Certains pays, par exemple, gèrent leurs budgets en utilisant des concepts plus larges qui tiennent compte de la situation financière des sociétés publiques, tandis que d'autres privilégient au contraire des notions plus étroites comme celle d'administration centrale.

Définition

Les dépenses totales des administrations publiques recouvrent les éléments suivants : la consommation intermédiaire ; la rémunération des salariés ; les subventions, les prestations sociales et les transferts sociaux en nature (via des producteurs marchands) ; les autres transferts courants ; les revenus de la propriété, les transferts en capital (dus) ; l'ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension ; la formation brute de capital ; et les acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits. Elles recouvrent également les impôts sur le revenu et sur le patrimoine et d'autres impôts sur la production que les administrations peuvent être tenues d'acquitter.

En bref

Depuis 10 ans, les soldes budgétaires, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, sont généralement négatifs. Ce chiffre masque toutefois des situations et des évolutions diverses selon les pays de l'OCDE. Après la récession mondiale de 2008-09, les déficits dans la zone de l'OCDE ont atteint en 2009 et 2010 des niveaux sans précédent. En 2010, des déficits représentant plus de 10 % du PIB ont été enregistrés en Irlande, aux États-Unis, en Grèce, au Royaume-Uni et en Islande. En Irlande, le fort déficit observé, ressortant à 30.6 %, est pour partie imputable aux dépenses réalisées ponctuellement pour soutenir le système financier. La Norvège, en revanche, a affiché la même année un excédent de 11.1 %. En 2012, on a observé une amélioration du solde budgétaire de la plupart des pays de l'OCDE pour lesquels on disposait de données.

De même que pour le solde budgétaire, on constate de larges écarts entre les pays de l'OCDE, et des variations au fil du temps, pour ce qui est des dépenses et des recettes rapportées au PIB. S'agissant des recettes publiques collectées en 2012, les pays qui affichent les montants les plus faibles, en pourcentage du PIB, sont les États-Unis (30.8 %) et la République slovaque (33.2 %). En 2010, parmi les pays de l'OCDE, le Mexique est celui dont les recettes, exprimées en pourcentage du PIB, ont été les plus faibles, avec 21.8 %. À l'opposé, les pays scandinaves ont tous fait état de recettes supérieures à 50 % du PIB.

Les recettes recouvrent les impôts collectés (auprès des entreprises et des ménages, et ceux prélevés sur le revenu, le patrimoine, la production et les importations), les cotisations de sécurité sociale, et les revenus de la propriété et autres revenus.

Comparabilité

Le problème majeur qui altère la comparabilité internationale des données concerne le champ couvert par le secteur des administrations publiques. Par exemple, dans de nombreux pays, les hôpitaux ne sont pas classés dans ce secteur mais considérés comme des sociétés publiques au motif qu'ils facturent les services rendus aux prix du marché. Les pays de l'UE ont adopté la règle des 50 %, selon laquelle le produit des ventes doit couvrir au moins 50 % des coûts d'exploitation pour que les unités concernées soient considérées comme des producteurs marchands n'appartenant pas au secteur des administrations publiques.

Un autre problème susceptible d'altérer la comparabilité des données réside dans la détermination de l'appartenance au secteur public. Dans le SCN, le critère retenu pour déterminer si un producteur non marchand doit ou non être classé dans le secteur public est le « contrôle par une administration publique », qui renvoie à un certain nombre de conditions en fonction desquelles on évalue si le critère est rempli. Sachant que la question est loin d'être sans importance, il est concrètement recommandé dans le SCN d'adopter une règle des 50 % en ce qui concerne le contrôle.

En général, toutefois, les chiffres présentés ici sont tout à fait comparables. Pour la plupart des dépenses des administrations publiques, il n'y a guère de doute sur le fait que le traitement et la qualité des données sous-jacentes sont très satisfaisants, si bien que la comparabilité est généralement bonne. Pour tous les pays, excepté le Canada (qui consolide uniquement les transferts courants) et la Nouvelle-Zélande, les données sont consolidées.

À la différence des années précédentes, toutes les données pour cet indicateur sont à présent tirées des *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*.

Sources

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD Glossary of Statistical Terms*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*.

Sites Internet

- Sources & méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/fr/eco/perspectives/sources-et-methodes.htm.



Recettes et dépenses des administrations publiques

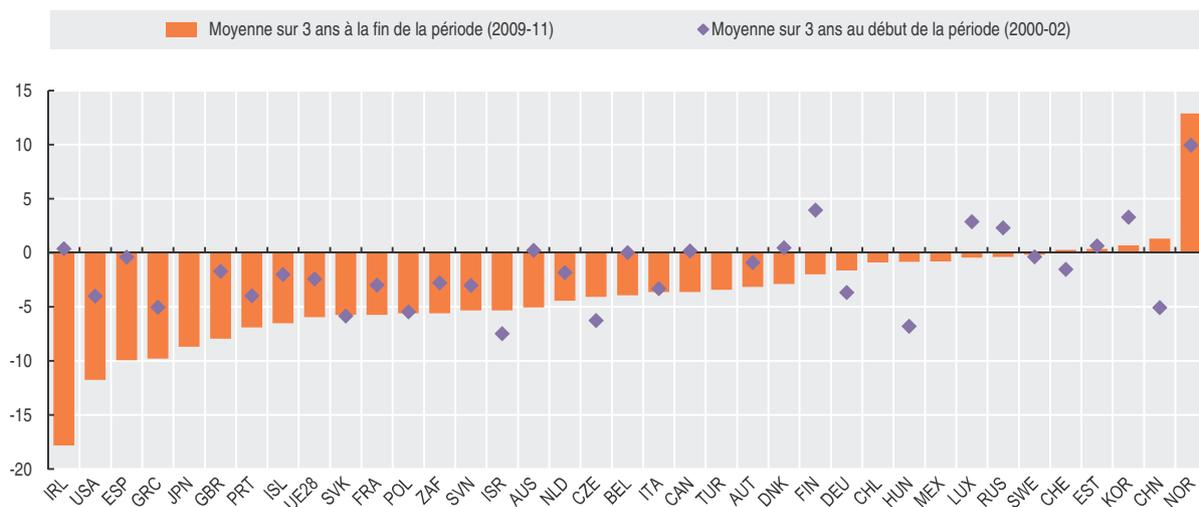
En pourcentage du PIB

	Capacité de financement				Revenus				Dépenses			
	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012
Allemagne	1.1	-3.3	-4.2	0.1	46.2	43.6	43.7	44.8	45.1	46.9	47.9	44.7
Australie	-1.1	1.5	-5.0	-2.3	34.7	35.6	31.4	30.0	35.7	34.1	36.4	32.3
Autriche	-1.8	-1.8	-4.5	-2.5	50.1	48.2	48.3	49.2	51.9	50.0	52.8	51.7
Belgique	-0.1	-2.6	-3.9	-4.1	49.0	49.3	48.7	51.0	49.1	51.9	52.6	55.0
Canada	2.9	1.5	-5.6	..	42.6	39.3	37.4	37.2	39.7	37.6	42.3	40.6
Chili	..	..	0.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	5.4	3.4	1.3	..	27.9	30.0	31.4	..	22.4	26.6	30.1	..
Danemark	2.2	5.0	-2.7	-3.9	55.8	57.8	55.0	55.5	53.7	52.8	57.7	59.4
Espagne	-1.0	1.3	-9.6	-10.6	38.2	39.7	36.7	37.1	39.2	38.4	46.3	47.8
Estonie	-0.2	1.6	0.2	-0.2	35.9	35.2	40.6	39.2	36.1	33.6	40.5	39.5
États-Unis	0.8	-4.2	-12.0	-9.2	34.5	32.2	30.6	30.8	33.7	36.4	42.6	40.0
Finlande	7.0	2.7	-2.8	-2.2	55.4	53.0	53.0	54.5	48.3	50.3	55.8	56.7
France	-1.5	-3.0	-7.1	-4.8	50.2	50.6	49.5	51.8	51.7	53.6	56.6	56.6
Grèce	..	-5.6	-10.8	-9.0	..	39.0	40.6	44.6	..	44.6	51.4	53.6
Hongrie	-3.1	-7.9	-4.4	-2.1	44.7	42.2	45.6	46.6	47.8	50.1	50.0	48.7
Irlande	4.9	1.6	-30.6	-8.1	36.1	35.6	34.9	34.5	31.1	33.9	65.5	42.6
Islande	1.7	4.9	-10.1	-3.8	43.6	47.1	41.5	43.6	41.9	42.2	51.6	47.4
Israël	..	..	-4.6	-5.1	..	..	37.6	36.5	..	..	42.3	41.7
Italie	-0.9	-4.5	-4.3	-2.9	45.0	43.4	46.1	47.7	45.9	47.9	50.4	50.6
Japon	..	-4.8	-8.3	..	31.3	31.6	32.4	33.3	38.8	36.4	40.7	42.0
Luxembourg	6.0	0.0	-0.8	-0.6	43.6	41.5	42.7	43.7	37.6	41.5	43.5	44.3
Mexique	..	0.4	-1.4	..	..	21.2	23.0	24.4	..	19.0	23.1	24.7
Norvège	15.4	15.0	11.1	13.9	57.7	56.8	56.3	57.2	42.3	41.8	45.2	43.3
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	2.0	-0.3	-5.0	-4.0	46.1	44.5	46.3	46.4	44.2	44.8	51.3	50.4
Pologne	-3.0	-4.1	-7.9	-3.9	38.1	39.4	37.5	38.3	41.1	43.4	45.4	42.2
Portugal	-3.3	-6.5	-9.9	-6.5	38.3	40.1	41.6	40.9	41.6	46.6	51.5	47.4
République slovaque	-12.3	-2.8	-7.7	-4.5	39.9	35.2	32.3	33.2	52.1	38.0	40.0	37.8
République tchèque	-3.6	-3.2	-4.7	-4.4	38.0	39.8	39.1	40.1	41.6	43.0	43.7	44.5
Royaume-Uni	3.5	-3.4	-10.1	-6.1	39.9	40.0	39.8	41.8	36.4	43.4	49.9	47.9
Slovénie	-3.7	-1.5	-5.9	-3.8	42.8	43.6	43.6	44.2	46.5	45.1	49.4	48.1
Suède	3.6	1.9	0.0	-0.5	58.7	55.8	52.3	51.4	55.1	53.9	52.3	52.0
Suisse	-0.4	-1.1	0.3	-0.2	35.2	34.1	34.1	33.8	35.6	35.2	33.9	34.1
Turquie	..	..	-2.9	..	..	..	37.3	..	..	..	40.2	..
Zone euro	-0.1	-2.5	-6.2	-3.7	46.0	44.8	44.8	46.3	46.2	47.3	51.0	49.9
UE-28	0.5	-2.5	-6.5	-3.9	45.2	44.2	44.1	45.4	44.7	46.7	50.6	49.3
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	-3.3	-2.0	-6.0	-6.2	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	-7.0	-0.2	1.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	6.0	-1.2	..	..	40.2	38.5	..	..	34.2	39.7	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039768>

Besoin de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037469>

DETTE PUBLIQUE

La dette publique cumulée est l'un des indicateurs clés pour évaluer la viabilité des finances publiques. Si l'on fait abstraction des acquisitions nettes d'actifs financiers, les variations de la dette publique au fil du temps donnent la mesure des déficits publics.

Le rapport dette publique/PIB, qui correspond au montant total de la dette brute des administrations publiques d'un pays exprimé en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), est l'un des indicateurs de la santé d'une économie.

Définition

La dette est communément assimilée à un sous-ensemble d'éléments de passif défini en fonction des types d'instruments financiers qui y sont inclus ou qui en sont exclus. En règle générale, la dette correspond à l'ensemble des passifs donnant lieu, à une ou plusieurs échéances données, à un ou plusieurs versements de la part du débiteur au profit du créancier, au titre du remboursement du principal et du paiement d'intérêts.

En conséquence, tous les instruments de dette sont des éléments de passif, mais certains d'entre eux, comme les actions, les participations et les produits financiers dérivés, n'entrent pas dans la composition de la dette. On obtient donc le montant de la dette en additionnant les éléments de passif suivants, pour autant qu'ils figurent au bilan financier des administrations publiques : numéraire et dépôts ; titres autres qu'actions, à l'exclusion des produits financiers dérivés ; crédits ; réserves techniques d'assurance ; autres comptes créditeurs. La plupart des instruments de dette sont évalués aux prix du marché.

En bref

En 2012, 17 pays de l'OCDE ont enregistré des rapports dette/PIB supérieurs à 60 %, contre 12 en 2007, les rapports les plus élevés étant ceux de la Grèce (164 %), de l'Italie (142 %) et du Portugal (128 %). Le Japon était en tête en 2011, dernière année pour laquelle des données étaient disponibles, avec 228 %. En 2012, les rapports dette/PIB les plus faibles ont été relevés en Estonie (13 %) et au Chili (19 %).

C'est en Irlande que le rapport dette/PIB a le plus augmenté entre 2007 et 2012 (97 points de pourcentage), pour atteindre 125.8 % en 2012. Les autres pays ayant subi un accroissement considérable, de plus de 50 points de pourcentage, du rapport dette/PIB sur la période 2007-12 sont le Royaume-Uni (54.1 points de pourcentage), le Portugal (52.3 points de pourcentage) et l'Espagne (50.0 points de pourcentage). En Norvège, en revanche, l'endettement public a reculé, en pourcentage du PIB, de 22.2 points entre 2007 et 2012.

La hausse rapide de l'endettement depuis 2007 traduit les effets de la crise sur les administrations des pays du monde entier, notamment la contraction des recettes fiscales, l'aggravation des déficits budgétaires et le coût des mesures prises par les pouvoirs publics pour venir en aide au système financier.

Comparabilité

La comparabilité des données sur la dette des administrations publiques peut varier d'un pays de l'OCDE à l'autre en fonction de la définition du secteur public. Le degré de consolidation dans le secteur public peut également avoir des répercussions sur la comparabilité des données entre les pays de l'OCDE. L'indicateur est tiré des données consolidées pour l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exception du Chili, de la Corée et du Japon.

La situation des engagements des administrations publiques au titre des retraites de leurs salariés et la manière dont ces engagements sont traités dans les comptes nationaux diffèrent d'un pays à l'autre, ce qui nuit à la comparabilité internationale des dettes publiques. En particulier, selon le *Système de comptabilité nationale* (SCN) de 1993, seule la composante des régimes de retraite des fonctionnaires financée par capitalisation devrait être intégrée dans les engagements des administrations publiques. En revanche, le SCN de 2008 reconnaît l'importance des engagements des employeurs au titre de leurs régimes de retraite, qu'ils soient financés par capitalisation ou par répartition. En ce qui concerne les pensions dues par les administrations publiques à leurs salariés, les pays font preuve d'une certaine flexibilité dans la comptabilisation des engagements non capitalisés. Quelques pays de l'OCDE, à savoir l'Australie, le Canada, les États-Unis, l'Islande et la Suède, prennent en compte certains engagements non capitalisés liés aux retraites des fonctionnaires dans la dette des administrations publiques. Pour ces pays, on ajuste le rapport dette publique/PIB en excluant de la dette brute les engagements non capitalisés liés aux retraites afin d'obtenir une meilleure comparabilité entre les pays de l'OCDE.

Tous les pays ont adopté le SCN de 1993, à l'exception de l'Australie, du Canada et des États-Unis qui appliquent le SCN de 2008.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Dette de l'administration centrale : Annuaire statistique*, Éditions OCDE.

Methodological publications

- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Sites Internet

- Statistiques financières, www.oecd.org/fr/std/stats-fin.



Dettes des administrations publiques

En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	60.9	60.2	62.6	66.0	69.1	71.7	69.8	65.7	69.8	77.4	86.0	85.6	88.5
Australie	36.2	34.7	33.6	30.9	29.0	27.7	26.8	25.8	27.8	35.5	39.5	43.9	56.5
Autriche	70.8	71.7	72.8	71.1	70.6	70.6	66.0	62.4	67.2	73.1	78.0	79.8	85.3
Belgique	113.6	111.9	108.2	103.3	98.2	95.9	91.6	87.9	92.7	99.8	99.6	102.1	104.2
Canada	104.7	105.1	103.7	98.7	94.2	93.0	91.4	86.3	90.8	104.6	106.2	109.9	112.3
Chili	..	..	..	..	..	17.4	14.1	12.2	12.4	13.4	15.6	18.3	18.6
Corée	..	..	19.2	19.7	23.3	25.5	28.6	28.7	29.9	33.3	34.2	35.8	37.6
Danemark	..	..	..	56.6	53.6	45.4	41.0	34.3	41.4	49.3	53.1	59.9	59.3
Espagne	66.6	62.0	60.4	55.4	53.5	50.8	46.3	42.4	47.8	62.8	67.8	78.2	92.4
Estonie	6.8	6.7	7.6	8.4	8.6	8.2	8.0	7.3	8.5	12.6	12.4	9.6	13.3
États-Unis	61.5	63.9	70.5	71.4	79.1	78.1	75.6	75.8	91.9	105.0	115.3	120.6	122.5
Finlande	52.5	50.1	49.7	51.1	51.3	48.5	44.7	40.4	39.7	51.5	57.0	58.6	64.4
France	67.9	67.2	70.7	75.2	77.1	78.9	73.9	73.0	79.2	91.4	95.5	99.2	109.3
Grèce	116.3	118.4	116.9	110.7	113.1	114.9	120.4	117.8	121.3	137.9	130.2	108.8	164.2
Hongrie	62.0	59.9	60.9	61.9	65.2	68.5	72.1	73.0	76.5	86.0	87.4	86.5	89.7
Irlande	40.2	37.1	35.4	34.1	32.7	32.7	28.7	28.4	49.2	70.1	87.3	102.3	125.8
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	97.4	101.6	107.0	104.9	102.3	90.4	88.1	87.6	89.9	86.7	84.2	..
Italie	123.9	123.1	121.8	119.3	119.7	122.5	121.3	116.4	118.8	132.1	130.8	123.8	141.7
Japon	141.5	151.4	161.8	172.3	178.8	180.2	180.0	180.0	184.2	207.3	210.6	228.0	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	11.5	11.3	19.3	19.2	26.1	26.3	30.2
Mexique	31.1	31.2	33.2	32.7	31.0	31.2	28.9	28.2	30.1	37.7	..	..	..
Norvège	32.6	31.9	39.4	48.8	50.7	47.6	58.7	56.6	55.2	49.0	49.3	33.9	34.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	63.9	59.4	60.3	61.4	61.9	60.7	54.5	51.5	64.8	67.6	71.9	76.2	82.7
Pologne	45.4	43.8	55.0	55.6	53.3	54.1	54.2	50.4	55.5	57.6	61.4	61.6	63.0
Portugal	62.4	64.2	68.0	70.2	73.5	77.7	77.5	75.5	80.8	94.0	98.1	97.2	127.9
République slovaque	58.6	57.2	49.9	48.3	45.9	37.4	35.0	33.5	32.2	40.4	45.9	48.3	56.9
République tchèque	25.1	29.3	31.5	33.2	33.0	32.7	32.5	30.9	34.3	40.8	44.7	47.8	55.7
Royaume-Uni	45.8	41.0	41.7	42.0	44.2	46.4	46.0	46.9	57.3	72.1	81.6	97.0	101.0
Slovénie	..	33.6	34.7	34.1	34.9	34.0	33.8	29.5	28.8	43.3	47.5	51.0	61.1
Suède	64.0	62.0	61.8	60.4	59.9	60.6	54.0	49.2	47.8	51.5	48.8	49.2	48.7
Suisse	56.0	55.3	61.5	60.5	61.0	59.1	52.8	52.8	48.3	47.4	46.1	46.2	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039787>

Dettes ajustées des administrations publiques, hors engagements de retraite non-capitalisés

En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Australie	19.7	18.1	16.8	13.9	13.2	11.9	11.1	11.1	12.8	17.7	21.6	26.4	30.7
Canada	85.9	87.7	86.8	82.4	78.5	77.8	76.8	72.0	76.7	89.6	91.6	95.8	98.4
Suède	63.7	61.7	61.5	60.1	58.7	59.4	52.7	47.7	46.1	49.6	46.8	47.0	46.3
États-Unis	53.0	53.0	55.4	58.5	65.5	64.9	63.6	64.0	72.8	86.0	94.8	99.0	102.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039806>

RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE LES NIVEAUX D'ADMINISTRATION

La responsabilité de la fourniture des biens et services publics et de la redistribution des revenus est répartie entre différents niveaux d'administration. Dans certains pays, les administrations locales et régionales jouent un rôle plus important dans la fourniture des services, notamment dans la fourniture de logements sociaux ou la gestion des établissements scolaires. Les données relatives à la répartition des dépenses des administrations publiques par niveau et par fonction peuvent offrir une indication de la mesure dans laquelle les principales activités des administrations publiques sont décentralisées et déléguées à des niveaux d'administration infranationaux.

Définition

Les données sur les dépenses publiques proviennent de la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux annuels, qui s'inspire du *Système de comptabilité nationale* (SCN), ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles concernant les comptes nationaux approuvé au plan international. Le secteur des administrations publiques regroupe l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale rattachées à ces entités. Les données relatives à la répartition des dépenses des administrations publiques entre les niveaux d'administration ne tiennent pas compte des transferts entre niveaux d'administration et donnent donc une indication approximative de la responsabilité globale incombant à chaque niveau d'administration en ce qui concerne la fourniture de biens et de services. Pour ce qui est du niveau central, les données relatives aux dépenses sont présentées ici selon la *Classification des fonctions des administrations publiques* (CFAP). Les données relatives aux dépenses des administra-

tions par fonction tiennent compte des transferts entre les différents niveaux d'administration.

Comparabilité

Pour l'Australie, le Japon et la Turquie, les données relatives à la répartition des dépenses des administrations publiques entre les niveaux d'administration tiennent compte des transferts entre les niveaux d'administration. La catégorie des administrations d'États fédérés ne concerne que neuf pays membres de l'OCDE organisés en États fédéraux : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Espagne (considérée comme un pays quasi fédéral), les États-Unis, le Mexique et la Suisse. Pour l'Australie et les États-Unis, l'administration locale est intégrée dans l'administration de l'État fédéré.

Les administrations de sécurité sociale sont intégrées dans l'administration centrale aux États-Unis, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni. L'Australie ne dispose pas de régimes publics d'assurance sociale. Les données relatives au Canada et à la Nouvelle-Zélande correspondent à 2010 et non 2011. Les données concernant le Mexique portent sur 2003 et non 2001. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte du Chili, du Japon, de la Pologne et de la Turquie pour ce qui est de la répartition des dépenses des administrations publiques entre les niveaux d'administration, ni de l'Australie, du Canada, du Chili, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie pour ce qui est des dépenses de l'administration centrale par fonction.

En bref

En 2011, dans les pays de l'OCDE, 46 % des dépenses des administrations publiques étaient le fait de l'administration centrale. Les administrations infranationales (administrations d'États fédérés et administrations locales) représentaient 32 % de ces dépenses, tandis que le solde était imputable aux administrations de sécurité sociale. Cependant, le degré de décentralisation budgétaire varie considérablement d'un pays à l'autre. En Irlande, par exemple, 76 % des dépenses publiques sont réalisées par l'administration centrale, soit 27 points de pourcentage de plus qu'en 2001. En revanche, les dépenses de l'administration centrale représentent moins de 20 % du total des dépenses publiques en Allemagne et en Suisse, deux États fédéraux.

En général, l'administration centrale consacre à la protection sociale (notamment aux pensions et aux indemnités de chômage), aux services généraux des administrations publiques (notamment au financement des organes exécutifs et législatifs et aux opérations au titre de la dette publique) et à la défense une proportion relativement importante de son budget. Dans plus de la moitié des pays membres de l'OCDE, la protection sociale représente le premier poste de dépenses du budget de l'administration centrale. En Belgique et en Espagne, l'administration centrale consacre plus de 60 % de son budget aux services généraux des administrations publiques.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Value for Money in Government*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Comptes nationaux trimestriels*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE (2010), *Dépense par fonction, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE.
- "Panorama des comptes nationaux", Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.

Sites Internet

- Panorama des administrations publiques (matériel supplémentaire), www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu.



RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE LES NIVEAUX D'ADMINISTRATION

Structure des dépenses du gouvernement central par fonction

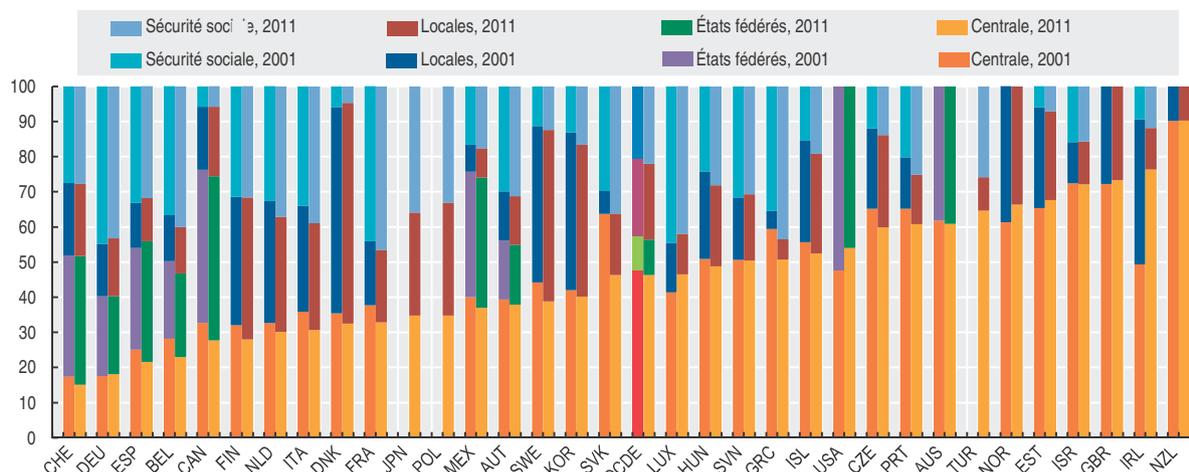
Pourcentage, 2011

Administrations publiques	Défense	Justice et ordre public	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et religion	Éducation	Protection sociale	
Allemagne	28.0	7.6	1.2	10.1	1.2	0.8	1.3	0.4	1.5	47.9
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	17.2	2.7	5.0	12.6	0.6	0.7	4.5	1.3	13.7	41.8
Belgique	67.8	3.2	3.7	7.1	0.6	0.0	2.8	0.3	4.6	10.0
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	14.4	16.4	5.2	34.7	1.1	1.4	15.4	1.6	6.6	3.4
Danemark	41.6	3.2	2.5	4.8	0.5	0.4	0.4	1.9	10.1	34.6
Espagne	63.2	6.2	7.1	10.9	0.4	0.1	1.5	1.7	1.0	8.0
Estonie	15.4	5.5	7.4	12.6	-2.3	0.1	7.2	4.0	10.5	39.8
États-Unis	11.3	18.7	1.5	6.0	0.0	2.8	24.3	0.1	3.4	31.9
Finlande	19.8	5.3	4.4	12.4	0.7	1.1	12.6	1.8	13.5	28.5
France	30.0	8.3	6.3	10.2	0.7	1.2	0.9	1.7	19.9	20.9
Grèce	30.5	6.0	4.3	37.7	0.1	0.2	0.7	1.1	10.3	9.1
Hongrie	27.8	3.4	5.5	19.6	1.0	1.1	10.0	3.3	10.2	18.2
Irlande	14.1	1.1	3.9	17.7	0.8	0.9	18.4	1.4	12.2	29.6
Islande	22.0	0.1	3.8	13.9	1.0	0.1	21.4	3.2	9.0	25.5
Israël	17.9	17.0	4.1	6.5	0.4	0.8	13.4	2.9	16.9	20.3
Italie	31.5	5.4	6.5	8.2	0.6	1.0	13.8	0.6	11.7	20.8
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	18.9	1.4	3.2	11.6	1.5	1.8	1.8	3.7	14.2	41.9
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	22.6	4.5	2.3	8.4	0.4	0.1	15.1	1.4	5.5	39.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	27.8	4.7	6.6	12.9	0.8	0.4	6.7	1.2	16.5	22.5
Pologne	21.2	4.7	6.6	13.5	0.7	1.0	4.0	1.1	16.8	30.4
Portugal	35.4	3.7	5.3	7.1	0.2	0.2	17.1	1.1	15.2	14.7
République slovaque	17.6	4.6	10.5	15.7	2.3	1.6	9.2	3.6	13.4	21.5
République tchèque	12.7	3.0	5.6	12.8	1.4	1.7	5.4	1.3	11.9	44.4
Royaume-Uni	14.5	5.6	4.0	4.7	0.9	4.1	18.1	1.3	11.5	35.4
Slovénie	16.3	3.6	4.7	14.9	1.4	0.7	11.2	3.5	16.4	27.5
Suède	27.7	5.2	4.1	9.8	0.5	0.3	4.4	1.2	6.6	40.2
Suisse	23.7	8.3	1.6	22.9	2.3	0.0	0.4	0.7	8.8	31.4
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	25.6	5.9	4.7	13.3	0.7	0.9	9.0	1.7	10.8	27.4
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039825>

Répartition des dépenses entre les différents niveaux des administrations publiques

Pourcentage, 2001-11



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037488>

RECETTES ET DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT

Les dépenses des administrations publiques servent à assurer la fourniture de biens et de services et à redistribuer les revenus. Pour financer ces activités, les administrations ont recours aux recettes (notamment fiscales) qu'elles perçoivent et/ou à l'emprunt. Le montant des recettes et des dépenses par habitant donne une indication de l'importance du secteur public dans l'économie des différents pays considérés. Les écarts observés entre les pays, toutefois, peuvent également traduire des divergences dans la conception des services publics et de la gestion des deniers publics (conduisant notamment à opter pour des allègements fiscaux plutôt que pour des dépenses directes). De plus, les recettes et les dépenses sont fortement tributaires des fluctuations de l'activité économique. La crise financière mondiale a eu, dans de nombreux pays de l'OCDE, de lourdes incidences sur les recettes et les dépenses des administrations publiques.

Définition

Les données sur les dépenses publiques proviennent des *Comptes nationaux annuels de l'OCDE*, qui s'inspire du *Système de comptabilité nationale (SCN)*, ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles concernant les comptes nationaux approuvé au plan international. Le secteur des

En bref

En moyenne dans la zone OCDE, les administrations publiques ont collecté en 2011 environ 15 000 USD, à parité de pouvoir d'achat (PPA), de recettes par habitant, tandis qu'elles ont dépensé cette même année près de 16 000 USD à PPA par habitant.

Le Luxembourg et la Norvège sont les pays de l'OCDE qui affichent les montants de recettes par habitant les plus élevés, puisqu'ils ont perçu plus de 30 000 USD à PPA par habitant ; ces chiffres traduisent l'importance des flux de travailleurs frontaliers et des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, dans le cas du Luxembourg, et des recettes pétrolières, dans le cas de la Norvège. Ces deux pays sont aussi ceux dans lesquels les dépenses publiques par habitant ont été les plus élevées (plus de 25 000 USD à PPA).

La Turquie et le Mexique sont les pays dont les recettes par habitant sont les plus faibles, étant inférieures à 7 000 USD à PPA en 2011. Les dépenses publiques de ces pays sont de même très en dessous de la moyenne (puisque'elles représentent moins de 7 000 USD à PPA par habitant). En règle générale, les pays d'Europe centrale collectent eux aussi comparativement moins de recettes par habitant, et dépensent également moins que la plupart des pays de l'OCDE.

Dans tous les pays, les recettes et les dépenses des administrations publiques, par habitant, ont augmenté entre 2001 et 2011. En termes réels, sur la période 2001-11, la Corée a enregistré une croissance annuelle des dépenses publiques par habitant de 6 %, l'Estonie se classant juste derrière (avec un taux de 5 %). Sur la même période, ces deux pays arrivent également en tête pour la croissance annuelle réelle des recettes collectées par habitant (environ 5 %).

administrations publiques regroupe l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale rattachées à ces entités. Les estimations sous-jacentes concernant la population sont fondées sur la notion de résidence au sens du SCN. Elles tiennent compte : des personnes qui sont résidentes d'un pays pendant plus d'une année, indépendamment de leur citoyenneté, ainsi que des personnels diplomatiques étrangers et des personnels de défense, et de leurs familles ; des étudiants suivant un cursus et des patients suivant un traitement médical à l'étranger, même s'ils demeurent à l'étranger pendant plus d'un an. Il découle de la « règle d'une année » que les résidents habituels d'un pays qui vivent à l'étranger pendant moins d'une année sont comptabilisés dans la population, tandis que les visiteurs étrangers (les vacanciers, par exemple) qui séjournent dans le pays pendant moins d'un an en sont exclus.

Comparabilité

Les différences apparaissant dans certains pays entre les montants, par habitant, des recettes et des dépenses des administrations publiques peuvent s'expliquer par le fait que des individus sont susceptibles d'être comptabilisés en tant que salariés dans un pays (dans la mesure où ils contribuent au PIB de ce pays en participant à la production), mais en tant que résidents d'un autre pays (auquel cas leurs traitements et salaires entrent dans le revenu national brut de leur pays de résidence). Les données relatives au Canada, à la Fédération de Russie et à la Nouvelle-Zélande correspondent à 2010 et non 2011. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte du Chili et de la Turquie. Les chiffres concernant le Japon et le Mexique sont estimés pour 2001. Les données relatives à la Fédération de Russie correspondent à 2002 et non 2001.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Making the Most of Public Investment in a Tight Fiscal Environment, Multi-level Governance Lessons from the Crisis*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE (2010), *Principaux agrégats, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Panorama des administrations publiques (matériel supplémentaire), www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu.



RECETTES ET DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT

Dépenses et recettes des administrations publiques par habitant

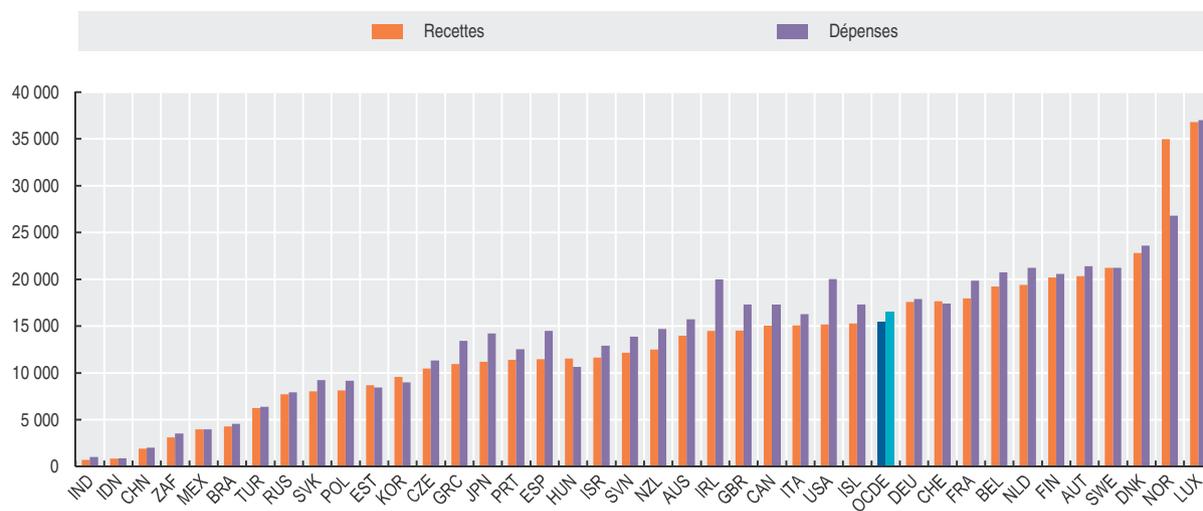
dollars des EU, prix courants et PPA

	Recettes des administrations publiques par habitant				Dépenses des administrations publiques par habitant			
	2001	2007	2009	2011	2001	2007	2009	2011
Allemagne	11 899	15 546	16 087	17 580	12 721	15 465	17 183	17 879
Australie	10 057	13 347	12 846	13 955	10 228	13 153	15 315	15 742
Autriche	14 838	18 129	18 915	20 348	14 894	18 507	20 524	21 381
Belgique	14 115	17 163	17 595	19 240	14 015	17 197	19 658	20 748
Canada	12 508	15 632	14 922	15 053	12 315	15 092	16 769	17 223
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	5 130	8 695	8 521	9 582	4 342	7 479	8 826	9 000
Danemark	16 303	20 964	21 176	22 799	15 955	19 155	22 235	23 598
Espagne	8 609	13 252	11 221	11 469	8 732	12 633	14 795	14 503
Estonie	3 715	7 845	8 468	8 680	3 722	7 330	8 854	8 422
États-Unis	12 355	15 776	14 020	15 171	12 549	17 052	19 382	20 034
Finlande	14 086	19 060	18 981	20 205	12 726	17 130	19 946	20 588
France	13 312	16 516	16 629	17 965	13 753	17 427	19 185	19 843
Grèce	8 158	11 302	11 196	10 950	9 043	13 177	15 754	13 424
Hongrie	5 855	8 623	9 497	11 537	6 409	9 592	10 419	10 637
Irlande	10 459	16 521	13 758	14 474	10 168	16 488	19 251	19 994
Islande	12 761	17 710	15 309	15 270	12 970	15 703	19 023	17 314
Israël	11 037	11 436	10 133	11 621	12 534	11 844	11 868	12 899
Italie	12 149	14 751	14 965	15 075	13 018	15 260	16 713	16 278
Japon	8 429	11 234	10 454	11 195	9 610	11 931	13 251	14 217
Luxembourg	23 829	33 699	34 738	36 809	20 540	30 593	35 375	37 013
Mexique	1 927	2 895	3 336	3 954	1 925	2 966	3 475	3 972
Norvège	21 305	32 190	31 100	34 987	16 364	22 527	25 328	26 812
Nouvelle-Zélande	8 488	12 352	11 865	12 487	8 163	11 093	12 692	14 707
Pays-Bas	13 888	18 497	18 794	19 409	13 966	18 431	21 082	21 229
Pologne	4 220	6 751	6 993	8 120	4 798	7 066	8 385	9 173
Portugal	7 099	9 953	9 856	11 406	7 990	10 730	12 388	12 522
République slovaque	4 582	6 759	7 562	8 023	5 368	7 138	9 371	9 243
République tchèque	6 451	10 257	9 971	10 477	7 392	10 442	11 454	11 330
Royaume-Uni	11 211	14 670	13 721	14 525	11 077	15 679	17 645	17 305
Slovénie	7 997	11 542	11 585	12 145	8 726	11 555	13 261	13 882
Suède	15 843	20 972	20 104	21 235	15 396	19 595	20 468	21 222
Suisse	11 401	14 675	16 244	17 665	11 517	14 220	15 887	17 411
Turquie	..	4 610	5 276	6 230	..	4 822	6 214	6 366
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	10 751	14 647	14 393	15 419	10 716	14 177	16 118	16 548
Afrique du Sud	1 704	2 963	2 795	3 098	1 784	2 824	3 362	3 537
Brésil	2 450	3 494	3 626	4 272	2 638	3 754	3 946	4 564
Chine	395	1 097	1 369	1 897	469	1 048	1 577	2 004
Fédération de Russie	3 341	6 804	7 178	7 706	3 395	5 874	7 942	7 917
Inde	274	589	587	688	422	720	893	997
Indonésie	490	712	677	832	558	750	749	862

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039844>

Recettes et dépenses des administrations publiques par habitant

Dollars EU, prix courants et PPA, 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037507>

COÛTS DE PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les décisions concernant la quantité et le type de biens et de services à produire ainsi que la manière de les produire dans des conditions optimales sont souvent politiques par nature et fonction du contexte social et culturel propre à chaque pays. Si certains États choisissent d'externaliser une forte proportion de la production de biens et de services en faisant appel à des entités privées ou non contrôlées par des administrations publiques, d'autres préfèrent les produire eux-mêmes.

Définition

Les États utilisent en parallèle leurs propres salariés, leurs propres capitaux et des sous-traitants extérieurs (institutions sans but lucratif ou entités du secteur privé) pour produire des biens et des services. Dans ce dernier cas, on parle souvent « d'externalisation ».

La notion de coûts de production et la méthodologie d'estimation de ces coûts sont fondées sur la classification existante des dépenses publiques proposée dans le *Système de comptabilité nationale* (SCN), ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles concernant les comptes nationaux approuvé au plan international. Plus précisément, les coûts de production des administrations publiques recouvrent : les frais de rémunération des salariés des administrations publiques ;

En bref

En 2011, les coûts de production de biens et de services des administrations publiques ont représenté en moyenne près d'un quart du PIB dans la zone OCDE, ces coûts allant néanmoins de 32 % au Danemark à 12 % au Mexique.

Entre 2001 et 2011, les coûts de production des administrations publiques exprimés en pourcentage du PIB ont progressé en moyenne dans la zone OCDE de 1.6 point de pourcentage, dont 0.2 point imputable à la rémunération des salariés des administrations publiques, 1.2 point au coût des biens et services utilisés et financés par celle-ci, et le reste à une augmentation de la consommation de capital fixe.

Pour ce qui est de la structure des coûts de production, en moyenne, la production réalisée par les salariés des administrations publiques l'emporte encore sur la production externalisée : la rémunération des salariés représente 47 % des coûts de production des biens et des services tandis que les achats de biens et services intermédiaires à des acteurs non contrôlés par les administrations publiques et la fourniture directe de services aux ménages en représentent 44 %. La consommation de capital fixe absorbe les 9 % restants du total des coûts de production des administrations publiques.

En 2011, la production externalisée représentait en moyenne 10 % du PIB dans les pays membres de l'OCDE. Toutefois, ce chiffre varie considérablement, allant de 2.8 % et 5.4 % au Mexique et en Suisse à 14.2 % et 19 % en Finlande et aux Pays-Bas, respectivement. L'Allemagne, le Japon et les Pays-Bas, en particulier, s'en remettent davantage que d'autres pays de l'OCDE à des sociétés privées et à des institutions sans but lucratif pour produire des biens et des services, la part de la production externalisée y dépassant 55 % du total des coûts de production des administrations publiques.

le coût des biens et services utilisés et financés par les administrations publiques (y compris, aux termes du SCN, la consommation intermédiaire et les transferts sociaux en nature via des producteurs marchands payés par les administrations) ; la consommation de capital fixe (dépréciation du capital). Les données recouvrent l'emploi public et la consommation intermédiaire alloués à la production pour compte propre des administrations publiques, comme la construction de routes et la réalisation d'autres projets d'équipement par des salariés des administrations publiques.

Comparabilité

Les données font apparaître des différences entre les pays, dont certains, par exemple, n'enregistrent pas séparément dans leurs comptes nationaux les transferts sociaux en nature via des producteurs. Il se peut donc que le coût des biens et services produits par des entités privées pour des administrations soit sous-estimé dans ces pays.

Les données relatives à l'Australie, au Chili, à la Fédération de Russie et à la Nouvelle-Zélande concernent 2010 et non 2011. Les données sur le Mexique portent sur 2003 et non 2001. Les données relatives à la Fédération de Russie concernent l'année 2002 et non l'année 2001. La moyenne des coûts de production, en pourcentage du PIB, calculée pour l'OCDE ne tient pas compte du Chili, du Japon et de la Turquie.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *L'emploi public, Un état des lieux*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Principaux agrégats, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- *Panorama des administrations publiques (matériel supplémentaire)*, www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu.



COÛTS DE PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Coûts de production des administrations publiques

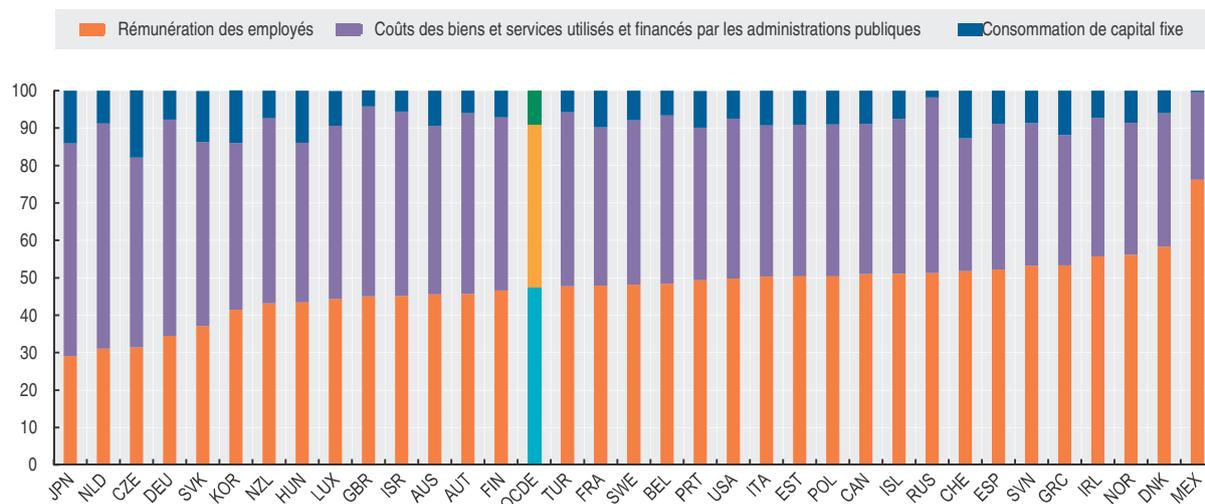
En pourcentage du PIB

	Rémunération des employés		Coûts des biens et services utilisés et financés par les administrations publiques		Consommation de capital fixe		Total	
	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011
Allemagne	8.2	7.7	11.5	12.9	1.7	1.7	21.4	22.3
Australie	9.3	9.7	9.1	9.6	2.3	2.0	20.7	21.4
Autriche	9.8	9.5	9.3	10.0	1.4	1.2	20.5	20.7
Belgique	11.7	12.6	9.8	11.7	1.6	1.7	23.1	26.0
Canada	11.4	12.8	8.7	10.0	1.9	2.2	22.0	25.0
Chili	..	7.9	..	..	..	..	..	..
Corée	6.6	6.8	5.5	7.3	1.7	2.3	13.9	16.5
Danemark	17.4	18.5	9.5	11.3	1.9	1.9	28.8	31.7
Espagne	10.1	11.6	6.7	8.7	1.5	2.0	18.3	22.3
Estonie	10.2	11.1	9.3	8.9	1.6	2.0	21.1	22.0
États-Unis	9.8	10.7	7.3	9.2	1.4	1.6	18.5	21.5
Finlande	13.0	14.2	9.8	14.2	2.1	2.2	24.9	30.6
France	13.3	13.1	10.1	11.6	2.2	2.7	25.6	27.4
Grèce	10.5	12.4	6.3	8.1	2.0	2.8	18.7	23.3
Hongrie	11.2	10.2	9.1	10.0	3.8	3.3	24.1	23.5
Irlande	8.9	12.0	6.8	8.0	1.4	1.6	17.1	21.6
Islande	14.7	14.5	10.3	11.7	1.9	2.2	26.9	28.4
Israël	13.7	11.8	13.9	12.8	1.3	1.5	28.8	26.0
Italie	10.5	10.7	7.5	8.6	1.6	2.0	19.6	21.3
Japon	..	6.3	..	12.3	..	3.1	..	21.6
Luxembourg	7.9	8.0	7.9	8.3	1.7	1.7	17.6	18.0
Mexique	9.1	9.0	2.6	2.8	0.0	0.1	11.8	11.8
Norvège	13.0	13.6	8.8	8.5	1.9	2.1	23.7	24.1
Nouvelle-Zélande	8.5	10.3	10.1	11.7	1.6	1.8	20.2	23.7
Pays-Bas	9.6	9.8	14.1	19.0	2.4	2.8	26.0	31.6
Pologne	10.7	9.7	8.0	7.8	2.2	1.7	20.8	19.3
Portugal	13.9	11.4	6.4	9.4	1.9	2.3	22.2	23.0
République slovaque	8.9	7.1	9.4	9.4	3.8	2.6	22.0	19.2
République tchèque	7.1	7.3	11.5	11.8	4.6	4.2	23.2	23.3
Royaume-Uni	10.1	11.1	9.7	12.5	0.9	1.1	20.8	24.6
Slovénie	11.7	12.8	8.7	9.1	1.5	2.1	21.9	24.0
Suède	15.6	13.9	12.1	12.7	2.2	2.3	29.9	28.9
Suisse	7.9	7.8	5.7	5.4	2.0	1.9	15.5	15.2
Turquie	..	8.5	..	8.3	..	1.0	..	17.9
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	10.8	11.0	8.9	10.1	1.9	2.0	21.6	23.2
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	8.7	9.7	9.4	8.8	0.5	0.3	18.6	18.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039863>

Structure des coûts de production des administrations publiques

Pourcentage, 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037526>

DÉCLARATION D'INTÉRÊTS ET DE PATRIMOINE

La nécessité croissante d'un rétablissement de la confiance, ainsi que les aspirations à une prise de décisions transparente et équitable de la part des administrations, accentuent la pression pour que les autorités veillent à ce que les décisions publiques ne soient pas influencées par des intérêts privés. Un conflit d'intérêts surgit lorsque les intérêts privés d'un responsable public sont susceptibles de nuire au bon exercice de ses fonctions. Si elles ne sont pas dûment repérées et gérées, les situations de conflit d'intérêts peuvent engendrer de la corruption. Cela étant, une conception trop rigide des conflits d'intérêts peut s'avérer coûteuse et irréaliste, et risque de dissuader des candidats potentiels, expérimentés et compétents, d'intégrer la fonction publique.

Définition

Les données combinent le degré de divulgation de renseignements par les hauts décideurs appartenant à l'un des trois pouvoirs (exécutif, législatif ou judiciaire) et le degré d'accessibilité de ces renseignements pour le public. On entend par « responsable public » toute personne titulaire d'un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein d'un pays, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou temporaire, qu'elle soit rémunérée ou non, et quel que soit son niveau de responsabilité, ou toute autre personne exerçant des fonctions publiques, y compris pour une entreprise ou un organisme public, ou fournissant un service public, conformément à la définition qui figure dans la législation du pays. Huit grandes catégories de renseignements sur les intérêts privés ont été analysées. L'actif englobe les biens immobiliers et tous

les actifs mobiliers. Le passif recouvre les emprunts et les dettes. Le revenu extérieur correspond à tout revenu non tiré de la rémunération perçue dans le cadre des fonctions actuelles. L'emploi à l'extérieur inclut les fonctions, rémunérées ou non, qui sont assumées en dehors de celles exercées au sein de l'appareil public. L'emploi précédent renvoie au nom de la/des entité(s) où les responsables ont travaillé avant de prendre leurs fonctions actuelles.

Comparabilité

Toutes les données ont été recueillies dans le cadre de l'Enquête 2012 de l'OCDE sur la gestion des conflits d'intérêts. Parfois, certains types d'intérêts privés sont interdits (un pays peut interdire par exemple d'occuper un emploi « extérieur » ou de recevoir des cadeaux). Les seuils au-dessus desquels il est obligatoire de déclarer les cadeaux reçus varient d'un pays à l'autre. Les données sont l'expression des pratiques en vigueur dans les pays membres. Les données concernant le Brésil, la Fédération de Russie, la Grèce, Israël et la République tchèque correspondent à 2010 et non 2012. Les informations sur les procédures relatives à la déclaration des intérêts privés fournies pour l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Hongrie, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la République slovaque, la Suisse et la Turquie concernent uniquement le pouvoir exécutif.

En bref

L'usage montre que la déclaration par les décideurs de leur patrimoine et de leurs intérêts privés reste un instrument indispensable de gestion des conflits d'intérêts. Si les pays de l'OCDE continuent d'y recourir couramment, il existe néanmoins différents niveaux de déclaration au sein des trois pouvoirs. Les exigences en la matière sont nettement plus élevées pour les pouvoirs exécutif et législatif que pour le pouvoir judiciaire. En France, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande et en République tchèque, les juges et les procureurs ne sont pas tenus de faire une déclaration, par exemple. Au Luxembourg, les décideurs ne sont soumis à aucune obligation de déclaration, quel que soit le pouvoir auquel ils appartiennent. Parmi les intérêts privés auxquels ils prêtent attention, les pays privilégient les emplois extérieurs rémunérés ainsi que les cadeaux reçus, soit en interdisant l'acceptation de cadeaux, soit en demandant que ceux-ci soient déclarés.

Après avoir recueilli les formulaires de déclaration, les pays de l'OCDE où la déclaration est obligatoire vérifient, pour plus de 80 % d'entre eux, que ces formulaires ont bien été soumis. Toutefois, moins de la moitié procède à un audit interne de l'exactitude des renseignements communiqués. En Irlande, en Italie, en Suisse et en Turquie, aucune mesure ne fait suite à la collecte des formulaires de déclaration. Dans les deux premiers pays, néanmoins, la plupart des informations divulguées sont accessibles au public, ce qui permet aux citoyens eux-mêmes d'examiner de près les renseignements fournis.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Lobbyists, Governments and Public Trust, Volume 2, Promoting Integrity through Self-regulation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Corporate Governance of State-Owned Enterprises, Change and Reform in OECD Countries since 2005*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Gérer les conflits d'intérêts dans le service public : lignes directrices de l'OCDE et expériences nationales*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *L'emploi d'après mandat : Bonnes pratiques en matière de prévention des conflits d'intérêts*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2005), *Gérer les conflits d'intérêts dans le secteur public : Mode d'emploi*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Lutter contre la corruption dans le secteur public : Conflits d'intérêts, www.oecd.org/fr/corruption/ethique/conflitsdinterets.htm.



DÉCLARATION D'INTÉRÊTS ET DE PATRIMOINE

Actions de divulgation des intérêts privés par les autorités publiques

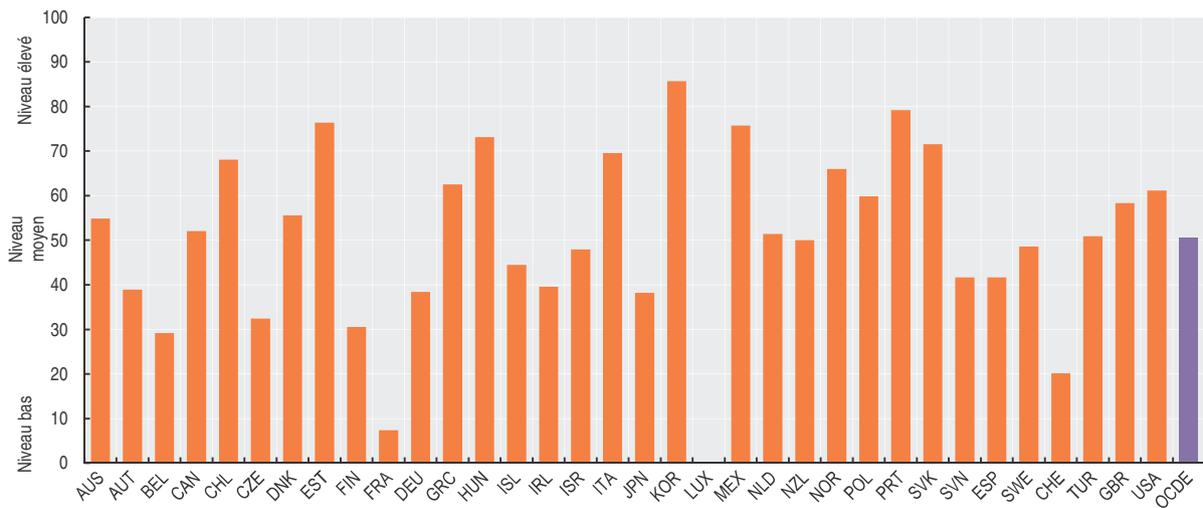
2012

	Verification that disclosure form was submitted	Review that all required information was provided	Internal audit of the submitted information for accuracy
Australia	•	○	○
Austria	•	•	•
Belgium	•	•	○
Canada	•	•	○
Chile	•	•	○
Denmark	•	•	○
Estonia	•	■	■
Finland	•	•	○
France	•	■	■
Germany	•	•	■
Hungary	•	○	○
Iceland	•	○	○
Ireland	○	○	○
Italy	○	○	○
Japan	○	•	•
Korea	•	•	•
Luxembourg	x	x	x
Mexico	•	•	■
Netherlands	•	•	○
New Zealand	•	•	■
Norway	•	■	○
Poland	•	•	■
Portugal	•	•	•
Slovak Republic	•	•	○
Slovenia	•	■	■
Spain	•	•	•
Sweden	•	•	■
Switzerland	○	○	○
Turkey	○	○	○
United Kingdom	•	•	•
United States	•	•	○
Total OECD			
● Procedure conducted for all those required to submit disclosure form	25	19	6
■ Procedure conducted for only some required to submit disclosure form	0	4	8
○ Procedure not conducted	5	7	16
x Not applicable	1	1	1

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039882>

Niveau de divulgation des intérêts privés et accès de l'information au public

2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037545>

DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales sont un indicateur de la mesure dans laquelle les États assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes défavorisés ou vulnérables.

Définition

Les dépenses sociales comprennent les prestations en espèces, les biens et services fournis directement (prestations en nature), et les allègements fiscaux accordés à des fins sociales. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes. Pour être considérés comme « sociaux », les programmes doivent se caractériser soit par une redistribution des ressources entre les ménages, soit par une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Toutes les prestations sociales non fournies par les administrations

En bref

Les dépenses sociales publiques brutes sont passées d'environ 16 % du PIB en 1980 à 18 % en 1990 et 22 % en 2009 dans les pays de l'OCDE. Depuis lors, dans le sillage de la crise financière mondiale, elles sont à peu près stables. Les dépenses les plus élevées ont été enregistrées en France et au Danemark, où elles représentent plus de 30 % du PIB, et les plus faibles en Corée et au Mexique, où elles sont inférieures à 10 % en proportion du PIB. Indépendamment des différences liées aux mesures, il apparaît que les pays non membres de l'OCDE, en particulier l'Indonésie et l'Inde, ont des niveaux de protection sociale inférieurs à ceux des pays de l'OCDE. Les trois principales catégories de transferts sociaux sont les pensions de retraite et de réversion (8 % du PIB en moyenne), les dépenses de santé (7 %) et les transferts de revenus en faveur de la population d'âge actif (5 %). Les dépenses publiques au titre des autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où la contribution des pouvoirs publics à la fourniture des services destinés aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus importante.

En 2009, c'est aux États-Unis que les dépenses sociales privées brutes étaient les plus élevées (un peu plus de 10 % du PIB), et en Espagne, en Estonie, en Hongrie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Pologne, en République tchèque et en Turquie qu'elles étaient les plus faibles (moins de 1 % du PIB).

Le passage des dépenses sociales publiques brutes aux dépenses sociales totales nettes ne se traduit pas seulement par une plus grande convergence des niveaux de dépenses entre les pays : il entraîne aussi des changements dans le classement, où l'Espagne, l'Estonie, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, la Norvège et la Pologne reculent de 5 à 10 places, tandis que le Canada, l'Islande, le Japon et le Royaume-Uni progressent d'autant. Parce que les dépenses sociales privées sont tellement plus élevées aux États-Unis que dans tous les autres pays, le fait de les prendre en compte fait passer ce pays de la vingt-troisième à la deuxième place lorsque l'on compare les dépenses sociales totales nettes.

publiques sont considérées comme « privées ». Les transferts privés entre ménages ne sont pas considérés comme « sociaux » et ne sont pas pris en compte ici. Les dépenses sociales nettes totales englobent les dépenses publiques et les dépenses privées. Elles prennent également en considération les effets de la fiscalité directe et indirecte et des allègements fiscaux à visées sociales.

Comparabilité

Les dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB constituent l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé à des fins de comparaisons internationales. Celui-ci soulève des problèmes de mesure, notamment en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui sont parfois sous-estimées dans certains pays. Les dépenses sociales publiques totales ont été calculées sur la base des données par programme de dépenses sociales jusqu'en 2009 et des agrégats nationaux pour la période 2010-12, et estimées pour 2013.

Les données concernant les dépenses sociales privées sont souvent de moindre qualité que celles concernant les dépenses publiques. Les données de sources privées concernant Israël font uniquement référence à l'assurance maladie privée.

On ne dispose pas actuellement de données sur les dépenses nettes pour la Grèce, la Hongrie, la Suisse et la Turquie. Les données nettes concernant l'Islande, le Luxembourg et le Mexique sont des estimations établies à l'aide de données relatives aux taux des impôts directs appliqués aux revenus sous forme de prestations pour 2007. En l'absence d'informations sur l'imposition directe des revenus sous forme de prestations en Slovaquie, les dépenses sociales nettes totales de ce pays sont surestimées et ne sont donc pas prises en compte dans le calcul de la moyenne de l'OCDE.

Les données concernant les pays non membres de l'OCDE ne sont pas strictement comparables avec celles relatives aux pays de l'OCDE.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les dépenses sociales* (Base de données).
- Pour les pays non membres: OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Adema, W., P. Fron et M. Ladaique (2011), "Is the European welfare state really more expensive?: Indicators on social spending, 1980-2012; and a Manual to the OECD Social Expenditure Database (SOCX)", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 124.
- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- La base de données de l'OCDE sur la famille, www.oecd.org/social/famille/basededonnees.
- La santé mentale et l'emploi (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/invalidite.
- Politiques et données sociales, www.oecd.org/fr/els/soc/.
- Dépenses sociales (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/social/depenses.



Dépenses sociales publiques et privées

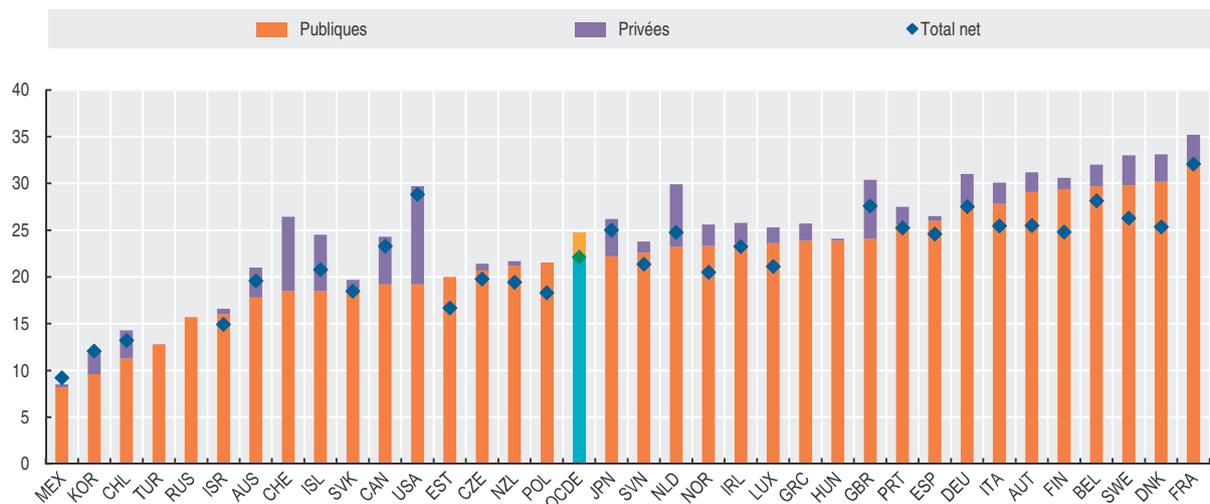
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques								Dépenses privées				Dépenses sociales totales nettes
	1990	2000	2008	2009	2010	2011	2012	2013	1990	2000	2008	2009		2009
Allemagne	21.7	26.6	25.2	27.8	27.1	25.9	25.9	26.2	3.1	3.0	3.0	3.2	27.5
Australie	13.2	17.3	17.8	17.8	17.9	18.2	18.8	19.5	0.8	4.4	3.3	3.2	19.6
Autriche	23.8	26.6	26.8	29.1	28.9	27.9	27.9	28.3	2.3	1.9	2.0	2.1	25.5
Belgique	24.9	25.3	27.3	29.7	29.5	29.7	30.5	30.7	1.6	1.7	2.2	2.3	28.1
Canada	18.1	16.5	17.6	19.2	18.7	18.1	18.1	18.2	3.3	5.0	4.9	5.1	23.3
Chili	9.9	12.8	9.6	11.3	10.8	10.4	10.2	..	0.6	1.2	2.9	3.0	13.2
Corée	2.8	4.8	8.4	9.6	9.2	9.1	9.3	..	0.4	2.7	2.2	2.4	12.1
Danemark	25.1	26.4	26.8	30.2	30.6	30.6	30.8	30.8	2.1	2.4	2.7	2.9	25.4
Espagne	19.9	20.2	22.9	26.0	26.7	26.4	26.8	27.4	0.2	0.3	0.5	0.5	24.6
Estonie	..	13.9	15.8	20.0	20.1	18.2	17.6	17.7	..	..	..	..	16.7
États-Unis	13.6	14.5	17.0	19.2	19.8	19.6	19.7	20.0	7.6	9.1	10.6	10.5	28.8
Finlande	24.1	24.2	25.3	29.4	29.6	29.2	30.0	30.5	1.1	1.2	1.1	1.2	24.8
France	25.1	28.6	29.8	32.1	32.4	32.0	32.5	33.0	1.9	2.7	2.9	3.1	32.1
Grèce	16.6	19.3	22.2	23.9	23.3	24.4	24.1	22.0	2.1	2.1	1.7	1.8	..
Hongrie	..	20.7	23.1	23.9	22.9	21.9	21.6	21.6	..	..	0.2	0.2	..
Irlande	17.3	13.4	19.7	23.6	23.7	23.3	22.4	21.6	1.4	1.3	1.6	2.2	23.2
Islande	13.7	15.2	15.8	18.5	18.0	18.1	17.6	17.2	3.0	4.2	5.3	6.0	20.8
Israël	..	17.2	15.5	16.0	16.0	15.8	15.8	15.8	..	0.3	0.6	0.6	14.9
Italie	19.9	23.1	25.8	27.8	27.7	27.5	28.0	28.4	3.9	2.1	2.2	2.3	25.5
Japon	11.1	16.3	19.8	22.2	22.3	..	..	..	0.3	3.8	3.7	4.0	25.0
Luxembourg	19.1	20.9	20.8	23.6	23.0	22.6	23.2	23.4	..	0.1	1.1	1.7	21.1
Mexique	3.3	5.3	7.4	8.2	8.1	7.7	7.4	..	0.1	0.1	0.2	0.3	9.2
Norvège	22.3	21.3	19.8	23.3	23.0	22.4	22.3	22.9	1.8	2.1	1.9	2.3	20.5
Nouvelle-Zélande	21.5	19.0	19.8	21.2	21.3	21.4	22.0	22.4	0.2	0.5	0.5	0.5	19.4
Pays-Bas	25.6	19.8	20.9	23.2	23.4	23.4	24.0	24.3	6.0	7.4	6.3	6.7	24.8
Pologne	14.9	20.5	20.3	21.5	21.8	20.5	20.6	20.9	..	..	..	..	18.3
Portugal	12.5	18.9	23.1	25.6	25.4	25.0	25.0	26.4	0.8	1.5	2.0	1.9	25.3
République slovaque	..	17.9	15.7	18.7	19.1	18.1	18.3	17.9	..	0.8	1.0	1.0	18.5
République tchèque	15.3	19.1	18.1	20.7	20.8	20.8	21.0	21.8	..	0.4	0.5	0.7	19.8
Royaume-Uni	16.7	18.6	21.8	24.1	23.8	23.6	23.9	23.8	5.0	7.7	5.7	6.3	27.6
Slovénie	..	21.8	19.7	22.6	23.6	23.7	23.7	23.8	..	..	1.1	1.2	21.4
Suède	30.2	28.4	27.5	29.8	28.3	27.6	28.1	28.6	1.2	2.6	3.0	3.2	26.3
Suisse	13.5	17.8	18.5	..	20.6	19.5	18.8	19.1	5.3	8.3	7.9	..	..
Turquie	5.7	..	10.7	12.8	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	17.6	18.9	19.9	22.1	22.1	21.7	21.8	21.9	..	..	..	..	22.1
Afrique du Sud	..	..	8.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	..	..	..	..	14.4	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	6.5	..	..	..	9.0	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	15.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	4.6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	2.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039901>

Dépenses sociales publiques et privées et total net

En pourcentage du PIB, 2009



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037564>

DÉPENSES DE RETRAITE

Les systèmes de retraite diffèrent selon les pays et il n'est pas de modèle unique qui convienne à tous. En général, ils allient des financements publics et privés. Les régimes de retraite publics sont obligatoires, le plus souvent financés par répartition, ce qui signifie que les cotisations acquittées par les actifs sont utilisées pour financer les prestations versées aux retraités, et gérés par des institutions publiques. Les régimes de retraite privés sont dans certains cas obligatoires, mais le plus souvent il s'agit de plans de retraite volontaires par capitalisation mis en place par les employeurs (plans de retraite professionnels) ou de plans d'épargne-retraite individuels.

Définition

Les prestations de vieillesse sont considérées comme publiques lorsque les flux financiers correspondants sont contrôlés par des administrations publiques (administration centrale et collectivités locales ou caisses de sécurité sociale). Les prestations de retraite versées par les administrations publiques à leurs propres employés et financées directement sur le budget ordinaire de l'État sont aussi réputées publiques. Les pensions publiques sont généralement financées par répartition, mais il existe aussi parfois des mécanismes par capitalisation. Toutes les prestations de retraite qui ne sont pas versées par des administrations publiques relèvent du secteur des régimes privés.

Les dépenses de retraite privées comprennent les versements effectués au profit de titulaires de plans de retraite privés (ou de personnes à leur charge) après la retraite. Sont inclus tous les types de régimes (plans professionnels et individuels, obligatoires et volontaires, capitalisés et provisionnés) couvrant les personnes

En bref

En 2009, les dépenses publiques affectées au financement des prestations de vieillesse représentaient en moyenne 7.8 % du PIB alors que les prestations de retraite privées ressortaient en moyenne à 1.6 % du PIB (dans les pays pour lesquels des données sont disponibles concernant cette année). Les dépenses publiques consacrées aux prestations de vieillesse atteignent les montants les plus élevés – soit plus de 10 % du PIB – en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, en Grèce, en Italie, au Japon, en Pologne, au Portugal et en Slovénie. En Australie, au Chili, en Corée, en Islande et au Mexique, en revanche, elles ne représentent que 4 % du PIB, voire moins.

C'est en Australie, en Belgique, au Danemark, en Islande, aux Pays-Bas et en Suisse que les dépenses privées consacrées au financement des prestations de vieillesse atteignent les niveaux les plus élevés, soit plus de 3.5 % du PIB en 2011. Elles demeurent cependant négligeables dans environ un tiers des pays de l'OCDE.

La part des pensions privées dans les dépenses totales affectées au financement des prestations de vieillesse ne dépasse 50 % qu'en Australie et en Islande. Elle est en moyenne de 17 %.

Au cours du temps, les dépenses publiques de retraite ont augmenté légèrement plus vite que le revenu national, passant d'une moyenne de 6.1 % du PIB en 1990 à 7.8 % en 2009.

Les dépenses de retraite privées ont aussi progressé entre 2001 et 2011, passant d'une moyenne de 1.4 % du PIB en 2001 à 1.7 % en 2011.

qui travaillent aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

Seules les données relatives aux prestations de vieillesse et de réversion en espèces sont présentées ici.

Comparabilité

Les données sur les dépenses publiques de retraite proviennent de la *Base de données sur les dépenses sociales de l'OCDE (SOCX)* tandis que celles relatives aux dépenses de retraite ayant servi à financer des régimes de pension privés proviennent de la base de données statistiques internationales sur les retraites de l'OCDE. Cette base contient des informations sur les mécanismes de retraite par capitalisation, lesquels regroupent des plans de retraite par capitalisation privés et publics.

Bien que la base de données statistiques internationales sur les retraites couvre toutes les catégories de mécanismes de retraite privés pour la plupart des pays, les données ne tiennent compte que des fonds de pension autonomes dans le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, du Canada, des États-Unis et du Luxembourg. La rupture constatée dans les séries concernant le Mexique résulte de la prise en compte des plans de retraite professionnels reconus par la CONSAR (Commission nationale pour l'épargne-retraite) à partir de 2005. La forte augmentation des dépenses privées de retraite observée en Islande entre 2008 et 2009 s'explique par la hausse du nombre de personnes ayant décidé de prendre leur retraite à cause du pic de chômage déclenché par la crise bancaire et par l'adoption d'une loi spéciale temporaire autorisant les titulaires de plans de retraite individuels à retirer des montants plafonnés.

Les pays classés à part sur le côté gauche du graphique ne disposent pas de données sur les dépenses privées ET sur les dépenses publiques (autrement dit, elles disposent uniquement de données sur l'une ou l'autre catégorie de dépenses).

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les pensions* (Base de données).
- OCDE (2013), *Dépenses sociales, Statistiques de l'OCDE sur les dépenses sociales* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *OECD Pensions Outlook*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 2008*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Pensions at a Glance: Asia/Pacific*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2005), *Les pensions privées : Classification et glossaire de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Panorama des pensions (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/social/pensions/pag-fr.
- Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 2008 (matériel supplémentaire), www.oecd.org/daf/pensions/pensionmarkets.
- Base de données sur les dépenses sociales (SOCX), www.oecd.org/els/social/dépenses.



Dépenses de retraite publiques et privées

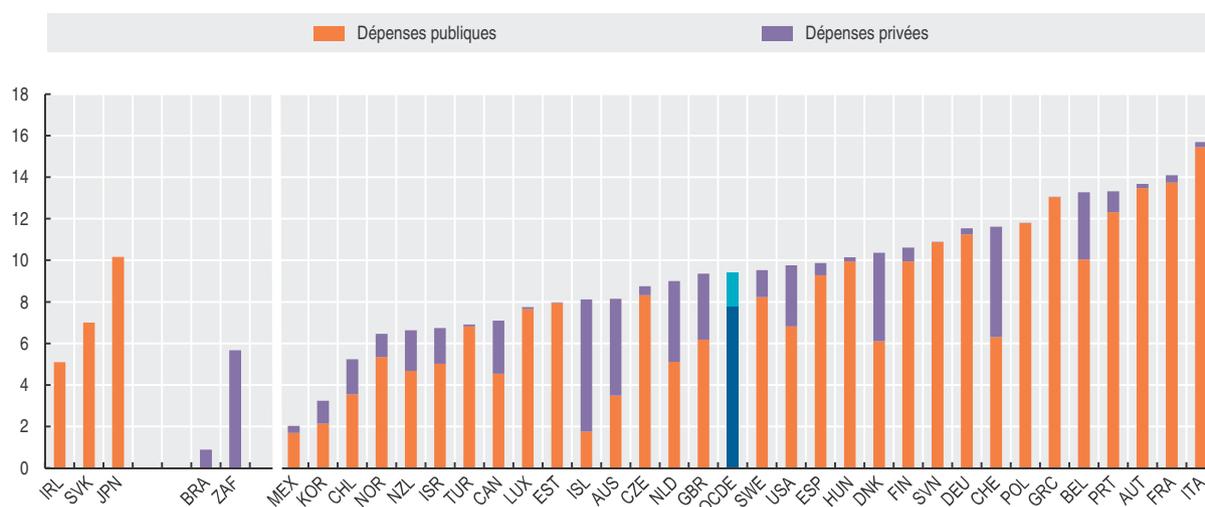
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques						Dépenses privées					
	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	11.1	11.4	11.0	10.6	10.5	11.3	0.1	0.1	0.3	0.2	0.2	0.2
Australie	3.8	3.3	3.3	3.4	3.6	3.5	3.3	5.6	4.7	4.5	4.6	4.7
Autriche	12.2	12.4	12.3	12.2	12.4	13.5	0.3	0.2	0.2	0.2	..	..
Belgique	8.9	9.0	8.9	8.8	9.4	10.0	2.7	2.6	3.2	2.9	3.7	..
Canada	4.3	4.1	4.1	4.1	4.2	4.5	2.2	2.3	2.5	2.5	2.8	3.0
Chili	7.3	5.7	5.1	4.9	3.3	3.6	1.9	2.0	1.7	2.0	2.2	2.3
Corée	1.4	1.5	1.6	1.7	2.0	2.1	0.9	0.8	1.1	1.4	1.4	1.8
Danemark	5.3	5.4	5.5	5.5	5.6	6.1	3.3	4.1	4.3	4.5	4.9	5.1
Espagne	8.6	8.1	8.0	8.1	8.4	9.3	0.5	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7
Estonie	6.0	5.3	5.3	5.1	6.2	7.9	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0
États-Unis	5.9	6.0	5.9	6.0	6.2	6.8	3.2	3.0	2.9	3.2	3.1	..
Finlande	7.6	8.4	8.5	8.3	8.4	9.9	0.5	0.6	0.7	0.6	0.7	0.7
France	11.8	12.4	12.4	12.5	12.9	13.7	..	..	0.4	0.4	0.4	..
Grèce	10.8	11.8	11.8	12.1	12.4	13.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Hongrie	7.6	8.5	8.8	9.3	9.7	9.9	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Irlande	3.1	3.4	3.4	3.6	4.1	5.1	..	..	..	..	..	..
Islande	2.2	2.0	1.8	1.9	1.8	1.7	3.6	3.8	6.4	5.5	6.3	5.7
Israël	4.9	5.1	5.0	5.0	4.8	5.0	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Italie	13.5	13.9	13.9	14.0	14.5	15.4	0.2	0.3	0.2	0.3	0.2	0.3
Japon	7.3	8.7	8.7	8.9	9.3	10.2	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	7.5	7.2	6.8	6.5	6.6	7.7	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Mexique	0.9	1.2	1.2	1.3	1.4	1.7	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2
Norvège	4.8	4.8	4.6	4.7	4.5	5.4	0.9	0.9	1.1	1.0	1.0	1.0
Nouvelle-Zélande	5.0	4.3	4.3	4.3	4.4	4.7	1.3	1.4	2.0	1.4	1.3	1.4
Pays-Bas	5.0	5.0	4.8	4.7	4.7	5.1	3.5	3.6	3.9	4.0	4.2	4.3
Pologne	10.5	11.4	11.5	10.6	10.8	11.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Portugal	7.9	10.3	10.6	10.7	11.3	12.3	0.9	1.4	1.0	0.7	0.8	0.5
République slovaque	6.3	6.2	6.0	5.9	5.7	7.0	..	..	..	..	..	0.1
République tchèque	7.2	7.0	6.9	7.1	7.4	8.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.6
Royaume-Uni	5.3	5.6	5.3	5.3	5.8	6.2	2.8	2.9	3.2	3.3	3.2	..
Slovénie	10.5	9.9	10.0	9.6	9.5	10.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.5	0.9
Suède	7.2	7.6	7.3	7.2	7.4	8.2	1.2	1.2	1.3	1.3	..	..
Suisse	6.6	6.8	6.5	6.4	6.3	6.3	5.1	5.0	5.3	4.9	4.9	5.0
Turquie	4.9	5.9	5.8	6.1	5.5	6.8	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	6.9	7.0	7.0	7.0	7.1	7.8	1.4	1.5	1.6	1.6	1.7	1.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	4.6	6.2	5.7	5.3	3.9	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	0.8	0.9	0.9	0.9	1.2	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039920>

Dépenses de retraite publiques et privées

En pourcentage du PIB, 2009



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037583>

SOUTIEN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À L'AGRICULTURE

Les pouvoirs publics apportent un soutien à l'agriculture par toutes sortes de moyens, allant de transferts budgétaires financés par le contribuable à l'application de mesures consistant à instaurer une protection aux frontières et des prix administrés, qui, parce qu'ils ont pour effet de hisser les prix à la sortie de l'exploitation au-dessus des niveaux qui auraient autrement prévalu, reviennent à imposer implicitement les consommateurs. Si certaines de ces mesures ont des finalités dont il y a lieu de se féliciter, lorsqu'elles visent à préserver des communautés rurales et à encourager l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, elles peuvent aussi conduire à des distorsions de la production et des échanges et causer des dommages à l'environnement.

Définition

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de l'OCDE est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. Elle peut prendre la forme d'un montant total, mais elle est le plus souvent exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes. C'est cette mesure qui est utilisée ici.

La mesure a été approuvée par l'ensemble des pays membres de l'OCDE et est largement reconnue comme le seul indicateur fiable pour comparer le soutien à l'agriculture entre les pays et dans le temps. L'Union européenne est traitée comme une entité unique.

En bref

Les écarts entre les niveaux de soutien observés dans les pays de l'OCDE sont marqués. L'ESP exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes varie pour ces pays de quasiment zéro à 63 %. Ces disparités s'expliquent, entre autres, par l'hétérogénéité des objectifs visés par les pouvoirs publics, le recours à des moyens d'action différents au fil du temps, et les variations dans le rythme et la portée des réformes de la politique agricole. Sur le long terme, le niveau du soutien apporté aux producteurs a diminué dans la plupart des pays membres de l'OCDE. Ainsi, l'ESP moyenne en pourcentage des recettes agricoles brutes a été plus faible sur la période 2010-2012 qu'entre 1986 et 1988 (19 % contre 37 %). Les modalités selon lesquelles le soutien aux producteurs est dispensé ont également progressé quelque peu au profit de mesures ayant généralement moins d'effets de distorsion sur le marché.

S'agissant des économies émergentes, pour lesquelles l'ESP est calculée en pourcentage des recettes agricoles, cet indicateur était inférieur à la moyenne de l'OCDE en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine et dans la Fédération de Russie, mais a atteint 19 % en Indonésie, soit la moyenne de l'OCDE, en 2010-2012. L'évolution du niveau de soutien aux producteurs est variable suivant les économies émergentes. S'il a reculé en Afrique du Sud et dans la Fédération de Russie, il a en revanche progressé au Brésil, en Chine et en Indonésie depuis le milieu des années 90.

Comparabilité

Des efforts permanents sont déployés, dans le cadre des travaux d'élaboration du rapport annuel Politiques agricoles : suivi et évaluation, pour que les politiques de l'ensemble des pays de l'OCDE soient traitées de manière cohérente et exhaustive. Chaque année, les estimations provisoires obtenues sont soumises à l'examen et à l'approbation des représentants des pays membres de l'OCDE, de même que toutes les modifications apportées à la méthodologie utilisée.

En raison de sa Politique agricole commune (PAC), l'UE est considérée comme une entité unique, c'est pourquoi le tableau ne peut inclure de données relatives à chacun de ses États membres. Les chiffres concernant l'Autriche, la Finlande et la Suède sont pris en compte dans le total de l'OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à partir de 1995. Les données relatives à l'Estonie, à la Hongrie, à la Pologne, à la République slovaque et à la République tchèque sont prises en compte dans le total de l'OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à partir de 2004. Les données relatives à la Slovénie sont prises en compte dans le total de l'OCDE à partir de 1992 et dans celui de l'UE à compter de 2004. Les chiffres concernant la Croatie ne sont pas encore pris en compte dans le total de l'OCDE. Les chiffres concernant le Chili et Israël sont pris en compte dans le total de l'OCDE à compter de 1995. Les chiffres relatifs aux États membres de l'UE non membres de l'OCDE ne sont pas pris en compte dans le total de l'OCDE.

Sources

- OCDE (2013), *Politiques agricoles: suivi et évaluation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Examen des politiques agricoles de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), " *Politiques agricoles : Manuel de l'estimation du soutien aux producteurs (Manuel de l'ESP)*", OECD, Paris.

Bases de données en ligne

- *Statistiques agricoles de l'OCDE* (Base de données).

Sites Internet

- Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs (matériel supplémentaire), www.oecd.org/agriculture/pse.



SOUTIEN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À L'AGRICULTURE

Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	3.3	3.3	4.7	3.7	3.4	3.6	4.4	4.8	4.4	3.1	2.8	2.9	2.7
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	19.3	15.5	20.5	24.4	20.3	21.3	20.8	16.4	13.2	17.5	16.7	15.1	14.3
Chili	11.2	6.2	9.3	5.5	4.9	5.0	4.2	3.4	2.6	4.7	2.6	3.0	3.3
Corée	66.1	57.7	59.7	56.7	61.3	59.7	58.6	57.4	45.5	50.9	40.1	52.4	53.8
Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	23.3	22.1	18.4	15.1	16.4	15.3	11.2	10.0	8.8	10.6	7.8	7.7	7.1
Finlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
France	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	69.6	62.6	66.4	65.0	65.9	66.9	64.7	55.4	50.6	49.2	44.3	44.3	47.3
Israël	22.7	20.5	16.1	11.8	10.3	10.6	7.9	1.8	16.3	13.1	13.2	12.8	11.4
Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Japon	59.7	56.3	57.2	57.5	56.0	53.8	51.6	46.7	48.2	48.9	54.9	51.4	55.9
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	23.4	18.3	26.8	19.1	11.5	12.9	13.1	13.0	12.3	14.0	12.4	12.8	12.3
Norvège	66.5	65.3	73.7	71.1	66.3	65.8	64.1	54.6	59.4	61.1	60.4	59.1	63.1
Nouvelle-Zélande	0.3	0.6	0.3	0.7	0.6	1.3	0.9	0.7	0.6	0.5	0.7	1.0	0.8
Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suisse	70.7	68.1	71.4	69.9	70.0	66.7	66.0	53.0	56.5	60.8	52.4	54.6	56.6
Turquie	30.5	14.3	26.1	31.2	31.5	33.1	33.4	26.2	26.2	28.4	26.3	22.3	22.4
UE-28	32.7	30.2	33.8	33.6	33.2	30.8	29.1	22.8	23.5	23.3	19.8	18.0	19.0
OCDE	32.3	28.8	30.6	29.1	29.3	27.7	25.6	20.8	20.7	21.9	19.2	18.3	18.6
Afrique du Sud	5.8	3.7	10.1	7.1	7.9	6.2	9.0	5.1	3.6	4.1	1.7	2.7	3.2
Brésil	5.7	4.3	4.7	5.6	4.2	6.7	6.1	4.7	3.7	6.5	4.5	4.8	4.6
Chine	2.3	4.0	7.4	9.0	6.5	7.4	12.1	9.9	2.9	11.5	15.3	12.9	16.8
Fédération de Russie	1.1	8.0	7.5	15.0	21.2	14.5	14.6	15.1	20.5	20.7	21.5	15.1	13.5
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	6.9	3.6	12.3	12.6	8.8	3.7	15.2	14.9	-10.7	5.9	21.0	14.5	20.9

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039939>

Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037602>

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

Les pouvoirs publics des pays de l'OCDE apportent un soutien financier à l'industrie de la pêche, généralement au titre de la gestion, ce qui englobe la surveillance et la recherche. Un tel soutien financier est important pour garantir le caractère durable et la responsabilité du secteur de la pêche.

Définition

L'indicateur « transferts financiers publics » (TFP) constitue une mesure du soutien financier accordé par les pouvoirs publics au secteur de la pêche. Les TFP recouvrent les transferts directs destinés à accroître les revenus des bénéficiaires (paiements directs), les transferts destinés à réduire les coûts d'exploitation, et les dépenses au titre des services généraux fournis au secteur de la pêche. Ces services généraux comprennent essentiellement des activités de protection des zones de pêche et de gestion des ressources halieutiques, mais aussi dans certains cas des prévisions météorologiques par zone et des services de navigation et de surveillance par satellite reposant sur des systèmes conçus à l'intention des flottilles de pêche.

Comparabilité

Les données sont relativement complètes et cohérentes dans le temps, mais certaines variations d'une année à l'autre peuvent refléter des modifications des systèmes statistiques nationaux. Il convient également de noter que les chiffres concernant les services généraux fournis par les pouvoirs publics peuvent englober des dépenses d'équipement importantes et ponctuelles. Par ailleurs, certains types de TFP (telles que les dépenses de surveillance maritime) peuvent relever d'autres organismes que les services des pêches (ainsi, dans certains pays, la surveillance maritime est assurée par la marine), si bien que certaines des données correspondantes sont susceptibles de faire défaut. En outre, certains chiffres, notamment pour les années les plus récentes, sont encore pro-

visaires, et un certain nombre de données sont indisponibles pour divers pays et différentes années.

En bref

Au total, le montant des transferts financiers publics en faveur du secteur halieutique a progressé, pour s'établir à 7.3 milliards USD environ en 2010. La plupart de ces transferts ne sont pas des paiements directs aux pêcheurs mais correspondent à la prestation de services généraux, qui consistent surtout en des activités de gestion, de police et de recherche. Sont également prises en compte dans les TFP les aides en faveur des infrastructures, comme la construction de ports et l'entretien des installations portuaires, la reconstitution des stocks, et la conservation de l'habitat. Les paiements directs dont bénéficient les pêcheurs ont pour principal objectif l'ajustement du secteur, et sont versés dans le cadre de programmes de désarmement ou de modernisation des bateaux, et de retraite anticipée. En 2010, 327 millions USD ont été consacrés à des programmes ayant trait à la construction de nouveaux bateaux ou à la modernisation des bateaux existants. Les totaux pour la zone OCDE sont approximatifs dans la mesure où tous les pays membres ne communiquent pas des données pour chaque année.

Sources

- OCDE (2012), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Politiques et statistiques de base*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Statistiques nationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Love, P. (2010), *Les pêcheries, Jusqu'à l'épuisement des stocks ? Les essentiels de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Redressement des pêches, Le cap à suivre*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche: Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects*, OECD Sustainable Development Studies, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, Éditions OCDE.
- OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Pêcheries, www.oecd.org/pecheries.



Pêche : transferts financiers publics

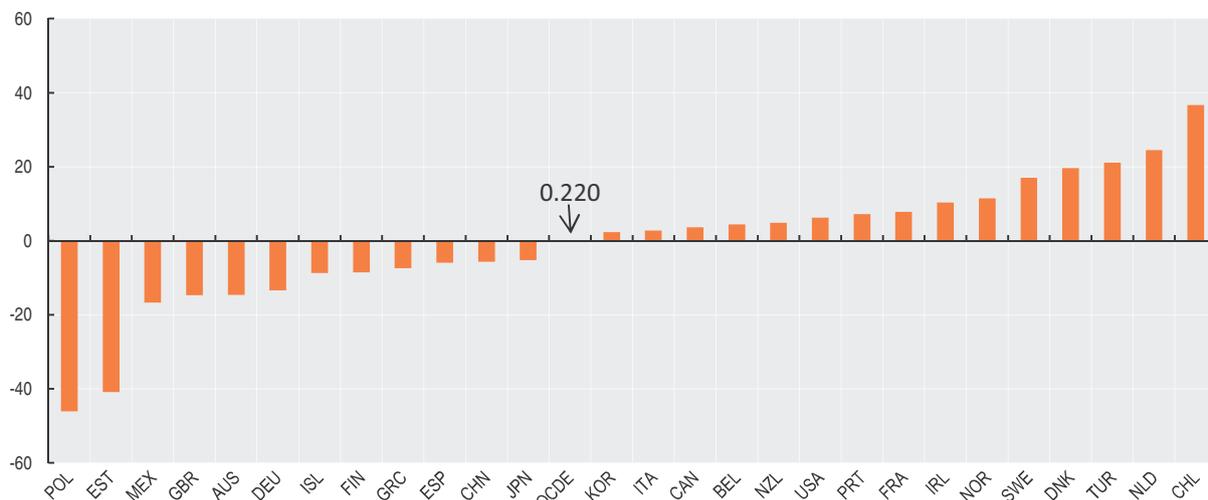
Milliers de dollars des EU

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	29 834	28 988	28 208	33 890	6 088	17 284	4 899	6 815	5 129	4 817	7 053	3 334	6 268
Australie	82 272	75 902	78 038	95 558	95 560	38 420	45 772	57 954	66 959	26 962	17 027	18 719	14 248
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	6 849	2 830	1 607	1 668	6 328	8 613	7 132	3 288	1 268	13 579	10 546	2 866	6 178
Canada	564 497	483 982	464 257	522 581	547 923	553 193	595 220	634 525	657 050	699 537	805 543	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	39 351	48 247	58 610	100 397	107 733	89 470
Corée	320 449	428 313	538 695	495 280	495 280	649 387	644 000	702 990	793 569	490 126	403 345	342 123	..
Danemark	16 316	..	68 769	37 659	28 505	58 108	89 991	63 717	83 224	80 138	98 079	81 225	77 607
Espagne	364 096	376 614	301 926	353 290	257 730	249 047	247 647	188 082	102 699	78 979	198 011	116 807	82 111
Estonie	..	..	..	..	..	..	11 579	9 002	4 047	1 359	1 509	..	..
États-Unis	1 037 710	1 169 590	1 130 810	1 290 440	1 147 521	1 407 813	1 793 833	1 985 497	2 084 409	1 623 589	1 901 267	2 481 532	-
Finlande	13 908	16 510	16 025	20 231	19 397	24 816	17 569	20 877	20 900	14 987	5 715	5 902	..
France	166 147	141 786	155 283	179 740	108 358	141 359	63 360	..	323 811	327 786	..	..	..
Grèce	87 315	86 957	88 334	119 045	35 500	61 013	57 188	56 276	66 744	41 184	6 667	37 360	45 966
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	87 636	71 421	60 811	62 326	21 231	21 926	65 000	200 181	245 913	212 712	..	..	..
Islande	41 978	28 310	28 955	48 348	55 705	64 326	51 331	61 459	45 489	31 043	16 967	5 619	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	217 679	231 680	159 630	149 270	170 055	74 524	194 696	123 276	56 855	270 694	286 472	241 055	..
Japon	2 913 149	2 574 086	2 323 601	2 310 744	2 437 934	2 165 198	1 952 853	1 821 144	2 008 992	2 152 652	1 697 529	1 920 135	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	177 000	114 000	84 973	88 760	85 267	..	..	33 133	29 724	..
Norvège	104 564	99 465	156 340	139 200	142 315	149 521	188 488	237 347	261 244	277 890	284 090	316 945	326 844
Nouvelle-Zélande	27 273	15 126	18 981	38 325	29 973	37 147	37 926	40 545	41 805	38 795	43 723	43 924	37 416
Pays-Bas	1 389	12 779	12 443	6 569	5 218	13 685	18 501	5 635	42 726	3 206	12 405	..	..
Pologne	..	..	..	..	..	97 327	34 264	28 326	..	38 085	5 407	10 790	..
Portugal	25 578	25 066	24 899	26 930	26 930	32 769	29 219	30 896	18 025	53 303	38 610	28 061	23 092
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	3 801	8 836	29 234	..	..	..	..
Royaume-Uni	81 394	73 738	64 743	81 997	87 863	90 579	103 347	..	30 092	11 381	16 626	32 417	14 882
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	25 186	22 505	24 753	30 650	51 129	49 780	50 057	89 310	92 766	105 327	121 358	115 578	77 376
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	26 372	17 721	16 167	16 300	59 500	98 072	135 931	144 927	199 858	165 728	179 524	166 561	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	6 153 955	5 949 321	5 734 867	6 307 763	6 080 611	5 730 942	6 433 147	6 612 803	7 301 822	6 822 467	6 291 001	6 108 410	756 726
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039958>

Pêche : transferts financiers publics

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1999-2010 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037621>

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

La promotion du développement économique et social dans les pays partenaires est un objectif essentiel de l'OCDE depuis sa création. La part du revenu national qu'un pays consacre à l'aide publique au développement (APD) est généralement considérée comme un indicateur de son engagement en faveur du développement international. L'ONU a depuis longtemps déjà assigné pour objectif aux pays développés d'affecter 0.7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD.

Définition

Cet indicateur renseigne sur l'APD nette totale en proportion du RNB ainsi que sur la répartition de l'APD par zone géographique et par catégorie de revenu national.

Par APD, on entend l'aide fournie par les États en vue de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement. Les prêts et crédits accordés à des fins militaires en sont exclus. L'aide peut emprunter la voie bilatérale, autrement dit être fournie directement par un donneur à un bénéficiaire, ou transiter par un organisme multilatéral d'aide au développement, comme l'ONU ou la Banque mondiale. L'aide peut prendre la forme de dons, de prêts assortis de conditions de faveur ou d'apports d'assistance technique. Sont considérés comme assortis de conditions de faveur les prêts comportant un élément de libéralité d'au moins 25 % du total.

L'OCDE tient une liste de pays et territoires en développement, et seule l'aide qui leur est destinée est comptabilisée dans l'APD.

En bref

On a assisté entre 1960 et 1990 à un accroissement constant des apports d'aide publique au développement (APD) en provenance des pays membres du CAD. L'APD totale exprimée en pourcentage du revenu national brut (RNB) cumulé des pays membres du CAD a en revanche baissé entre 1960 et 1970, avant d'osciller entre 0.27 % et 0.36 % pendant un peu plus d'une vingtaine d'années. Entre 1993 et 1997, les apports d'APD ont chuté de 16 %, en termes réels, en raison des efforts d'assainissement budgétaire entrepris dans les pays donateurs après la récession du début des années 90.

Les apports d'aide ont ensuite recommencé à progresser, en termes réels, à partir de 1998, mais demeuraient à un niveau historiquement bas en proportion du RNB (0.22 %) en 2001. Depuis lors, ils se sont accrus sous l'effet de la concrétisation des engagements souscrits lors d'une série de conférences internationales à haut niveau. La Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Monterrey (Mexique) en 2002, a offert aux donateurs l'occasion de se fixer des objectifs précis et marqué un tournant dans l'évolution de l'APD après dix années de déclin. En 2005, les donateurs ont à nouveau pris l'engagement d'accroître leurs apports d'aide lors du Sommet du G8 de Gleneagles et du Sommet du Millénaire+5 des Nations Unies. En 2005 et 2006, l'aide a culminé en raison d'allègements de dette exceptionnels consentis à l'Irak et au Nigéria. L'APD nette a augmenté de 63 % entre 2000 et 2010, année au cours de laquelle elle a atteint un pic. En 2012, l'APD nette totale distribuée par les membres du CAD a été ramenée à 127 milliards USD, soit un repli de 3.6 %, en termes réels, par rapport à 2011. La moyenne pondérée de l'APD totale, en pourcentage du RNB cumulé des donateurs, s'est établie à 0.29 % en 2012.

Cette liste, qui est régulièrement mise à jour, compte actuellement plus de 150 pays ou territoires dans lesquels le revenu par habitant était inférieur à 12 276 USD en 2010. Les données sur les apports d'APD sont communiquées par les 29 pays de l'OCDE membres du Comité d'aide au développement (CAD).

Comparabilité

Les statistiques sur l'APD sont établies sur la base d'un ensemble de directives mises au point par le CAD, et les statistiques de chaque pays font l'objet, à intervalles réguliers, d'un examen de la part des autres membres du CAD.

En 2013, cinq nouveaux donateurs ont adhéré au CAD (l'Islande, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovaquie). L'adhésion de la Slovaquie étant intervenue tard dans l'année (le 3 décembre), le Secrétariat n'a pas été en mesure d'incorporer les données relatives à ce pays aux chiffres de 2012 pour les membres du CAD qu'il a publiés en décembre 2013. Le présent indicateur fait donc encore apparaître la Slovaquie comme bailleur non membre du CAD. Les chiffres concernant la Slovaquie seront pris en compte au titre de l'ensemble des membres du CAD à compter du rapport de 2014 sur les apports réalisés en 2013.

Dans le cadre de sa stratégie de coopération globale, le CAD encourage les donateurs autres que ses membres à rendre compte de leurs apports d'aide au Secrétariat du Comité. Cette démarche est volontaire et, à l'heure actuelle, 14 donateurs bilatéraux non membres du CAD ainsi que plus de 33 organismes multilatéraux (banques régionales de développement, organismes des Nations Unies, institutions financières internationales, etc.) fournissent au CAD les données dont ils disposent sur leurs apports d'APD aux pays en développement.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur le développement international* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Keeley, B. (2009), *Les migrations internationales: Le visage humain de la mondialisation*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2014), *Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Coopération pour le Développement : Rapport*, Éditions OCDE.
- OCDE (2013), *Perspectives du développement mondial*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *L'aide au commerce: Comment la rendre efficace, Objectif développement*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Efficacité de l'aide 2011 : Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, Pour une meilleure aide au développement*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Versements, Engagements, Indicateurs par pays*, Éditions OCDE.
- OCDE et Organisation mondiale du commerce (2012), *Panorama de l'aide pour le commerce*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur le développement international*.

Sites Internet

- *Statistiques de l'aide*, www.oecd.org/cad/stats.


Aide publique au développement nette

	En pourcentage du revenu national brut						Millions de dollars des EU					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	0.37	0.38	0.35	0.39	0.39	0.37	12 291	13 981	12 079	12 985	14 093	12 939
Australie	0.32	0.32	0.29	0.32	0.34	0.36	2 669	2 954	2 762	3 826	4 983	5 403
Autriche	0.50	0.43	0.30	0.32	0.27	0.28	1 808	1 714	1 142	1 208	1 111	1 106
Belgique	0.43	0.48	0.55	0.64	0.54	0.47	1 951	2 386	2 610	3 004	2 807	2 315
Canada	0.29	0.33	0.30	0.34	0.32	0.32	4 080	4 795	4 000	5 214	5 459	5 650
Corée	0.07	0.09	0.10	0.12	0.12	0.14	696	802	816	1 174	1 325	1 597
Danemark	0.81	0.82	0.88	0.91	0.85	0.83	2 562	2 803	2 810	2 871	2 931	2 693
Espagne	0.37	0.45	0.46	0.43	0.29	0.16	5 140	6 867	6 584	5 949	4 173	2 037
États-Unis	0.16	0.18	0.21	0.21	0.20	0.19	21 787	26 437	28 831	30 353	30 920	30 687
Finlande	0.39	0.44	0.54	0.55	0.53	0.53	981	1 166	1 290	1 333	1 406	1 320
France	0.38	0.39	0.47	0.50	0.46	0.45	9 884	10 908	12 602	12 915	12 997	12 028
Grèce	0.16	0.21	0.19	0.17	0.15	0.13	501	703	607	508	425	327
Irlande	0.55	0.59	0.54	0.52	0.51	0.47	1 192	1 328	1 006	895	914	808
Italie	0.19	0.22	0.16	0.15	0.20	0.14	3 971	4 861	3 297	2 996	4 326	2 737
Japon	0.17	0.19	0.18	0.20	0.18	0.17	7 697	9 601	9 467	11 058	10 831	10 605
Luxembourg	0.92	0.97	1.04	1.05	0.97	1.00	376	415	415	403	409	399
Norvège	0.95	0.89	1.06	1.05	0.96	0.93	3 735	4 006	4 081	4 372	4 756	4 753
Nouvelle-Zélande	0.27	0.30	0.28	0.26	0.28	0.28	320	348	309	342	424	449
Pays-Bas	0.81	0.80	0.82	0.81	0.75	0.71	6 224	6 993	6 426	6 357	6 344	5 523
Portugal	0.22	0.27	0.23	0.29	0.31	0.28	471	620	513	649	708	581
Royaume-Uni	0.36	0.43	0.51	0.57	0.56	0.56	9 849	11 500	11 283	13 053	13 832	13 892
Suède	0.93	0.98	1.12	0.97	1.02	0.97	4 339	4 732	4 548	4 533	5 603	5 240
Suisse	0.37	0.42	0.44	0.39	0.46	0.47	1 685	2 038	2 310	2 300	3 051	3 045

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039977>
Répartition de l'aide publique nette de toutes les sources par revenus et par régions

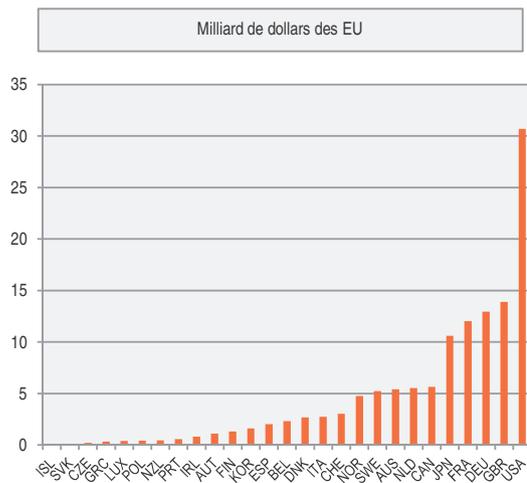
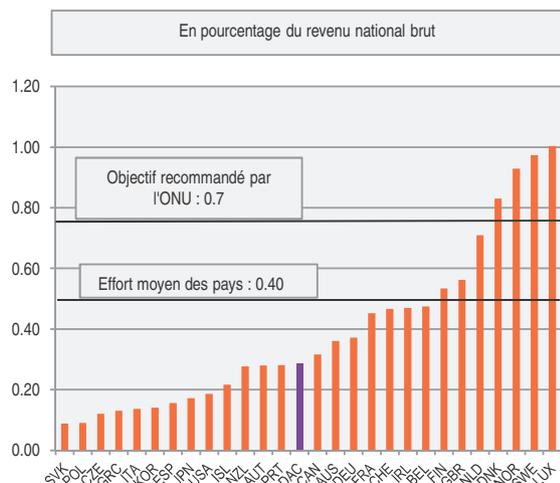
Millions de dollars des EU

	2008	2009	2010	2011	2012
Par groupe de revenu					
Pays les moins avancés	39 107	40 300	44 607	45 289	43 334
Autres pays à faible revenu	2 833	3 299	3 257	4 189	4 620
Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	34 607	33 024	31 744	31 430	31 215
Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure	13 561	12 794	11 475	16 077	15 227
Non alloué	37 003	36 818	39 853	43 936	38 779
Pays en développement plus avancés	808	886	735	0	0
Par région					
Afrique subsaharienne	39 627	42 465	43 716	45 600	44 700
Asie du Sud et Asie Centrale	..	..	..	..	..
Autres pays d'Asie et d'Océanie	9 859	10 887	10 629	8 530	9 244
Moyen-Orient et Afrique du Nord	24 139	13 442	12 158	15 415	13 780
Amérique latine et Caraïbes	9 288	9 022	11 296	11 538	10 105
Europe	5 377	5 793	5 856	8 856	8 011
Non spécifié	23 648	27 048	29 379	30 911	29 390
Total des pays en développement	127 919	127 121	131 670	140 922	133 176

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039996>

Aide publique au développement nette

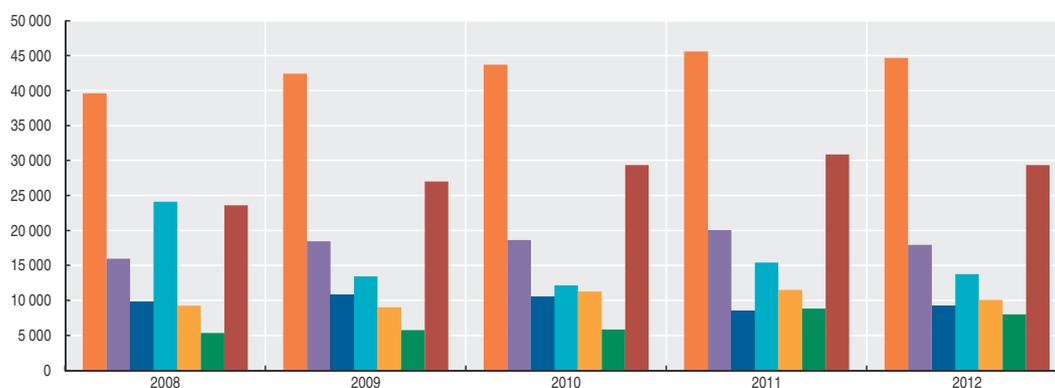
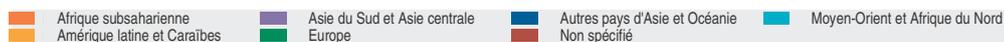
2012



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037640>

Répartition de l'aide publique nette de toutes les sources par région

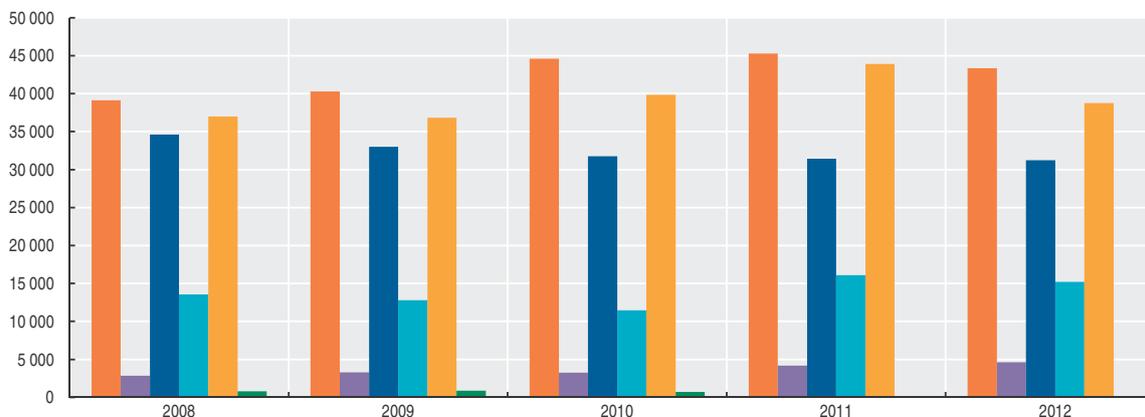
Millions de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037659>

Répartition de l'aide au développement nette des pays du CAD par groupe de revenu

Millions de dollars des EU

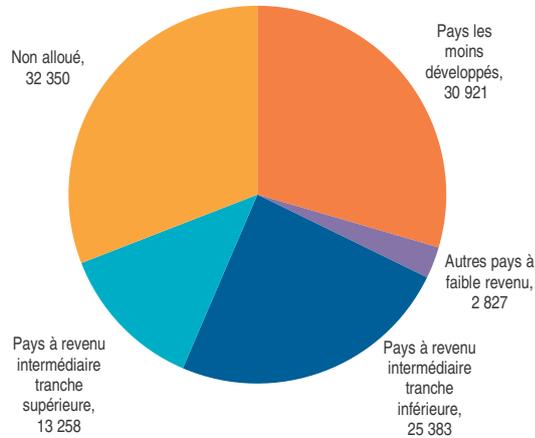


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037678>



Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par groupe de revenus

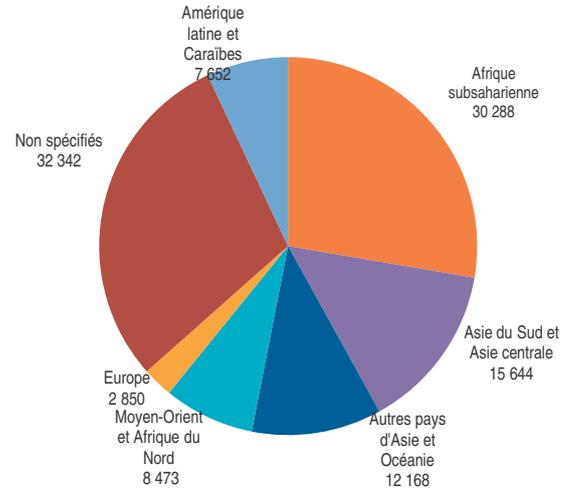
Millions de dollars des EU, moyenne 2011-12



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037697>

Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par région

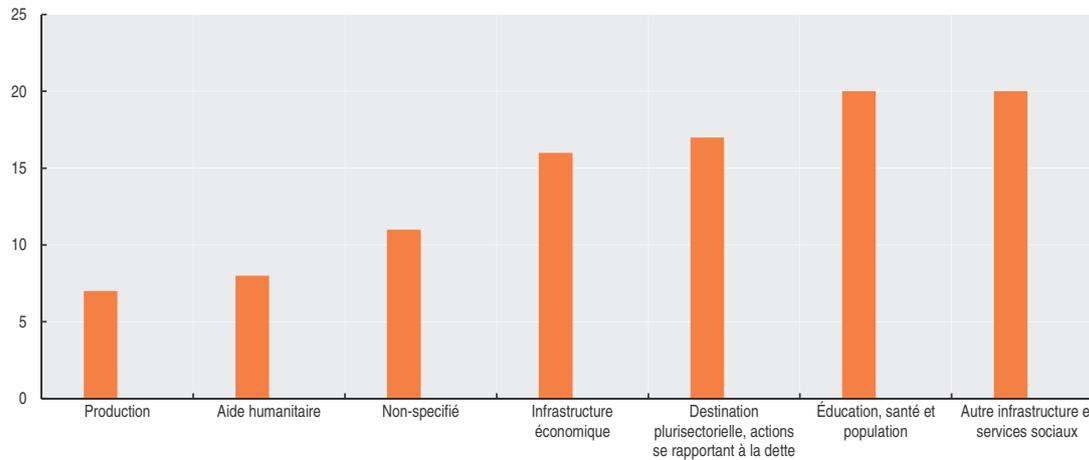
Millions de dollars des EU, moyenne 2011-12



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037716>

Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par secteur

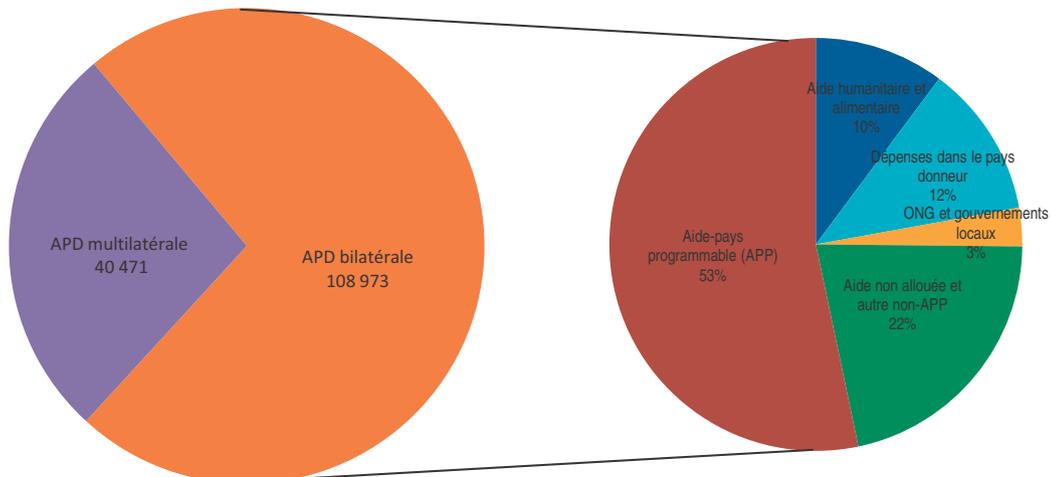
En pourcentage de l'aide publique brute totale, moyenne 2011-12



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037735>

Composition de l'aide des pays du CAD

Millions de dollars des EU, 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037754>

IMPÔTS APPLICABLES AU TRAVAILLEUR MOYEN

Les impôts applicables au travailleur moyen constituent un indicateur égal au rapport entre le montant des impôts payés par un travailleur et son employeur sur le salaire moyen national et les coûts de main-d'œuvre totaux que ce travailleur représente pour son employeur. Ce coïncidence permet d'évaluer l'ampleur de l'effet dissuasif exercé par le système fiscal sur l'emploi.

Définition

Les impôts pris en compte dans cet indicateur sont les impôts sur le revenu des personnes physiques ainsi que les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale. Les prélèvements sur les salaires sont également pris en considération pour les rares pays où il en existe. Le montant des impôts payés pour l'emploi d'un travailleur moyen est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre qu'il représente (à savoir le salaire brut majoré des cotisations patronales de sécurité sociale et des prélèvements sur les salaires).

On entend par travailleur moyen une personne dont la rémunération est égale au revenu moyen des travailleurs du pays concerné qui travaillent à temps complet dans les secteurs B à N de la *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique* (CITI, rév. 4). Le travailleur moyen est réputé célibataire et sans enfant, ce qui signifie qu'il ou elle ne bénéficie d'aucun allègement fiscal au titre d'un conjoint, d'un concubin ou d'un enfant à charge.

Comparabilité

Les catégories d'impôts prises en compte dans cet indicateur sont totalement comparables d'un pays à l'autre. Elles correspondent à des définitions communes acceptées par tous les pays de l'OCDE.

Les niveaux de revenu des travailleurs diffèrent d'un pays à l'autre dans les secteurs B à N de la CITI, mais on peut considérer qu'ils correspondent à des types d'activités comparables dans les différents pays.

Les informations sur le niveau de revenu du travailleur moyen sont fournies par les ministères des Finances de tous les pays de l'OCDE, et sont fondées sur des enquêtes statistiques nationales. On calcule le montant des impôts versés par un travail-

En bref

En 2012, les impôts applicables au travailleur moyen représentaient, en moyenne, environ 36 % des coûts totaux de main-d'œuvre dans les pays de l'OCDE. Ce coïncidence variait de 7 % au Chili à 56 % en Belgique.

En moyenne, les impôts applicables au travailleur moyen ont diminué d'environ un point de pourcentage depuis 2000 pour l'ensemble de la zone OCDE. Il existe toutefois des écarts sensibles entre les pays. Huit des 34 pays membres de l'OCDE ont enregistré une hausse globale de ces impôts depuis 2000. Les pays où l'augmentation a été la plus forte sont l'Islande, le Japon et le Mexique. Parmi les 25 pays qui ont constaté un fléchissement global des impôts applicables au travailleur moyen, ceux qui ont enregistré les baisses les plus marquées sont le Danemark, la Finlande, la Hongrie, Israël et la Suède.

leur célibataire en appliquant la législation fiscale du pays concerné. En conséquence, les mesures du coïncidence obtenues résultent d'un exercice de modélisation plutôt que de l'observation directe des impôts effectivement payés par les travailleurs et leurs employeurs.

Sources

- OCDE (2013), *Les impôts sur les salaires*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Torres, C., K. Mellbye et B. Brys (2012), "Trends in personal income tax and employee social security contribution schedules", *OECD Taxation Working Papers*, No. 12.
- OCDE (2011), "Taxation and employment", *OECD Tax Policy Studies*, No. 21.
- OCDE (2012), *Prestations et salaires*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), "Encouraging savings through tax-referred accounts", *OECD Tax Policy Studies*, No. 15.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Statistiques des recettes publiques*, Éditions OCDE.
- OCDE, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2013), *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques fiscales de l'OCDE*.

Sites Internet

- Prestations et salaires - Indicateurs de l'OCDE, www.oecd.org/els/social/prestationsetsalaires.
- Centre de politique et d'administration fiscales, www.oecd.org/fr/ctp/.
- Analyse des politiques fiscales, www.oecd.org/fr/ctp/politiques-fiscales.
- Les impôts sur les salaires (matériel supplémentaire), www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/taxing-wages.htm (en anglais).



IMPÔTS APPLICABLES AU TRAVAILLEUR MOYEN

Impôts applicables au salarié moyen

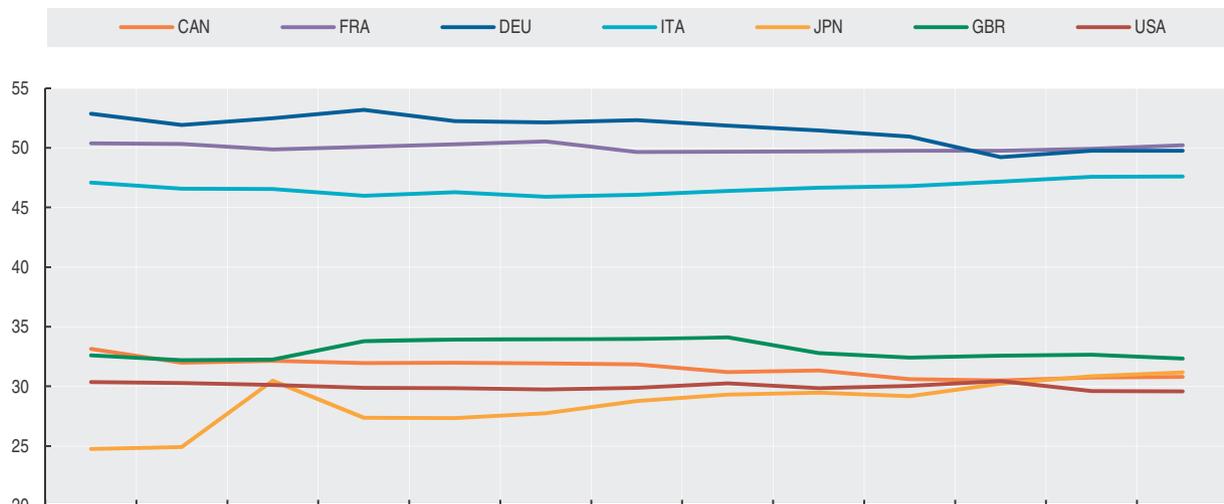
En pourcentage des coûts de main-d'oeuvre

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	51.9	52.5	53.2	52.2	52.1	52.3	51.9	51.5	50.9	49.2	49.8	49.8
Australie	27.6	28.0	28.2	28.2	28.5	28.3	27.7	26.9	26.7	26.8	26.7	27.2
Autriche	46.9	47.1	47.4	48.3	48.1	48.5	48.8	49.0	47.9	48.2	48.5	48.9
Belgique	56.7	56.3	55.7	55.4	55.5	55.5	55.6	55.9	55.7	55.9	56.1	56.0
Canada	32.0	32.1	32.0	32.0	31.9	31.9	31.2	31.3	30.6	30.5	30.7	30.8
Chili	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0
Corée	16.5	16.1	16.4	17.0	17.3	18.2	19.7	20.0	19.5	20.1	20.5	21.0
Danemark	43.3	42.4	42.4	41.0	40.9	41.0	41.1	40.9	39.5	38.3	38.4	38.6
Espagne	38.9	39.1	38.6	38.8	39.0	39.1	39.0	38.0	38.3	39.7	40.0	41.4
Estonie	41.0	42.1	42.3	41.5	39.9	39.0	39.0	38.4	39.2	40.1	40.3	40.4
États-Unis	30.3	30.1	29.9	29.8	29.8	29.9	30.3	29.8	30.1	30.5	29.6	29.6
Finlande	46.4	45.9	45.0	44.5	44.6	44.0	43.9	43.8	42.5	42.3	42.3	42.5
France	50.3	49.9	50.1	50.3	50.6	49.7	49.7	49.7	49.8	49.8	49.9	50.2
Grèce	38.2	39.3	39.9	41.4	41.2	42.3	41.8	41.0	40.7	39.2	42.4	41.9
Hongrie	55.8	53.7	50.8	51.7	51.1	51.9	54.5	54.1	53.1	46.6	49.5	49.4
Irlande	25.9	24.4	24.4	24.1	23.5	23.0	22.2	22.3	24.7	25.8	25.8	25.9
Islande	29.3	30.9	31.5	31.9	32.1	31.8	30.5	30.9	30.5	33.4	34.1	34.5
Israël	29.5	30.0	27.1	25.3	24.9	23.5	24.1	21.7	20.2	19.4	19.4	19.2
Italie	46.6	46.6	46.0	46.3	45.9	46.1	46.4	46.6	46.8	47.2	47.6	47.6
Japon	24.9	30.5	27.4	27.3	27.7	28.8	29.3	29.5	29.2	30.2	30.8	31.2
Luxembourg	35.7	32.9	33.5	33.9	34.7	35.3	36.3	34.7	33.9	34.3	36.2	35.8
Mexique	13.1	15.8	16.7	15.2	14.7	15.0	15.9	15.1	15.3	15.5	18.7	19.0
Norvège	39.2	38.6	38.1	38.1	37.2	37.4	37.5	37.6	37.3	37.3	37.6	37.6
Nouvelle-Zélande	19.4	19.4	19.5	19.7	20.0	20.4	21.1	20.5	18.1	17.0	15.9	16.4
Pays-Bas	37.4	37.4	37.2	38.8	38.9	38.4	38.7	39.2	38.0	38.1	38.0	38.6
Pologne	38.0	38.0	38.2	38.4	38.7	39.0	38.2	34.7	34.1	34.2	34.3	35.5
Portugal	36.4	37.6	37.4	37.4	36.8	37.5	37.3	36.9	36.5	37.1	38.0	36.7
République slovaque	42.5	42.1	42.5	42.2	38.0	38.3	38.4	38.8	37.7	37.9	38.8	39.6
République tchèque	42.6	43.0	43.2	43.5	43.7	42.5	42.9	43.4	42.0	42.1	42.6	42.4
Royaume-Uni	32.2	32.3	33.8	33.9	33.9	34.0	34.1	32.8	32.4	32.6	32.7	32.3
Slovénie	46.2	46.1	46.2	46.3	45.6	45.3	43.3	42.9	42.2	42.5	42.6	42.3
Suède	49.1	47.8	48.2	48.4	48.1	47.8	45.3	44.8	43.2	42.8	42.8	42.8
Suisse	22.4	22.4	21.9	21.7	21.7	21.6	21.9	21.4	21.5	21.6	21.9	21.5
Turquie	43.6	42.5	42.2	42.8	42.8	42.7	42.7	39.9	37.4	37.9	38.2	38.2
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	36.4	36.5	36.3	36.3	36.1	36.1	36.1	35.6	35.1	35.0	35.5	35.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933040015>

Impôts applicables au salarié moyen

En pourcentage des coûts de main-d'oeuvre



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037773>

RECETTES FISCALES TOTALES

Les recettes fiscales totales exprimées en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'État sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du contrôle exercé par l'État sur les ressources produites par l'économie.

Définition

Les impôts sont définis comme des paiements obligatoires, sans contrepartie, au profit des administrations publiques. Ils sont sans contrepartie en ce sens que les prestations fournies par l'État aux contribuables ne sont normalement pas proportionnelles aux sommes qu'ils ont acquittées. Les données sur les recettes fiscales totales présentées ici ont trait aux recettes provenant des impôts sur le revenu et les bénéfices, des cotisations de sécurité sociale, des impôts prélevés sur les biens et les services, des prélèvements sur les salaires, des impôts sur le patrimoine et des droits de mutation, ainsi que d'autres impôts et taxes.

Les impôts sur le revenu et les bénéfices sont des impôts prélevés sur le revenu ou les bénéfices nets (c'est-à-dire les revenus bruts minorés des déductions fiscales autorisées) des personnes physiques et des entreprises. Ils comprennent également les impôts prélevés sur les plus-values des personnes physiques et des entreprises et sur les gains provenant de jeux d'argent.

En bref

La pression fiscale a continué de s'accroître dans les pays de l'OCDE en 2012, progressant de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 34,6 % du PIB en moyenne. On a calculé son évolution en appliquant le pourcentage de variation moyen non pondéré pour 2012, dans les 30 pays qui avaient communiqué des données concernant cette année, aux recettes fiscales totales moyennes rapportées au PIB pour 2011. Le taux d'accroissement s'est révélé plus fort qu'en 2011 et 2010, années pour lesquelles la pression fiscale moyenne était de 34,1 % et 33,8 %, respectivement. Par rapport à 2011, les recettes fiscales totales exprimées en pourcentage du PIB ont augmenté dans 21 des 30 pays pris en compte et diminué dans les neuf autres. Dans la plupart des cas, cependant, les recettes fiscales totales rapportées au PIB ont très peu varié.

La légère tendance à la hausse enregistrée dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE pendant les années 90 a pris fin en 2000. Depuis lors, les recettes fiscales totales exprimées en pourcentage du PIB ont diminué dans tous les pays de l'OCDE, de moins d'un point de pourcentage toutefois.

Les recettes tirées des impôts sur le revenu et les bénéfices représentaient en moyenne 11,4 % du PIB en 2011. Ce chiffre a évolué à la hausse au cours de la seconde moitié des années 90, pour atteindre un pic en 2000. Après avoir légèrement reflué les années suivantes, le pourcentage moyen a dépassé en 2007 le niveau record atteint en 2000, mais a reculé à nouveau depuis lors.

Pour ce qui est des recettes tirées des impôts sur les biens et les services, la moyenne de l'OCDE a baissé de 0,3 point de pourcentage depuis 2005, mais reste toutefois remarquablement stable depuis 1995, à environ 11 % du PIB.

Les impôts sur les biens et les services englobent tous les impôts prélevés sur la production, l'extraction, la vente, le transfert, la location ou la livraison de biens et la prestation de services, ou sur l'utilisation de biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités. Il s'agit essentiellement de taxes sur la valeur ajoutée et sur le chiffre d'affaires.

On notera que la somme des impôts sur les biens et les services et des impôts sur le revenu et les bénéfices est inférieure aux recettes fiscales totales.

Comparabilité

Les données sur les recettes fiscales sont collectées de manière à permettre autant que possible les comparaisons entre pays. Les représentants des pays ont approuvé la définition de chaque catégorie d'impôts et les modalités selon lesquelles il convient de les mesurer dans tous les pays de l'OCDE. Il leur incombe donc de veiller à ce que les données transmises soient conformes à ces règles.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques des recettes publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Tendances des impôts sur la consommation*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Les impôts sur les salaires*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE, Conseil de l'Europe, France (2011), *La Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, Amendée par le Protocole de 2010*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune : Version abrégée*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques fiscales de l'OCDE*.

Sites Internet

- Centre de politique et d'administration fiscales, www.oecd.org/fr/ctp/.
- Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, www.oecd.org/fiscalite/transparence.



RECETTES FISCALES TOTALES

Recettes fiscales totales

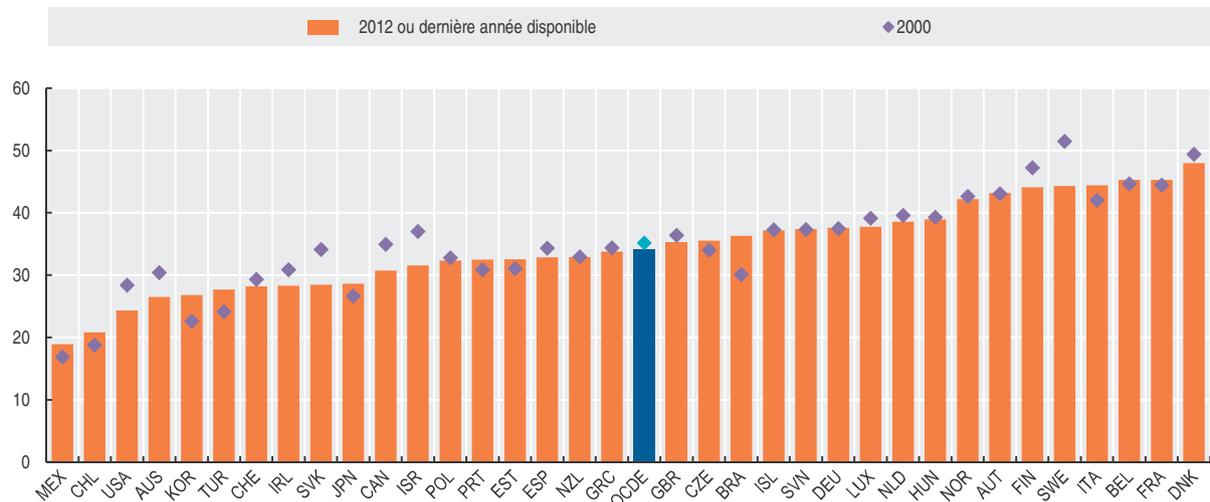
En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	37.5	36.3	35.6	35.8	35.0	35.0	35.7	36.1	36.5	37.4	36.2	36.9	37.6
Australie	30.4	28.9	29.8	30.0	30.3	30.0	29.6	29.7	27.1	25.8	25.6	26.5	..
Autriche	43.0	44.9	43.6	43.5	43.0	42.1	41.5	41.8	42.8	42.4	42.2	42.3	43.2
Belgique	44.7	44.6	44.7	44.3	44.4	44.5	44.1	43.6	44.0	43.1	43.5	44.1	45.3
Canada	34.9	34.3	32.8	32.7	32.5	32.3	32.6	32.3	31.6	31.4	30.6	30.4	30.7
Chili	18.8	19.0	19.0	18.7	19.1	20.7	22.0	22.8	21.4	17.2	19.5	21.2	20.8
Corée	22.6	23.0	23.2	24.0	23.3	24.0	25.0	26.5	26.5	25.5	25.1	25.9	26.8
Danemark	49.4	48.5	47.9	48.0	49.0	50.8	49.6	48.9	47.8	47.8	47.4	47.7	48.0
Espagne	34.3	33.9	34.4	34.0	34.9	36.0	36.9	37.3	33.1	30.9	32.5	32.2	32.9
Estonie	31.0	30.2	31.0	30.8	30.6	30.6	30.7	31.4	31.9	35.3	34.0	32.3	32.5
États-Unis	28.4	27.4	25.1	24.5	24.7	26.0	26.8	26.9	25.4	23.3	23.8	24.0	24.3
Finlande	47.2	44.8	44.7	44.1	43.5	43.9	43.8	43.0	42.9	42.8	42.5	43.7	44.1
France	44.4	44.1	43.5	43.3	43.6	44.1	44.4	43.7	43.5	42.5	42.9	44.1	45.3
Grèce	34.3	33.2	33.9	32.3	31.5	32.1	31.6	32.5	32.1	30.5	31.6	32.2	33.8
Hongrie	39.3	38.4	38.0	37.9	37.7	37.3	37.3	40.3	40.1	39.9	38.0	37.1	38.9
Irlande	30.9	28.8	27.7	28.1	29.6	30.1	31.6	31.1	29.2	27.6	27.4	27.9	28.3
Islande	37.2	35.4	35.3	36.7	37.9	40.7	41.5	40.6	36.7	33.9	35.2	36.0	37.2
Israël	37.0	37.0	36.3	35.5	35.5	35.7	36.0	36.4	33.8	31.3	32.4	32.6	31.6
Italie	42.0	41.7	41.1	41.5	40.8	40.6	42.1	43.2	43.0	43.4	43.0	43.0	44.4
Japon	26.6	26.8	25.8	25.3	26.1	27.3	28.1	28.5	28.5	27.0	27.6	28.6	..
Luxembourg	39.1	39.8	39.3	38.1	37.3	37.6	35.9	35.6	37.3	39.0	37.3	37.0	37.8
Mexique	16.9	17.1	16.5	17.4	17.1	18.1	18.2	17.7	20.9	17.4	18.9	19.7	..
Norvège	42.6	42.9	43.1	42.3	43.1	43.2	43.5	42.9	42.1	42.0	42.6	42.5	42.2
Nouvelle-Zélande	32.9	32.3	33.6	33.4	34.5	36.4	35.7	34.5	33.6	31.1	31.1	31.5	32.9
Pays-Bas	39.6	38.1	37.4	36.9	37.2	38.4	39.1	38.7	39.2	38.2	38.9	38.6	..
Pologne	32.8	32.6	33.1	32.6	31.7	33.0	34.0	34.8	34.2	31.7	31.7	32.3	..
Portugal	30.9	30.7	31.2	31.5	30.3	31.1	31.8	32.5	32.5	30.7	31.2	33.0	32.5
République slovaque	34.1	33.1	33.2	33.1	31.7	31.5	29.4	29.5	29.5	29.1	28.3	28.7	28.5
République tchèque	34.0	34.1	34.9	35.8	36.3	36.1	35.6	35.9	35.0	33.8	33.9	34.9	35.5
Royaume-Uni	36.4	36.2	34.8	34.4	34.9	35.4	36.3	35.7	35.8	34.2	34.9	35.7	35.2
Slovénie	37.3	37.5	37.8	38.0	38.1	38.6	38.3	37.7	37.1	37.0	38.1	37.1	37.4
Suède	51.4	49.4	47.5	47.8	48.1	48.9	48.3	47.4	46.4	46.6	45.4	44.2	44.3
Suisse	29.3	28.5	28.9	28.2	27.8	28.1	27.9	27.7	28.1	28.7	28.1	28.6	28.2
Turquie	24.2	26.1	24.6	25.9	24.1	24.3	24.5	24.1	24.2	24.6	26.2	27.8	27.7
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	35.2	34.7	34.4	34.3	34.3	34.8	35.0	35.0	34.5	33.6	33.8	34.1	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	30.1	31.0	31.7	31.2	32.1	33.1	33.1	33.8	34.0	32.6	33.2	34.9	36.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933040034>

Recettes fiscales totales

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037792>

Impôts sur le revenu et les profits

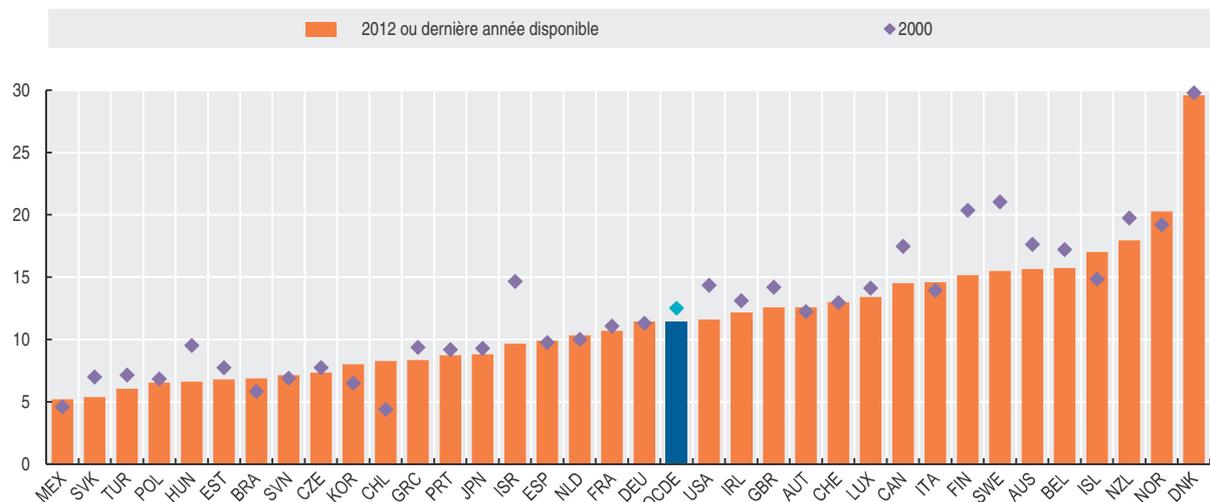
En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	11.3	10.5	10.0	9.8	9.6	9.9	10.8	11.3	11.5	10.8	10.3	10.9	11.4
Australie	17.6	16.3	16.7	16.9	17.7	17.7	17.5	17.7	16.0	14.4	14.6	15.7	..
Autriche	12.2	14.0	12.9	12.7	12.5	11.9	12.0	12.5	13.2	11.9	11.9	12.2	12.6
Belgique	17.2	17.4	17.2	16.8	16.8	16.3	15.9	15.6	15.8	14.6	15.0	15.4	15.7
Canada	17.5	16.4	14.8	14.7	15.0	15.2	15.8	15.8	15.5	14.9	14.3	14.3	14.5
Chili	4.4	4.5	4.6	4.7	5.7	7.5	10.0	10.4	8.0	5.4	7.5	8.5	8.3
Corée	6.5	6.1	5.9	6.7	6.5	7.0	7.4	8.4	8.2	7.3	7.1	7.8	8.0
Danemark	29.8	28.8	28.6	28.8	29.6	31.2	29.9	29.3	28.9	29.2	29.0	29.1	29.6
Espagne	9.8	9.6	10.2	9.5	9.9	10.6	11.4	12.5	10.2	9.2	9.2	9.3	9.9
Estonie	7.7	7.2	7.5	8.0	7.9	7.0	7.1	7.4	7.9	7.5	6.8	6.5	6.8
États-Unis	14.3	13.3	11.1	10.6	10.8	12.2	12.9	13.1	11.6	9.6	10.2	11.2	11.6
Finlande	20.4	18.3	18.1	17.1	16.8	16.8	16.7	16.9	16.7	15.4	15.2	15.5	15.2
France	11.1	11.2	10.4	10.1	10.2	10.4	10.8	10.4	10.5	8.8	9.4	10.0	10.7
Grèce	9.4	8.1	8.2	7.5	7.6	8.1	7.5	7.6	7.5	7.5	7.0	7.0	8.4
Hongrie	9.5	9.8	10.0	9.4	8.9	8.8	9.2	10.2	10.4	9.8	7.8	6.1	6.6
Irlande	13.1	12.1	11.0	11.2	11.8	11.6	12.5	12.2	11.0	10.1	10.0	11.4	12.1
Islande	14.8	15.3	15.3	16.0	16.1	17.6	18.3	18.4	17.8	16.0	15.6	16.4	17.0
Israël	14.7	14.6	12.8	12.0	11.7	12.1	13.3	13.3	11.2	9.4	9.5	9.8	9.7
Italie	13.9	14.2	13.3	12.9	12.8	12.8	13.9	14.6	14.8	14.2	14.1	13.9	14.6
Japon	9.3	9.0	7.9	7.7	8.3	9.2	9.9	10.4	9.6	8.0	8.3	8.6	8.8
Luxembourg	14.1	14.4	14.4	13.9	12.4	12.9	12.5	12.4	13.5	13.9	13.7	13.3	13.4
Mexique	4.6	4.8	4.8	4.6	4.2	4.4	4.6	4.9	5.2	5.0	5.2	5.4	5.2
Norvège	19.2	19.3	18.8	18.5	20.0	21.3	21.8	20.5	21.2	19.2	20.1	20.5	20.3
Nouvelle-Zélande	19.7	19.1	20.1	19.9	21.1	22.9	22.2	21.7	20.3	17.7	16.7	16.9	18.0
Pays-Bas	10.0	10.1	10.2	9.4	9.2	10.7	10.6	10.9	10.7	10.7	10.8	10.3	..
Pologne	6.8	6.4	6.3	6.0	5.9	6.4	7.0	8.0	8.1	6.9	6.5	6.5	..
Portugal	9.2	8.7	8.6	8.1	8.0	7.9	8.2	9.1	9.3	8.6	8.4	9.4	8.7
République slovaque	7.0	7.0	6.6	6.7	5.7	5.6	5.7	5.8	6.2	5.2	5.0	5.1	5.4
République tchèque	7.7	8.2	8.6	9.1	9.1	8.8	8.8	8.9	7.9	7.2	6.9	7.1	7.3
Royaume-Uni	14.2	14.3	13.3	12.6	12.8	13.6	14.4	14.1	14.3	13.2	13.1	13.2	12.6
Slovénie	6.9	7.1	7.4	7.6	7.8	8.3	8.7	8.8	8.4	7.7	7.6	7.4	7.1
Suède	21.0	18.7	17.0	17.6	18.3	19.1	19.1	18.4	16.8	16.4	16.2	15.5	15.5
Suisse	13.0	12.2	12.6	12.3	12.2	12.6	12.8	12.8	13.3	13.5	12.9	13.2	13.0
Turquie	7.1	7.5	6.1	6.1	5.3	5.3	5.3	5.7	5.8	5.9	5.6	5.8	6.0
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	12.5	12.2	11.8	11.6	11.7	12.2	12.5	12.7	12.3	11.3	11.2	11.4	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	5.8	6.1	6.4	6.3	6.2	7.0	6.9	7.2	7.7	7.2	6.9	7.6	7.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933040053>

Impôts sur le revenu et les profits

En pourcentage du PIB



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933037811>



RECETTES FISCALES TOTALES

Impôts sur les biens et les services

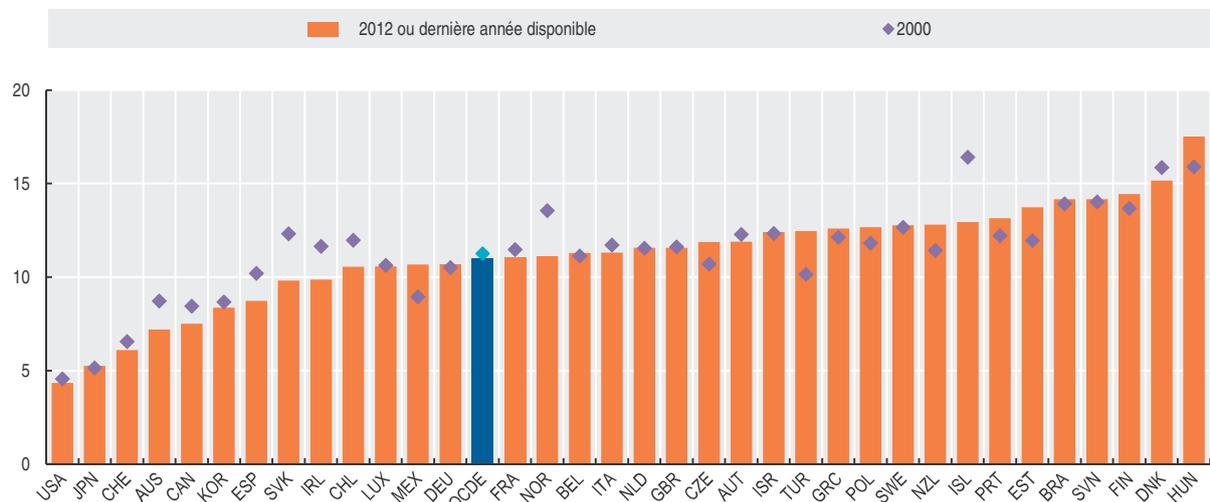
En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	10.5	10.4	10.4	10.5	10.2	10.1	10.1	10.5	10.6	11.1	10.6	10.8	10.7
Australie	8.7	8.8	9.1	8.9	8.7	8.4	8.1	8.0	7.5	7.6	7.4	7.2	..
Autriche	12.3	12.3	12.5	12.4	12.3	12.1	11.6	11.5	11.6	11.9	11.8	11.8	11.9
Belgique	11.1	10.7	10.8	10.7	11.0	11.1	11.1	10.8	10.7	10.8	11.0	10.9	11.3
Canada	8.5	8.5	8.6	8.6	8.4	8.1	7.9	7.7	7.4	7.5	7.5	7.4	7.5
Chili	12.0	11.8	11.7	11.3	10.8	10.7	9.5	10.0	10.8	9.6	10.0	10.5	10.6
Corée	8.7	9.1	9.0	8.9	8.4	8.2	8.1	8.3	8.4	8.2	8.5	8.1	8.4
Danemark	15.9	15.9	16.0	15.8	16.0	16.3	16.4	16.3	15.5	15.3	15.1	15.2	15.2
Espagne	10.2	9.8	9.7	9.7	9.9	10.1	10.0	9.4	8.2	7.2	8.7	8.4	8.7
Estonie	11.9	12.0	12.2	11.8	11.8	12.9	13.1	13.1	11.8	14.4	13.7	13.4	13.7
États-Unis	4.6	4.5	4.5	4.5	4.5	4.6	4.6	4.5	4.4	4.3	4.3	4.4	4.4
Finlande	13.7	13.3	13.5	14.1	13.8	13.8	13.6	12.9	12.9	13.4	13.4	14.3	14.4
France	11.5	11.1	11.2	11.1	11.2	11.2	11.1	10.9	10.7	10.6	10.7	10.9	11.0
Grèce	12.1	12.6	12.4	11.5	11.2	11.2	11.6	11.9	11.6	10.9	12.3	12.7	12.6
Hongrie	15.9	14.9	14.3	14.9	15.4	14.8	14.3	15.2	14.9	15.9	16.2	15.9	17.5
Irlande	11.6	10.4	10.7	10.6	11.1	11.3	11.3	11.2	10.8	10.0	9.9	9.6	9.9
Islande	16.4	14.3	14.4	15.1	16.0	17.1	17.6	16.4	13.6	12.0	12.4	12.5	12.9
Israël	12.3	12.2	13.0	12.9	13.0	12.8	12.4	12.8	12.7	12.4	13.0	12.9	12.4
Italie	11.7	11.2	11.1	10.7	10.8	10.7	11.0	10.9	10.6	10.6	11.1	11.2	11.3
Japon	5.1	5.2	5.2	5.1	5.2	5.3	5.2	5.1	5.1	5.1	5.2	5.3	5.2
Luxembourg	10.6	10.5	10.7	10.5	11.2	10.9	10.1	9.8	10.4	10.8	10.0	10.0	10.6
Mexique	8.9	8.8	8.1	9.1	9.5	10.2	10.3	9.4	12.4	8.7	9.9	10.7	10.6
Norvège	13.5	13.3	13.3	12.9	12.6	12.0	11.9	12.2	10.9	11.7	11.8	11.3	11.1
Nouvelle-Zélande	11.4	11.5	11.8	11.8	11.7	11.7	11.7	10.9	11.3	11.4	12.3	12.5	12.8
Pays-Bas	11.5	11.8	11.6	11.7	11.9	12.2	12.1	12.0	11.9	11.7	12.0	11.6	..
Pologne	11.8	11.4	12.1	12.2	11.9	12.7	13.3	13.0	13.0	11.7	12.5	12.7	..
Portugal	12.2	12.3	12.6	12.8	12.7	13.4	13.7	13.2	13.0	11.6	12.4	12.9	13.1
République slovaque	12.3	11.2	11.4	12.0	12.3	12.6	11.4	11.3	10.7	10.6	10.3	10.7	9.8
République tchèque	10.7	10.4	10.4	10.6	11.3	11.3	10.7	10.7	11.0	11.2	11.3	11.7	11.9
Royaume-Uni	11.6	11.3	11.3	11.3	11.2	10.7	10.5	10.4	10.3	9.9	10.7	11.5	11.6
Slovénie	14.0	13.6	13.9	14.0	13.7	13.6	13.3	13.2	13.2	13.6	14.5	13.9	14.2
Suède	12.7	12.6	12.7	12.7	12.6	12.8	12.6	12.6	12.9	13.5	13.4	12.9	12.8
Suisse	6.6	6.5	6.4	6.4	6.5	6.5	6.4	6.2	6.3	6.3	6.4	6.4	6.1
Turquie	10.1	10.5	11.5	12.8	11.5	12.0	11.9	11.5	11.0	11.2	12.5	12.6	12.5
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	11.3	11.0	11.1	11.2	11.2	11.3	11.1	11.0	10.8	10.7	11.0	11.0	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	13.9	14.3	14.4	14.1	14.8	14.8	14.6	14.7	15.2	14.1	14.8	15.4	14.3
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933040072>

Impôts sur les biens et les services

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037830>





SANTÉ

ÉTAT DE SANTÉ

ESPÉRANCE DE VIE
MORTALITÉ INFANTILE
SUICIDES

FACTEURS DE RISQUES

TABAGISME
CONSOMMATION D'ALCOOL
SURPOIDS ET OBÉSITÉ

RESSOURCES

MÉDECINS
PERSONNEL INFIRMIER
DÉPENSES DE SANTÉ

ESPÉRANCE DE VIE

L'espérance de vie à la naissance est l'un des indicateurs de l'état de santé les plus fréquemment cités. Les gains d'espérance de vie enregistrés dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies peuvent être attribués à plusieurs facteurs, dont l'augmentation du niveau de vie, l'amélioration des modes de vie et l'élévation des niveaux de formation, ainsi qu'un accès plus large à des services de santé de qualité. D'autres facteurs tels que l'amélioration de la nutrition, de l'hygiène et du logement ont également joué un rôle, en particulier dans les économies émergentes.

Les pays dont le revenu national est plus élevé (mesuré par le PIB par habitant) bénéficient généralement d'une espérance de vie à la naissance plus élevée, même si le lien est moins évident à mesure que les niveaux de revenu augmentent.

En bref

Pour la première fois, l'espérance de vie dans l'ensemble des pays de l'OCDE a dépassé 80 ans en 2011, soit un gain de 10 ans depuis 1970. La Suisse, le Japon et l'Italie dominent un grand groupe de pays (qui comprend plus des deux tiers de la zone OCDE) dans lesquels l'espérance de vie à la naissance dépasse désormais 80 ans. Un second groupe, qui se compose des États-Unis, du Chili et de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, enregistre une espérance de vie comprise entre 75 et 80 ans. C'est au Mexique et en Turquie que l'espérance de vie est la plus courte. Si l'espérance de vie en Turquie progresse rapidement et régulièrement depuis 40 ans, la hausse au Mexique s'est nettement ralentie depuis 2000, peut-être en raison de comportements dangereux pour la santé, notamment des habitudes alimentaires nocives et des taux d'obésité très élevés, qui font augmenter le taux de mortalité dû au diabète, auxquels s'ajoute un taux de mortalité dû aux maladies cardiovasculaires qui ne baisse pas, des taux de mortalité par accidents de la route et par homicides très élevés, ainsi que des obstacles persistants à l'accès à des services de santé de qualité.

Parmi les pays émergents, l'espérance de vie au Brésil, en Chine, en Indonésie et en Inde a beaucoup progressé au cours des dernières décennies et se rapproche rapidement de la moyenne de l'OCDE. Les progrès sont nettement moins rapides en Afrique du Sud (en raison principalement de l'épidémie du VIH/SIDA) et en Russie (notamment en raison de la transition économique des années 90 et de l'augmentation des comportements à risque chez les hommes).

L'écart entre hommes et femmes était en moyenne de 5,5 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE en 2011 : l'espérance de vie atteignait 77,3 ans pour les hommes et 82,8 ans pour les femmes. Alors que l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes s'est fortement creusé dans un grand nombre de pays au cours des années 70 et au début des années 80, il s'est réduit depuis trente ans, les gains d'espérance de vie ayant été plus importants pour les hommes que pour les femmes. Cette diminution peut être imputée au moins en partie au rapprochement des comportements à risque des hommes et des femmes, comme le tabagisme, qui s'est accompagné d'une réduction sensible des taux de mortalité due à des maladies cardiovasculaires chez les hommes.

Définition

L'espérance de vie à la naissance correspond au nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre, si le taux de mortalité actuel n'évolue pas. Toutefois, les taux effectifs de mortalité par âge d'une génération particulière ne peuvent être connus à l'avance. Si ces taux diminuent (comme on l'a vu au cours des dernières décennies dans les pays de l'OCDE), la durée de vie réelle d'une personne sera plus grande que l'espérance de vie calculée d'après les taux de mortalité actuels.

Comparabilité

La méthode employée pour calculer l'espérance de vie peut varier légèrement d'un pays à l'autre. Ces différences peuvent influencer sur la comparabilité des estimations communiquées par les pays sur l'espérance de vie car, selon la méthode utilisée, ces estimations peuvent varier d'une fraction d'année. L'espérance de vie à la naissance de l'ensemble de la population de tous les pays est calculée par le Secrétariat de l'OCDE, à partir de la moyenne non pondérée de l'espérance de vie des hommes et des femmes.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur la santé*

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



Espérance de vie à la naissance

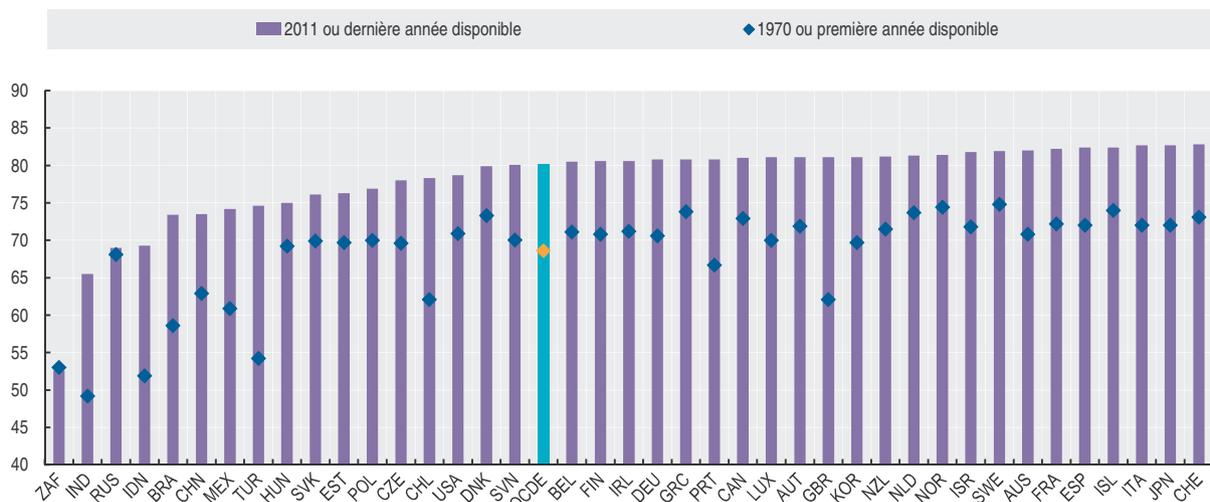
Nombre d'années

	Femmes				Hommes				Total			
	1970 ou première année disponible	1990	2000	2011 ou dernière année disponible	1970 ou première année disponible	1990	2000	2011 ou dernière année disponible	1970 ou première année disponible	1990	2000	2011 ou dernière année disponible
Allemagne	73.6	78.5	81.2	83.2	67.5	72.0	75.1	78.4	70.6	75.3	78.2	80.8
Australie	74.2	80.1	82.0	84.2	67.4	73.9	76.6	79.7	70.8	77.0	79.3	82.0
Autriche	73.5	79.0	81.2	83.9	66.5	72.3	75.2	78.3	70.0	75.6	78.2	81.1
Belgique	74.3	79.5	81.0	83.2	67.9	72.7	74.6	77.8	71.1	76.1	77.8	80.5
Canada	76.4	80.8	81.7	83.3	69.3	74.4	76.3	78.7	72.9	77.6	79.0	81.0
Chili	65.4	76.5	80.0	81.0	59.1	69.4	73.7	75.7	62.1	72.9	76.8	78.3
Corée	65.6	75.5	79.6	84.5	58.7	67.3	72.3	77.7	62.1	71.4	75.9	81.1
Danemark	75.9	77.8	79.2	81.9	70.7	72.0	74.5	77.8	73.3	74.9	76.9	79.9
Espagne	74.8	80.6	82.9	85.4	69.2	73.4	75.8	79.4	72.0	77.0	79.4	82.4
Estonie	74.0	74.9	76.2	81.3	65.4	64.7	65.2	71.2	69.7	69.8	70.7	76.3
États-Unis	74.7	78.8	79.3	81.1	67.1	71.8	74.1	76.3	70.9	75.3	76.7	78.7
Finlande	75.0	79.0	81.2	83.8	66.5	71.0	74.2	77.3	70.8	75.0	77.7	80.6
France	75.9	80.9	83.0	85.7	68.4	72.8	75.3	78.7	72.2	76.9	79.2	82.2
Grèce	76.1	79.5	80.6	83.1	71.6	74.7	75.5	78.5	73.8	77.1	78.1	80.8
Hongrie	72.2	73.8	76.2	78.7	66.3	65.2	67.5	71.2	69.2	69.5	71.9	75.0
Irlande	73.5	77.7	79.2	82.8	68.8	72.1	74.0	78.3	71.2	74.9	76.6	80.6
Islande	77.3	80.7	81.6	84.1	70.7	75.5	77.8	80.7	74.0	78.1	79.7	82.4
Israël	73.4	78.4	80.9	83.6	70.1	74.9	76.7	79.9	71.8	76.7	78.8	81.8
Italie	74.9	80.3	82.8	85.3	69.0	73.8	76.9	80.1	72.0	77.1	79.9	82.7
Japon	74.7	81.9	84.6	85.9	69.3	75.9	77.7	79.4	72.0	78.9	81.2	82.7
Luxembourg	73.0	78.7	81.3	83.6	66.2	72.4	74.6	78.5	69.7	75.5	78.0	81.1
Mexique	63.2	74.0	76.1	77.2	58.5	67.0	70.5	71.2	60.9	70.5	73.3	74.2
Norvège	77.5	79.9	81.5	83.6	71.2	73.5	76.0	79.1	74.4	76.7	78.8	81.4
Nouvelle-Zélande	74.5	78.4	80.8	83.0	68.4	72.5	75.9	79.4	71.5	75.5	78.4	81.2
Pays-Bas	76.5	80.3	80.7	83.1	70.8	73.8	75.6	79.4	73.7	77.0	78.2	81.3
Pologne	73.3	75.3	78.0	81.1	66.6	66.3	69.6	72.6	70.0	70.8	73.8	76.9
Portugal	69.7	77.5	80.2	84.0	63.7	70.6	73.2	77.6	66.7	74.1	76.7	80.8
République slovaque	73.1	75.7	77.5	79.8	66.8	66.7	69.2	72.3	69.9	71.2	73.4	76.1
République tchèque	73.1	75.5	78.5	81.1	66.1	67.6	71.7	74.8	69.6	71.5	75.1	78.0
Royaume-Uni	75.0	78.5	80.3	83.1	68.7	72.9	75.5	79.1	71.9	75.7	77.9	81.1
Slovenie	72.4	77.8	79.9	83.3	65.0	69.8	72.2	76.8	68.6	73.8	76.1	80.1
Suède	77.3	80.6	82.0	83.8	72.3	74.8	77.4	79.9	74.8	77.7	79.7	81.9
Suisse	76.2	80.9	82.8	85.0	70.0	74.0	77.0	80.5	73.1	77.5	79.9	82.8
Turquie	56.3	69.5	73.1	77.1	52.0	65.4	69.0	72.0	54.2	67.5	71.1	74.6
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	73.1	78.1	80.2	82.8	66.9	71.4	74.0	77.3	70.0	74.8	77.1	80.1
Afrique du Sud	55.6	65.3	57.3	53.2	50.3	57.9	52.3	52.0	53.0	61.6	54.8	52.6
Brésil	60.7	70.2	74.1	77.0	56.5	62.7	66.4	70.1	58.6	66.5	70.3	73.4
Chine	63.6	71.1	72.9	75.3	62.2	67.9	69.6	71.8	62.9	69.5	71.3	73.5
Fédération de Russie	73.4	74.3	72.0	75.1	63.1	63.8	59.0	63.2	68.1	68.9	65.3	69.0
Inde	48.5	58.7	62.6	67.1	49.8	58.1	60.6	63.9	49.2	58.4	61.6	65.5
Indonésie	53.5	63.8	67.3	71.1	50.3	60.5	64.1	67.7	51.9	62.1	65.6	69.3

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933040091>

Espérance de vie à la naissance

Nombre d'années

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037849>

MORTALITÉ INFANTILE

La mortalité infantile exprime les effets de la situation matérielle et sociale des mères et des nouveau-nés, mais aussi du milieu social, des modes de vie individuels ainsi que des caractéristiques des systèmes de santé. De nombreuses études, notamment sur les pays à faible revenu où la mortalité infantile reste élevée, utilisent cet indicateur pour examiner l'effet de multiples déterminants médicaux et autres de la santé sur la mortalité des jeunes enfants.

Définition

Le taux de mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes. La mortalité néonatale recouvre les décès d'enfants pendant leurs quatre premières semaines de vie. La mortalité post-néonatale recouvre les décès d'enfants survenant entre le deuxième et le douzième mois.

En bref

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le taux de mortalité infantile est faible, de même que les écarts entre les pays. En 2011, ce taux était en moyenne d'à peine plus de 4 décès pour 1 000 naissances vivantes dans les pays de l'OCDE, les seuils les plus bas se trouvant dans les pays nordiques (Islande, Suède, Finlande and Norvège), au Japon et en Estonie. Un petit groupe de pays membres enregistre encore un taux de mortalité infantile relativement élevé (Mexique, Turquie et Chili), même si dans ces trois pays, il a diminué rapidement au cours des dernières décennies.

Dans certains grands pays non membres (Inde, Afrique du Sud et Indonésie), le taux de mortalité infantile reste supérieur à 20 décès pour 1 000 naissances vivantes. En Inde, près d'un enfant sur vingt meurt avant son premier anniversaire, même si ce taux a beaucoup baissé au cours des dernières décennies. La mortalité infantile a également beaucoup diminué en Indonésie.

Dans la zone OCDE, environ deux tiers des décès qui se produisent au cours de la première année de vie sont des décès néonataux (c'est-à-dire au cours des quatre premières semaines). Les malformations congénitales, la prématurité et d'autres problèmes survenant pendant la grossesse constituent les principaux facteurs de mortalité néonatale dans les pays développés. Étant donné que les femmes sont de plus en plus nombreuses à différer leur maternité et que les naissances multiples liées au traitement de la stérilité augmentent, le nombre de naissances prématurées tend à s'accroître. S'agissant des décès survenant après un mois (mortalité post-néonatale), les causes sont généralement plus diverses, la plus courante étant le syndrome de la mort subite du nourrisson (MSN), les malformations congénitales, les infections et les accidents.

Tous les pays de l'OCDE ont accompli des progrès remarquables dans la réduction du taux de mortalité infantile depuis 1970, époque à laquelle la moyenne était de près de 30 décès pour mille naissances vivantes, alors qu'elle est aujourd'hui à peine supérieur à quatre. Outre le Mexique, le Chili et la Turquie, où les taux se rapprochent rapidement de la moyenne de l'OCDE, on relève également une forte baisse du taux de mortalité infantile au Portugal et en Corée, et une réduction plus lente aux États-Unis.

Comparabilité

Les écarts entre pays concernant les taux de mortalité infantile et néonatale peuvent être dus dans une certaine mesure aux pratiques différentes qu'ils suivent pour enregistrer les enfants prématurés. Les États-Unis et le Canada par exemple, enregistrent une proportion bien plus élevée de bébés pesant moins de 500 g, avec peu de chances de survie, et donc un taux de mortalité infantile déclaré plus élevé. En Europe, plusieurs pays appliquent une durée de grossesse minimale de 22 semaines (ou un poids de naissance minimum de 500 g) pour que les nourrissons soient déclarés vivants à la naissance.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Assurer le bien-être des enfants*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur la santé*

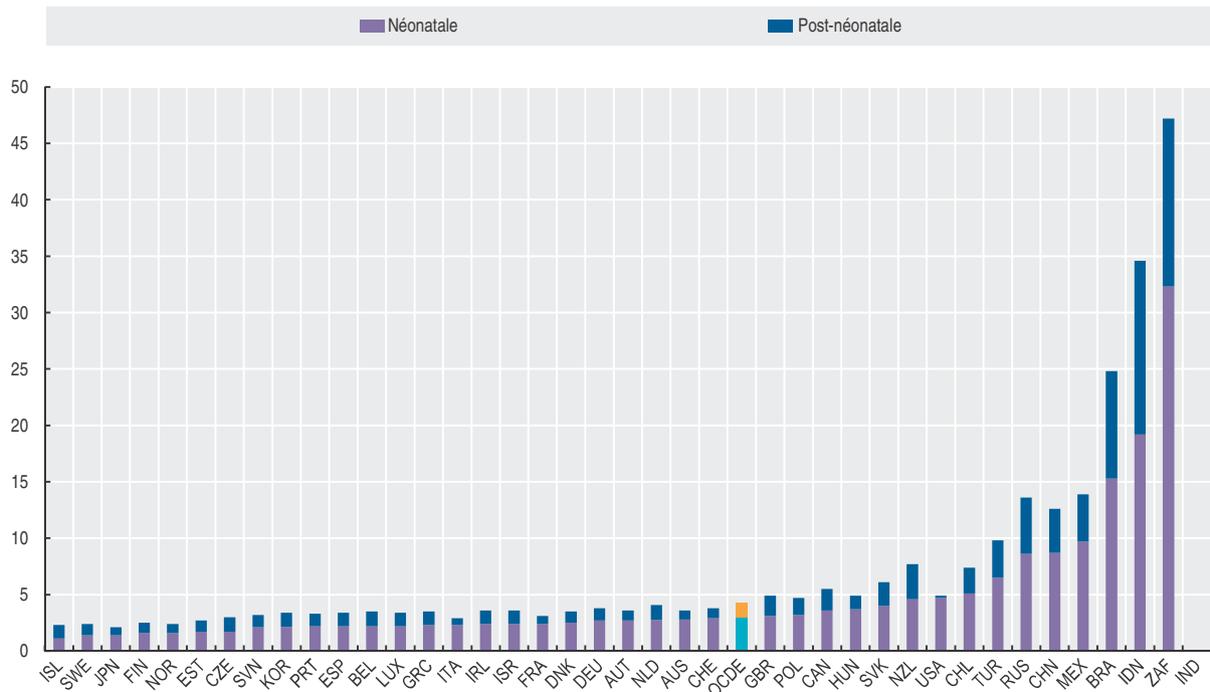
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/basedonnees.



Taux de mortalité infantile

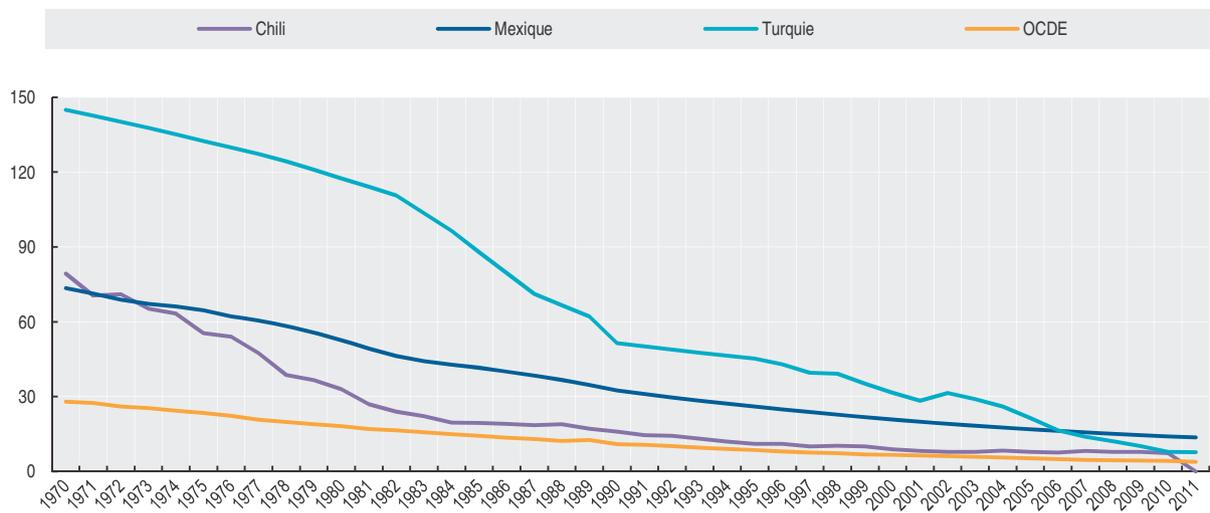
2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037868>

Mortalité infantile dans certains pays de l'OCDE

Morts pour 1 000 naissances vivantes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037887>

SUICIDES

Le suicide est une cause de décès importante dans de nombreux pays de l'OCDE. On a ainsi dénombré plus de 150 000 décès par suicide en 2011. Un ensemble complexe de raisons peut expliquer pourquoi certains tentent de mettre fin ou mettent fin à leurs jours. Une grande majorité de personnes dans ce cas souffrent de troubles psychiatriques (dépression grave, troubles bipolaires, schizophrénie, par exemple). La situation sociale dans laquelle ces personnes vivent est également importante : des revenus faibles, une consommation excessive d'alcool et de médicaments, le chômage et l'isolement sont tous associés à un taux de suicide plus élevé.

En bref

En 2011, c'est en Grèce, en Turquie, au Mexique et en Italie que le taux de suicide était le plus faible de la zone OCDE, avec six décès ou moins pour 100 000 habitants. Il était également faible au Brésil. À l'inverse, en Corée, en Hongrie, en Russie et au Japon, il était de plus de 20 pour 100 000 habitants. Le taux de suicide est dix fois plus élevé en Corée qu'en Grèce, les deux pays qui enregistrent respectivement le taux le plus élevé et le taux de plus faible de décès par suicide.

Le taux de décès par suicide est quatre fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans la zone OCDE. En Grèce et en Pologne, les hommes sont au moins sept fois plus susceptibles de se suicider que les femmes, et l'écart entre les sexes s'est creusé dans ces deux pays depuis ces dernières années. Au Luxembourg et aux Pays-Bas, l'écart est bien moindre, mais le taux de suicide chez les hommes reste deux fois plus élevé que celui des femmes. Le suicide est également lié à l'âge, les jeunes et les personnes âgées étant des sujets particulièrement à risque.

Depuis 1990, le taux de suicide a diminué de plus de 20 % dans l'ensemble des pays membres, et encore plus dans certains pays, tels que la Hongrie et l'Estonie (plus de 40 %). Cependant, il a augmenté dans des pays tels que la Corée et le Japon. Le nombre de décès par suicide s'est nettement accru au Japon dans la seconde moitié des années 90, période de la crise financière asiatique, mais il s'est depuis stabilisé. Le taux de suicide a également beaucoup augmenté en Corée pendant cette période, mais, contrairement au Japon, il a continué de progresser, jusqu'à représenter la quatrième cause de décès dans le pays. Les services psychiatriques en Corée sont en retard par rapport à ceux des autres pays, ils sont morcelés et apportent un soutien insuffisant aux personnes qui en ont besoin. Des efforts sont également nécessaires pour lutter contre la stigmatisation dont souffrent les personnes qui souhaitent être aidées.

Dans certains pays, le taux de suicide a légèrement augmenté au début de la crise économique en 2008, mais des données plus récentes laissent supposer que cette tendance a été de courte durée. Il est néanmoins indispensable que les pays continuent de suivre la situation de près pour pouvoir réagir rapidement, notamment en ce qui concerne les groupes à haut risque tels que les chômeurs et les personnes atteintes de troubles psychiatriques.

Définition

L'Organisation mondiale de la santé définit le suicide comme un acte délibéré, accompli par une personne qui sait parfaitement ou espère qu'il aura une issue fatale. Les données relatives au taux de suicide sont établies à partir des registres officiels où sont consignées les causes de décès.

Les taux de mortalité sont calculés en rapportant le nombre de décès enregistrés à l'effectif de la population correspondante. Les taux obtenus ont été directement normalisés selon l'âge d'après la structure d'âge de la population de l'OCDE en 2010, ce qui a permis de neutraliser les variations liées aux différences de structure d'âge entre pays et dans le temps. Les données utilisées sont issues de la Base de données de l'OMS sur la mortalité.

Comparabilité

La comparabilité internationale des taux de suicide peut être altérée par un certain nombre de critères de déclaration, notamment la méthode de constatation, les personnes chargées d'établir le certificat de décès, la réalisation ou non d'une enquête médico-légale et les dispositions relatives au caractère confidentiel de la cause du décès. En outre, le nombre de décès par suicide peut être sous-estimé dans certains pays en raison du tabou qui entoure ce phénomène dans la société ou à cause des problèmes de données liés aux critères de déclaration. Une certaine prudence s'impose donc dans l'interprétation des différences de taux entre pays.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Mal-être au travail ? Mythes et réalités sur la santé mentale et l'emploi*, Santé mentale et emploi, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la santé*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur la santé*

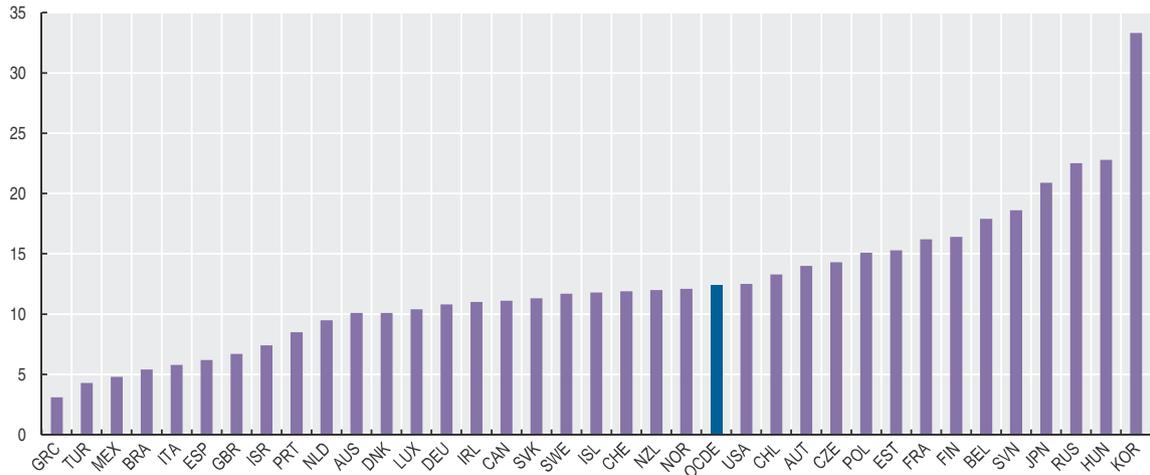
Sites Internet

- *Panorama de la santé* (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.
- Le projet de l'OCDE sur la santé mentale et l'emploi, www.oecd.org/els/invalidite.



Taux de suicide

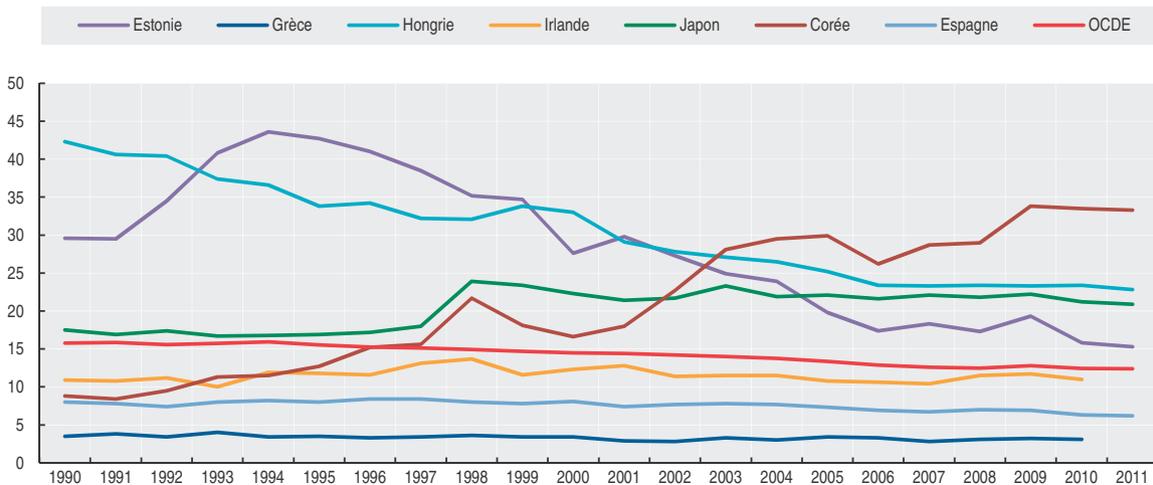
Normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants, 2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037906>

Tendance du taux de suicide

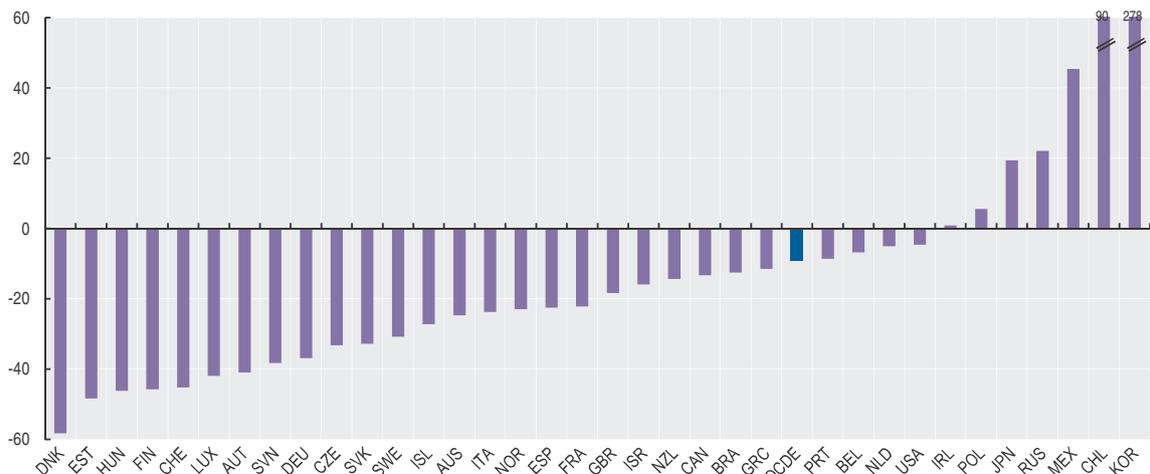
Normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037925>

Évolution du taux de suicide

Pourcentage, 1990-2011 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037944>

TABAGISME

Le tabagisme entraîne près de 6 millions de décès chaque année, dont plus de 5 millions sont directement imputables à la consommation de tabac et plus de 600 000 au tabagisme passif. Il constitue un important facteur de risque pour au moins deux des principales causes de mortalité prématurée, à savoir les affections de l'appareil circulatoire et le cancer, car il accroît le risque de crise cardiaque, d'accident vasculaire cérébral, de cancer du poumon, de cancer du larynx et de cancer de la cavité buccale. De plus, il favorise nettement les maladies respiratoires. Le tabac demeure le plus gros risque évitable pour la santé dans les pays de l'OCDE.

En bref

En 2011, la proportion des fumeurs était inférieure à 20 % dans 15 des 34 pays de l'OCDE. C'est en Suède, en Islande et aux États-Unis qu'elle est la plus faible (moins de 15 %). Elle est également inférieure à 15 % en Inde, en Afrique du Sud et au Brésil. Bien qu'il subsiste de fortes disparités, le taux de tabagisme a nettement reculé dans la majorité des pays de l'OCDE. Il a diminué en moyenne d'environ un cinquième au cours des dix dernières années, la baisse ayant été plus forte chez les hommes que chez les femmes. Il a beaucoup reculé depuis 2000 en Norvège, au Danemark et aux Pays-Bas. La Grèce continue d'enregistrer le taux de fumeurs le plus élevé de l'OCDE, avec le Chili et l'Irlande : environ 30 % de la population fume quotidiennement (même si les chiffres pour l'Irlande datent de 2007). Les taux sont même encore plus élevés en Russie.

Dans les années d'après-guerre, la plupart des pays de l'OCDE ont eu tendance à suivre un schéma général marqué par l'existence d'une très forte proportion de fumeurs parmi les hommes (50 % ou plus) jusqu'aux années 60 et 70, puis par une nette diminution de la consommation de tabac dans les années 80 et 90. Cette baisse est due en grande partie aux mesures prises pour réduire le tabagisme, comme les campagnes de sensibilisation, l'interdiction de la publicité et l'augmentation des taxes, afin de remédier à la progression des maladies liées au tabac. Aux politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics se sont ajoutées les actions des associations de lutte contre le tabagisme, qui sont parvenues, en particulier en Amérique du Nord, à réduire la consommation de tabac en faisant connaître les véritables effets de celle-ci sur la santé.

La prévalence du tabagisme est plus élevée chez les hommes dans tous les pays de l'OCDE à l'exception de la Norvège, même s'il y a peu d'écart entre hommes et femmes au Danemark, en Islande et au Royaume-Uni. Le taux de tabagisme continue de diminuer chez les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE, à l'exception de trois pays, où il augmente depuis dix ans : la République Tchèque, le Portugal et la Corée, mais même dans ces pays, les femmes sont toujours moins susceptibles que les hommes de fumer. En 2011, l'écart entre femmes et hommes était particulièrement grand en Corée, au Japon, au Mexique et en Turquie, de même qu'en Russie, en Inde, en Indonésie et en Chine.

Définition

La proportion de fumeurs quotidiens correspond au pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus qui déclare fumer chaque jour.

Comparabilité

La comparabilité internationale est limitée en raison du manque de normalisation des indicateurs utilisés par les pays de l'OCDE pour évaluer les habitudes en matière de consommation de tabac dans les enquêtes sur la santé. Il subsiste des différences quant aux groupes d'âge visés par les enquêtes, au libellé des questions, aux catégories de réponses et aux méthodes d'enquête appliquées. Par exemple, dans certains pays, on demande aux personnes interrogées si elles fument régulièrement et non si elles fument quotidiennement.

La proportion de fumeurs quotidiens dans la population adulte diffère sensiblement d'un pays à l'autre, même entre pays voisins. De nombreux éléments mettent clairement en évidence des différences socioéconomiques quant au tabagisme et à la mortalité qui lui est associée. Les personnes situées au bas de l'échelle sociale se caractérisent par une consommation de tabac plus répandue et plus forte, et donc, par un taux de mortalité induit par le tabac plus élevé.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Cancer Care: Assuring Quality to Improve Survival*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Systèmes de santé, efficacité et politiques*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la santé*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur la santé*

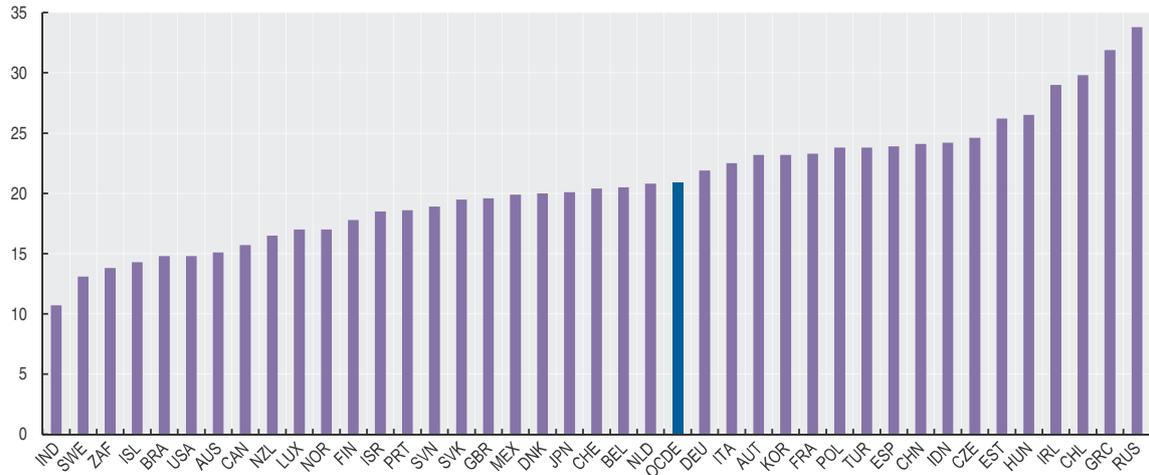
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



Population adulte fumant quotidiennement

En pourcentage de la population adulte, 2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037963>

Évolution du taux de tabagisme

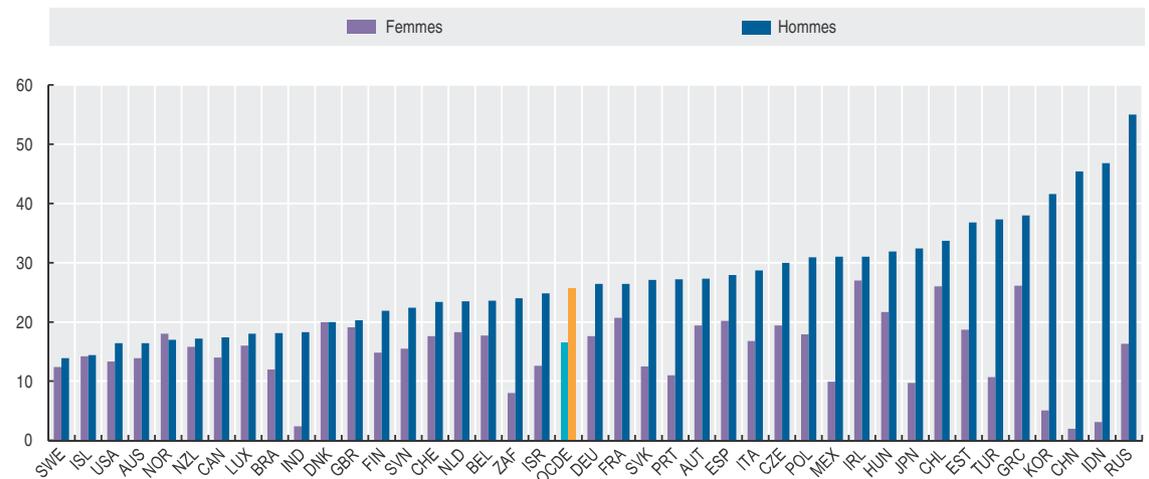
Pourcentage, évolution sur la période 2000-11 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037982>

Population adulte fumant quotidiennement par sexe

Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus, 2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038001>

CONSOMMATION D'ALCOOL

Le bilan sanitaire de la consommation excessive d'alcool, s'agissant tant de la morbidité que de la mortalité, est considérable. La consommation d'alcool a de nombreuses conséquences négatives pour la santé et sur le plan social, notamment un risque aggravé d'apparition de plusieurs cancers, d'accident vasculaire cérébral et de cirrhose du foie. L'alcool constitue également un facteur de risque de décès et de handicap en raison des accidents et des agressions, des actes de violence, des homicides et des suicides dont il peut être à l'origine. L'OMS estime qu'il est à l'origine de plus de 2,5 millions de décès par an à travers le monde.

En bref

La consommation d'alcool mesurée d'après les ventes annuelles à l'aide des données disponibles les plus récentes se situe à 9,4 litres par adulte en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Si l'on excepte le Luxembourg, où le volume des ventes nationales entraîne une surestimation de la consommation, l'Autriche, l'Estonie et la France sont les pays où la consommation d'alcool était la plus élevée en 2011 (12 litres ou plus par adulte et par an). Une faible consommation d'alcool a été relevée en Turquie et en Israël, ainsi qu'en Indonésie et en Inde, où les traditions religieuses et culturelles en restreignent la consommation dans certaines catégories de la population. Si la consommation moyenne d'alcool a progressivement diminué dans beaucoup de pays de l'OCDE au cours des vingt dernières années, elle a augmenté dans plusieurs pays d'Europe du Nord (Islande, Suède, Norvège et Finlande) ainsi qu'en Pologne et en Israël. On observe un certain rapprochement des habitudes de consommation dans l'ensemble des pays de l'OCDE, avec une progression de la consommation de vin dans nombre de pays traditionnellement buveurs de bière, et vice-versa. Dans les pays producteurs de vin de longue date que sont l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Portugal et la France, ainsi que la République slovaque, la Suisse et la Hongrie, la consommation par habitant a reculé d'au moins un cinquième depuis 1990. La consommation d'alcool a nettement augmenté en Russie, ainsi qu'au Brésil, en Chine et en Inde, mais dans ces deux derniers pays, la consommation par habitant reste faible.

Les variations de la consommation d'alcool d'un pays à l'autre et dans le temps tiennent non seulement à l'évolution des habitudes de consommation, mais aussi aux mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre l'abus d'alcool. Les restrictions visant la publicité et la vente ainsi que les mesures fiscales se sont révélées efficaces pour en réduire la consommation.

En 2010, l'Organisation mondiale de la santé a adopté une stratégie mondiale de lutte contre l'usage nocif de l'alcool, qui repose sur des mesures directes, comme la mise en place de services médicaux pour traiter les problèmes de santé liés à l'alcool, et des mesures indirectes telles que la diffusion d'informations sur les risques liés à l'alcool.

Définition

La consommation d'alcool est mesurée d'après les ventes annuelles d'alcool pur, en nombre de litres, par personne âgée de 15 ans et plus.

Comparabilité

Les méthodes utilisées pour convertir les boissons alcoolisées en alcool pur peuvent différer d'un pays à l'autre. Les statistiques officielles n'intègrent pas la consommation d'alcool non recensée, comme celle des boissons alcoolisées produites à domicile. Dans certains pays (ex. Luxembourg), le volume des ventes nationales ne reflète pas exactement la consommation réelle des résidents car les achats des non-résidents peuvent créer une importante différence entre ces ventes et la consommation.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Huerta, M. et F. Borgonovi (2010), "Education, alcohol use and abuse among young adults in Britain", *OECD Education Working Papers*, No. 50.
- OMS (2011), *Global Status Report on Alcohol and Health*, Organisation mondiale de la Santé, Genève.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la santé*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur la santé*

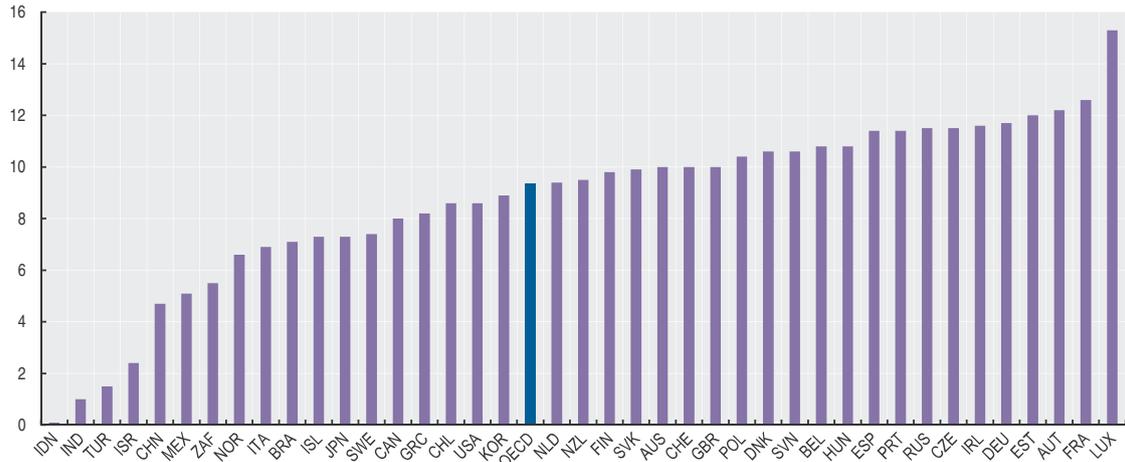
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



Consommation d'alcool des personnes âgées de 15 ans et plus

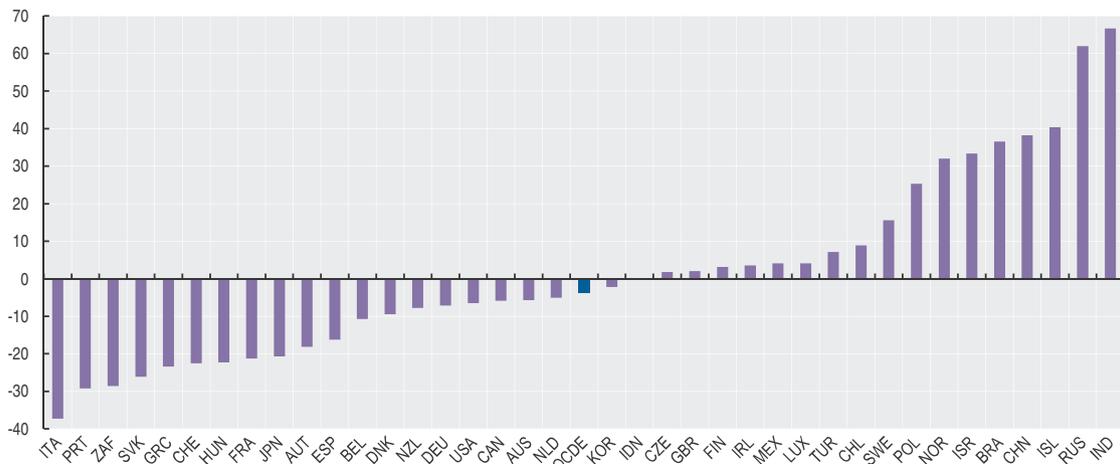
Litres par habitant, 2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038020>

Évolution de la consommation d'alcool en litre par habitant parmi les personnes âgées de 15 ans et plus

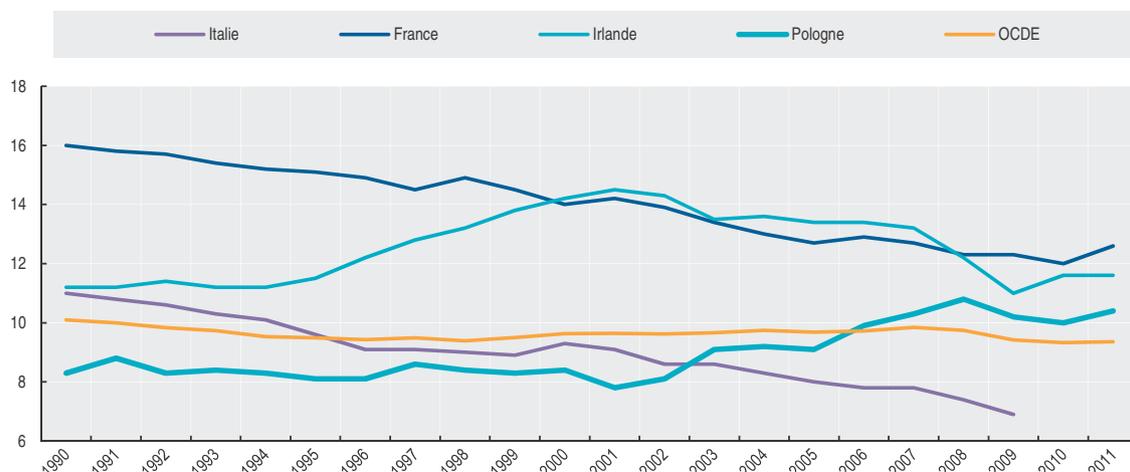
Évolution (%) en litres par habitant sur la période 1990-2011 ou dernière période disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038039>

Évolution de la consommation d'alcool des personnes âgées de 15 ans et plus

Litres par habitant



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038058>

SURPOIDS ET OBÉSITÉ

L'augmentation des situations de surpoids et d'obésité représente un grave problème de santé publique. L'obésité constitue un facteur de risque connu pour de nombreux problèmes de santé, dont l'hypertension, l'excès de cholestérol, le diabète, les maladies cardiovasculaires, les problèmes respiratoires (asthme), les troubles musculo-squelettiques (arthrite), et certaines formes de cancer. L'obésité est associée à une augmentation du risque de contracter une maladie chronique, et donc susceptible d'entraîner un important surcroît de dépenses de santé. On observe un décalage de plusieurs années entre l'apparition de l'obésité et les problèmes de santé qui lui sont associés, ce qui donne à penser que l'accroissement de l'obésité au cours des deux dernières décennies va générer dans les années à venir des coûts de santé plus élevés. Le taux de mortalité augmente aussi très fortement lorsque le seuil de surpoids est dépassé.

En bref

Il ressort des dernières enquêtes disponibles que plus de la moitié (53 %) de la population adulte des pays de l'OCDE se dit aujourd'hui en surpoids ou obèse. Dans les pays où le poids et la taille sont mesurés (et non auto-déclarés), cette proportion est encore plus élevée : 56 %. Le surpoids et l'obésité chez les adultes dépasse 50 % dans pas moins de 20 pays membres sur 34. À l'inverse, les taux de surpoids et d'obésité sont beaucoup plus bas au Japon et en Corée, et dans certains pays d'Europe (France et Suisse), même s'ils progressent aussi dans ces pays.

La prévalence de l'obésité (qui présente des risques plus grands pour la santé que la surcharge pondérale) varie dans un rapport d'environ un à dix dans les pays de l'OCDE : il oscille de 4 % en Corée et au Japon à plus de 32 % aux États-Unis et au Mexique. En moyenne dans les pays de l'OCDE, 18 % des adultes souffrent d'obésité. Le taux d'obésité moyen est similaire pour les hommes et les femmes dans la plupart des pays. Cependant, en Afrique du Sud, en Russie, en Turquie, au Chili et au Mexique, ce taux est plus élevé parmi les femmes, alors que c'est l'inverse en Islande et en Norvège.

La prévalence de l'obésité progresse dans tous les pays de l'OCDE depuis dix ans. En 2011, au moins un adulte sur cinq était obèse dans dix pays membres, alors que ce n'était le cas que dans cinq pays dix ans plus tôt. Depuis 2000, le taux d'obésité a augmenté d'au moins un tiers dans 16 pays. Cette progression rapide est observée partout, quelle que soit la situation d'il y a dix ans.

La hausse concerne tous les groupes de population, quels que soient le sexe, l'âge, les revenus ou le niveau de formation, mais à des degrés divers. Des éléments en provenance d'Australie, d'Autriche, du Canada, de France, d'Italie, de Corée, d'Espagne et des États-Unis montrent que l'obésité est généralement plus répandue au sein des groupes socioéconomiques défavorisés, en particulier chez les femmes. Une corrélation a également été établie entre le nombre d'années d'études et l'obésité : les personnes plus instruites sont aussi celles qui affichent des taux d'obésité plus faibles.

Définition

Le surpoids et l'obésité se définissent comme un poids excessif présentant des risques pour la santé en raison d'une forte proportion de graisse corporelle. Pour les mesures, on se sert le plus souvent de l'indice de masse corporelle (IMC), chiffre représentant le rapport du poids d'un individu à sa taille (poids/taille², le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètre). Selon la classification de l'OMS, un adulte est en surpoids lorsque son IMC se situe entre 25 et 30, et il est obèse si son IMC est supérieur à 30.

Comparabilité

La classification fondée sur l'IMC n'est pas nécessairement adaptée à tous les groupes ethniques, qui peuvent être exposés à des niveaux de risques équivalents avec un IMC plus ou moins élevé. Les seuils applicables aux adultes ne conviennent pas non plus pour déterminer s'il y a surpoids ou obésité chez les enfants.

Dans la plupart des pays, les données sur le surpoids et l'obésité sont recueillies au moyen d'enquêtes réalisées auprès de la population. Toutefois, un tiers environ des pays de l'OCDE tirent leurs estimations d'examens de santé. Ces différences limitent la comparabilité des données, les estimations tirées d'examens de santé étant généralement plus élevées et plus fiables que les informations fournies lors d'entretiens sur l'état de santé.

Les pays suivants utilisent des données tirées d'examens de santé : Australie, Canada, Chili, Corée, États-Unis, Irlande, Japon, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Royaume-Uni et République slovaque.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Cancer Care: Assuring Quality to Improve Survival*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la santé*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur la santé*

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/basedonnees.
- The economics of prevention, www.oecd.org/health/prevention.



Obésité chez les adultes

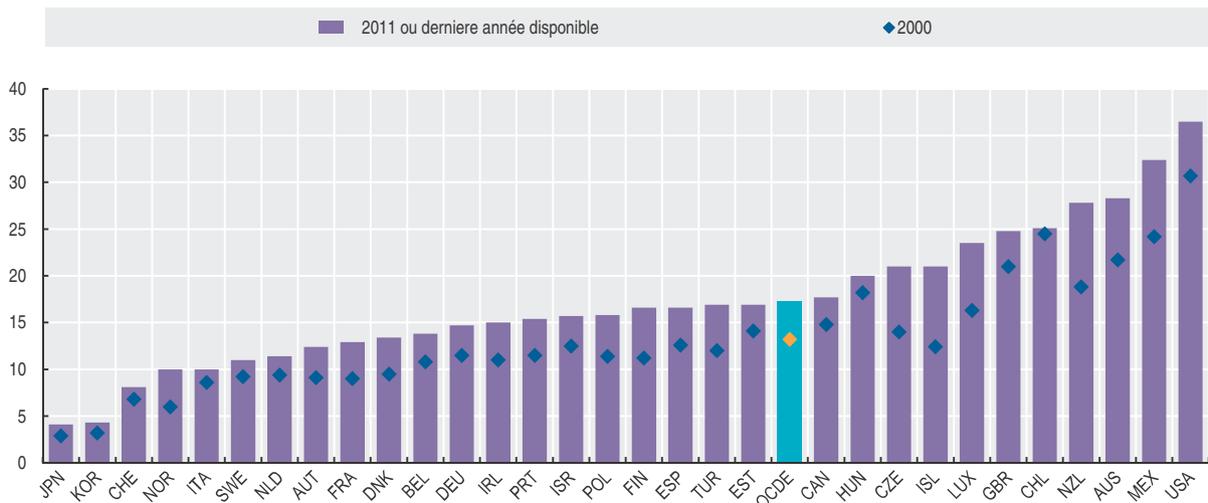
Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus, 2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038077>

Augmentation du taux d'obésité de la population adulte

Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus, 2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038096>

MÉDECINS

Les médecins occupent une place centrale dans les systèmes de santé. De nombreux pays de l'OCDE s'inquiètent des pénuries de médecins actuelles et futures, en particulier des généralistes et des médecins exerçant en zone rurale ou dans les zones urbaines défavorisées.

Il est difficile d'estimer l'offre et la demande futures de médecins en raison des incertitudes qui pèsent sur les heures de travail et les décisions de départ à la retraite du côté de l'offre, et de l'évolution des besoins de populations vieillissantes et de la progression des dépenses de santé, du côté de la demande.

Définition

Les médecins en activité sont ceux qui dispensent des soins directs aux malades. Les généralistes comprennent les médecins qui dispensent de façon continue des soins aux particuliers et aux familles, ainsi que d'autres catégories de praticiens généralistes/non spécialistes. Parmi les spécialistes figurent les pédiatres, les gynécologues/obstétriciens, les psychiatres, les spécialistes médicaux et les spécialistes chirurgicaux. Les autres médecins comprennent les internes/résidents non comptabilisés dans le domaine dans lequel ils se forment et les médecins non classés dans les autres catégories. Les chiffres indiqués se rapportent au nombre de personnes physiques.

En bref

Entre 2000 et 2011, le nombre de médecins a augmenté dans la plupart des pays membres, tant en valeur absolue que par habitant. Le rythme de progression est particulièrement élevé dans des pays qui partaient de taux plus faibles en 2000 (Turquie, Corée et Mexique), mais aussi en Australie, au Royaume-Uni et en Grèce. En Australie et au Royaume-Uni, le nombre croissant de médecins s'explique pour l'essentiel par une forte hausse des taux de diplômés au niveau national. En Grèce, leur nombre a fortement augmenté entre 2000 et 2008, puis s'est stabilisé. En revanche, le nombre de médecins pour 1 000 habitants n'a quasiment pas augmenté en Estonie et en France entre 2000 et 2011, et a reculé en Israël.

Dans quasiment tous les pays, la répartition entre généralistes et spécialistes a évolué au cours des dernières décennies, le nombre de médecins spécialistes progressant beaucoup plus vite. En conséquence, on comptait en 2011 plus de deux spécialistes pour un généraliste en moyenne dans la zone OCDE. Dans de nombreux pays, les spécialistes gagnent plus que les généralistes et leur rémunération progresse plus vite, ce qui incite financièrement les médecins à se spécialiser, même si d'autres facteurs, tels que les conditions de travail et le prestige professionnel, influent également sur leur choix.

Tous les pays membres ou presque exercent un certain contrôle sur le nombre de candidats admis en école de médecine, souvent en limitant le nombre de places de formation (*numerus clausus*, par exemple). En 2011, l'Autriche, le Danemark et l'Irlande affichaient le plus grand nombre de diplômés en médecine pour 100 000 habitants. Les taux de diplômés les plus faibles ont été enregistrés en Israël, au Japon et en France. Dans la plupart des pays membres, le nombre de nouveaux diplômés en médecine a augmenté depuis 2000.

Comparabilité

Dans plusieurs pays (Canada, Finlande, France, Grèce, Islande, Pays-Bas, République slovaque et Turquie), les données comprennent non seulement les médecins qui s'occupent directement des patients, mais aussi ceux qui travaillent dans le secteur de la santé en tant qu'administrateurs, enseignants, chercheurs, etc., ce qui peut représenter 5 à 10 % de médecins de plus. Les données relatives au Portugal se rapportent à tous les médecins autorisés à exercer (d'où une forte surestimation). Dans le cas de l'Espagne, les données incluent les dentistes jusqu'en 2010, et dans celui de la Belgique, elles comprennent les stomatologues. Les données concernant l'Inde sont probablement surestimées car elles s'appuient sur des dossiers médicaux qui ne sont pas régulièrement mis à jour et ne tiennent donc pas toujours compte des migrations, décès, départs à la retraite et enregistrements de personnes dans plusieurs États.

En raison d'un manque d'informations, tous les pays ne sont pas en mesure de recenser la totalité de leurs médecins appartenant aux deux grandes catégories que sont les spécialistes et les généralistes.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), "*Les personnels de santé dans les pays de l'OCDE, Comment répondre à la crise imminente ?*", *Études de l'OCDE sur les politiques de santé*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la santé*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur la santé*

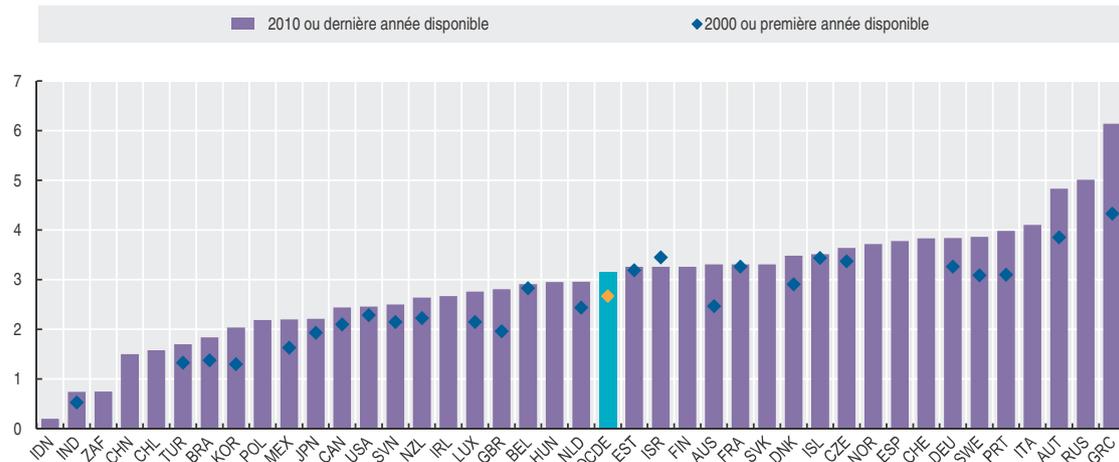
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



Médecins en activité

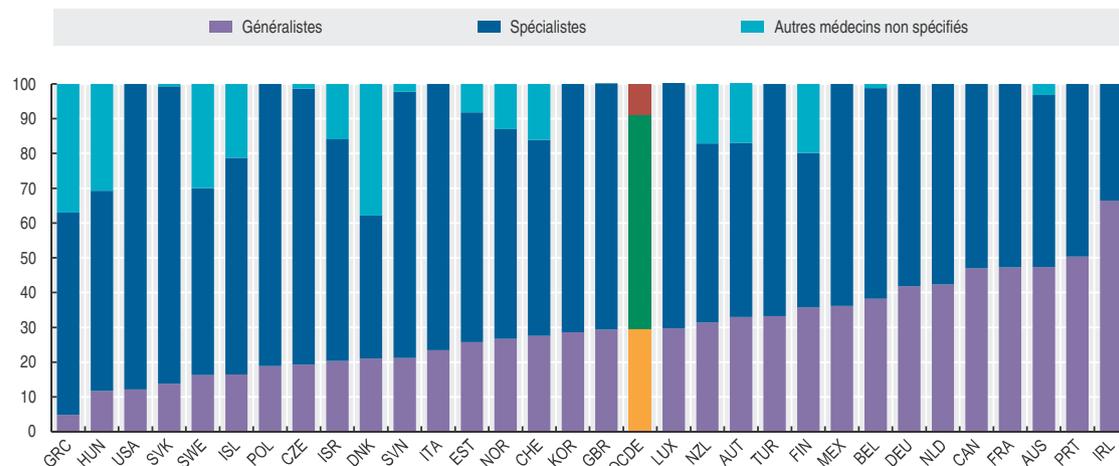
Pour 1 000 habitants



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038115>

Catégories de médecins

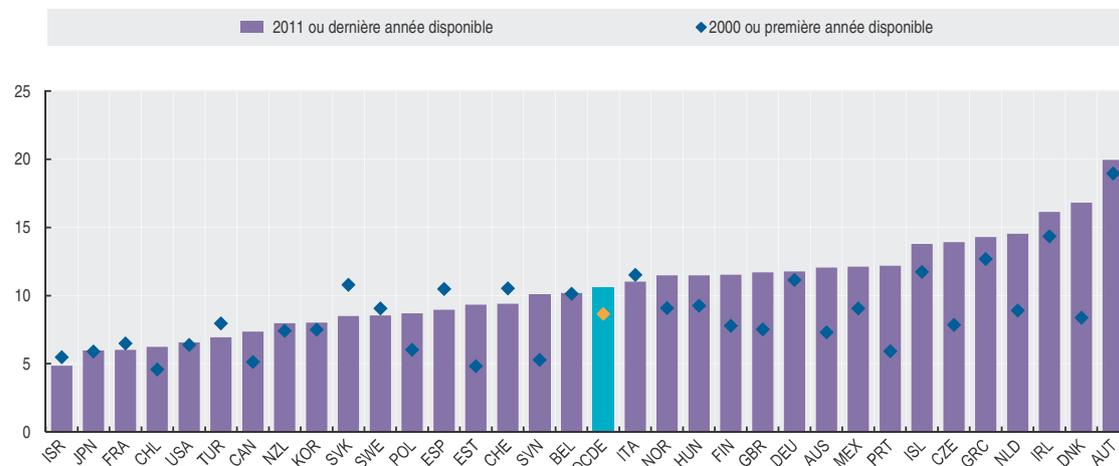
En pourcentage de tous les praticiens, 2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038134>

Diplômés de médecine

Pour 100 000 habitants



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038153>

PERSONNEL INFIRMIER

Le personnel infirmier constitue généralement la catégorie la plus nombreuse des professionnels de la santé : ils sont en effet près de trois pour un médecin en moyenne dans les pays de l'OCDE. Cependant, beaucoup de pays craignent une pénurie de personnel infirmier et leur inquiétude à cet égard pourrait bien s'intensifier dans les années à venir car la demande d'infirmiers continue d'augmenter et le vieillissement de la génération du « baby-boom » entraîne de manière accélérée une vague de départs à la retraite chez les infirmiers. Cette situation a conduit de nombreux pays à prendre des mesures pour former davantage d'infirmiers et accroître en même temps les taux de maintien en poste.

En bref

En moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, on dénombrait 8.8 infirmiers pour 1 000 habitants en 2011. C'est en Suisse, au Danemark et en Belgique que ce nombre était le plus élevé : plus de 15 infirmiers pour 1 000 habitants (même si le chiffre de la Belgique est surestimé car il représente l'ensemble des infirmiers autorisés à exercer). Les pays de l'OCDE qui enregistraient la densité d'infirmiers la plus faible étaient la Turquie, le Mexique et la Grèce. Par rapport à la moyenne de l'OCDE, la densité est également faible dans des pays émergents clés, tels que l'Indonésie, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil et la Chine, où l'on comptait moins de deux infirmiers pour 1 000 habitants en 2011, bien que les chiffres aient progressé assez rapidement dans certains de ces pays au cours des dernières années.

La densité d'infirmiers a augmenté dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE au cours des dix dernières années, à l'exception d'Israël et de la République slovaque. La hausse a été particulièrement rapide en Corée, en Espagne, au Portugal et en Turquie, même si le nombre d'infirmiers pour 1 000 habitants dans ces quatre pays est resté bien inférieur à la moyenne de l'OCDE en 2011.

En 2011, le nombre d'infirmiers par médecin allait de 4.5 au Japon à 0.5 en Grèce et 1 en Turquie. Ce rapport était également relativement faible au Mexique, en Espagne, en Israël et au Portugal, où il était de 1.5 au maximum. La moyenne de la zone de l'OCDE était légèrement inférieure à 3 infirmiers par médecin, la majorité des pays comptant entre 2 et 4 infirmiers pour 1 médecin.

En 2011, on dénombrait 43 infirmiers nouvellement diplômés pour 100 000 habitants en moyenne dans l'OCDE. C'est en Corée, en Slovénie, au Danemark et en Suisse que ce chiffre était le plus élevé, et au Mexique, en Israël, en République Tchèque, en Turquie, en Italie et au Luxembourg qu'il était le plus faible et représentait moins de la moitié de la moyenne de l'OCDE. Les taux de diplômés dans cette profession sont traditionnellement faibles au Mexique, en Turquie et en Israël, trois pays où le nombre d'infirmiers pour 1 000 habitants est relativement faible. Au Luxembourg, le taux d'infirmiers nouvellement diplômés est également faible mais bon nombre d'infirmiers se forment à l'étranger.

Définition

Le nombre d'infirmiers recouvre l'ensemble du personnel infirmier employé dans des structures publiques et privées et fournissant des services aux patients (« infirmiers en activité »), y compris les infirmiers libéraux. Dans les pays où il existe des infirmiers de niveaux différents, les données comprennent aussi bien « les infirmiers de niveau supérieur », qui ont un niveau de formation élevé et accomplissent des tâches de haut niveau, que les « infirmiers de niveau intermédiaire », dont le niveau de formation est moindre, mais qui sont néanmoins reconnus et enregistrés comme infirmiers. Les sages-femmes et les aides-soignants qui ne sont pas considérés comme infirmiers ne sont en principe pas pris en compte.

Comparabilité

Dans plusieurs pays (États-Unis, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Pays-Bas, Portugal, République slovaque et Turquie), les données comprennent non seulement les infirmiers qui dispensent directement des soins aux patients, mais aussi ceux qui travaillent dans le secteur de la santé en tant qu'administrateurs, enseignants, chercheurs, etc. Les données concernant la Belgique se rapportent à tous les infirmiers autorisés à exercer (d'où une forte surestimation).

S'agissant de l'Autriche, n'est pris en compte que le personnel infirmier employé dans les hôpitaux, ce qui entraîne une sous-estimation des effectifs. Les données relatives à l'Allemagne ne comprennent pas les quelque 277 500 infirmiers qui ont suivi trois ans d'études et interviennent auprès des personnes âgées (soit un effectif supplémentaire de 30 %).

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Delamaire, M. et G. Lafortune (2010), « Les pratiques infirmières avancées : Une description et évaluation des expériences dans 12 pays développés », *OECD Health Working Papers*, No. 54.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la santé*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur la santé*

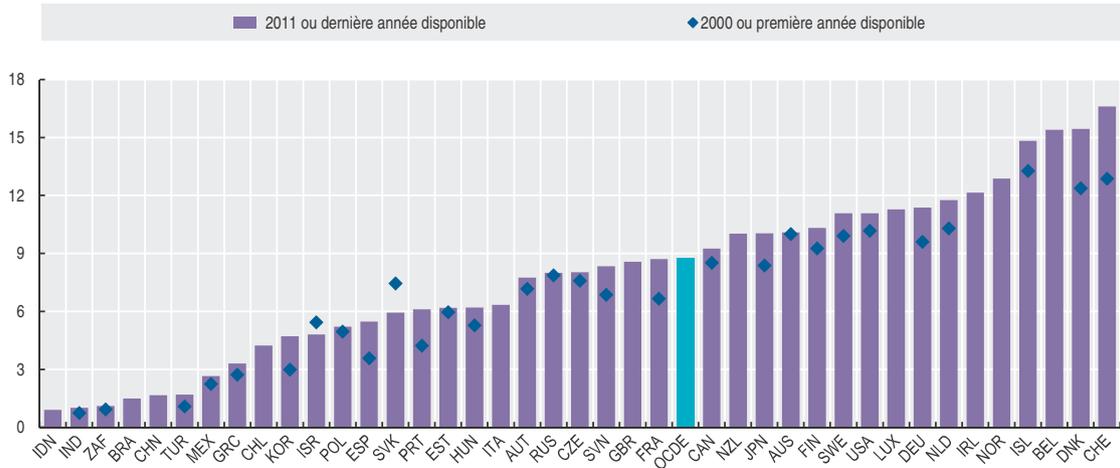
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/basedonnees.



Personnel infirmier en activité

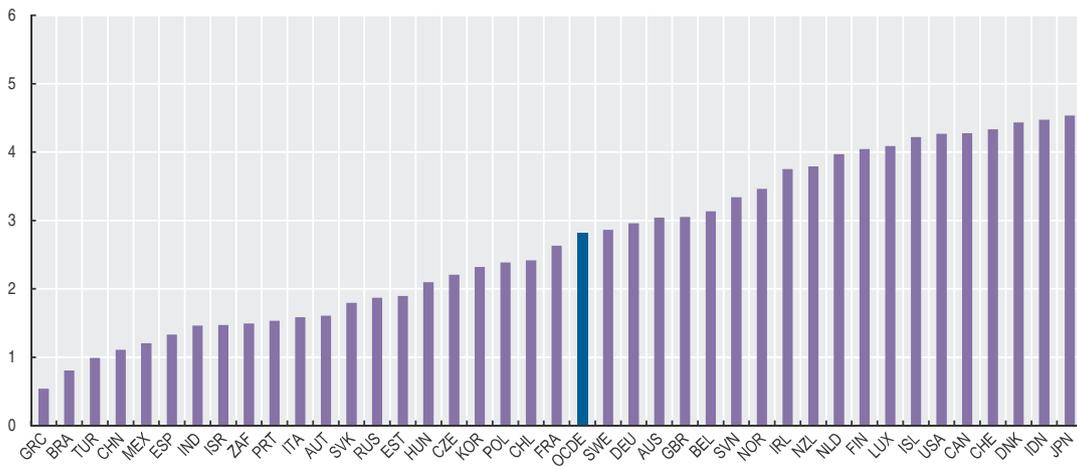
Pour 1 000 habitants



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038172>

Rapport du nombre d'infirmiers sur le nombre de médecins

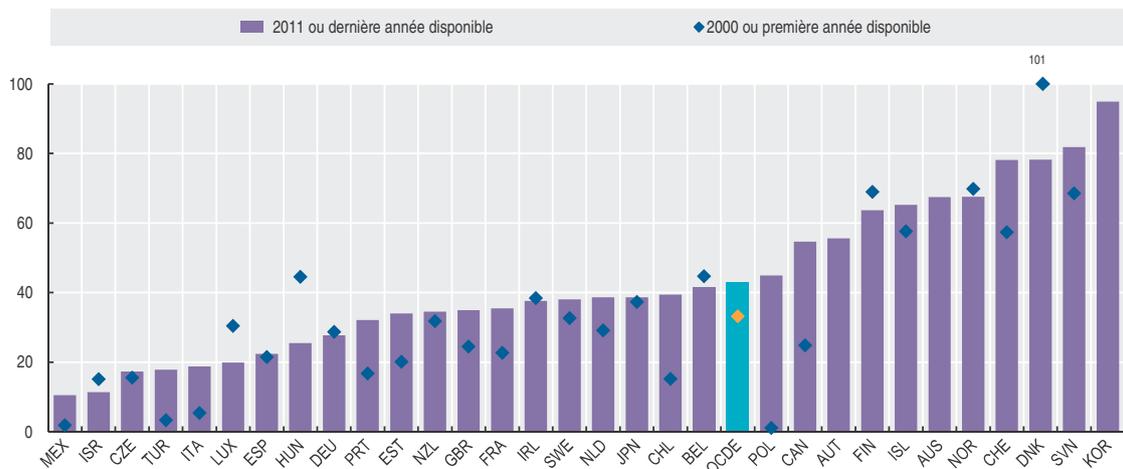
2011 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038191>

Diplômés en études d'infirmier

Pour 100 000 habitants



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038210>

DÉPENSES DE SANTÉ

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les dépenses de santé représentent une part élevée et croissante des dépenses publiques et privées. Leur poids en pourcentage du PIB avait augmenté au cours des dernières décennies, mais depuis quelques années, il stagne ou diminue dans de nombreux pays du fait de la crise économique mondiale. Les ressources financières consacrées à la santé peuvent être très variables d'un pays à l'autre, du fait de la priorité relative accordée à la santé ainsi que de la diversité des modes de financement et d'organisation des systèmes de santé nationaux.

Définition

Les dépenses totales de santé représentent la consommation finale de biens et services de santé, augmentée des dépenses d'investissement dans les infrastructures sanitaires. Elles comprennent les dépenses d'origine publique comme privée (y compris celles des ménages) consacrées aux soins curatifs, de réadaptation et de longue durée, aux biens médicaux tels que les produits pharmaceutiques, aux programmes de santé publique et de prévention, et à l'administration. Les soins peuvent être dispensés à l'hôpital ou en ambulatoire, ou parfois dans des établissements de soins de jour ou à domicile.

En bref

L'évolution des dépenses de santé en proportion du PIB est le résultat de l'effet combiné des évolutions du PIB et des dépenses de santé. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les dépenses de santé ont progressé plus rapidement que le PIB entre 2000 et 2009. En conséquence, la part moyenne du PIB consacrée à la santé est passée de 7.8 % en 2000 à 9.6 % en 2009, avant de redescendre à 9.4 % du PIB en 2010 puis à nouveau à 9.3 % en 2011. Cette baisse s'explique essentiellement par la progression ralentie voire négative des dépenses publiques depuis la crise financière et économique de 2008, lorsque de nombreux pays tels que la Grèce, l'Irlande et le Portugal ont mis en place toute une batterie de mesures afin de réduire les dépenses publiques dans le cadre d'efforts plus larges visant à diminuer les déficits et la dette publics.

Les dépenses de santé en proportion du PIB demeurent très variables d'un pays membre à l'autre. En 2011, c'est aux États-Unis qu'elles étaient - de loin - les plus élevées (17.7 %), venaient ensuite les Pays-Bas (11.9 %) et la France (11.6 %). L'Estonie, le Mexique et la Turquie ont consacré environ 6 % de leur PIB à la santé.

La Chine et l'Inde ont dépensé respectivement 5.2 % et 3.9 % de leur PIB pour la santé en 2011, alors que l'Afrique du Sud et le Brésil y ont consacré 8.5 % et 8.9 %, des niveaux proches de la moyenne de l'OCDE (9.3 %).

La part du PIB consacrée aux dépenses de santé est également variable à l'intérieur de la zone OCDE : elle va de 4 % environ ou moins au Mexique, au Chili et en Corée, à plus de 9 % au Danemark et aux Pays-Bas.

En 2011, les dépenses publiques constituaient la principale source de financement de la santé dans tout l'OCDE, à l'exception du Chili, du Mexique et des États-Unis. Les dépenses de santé privées étaient également la principale source de financement en Inde, au Brésil, en Indonésie et en Afrique du Sud.

Pour une évaluation plus globale des dépenses de santé, il convient de considérer les dépenses de santé par habitant en même temps que les dépenses de santé en proportion du PIB. Des pays ayant un ratio dépenses de santé/PIB relativement élevé peuvent avoir des dépenses de santé par habitant relativement faibles, mais l'inverse est également vrai.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE en sont à des stades variables de présentation de leurs dépenses totales de santé selon les catégories proposées dans l'édition 2011 du *Système de comptes de la santé*. La comparabilité des données sur les dépenses de santé s'est améliorée au cours des dernières années, mais certaines limites subsistent, notamment sur la mesure des dépenses de soins de longue durée et des services administratifs.

Aux Pays-Bas, il n'est pas possible de distinguer clairement la part privée de la part publique dans les dépenses de santé liées aux investissements. En Belgique et en Nouvelle-Zélande, les dépenses totales sont calculées hors investissements. L'Estonie, la Grèce, Israël et la Pologne indiquent les dépenses financées par des fonds étrangers ou d'autres mécanismes de financement, dépenses qui sont comptabilisées avec les financements privés. Au Luxembourg, les dépenses de santé sont déterminées par assuré et non par habitant.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).
- Organisation mondiale de la santé (OMS), *Observatoire mondial de la santé*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2010), *Optimiser les dépenses de santé*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la santé*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE, Organisation mondiale de la Santé et Eurostat (2011), *A System of Health Accounts, 2011 Edition*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur la santé*

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/basedonnees.



Dépenses de santé publiques et privées

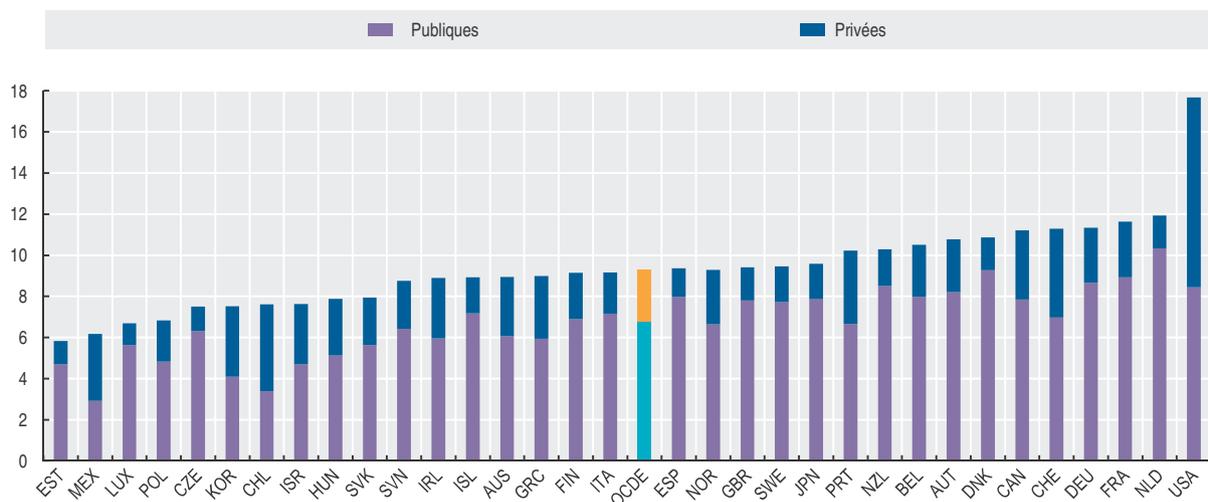
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques				Dépenses privées				Dépenses totales			
	1980	1990	2000	2011 ou dernière année disponible	1980	1990	2000	2011 ou dernière année disponible	1980	1990	2000	2011 ou dernière année disponible
Allemagne	6.6	6.3	8.3	8.7	1.8	2.0	2.1	2.7	8.4	8.3	10.4	11.3
Australie	3.9	4.5	5.4	6.1	2.3	2.3	2.7	2.9	6.1	6.8	8.1	8.9
Autriche	5.1	6.1	7.6	8.2	2.3	2.3	2.4	2.6	7.5	8.4	10.0	10.8
Belgique	..	..	6.1	8.0	0.0	0.0	2.1	2.5	6.3	7.2	8.1	10.5
Canada	5.3	6.6	6.2	7.9	1.7	2.3	2.6	3.3	7.0	8.9	8.8	11.2
Chili	..	..	3.4	3.5	0.0	0.0	3.1	4.0	..	..	6.4	7.5
Corée	0.8	1.5	2.2	4.1	2.8	2.3	2.1	3.3	3.6	3.9	4.3	7.4
Danemark	7.9	6.9	7.3	9.3	1.1	1.4	1.4	1.6	8.9	8.3	8.7	10.9
Espagne	4.2	5.1	5.2	6.8	1.1	1.4	2.0	2.5	5.3	6.5	7.2	9.3
Estonie	..	..	4.1	4.7	0.0	0.0	1.2	1.2	..	..	5.3	5.9
États-Unis	3.7	4.9	5.9	8.5	5.3	7.5	7.8	9.2	9.0	12.4	13.7	17.7
Finlande	5.0	6.3	5.1	6.8	1.3	1.5	2.1	2.2	6.3	7.7	7.2	9.0
France	5.6	6.4	8.0	8.9	1.4	2.0	2.1	2.7	7.0	8.4	10.1	11.6
Grèce	3.3	3.6	4.8	5.9	2.6	3.1	3.2	3.2	5.9	6.7	8.0	9.1
Hongrie	..	..	5.1	5.1	0.0	0.0	2.1	2.8	..	..	7.2	7.9
Irlande	6.7	4.3	4.6	6.0	1.5	1.7	1.5	2.9	8.1	6.0	6.1	8.9
Islande	5.5	6.8	7.7	7.3	0.7	1.0	1.8	1.8	6.3	7.8	9.5	9.0
Israël	..	..	4.7	4.7	0.0	0.0	2.8	3.0	7.7	7.1	7.5	7.7
Italie	..	6.1	5.8	7.2	0.0	1.6	2.0	2.0	..	7.7	7.9	9.2
Japon	4.5	4.5	6.1	7.9	1.8	1.3	1.5	1.7	6.4	5.8	7.6	9.6
Luxembourg	4.8	5.0	6.4	5.6	0.4	0.4	1.1	1.1	5.2	5.4	7.5	6.6
Mexique	..	1.8	2.4	2.9	0.0	2.6	2.7	3.3	..	4.4	5.1	6.2
Norvège	5.9	6.3	6.9	7.9	1.0	1.3	1.5	1.4	7.0	7.6	8.4	9.3
Nouvelle-Zélande	5.1	5.6	5.9	8.5	0.7	1.2	1.7	1.8	5.8	6.8	7.6	10.3
Pays-Bas	5.1	5.4	5.0	..	2.3	2.6	2.9	..	7.4	8.0	8.0	11.9
Pologne	..	4.4	3.9	4.8	0.0	0.4	1.7	2.0	..	4.8	5.5	6.9
Portugal	3.3	3.7	6.2	6.7	1.8	2.0	3.1	3.6	5.1	5.7	9.3	10.2
République slovaque	..	..	4.9	5.6	0.0	0.0	0.6	2.3	..	..	5.5	7.9
République tchèque	..	4.3	5.7	6.3	0.0	0.1	0.6	1.2	..	4.4	6.3	7.5
Royaume-Uni	5.0	4.9	5.6	7.8	0.6	1.0	1.5	1.6	5.6	5.8	7.0	9.4
Slovénie	..	..	6.1	6.5	0.0	0.0	2.1	2.3	..	..	8.3	8.9
Suède	8.2	7.4	6.9	7.7	0.7	0.8	1.2	1.7	8.9	8.2	8.2	9.5
Suisse	..	4.2	5.5	7.1	0.0	3.8	4.4	3.9	7.2	8.0	9.9	11.0
Turquie	0.7	1.6	3.1	..	1.8	1.1	1.8	1.6	2.4	2.7	4.9	..
UE-28	..	..	..	6.4	..	..	..	2.2	..	..	..	8.6
OCDE	4.8	5.0	5.5	6.7	1.1	1.5	2.2	2.6	6.6	6.9	7.8	9.4
Afrique du Sud	..	..	3.4	3.5	..	..	4.9	5.1	..	..	8.3	8.5
Brésil	..	..	2.9	3.1	..	..	4.3	5.8	..	..	7.2	8.9
Chine	..	..	1.8	1.6	..	..	2.9	3.5	..	..	4.6	5.2
Fédération de Russie	..	..	3.2	3.3	..	..	2.2	2.9	..	..	5.4	6.2
Inde	..	..	1.1	1.1	..	..	3.2	2.8	..	..	4.3	3.9
Indonésie	..	..	0.7	1.0	..	..	1.2	1.8	..	..	2.0	2.7

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933040110>

Dépenses de santé publiques et privées

En pourcentage du PIB, 2012 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933038229>

Index analytique

A	
Accès Internet, voir : Ordinateurs, Internet et télécommunications	164
Accidents mortels de la route	128
Actifs financiers, voir :	
Actifs financiers des ménages	68
Administrations publiques, voir :	
Besoin de financement net	204
Coûts de production	212
Dépenses	210
Dépenses et recettes par habitant	210
Passif financier brut	206
Recettes	204
Agriculture, voir : Valeur ajoutée par activité	52
Aide au développement, voir :	
Aide publique au développement	224
Aide étrangère, voir :	
Aide publique au développement	224
Aide publique au développement (APD)	224
Approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP), voir :	
Par habitant	112
Par région	112
Par unité du PIB	112
Aquaculture, voir :	
Concours publics à la pêche	222
Pêcheries	170
B	
Balance des opérations courantes	92
Balance des paiements	92
Bien-être et conditions de vie, voir :	
Revenu disponible des ménages	60
Biens et services, voir : Balance commerciale	78
Biotechnologie, voir : Dépenses de recherche et développement (R-D)	152
Brevets, voir :	
Brevets	156
Dépôt de brevet	158
C	
Chaînes de valeur mondiales, voir :	
Échanges en valeur ajoutée	86
Chercheurs	154
Chômage, voir :	
À long terme	146
Inactivité des jeunes	190
Par région	148
Population étrangère et née à l'étranger	24
Taux	144
Coefficient de Gini, voir :	
Taux de chômage par région	148
Commerce, voir :	
Balance	80
Biens, international	78
En valeur ajoutée	84
Marchandises	82
Partenaires	82
Rôle des biens intermédiaires et des services	86
Services, international	80
Communications, voir :	
Secteur des TIC	164
Compétences, voir : Évaluation internationale des compétences des adultes	188
Compétitivité, voir : Taux de change effectifs réels	106
Conflits d'intérêts	214
Consommation d'alcool	244
Consommation de tabac, voir : Fumer	242
Consommation d'eau	168
Coûts de production	212
Coûts unitaires de la main-d'œuvre	46
Croissance annuelle, voir :	
Exportations de biens	78
Exportations de services	80
Importations de biens	78
Importations de services	80
Culture, voir : Évaluation internationale des élèves	184
D	
Débarquements des pêches	170
Déchets municipaux	172
Défense, l'ordre public et la justice, voir :	
Dépenses	208
Déficits publics, voir : Dette publique	206
Dépendance des personnes âgées, voir :	
Dépenses sociales	216
Population dépendante	18
Taux de population, régions	22
Dépense intérieure brute de recherche et développement	152

PISA, voir :	
Enseignement des mathématiques	186
Évaluation internationale des élèves	184
Pollution, voir :	
Émissions de dioxyde de carbone	174
Émissions de soufre et d'azote	176
Population, voir :	12
En niveau	12
Par région	20
Âgée	22
Dépendante	18
Âge de travailler	12
Étrangère et immigrée	24
Mondiale	12
Répartition, régions	20
Taux de croissance démographique	12
Prix, voir : Indices des prix à la production	98
Production d'électricité nucléaire	116
Production des déchets, voir :	
Déchets municipaux	172
Productivité, voir :	
Croissance de la productivité du travail	42
Productivité et bilan de la croissance	44
Produit intérieur brut (PIB), voir :	34
Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité	52
Croissance	36
Croissance du PIB réel	36
Par habitant	34
Par habitant et productivité du travail	42
Par heure travaillée	40
Productivité et bilan de la croissance	44
Produits raffinés, voir :	
Proportion des produits raffinés par produit	120

R

Recettes fiscales	230
Recherche et développement (R-D), voir :	152
Brevets	156
Chercheurs	154
Dépenses	152
Retraites, dépenses	218
Revenus, voir :	
Inégalité	64
Pauvreté	66
Revenu national brut et net par habitant	58
Revenus des ménages	60
RNB, voir : Revenu national brut et net par habitant	58

S

Salaires, voir : Enseignants	198
Rémunération du travail	48
Salariés dans l'industrie manufacturière	54
Santé, voir :	
Alcool	244
Dépenses	252
État de santé	236
Fumer	242
Infirmières	250
Obésité	246
Ressources	248
Risques	242
Services, voir :	
Importations de services	80
Valeur ajoutée par activité	50
Services marchands, voir : Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité	52
Services publics, voir : Contribution à la croissance de la valeur ajoutée dans les services	52
Soutien aux producteurs agricoles	220
Suicides	240
Surpoids et obésité, voir :	246

T

Taux de change, voir :	102
Taux de change effectifs réels	106
Taux de conversion	102
Taux de fécondité	16
Taux de mortalité, voir : Mortalité infantile	238
Taux des naissances, voir :	
Taux de fécondité	12
Taux de mortalité infantile	238
Taux d'intérêt	100
Taux d'investissement	38
Technologies de l'information et des communications (TIC), voir :	
Exportations	162
Secteur	164
Taille du secteur TIC	160
Télécommunications, voir : Ordinateurs, Internet et télécommunications	164
Téléphones, voir : Télécommunications	164
Temps partiel, emploi	136
Transparence du gouvernement	214
Transport, voir :	
de marchandises	124
de passagers / voyageurs	126

Travail, voir :		Par activité	50
Croissance de la productivité	42	Réelle dans les services	50
Durée effective du travail	142	Rôle des biens intermédiaires et des services	86
Niveaux de la productivité	40	Valeur ajoutée étrangère, voir :	
Rémunération	48	Échanges en valeur ajoutée	84

V

Valeur ajoutée, voir :	
Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité	52
Coûts unitaires de la main-d'œuvre	46
Échanges	84

Z

Zones urbaines, voir :	
Dépôt de brevet	158
Viabilité écologique	180

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux liés à la mondialisation. À l'avant-garde des efforts engagés pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles suscitent, l'OCDE aide les gouvernements à y faire face en menant une réflexion sur des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et la problématique du vieillissement démographique. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de confronter leurs expériences en matière d'action publique, de chercher des réponses à des problèmes communs, de recenser les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Panorama des statistiques de l'OCDE 2014

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014* est une publication statistique annuelle globale. Plus de 100 indicateurs couvrent un large gamme de sujets, y compris de nouveaux indicateurs relatifs aux échanges en valeur ajoutée et au changement climatique.

Les données sont fournies pour tous les pays membres de l'OCDE (y compris les totaux de la région) et, sous réserve de données comparables disponibles, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie et la République populaire de Chine. Pour chaque indicateur, il y a une double page : une page de texte comporte une brève introduction, puis une définition détaillée de l'indicateur, des commentaires sur la comparabilité des données, une évaluation des tendances à long terme liées à l'indicateur et une liste de références pour de plus amples informations sur l'indicateur ; la page opposée contient un tableau et un graphique qui illustre – d'un coup d'œil – le message clé véhiculé par les données. Pour chaque tableau est fourni un « StatLink » dynamique où les lecteurs peuvent télécharger les données correspondantes.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* continuera de fournir les données qui étayeront les efforts déployés par l'OCDE pour remplir sa mission visant à promouvoir *des politiques meilleures pour une vie meilleure* et pour répondre à l'évolution des besoins des citoyens, des chercheurs, des analystes et des décideurs en matière de statistiques.

Sommaire

Population et migration
Production et productivité
Revenus et patrimoine des ménages
Mondialisation
Prix
Énergie et transport
Travail
Science et technologies
Environnement
Éducation
Gouvernement
Santé

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2014-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

